This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

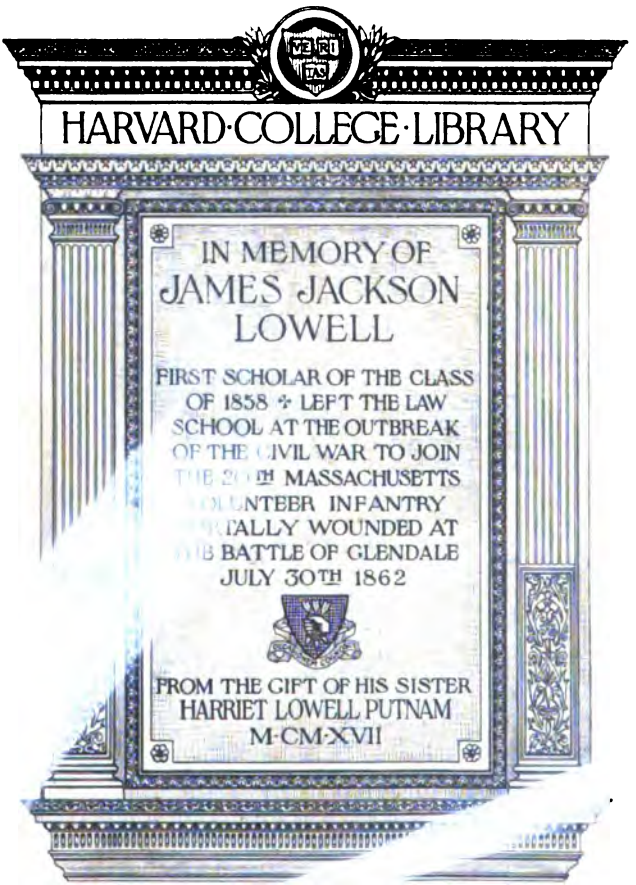
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Fr 1400.514


HARVARD·COLLEGE·LIBRARY
IN MEMORY OF
JAMES JACKSON
LOWELL
FIRST SCHOLAR OF THE CLASS
OF 1858 ✣ LEFT THE LAW
SCHOOL AT THE OUTBREAK
OF THE CIVIL WAR TO JOIN
THE 20TH MASSACHUSETTS
VOLUNTEER INFANTRY
MORTALLY WOUNDED AT
THE BATTLE OF GLENDALE
JULY 30TH 1862
FROM THE GIFT OF HIS SISTER
HARRIET LOWELL PUTNAM
M·CM·XVII

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES;

RECUEIL PERIODIQUE,

Publié trois fois par Mois,

PAR

M. PELTIER.

VOL. XLI.

Alexander Magnus, cum interjecto tempore in Oriente bellum gereret, velut ultor publicæ securitatis, expugnatâ eorum urbe, omnes qui prælio superfuerant, ob memoriam veteris cædis, crucibus affixit.

JUSTIN. *Lib.* xviii. *Cap.* 3.

Alexandre-le-Grand, ayant suspendu pour un temps la guerre qu'il faisait dans l'Orient, devint le vengeur de la sûreté publique, assiégea et prit leur ville, et pour prix de leurs anciens forfaits, fit mettre en croix tous ceux qui avaient échappé aux combats.

A LONDRES:

IMPRIMÉ POUR SCHULZE ET DEAN,

NO. 13, POLAND-STREET, OXFORD-STREET,

Où on peut s'abonner.

Le Prix de la Souscription est de Cinq Guinées par An.

1813.

Fr 1400.514

Harvard College Library.
Mar 4 1924
J J Lowell fund

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLXI.—*Le* 10 *Avril,* 1813.

SUR LESYSTÊME CONTINENTAL

ET

Sur ses Rapports avec la Suede.

[Continuation.]

Par un Sénatus-Consulte du 18 Mai, 1804, Buonaparté se fit proclamer Empereur: cette nouvelle dignité fut reconnue sans difficulté par les cours de Vienne et de Berlin.

En 1805, au mois de Mars, Buonaparté, depuis le commencement de 1802 élu président de la république cisalpine, se déclara roi d'Italie. C'en était donc fait, non-seulement de l'indépendance de cette république, garantie par le traité de Lunéville, et qui n'avait jamais été que nominale, mais de son existence même. La république cisalpine, à ce

que disaient les gazettes, commit ce suicide politique, poussée par une passion irrésistible pour son bienfaiteur ; il était à prévoir qu'il saurait inspirer bientôt aux autres républiques à sa portée un amour tout aussi peu mesuré.

Comme on avait déterré la couronne de fer des anciens rois lombards, il aurait été naturel et convenable de renouveler aussi le nom du royaume de Lombardie. Mais la république cisalpine avait déjà pris le nom de république italienne : transformée en monarchie, elle eut le titre de royaume d'Italie. Cette dénomination plus vaste que son objet, semblait être choisie exprès pour annoncer aux états encore indépendants de l'Italie leur sort futur.

L'Autriche différa de reconnaître Buonaparté en sa qualité de roi d'Italie, et c'est ce qui l'irrita principalement contr'elle.

Au mois de Juin, Buonaparté anéantit les républiques de Gênes et de Lucque et les incorpora à l'Empire français. S'il se fût emparé du Piémont, de Parme et de Plaisance, de Gênes et de Lucque au profit de la république cisalpine, son procédé n'en aurait pas été plus juste, mais il aurait au moins satisfait le vœu des patriotes italiens, qui espéraient la régénération de l'Italie de sa réunion en un seul corps. En incorporant ces états à la France, il décela qu'il ne reconnaissait point d'autres bornes à ce vaste empire que celles de ses conquêtes et qu'il voulait le transformer en monarchie universelle.

La guerre éclata en automne 1805. D'après les données précédentes il sera facile de juger s'il y avait autre chose à reprocher à l'Autriche que sa trop longue patience. Il est curieux de voir à quels misérables prétextes Buonaparté a recours dans son manifeste (c'est-à-dire dans son discours au sénat) pour colorer son agression. Il impute à l'Autriche des vues ambitieuses ; mais il faut chercher avec

un microscope les agrandissements dont il se plaint. Encore est-il forcé de convenir que l'Autriche avait fait ses acquisitions en vertu d'anciens droits constitutionnels ou par des cessions. Avec une rare impudence ou une amere dérision, il lui reproche entr'autres, comme un envahissement dangereux pour la Suisse, de s'être fait céder Meinau, petite île dans le lac de Constance qui peut avoir une lieue de tour, et dont la possession aurait pu tenter tout au plus un amateur de beaux sites, pour y établir un jardin anglais.

Au commencement de la guerre les troupes françaises stationnées dans le Hanovre traverserent la Hesse pour rejoindre la grande armée. L'électeur de Hesse offrit au roi de Prusse de s'opposer à leur passage, pourvu qu'il lui promît de le soutenir dans cette démarche. Le roi de Prusse l'en découragea. Peu de jours après, ces mêmes troupes passerent par les états prussiens en Franconie. Le roi de Prusse, au lieu de prendre les armes sur le champ, négocia, se laissa amuser par des assurances d'amitié et des promesses fallacieuses, et n'obtint aucune satisfaction de la violation de son territoire.

Cette guerre courte mais désastreuse pour l'Autriche, fut terminée par la paix de Presbourg. Dans celle de Lunéville elle avait obtenu des dédommagements pour ses provinces perdues, quoique pas équivalents à beaucoup-près. Maintenant il lui fallut céder toutes ses possessions en Souabe, le Tirol son grand boulevard, l'état de Venise et la Dalmatie vénitienne, sans autre compensation que l'archevêché de Salzbourg, qu'un prince de la maison d'Autriche possédait déjà.

Au commencemet de la guerre les princes de l'Empire étaient en paix avec la France, mais ils n'étaient pas ses alliés, ni ne pouvaient l'être contre l'Empereur d'Allemagne et contre leurs co-états, au-

tant qu'il existait une constitution germanique. Ceux du nord resterent neutres sous la sauvegarde de la Prusse ; ceux du midi attendaient les événements. L'Autriche avait fait marcher des troupes en Baviere : cette mesure indispensable pour défendre ses provinces avancées fut prise du plein consentement de l'électeur, qui demanda seulement qu'on lui ménageât une apparence de neutralité, comme la cour de Vienne l'a prouvé par sa correspondance avec celle de Munich. Ensuite la Baviere, voyant la fortune se déclarer pour les Français, se rangea sous leurs drapeaux, les électeurs de Wurtemberg et de Bade suivirent son exemple. Alors on vit les Allemands s'entr'égorger, non pas dans une guerre civile, car ils n'avaient aucun sujet de débats, mais uniquement pour les intérêts d'une domination étrangere. On vit des princes allemands faire une guerre impie à leur Empereur, qui les avait défendus si souvent contre les invasions de la France, en épuisant les trésors et la population de ses états héréditaires. Aussi furent-ils richement récompensés : Buonaparté leur distribua les dépouilles de leur ancien bienfaiteur, et à peine roi lui-même, il nomma rois les électeurs de Baviere et de Wurtemberg.

Quelques grandes que fussent les pertes auxquelles l'Autriche se soumit par le traité de Presbourg, elles n'étaient rien en comparaison des suites ultérieures. La cour de Naples, forcée depuis long-temps de payer tribut à la France et d'en supporter les troupes sur son territoire, à la faveur de cette nouvelle coalition fit un faible effort pour secouer le joug. Délaissée par ses alliés sur terre ferme, exposée à tout le courroux du vainqueur, elle n'eut ni les moyens ni le courage de lui tenir tête, et s'enfuit en Sicile, asile que les secours anglais lui conserverent. Deux freres de Buonaparté furent déclarés, l'un au mois de Mars 1806 roi de

Naples, l'autre au mois de Juin roi d'Hollande. La nomination de ces rois ne différait que pour la forme de l'incorporation des pays qui leur furent donnés, à l'Empire français. Par une loi de famille, publiée en même temps, Buonaparté s'arrogea une tutelle absolue sur ses freres et autres collatéraux. En vertu de cette loi la qualité de prince du sang de la dynastie Napoléon impliquait une minorité éternelle ; le premier devoir d'un roi de nouvelle création était l'obéissance servile envers son maître. Cette couronne, ce cercle radieux dont Buonaparté semblait vouloir ceindre le front de ses freres ou de ses alliés, n'était que le dernier anneau d'une chaîne, dont il tenait l'autre bout, et qu'il pouvait resserrer à volonté ; et les déclamations figurées des philosophes contre les rois comme *esclaves couronnés*, furent littéralement vérifiées.

L'empire germanique avait encore été reconnu par la paix de Presbourg ; cependant Buonaparté laissait toujours ses armées en Allemagne pour y protéger toutes les violences commises par des princes de l'Empire même contre leurs co-états ; il encourageait les déprédations des forts contre les faibles, des satellites de sa domination contre les individus loyaux et fideles à leur patrie. Les dépouilles des villes impériales, de l'ordre équestre, de petits princes pacifiques, en général d'états qui n'avaient ni pu ni voulu faire la guerre à la France, servirent à cimenter la *Confédération rhénane* : on ne pouvait y entrer, sans avoir pris le bien de son voisin. C'est dans ce temps là qu'un libraire allemand, au milieu de cette prétendue paix, au sein de sa patrie, fut fusillé par ordre d'une commission militaire française, pour avoir osé imprimer que l'Allemagne était avilie : étrange maniere de réfuter son assertion !

Au mois d'Août parut enfin l'acte fondamental de la *Confédération rhénane*. En mettant de côté

les réglements constitutionnels, qui ne furent jamais exécutés, ce n'était au fond autre chose qu'un pacte mutuel, par lequel Buonaparté garantissait aux princes les usurpations faites sous ses auspices ; ceux-ci en revanche lui livraient la propriété et la vie de leurs sujets, en promettant de l'aider à faire toutes les guerres d'agressions qu'il pourrait encore méditer.

Les membres de la Confédération annullerent de leur propre chef leurs obligations envers l'Empire, en vertu desquelles ils tenaient leurs fiefs. L'Empereur d'Autriche vint à la rencontre de cette démarche en résignant pour sa personne la dignité de chef électif de l'Empire, et tous les droits qui y étaient attachés. Le traité de Presbourg reconnaissait ces droits, mais pour les maintenir il aurait fallu entreprendre une nouvelle guerre. La Prusse depuis 1795 avait séparé sa cause d'avec celle de l'Empire germanique ; elle avait donné l'exemple pernicieux des paix particulieres. Les princes ecclésiastiques, les seuls qui fussent sincerement attachés à la cause germanique, avaient cessé d'exister par les sécularisations ; chez la plupart des autres princes les sacrifices de l'Autriche pour l'Empire pendant la longue guerre de la révolution, n'avaient rencontré qu'ingratitude ou froideur. Le monarque autrichien déposa, donc volontairement cette antique couronne, de l'aveu de l'Europe entiere la premiere en dignité, et qui depuis cinq siecles avait illustré la maison d'Habsbourg. On se rappelle avec attendrissement que l'équité et la sollicitude paternelle pour les opprimés signalerent les derniers actes de l'autorité impériale. Il était facile de blâmer la débilité de la constitution germanique, pendant qu'elle existait encore, mais il a fallu une triste expérience pour faire connaître toute l'étendue des maux que sa chute devait entraîner pour l'Allemagne et l'Europe.

L'heure de la Prusse était venue. Son roi estimable avait été plongé long-temps dans un fatal aveuglement: ses yeux furent enfin dessillés, mais trop tard. On ne cessait de vanter ses dispositions pacifiques comme le comble de la sagesse politique, on lui persuadait qu'en persistant dans sa neutralité, il tiendrait à la fin la balance de l'équilibre européen; et Buonaparté était un des flatteurs les plus empressés de ce monarque qu'il appelait son allié naturel. La Prusse était intacte: les sécularisations l'avaient amplement dédommagée de la perte de ses provinces d'outre-Rhin. En y ajoutant sa part au dernier partage de la Pologne, on verra qu'elle était plus forte en population et en moyens de toute espece qu'elle ne l'avait jamais été du temps de Frédéric II. Mais celui-ci aurait prévenu, au lieu d'attendre; il n'aurait pas cru que les affaires du midi de l'Allemagne lui fussent étrangeres; il n'aurait pas laissé refouler l'Autriche dans ses états héréditaires derriere l'Inn, et d'un commun accord avec elle il aurait reconstruit une digue assez forte pour arrêter les débordements de l'ambition.

Ce qui fut surtout funeste à la Prusse, c'était la confiance dans ses anciens succès. Depuis onze ans ses institutions civiles et militaires n'avaient pas été mises à l'épreuve; elle ne s'apercevait pas de leur insuffisance après tant de changements opérés en Europe. En général, voilà le danger dont les neutres sont menacés: l'inactivité pendant ces grandes luttes qui mettent en jeu tous les ressorts de la nature humaine, diminue l'énergie des gouvernements et des nations. On dit que les neutres doivent rester les plus forts, parce que les combattants s'affaiblissent mutuellement. C'est un faux raisonnement: la force des états se compose beaucoup moins des masses, que du mouvement qu'on sait leur imprimer par le patriotisme et le point d'honneur militaire.

Le ministere prussien ne prouva que trop, combien il était éloigné de tout projet hostile, en se prêtant aux propositions les plus insidieuses du cabinet de St. Cloud. En mettant de côté la violation de son territoire, la Prusse consentit à céder des provinces qu'elle possédait de bon droit, et à recevoir en échange l'électorat d'Hanovre, qu'en effet des troupes françaises avaient occupé, mais sur lequel le roi d'Angleterre n'avait nullement abdiqué ses droits. Pour comble de duplicité Buonaparté négociait sa paix avec le gouvernement britannique en offrant de rendre le Hanovre, pendant qu'il invitait la Prusse à en prendre possession. Ainsi au moment où il allait fondre sur elle, il eut soin de la compromettre avec l'Angleterre. Pour la tranquilliser sur la Confédération du Rhin, il lui proposa de former une *Ligue du Nord*, avec les états allemands qui n'étaient pas encore compris dans la premiere. Mais lorsque le roi de Prusse voulut effectuer cette ligue, Buonaparté en excepta les villes anséatiques, il ajouta que sa tendresse pour l'indépendance des peuples lui imposait le devoir de protéger tous ceux qui refuseraient de se confédérer. En attendant, les armées françaises restaient toujours en Allemagne et se rapprochaient des frontieres prussiennes ; les armements indispensables à la Prusse pour ne pas se livrer sans défense, furent considérés comme des hostilités : la guerre éclata donc.

L'électeur de Hesse, craignant que son pays n'en devînt le théâtre, demanda aux puissances belligérantes de pouvoir rester neutre. Sa proposition fut accueillie avec empressement dans le quartier-général français, avec froideur dans celui du roi de Prusse. Quinze jours après avoir reconnu la neutralité de l'électeur, Buonaparté victorieux, n'ayant plus raison de la craindre, le dépouilla de tous ses états, en aggravant cet arrêt foudroyant

par les imputations les plus odieuses. Leçon mémorable pour les neutres! L'électeur de Saxe, qui d'abord allié volontaire de la Prusse, tourna ensuite ses armes contr'elle, sans qu'elle eût aucun autre tort que son malheur, fut recompensé par le titre de roi et le duché de Varsovie. La neutralité est un attentat aux yeux de Buonaparté, parce que c'est un acte d'indépendance; la défection au contraire mérite d'être encouragée: d'ailleurs une démarche qui nuit à la considération d'un souverain, est toujours l'initiative de l'intimité avec cet homme, pour lequel l'estime est une gêne.

Nous ne faisons pas ici l'histoire des guerres de Napoléon, nous esquissons plutôt celle de ses paix. Il suffira donc de rappeler les suites immédiates de la paix de Tilsit. La fondation du nouveau royaume de Westphalie pour la dynastie Napoléon; l'accession de la plupart des princes du Nord de l'Allemagne à la Confédération rhénane; le duché de Varsovie, noyau du rétablissement futur de la Pologne entiere, épouvantail toujours mobile entre les mains de son inventeur, et qu'il pourrait tourner à volonté contre la Russie ou l'Autriche; le rétablissement de la république de Dantzick, dont l'indépendance fut garantie, mais dont la sujétion permanente était à prévoir, puisqu'elle fournissait à la France un port sur la Baltique et une grande place d'armes; enfin des routes militaires réservées aux armées françaises à travers les états prussiens, de sorte que désormais aucune barriere jusqu'aux frontieres russes n'arrêtait plus leur marche: voilà les conditions auxquelles le cabinet de St. Pétersbourg souscrivit dans une heure fatale!

Ce traité fut conclu au milieu de l'été de 1807: avant la fin de cette année Buonaparté avait envahi deux royaumes, celui de Portugal et d'Etrurie; il avait si bien enveloppé de ses filets une troisieme

grande monarchie, l'Espagne, qu'il se croyait déjà sûr de sa capture.

L'occupation du Portugal, royaume tributaire de la France depuis sa paix faite en 1801, avait pour prétexte l'admission des vaisseaux anglais dans ses ports. Tandis que le gouvernement français tâchait de rassurer le Prince Régent, et de lui faire accroire que les troupes, entrées dans son royaume, ne devaient que garder les côtes, qu'il serait toujours respecté comme souverain de Portugal, pourvu qu'il commît des hostilités contre l'Angleterre, le gouvernement britannique éclaira la cour de Lisbonne sur ses véritables intérêts, et l'engagea à s'embarquer pour le Brésil. Buonaparté déclara, selon la phrase consacrée, *que la maison de Bragance avait cessé de régner;* mais il en avint tout autrement. Elle aurait en effet cessé de régner, *si* elle était restée: elle serait condamnée à traîner une existence captive à la discrétion de l'usurpateur. Son honorable fuite vers un autre hémisphere prouva que les partis extrêmes sont les plus prudents à prendre avec un tel ennemi. Le jour où le Prince du Brésil fit voile de Lisbonne, fut l'ère d'une nouvelle splendeur pour cette monarchie anciennement glorieuse et conquérante, mais tombée en décadence depuis deux siecles. Le Brésil est vivifié par la résidence de la cour, par les richesses et les nouveaux habitants, qui y ont afflué; le Portugal a été reconquis pour son légitime souverain par ces Anglais qu'on accuse d'abandonner leurs alliés; et les troupes portugaises aguerries et animées d'un enthousiasme nouveau, aident à délivrer l'Espagne, et pourront bientôt paraître sur les frontieres de la France.

L'Espagne depuis onze ans, à son grand détriment, était l'alliée la plus fidele et la plus dévouée de la France. Le gouvernement français disposait à son gré des armées, des flottes et des

trésors de cette monarchie. La cour de Madrid poussa la complaisance jusqu'à permettre aux troupes destinées pour le Portugal le passage sur son territoire. Ce fut là le signal de sa perte. Tout le monde sait par quelles machinations la famille royale fut d'abord divisée entr'elle, ensuite attirée à Bayonne, et comment on extorqua l'abdication de Ferdinand VII, en ne lui laissant point d'autre choix que de signer ou de mourir. Dans cet exemple les alliés de Buonaparté devaient voir l'image du sort qu'il leur préparait, et dont le plus grand zele pour le servir, le dévouement le plus absolu à ses volontés ne sauraient les garantir. Mais cet allié exterminateur se fiait à leurs illusions, à leur pusillanimité, et surtout à leur situation précaire, puisque non-seulement les rois de nouvelle création, mais aussi les anciens princes confédérés n'avaient plus d'autre appui que lui, leurs véritables droits s'étant perdus dans leurs titres usurpés. Après les procédés de Buonaparté en Espagne, personne ne pouvait plus se flatter qu'il se bornerait même aux envahissements utiles aux intérêts de sa domination; il se montra déterminé à sacrifier les souverains et les peuples aux caprices de sa vanité. Depuis long-temps l'Espagne était un royaume à son usage; le gouvernement ne faisait qu'en exploiter les ressources pour son compte: toute cette possession aussi commode que profitable, il la risqua pour la gloriole de sa dynastie, pour placer un Buonaparté sur ce trône, occupé après les illustres descendants des Goths par les maisons de Habsbourg et de Bourbon. En admettant qu'il était facile de se méprendre sur le caractere des Espagnols, il faudra toujours convenir que cette entreprise était mal calculée sous tous les rapports. On ne devait pas compter un assentiment général de la nation à un changement opéré par une violence à peine voilée; outre les membres de la famille royale, prisonniers

en France, il existait plusieurs prétendants au trône d'Espagne : pour y affermir un roi intrus, il fallait donc entretenir constamment une armée française dans cette péninsule, où les Anglais pouvaient de tous les côtés porter des secours aux mécontents. D'ailleurs il était clair que les colonies s'émanciperaient à cette occasion, et que l'or des mines du Potosi et du Mexique cesserait de refluer dans la métropole, et par là en France.

Mais ce qu'il y a de plus curieux dans cette transaction de Bayonne, c'est que Buonaparté y manifesta ses véritables opinions sur les droits des peuples, dont cet *empereur républicain* s'était si souvent déclaré le protecteur. Il traita la nation espagnole comme un troupeau de bêtes, que son propriétaire peut vendre à qui bon lui semble, pour une rente viagere. Quand bien même la cession de Ferdinand VII en faveur de la dynastie Napoléon eût été volontaire, elle n'aurait eu aucune validité sans le consentement de la nation. Il en est tout autrement des propriétés particulieres et des prérogatives politiques. La souveraineté héréditaire est un droit purement personnel, et par conséquent elle n'est transmissible que dans l'ordre établi de succession. Si cet ordre est rompu par l'extinction ou l'exclusion d'une famille régnante, la nation dispose du trône vacant. Certes, Buonaparté est bien intéressé à reconnaître ce droit éventuel d'élection : car en vertu de quel autre titre que d'un simulacre d'élection populaire prétend-il être souverain de France ?

Il y a près de cinq ans que les premiers paysans insurgés furent massacrés à Madrid : pendant ces cinq ans l'Espagne a été le tombeau des troupes françaises et alliées, elle a été le gouffre des trésors de Napoléon, et son asservissement est moins avancé aujourd'hui que jamais. Cette belle contrée, si favorisée par la nature, a été dévastée au

point de présenter dans beaucoup d'endroits l'aspect d'un désert ; la fleur de la jeunesse espagnole a été moissonnée, ou languit dans une dure captivité ; et tout cela, pour que Joseph Buonaparté, qui était déjà en possession tranquille du trône de Naples, vînt (sans doute bien malgré lui) remplacer Ferdinand VII sur le trône d'Espagne ! Peut-on douter que ce jeune prince, dont les facultés étaient engourdies par une éducation étroite, si on l'avait laissé régner, se serait mis implicitement sous la tutele de son puissant allié, et que celui-ci, en le guidant par ses conseils, eût pu réformer les abus de ce gouvernement, rendre à la nation espagnole son ancienne prospérité, et s'en faire adorer ?

Après ce résumé général des événements depuis la paix de Presbourg, il n'y a rien de particulier à ajouter sur les causes de la derniere guerre d'Autriche en 1809. Je ne voudrais pas précisément renvoyer au manifeste autrichien ceux de mes lecteurs qui ne seraient pas encore convaincus de la justice et de la nécessité de cette guerre. Entre autres inconvénients qu'entraînaient les paix par lesquelles on reconnaissait la légitimité des nouvelles autorités françaises, on s'était mis presque dans l'impossibilité de faire de bons manifestes. Les plumes aussi bien que les épées étaient émoussées par le souvenir d'une soumission trop facile aux circonstances. Ce qui n'était pas sans exemple n'était pas sans probabilité : et la crainte secrette qu'on pourrait être forcé d'y revenir, imposait des ménagements et des réticences. Il n'y avait qu'un seul bon manifeste à faire, c'était de jeter le gant pour un combat à outrance, de dire : " Nous avons " dans les paix précédentes transigé avec nos in- " térêts les plus pressants et nos devoirs les plus " sacrés : cet homme, dont nous avons, contre " notre conviction, reconnu tous les droits usur- " pés, à qui nous avons permis de s'asseoir parmi

" nous, souverains légitimes, cet homme n'a ni foi
" ni loi : nous en attestons l'univers. Quoique
" beaucoup moins puissants que lui, nous armons de
" nouveau, parce qu'il ne nous laisse point d'autre
" choix que d'attendre qu'il vienne nous exterminer, ou de le prévenir."

Il est aisé de remarquer que depuis la révolution chaque nouvelle guerre contre la France fut commencée avec des désavantages infiniment plus grands que la précédente ; et à mesure que le danger s'accroissait, l'espérance des secours était diminuée. Buonaparté a eu soin de compromettre de plus en plus les puissances les unes avec les autres. La Prusse était restée spectatrice indifférente des revers de l'Autriche en 1805 ; l'année suivante l'Autriche le fut à son tour de ceux de la Prusse. Les petites portions de la Pologne prussienne que la Russie reçut par le traité de Tilsit, pouvaient être considérées comme un dédommagement des frais de la guerre. En 1809, la Russie, vivement pressée par la France de prendre une part active à la guerre, ne fit qu'une démonstration ; mais à la paix elle accepta une partie considérable de la Gallicie. Aujourd'hui et la Prusse et l'Autriche fournissent des contingents contr'elle, et en contribuant efficacement à l'accabler, se préparent, en cas de réussite, Dieu sait quel avenir.

Tout ce que nous venons de dire sur les suites funestes de la neutralité, des paix prématurées, des co-opérations plus ou moins directes avec la France, n'a pas pour but de blâmer les anciens gouvernements, auxquels nous portons le plus grand respect. Leur situation depuis la Révolution, et surtout depuis l'avénement de Buonaparté, a été en effet toute nouvelle et infiniment embarrassante. Le premier ébranlement de grands revers inattendus précipitait la conclusion de la paix ; pour la conserver, il fallait complaire en tout à Buonaparté ; l'avoir

pour ennemi était un danger imminent ; son amitié est infailliblement pernicieuse, mais elle ne l'est qu'à la longue, et il ne négligeait rien pour fasciner les yeux de ceux qu'il caressait en méditant leur perte. Il est à souhaiter que les puissances continentales s'accordent mutuellement une amnistie pléniere pour tout ce qui s'est passé sous cette maligne influence, aussitôt que l'une d'elles donne des preuves qu'elle veut fortement sa propre indépendance garantie par l'affranchissement de l'Europe.

Le gouvernement autrichien en 1809, après avoir fait un appel solennel au patriotisme de ses peuples, ne montra point de persévérance. Il se priva par là de la faculté d'avoir recours de nouveau aux moyens extraordinaires, et ce refroidissement de l'opinion était un mal bien plus essentiel que la perte de quelques provinces. L'Autriche perdit par la paix de Schönbrunn la frontiere de l'Inn, Salzbourg, une portion de la Gallicie, le Littoral, des morceaux de la Carinthie, de la Carniole et de la Croatie ; toutefois ces dernieres provinces seules, sous le nom des Provinces illyriennes, furent cédées immédiatement à l'Empire français ; le reste était pour ses alliés. Mais qu'importait un district de plus ou de moins, lorsque les proportions étaient déjà si prodigieusement altérées entre les deux empires ? Pendant la guerre même Napoléon incorpora à la France l'Etat ecclésiastique, en dépouillant l'Eglise qu'il affectait de reconnaître, et le vénérable vieillard qui avait cru remplir une mission de paix en posant la couronne sur sa tête. Bientôt après il déposa son frere le roi d'Hollande, pour n'avoir pas été assez bon douanier dans le système prohibitif qui réduisait ses sujets à la mendicité. La nation hollandaise, jadis le modele des vertus républicaines, conquérante dans les deux Indes, rivale de l'Angleterre, était tellement déchue, qu'on osa lui dire

à la face de l'Europe, qu'habitant un terrain qui n'était qu'une alluvion des fleuves français ou devenus français, elle devait de bon droit être incorporée à la France. C'est, je crois, la premiere fois, qu'on ait employé les hypotheses de la géologie comme des arguments en politique.

Ensuite furent réunies les villes anséatiques, ces républiques toujours pacifiques, depuis longtemps pressurées par la France qui leur avait vendu cher une protection momentanée; les côtes de l'Allemagne depuis l'embouchure de l'Ems jusqu'à celle de la Trave; et une grande étendue de territoire dans l'intérieur, composée en partie des états hanovriens du roi d'Angleterre, en partie de ceux d'autres princes, contre lesquels la France n'avait jamais eu le moindre sujet de plainte. Deux préfectures furent enlevées au Royaume de Westphalie, sans que le frere de Napoléon en eût été prévenu autrement que par le décret inséré dans le Moniteur.

Voilà donc ce monstrueux système fédéral, où tout s'achemine rapidement vers la monarchie universelle. Tout autre arrangement n'est que provisoire, le terme final est toujours la réunion au grand empire. La même politique que Buonaparté exerçait dès 1797 en Italie, faisant et défaisant des républiques éphémeres, il l'exerce aujourd'hui sur une plus grande échelle, et avec des formes despotiques. Les nations régies sous l'influence française, peuvent apprendre ce qu'elles valent aux yeux du maître de leurs maîtres, en méditant ces paroles que Buonaparté dit à son jeune neveu en l'investissant du grand-duché de Berg: "Souvenez-"vous toujours que vos premiers devoirs sont en-"vers *moi*, les seconds envers la France, les "troisiemes envers le peuple confié à votre gou-"vernement. Les exemples de la famille des Bourbons détrônée en Espagne, et de Louis Buo-

naparté destitué en Hollande, enseignent aux princes confédérés, qu'on a beau être allié dévoué, qu'on a beau appartenir par les liens du sang à la nouvelle dynastie, que rien ne peut préserver de la destinée commune. Les plus favorisés peuvent tout au plus espérer de la part de Napoléon la politesse de Polyphême. Ulysse ayant offert à celui-ci un vase rempli d'un vin précieux: " Mon ami," lui dit le cyclope reconnaissant, " je te mangerai le dernier parmi tes compagnons."

Après la dernière défaite de l'Autriche, après le changement opéré dans le système politique de cette puissance par le mariage formé entre une princesse autrichienne et Napoléon, toute espérance avait disparu pour le continent européen de pouvoir secouer le joug, aussi long-temps que la Russie restait d'accord avec la France. Heureusement pour le monde, Buonaparté aveuglé par son orgueil, fit un grand mécompte en rompant une paix qui lui était si utile, et en s'attaquant à cette monarchie, dont la force armée ne l'avait combattu que comme auxiliaire et loin de ses frontieres.

Trois fois la Russie était intervenue dans les coalitions contre la France, et toujours d'une maniere désintéressée et généreuse. Paul I avait été désarmé par les flatteries du premier Consul; il fallait une hypocrisie plus profonde pour captiver Alexandre, ce souverain aussi humain que magnanime, que dès 1805 l'Allemagne accueillait comme son futur libérateur. Napoléon parvint à lui persuader que l'opiniâtreté des Anglais à maintenir leur prépondérance maritime était la cause unique de tous les maux du monde civilisé; que la France, ayant perdu ses colonies, sa navigation, et la plus grande partie de son commerce, avait été poussée malgré elle aux aggrandissements; qu'il fallait conquérir la liberté des mers sur l'Angleterre, en excluant séverement ses vaisseaux et ses marchan-

dises des ports de l'Europe ; qu'alors ce qu'il pouvait y avoir d'onéreux dans le système continental, cesserait de soi-même, et que toutes les occupations industrielles prendraient un nouvel essor, tandis que la paix générale serait garantie par l'union des deux puissances prépondérantes.

Depuis nombre d'années les déclamateurs aux gages de Buonaparté avaient annoncé, comme résultat prochain des mesures prohibitives contre l'Angleterre, la stagnation de son commerce, la ruine de ses manufactures, la misere du peuple, la banqueroute publique, l'insurrection et le renversement de l'état. Rien de tout cela ne s'était vérifié : Buonaparté avait lui-même un peu amorti les espérances exagérées, en renvoyant cette catastrophe à trente ans de distance. Quelque bien qu'on crût avoir gardé les côtes par une nuée de douaniers, on découvrit qu'une grande quantité de marchandises anglaises s'était glissée sur le continent et dans la France même. On fit partout des visites domiciliaires, on confisqua les denrées coloniales, et on brûla les produits des manufactures. Tandis qu'on célébrait avec une pompe ridicule ces *auto-da-fés* commerciaux, Buonaparté pour couvrir le déficit de ses finances, causé par l'inactivité des douanes, entr'ouvrit lui-même ses ports en donnant des licences aux vaisseaux anglais, c'est-à-dire, qu'il s'empara de la contrebande comme d'un monopole impérial. La Russie aurait donc eu droit de se plaindre de ce que la France rompait la premiere ses engagements ; elle aurait eu mille autres griefs à articuler. Elle n'en fit rien, elle se contenta de rétablir sous pavillon neutre une faible partie de ses anciennes relations commerciales après avoir pendant plusieurs années continué le sacrifice énorme et infructueux de son commerce extérieur. Du reste, elle attendait dans une attitude calme et imposante l'agression la plus effrontément injuste.

Buonaparté n'a point publié de manifeste sur cette guerre, il se fie trop à son bonheur, pour en appeler encore à la justice. Cependant de son propre aveu, son unique motif est l'admission des vaisseaux anglais et des marchandises anglaises dans les ports de la Russie. Cette lutte terrible entre les Russes seuls d'un côté, et de l'autre une cohue de nations, comme on n'en a pas vu depuis des siecles réunie sous les mêmes drapeaux: des Allemands et des Italiens de toutes les dénominations, des Hollandais et des Croates, devenus sujets français ; des Suisses ; des Portugais et des Espagnols, arrachés à leur patrie ; cette guerre dévastatrice qui entraîne la jeunesse de l'Europe occidentale sur les confins de l'Asie ; cette ligue sainte—la postérité le croira-t-elle?—s'annonce au monde comme une croisade contre le sucre et le café, contre les percales et les mousselines! Peut-on se moquer ainsi du genre humain? Et jusques à quand les peuples les plus éclairés se sacrifieront-ils patiemment, pour charmer les ennuis, flatter la vanité, assouvir la soif de domination d'un seul homme?

Mais peut-être objectera-t-on à tout ce que nous venons de développer, que si la politique de la France est oppressive, celle de l'Angleterre ne l'est pas moins, et que son despotisme maritime est aussi contraire au bien-être des autres nations que l'esprit de conquêtes qui anime le gouvernement français. Les assertions les plus dénuées de fondement, sans cesse répétées avec assurance, inculquées avec emphase, finissent par faire impression sur les esprits irréfléchis, dont l'inertie se repose dans les idées vagues. Nous allons donc examiner ce que signifie ce cri banal de *la liberté des mers*, nous prouverons qu'il ne présente aucun sens précis ; et que, s'il est possible de tyranniser l'océan, ce n'est pas l'Angleterre, mais la France qui essaye

de le faire, autant que le lui permet son impuissance maritime.

L'Angleterre possede aujourd'hui les plus grandes forces navales dont on ait jamais vu l'exemple, de sorte que celles de tous les autres états mises ensemble ne balanceraient pas les siennes. Si c'est là un mal, c'est un de ceux que les dernieres vingt années ont attiré à l'Europe : car dans la guerre d'Amérique les marines réunies de la France, de l'Espagne et de la Hollande donnerent assez à faire à l'Angleterre, et elle respecta la neutralité armée des trois puissances maritimes du Nord, quoique elle fût extrémement contraire à ses intérêts. L'équilibre ne saurait être rétabli que par une longue paix, pendant laquelle l'Angleterre désarmerait, tandis que la navigation marchande formerait les marins des autres nations.

Supposons une paix universelle sur mer. Personne, je pense, n'a jamais accusé les Anglais d'entraver ou de vexer en temps de paix le moins du monde la navigation de qui que ce soit. Personne aussi ne leur a reproché de ne pas observer envers leurs ennemis les lois de la guerre, sanctionnées parmi les nations civilisées. C'est donc seulement sur leur conduite envers les neutres que roule toute la question.

Pour juger à fond cette matiere, il ne faut pas perdre de vue la nature de la guerre maritime. Elle se fait principalement pour les intérêts du commerce; elle deviendrait tout à fait illusoire, s'il n'était pas permis d'attaquer par tous les moyens la navigation commerciale de l'ennemi. C'est ce qui a autorisé l'usage de s'emparer de toutes les propriétés particulieres des sujets ennemis, exposées sur mer, ou même de les détruire, ce qui, dans la guerre terrestre, est réprouvé comme une barbarie.

De deux puissances belligérantes sur mer, la plus faible sera toujours naturellement portée à fa-

voriser les neutres, qui peuvent lui rendre les services les plus importants. Ses vaisseaux marchands sont-ils confinés dans ses ports, faute d'escadre assez nombreuses pour les protéger, les neutres deviennent ses commissionnaires : ils font le transport des marchandises entre la mere-patrie et les colonies ; si on le leur demande, entre les deux pays ennemis même ; et les sujets de la puissance qui a recours à eux, ne perdent par cet expédient que les profits du fret, en conservant ceux du commerce.

Ce serait donc un excellent métier que celui de neutre dans une guerre maritime, si les puissances belligérantes étaient dupes de ces prétendus droits de neutralité, au point de n'y mettre aucune restriction. Leurs flottes se morfondraient dans des croisieres infructueuses, tout au plus elles livreraient quelques combats à l'ennemi pour l'honneur de leur pavillon : mais tous les profits de la guerre seraient pour des états qui n'en auraient pas voulu partager les risques.

Il est inutile, pour éclaircir cette matiere, de remonter aux principes du droit naturel dont les décisions sont souvent vagues sans le concours du droit positif fondé sur des traités, et surtout insuffisantes pour des relations aussi compliquées que celles du commerce entre les nations civilisées. Les droits de la neutralité ne pourront donc être limités que par le conflit entre les désavantages des ménagements réciproques et ceux d'une rupture. Pour les puissances belligérantes, il s'agira de savoir s'ils doivent préférer la guerre déguisée que leur font les neutres à une guerre ouverte ; pour les états neutres, s'il vaut mieux soumettre leur navigation à quelque gêne, ou l'exposer tout entiere.

On accorde généralement aux belligérants maritimes le droit d'empêcher l'importation de contrebande de guerre chez l'ennemi, et celui de bloquer un ou plusieurs de ses ports, ce qui, en cas de con-

travention, implique la confiscation des bâtiments neutres. Il ne s'est élevé de dispute que sur le droit d'enlever des propriétés ennemies sur les vaisseaux neutres, et par conséquent de les visiter, et sur le blocus des côtes.

Pendant la guerre d'Amérique, la *neutralité armée* proclama le principe " que le pavillon couvre " la marchandise." L'Angleterre ne reconnaîtra jamais ce principe, et elle a raison de ne pas le faire. Cette prétention, poussée à la rigueur, non-seulement mettrait les puissances belligérantes à la discrétion des gouvernements neutres pour ce qui regarde la contrebande de guerre, mais elle pourrait servir à conduire dans des vaisseaux de transport neutres des troupes de débarquement en pleine sécurité jusque sur les côtes ennemies.

Le blocus d'une côte ne differe en rien de celui d'un port que par l'étendue de la mesure. Si on a les moyens de la prendre, pourquoi n'en aurait-on pas le droit? S'il est difficile de bloquer aussi rigoureusement tout une côte qu'un seul port, les vaisseaux neutres entreront et sortiront à leur propre risque.

Voyant ses côtes bloquées, Buonaparté, par le décret de Berlin, déclara les îles britanniques elles-mêmes en blocus, comme dans une rixe on renvoye une injure à celui qui l'a proférée. Le gouvernement anglais pouvait mépriser cette menace fanfaronne, puisqu'il aurait fallu des forces navales immenses pour la réaliser, et que celles que commandait la France étaient à peu près nulles. Si c'était une représaille, elle ne tombait que sur les neutres, et elle était une violation de leurs droits infiniment plus forte que tout ce que l'Angleterre s'était jamais permis. Buonaparté déclarait à tous les états maritimes : " Je n'ai pas un seul vaisseau de guerre en " mer, pour empêcher que vos bâtiments n'aillent " en Angleterre ; mais je vous le défends. Je ne

" puis empêcher les vaisseaux anglais de sortir et " de naviguer librement sur toutes les mers ; mais " je vous ordonne de les exclure de vos ports. Si " vous ne vous interdisez pas tout commerce avec " l'Angleterre, c'en est fait de vous : je vous attaque, " et je ne poserai les armes que lorsque vos côtes " seront gardées par mes propres douanniers."

Ce n'est pas tout. Comme il y avait des états maritimes que Buonaparté ne pouvait pas atteindre par la voie de terre ferme, entr'autres l'Amérique, il fit exprès pour ceux-là une ordonnance qui porte: aussitôt qu'un bâtiment neutre aura été visité par des vaisseaux de guerre anglais, qu'il aura relâché par leur ordre dans un port d'Angleterre et payé des droits, son pavillon est *dénutionalisé*, et partout où on le saisira il sera déclaré de bonne prise.

Ainsi Buonaparté punit les neutres de leur faiblesse qui les met hors d'état de s'opposer aux prétentions du gouvernement britannique. Pour motiver cette horrible injustice, il dit que chaque état a le devoir de maintenir son indépendance. Oui, sans doute : mais c'est un devoir qu'il a envers lui-même, et non pas envers vous : qui vous donne le droit d'en demander compte ? D'ailleurs, une obligation ne va jamais au-delà de la possibilité.

De tout ceci il résulte que, si l'Angleterre quelquefois traite durement les neutres, Buonaparté ne souffre absolument pas qu'on le soit, et qu'il détruit, autant qu'il est en lui, jusqu'à l'ombre des droits de la neutralité. La violence de ses procédés étant telle, pendant que ses escadres sont bloquées dans ses ports, que ferait-il, s'il était le plus puissant sur mer ?

Le ministere français ne cesse de proclamer *la liberté des mers* comme le but sublime du système continental; c'est le mot de ralliement à chaque nouvelle guerre. Néanmoins dans toutes les négocia-

tions avec l'Angleterre, ce même ministere n'a pas seulement fait le cempliment aux neutres de proposer pour l'avenir une stipulation en leur faveur.

Depuis vingt ans on a inondé l'Europe de déclamations et de calomnies contre le gouvernement britannique, depuis dix ans les journaux et autres écrits politiques publiés en Angleterre sont de la contrebande en France et dans tous les pays soumis à son influence ; on défigure les faits en ne donnant que des extraits mutilés des gazettes de l'Opposition. Peu s'en faut, que de même qu'on a mis dans le nouveau catéchisme français une leçon sur les droits sacrés de la dynastie Napoléon, on n'y ait inséré comme un article de foi, que les Anglais sont *les tyrans des mers et les éternels ennemis du continent.* Nous venons de réfuter la premiere de ces imputations ; la seconde disparaîtra devant l'examen des véritables rapports de l'Angleterre avec l'Europe.

On qualifie les Anglais de nation marchande. Cela peut se dire en tant que le commerce est une des bases principales de leur richesse et de leur puissance, et que par conséquent dans les transactions publiques leur gouvernement ne doit pas perdre de vue les avantages commerciaux ; mais cela est faux de toute fausseté, si l'on prétend soutenir que le commerce soit leur occupation exclusive, leur unique ressource, et qu'il n'entre pas d'autres matériaux dans l'admirable structure de leur prospérité nationale.

Le métier de marchand, exercé dans une sphere bornée, par incapacité ou aversion pour d'autres occupations, avec un désir de gain disproportionné aux moyens, produit l'esprit mercantile, justement condamné, comme égoïste et contraire à une maniere de penser noble et désintéressée. Mais lorsque le commerce se fait en grand par une nation grande et éclairée, dont les institutions sociales sont

le chef-d'œuvre de la raison et de l'expérience ; chez laquelle les sciences et les lettres, les arts mécaniques et l'agriculture, loin d'être négligés, se perfectionnent à mesure que les spéculations mercantiles s'étendent : alors le commerce conduit nécessairement à des vues libérales, et rend cosmopolite. Non-seulement, pour être florissant, il a besoin de paix et de liberté ; mais un peuple commerçant par excellence est intéressé à ce que les autres jouissent aussi de ces biens. La guerre enleve des bras au travail, en même temps qu'elle consume une quantité de productions : elle appauvrit donc, d'ordinaire, les deux états belligérants, toujours au moins l'un d'eux. La liberté, le regne de lois équitables à l'exclusion de tout acte arbitraire, garantit la propriété, et c'est sur cette garantie que repose le crédit public et particulier. Peut-on croire qu'une nation commerçante se réjouisse de l'oppression et de la ruine de celles, avec qui elle fait le commerce ? Elle ne trouverait plus de marchés, car un pays pauvre n'a rien à vendre, et n'a pas de quoi acheter. Des petits marchands peuvent être jaloux les uns des autres, vouloir s'emparer d'un monopole, accaparer des marchandises, enfin employer tous les moyens pour surfaire ; et la politique de quelques états s'est souvent ressentie de ces vices du métier. Mais de tels artifices ne sauraient profiter à la longue ; dans les relations commerciales des états comme des individus, rien n'est durable que ce qui est volontaire dans toute la force du terme, et fondé sur des avantages mutuels. Lorsqu'une nation a pris les devants dans la plupart des branches de l'industrie humaine ; que sa navigation aussi sûre que hardie embrasse le globe, et pratique les vastes voies de l'Océan comme des canaux dans l'intérieur ; que les productions les plus précieuses de tous les climats affluent dans ses ports, aussi bien que les matières premieres les plus communes : qu'elle possede l'art de centu-

pler la valeur de celles-ci, en les façonnant avec une solidité, un fini et une élégance achevée, et que le perfectionnement du mécanisme épargnant la main-d'œuvre, lui permet de donner ses productions manufacturieres comparativement à très-bon marché: alors tous les progrès de la civilisation, soit en étendue, soit en intensité, sont autant d'augmentations de son capital. C'est avec le surplus du travail productif sur la consommation dans l'intérieur, qu'un peuple se procure des marchandises étrangères; et plus il aura d'objets à vendre, plus il en pourra et voudra acheter. Le goût des commodités de la vie, des jouissances du luxe, de tous les embellissements extérieurs de l'existence, peut se répandre dans toutes les classes, se multiplier et varier à l'infini; on ne saurait assigner un terme à ses raffinements. Une nation qui sait satisfaire ce goût par mille moyens au degré le plus éminent, ne peut que gagner aux accroissements de la population et de l'aisance chez les autres.

L'expérience de plusieurs années semble prouver que l'Angleterre à la rigueur peut se passer de l'Europe, quoique ce ne soit pas sans gêne et sans privations. Les trois autres parties du monde sont plus ouvertes que jamais à ses spéculations mercantiles, à ses établissements coloniaux, à ses conquêtes même, s'il en faut pour soutenir les unes et les autres. Nous ne prétendons pas nier que les relations européennes ne soient très-importantes pour l'Angleterre, mais elles ne le sont qu'autant que l'Europe reste ce qu'elle a été jusqu'ici: le merveilleux foyer de lumieres et de perfectibilité intellectuelle, qui a concentré dans une espace comparativement petit et peu favorisé de la nature, la population la plus nombreuse, la plus active et la plus puissante par l'ascendant de la pensée. Mais si, par ce nivellement affreux dont tous les états sont menacés, l'élan des caracteres nationaux

allait s'éteindre dans une uniformité machinale ; si le despotisme le plus insolent et le plus illibéral plongeait l'Europe dans la misere et la barbarie, elle ne serait plus qu'un coin chétif de notre globe, dont il ne vaudrait pas la peine de s'occuper : et l'Angleterre, restant à flot comme l'Arche au milieu du déluge, trouverait d'amples dédommagements, en dirigeant tous ses efforts vers ces vastes et superbes contrées de l'Asie où la civilisation est devenue stationnaire par sa vétusté ; vers d'autres, vierges encore, en Afrique, en Amérique et dans l'Océan pacifique, où la nature prodigue n'attend que la main ordonnatrice de l'homme. N'oublions pas qu'il existe déjà une Europe au-delà de l'Océan ; nos langues, nos mœurs, nos lumieres y ont été transportées ; cette Europe américaine n'est qu'ébauchée, parce qu'elle a été négligée ou mal administrée : la partie devenue indépendante s'est développée avec une étonnante rapidité. S'il n'y a pas quelque heureux retour pour nous autres Européens, bientôt la jeunesse vigoureuse de la nouvelle Europe pourra faire honte à la décrépitude de la mere-patrie. Dans plusieurs pays confédérés de la France des projets d'émigration vers l'autre hémisphere sont traités comme un crime d'état, tandis que le gouvernement anglais par la sagesse de ses lois en peu d'années a transformé un lieu de déportation pour des criminels en colonie florissante. Peut-on méconnaître ce que de tels symptômes nous annoncent ?

Bien loin que l'Angleterre puisse trouver son compte à fomenter les troubles et perpétuer les dissensions du continent, elle est intéressée à ce que l'Europe, après vingt années de déchirements, jouisse enfin de la paix, mais d'une paix garantie par la stabilité des gouvernements, et le rétablissement des barrieres de l'indépendance de chaque état. Qu'on ne dise pas que le ministere anglais

nommer la réduction de la dette nationale au tiers consolidé, non pas à raison des capitaux, mais des intérêts. Dix-huit ans ont suffi pour dissiper les richesses accumulées par la sagesse et l'énergie politique, par l'économie et l'activité commerciale pendant plus de deux siecles. Le nord de l'Allemagne, en général plus distingué par une culture soignée que par la fertilité du sol, avait acquis un haut degré d'aisance par des administrations éclairées et une longue paix. Depuis quarante ans ce pays n'avait été le théâtre d'aucune guerre, il resta tranquille même pendant celles de la Révolution jusqu'en 1806. Les villes anséatiques étaient plus florissantes que jamais, parce que le commerce expulsé de la Hollande s'y réfugia en grande partie. Dans l'espace de six années, à compter de la guerre de Prusse, ou de neuf depuis l'occupation du Hanovre, tout le nord de l'Allemagne a été ruiné de fond en comble.. Un calculateur exact s'est attaché à prouver que, malgré la prétendue prospérité des finances, dont les ministres de Napoléon font parade, un déficit existe dans ses recettes, qu'il est constamment forcé de combler par des entreprises guerrieres: n'osant pas diminuer son état militaire, et ne pouvant pas l'entretenir avec les moyens de son propre trésor. Quoiqu'il en soit, il est certain, que non-seulement il a régularisé et perfectionné au plus haut point l'art de faire subsister ses troupes aux dépens de l'ennemi: mais même dans les intervalles de paix il ne les laisse guere rentrer en France. Les alliés les plus heureux sont ceux dans les états desquels des armées nombreuses ne font que passer; d'autres doivent pourvoir à tous leurs besoins et même à leur luxe pendant un long séjour. Surtout il a soin d'avoir toujours quelque pays en réserve principalement livré aux exactions, jusqu'à ce que son sort soit définitivement fixé: quand il n'y a absolument plus rien à extorquer, alors il le réunit au

grand Empire, ou en fait généreusement don à quelque allié. Les heureux habitans de la Suede qui n'ont jamais vu une armée de Buonaparté inonder le sol de leur patrie, ne sauraient s'imaginer ce que coûtent de tels amis : tel petit district de l'Allemagne peut en fournir des détails et des comptes bien constatés, dont le montant en effet dépasse toute croyance.

Les partisans opiniâtres de Napoléon diront encore, que ces maux passagers proviennent de la résistance à ses grands desseins régénérateurs, et que les peuples n'ont à s'en prendre qu'à leurs anciens gouvernements ; mais qu'une fois bien lié au système fédéral de la France, on a l'avantage de voir la guerre loin de ses frontieres, et qu'à l'ombre de cette puissante protection, l'on répare bien vîte ses pertes. Mais le moyen de respirer à côté d'une ambition aussi infatigable ? Napoléon demande à ses alliés comme à ses sujets, de l'argent et des hommes, et encore des hommes et de l'argent. Ses demandes ne sont pas mesurées sur leurs moyens, mais sur ses besoins, toujours urgents et toujours exorbitants. Il n'est pas dans son caractere de rien ménager pour en assurer la durée : il ne connaît point d'avenir au-delà de son entreprise prochaine.

Les princes confédérés sont donc obligés d'avoir constamment sur pied un état militaire hors de proportion avec la population et les revenus de leurs états. Au lieu que les troupes de Buonaparté vivent à discrétion chez eux, ils restent chargés de la solde de leurs troupes et de tous les frais, lorsque ces troupes sont employées dans les guerres les plus lointaines, et qui ne concernent en rien leur patrie. Les contingents de chaque état confédéré sont fixés en apparence : à quoi cela sert-il, quand la volonté du maître suffit pour les faire doubler ou tripler ? Ensuite il n'est pas stipulé que les auxiliaires four-

niront un certain nombre d'hommes une fois pour toutes pendant chaque guerre ; au contraire, à mesure que le fer ennemi moissonne les soldats, que les maladies sous un ciel étranger les enlevent, il faut remplir les lacunes : et comme on est de préférence prodigue des auxiliaires, c'est un gouffre, dont la vaste profondeur engloutit tout sans qu'il y paraisse.

Comme cette alliance offensive entre le grand Empire et des états du second et troisieme rang est toute aux dépens de ceux-ci, toute à l'avantage du puissant, on ne saurait permettre aux peuples d'avoir un suffrage dans leurs propres affaires. Par conséquent les rois vassaux doivent être aussi absolus chez eux que leur maître l'est en France, et Napoléon les a rendus tels.

Depuis Louis XIV les Français étaient accoutumés à donner le ton en Europe. L'éclat de ce regne, célebre dans la littérature comme dans les armes ; l'universalité de la langue française qui date de là ; la politesse animée de leurs manieres : tout concourait à faire rendre à la France par toute l'Europe l'hommage volontaire de l'imitation. Cet ascendant européen, devenu frivole sous la Régence et sous Louis XV, introduisant partout dans le grand monde l'incrédulité religieuse et morale aussi facilement que des coiffures et des coupes d'habits : fut néanmoins très-avantageux au succès de la Révolution. La France voulut alors donner à l'Europe, au monde entier, des modes parisiennes en politique : et le moyen, de ne pas accepter avec extase des Constitutions façonnées dans la résidence du bon goût ! Que les formes du gouvernement doivent être adaptées au caractere, aux facultés, aux habitudes de chaque nation, aux circonstances locales de chaque pays ; qu'aucune transition subite et non préparée ne saurait produire un effet durable : ces vérités tellement évidentes qu'elles frappent le

simple bon sens, furent méconnues par les missionnaires de la propagande révolutionnaire. Ils voulaient communiquer au genre humain entier les bénédictions de leur nouvel ordre ou désordre social, avant de les avoir goûtées eux-mêmes. D'abord on convoquait partout des Assemblées Nationales; ensuite le Directoire du Luxembourg enfanta des petits Directoires, Cisalpin, Batave et Helvétique; plus tard il y eût un Président ou un Grand-pensionnaire à l'instar du Premier Consul; enfin aujourd'hui il faut partout une monarchie absolue, et si faire se peut, la dynastie Napoléon. Ce phénomene était jusqu'ici inconnu en Europe: les monarchies qui passaient pour les moins limitées l'étaient encore de mille manieres: par l'influence de la noblesse et du clergé: par d'anciens usages qu'on n'osait pas enfreindre; par l'émulation de libéralité qui dans le dix-huitieme siecle existait parmi tous les gouvernements; par la force de l'opinion européenne, enfin par la liberté de la presse qui, si elle était opprimée quelque part, se réfugiait dans l'état voisin. En France les niveleurs au nom de l'égalité républicaine ont déblayé le chemin pour le despotisme; rien que le trône ne s'éleve au-dessus de la poussiere; les nouvelles prérogatives et distinctions de rang ne sont que des fantômes que leur inventeur peut faire rentrer dans le néant. Le régime de Buonaparté se compose en général de deux éléments: l'un, ce sont des mesures révolutionnaires rendues permanentes par une exécution méthodique; l'autre, les abus de l'ancienne royauté, ressuscités et multipliés. Il y avait une Bastille en France; il en a érigé huit; tout est dans cette proportion. On s'est scandalisé du luxe de l'ancienne cour; elle était modeste, comparée au faste de la nouvelle. Les rois de sa création l'ont imité à cet égard: sentant bien qu'ils manquent de dignité morale, ils

croyent imposer au vulgaire par la pompe extérieure.

Résumons. Les suites infaillibles du système continental pour chaque état qui s'y livre, sont: la ruine du commerce et de l'industrie; des impôts accablants; le renversement de toutes les formes constitutionnelles; des guerres interminables pour le compte d'autrui, aussi dispendieuses que meurtrieres; des armées devenues étrangeres à leur patrie, et toutes prêtes à tourner leurs armes contre leurs concitoyens; des princes incapables de protéger, doués d'un pouvoir sans bornes pour opprimer leurs sujets, et tremblant à leur tour devant le maître; enfin au milieu de la terreur, de la misere, de l'ignominie, l'obligation d'ériger des arcs de triomphe, et de chanter les hymnes de l'adulation.

Je terminerai cet écrit en hasardant quelques réflexions sur cette question: quel est le parti le plus sûr, le plus avantageux et le plus honorable, que la Suede puisse prendre dans les circonstances actuelles? Je dis, *en hasardant*, parce qu'un particulier ne doit se permettre qu'avec une extrême circonspection d'anticiper les intentions du gouvernement. Car du reste la réponse est simple et facile; les habitudes, les préventions nationales pourraient seules en offusquer l'évidence.

L'alliance avec la France d'aujourd'hui, ou pour mieux dire, avec Napoléon, entraîne la nécessité d'entrer dans tous les principes du système continental. Je n'imagine pas qu'on veuille réfuter tout ce que je viens de développer sur ce sujet par ce vieux adage diplomatique, que la France est l'allié naturel de la Suede. Est-ce encore la même France, la même Suede, la même Europe, aux relations desquelles se rapportait cette these? Autrefois la France donnait des subsides, aujourd'hui elle exige des tributs; autrefois la France avait une grande force navale, elle pouvait efficacement sou-

tenir la marine et la navigation suédoise, en cas d'un empiétement de la part de l'Angleterre : aujourd'hui la France n'a plus de marine, aussitôt allié avec elle on court le risque de perdre la sienne, on est sûr de se priver de toute navigation ; autrefois la France était séparée de la Suede par une quantité d'états placés entre deux : aujourd'hui elle en est voisine, possédant déjà un coin de côte sur la Baltique et disposant du Dannemarc à son gré ; autrefois parmi les puissances de l'Europe la France était la plus intimément liée avec la Porte, elle pouvait par son influence faire une diversion utile à la Suede en cas de rupture avec la Russie : aujourd'hui la France est devenue limitrophe de la Turquie, et ses projets de conquête de ce côté-là ne sont pas équivoques. Comme tout a changé de face, le sens de cette expression *allié naturel*, aussi n'est plus le même. Autant qu'il existait un équilibre quelconque, les défiances se dirigeaient principalement contre les voisins. Les états, entre lesquels la distance empêchait les collisions, mais qui cependant pouvaient se secourir plus ou moins indirectement, étaient réputés alliés naturels. Aujourd'hui qu'une politique révolutionnaire a subjugué les deux tiers du Continent, et s'efforce de renverser ce qui reste encore sur pied, tous les états qui peuvent et veulent maintenir leur indépendance et la fortifier par la dissolution du système fédéral de la France, doivent s'unir étroitement, qu'ils soient voisins ou placés aux deux extrémités de l'Europe, et quels qu'aient été leurs anciens rapports, et même leurs démêlés. Les rivalités, les prétentions particulieres, les récriminations doivent être oubliées, pour travailler d'un commun accord à leur salut dans un danger si urgent.

Mais puisqu'il y a des personnes qui croyent trouver dans un passé totalement différent, des regles toutes faites pour le présent ; puisqu'on ren-

contre des préjugés comme pétrifiés dans la tête de ceux qui aiment mieux répéter les leçons reçues dans leur jeunesse, qu'observer et réfléchir : qu'on se donne donc la peine d'examiner l'histoire des alliances entre la Suede et la France, et l'on verra que la premiere n'en a jamais retiré un fruit prodigieux. Dans le dix-septieme siecle la France a contribué en effet par des subsides à mettre Gustave Adolphe I en état d'entreprendre cette guerre qui fut si glorieuse pour les Suédois ; mais ses secours furent toujours mesquins, le ministere français était jaloux de leurs succès, et dans les négociations pour la paix de Westphalie il intrigua de toutes les façons pour frustrer la Suede des avantages que ses efforts lui avaient mérités. L'un des hommes d'état suédois les plus respectables, le chancelier Comte Benoît Oxenstiern, a fait en 1692 un mémoire dans lequel il déconseille fortement et par les arguments les plus judicieux une alliance avec la France.* C'était pourtant alors la brillante époque de Louis XIV.

Ceci suffira pour prouver à nos lecteurs que même anciennement les avis des hommes éclairés en Suede n'ont pas été unanimes, tant s'en faut, sur le système qu'il fallait suivre à l'égard de la France. Mais nous le répétons : les circonstances où se trouve l'Europe sont tellement extraordinaires et inouïes, que toute diplomatie routiniere est hors de propos.

La Suede a le droit de rester neutre. Cependant nous avons vu que Napoléon ne reconnaît point de neutralité ; qu'il considere comme ennemis tous ceux qui ne l'aident pas à faire sa guerre négative

---

* Ce mémoire est inséré dans les *Recherches sur les alliances entre la Suede et la France par Rousset*, publiées en 1745.

contre l'Angleterre. Si pour le moment il ne peut empêcher la neutralité d'un état, il en tiendra compte, et il saisira la premiere occasion de se venger, et de jeter cet état dans une telle dépendance qu'il ne puisse jamais s'en relever.

Vouloir maintenir son indépendance, sans former des liens positifs avec les puissances coalisées contre Napoléon, ce serait s'attirer son ressentiment et s'isoler en même temps. D'un autre côté, que faudrait-il faire pour le contenter ? Fermer hermétiquement aux Anglais ses ports, et par suite de cela se soumettre à les voir bloqués ; se priver non-seulement de l'avantage des exportations mutuelles entre la Suede et l'Angleterre, mais de la possibilité de toute navigation, de tout commerce extérieur, traiter comme des criminels d'état les habitants des côtes qui, faute d'autres ressources tâcheraient de se soustraire à des réglements aussi rigoureux ; diminuer les revenus de l'état comme ceux des particuliers ; s'exposer enfin à la disette par les obstacles que les Anglais peuvent mettre à l'arrivage des grains de la Baltique, et au commerce de cabotage: voilà les sacrifices que Napoléon exige de la Suede, pendant une durée indéfinie, sans lui faire espérer d'autre retour que de temps en temps un signe majestueux de son approbation. Ces prétentions sont tellement révoltantes que, l'intérêt à part, le sentiment de la dignité nationale devrait seul porter à les repousser.

Pour voir de leurs propres yeux ce qu'il en coûte à une puissance maritime d'avoir Napoléon pour allié, les Suédois n'ont qu'à jeter un regard sur leurs voisins, les Danois. J'ai laissé de côté les affaires du Dannemarc, parce que dans la marche générale des événements elles n'ont été que d'une importance secondaire. On a beaucoup loué comme une politique très-sage, la neutralité que ce gouvernement a professée depuis le commencement

des guerres de la Révolution. Ce n'était pourtant qu'une mauvaise spéculation mercantile. Profondément apathique sur les bouleversements de l'Europe, le Dannemarc n'eut en vue que les avantages momentanés de son commerce, sans songer que la chûte de tant d'états ébranlerait bientôt toutes les bases de son existence politique. Le fait est, que le Dannemarc, après avoir fait beaucoup de mal aux puissances coalisées, a fini par s'attirer à lui-même des maux peut-être irréparables. Le gouvernement britannique, après avoir toléré long-temps une neutralité, toute à son désavantage, se vit enfin obligé de prendre des précautions pour sa sûreté dans une lutte qu'il soutenait seul contre tant d'ennemis. Mais il se contenta de désarmer le Dannemarc en s'emparant de sa flotte, il fit évacuer la Sélande, déjà conquise, qu'il aurait pu facilement garder par ses forces de terre et de mer, et il continue de faire la guerre aux Danois, avec cette modération qu'il a adoptée pour principe lorsque des hostilités sont commises contre lui par des états moins puissants, à l'instigation de la politique française.

Le roi de Dannemarc dans la guerre d'Empire depuis 1792 jusqu'en 1801, n'avait jamais fourni le contingent qu'il devait en sa qualité de membre du Corps germanique. En revanche les Danois se sont chargés du rôle odieux de contribuer à river les chaînes de l'Allemagne, en fournissant des troupes pour accabler le malheureux Schill. Sans entrer dans la Confédération rhénane, le roi de Dannemarc se conduisit comme les princes qui en étaient, en annullant de son propre chef les obligations qu'il avait comme duc de Holstein, en cassant les priviléges des habitants de cette province, et en les soumettant aux lois absolues de sa monarchie. Ni l'abdication du chef dont la seule conséquence devait être une nouvelle élection, ni les

actes violents de quelques princes déloyaux, ne pouvaient anéantir l'Empire germanique : il existait, il existe encore, de droit si non de fait, et le temps viendra où la nation pourra faire entendre ses réclamations contre tant d'usurpations scandaleuses.

Par un aveuglement semblable à celui d'un autre cabinet, le ministre danois considérait toujours la cause allemande comme lui étant étrangere, et indifférente pour la sûreté de l'état. Il ne tarda pas à être détrompé. Depuis la paix de Tilsit, Napoléon dominait dans le nord de l'Allemagne ; cependant l'on pouvait se flatter encore, qu'il se réservait cette partie du Hanovre qui touche au Dannemarc, comme un moyen de négociations avec l'Augleterre, et qu'il la rendrait peut-être à la paix. Cette espérance s'évanouit : l'incorporation formelle du Hanovre rendit l'Empire français limitrophe du Dannemarc ; et afin que son intention ne fût pas équivoque, Napoléon étendit ses frontieres par une bande de terre peu large jusque sur la mer Baltique. Ainsi les provinces de la monarchie danoise qui touchent au continent, les duchés de Holstein et de Slesvic, et le Jutland se trouvent comme enclavées dans la France, ne pouvant plus avoir aucune communication par terre sans sa permission. D'un autre côté, les Anglais bloquent les côtes du Dannemarc, les menacent souvent de descentes et en croisant dans les bras de mer qui séparent ses différentes provinces, interceptent même les communications entre le gouvernement et ses sujets. Les prémices de l'amitié avec la France furent pour le Dannemarc la perte de sa marine et de ses colonies ; l'impossibilité de toute navigation devait s'ensuivre également ; elle était infiniment pénible pour un état tout composé d'îles et de presqu'îles. La Norvége est souvent exposée à la disette, sans qu'on puisse lui apporter les grains

dont la Sélande abonde; au moins faut-il attendre pour cela la saison des tempêtes et des glaces qui écarte les navires anglais. Cette situation dure depuis plus de cinq ans, les finances sont aux abois, le papier-monnaie est tombé presqu'aussi bas que les assignats; toutes les fortunes particulieres sont ruinées aussi bien que celle de l'état. Et quelle récompense le Dannemarc a-t-il reçu de la part de son puissant allié? Celle de n'avoir pas encore été dévoré. Ce n'est pas peu de chose: mais qu'on attende. Napoléon ne se presse pas de saisir une proie qui est sous sa main. S'il termine heureusement la guerre actuelle, quel hasard miraculeux pourrait encore sauver l'existence du Dannemarc? Si au contraire les puissances coalisées réussissent, il court les plus grands risques, parce que, dans ce choc général, il se trouve placé aux avant-postes de l'Empire Français. Nous en disons trop peu: dans cette derniere supposition, si le gouvernement danois ne fait pas cause commune avec les coalisés, la chute et le démembrement de cette monarchie sont inévitables.

Je reviens à la Suede. Une relation durable d'amitié avec l'Angleterre est une condition indispensable pour lui assurer la jouissance des avantages maritimes, dont sa position géographique l'invite à tirer le plus grand parti possible. Dans cette époque de gêne et de suspension du commerce anglais sur le continent, le gouvernement britannique doit mettre d'autant plus de prix à renouer et à resserrer ses anciennes liaisons avec quelques états qui possedent des côtes; il doit être porté à faire de grands avantages à leur navigation et à leur commerce. Le moment est singulierement favorable. Ce sont des ports et des débouchés européens qu'il faut à l'Angleterre: elle ne craint plus des rivaux sur les mers, où son pavillon flotte presque solitaire; elle a de la peine à porter le poids de ses

conquêtes coloniales, du moins il est sûr qu'elle en a fait plusieurs, pour ôter à l'ennemi et non pas pour acquérir des possessions qui ne lui offraient rien à exploiter qu'elle n'eût déjà en abondance. Pourquoi la Suede n'obtiendrait-elle pas du gouvernement britannique des colonies pour prix de sa coopération efficace ? Pourquoi son système commercial n'acquerrait-il pas une nouvelle activité, tandis que celui des Hollandais, des Danois, des villes anséatiques est paralysé ? Serait-ce en vain que la Suede est située entre deux mers, et coupée d'une infinité de lacs ? De tout temps l'élément qui entoure la presqu'île scandinave, était familier à ses habitants. En se jouant des dangers que présentent dans leurs parages des côtes hérissées d'écueils, les îles flottantes de glace et les tempêtes d'un climat boréal, les anciens Scandinaves se préparaient aux expéditions lointaines, et le premier nom sous lequel ils furent fameux dans l'histoire, est celui de navigateurs hardis. Pourquoi les Suédois ne marcheraient-ils pas sur les traces de leurs illustres ancêtres, en modifiant leur esprit d'entreprise selon les progrès de la civilisation ? Il s'ouvre une vaste et brillante perspective pour des spéculations commerciales : que la Suede se hâte donc de se mettre en possession de ses avantages naturels, et de ceux qu'un concours de circonstances extraordinaires paraît lui promettre. Si l'Europe se releve, on aura pris les devants ; si elle est condamnée à rester courbée sous la verge de fer, sa navigation sera anéantie avec les autres arts de la civilisation. A la sortie de chaque port du continent assujetti, se trouveront d'invisibles colonnes d'Hercule, qu'il sera interdit au despotisme du conquérant de franchir; et pendant que des esclaves laboureront péniblement une terre arrosée de sang et de larmes, les nations libres, telles que les Anglais et les Suédois, sillonneront en sécurité l'indomptable océan comme leur patrimoine exclusif.

sentirait-il à ce que la Suede eût une plus grande étendue de côtes, et par conséquent plus de motifs d'éviter un état d'hostilité vis-à-vis de l'Angleterre? Jamais il n'aurait fait obtenir à la Suede, pour prix d'une alliance offensive, que des acquisitions précaires, afin que le soin de leur conservation l'eût mise dans la nécessité d'adhérer à toutes ses volontés, de coopérer à l'exécution de tous ses desseins.

La nation suédoise, si illustre dans l'histoire, a le sentiment de sa dignité; elle a pris le moyen le plus efficace de réparer ses revers passés, en appelant à la succession au trône un prince vis-à-vis duquel l'hommage de l'admiration se confond avec l'hommage dû aux souverains. Cette élection est pour la Suede l'aurore d'un nouveau jour de gloire et de prospérité. La valeur d'un guerrier, le génie et l'expérience d'un capitaine, sont des qualités indispensables pour le chef d'une monarchie ébranlée au milieu des secousses qui ont fait crouler tant d'états, parce que les princes ne savaient pas conduire eux-mêmes leurs peuples au combat. Pendant des guerres longues et meurtrieres, plusieurs généraux ont pu se faire la réputation d'être *sans peur*; mais il est infiniment rare d'avoir été *sans reproche* dans une époque de commotions civiles. Le Prince royal de Suede a porté la chevalerie dans le républicanisme aussi bien que dans la royauté. La France lui doit de l'avoir défendue dans les temps les plus difficiles, long-temps avant qu'il fût question de son dominateur actuel, qui sut ensuite, par mille artifices, accaparer la gloire militaire; les différents pays, théâtres de ses exploits, ont béni ses efforts pour adoucir les maux de la guerre, et soulager l'humanité souffrante; la Suede l'a vue aussitôt abordé sur ses rivages, s'identifier avec elle par un sentiment de patriotisme qui semblerait inné, et dans lequel aucun souverain issu du sang scandinave ne l'a jamais surpassé. Depuis deux années la confiance du Roi dans son succes-

seur, la pureté de ses vues ont contribué puissamment au rétablissement de la tranquillité dans l'intérieur du pays. On a vu la sécurité renaître avec le respect pour l'ordre public ; un esprit de modération et de concorde a présidé aux assemblées représentatives : le commerce et la navigation ont repris leur activité ; les jeunes défenseurs de la patrie s'exercent avec ardeur aux armes sous les auspices d'un héros. La nation suédoise se laissera conduire avec une confiance illimitée par ce chef qui lui a consacré un entier dévoûment, c'est tout ce qu'il faut pour la relever à la hauteur de ses destinées.

Cette même énergie calme, qui a raffermi sur ses bases l'édifice des institutions sociales, s'est manifestée dans les relations extérieures. Un langage plein de dignité, de justice et de modération du fond du Nord a retenti dans l'Europe étonnée. Déjà sans avoir presque l'air d'agir au dehors, la Suede a exercé une influence importante et salutaire dans les affaires générales. Son ancienne amitié avec la Porte a contribué à faciliter la conclusion de sa paix avec la Russie, que la France cherchait à troubler de toutes les façons. Le Divan, éclairé sur ses véritables intérêts, a mieux aimé céder une partie de son territoire qu'accepter la garantie de son intégrité, offerte par Buonaparté comme appât pour la continuation de la guerre. Dans les relations amicales entre la Grande-Bretagne et la Russie, tellement fondées sur les intérêts et les besoins mutuels des deux empires, que leur suspension ne saurait être qu'un état violent et de peu de durée, la Suede se trouvant sur le chemin de leurs communications, en est, pour ainsi dire, le chaînon intermédiaire. L'un et l'autre recherchent son amitié et respectent son indépendance, comme la garantie la plus sûre contre l'assujétissement de la Baltique au système continental.

L'entrevue de l'Empereur Alexandre et du Prince Royal de Suede, dépositaire des secrets et de la politi-

que du Roi, a donné aux deux nations le signal d'un oubli perpétuel de leurs anciennes inimitiés. Le Prince de Galles aussi, fut représenté à cette entrevue; et l'étroite union entre trois souverains magnanimes annonce le développement d'une politique opposée à celle de l'astuce et de l'égoïsme, une politique toute en loyauté, en vues libérales, en patriotisme éclairé. Avec le secours de la Providence, les maux de l'Europe, dont j'ai faiblement tracé le tableau, ne sont pas sans remede. Jamais depuis le commencement de son oppression autant de circonstances réunies ne permirent de bien augurer de sa prochaine délivrance. Pendant un instant la Russie a paru accablée; elle l'aurait été sans la fermeté inébranlable de l'Empereur, soutenu par le dévouement héroïque de ses peuples. Les prétentions insoutenables de l'agresseur lui ont suscité une guerre nationale: déjà le torrent dévastateur est rapidement refoulé vers l'occident. En même temps l'Espagne a pu respirer; un second Malborough y renouvelle la gloire des armes anglaises sur terre ferme: ses brillantes victoires ont ranimé l'enthousiasme de la nation espagnole; de cette nation qu'on avait pu vaincre, mais non pas subjuguer. D'un autre côté les préparatifs de la Suede ont efficacement servi la cause européenne, en tenant en échec sur les côtes opposées une partie des forces de Buonaparté et de ses alliés. L'éveil a été donné aux espérances de l'Allemagne, impatiente de secouer le joug. Napoléon a lassé la fortune à force d'en abuser; elle seule lui valait des adhérents; il n'a point d'amis: ses alliés dissimulent à peine leur joie à la nouvelle de ses défaites. Sa puissance ressemble à ce colosse composé de métaux hétérogenes; la haine des peuples, ce sont ces pieds d'argile. Hier l'on encensait cette idole gigantesque; demain renversée, le monde n'y verra plus que le fragile monument d'un orgueil insensé.

Mais qu'on ne s'endorme pas dans une trompeuse sécurité. Si après un grand revers on laisse respirer cet homme, il montrera encore au monde ce que peuvent la ruse et l'audace réunies ; il prendra une terrible vengeance sur ceux qui ont dévoilé des faiblesses mortelles en lui, l'arbitre des destinées, le dieu des adulateurs. Qu'est-ce que la perte d'une armée pour Buonaparte qui, selon sa propre expression, *a tant d'hommes à dépenser* ? Il ne suffit pas, qu'il n'ait point eu de succès dans telle guerre d'envahissement ; il faut qu'il soit mis hors d'état d'en faire ; il faut qu'il soit forcé de renoncer à son système de domination universelle, à ses prétentions incompatibles avec l'indépendance des nations et la tranquillité du monde.

Dans ce temps de crise, gros d'un avenir certain dans son ensemble, inconnu dans les détails, beaucoup d'états subiront des changements importants. Le sort des gouvernements obstinément attachés à la domination de Buonaparté, est facile à prévoir. Les neutres ne peuvent pas se flatter que dans le conflit de tant d'intérêts divers, les leurs soient soignés par ceux pour lesquels ils n'ont rien voulu hasarder, et qu'on leur procure gratuitement des dédommagements de ce qu'une politique étroite leur aura fait perdre. Les puissances qui auront servi activement la bonne cause, siégeront au premier rang et auront des voix prépondérantes dans ce sénat de souverains, auquel sera dévolu le grand œuvre de rétablir la constitution européenne sur des bases plus fermes. La nation suédoise pourrait-elle ne pas se ressouvenir, que son plus beau titre à la gloire est d'avoir obtenu par sa fermeté dans une longue lutte au dehors cette paix de Westphalie, qui lui assura de grands avantages, et pendant un siecle et demi fut considérée comme le principal fondement du droit public de l'Europe ?

Combat sanglant de la Frégate Anglaise l'Amelia, *contre les deux Frégates Françaises* l'Aréthuse *et le* Rubi.

GAZETTE DE LA COUR

DU MARDI, 23 MARS 1813.

Lettre de l'Honorable Capitaine Irby, *de la Frégate de S. M.* l'Amelia, *adressée à J. W.* Croker, *Ecuyer, et datée de Spithead, le 22 du courant.*

Monsieur,

Permettez-moi de vous informer, pour l'instruction des Lords Commissaires de l'Amirauté, que comme j'étais sur le point de quitter la riviere de Sierra Leone, pour revenir en Angleterre, sur le vaisseau de S. M. que je commande, le 29 Janvier, le Lieutenant Pascoe y arriva, avec la plus grande partie de l'équipage du brick de S. M. le Daring, ayant été obligé de faire échouer son bâtiment à la côte, et de le faire sauter en l'air à Tamara (une des îles de Loss), parce qu'il avait été chassé par une frégate Française, allant de compagnie avec deux autres vaisseaux qui étaient en apparence des frégates: il rapporta que le 27 il les avait laissé mouillées au large des Isles. Je détachai immédiatement le Lieutenant Pascoe sur une petite goëlette, pour reconnaître l'ennemi (d'après l'offre qu'il m'avait faite de ses services); et il retourna le 3 Février, après avoir reconnu que sa force consistait en deux frégates de premiere classe (l'Aréthuse et le Rubi), et un navire Portugais qu'elles avaient pris: que l'ennemi avait presque complété sa provision d'eau, et qu'il se proposait, après avoir déchargé le navire Portugais, de l'abandonner à l'équipage, et de remettre lui-même en mer, dans la vue d'intercepter nos vaisseaux de commerce retournant en Angleterre. Imaginant que si je croisais à la

hauteur des Isles de Loss (dans le cas où l'ennemi ne les aurait pas quittées), je pourrais rencontrer quelques-uns des vaisseaux de S. M. sur cette côte, et en même-temps protéger les vaisseaux qui, suivant les avis que j'avais reçus, étaient destinés pour Sierra Leone, je me préparai à appareiller; il arriva alors des îles un parlementaire, à bord duquel étaient le maître et quelques matelots du Daring, ainsi que le capitaine et l'équipage d'un autre bâtiment que l'ennemi avait pris; et leurs rapports confirmant celui du Lieutenant Pascoe, je quittai la riviere de Sierra Leone, et portai vers les îles: le 6 du mois dernier, gouvernant vers l'île de Tamara, nous rejoignîmes la Princess Charlotte, goëlette du gouvernement, laquelle m'informa qu'une des frégates était à l'ancre, à une grande distance au Nord de l'autre, qui en apparence était occupée à faire décharger la prise. J'envoyai la goëlette à Sierra Leone, pour y laisser un ordre enjoignant à tout vaisseau qui pourrait y arriver de venir me rejoindre. Lorsque je fus près de l'île, le soir, la frégate qui était au Nord appareilla et prit le large; l'autre frégate faisait des signaux, et ayant remarqué au soleil couchant qu'elle avait hissé ses huniers, je m'éloignai pour passer la nuit; et le lendemain matin, une des frégates (l'Aréthuse, à ce que je crois) était à peine en vue du gaillard; nous étions en calme alors; vers midi, une brise s'étant élevée, elle porta vers nous. Comme j'avais l'espoir de l'attirer loin de sa conserve, nous continuâmes de courir au large jusqu'au coucher du soleil; alors n'apercevant pas l'autre vaisseau du haut du mât, et le vent manquant, nous diminuâmes de voile, virâmes vent arriere, et portâmes vers elle. Peu après sept heures, l'ennemi nous voyant près de lui, vira vent devant et hissa son pavillon. A 7 heures 45 minutes, étant à une portée de pistolet par le bossoir, les deux vaisseaux ouvrirent leur feu presque en même-temps, et il continua (l'un et l'autre restant à-peu-près dans la même situation) jusqu'à 11 heures 21 minutes; alors l'ennemi prit le large, ayant l'avantage de pouvoir le faire, et nous laissant hors d'état de gouverner, nos voiles et nos manœuvres dormantes et courantes en lambeaux, et nos mâts maltraités. Durant l'action, nous accostâmes deux fois l'ennemi, en essayant de traverser son avant, et alors il tenta l'abordage; mais il fut repoussé par les soldats de marine (qui étaient commandés par le Lieutenant Simpson) et par les matelots de bord. Quoique je regrette très-sincerement que le nombre des tués et blessés soit aussi considérable, montant à 146, il est cependant

très-consolant de songer que nous n'avons pas été une seule fois exposés à être enfilés, et qu'il n'est pas arrivé le plus léger accident; ils ont tous succombé bravement dans le combat.

C'est avec le plus vif regret que j'ai à mentionner parmi les tués le premier et le second Lieutenant James Bates et John Pope, et le Lieutenant Grainger, des troupes de marine; ils ont péri au commencement de l'action; comme ils étaient depuis plus de cinq ans à bord de ce vaisseau, j'ai eu d'amples occasions de connaître leurs inestimables caracteres, et conséquemment la perte que le service du Roi a essuyée par leur mort. Je dois avec non moins de chagrin faire mention du Lieutenant George Wills, le plus jeune lieutenant, qui a péri en faisant le service sur le gaillard d'arriere, après que j'eus reçu une blessure qui m'obligea de le quitter; ainsi que du Lieutenant Pascoe, ce bon et brave officier, ci-devant du Daring, qui commandait l'artillerie du premier pont. M. J. Bogue, ci-devant payeur du Thais (invalide), a reçu une blessure mortelle dans la chambre, après avoir été blessé auparavant sur le gaillard d'arriere.

En ayant le malheur de rendre compte d'une perte aussi forte, je me flatte qu'il sera évident que chaque individu doit avoir fait son devoir. Je suis très-reconnaissant envers mes braves officiers et marins, ainsi qu'envers les surnuméraires appartenants ci-devant au Daring, pour le sang-froid et la fermeté qu'ils ont montrés, et qui méritaient tout le succès possible; mais la force supérieure de l'ennemi (qui porte de grosses pieces Françaises de 24 à son premier pont), la grande quantité d'or en poudre que nous avions à bord,* ainsi que la certitude de l'approche de l'autre frégate, m'auraient empêché de chercher à renouveler l'action, quand même cela n'eût pas été absolument impraticable.

Je ne dois pas omettre de faire mention à Leurs Seigneuries de l'admirable conduite de M. De Mayne, maître, qui a si habilement placé la frégate au commencement de l'action, et de son assiduité soutenue jusqu'à ce que l'ennemi s'éloignât. Je dois les plus vifs remercîments au Lieutenant Simpson, des troupes de marine et au payeur, J. Colman, qui ont été très-actifs; ainsi qu'à M. Saunders, du corps Africain. Ayant reçu la plus grande assistance du Lieutenant Reeve, invalide, de la corvette de S. M. le Kangaroo, qui a reçu plus d'une blessure dans l'action, je l'ai

* Pour 100 mille livres sterling.

nommé pour faire les fonctions de premier lieutenant de ce vaisseau. M. S. Umfreville, contre-maître, bon et digne officier, fait le service de 2e lieutenant; et M. Ed. Robinson, contre-maître, qui a reçu une blessure grave, celui de troisieme.

Le mauvais état du vaisseau, et la déplorable condition des blessés, ayant fait manquer l'objet pour lequel j'avais fait voile de Sierra Leone; ayant tout lieu de croire que l'ennemi ne devait pas être en état de mettre ses projets à exécution, vu qu'il était fort maltraité dans son bois, je me suis cru autorisé à ne pas rester à la côte, et j'ai fait voile avec l'intention de toucher à Madere ou aux Açores, pour y rafraîchir les malades; mais le mauvais temps m'en a empêché, et je suis arrivé ici aujourd'hui.

Je dois aussi exprimer à Leurs Seigneuries la haute opinion que j'ai des soins donnés aux blessés, avec autant d'humanité que de talent, par M. Williamson, chirurgien, M. Burke, son assistant, et par M. Stewart, ci-devant assistant-chirurgien du Daring, depuis ce sanglant conflit.

Je devrais dire aussi que, qnoique notre nombre fût considérable en apparence au commencement de l'action, néanmoins, comme nous avions été long-temps à la côte, et grandement affaiblis par des maladies, nous avions à peine notre complet d'équipage en état de faire le service, et nos matelots étaient extrémement affaiblis.

Je joins ici une liste des tués et blessés, et j'ai l'honneur d'être, &c.

(Signé) Fred. Paul Irby, Capitaine.

Suivent des états des tués et blessés. Le total des tués ou morts subséquemment est de 51; celui des blessés est de 95.

BUDGET FRANCAIS DE 1813.

CORPS LÉGISLATIF.

Présidence de M. le Comte de Montesquiou.

SÉANCE DU 20 MARS.

Rapport fait au Nom de la Commission des Finances, par M. le Baron Lezurier de la Martel, *Président de cette Commission, sur le Projet de Loi relatif aux Finances.*

Messieurs,

Votre commission des finances a examiné, avec la plus sévere attention, le projet de loi que vous lui avez renvoyé, et elle vient aujourd'hui vous présenter le résultat de ses travaux, bien moins rassurée par ses propres lumieres que par l'ordre admirable qui regne dans les finances de l'Empire, et l'extrême simplicité des principes sur lesquels elles reposent.

Ce n'est pas, Messieurs, que le projet de loi soit semblable à ceux que vous avez votés dans vos précédentes sessions. Il renferme, au contraire, des dispositions nouvelles et d'un grand intérêt: ce sont celles qui prononcent l'aliénation de quelques parties des biens communaux.

Nous croyons inutile de vous prévenir que pour bien apprécier cette mesure, il ne faut pas la considérer isolément. Une telle façon de juger, surtout en matiere de haute administration, est extrêmement vicieuse, et vous ne l'adopterez pas. Vous peserez donc les avantages qui doivent résulter de cette vente, et vous verrez avec satisfaction que le produit soldera les exercices passés, et assurera le service de l'exercice courant, sans que les peuples soient surchargés de nouveaux impôts.

Mais en considérant la question en elle-même, nous dirons que des hommes, dont l'opinion est de quelque *poids*

trouvent de graves inconvénients à conserver un grand nombre de biens hors de la circulation. " Ces sortes de propriétés, disent-ils, privent l'Etat des droits qu'il perçoit à chaque mutation. Elles rendent ainsi moins abondantes les sources du revenu public, enlevent au gouvernement les moyens de diminuer d'autres charges, et peuvent même le forcer à créer de nouveaux impôts. Ils ajoutent que l'intérêt particulier est plus clairvoyant et plus actif que la meilleure de toutes les administrations ; que lorsqu'il s'agit de réparations, le temps employé par les administrateurs en formalités exigées pour éviter les abus, le propriétaire l'emploie à faire ces mêmes réparations qui souvent ne sont rien dans le principe, et deviennent très-considérables quand on les néglige."

D'un autre côté les fermages ne sont pas toujours une rente certaine ; le paiement des dépenses qu'on affecte sur cette recette n'est pas toujours assurée, et plus d'une comptabilité de communes s'est trouvé dérangée par des accidents qui lui privaient tout à coup de leurs revenus fonciers.

Quelle que soit la force de ces raisonnements, il est du moins hors de doute qu'une administration doit préférer une recette fixe, indépendante des événements, et sur laquelle elle puisse calculer ses dépenses.

Vous trouverez donc, Messieurs, quelques avantages, même pour les communes, à adopter indépendamment de tout autre motif, la conversion de leurs revenus fonciers en rentes sur l'Etat ; et sans doute vous regarderez encore comme un bien que ces communes soient attachées à la fortune publique par un lien de plus.

Il est vrai que l'article III n'assure qu'une rente proportionnée au revenu net des biens cédés, et qu'il peut résulter de la fixation un désavantage pour quelques communes. Pourquoi craindrions-nous de le dire ? Ne parlons-nous pas à des Français ? C'est ici seulement que commencent les sacrifices ; car enfin ce n'en est pas un que la conversion de biens-fonds en rentes sur l'Etat ; des biens affermés au profit d'une commune qui ne peut disposer de leur produit sans autorisation, n'ont pour personne le charme de la propriété : on s'en détache sans peine ; ils ne sont connus que des administrateurs pour qui même ils deviennent souvent une source d'embarras et de sollicitude.

Il n'en eût pas été ainsi d'une disposition qui se serait étendue sur des propriétés auxquelles on tient par des jouissances personnelles ; aussi remarquez, Messieurs, avec quelle

Votre commission n'a pas oublié, toutefois, que cette création imprévue élève à 89 millions la masse de la dette perpétuelle, dont la réduction au *maximum*, de quatre-vingts, est si prudemment indiquée et promise par la loi de 1811.

Nous sentons plus que jamais, combien il importe de ramener et fixer cette dette à la proportion suffisante, pour lier les fortunes particulieres à la fortune publique.

Nous concevons avec quelle effrayante énergie, des accroissements successifs et démesurés péseraient sur le crédit national, et convertiraient un moyen de prospérité dans les grands Etats, en instrument de ruine et de subversion.

Mais nous avons dû rendre hommage à la paternelle sollicitude d'un prince qui sensible aux sacrifices généreux de ses peuples, ne veut pas aggraver le fardeau des contributions annuelles; mais nous sommes rassurés, dans les circonstances, par les moyens d'amortissement que détermine l'article 8 du projet actuel, et leur liaison au système de la loi de 1811.

Nous le sommes surtout, Messieurs, et vous le serez vous-mêmes, par le concours nécessaire du Corps-Législatif à toutes créations ultérieures, et par l'intérêt et la sagesse du Gouvernement.

Les articles 9, 10, 11 et 12 n'ont chacun d'eux pour objet que de fixer les sommes des exercices 1810, 1811, 1812 et 1813, au taux auquel se sont élevées ou s'éleveront leurs dépenses respectives.

Les dispositions de ces articles sont des mesures d'ordre qui serviraient à prouver l'importance qu'attache Sa Majesté à maintenir l'équilibre entre la recette et la dépense de chaque exercice.

Le budget de l'exercice 1810, est réglé définitivement en recette à la somme de 785,060,443 fr., et les dépenses à pareille somme.

Vous aurez pu observer, Messieurs, d'après le compte du ministre des finances, que les revenus ont excédé les dépenses de 10,353,557 fr. Cette somme est ajoutée aux moyens de l'exercice suivant.

Le budjet de l'exercice 1811 est réglé définitivement en recettes à la somme d'un milliard, et en dépenses à pareille somme.

Cet exercice, au contraire, a exigé un supplément de 46,800,000 fr., par la diminution du produit de la vente des bois, la non réalisation de quelques moyens extraordinaires,

et par la dépense imprévue de 20 millions occasionnée par la rareté des subsistances.

Le budget de 1812 est définitivement réglé en recettes à la somme d'un milliard 30 millions, et en dépenses à la même somme.

Cet exercice a éprouvé, dans ses revenus présumés, une diminution de 37,500,000 fr., les tabacs et les bois n'ayant pas produit ce que l'on avait lieu d'attendre.

Le budget de 1813 est réglé en recettes à la somme d'un milliard 150 millions, et les dépenses à pareille somme. Sans les circonstances imprévues, le budget de cet exercice aurait pu être le même que celui de 1812.

C'est pour faire face à ces augmentations dans les dépenses, que l'article 5 applique la somme de 149 millions au besoin de cet exercice.

Par l'article 13, le Gouvernement présente à votre approbation les tarifs actuels des droits réunis.

Déterminés ainsi par des décrets impériaux insérés au Bulletin, et consacrés par vos suffrages, ces tarifs ne peuvent être variables dans leur application au gré de la régie ou de ses employés.

Votre commission regrette que la gravité des circonstances et les besoins de l'État n'aient pas permis d'invoquer des modifications utiles et des adoucissements désirés dans l'assiette de ces droits; mais bien sûre des intentions du Gouvernement, elle exprime le vœu que, par l'effet d'une surveillance active sur la perception, le contribuable soumis à la rigueur des tarifs, soit préservé du fléau de l'arbitraire.

Les plaintes à ce sujet seraient moins fréquentes peut-être, si la publicité des instructions de la régie était plus effective et plus étendue, et si les employés n'en étaient pas à-peu-près les seuls dépositaires.

L'article 14 du projet de loi offre une nouvelle preuve de cette persévérance que met le Gouvernement dans l'exécution des desseins qu'il a conçus. Les plans les plus vastes ou pour lesquels le temps n'est pas toujours la moindre dépense, sont adoptés et suivis comme les projets les plus faciles et les plus simples. Nous n'entendons parler ici, Messieurs, ni de cette antique demeure de nos rois, menacée depuis deux siecles de rester imparfaite, et que nous verrons, enfin, terminer, ni de tous ces édifices où le génie imprime sa grandeur. Ces travaux sont admirables sans doute, surtout si l'on considere dans quel concours d'événements ils s'achevent; toutefois ils sont trop étrangers à la discussion

qui nous occupe, pour que nous nous y arrêtions. Mais hors de nos cités, au milieu des campagnes qui les nourissent, se poursuit sans relâche une entreprise digne de tout votre intérêt. Ce n'est pas un de ces monuments élevés par les arts, et qui attestent le luxe et la magnificence d'un grand monarque; c'est mieux encore, puisque cet ouvrage, immense par son étendue, effrayant par ses difficultés, n'a pour objet que d'établir cette juste proportion des charges publiques vers laquelle tout bon gouvernement doit tendre sans cesse, et qui n'est autre chose que la justice distributive appliquée à l'impôt. Vous voyez, Messieurs, que nous voulons vous parler de cette grande mesure dont le résultat sera de ne faire tomber sur chaque parcelle d'héritage que la portion d'impôt qu'elle doit payer en raison de ses produits.

Nous ne vous retracerons pas les obstacles que présentait un pareil travail, et ce qu'il fallait d'ensemble, d'ordre et de méthode, pour que les innombrables collaborateurs qui agissent séparément, ne s'écartassent pas des bases qui devaient les diriger. Il nous suffira de vous dire que quelle que soit la nature des terres, l'on a adopté pour fondement de tous les calculs, *le produit net*, et c'est en partant de cette donnée, de cette fin de tout labeur, qu'on parviendra à établir une juste proportion entre les départements les plus éloignés comme les plus dissemblables par les productions de leurs territoires.

Il faut en convenir, Messieurs, les difficultés que présentait le travail en lui-même, n'étaient pas les seules que l'on eût à vaincre; il est une résistance morale qui ne se rencontre que trop souvent, quand on fait la guerre aux abus, et qui n'a pas manqué de se montrer dans cette circonstance, avec toutes les armes dont se sert l'intérêt personnel. L'inégalité de la répartition était si grande qu'en prenant les deux extrêmes, l'on peut dire que tel contribuable payait tout, tandis que tel autre ne payait rien. Ceux qui jouissaient en silence de cette criante disproportion, avaient trop à perdre, pour ne pas censurer un travail qui devait enfin les faire participer aux charges de l'impôt foncier, et des esprits défiants ou crédules avaient, comme il arrive, adopté les préventions qu'on s'était efforcé de leur inspirer. Un rapport prononcé en 1808, que nous aimerions à consulter souvent pour rendre le nôtre meilleur, a fait justice à cette tribune, de toutes les observations que l'on élevait contre le cadastre, et c'est à l'effet qu'il a produit qu'on a l'obligation de ne les entendre plus répéter.

Et puis, à mesure que l'entreprise s'étend, et que la répartition sur les bases nouvelles s'établit, les erreurs qu'on découvre sont si multipliées, qu'il faut bien enfin que les préventions se taisent : jamais encore on ne s'est avisé de combattre l'évidence.

Tout ce que les orateurs du Gouvernement vous ont dit sur cet objet, Messieurs, est d'une justesse extrême. Assurément on ne prétend pas que le travail du cadastre soit parfait : aucun ouvrage des hommes n'est susceptible de l'être ; mais la fixité dans les degrés de répartition ; mais l'affranchissement de l'arbitraire sont des résultats assurés, et ces deux bienfaits se feront sentir non-seulement dans le cours ordinaire de la vie, mais encore dans les transactions, dans les partages, dans les ventes où le vague de l'impôt apportait sans cesse des difficultés et de fatigantes incertitudes.

L'article 14 du projet de loi vous propose la répartition de la masse des contingents actuels des cantons au prorata de leur allivrement cadastral réuni, à partir de 1814 ; cette disposition est conforme à la justice et aux regles qui ont été adoptées.

Nous sommes arrivés au terme de notre discussion, et notre opinion sur le projet de loi est celle de MM. les Orateurs du Conseil d'Etat. Nos motifs n'ont pas été toujours les mêmes, non plus que notre langage ; mais cette différence tient, n'en doutons pas, à la différence de notre situation ; elle ne saurait du moins venir de nos sentiments : nous nous faisons un devoir de le répéter : le Corps-Législatif peut rivaliser de zele avec tous les corps, avec toutes les autorités ; et ce que l'Empereur disait, lors de l'ouverture de cette session, de l'énergie de ses peuples, de leur attachement à l'intégrité de l'Empire, de l'amour qu'ils lui ont montré, il le pouvait dire plus particulierement de nous tous.

A Dieu ne plaise cependant que nous voulions nous attribuer une trop grande part dans cet éloge ! Peuple généreux et fidele, nous aimons, au contraire, à te le reporter tout entier, en nous mêlant avec toi. Loin de nous encore la pensée d'y rien ajouter, ce serait l'affaiblir ; d'exalter tes sacrifices, ils te sont tous comptés ; de parler de ton dévouement, et qui peut ignorer que tu n'y mets pas de bornes !

Déjà tes nombreux enfants accourent de toutes parts se ranger sous des aigles qu'ils savent si bien défendre ; déjà

nos armées se disposent à reprendre la seule attitude qui sied à leur valeur.

Laissons nos ennemis se réjouir de nos pertes dernieres : l'inclémence des saisons a, cette fois, renversé les combinaisons du génie ; mais du moins ils n'ont pas le droit de s'enorgueillir de nos désastres, mais nous ne craignons pas qu'ils élevent des trophées à leur courage. Le triomphe n'est dû qu'à la victoire, et leur joie, leur joie même aura bientôt un terme. Arminius n'eut pas à se féliciter longtemps d'avoir vu les vaisseaux des Romains brisés par les tempêtes, et les exploits de Germanicus, après ces naufrages inattendus, ne sont pas la moindre partie de sa gloire.

Pour vous, Messieurs, au moment où vous allez remplir l'objet essentiel de votre mission, vous êtes, comme nous, frappés de la grandeur des intérêts confiés à votre amour pour le prince et pour la patrie. La loi qui fixe le tribut que le peuple français doit à la gloire du trône et à la prospérité de cet Empire, est soumise à notre acceptation ; mais que les défenseurs du gouvernement monarchique, et nous le sommes tous, n'en conçoivent pas d'inquiétude ; cette part, qui nous est donnée dans la sanction des lois, repose en des mains sûres et fidelles ; et loin d'affaiblir le pouvoir du souverain, c'est un lien qui l'unit plus étroitement avec le peuple, et qui ôte à l'obéissance tout ce qu'elle a de pénible. Heureux effet d'un gouvernement modéré ! qui rendez la soumission volontaire, combien vous êtes plus puissant que le gouvernement le plus absolu ! Les princes qui sont revêtus d'un pouvoir sans limites, font tout fléchir au gré de leurs caprices ; mais ils sont condamnés à ne jamais connaître le zele et l'amour de leurs peuples. Hélas ! ils ne peuvent aspirer qu'à se faire craindre ; ils n'inspirent autour d'eux ni affection ni dévoûment : ces sentiments sont éteints dans tous les cœurs. Les vôtres, Messieurs, se manifesteront en adoptant la loi qui vous est présentée. Nous avons combattu toutes les considérations qui pouvaient vous faire hésiter ; et s'il en était qui eussent échappé à notre discussion, que seraient-elles auprès des motifs qui doivent déterminer vos suffrages ! Voyez autour de vous toutes les nations du continent, et cette autre nation, l'éternelle rivale de la France, attentives à ce qui se passe au sein de nos séances, avides de mesurer l'esprit qui nous anime d'après l'adhésion que nous allons donner au budget de l'Etat ; que nos ennemis se troublent ; que nos amis se rassurent, en reconnaissant que pour nous

la patrie est inséparable du monarque, et que toutes les volontés sont confondues dans la sienne.

Déterminée par les motifs qui vous ont été exposés, votre commission des finances, Messieurs, vous propose d'adopter le projet de loi qu'elle a elle-même voté à l'unanimité.

Moniteur du 18 *Mars.*

Voici la situation exacte de nos armées dans le nord de l'Europe au 10 Mars :

Pillau.—Le général Castella occupait avec 1200 français le fort du Pillau. Il a capitulé le 26 Janvier. Cette capitulation est une convention par laquelle les troupes françaises sortent avec armes et bagages pour revenir en France. La conduite du général Castella, qui a rendu, sans avoir soutenu un siége, la place qu'il commandait, sera examinée par un conseil d'enquête.

Dantzick.—Le général Rapp, ayant sous ses ordres les généraux de division Heudelet et Grandjean, le général de cavalerie Cavaignac, le général Camprèdon, commandant le génie, et le général Lepin, commandant l'artillerie, a dans la place de Dantzick une garnison de plus de 30,000 hommes et un approvisionnement en pain pour 820 jours, et en viande et autres objets pour plus d'un an.

Dans les derniers jours de Janvier, l'armée russe s'approchant de Dantzick, il se porta à sa rencontre, culbuta l'avant-garde et lui fit 800 prisonniers. Vers le milieu de Février, il sortit lui même à la tête de 15,000 hommes et de 1500 chevaux, enleva trois redoutes que l'ennemi faisait construire, lui prit 8 pieces de canon et 1800 hommes. Il repoussa l'ennemi jusqu'à trois lieues de la place.

Les russes avaient espéré, dans le courant de Février, de profiter des glaces pour attaquer le Holm ; mais les glaces avaient été rompues par les soins du gouverneur. On laissa avancer l'ennemi, et quand il fut à portée, on l'écrasa de mitraille. Il a laissé au pied des ouvrages beaucoup d'hommes blessés et tués.

Dans les premiers jours de Mars, le dégel ayant commencé, on a tendu l'inondation.

Thorn.—Le général du génie Poitevin commande à

Thorn. La garnison consiste en 4000 bavarois et en 1500 français. L'armée russe, dans le courant de Février, fit des tentatives pour enlever les lunettes qui sont en avant de la place, mais elle fut repoussée, et sa perte ne fut pas de moins de huit ou neuf cents hommes tués ou blessés. Thorn a des vivres en pain pour plus de deux ans, en viande et en légumes pour plus de neuf mois.

Modlin.—Le général de division Daendels commande à Modlin: sa garnison est composée de 1000 saxons, de 1000 français et de 6000 polonais. La place était approvisionnée en pain pour plusieurs années, en viande et autres denrées pour 9 mois. Ces grands approvisionnements en pain dans les places de la Vistule, proviennent des grands magasins de l'armée qui s'y trouvaient.

Zamosc a une garnison de 4000 polonais.

Czenstochau a une garnison de 900 polonais.

Le prince de Schwartzenberg a pris le 12 Février la position de la Piliça. Un nouveau corps d'observation autrichien se réunit sur les frontieres de la Bohême.

Le général Reynier avec le 7e corps s'est dirigé par Petrikau et Rawa sur Kalitch. Sa cavalerie y a été attaquée le 13 Février par un corps de troupes russes qui avait passé la Vistule sur la place, entre Thorn et Modlin, du côté de Plock. Le général Reynier a repoussé cette attaque dans la ville même de Kalitch. Un général de brigade Saxon avec sa brigade, a été coupé par l'ennemi, mais il s'est reployé sur le corps du prince Poniatowski, lequel a fait sa jonction avec le corps autrichien, et se trouve entre la Piliça et Cracovie.

Le général Reynier a repassé l'Oder et a pris position en avant de Dresde.

Voilà pour la Pologne.

Le vice-roi avait fait avancer, dans les premiers jours de Février, le onzieme corps de Berlin sur l'Oder. Ce corps arrivait à Francfort; lorsque le vice-roi, instruit de l'évacuation de Varsovie, comprit que sa position sur Posen n'avait désormais plus aucun but. Il se reporta tranquillement derriere l'Oder.

Le 18 Février, un corps de 1500 hommes de cavalerie légere russe passa le Bas-Oder sur la glace. Le maréchal duc de Castiglione chargea le général Poinsot de marcher à sa rencontre avec deux bataillons d'infanterie et 100 chevaux. Dans une reconnaissance à quelques lieues de Berlin, ce général leur tua une soixantaine d'hommes, entr'autres

un seigneur prussien nommé *le comte de Schwerin.* La nuit, les cavaliers ennemis tournerent Berlin; ils surprirent le poste qui gardait la porte d'Oranienbourg, et 3 à 400 pénétrerent dans la ville, c'était dans la matinée du 20 Février. Le duc de Castiglione fit tirer sur eux quelques coups de canon et les fit chasser par de l'infanterie. Le bas-peuple de Berlin voulut profiter de la circonstance pour faire quelques mouvements; mais la garde civique qui se composait de tous les bourgeois, fit la police, et l'ordre se rétablit aussitôt.

Après cette affaire, les troupes légeres ennemies disparurent.

Le 22 Février, le vice-roi arriva à Berlin avec 500 chevaux de la Garde. Il prit ensuite avec tout son monde position à Kopnik.

Le lieutenant-colonel Ciceron occupait avec son bataillon le pont de Furstenwald sur la Sprée. Il s'en laissa imposer par 600 cavaliers russes qui lui firent accroire qu'ils avaient avec eux de l'artillerie et de l'infanterie. Il eut la simplicité de consentir à quitter le poste qu'il devait défendre, et il se replia avec son bataillon sur l'armée. Des ordres ont été donnés pour arrêter cet officier, qui sera puni selon la rigueur des lois militaires.

Le général Gérard était resté avec une brigade à Francfort pour brûler le pont. 2000 hommes de cavalerie russe le couperent de Berlin. Il marcha à eux, en tua 60 à 80, fit plusieurs officiers prisonniers, brûla le pont de Francfort et rejoignit le vice-roi.

Le vice-roi avait un de ces deux partis à prendre: ou de faire venir la cavalerie des premier et second corps, qui s'étaient réorganisés sur la rive gauche de l'Elbe, et de l'employer à netoyer le pays entre l'Elbe et l'Oder, ou de marcher au-devant des autres armées en s'approchant de l'Elbe.

Mais cette cavalerie n'était pas encore entierement réorganisée, et tant de vieux soldats, ressource si précieuse, pouvaient être compromis dans une lutte prématurée; d'ailleurs, le général Bulow, commandant un corps prussien sur la droite du Bas-Oder, avait laissé passer ce fleuve à la cavalerie légere de l'ennemi.

Le vice-roi prit le parti de se retirer en bon ordre sur l'Elbe; il laissa l'Oder garni de la maniere suivante:

Le général Grandeau avec une garnison de 9000 hommes, ayant des vivres pour 8 mois, commande à Stettin. Le

général de brigade Dufresne commande en second. Le général Chamberlhac commande le génie.

Le général Fornier d'Albe garde la place de Custrin avec 3000 hommes.

Le général Laplane et le général du génie Dode sont dans Glogau avec 6000 hommes.

Spandau est gardé avec 3000 hommes par le général Bruny.

Toutes ces places sont approvisionnées depuis 9 mois jusqu'à un an.

Le 4, entre Berlin et Wittemberg, 1200 hommes de cavalerie légere russe voulurent charger sur l'arriere-garde du vice-roi. Un bataillon du 6e de ligne les reçut à bout portant et leur tua une centaine d'hommes. Depuis, cette cavalerie a disparu, et on ne l'a plus vue.

On vient de faire connaître notre position en Pologne et sur l'Oder, voici celle sur l'Elbe :

Le général Lauriston, avec cinq nouvelles divisions formées de vieilles troupes tirées de France et munies d'un nombreux équipage d'artillerie, ayant un double approvisionnement attelé, avec le corps westphalien et le premier corps de cavalerie, occupe Magdebourg, et réunit sur ce point une grande force militaire.

Le prince d'Eckmühl, avec le premier corps de la grande armée, et le duc de Bellune, avec le deuxieme, bordent l'Elbe.

Le général Grenier, avec le 11e corps, était devant Vittenberg. Cette place était armée et mise en état de défense.

Le lieutenant-général saxon Thilman était avec 6000 Saxons en garnison à Torgau, place que le roi a fait construire sur l'Elbe depuis 1809, et dont les travaux ont été poussés avec une telle activité qu'elle se trouve aujourd'hui dans le meilleur état de défense. Elle est armée de 200 pieces de canon.

Le général Reynier était en avant de Dresde avec le corps saxon et la division Durutte, et ayant une division bavaroise sur la gauche. Ce corps d'armée se renforce de 10,000 hommes qui arrivent des dépôts de Saxe.

Afin de pouvoir surveiller tous les points de cette ligne, le quartier-général s'est porté à Leipsick.

Dans cet état de choses le roi de Saxe pour se tenir plus éloigné du théâtre de la guerre, a jugé à propos de se

retirer sur Plauen. Le roi a fait en partant, le 25 Février, une Proclamation (No. 1.)

Le roi de Westphalie voulant avoir à sa libre disposition sa garde et ses troupes pour se porter en personne partout où les circonstances l'exigeraient, a désiré que la reine vînt en France. Cette princesse a dû arriver hier 17 à Compiegne.

Cependant le général Lauriston avait avec raison retiré toutes les troupes de la 32e division militaire, pour les concentrer à Magdebourg. Le corps du général Vandamme, composé de 50 bataillons, qui a déjà commencé à déboucher de Weser pour aller occuper la 32e division militaire, n'y arrivera que vers la fin de Mars. Hambourg se trouvant donc gardé par des forces bien faibles. Le petit peuple voulut en profiter; le 24 Février il insulta les douanes, on fit feu sur les plus mutins, et l'attroupement se dissipa. La bourgeoisie de Hambourg eut le bon esprit de sentir la nécessité de contenir la populace, elle forma la garde nationale, et rétablit l'ordre. Plusieurs piquets de cavalerie danoise ont contribué à maintenir l'ordre à Hambourg. Un espion russe a été arrêté et fusillé. Six hommes, auteurs de l'émeute, ont été fusillés également.

Le 12 de ce mois, le général Carra Saint-Cyr jugea à propos de passer sur la rive gauche de l'Elbe, et de fixer le quartier-général de la 32e division militaire à Artlenbourg.

Le 1er corps d'observation du Rhin, composé des 8e, 9e, 10e, 11e, 29e, 38e et 39e divisions de la Grande-Armée, se réunit sur le Mein. Le prince de la Moscowa qui le commande, a dans ce moment son quartier-général à Hanau.

Le général de Wrede a pris son quartier-général à Bamberg, avec une division bavaroise. Les divisions wurtembourgeoise, hessoise et badoise, se réunissent à Wurtzbourg.

Le 2e corps d'observation du Rhin, composé des 16e, 17e, 18e et 19e divisions de la Grande-Armée, se réunit à Francfort sous les ordres du duc de Raguse.

Le général Bertrand a débouché du Tyrol avec les 5 divisions qui composent le corps d'observation d'Italie.

Les divisions de la garde impériale, sous les ordres du duc de Trévise, sont arrivées à Francfort.

Plus de 20,000 vieux cavaliers, ayant tous fait la guerre, sont remontés, équipés et réunis sur l'Elbe. Ils pourront tous rentrer en ligne dans les premiers jours d'Avril.

du royaume sont tenus de s'adresser dans les cas d'exigence à cette commission, et de se conformer exactement aux instructions qu'elle trouverait convenable de leur donner.

Nous exhortons encore une fois nos fideles sujets à maintenir l'ancienne gloire du peuple saxon par une conduite sage, réglée, tranquille et conforme à nos intentions et nos vues pour le bonheur de la patrie.

En foi de quoi nous avons signé les présentes de notre propre main et y fait apposer notre sceau royal. Donné à Dresde, le 25 Février 1813.

(Signé) FREDERIC AUGUSTE, (L. S.)

Et plus bas,

LEON-ERNEST DE GROBIG, ERNEST-FREDERIC-ADAM, Baron de MANTEUFFEL.

Leipsick, 8 *Mars*.

Les bureaux de l'armée sont arrivés hier ici, ainsi que plusieurs détachements de différents régiments. Le second bataillon du 26e, ainsi que la cavalerie de trois corps de réserve, sont entrés ici aujourd'hui. Les derniers ont été cantonnés dans les villages. Notre ville, et plusieurs villes aux environs sont remplies de troupes.

Du 9.—S. A. le prince d'Eckmülh est arrivé hier soir avec son état-major; il cantonne à Gohlis, à un quart de lieue de notre ville.

S. A. I. le prince vice-roi d'Italie, est arrivé aujourd'hui à une heure après-midi, de sorte que le quartier-général de la grande-armée se trouve maintenant dans notre ville. Nous avons vu en outre arriver le 24e et le 56e de ligne, ainsi que la gendarmerie impériale, qui ont été mis en quartier dans nos villages.—(*Gazette de Leipsick.*)

Magdebourg, 8 *Mars*.

Stettin et la petite ville de Dam, située vis-à-vis sur la rive droite de l'Oder, ont été mis en état de siége, et il a été signifié aux habitants, à l'exception des ouvriers dont on ne peut se passer, ou de quitter la ville, ou de s'approvisionner pour un an, et de se préparer à toutes les réquisitions que le service rendrait nécessaires.

Stuttgard, 11 *Mars*.

M. le comte de Narbonne, qui a été nommé ambassadeur de France à la cour de Vienne, a eu, à son passage ici pour se rendre à son poste, l'honneur d'être présenté à S. M. par M. le comte de Zeppelin, ministre des affaires étrangeres.

Le roi vient de nommer M. le comte de la Lippe son aide-de-camp. En cette qualité il sera attaché à la personne de S. M.

On écrit de Munich que le dégel s'est opéré sans inondations fâcheuses. Le Tyrol est maintenant traversé par beaucoup de troupes venant d'Italie et se rendant sur les bords de l'Elbe.

Francfort, 16 *Mars*.

S. Exc. M. le maréchal duc de Trévise est arrivé hier ici, ainsi que MM. les généraux comtes Sébastiani, Lefebvre, Barrois, Chouard, Dantu, etc. Notre ville et tous nos environs sont encombrés de troupes, et tous les jours il en arrive de nouvelles. Il est arrivé hier deux bataillons de la garde impériale; on en attend encore aujourd'hui. On a annoncé, pour rester ici, 12,000 hommes de la garde.

PROCLAMATION

Par laquelle Sa Majesté l'Empereur de Russie assure une pleine et entiere Amnistie aux Habitants des Provinces Russes, jadis Polonaises.

Nous, Alexandre 1er, par la Grâce de Dieu, Empereur et Autocrate de toutes les Russies, faisons savoir à chacun:

Que vû que dans le cours de la guerre actuelle avec les Français, la plus grande partie des habitants des ci-devant provinces polonaises, mais aujourd'hui provinces et cercles russes, nous sont restées loyales, et par cette raison ont à notre faveur et à notre reconnaissance envers eux un droit égal à celui de tous nos autres fideles sujets; mais comme il en est d'autres qui ont de différentes manieres attiré sur eux notre juste colere savoir: quelques-uns ayant, lorsque l'ennemi entra sur les

frontieres de notre empire, soit par crainte de la force et de la violence, soit dans l'espoir de sauver leurs propriétés de la destruction et du pillage, accepté les places et emplois que l'ennemi leur avait imposés de force; d'autres, dont le nombre est moindre, mais dont les crimes sont beaucoup plus grands, ayant pris le parti de l'envahisseur étranger, même avant son irruption dans leur pays, ayant pris les armes avec lui contre nous et préféré honteusement d'être ses partisans plutôt, que de rester nos fideles sujets.—Ces derniers ont mérité de sentir le glaive de la justice tomber sur eux: mais comme nous avons déjà vu la colere divine s'appesantir sur ceux qu'elle a couchés par terre ainsi que sur ceux qui se sont rendus à discrétion; et comme nous sommes portés à écouter la voix de la pitié et de la compassion qui domine au fond de notre cœur, nous déclarons et faisons connaître par la présente, notre pardon franc et général, consignant tout le passé à un oubli éternel; nous défendons pareillement à l'avenir toute dénonciation quelconque, dans l'espoir et dans la confiance complete que ceux qui nous ont été infideles sentiront la clémence d'un semblable procédé, et retourneront chez eux dans l'espace de deux mois à partir d'aujourd'hui. Mais tous ceux qui, après ce terme expiré, resteront au service de notre ennemi, sans profiter de notre clémence, et continueront après notre pardon de commettre le même crime, la Russie les regardera comme des rebelles confirmés et ne les ré-admettra plus dans son sein, mais tous leurs biens seront confisqués. Et quoique les prisonniers de guerre qui ont été pris les armes à la main, ne soient point exclus de ce pardon général, nous ne pouvons néanmoins sans manquer à la justice, suivre les mouvements de notre cœur jusqu'à ce que la conclusion de la guerre actuelle ne mettre fin à leur captivité. Mais ceux-ci mêmes finiront par jouir des avantages accordés par cette amnistie que nous étendons à tous et à chacun. En conséquence puissent tous les individus partager la joie générale que causera la dissolution de ce pouvoir et la destruction totale de l'ennemi de toutes les nation; et que leurs cœurs s'ouvrent pour exprimer leur reconnaissance envers l'être suprême! Nous espérons pareillement que notre pardon paternel, auquel nous n'avons été mus que par des sentiments de clémence, exciteront un juste repentir dans l'âme de ceux qui ont été égarés, et qu'il prouvera en général à tous les habitants de ces provinces qu'étant membres d'une nation, qui, depuis des siecles, a parlé la même langue que les Russes, et qui est descendue de la même tige, ne peuvent jamais, et nulle part être aussi heureux et aussi en sûreté qu'en étant parfaitement unis et incorporés au puissant et généreux Empire Russe.

(Signé) ALEXANDRE.

Déclaration de Sa Majesté le Roi de Prusse.

AU PUBLIC.

Il est inutile de rendre compte à mon bon peuple d'Allemagne des motifs de la guerre qui va commencer. Ils sont évidents pour l'Europe impartiale.

Nous avions été obligés de nous courber sous la puissance supérieure de la France. Cette paix qui me priva de la moitié de mes sujets, ne nous procura aucun bien. Elle nous fit au contraire plus de mal que la guerre elle-même. Le cœur de notre pays fut appauvri. Les principales forteresses furent occupées par l'ennemi. L'agriculture fut négligée, ainsi que l'industrie de nos villes qui s'était élevée à un très-haut point. L'interruption de la liberté du commerce tarit naturellement toutes les sources de l'aisance et de la prospérité.

Je me flattais qu'en observant de la maniere la plus scrupuleuse les stipulations des traités, j'obtiendrais un allégement pour mon peuple, et que je convaincrais à la fin l'empereur des Français qu'il était de son propre intérêt de laisser la Prusse indépendante: mais mes intentions, mais mes efforts pour obtenir un objet aussi désirable, ont été sans fruit. Il n'en est résulté que hauteur et perfidie.

Nous avons découvert, mais trop tard, que les conventions de l'Empereur étaient plus ruineuses pour nous que ses guerres ouvertes. Le moment est arrivé où il ne nous reste plus à nous faire illusion sur notre situation. Brandebourgeois, Prussiens, Silésiens, Poméraniens, Lithuaniens, vous savez ce que vous avez souffert pendant les sept années qui viennent de s'écouler; vous savez quel malheureux sort vous attend, si nous ne terminons pas d'une maniere honorable la lutte qui recommence. Rappelez-vous d'anciens temps; Souvenez-vous de l'illustre Electeur, du Grand Frédéric. Souvenez-vous des avantages pour lesquels nos ancêtres combattirent sous leur direction; la liberté de conscience, l'honneur, l'indépendance, le commerce, l'industrie et les sciences Ayez toujours présent à l'esprit le grand exemple de nos alliés les Russes; pensez aux Espagnols et aux Portugais; de petites nations ont même souvent couru le risque des combats pour obtenir de semblables avantages contre un ennemi plus puissant qu'elles, et ont remporté la victoire. Souvenez-vous des Suisses et des Pays-Bas.

De grands sacrifices sont réquis dans tous les rangs, parce que notre plan est vaste, et que le nombre et les moyens de notre ennemi sont également grands. Vous les ferez plus tôt pour votre pays et pour votre Roi, que pour un dominateur

étranger, qui a prouvé par tant d'exemples qu'il voulait prendre vos enfants et épuiser vos forces pour des desseins qui vous étaient totalement étrangers. La confiance en Dieu, la constance, le courage, et l'aide puissante de nos alliés, favoriseront notre juste cause et la feront glorieusement triompher, mais quelque grands que soient les sacrifices exigés des individus, ils ne surpasseront pas les intérêts sacrés pour lesquels ils les accorderont, et pour lesquels nous devons combattre et vaincre ou cesser d'être Prussiens et Allemands.

Nous sommes engagés aujourd'hui dans la derniere lutte, qui doit décider de notre existence, de notre indépendance et de nos propriétés. Il n'y a point de milieu entre une paix honorable ou une chûte glorieuse. Et si nous sommes destinés à succomber, nous le ferons avec honneur; car tout Allemand et tout Prussien ne peuvent vivre sans honneur. Mais nous nous confions en Dieu et dans notre ferme résolution qui donnera la victoire à notre juste cause, et la victoire nous procurera une paix non interrompue et le retour de temps plus heureux.

(Signé) FRÉDÉRIC GUILLAUME.

Breslau, le 17 Mars, 1813.

Extrait du Correspondenten du 26 Mars.

EXTRAIT DU TIMES.

" Les nouvelles que l'on a reçues hier (7 Avril), tant du Nord que du Sud de l'Europe, sont également satisfaisantes, en ce qu'elles nous fournissent de nouvelles preuves des difficultés toujours croissantes de la situation dans laquelle se trouve le tyran nagueres si formidable, aujourd'hui si méprisé.

Nous portons naturellement nos premiers regards vers les pays où nous apercevons la plus grande force rangée en bataille, et où se passent les événements les plus importants. Une des malles d'Héligoland qui étaient dues, est arrivée, avec des lettres du 31 Mars, et les papiers d'Hambourg et d'Altona jusqu'au 26. On attendait à chaque moment des communications plus fraîches du continent, mais le paquebot fut obligé de partir avant qu'elles fussent arrivées. Néanmoins celles qui ont été reçues par cette occasion, sont de la plus haute importance.

Il n'y a plus à douter que le Roi de Prusse ne coopère avec ardeur et cordialité, et complétement, avec l'Empereur de Russie. Les deux souverains se sont réunis à Breslau, et l'on dit que le Roi de Prusse a publié une déclaration de guerre extrêmement énergique contre la France. Nous n'avons pas vu cette piece, et nous ne pouvons pas en garantir formellement l'existence, mais l'adoption d'une semblable mesure est suffisamment démontrée par le fait, car nous voyons, par des déclarations authentiques, que le Roi de Prusse, après avoir absous le général d'York de son ancienne censure, et l'avoir confirmé dans son commandement, l'a placé, lui et son corps d'armée, sous la direction de l'héroïque commandant russe le comte de Wittgenstein. L'armée de Silésie a aussi été mise en mouvement. Le commandement en a été donné au général Blucher, et l'on apprend déjà que son avant garde est entrée en Saxe. Dans la Prusse orientale et dans la Poméranie prussienne les généraux Bulow et Borstell sont employés activement à organiser les volontaires qui se portent en foule auprès du drapeau de leur pays. En un mot, d'une extrémité de la monarchie prussienne à l'autre, l'esprit national s'est manifesté, et le souverain se sent porté d'une maniere irrésistible dans la carriere de l'honneur, par l'impulsion de tout un peuple.

Ce fut le 15 du mois dernier que l'Empereur Alexandre fit son entrée solennelle dans Breslau, le Roi et la famille royale de Prusse, et la noblesse assemblée de toutes les parties de la province ayant été à sa rencontre à huit lieues de distance. La joie universelle que le peuple a fait éclater à son arrivée, joie qui certes n'était pas de commande, a dû faire une vive impression sur son cœur. Les acclamations, les décharges d'artillerie, le son des cloches, ont donné à cette solennité l'air d'un triomphe ; mais elle est devenue bientôt une scene plus touchante et plus noble, lorsqu'on a entendu mille voix répéter le cri de : vive Alexandre *le libérateur !*

Quatre jours auparavant ceci, une cérémonie non moins intéressante avait eu lieu à Berlin, lorsque le brave Wittgenstein, le héros de la Dwina et de la Berezyna, accompagné du prince Henry de Prusse, entra dans cette capitale, si long-temps souillée par la présence d'une garnison française. La joie des habitants de Berlin ne devint que plus vive à l'aspect et au souvenir d'un contraste aussi agréable. L'admiration et la reconnaissance qu'ils portaient à leurs libéra-

Cette même erreur se trouve au fond de tous les faux raisonnements du gouvernement américain, et enfante les monstrueuses absurdités de ceux qui, soit en Parlement, soit hors du Parlement, traitent le soi-disant Empire français comme une aggrégation de pouvoir légitime, que tous ceux qui vivent dans ses limites sont autant tenus à défendre, que nous le sommes à maintenir la dignité du trône britannique et la constitution qui nous a été léguée par nos ancêtres. Il ne peut pas y avoir à la fois deux devoirs de patriotisme co existants et se combattants. Ceux qui appellent Hambourg et Amsterdam la France, doivent regarder les Allemands et les Hollandais comme des traîtres, lorsqu'ils cherchent à reprendre par la force ce qui leur a été enlevé par la fraude. Pour nous, comme nous avons des sentiments bien différents à cet égard, nous continuerons à considérer Buonaparté comme le traître, et les insurgés allemands comme les véritables patriotes occupés à remplir le plus sacré des devoirs.

Quelques personnes semblent croire que les insurgés ne sont pas en grand nombre; nous répondrons que cela est impossible. Le principe agissant dans les hommes du commun suffit pour prouver cette hypothese. Si l'attachement aux lois, aux costumes, au langage, et au pays ne pouvait seul produire ce résultat, il faudrait voir dans l'annihilation inattendue des oppresseurs un appel de la providence aux opprimés pour les engager à se conduire en hommes. Ceux-ci ne peuvent qu'être encouragés par la puissante assistance qu'ils reçoivent de la Russie, dont les efforts secondés maintenant par l'armée prussienne toute entiere, surpassent de beaucoup tous ceux qui peuvent être tentés par Buonaparté. Nous voyons qu'outre les secours que fournit l'immense population qui se trouve entre l'Elbe et l'Oder, il est arrivé aux Russes sur la Vistule un renfort de 55,000 hommes d'infanterie et de 22000 de cavalerie. Mais une considération qui nous paraît encore plus frappante que tout cela, et sur laquelle le comte Wittgenstein insiste dans ses proclamations, est le défaut de plan, de résolution, l'incertitude dans les mouvements militaires qu'offrent maintenant les armées françaises, ce qui est un symptôme évident du découragement de leurs chefs.

La perspective agréable que le Nord présente se trouve encore embellie par l'état des affaires en Espagne. Les lettres de Lisbonne du 22 Mars, n'annoncent à la vérité aucun mouvement important de la part des alliés, mais elles établissent d'une maniere incontestable, la retraite graduelle des Français. Le 1er, Soult s'est porté de Tolede à Madrid, se dirigeant avec 14000 hommes sur la frontiere où Cafarelli l'avait lui-même précédé avec 16,000 hommes. Buonaparté à peine arrivé à Paris après sa fuite de Russie, s'était vanté dans son Moniteur que loin de diminuer ses forces dans la Péninsule, il

les augmenterait : cette fanfaronade, ainsi que beaucoup d'autres du même genre, a été loin d'être réalisée. Il est forcé d'affaiblir ses armées en Espagne, afin de faire face aux dangers qui le menacent sur un autre point. C'est maintenant le moment de l'attaquer avec vigueur sur celui-là. Aujourd'hui que pour la premiere fois depuis le commencement de la guerre d'Espagne il a rendu ses forces numériquement inférieures aux troupes disciplinées des alliés, nous ne devons rien épargner pour annihiler les restes des armées françaises dans la Péninsule.

Nous avons fait dans ce Numéro le sacrifice d'un Résumé politique afin de pouvoir donner en totalité et sans le morceler, le reste du pamphlet sur le Système Continental, qui a été imprimé à Stockholm à la fin du mois dernier, et qu'on peut regarder comme l'appendix naturel des pieces qui ont été publiées par le Cabinet Suédois sur les relations politiques de la France et de la Suede, depuis deux ans. Nous pensons que nos Souscripteurs, surtout dans les pays éloignés, approuveront ce sacrifice, en lisant le pamphlet en question. On varie sur l'auteur ou les auteurs qui ont présidé à sa rédaction, mais à nombre de traits saillants, fins et épigrammatiques qu'il renferme, à l'éloge mérité qu'on y fait de la politique, de la constance et de la magnanimité du Gouvernement Britannique, plusieurs personnes ont cru reconnaître la touche spirituelle et vive de la Corinne française, transplantée aujourd'hui au pays des Odin et des Oscar, dans ces affreux climats où, suivant un poëte moderne, la nature marâtre *ne produit au lieu d'or, que du fer, des soldats*, et l'on pourrait ajouter des libérateurs des tyrans du midi, des vengeurs de l'ordre social, et des restaurateurs des institutions antiques. Ce pamphlet peut également orner le boudoir et la toilette d'une jolie femme, le cabinet d'un pesant publiciste, le bureau d'un ministre, et le comptoir

d'un négociant. Jamais l'échafaudage de ruses et de violences élevé par Buonaparté pour y fonder son ambition, n'a été découvert avec plus de clarté ; on y lit ses projets, on y suit sa marche pas à pas, jusqu'au moment où un coup de vent du Nord a fait tomber tout cet édifice éphémere comme un château de cartes.

La masse de nouvelles qui affluent de toutes les parties du monde, au moment où nous publions ce Journal, suffirait pour déconcerter et écraser les plus forts travailleurs. Heureusement elles sont d'une nature aussi agréable qu'on puisse le désirer. Tout est en Allemagne sujet de joie et d'espérance. Tout est en France sujet de confusion et d'alarme. Un court extrait des papiers français qui viennent d'arriver jusqu'au 7, donnera une idée de la situation affreuse dans laquelle se trouve *le grand* Napoléon.

Le *Moniteur* du 6 est rempli de décrets pour l'organisation des gardes nationales. Tout français depuis l'âge de 20 ans jusqu'à 60, en état de servir, est mis en réquisition. Trente sept cohortes de 1000 hommes chaque, doivent être organisées pour la protection de divers points de la côte dans les villes suivantes : Flessingue, Ostende, Dunkerque, Calais, Boulogne, Montreuil, Abbeville, Le Havre, Cherbourg, Granville, St. Malo, Brest, Lorient, Belleisle, La Rochelle, l'Isle-de-Ré, Oleron et Toulon.

Le 30 Mars, Buonaparté a signé au Palais de l'Elysée, (pour donner sans doute une preuve de sa vive affection pour l'Autriche, ou pour fonder les reproches qu'il lui adressera avant peu) des lettres patentes par lesquelles cet Empereur déchu confere à son Impératrice, Marie Louise, le titre et les fonctions de Régente de l'Empire dans son absence. Ces lettres patentes ont été enrégistrées au sénat avec toute la servilité du sénat de Tibere. L'Impératrice a prononcé, en réponse à l'adresse du sénat, un discours tout Napoléonique. (On doit se souvenir que de Moscou Buonaparté pouvait gouverner l'Europe, l'Empire, Paris et jusqu'à l'opéra, sans avoir besoin de Régente. La nomination de sa femme, lorsqu'il va à Magdebourg, ne peut avoir pour objet que d'embêter le beau-pere)

Il a été publié le 3 Avril un second état de la situation des armées françaises dans le Nord, au 30 de Mars, dans la forme du premier que nous donnons dans ce Numéro. (Ces états forment aujourd'hui le supplément naturel des bulletins officiels de la Grande-Armée, qui vont bientôt recommencer,

puisque Napoléon va partir pour se mettre à la tête de ses nouvelles armées)

Selon cet état, Dantzig tenait toujours, et même la garnison avait délogé les Russes de toutes les hauteurs d'Oliva. Thorn, Modlin et et Zamosc étaient dans le meilleur état; Stettin, Custrin et Glogau n'étaient pas assiégés. Le vice-roi avait transféré son quartier-général, (c'est-à-dire, avait reculé,) Leipzick à Magdeburg; le Prince de la Moskwa (Ney) s'était retiré à Wurtzburg le 26, et le duc de Raguse (Marmont) était le 22 à Hanau; l'avant-garde du corps d'observation d'Italie est arrivée à Augsbourg le 23; Vandamme arriva le 27 à Bremen. Les divisions de Dumonceau et de Dufour avaient déjà passé le Wesel. Indépendamment de l'armée du viceroi, qu'on dit être forte de 100 mille hommes avec 300 pieces de canon, de l'armée du Mein et du corps du roi de Westphalie, une force de 50,000 hommes devait s'assembler dans les quinze premiers jours d'Avril, dans la 32eme division militaire, afin, est-il dit, de faire un exemple terrible des insurrections qui ont troublé cette division; le comte Bentink, maire de Varel, *avait eu l'infamie* de se mettre à la tête des insurgents (qui ne sont rien moins que ses sujets). Ses biens seront confisqués et *sa trahison* sera punie par la ruine de sa famille. On convient pourtant dans cet état que quinze mille hommes de troupes légeres russes avaient passé l'Elbe le 27 Mars près Dresde, dans de petits bateaux, à un endroit que les Saxons avaient laissé sans défense, s'étant rassemblés autour de Torgau. Le général Durette avait marché contr'eux, mais c'est là tout ce qu'on en dit.

Le 17, on avait fait sauter une arche du pont de Dresde (ce qui démontre que cette ville avait été entierement évacuée par les Français). Le général Durette avait pris position sur la rive gauche. Le général Lapoype commandait le pont et la forteresse de Wittenberg, qui était armée et approvisionnée pour plusieurs mois.

Le vice-roi avait envoyé Lauriston sur la rive droite de l'Elbe. Le général Maison avait marché en avant, et avait, suivant l'usage antique et solennel, culbuté quelques pulks de Cosaques qu'il avait rencontrés, leur tuant quelques soixante hommes.

Le 12, le général Carra St. Cyr, commandant la 32e division militaire, jugea devoir repasser à la rive gauche de l'Elbe, et abandonner Hambourg *aux gardes nationales*. Il est admis dans cet état qu'il a éclaté des insurrections dans les départements des Bouches de l'Elbe et de l'Ems.

Le général Morand, qui occupait la Poméranie suédoise, ayant été informé de l'évacuation de Berlin, s'était

retiré sur Hambourg ; il fit sa jonction avec Carra St. Cyr, passa l'Elbe à Zollenpischer, et 200 hommes ayant atteint leur arriere-garde, furent culbutés suivant l'usage. Le général St. Cyr dépêcha deux colonnes mobiles contre les batteries de Carlsbourg et de Blexen, gardées par quelques contrebandiers aidés par les paysans et quelques débarquements anglais (le lieutenant Baumiester, trois sergents, et 25 hommes du premier bataillon de Vétérans envoyés de Cuxhaven par le colonel Hamilton, pour soutenir les paysans au pont de Bremerlée). Les Anglais, est-il dit, y étaient au nombre de 100. On ne put en faire que 40 prisonniers. (Il y en eut 14 de tués et le reste pris, suivant la relation officielle du département de la guerre.)

Les chefs de cette insurrection ont été pris et fusillés. (La relation anglaise porte que tous les paysans en masse qui ont été pris ont été mis à mort. (Il est bon que ce monstre sanguinaire paraisse enfin aux yeux des Allemands tel qu'il est. C'est ainsi qu'il commença en Espagne, et jamais le souvenir de ses atrocités ne sortira de la mémoire du peuple Espagnol. Puisqu'il débute ainsi en Allemagne, il doit être l'objet d'une haine inextinguible et sans pitié pour tout ce qui porte le nom d'allemand. Mais cette haine ne doit pas s'arrêter là, la cause de l'Allemagne est celle du monde. On peut, on doit, au nom de l'humanité, implorer les alliés d'exercer de justes représailles qui arrêtent cet assassin dans le cours de ses boucheries et de ses massacres. Que l'énormité d'un crime ne soit donc plus un titre à l'impunité !)

La défection du Roi de Prusse, son traité d'alliance avec l'Empereur de Russie, et l'armement en masse du peuple prussien, sont l'objet d'un rapport officiel du duc de Bassano, (Maret) et d'un historique de la conduite de la Prusse envers la France depuis la bataille d'Iéna, jusqu'au 17 Mars, appuyé sur nombre de pieces officielles, que nous ferons connaître dans le prochain.

Suivant des nouvelles de Gothenbourg du 22 Mars, le convoi qui devait transporter les troupes suédoises, était prêt à Carlscrona, et devait appareiller pour la Poméranie aussitôt que le vent le lui permettrait.

Suivant des lettre de Lisbonne du 28 Mars, des dépêches de Lord Wellington du 24, et des lettres de la Corogne du 1er Avril, il paraît que presque toutes les troupes françaises avaient été retirées de la Manche, que l'armée du Sud était concentrée entre Talavera, Madrid et Tolede ;

que Joseph Buonaparté avait quitté Madrid le 17 Mars; que la seconde division de l'armée dite de Portugal, composée de 4 régiments, était partie de Valladolid, se portant sur Burgos, accompagnée des débris de plusieurs autres régiments; que les Français évacuaient la province de Léon; que Soult était rappelé en France, et s'y rendait avec 20 à 25 mille hommes de vieilles troupes; que l'armée alliée qui était à Alicante, en était partie pour agir offensivement contre Suchet; et que la grande armée de Lord Wellington allait se mettre en marche sur Salamanque.

Extrait d'une Lettre de Valladolid, du 13 Mars.

Le Maréchal Soult, qui était parti de Tolède le 21 du mois dernier, arriva ici le 9 au soir. Il avait à sa suite les généraux d'artillerie Lery et Rute, le général de cavalerie Muller, et le général d'infanterie Davobel, intendant-général de son armée, 20 colonels et 40 chefs de bataillon de différents corps et régiments, 396 officiers faisant partie de 4780 hommes qu'il emmene, parmi lesquels il y a 600 hommes de cavalerie, 180 artilleurs et deux bataillons de la marine impériale qui ont trois canons, et de plus une multitude de charriots couverts et de bagage.

Le 10 au matin, après n'être resté à Valladolid que la nuit, il partit pour France, prenant en addition à son détachement 700 hommes d'élite de l'armée de Portugal, destinés à faire partie de la garde impériale, et qui attendaient une occasion pour se mettre en route. Nous attendons chaque jour le roi Joseph, et l'on prépare le château pour le recevoir. Il amene avec lui un grand nombre de ses principaux partisans, indépendamment de 750 gendarmes, 950 cavaliers, 890 fantassins, et 460 artilleurs, composant sa garde. Il restera ici aussi long-temps que les circonstances le permettront. Le général en chef et d'autres généraux restent ici comme ci-devant. Il se trouve ici 19 pieces de canon de différent calibre, avec 92 charriots de munitions. Le 25e régiment, un bataillon du 50me, et deux du 27e vont en France. Tous conviennent qu'ils vont partir avant peu pour couvrir l'Ebre. Les troupes ont reçu quelques mois de solde.

Lord Walpole est arrivé de Vienne. Le bruit s'est répandu que Dantzig a succombé à la suite d'un assaut dans lequel toute la garnison française a été passée au fil de l'épée, mais qui a coûté aux russes quinze mille hommes.

Le ministre autrichien arrivé en dernier lieu à Londres, a eu de longues audiences du Prince Régent et de Lord Castlereagh. Aucun journal n'a encore hasardé d'opinion sur le but de la mission de M. de Wissenberg

Nous donnerons dans le prochain Numéro les belles proclamations du comte de Wittgenstein, et celles que l'on s'empresse de répandre d'une extrémité de l'Allemagne à l'autre Chaque habitant de la Germanie semble être devenu un Achille ou un Tyrtée. *Tyrtæusque mares animos in prælia duxit.*

Toutes les nouvelles qui arrivent du continent ne parlent que de l'enthousiasme avec lequel les peuples accueillent les Russes et les Prussiens, et de l'esprit d'insurrection contre les Français qui se propage partout en dépit même des efforts et de la défection des Princes qui ont encore peur de l'ombre de Napoléon.

Nous donnons dans ce Numéro le Rapport de la Commission des Finances du Corps Législatif de France sur le budget de cette année. L'on y verra le déficit des recettes, et les nouvelles mesures vexatoires qu'il a nécessitées. Jamais la grande nation et la grande patrie n'ont été dans un plus grand danger; et pourtant il n'y a pas plus de trois mois que Maurice Montgaillard écrivait dans un gros livre sur la seconde guerre de Pologne, après la prise de Moscou: " Car enfin l'empire français c'est l'Europe ! !" Il serait curieux de savoir ce que le gaillard pense de la situation actuelle des choses.

Un spectacle nouveau et agréable a fixé hier les regards des habitants de la cité; il est arrivé au bureau général des postes deux voitures; dans l'une était un officier Anglais, de l'artillerie, et deux officiers Russes de distinction, tous trois en grand uniforme. Dans l'autre étaient deux Cosaques, dont un du Don, qui étaient aussi en grand costume, et une lance de 10 à 12 pieds de longueur sortait par la portiere. Environ 10 minutes après, ils se sont remis en route

vers l'Ouest de la ville, mais leur marche a été retardée, en conséquence de la grande affluence de personnes de tout rang qui ont entouré les voitures, et ont témoigné par de vives acclamations combien la présence de ces braves étrangers leur était agréable. Nous ignorons encore qui ils sont. Ils sont venus par Héligoland

LE MARQUIS DE SLIGO.

Le 6 de ce mois, le Marquis de Sligo est sorti de Newgate, après un emprisonnement de quatre mois, auquel il avait été condamné par le tribunal de l'Amirauté, pour avoir reçu, contre les lois, à bord de son navire, des matelots de la marine royale. La grande abondance de matieres politiques ne nous permit pas, dans le temps, de rendre compte de cette affaire, très-intéressante par le rang de l'accusé, la nature de l'accusation, et l'idée qu'elle donne de l'impartialité des lois anglaises: la même raison nous oblige aujourd'hui à n'en donner qu'un récit très-succinct.

Le Marquis de Sligo, possesseur à 21 ans d'une fortune très-considérable, d'un nom distingué, décoré par le Souverain, le jour même qu'il avait atteint sa majorité, de l'Ordre de St. Patrice, s'arrache tout à coup aux plaisirs de la capitale, pour aller visiter les îles grecques, cette terre classique qui offre de si grands souvenirs à ceux qui ont étudié les orateurs, les poëtes et les philosophes qu'elle a produits, et qui vont chercher dans les ruines qui la couvrent des traces des prodiges dont elle fut le théâtre. Si une telle détermination prouve dans un jeune seigneur un vif amour pour les lettres et pour les arts, elle indique aussi une effervescence d'imagination qui ne promet pas de s'asservir dans toutes les occasions aux lois de la prudance ; c'est ce

qui se trouva malheureusement vérifié dans le cours du voyage de S. S.

Arrivé à Malte, le Marquis de Sligo arma un vaisseau pour continuer ce voyage avec plus de sécurité et d'agrément ; mais l'équipage qui était presqu'entierement composé de matelots italiens, étant loin d'offrir au petit-fils de l'Amiral Howe des braves tels que ceux que son illustre aïeul avait commandés, S. S. chargea ses gens de lui procurer des matelots américains et anglais, en leur recommandant de n'en pas enrôler qui appartinssent à la marine Royale. On sait tout ce qu'un homme riche et généreux peut obtenir du dévoûment des gens qui le servent ; on sait aussi que ces derniers ne consultent pas en général très-scrupuleusement la légalité des moyens quand il s'agit de réaliser les désirs de leur maître. Ceux-ci complétèrent donc l'équipage du Marquis, sans avoir égard à l'injonction qu'il leur avait faite, et S. S. se trouva avoir, à son insçu, à bord de son navire, des matelots appartenants à des vaisseaux de guerre, mais qui lui avaient été représentés, les uns comme ayant fait partie de l'équipage d'un corsaire, les autres comme attachés à la marine marchande. Peut-être que S. S. après avoir découvert l'officieuse désobéissance de ses gens, et avoir reçu l'injonction de restituer les matelots qu'ils lui avaient procurés, ne fit pas dans cette occasion tout ce que la loi de son pays lui prescrivait. Mais outre que le Marquis ignorait combien cette loi était positive et sévere, devait-on s'attendre qu'il renvoyât spontanément une partie de son équipage, et qu'il livrât à un châtiment certain les matelots qui s'étaient attachés à son service ? Cependant S. S. s'empressa de les renvoyer aussitôt que cela fut en son pouvoir, et en même temps elle donna au capitaine d'un des vaisseaux de guerre auquel ils appartenaient, toutes les explications qui prouvaient qu'ils avaient été enrôlés contre les instructions po-

sitives qu'elle avait données pour la formation de son équipage.

Telles sont les circonstances du délit qui avait été imputé à Sa Seigneurie, et pour lequel elle fut condamnée à 5000 liv. sterl. d'amende, et à un emprisonnement de quatre mois.

L'OPERA.

Nous ne ne mentionnons aujourd'hui ce qui concerne ce théâtre dont l'ouverture s'est faite il y a deux mois, que pour annoncer que lorsque l'abondance des nouvelles et l'importance des articles politiques nous permettront de jeter un coup-d'œil sur les nouveautés qu'il a offertes au public, nous nous empresserons de rendre justice aux efforts toujours heureux de M. Didelot, à la musique de M. Pucitta dont on ne peut faire mieux l'éloge qu'en disant que peu goûtée d'abord, elle gagne chaque jour à être entendue, aux succès toujours croissants de Madame Catalani, au jeu animé, aux accents expressifs de M. Tramezzani (victime un moment de quelques préventions répandues contre lui dans le public), enfin au triomphe que Madame Didelot, mieux jugée et plus applaudie depuis qu'elle développe sans contrainte tous ses moyens, a remporté sur les partisans de la Signora Angiolini, qui, dans leurs bruyants efforts pour la rappeler sur un théâtre où nous regrettons qu'elle n'ait pas voulu reparaître, ont montré plus d'ardeur, que de prudence, et plus de turbulence que de tactique.

Les nouveautés données à l'Opéra sont un ballet intitulé le *Pâtre et l'Hamadryade*, ou *Une Journée de l'Amour*, dans lequel on voit des tableaux

d'une grande fraîcheur, des intentions charmantes, qui compensent la stérilité des danses ; l'opéra de *Boadicea* reçu d'abord froidement, mais plus goûté à mesure qu'on l'entend davantage, enfin l'opéra de l'*Eroina di Raab*, musique de M. Ferrari dont nous n'avons pu juger tout le mérite sur une seule représentation, ni d'après les applaudissements d'un public toujours si disposé à l'indulgence le jour du bénéfice d'une cantatrice aussi généralement aimée et aussi justement admirée que l'est Madame Catalani.

Imprimé pour SCHULZE et DEAN, 13, Poland-St. Oxford-St. chez lesquels on peut souscrire.

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLXII.—*Le* 20 *Avril,* 1813.

VARIÉTÉS.

Notice sur Madame de Parny.

Madame de Parny, si célebre sous le nom de Mlle Contat, naquit à Paris le 7 Avril 1760, et débuta au Théâtre-Français le 3 Février 1776, dans la tragédie de *Bajazet.* On n'a jamais vu une Atalide plus jolie.

La comédie réclamait Mlle Contat toute entiere. Il paraît cependant que ses débuts, même en comédie n'annoncerent pas au public ce talent qui devait bientôt enivrer la cour et la ville, et dont le théâtre n'avait offert aucun modele. Eleve de Mme. Préville, c'est sur elle que la jeune actrice s'efforçait de se modeler; et ses premieres études ne tendaient qu'à imiter le jeu sage, mais froid, la diction ferme, mais monotone, le maintien noble, mais contraint de son estimable institutrice.

Mademoiselle Contat devait tenir cette route tant qu'elle n'a joué que des rôles établis; elle en a dû changer dès qu'elle a eu la faculté d'en créer. Dans tous les arts, l'imitation est un bâton sur le-

quel tout débutant a intérêt à s'appuyer tant qu'il doute de lui-même, et qu'il n'a pas moins d'intérêt à rejeter dès que l'occasion lui a révélé le secret de ses forces.

C'est dans *les Courtisanes*, comédie de M. Palissot, et dans *le Vieux Garçon*, comédie de Dubuisson, jouée en 1782, que mademoiselle Contat essaya de marcher sans appui. La grâce et la finesse dont elle fit preuve dans la première de ces pieces, la sensibilité qu'elle déploya dans la seconde, lui mériterent, de la part du public, des applaudissements qui, jusqu'alors, ne lui avaient pas été prodigués. Les acteurs s'empresserent d'appeler ses grâces et ses talents à leur aide, et d'assurer leurs succès en s'associant aux siens. Elle était en possession de l'emploi des *grandes coquettes* quand Beaumarchais, qui ne faisait rien comme un autre, et souvent n'en faisait pas plus mal pour cela, conçut l'idée de lui confier un rôle de *soubrette*. Cette innovation eut tout le succès qu'il en attendait. En changeant d'emploi, loin de paraître déplacée, l'actrice prouva que la souplesse est un des attributs du talent supérieur. Le public ne se lassait pas d'applaudir les mêmes grâces qui se reproduisaient sous d'autres formes, et l'auteur lui-même ne trouvait pas assez d'éloges pour cette Suzanne, plus spirituelle et plus séduisante encore que celle qu'il avait imaginée.

Le talent de Mlle Contat s'était élevé, dès lors, à une hauteur qu'il ne pouvait pas dépasser, et dont il n'est pas descendu. C'est en variant ce talent par l'emploi qu'elle en fit dans des rôles de caracteres si différents, que, depuis, elle parut tant de fois supérieure à elle-même. Pour se faire une idée de la flexibilité de ses moyens, qu'on se la représente dans *la Coquette Corrigée*, dans la Julie du *Dissipateur*, dans Mme de Volmar du *Mariage Secret*, enfin dans Mme Evrard du *Vieux Célibataire*

suivre, rôles si divers, qu'elle créa ou rajeunit avec une intelligence et une originalité égales à celles qu'elle avait déployées dans *le Mariage de Figaro*.

Son talent se formait d'un mélange enchanteur de grâces et de dignité, de finesse et de décence, de profondeur et de légéreté, de sensibilité et de malice, qualités rehaussées par une figure ravissante. Par son originalité, elle donnait à tout une physionomie nouvelle ; par son intelligence, elle tirait parti de tout ; et parce qu'elle savait comprendre tout, elle faisait tout comprendre. L'habileté de son jeu, la finesse de sa diction éclaircissaient avec tant d'art les rôles les plus obscurs, que les esprits les moins déliés les suivaient dans toutes les sinuosités où quelques-uns de nos auteurs comiques s'engagent trop souvent, et s'étonnaient d'entendre avec elle ce qui, la veille ou le lendemain, avait été ou redevenait inintelligible pour eux. Elle mit en vogue *la Coquette* de La Noue, *les Femmes* de Dumoustier, et le Théâtre de Marivaux ; mais ce qui l'honore plus encore, elle remit à la mode Molière lui-même.

Les ouvrages de ce grand homme, négligés par le public comme par les comédiens, étaient représentés dans la solitude. Une distribution mieux entendue des rôles rendit sur la scene, aux chefs-d'œuvre du prince des comiques, un éclat qu'ils n'auraient jamais dû perdre. On ne craignit plus d'aller applaudir *le Tartufe* et *le Misantrope*, joués par des acteurs dignes d'eux. Mademoiselle Contat s'était chargée des rôles d'Elmire et de Célimene.

Des trente-quatre ans qu'embrasse sa carriere théâtrale, vingt-quatre ont été une série de triomphes. Quelque longue qu'elle soit, cette carriere pouvait encore être prolongée. En quittant certains rôles auxquels, sous quelques rapports, son physique ne convenait plus dans les derniers temps, mademoiselle Contat pouvait prendre une partie de

s'était empressée de satisfaire, *j'ignorais où était le siége de la mémoire ; je sais à présent qu'il est dans le cœur.*" Le cœur n'a jamais eu plus d'esprit. Cette lettre, publiée par ordre de la reine, faillit bientôt après coûter la vie à l'excellente femme qui l'avait écrite.

Echappée à la proscription, douée de la complexion la plus forte, exempte d'infirmités, Mme de Parny semblait devoir atteindre à la vieillesse la plus reculée, quand elle fut frappée de la seule maladie qu'elle ait éprouvée, et cette maladie était incurable! Un hasard lui révéla son danger, que les médecins s'étaient efforcés de lui cacher ; ce danger s'en accrut, sans que son humeur en ait été altérée. Si elle y songeait dans la solitude, où elle se retirait quelquefois pour régler les intérêts de sa famille, elle l'oubliait dans la société où la ramenait bientôt l'affection qu'elle portait à ses amis : elle n'y était ni moins bienveillante, ni moins enjouée ; habile à leur cacher ses souffrances, seul rapport sous lequel elle ait jamais connu la dissimulation, le rire était sur ses levres pendant que la mort était dans son sein, et les saillies les plus piquantes lui échappaient souvent entre deux douleurs.

Après cinq mois de souffrances, adoucies par les soins les plus tendres et les plus constants, elle expira, uniquement occupée de ses enfants et de ses amis. Les uns ni les autres n'ont été ingrats. Un cortége nombreux a suivi ses tristes dépouilles jusqu'au lieu où elle repose. Une égale douleur oppressait tous les cœurs, et se lisait sur tous les visages. Des larmes, des sanglots ont été son oraison funebre ; et cette réunion d'hommes presque tous étrangers les uns aux autres, et cependant rapprochés par une affection commune, ne s'est séparée que lorsque cette terre, qui ne doit plus être remuée, a recouvert entierement ce qui reste d'une des plus belles, des plus spirituelles et des meilleures créatures qui aient jamais existé.

NÉCROLOGIE.

Le département d'Indre et Loire vient de perdre un ancien magistrat distingué par ses talents et les fonctions qu'il a remplies.

M. Guillaume-Pierre François Delamardelle, procureur-général au conseil supérieur de Saint-Domingue, et conseiller d'Etat avant 1789, membre du college électoral du département d'Indre et Loire, a terminé sa carriere à plus de quatre-vingts ans, dans une terre près de Tours.

Né à Saint-Domingue en 1732, sur l'habitation de son pere, celui-ci l'envoya en France dans son bas âge. Il fut élevé aux Jésuites, à Tours, et ensuite au collége de Pont-le-Voye. Son pere lui acheta la charge de procureur du roi au présidial de Tours.

M. le duc de Choiseul l'honora de sa bienveillance. Il fut chargé par ce ministre de faire un plan d'éducation qui devait être suivi dans une maison que le gouvernement se proposait d'établir à Amboise, et dont la destination était de recevoir les jeunes créoles des colonies françaises pour leur donner une éducation nationale et les attacher ainsi à la métropole. Ce plan contient des idées saines et de grandes vues ; mais le projet ne fut pas exécuté, M. le duc de Choiseul et M. le duc de Praslin ayant cessé d'être ministres.

En 1767, ayant reçu une commission de procureur-général au conseil supérieur du Port-au-Prince, il se rendit à Saint-Domingue, où il avait des possessions.

Depuis 1769 jusqu'en 1783, il exerça les fonctions du ministere public avec la plus grande distinction, et lutta avec succès contre l'autorité d'un gouverneur, qui voulait substituer sa valonté à celle de la loi.

En 1776, la colonie de Saint-Domingue ayant été menacée d'une descente par les Anglais, il offrit à M. le comte d'Ennery, gouverneur-général, ses services et son parquet, et demanda à être employé dans l'état-major.

Etant venu en France, en 1783, afin d'y rétablir sa santé, il fut chargé par M. le maréchal de Castries, ministre de la marine et des colonies, de divers travaux importants. Ce fut alors que se prépara pour Saint-Domingue une réforme dans la justice, approuvée par une commission du conseil d'Etat nommée pour examiner le travail de M. Delamardelle. Les deux conseils du Cap et du Port-au-Prince furent réunis en un seul, et cette réunion lui suscita beaucoup d'ennemis. Par sa réforme, il réprimait des abus, il froissait des intérêts particuliers, mais il accélérait la marche de la justice, il forçait les magistrats au travail, il mettait un terme aux vexations des officiers ministériels; peut-on s'étonner de la résistance qu'il éprouva?

Nommé conseiller d'Etat en 1787, il reçut en même temps le brevet d'une pension qu'il n'avait point demandée; et, de retour à Saint-Domingue, il parvint, malgré de nombreux obstacles, à faire exécuter les édits qu'il avait apportés.

Il fut soutenu dans ses opérations par M. Barbé de Marbois, intendant et premier président du conseil. Tandis que celui-ci rendait un compte des finances, M. Delamardelle rendait, en 1789, un compte public et imprimé de l'administration de la justice pendant l'année 1788, contenant le nombre de procès intentés, jugés, restant à juger, les motifs du retard et l'époque où ils seraient terminés. Cette marche est maintenant suivie en France; mais alors un pareil compte était le premier de ce genre qui eût été rendu depuis la fondation de la monarchie. Le résultat de la réforme fut de faire juger en une année 3,221 procès.

En 1810, M. Delamardelle publia un ouvrage en 2 vol. in-8°., intitulé *Principe organique de l'univers*. Cet ouvrage a pour objet d'expliquer l'œuvre des six jours, de mettre en accord le texte de la Genese avec les principes de la physique, et d'établir la supériorité de la chronologie sacrée sur toutes les autres.

Bon époux, bon pere, bon citoyen, sujet fidele, magistrat integre et éclairé, écrivain recommandable, il aima la gloire, dédaigna l'argent, et refusa plus d'un million de legs.

VARIÉTÉS.

Je passai hier la soirée dans une maison où l'on discuta beaucoup sur cette question: A qui les progrès de la civilisation ont-ils été le plus avantageux parmi nous? Un jeune auditeur affirma galamment que c'était aux femmes, parce qu'au lieu d'être esclaves des hommes comme autrefois, elles étaient devenues leurs souveraines. " Comparez ajouta-t-il, l'existence d'une Athénienne à la vie d'une femme de Paris: la premiere, toujours enfermée dans l'intérieur de sa maison, étrangere au monde, belle pour son mari seul, occupée, du matin au soir, à remplir les fonctions domestiques les plus communes et les plus ennuyeuses, et passant *incognito* de l'adolescence à la vieillesse: la seconde, parée de tous les attraits, et exerçant toutes les séductions au milieu d'une cour d'adorateurs qui se renouvelle sans cesse, faisant d'un coup-d' œil le destin de ceux qui l'environnent, levant une tête radieuse dans ces cercles brillants où les plaisirs, les danses, les spectacles se succedent pour elle sans interruption, l'idole de la société pendant une moitié de sa vie, et son oracle pendant l'autre: quelle différence!—Pas toujours si

grande répondit un philosophe. Souvenez-vous de la femme d'Alcibiade et de la première épouse du maréchal de Richelieu, et voyez quelle fut la plus heureuse des deux. Allez, allez, il y a encore bien des choses à dire sur les prétendus avantages que les progrès de la civilisation ont procurés parmi nous au beau sexe; mais il est incontestable que mon laquais doit beaucoup à ces progrès-là. Je ne le fais pas battre de verges pour un verre cassé; je ne commande pas qu'on l'envoie au fond de mon étang servir de pâture aux lamproies, parce qu'il a négligé de battre mon habit. Je lui donne de bons gages pour prix de ses services, et s'il n'est pas content de sa condition, il va chercher fortune ailleurs.— Fort bien, répliqua une habituée des spectacles; mais vous conviendrez que les plus favorisés par le perfectionnement du système social, sont sans contredit, les acteurs. Comment les regardait-on chez les Romains, ennemis des arts, et chez nos aïeux entêtés de préjugés? Aujourd'hui, nous faisons trop pour eux; et comme si nous voulions les dédommager du passé, nous les gâtons, nous leur permettons tout; ils nous rendent les jouets de leurs caprices: enfin, leurs prétentions et notre complaisance ont été poussées si loin, qu'il ne semble plus qu'ils soient aux ordres du public, mais que le public soit à leurs ordres.—Quand cela serait vrai, interrompit un vieux banquier, comptez-vous pour rien les traits que les journalistes leur décochent deux ou trois fois la semaine, et qui me font tant rire à mon déjeûné? Tenez, parlez-moi de ces derniers: voilà les vrais élus du siècle. Les journalistes n'ont-ils pas une influence absolue sur toutes les classes de la société? N'ont-ils pas le droit de vie et de mort sur toutes les réputations? N'est-ce pas, en un mot, leur opinion qui fait la nôtre? Comme on ne lit plus qu'eux, ils sont devenus pour nous la loi et les prophètes. Oh, assurément, à moins qu'on ne soit banquier, je

ne conçois pas comment on ne se fait pas journaliste."

Pendant qu'on discutait ainsi, j'étais resté dans un coin, et je souriais d'un air un peu railleur. "Vous vous moquez de nous, me dit la maîtresse de la maison, en m'appelant par un petit signe de tête! —Non, Madame, répondis-je en me rapprochant du cercle; mais je crois que personne jusqu'ici n'a rencontré juste sur l'objet de la question. Voulez-vous savoir à qui les progrès de la civilisation ont fait réellement le plus de bien? Ce n'est point aux hommes, c'est aux bêtes. (Cette assertion excita un éclat de rire général.) Oui, aux bêtes, repris-je sans me déconcerter; et pour le prouver, permettez seulement que je vous conte l'histoire de ma journée:

Vous saurez que j'ai un procès fort embrouillé, et pour lequel j'étais allé ce matin consulter mon avocat. Comme il était un peu tard, je tremblais qu'il ne fût déjà rendu à l'audience: heureusement, j'entendis sa voix du bas de l'escalier. Il s'égosillait à crier: Robineau! Robineau! Je crus qu'il répétait son plaidoyer, et que Robineau était le nom de son client. Je monte rapidement l'escalier, j'arrive à la porte de son cabinet, je sonne. Un domestique paraît:—M. K. . . . .?—"Il n'est pas chez lui."—Allons, dis-je en moi-même, ce M. Robineau, qui l'occupe, va l'empêcher de m'accorder un entretien! J'insistai, pourtant.—"Hélas, Monsieur! me dit le laquais, je voudrais bien vous obliger, mais Monsieur est vraiment hors d'état de vous recevoir; il vient de faire une perte si affligeante pour lui! . . ."—Ah, bon Dieu! m'écriai-je, aurait-il perdu sa femme?—Oh, non, Monsieur! il prendrait bien mieux son parti: c'est son chien de chasse qui est égaré de puis hier. Monsieur en était fou. Depuis qu'il a appris ce malheur, il a la tête renversée; il nous fait pitié; il crie, il l'appelle, il veut ravoir cet animal, dût-il lui en coûter la moitié de sa fortune: il a

renvoyé tous ses clients ; il a fait remettre toutes ses causes : enfin, il nous a défendu de laisser entrer qui que ce soit jusqu'à ce que nous ayions retrouvé son chien. Le pire de tout cela, c'est qu'il faut avoir l'air de nous désoler comme lui de cette perte, qui nous réjouit tous ; car Robineau était bien la plus méchante bête, aboyant, mordant tout le monde. Et puis, si je vous parlais des tours qu'il nous jouait perpétuellement, des sacs de procès qu'il faisait sauter par les chambres, et qu'il égarait..... Ce drôle-là était cause que Monsieur nous grondait à tous moments, parce qu' il ne voulait jamais donner le tort à son chien : il disait que Robineau n'était qu'une bête, et que c'était à nous d'avoir du bon sens pour lui. Bref, aujourd'hui il a perdu le sien. Revenez demain, Monsieur ; peut-être que mon maître aura recouvré Robineau ou la raison ; mais, pour à présent, il n'y a pas moyen d'en tirer quelque chose. La tête n'y est plus. "

Voilà pourtant, me disais-je en m'en allant, un fort honnête homme qui est l'esclave de son chien, jusqu'au point de négliger pour lui ses devoirs et les intérêts de ceux qui lui ont donné leur confiance. Grâce au ciel, cette manie-là est du moins fort rare. En finissant cette réflexion, je me sens tirer par le pan de mon habit, et je me retourne pour voir qui m'arrêtait. C'était la petite femme-de-chambre de Mme de..... Elle m'apprit, en pleurant, que sa maîtresse venait de la chasser.—Et pourquoi, mon enfant, lui dis-je ?—Vous ne le devineriez jamais Monsieur : parce que, la nuit derniere, en veillant le chat angora de Madame, je me suis endormie. Madame est survenue, elle m'a réveillée en me reprochant de n'avoir pas exactement donné à ce maudit chat, qui est malade, d'une certaine potion qu'on lui fait prendre d'heure en heure et qui a été commandée tout exprès pour lui par le jeune médecin de ma maîtresse. Madame est engouée de ce vilain chat à un point qu'on ne saurait exprimer. Elle passe des heures

entières à causer avec lui, et je vous demande ce qu'ils peuvent se dire. Elle le caresse et le fait caresser par tous les jeunes gens qui viennent chez elle. Le meilleur moyen de lui faire la cour, c'est de laisser sur ses genoux un gros animal qui *griffe* et qui mue. Vous savez, Monsieur, combien de fois il a fallu vous brosser, en sortant, pour faire partir les poils dont il avait couvert vos habits. C'était tous les jours la même cérémonie pour les autres Messieurs. Passe encore si on ne m' avait pas chassée, moi à qui Madame disait tous les jours qu'elle ne pourrait jamais m'éloigner d'elle. Oh! si cela continue, ce monstre de chat fera congédier toute la maison. Et Madame a pour lui des soins qu'elle n'a certainement pour personne; aussi Dieu sait s'il abuse de sa faveur: il nous a donné des coup de griffe à tous, et quand on s'en plaint à Madame, elle nous montre, en riant, les marques des égratignures qu'elle en a reçues pour sa part, et elle dit que c'est l'habitude des chats de faire des espiégleries. Jolies espiégleries, vraiment, qui ont failli me coûter les yeux la semaine dernière. Patience, avant d'entrer en condition désormais, j'aurai bien soin de m'informer s'il y a des bêtes dans la maison." Je consolai cette pauvre fille du mieux qu'il me fut possible, et je la quittai, en lui promettant de la recommander à une femme de ma connaissance qui n'a ni chien, ni chat.

Deux heures sonnaient: le temps était beau. Je n'étais pas loin de l'hôtel d'un de mes amis avec lequel j'ai coutume de faire ma promenade des boulevarts. Je montai chez lui sans me faire annoncer. Que trouvai-je? Mon ami jurant dans un coin du salon; sa femme évanouie: sa fille, en larmes, occupée à la secourir, et tous les domestiques en mouvement. " Venez! venez, me dit mon ami. entraînez-moi hors d'ici; que je n'y remette jamais les pieds! Vous voyez, vous voyez, continua-t-il avec

colère, en me montrant sa femme étendue sans connaissance sur un fauteuil; c'en est fait, elle ne m'est plus rien: nous divorçons." —Vous divorcez?—" Elle le veut."—Et qui en est la cause? —" Sa perruche; oui, sa perruche: nous devions partir demain pour le voyage dont je vous ai parlé; ce voyage est pressant: comme notre voiture est étroite, Madame a parlé d'emporter sa perruche, dont elle ne peut se résoudre à se séparer, et, pour moins d'embarras, de laisser Auguste, mon fils, que je voulais avoir avec moi. J'ai tenu pour mon fils, elle a tenu pour sa perruche. Nous nous sommes fâchés l'un et l'autre: et, le croiriez-vous? elle a parlé de divorce. Elle me quitte, et pour une perruche! Je lui avais passé, jusqu'ici, toutes ses faiblesses pour son oiseau: je ne me plaignais ni de ma maison salie, ni de mes fauteuils tachés; je me laissais étourdir toute la journée par le caquet de cette sotte bête. Je sais qu'il faut qu'une femme ait une fantaisie, et j'aimais encore mieux lui voir celle-là qu'une autre. Mais, morbleu, c'est trop fort! Puisque son fils et son mari ne balancent pas dans son cœur une perruche, mon parti est pris. Je quitte la maison, j'emmene mes enfans, et je la laisse avec son oiseau: qu'elle l'épouse si elle veut." Il serait trop long de détailler le reste: qu'il vous suffise, Mesdames, de savoir qu'après bien des propos et des difficultés, je parvins à opérer une réconciliation entre le mari et la femme. Je fis comprendre dans le traité de paix le petit garçon et la perruche. Ensuite j'allai, tout fier du succès de ma négociation, dîner avec mon ami, chez le sénateur de . . . , qui nous avait invités. Comme mon dessein était de passer ici la soirée, à neuf heures et demie je priai mon ami de me conduire; mais j'oubliais que j'avais affaire à l'homme du monde qui respecte le plus ses chevaux. Maître Jacques avait moins de tendresse pour eux. Mon cher ami, que je venais de réconcilier avec sa femme, à propos d'un oiseau,

se brouilla avec moi à propos de deux juments. Il m'a laissé venir ici à pied; c'est-à-dire, qu'il m'a laissé faire une lieue, et qu'il a mieux aimé épargner de la fatigue à ses bêtes, que de m'empêcher de me tuer dans ma course. Pour le coup, j'étais outré, et quand on a élevé la question qui occasionne mon récit, j'en tenais déjà la solution que je vous donne. Jetez les yeux sur l'état actuel de la société, et répliquez-moi si vous pouvez.

Tout le monde convint que j'avais raison, et l'on apporta à l'appui de mon allégation mille petites histoires qui prouvent très-clairement que nous sommes aujourd'hui dans le monde pour l'usage des animaux, et non pas eux pour le nôtre. Il n'y eut qu'un certain érudit qui ne fut pas de cette opinion: il objecta que de tout temps on avait eu le même goût et les mêmes faiblesses pour les bêtes; et il finit par dire: " A quoi bon dater?"—C'est où j'en voulais venir, lui répondis je: ma narration n'est qu'une plaisanterie: je ne crois gueres aux progrès de la civilisation; je trouve que les anciens l'emportaient sur nous en beaucoup de points, et qu'à notre tour, nous sommes plus avancés qu'eux en beaucoup d'autres. Je vois que l'esprit humain, à mesure qu'il fait des progrès de ce côté-ci, rétrograde de ce côté-là: il gagne et il perd.—" Pour moi, dit la jeune comtesse de ...., je suis convaincue qu'on n'a jamais mieux fait les chapeaux, et c'est ce qui me fait donner la préférence à ce temps ci sur tous les temps passés...."—Oui, repris-je, quand ces chapeaux-là couvrent votre joli front. Elle rit, et la discussion en resta là. C'est ainsi que devraient finir toutes les discussions.

Extrait de la Satyre Ménippée.

(Dédié à Napoléon-le-Grand coureur, à son retour de la Grande armée.)

A chacun nature donne
Des pieds pour le secourir :
Les pieds sauvent la personne,
Il n'est que de bien courir.
Ce vaillant Prince d'Aumale,
Pour avoir fort bien couru,
Quoiqu'il ait perdu sa malle,
N'a pas la mort encouru.
Ceux qui étaient à sa suite,
Ne s'y endormirent point,
Sauvant par heureuse fuite,
Le moule de leur pourpoint.
Quand ouverte est la barriere,
De peur de blâme encourir,
Ne demeurez point derriere,
Il n'est que de bien courir.
Courir vaut un diadême.
Les coureurs sont gens de bien ;
Frémont et *Balaguy* même,
Et *Congis* le savent bien.
Bien courir n'est pas un vice :
On court pour gagner le prix :
C'est un honnête exercice ;
Bon coureur n'est jamais pris.
Qui bien court, est homme habile,
Et à Dieu pour son confort.
Mais *Chamois* et *Meneville*
Ne coururent assez fort.
Souvent celui qui demeure
Est cause de son méchef :
Celui qui fuit de bonne heure,
Peut combattre de rechef.
Il vaut mieux des pieds combattre,
En fendant l'air et le vent,
Que se faire occire ou battre,
Pour n'avoir pris le devant.
Qui a de l'honneur envie,
Ne doit pourtant en mourir.
Où il y va de la vie,
Il n'est que de bien courir.

PIECES RELATIVES A LA DÉCLARATION DE LA PRUSSE.

Séance du Sénat, du 1er *Avril,* 1813.

La séance est ouverte à trois heures après midi, sous la présidence de S. A. S. le prince archi-chancelier de l'Empire.

S. Exc. le ministre des relations extérieures est présent à la séance.

S. Exc. M. le comte Defermont, ministre d'état, conseiller d'état, et M. le comte Boullay, conseiller d'état, sont introduits.

S. A. S. le prince archi-chancelier, prend la parole en ces termes : (Voyez au No. prochain.)

Un de Messieurs les secrétaires fait lecture des lettres patentes par lesquelles le titre de régente est conféré à S. M. l'Impératrice et Reine Marie-Louise.

S. Exc. M. le Duc de Bassano, ministre des relations extérieures, donne communication du rapport suivant.

Rapport du Ministre des Relations Extérieures à S. M. l'Empereur et Roi.

Sire,

Les journées de Jéna et de Friedland avaient mis toute l'étendue de la monarchie prussienne à la disposition de Votre Majesté. De puissantes considérations conseillaient de garder les fruits de la victoire, ou de placer sur le trône de Prusse un prince qui n'eût point d'intérêts opposés à ceux de la France, qui ne pût avoir rien à réclamer d'elle, et surtout qui ne se laissât pas conduire par cet esprit versatile qui caractérise depuis cent ans la politique de la maison de Brandebourg.

Mais l'Empereur de Russie offrait à Tilsitt de déclarer la guerre à l'Angleterre, de concourir à fermer le continent à son commerce, afin de la contraindre à souhaiter la paix, si le roi de Prusse était replacé au rang des souverains.

Cette perspective exerça sur Votre Majesté une séduction à laquelle elle ne sut point résister. Elle se livra à l'espoir de voir la tranquillité du monde rétablie et le commerce de la France jouir enfin de cette splendeur que lui assurent la richesse de notre sol et l'industrie de ses peuples. Elle sacrifia à de si grands intérêts les calculs d'une politique soupçonneuse ; et à sa seconde entrevue avec l'Empereur Alexandre, elle consentit à recevoir le roi de Prusse, dont elle avait, par un juste ressentiment, voulu éviter la présence.

C'était d'ailleurs une opinion générale, que le roi de Prusse avait été entraîné malgré lui dans le parti de la guerre. Votre Majesté se plut à penser que l'expérience qu'il venait de faire le mettrait pour toujours en garde contre de dangereuses séductions et des illusions funestes ; enfin, Votre Majesté se plut à penser que l'expérience qu'il venait de faire le mettrait pour toujours en garde contre de dangereuses séductions et des illusions funestes ; enfin Votre Majesté pour qui la générosité est un besoin, se persuada facilement que celle dont elle allait user ne serait jamais mise en oubli.

La monarchie prussienne fut relevée, et la maison de Brandebourg continua de régner.

Votre Majesté dut l'éloigner des frontieres du Rhin, et lui ôter le protectorat des côtes. Elle créa le royaume de Westphalie, et elle stipula que Dantzig, Glogau, Custrin, Stettin resteraient dans ses mains jusqu'à la paix avec l'Angleterre. Elle voulait que la remise des places importantes pût être dans les négociations avec l'Angleterre un objet de compensation pour nos possessions maritimes!

Le roi de Prusse n'eut point à discuter les dons qu'il recevait de la générosité de Votre Majesté, et dont l'importance s'élevait au-delà de ses espérances. Les contributions de guerre frappées sur le territoire prussien, furent réservées comme des indemnités équitables et nécessaires pour les frais de la guerre injuste que la Prusse avait suscitée.

Les armées de Votre Majesté ne devaient évacuer le territoire cédé au roi de Prusse qu'après le paiement entier des contributions. Cependant, Sire, par la convention con-

clue à Berlin le 3 Novembre 1808, à la suite des conférences d'Erfurt, Votre Majesté consentit à faire remise à la Prusse d'une partie de sa dette, et à retirer les troupes françaises de son territoire, avant que les paiements eussent été accomplis.

L'alliance de France avec la Russie semblait devoir garantir la fidélité de la Prusse. Votre Majesté voulut y compter ; mais la faiblesse, l'indécision habituelle de ce cabinet pouvaient d'un moment à l'autre tromper cette confiance. La conduite de la Prusse, pendant les premières années qui suivirent la paix de Tilsitt, fut guidée par des sentiments bien différents de ceux de la reconnaissance. Loin de remplir ses engagements, elle parut épier les occasions et attendre des chances qui lui permissent de s'y soustraire. On vit en 1809 des régiments entiers céder à l'influence qu'exerçaient des sociétés secrettes et séditieuses, se ranger sous les drapeaux des ennemis de Votre Majesté ; scandale unique dans les fastes du gouvernement.

En 1811, lorsqu'un changement visible dans les dispositions de la Russie fit craindre que la guerre ne vînt à se rallumer dans le Nord, la Prusse comprit que son sort dépendait entierement de sa prévoyance ; que si elle laissait arriver les événements, elle pourrait ne plus être maîtresse de prendre un parti, et qu'il en fallait prendre un pendant qu'elle était encore libre de faire un choix. Elle demanda à Votre Majesté la faveur d'être admise dans son alliance.

Cette question se présenta avec toute son importance. Il paraissait de la prudence et d'une véritable politique, de profiter des griefs que la Prusse avait donnés contr'elle par l'incertitude constante de sa conduite, et si la guerre avait lieu avec la Russie, de la lui déclarer en même temps, afin de ne pas laisser une puissance douteuse derriere soi. La Prusse n'épargna pas les sollicitations et les instances. Les démarches qu'elle fit à Pétersbourg pour tâcher d'influer, lorsqu'il en était temps encore, sur les déterminations de la Russie, eurent un tel caractere de franchise, et furent si évidemment dirigées dans le sens de l'intérêt de la France, que Votre Majesté en fut frappée. Elle ne balança plus. Elle sauva encore une fois la Prusse, en l'admettant dans son alliance.

Lorsque Votre Majesté se rendit à Dresde, le roi voulut venir la trouver, et là, de vive voix, il réitéra les assurances d'un attachement inviolable au système qu'il avait embrassé.

Tant que Votre Majesté fut maîtresse des événements,

et elle le fut tant qu'ils purent être maîtrisés par le génie et le courage, la Prusse demeura fidele, et le corps prussien fit son devoir ; mais lorsque l'armée française éprouva à son tour les chances de la fortune, le cabinet de Berlin ne garda plus de ménagements. La défection du général d'York appela les ennemis dans les états du roi de Prusse, et obligea nos armées à évacuer la Vistule, et à se porter sur l'Oder.

La Prusse, pour dissimuler ses intentions, offrit de fournir un nouveau contingent. Elle avait en Silésie et en deçà de l'Oder, un nombre suffisant de troupes toutes formées, et de la cavalerie qu'il eût été si utile alors de pouvoir opposer aux incursions des troupes légeres de l'ennemi. Mais elle était résolue à ne pas tenir sa promesse.

Le roi quitta inopinément Potzdam. Il abandonna une résidence dans laquelle il était couvert par l'Oder, pour se rendre dans une ville ouverte et aller au-devant de l'ennemi.

A peine était-il arrivé à Breslau, que le général Bulow, qui commandait quelques milliers d'hommes sur le Bas-Oder, imitant la trahison du général d'Yorck, ouvrit ses cantonnements aux troupes légeres russes, et leur facilita le passage de l'Oder. Ce fut sous la conduite des nouveaux enrôlés prussiens que ces troupes vinrent livrer de petits combats aux portes de Berlin.

Le cabinet de Prusse avait jeté le masque. Le roi, par trois ordonnances successives, appela aux armes d'abord les jeunes gens de famille, assez riches pour s'équipper et se monter eux-mêmes ; ensuite toute la jeunesse de 17 à 24 ans, et enfin les hommes au-dessus de cet âge. C'était un appel fait à des passions que la Prusse avait senti le besoin de réprimer, lorsqu'elle désirait l'alliance, et tant qu'elle y fut fidele. Le chancelier d'état manda auprès de lui les coryphées de ces sectateurs qui, dans leur fanatisme séditieux, prêchaient le bouleversement de l'ordre social, et la destruction du trône. Des officiers prussiens furent envoyés avec éclat au quartier-général russe ; des agents russes se succéderent à Breslau.

Enfin, le 1er Mars, le gouvernement prussien consomma, par un traité avec la Russie, ce que le général d'York avait commencé.

C'est le 17 Mars, à Breslau, et le 27 à Paris, que les ministres du roi de Prusse ont annoncé officiellement que leur maître fait cause commune avec l'ennemi.

Ainsi, la Prusse a déclaré la guerre à Votre Majesté

pour prix du traité de Tilsitt, qui avait remis le roi sur le trône, et du traité de Paris, qui l'avait admis à l'alliance.

Je joins à ce rapport :

Les pieces présentées à Votre Majesté, lorsque la Prusse sollicita son alliance ; avec l'expression des lettres de M. le comte de Saint-Marsan sur le même sujet (sous la lettre A.) ;

Le traité et les conventions conclus à Paris, pour l'établissement de l'alliance (sous la lettre B) ;

La convention conclue par le général d'York avec les Russes, et les proclamations (sous la lettre C) ;

Les pieces relatives aux dispositions prises par la Prusse au sujet de la défection du général d'York, (sous la lettre D);

Les pieces relatives à la mission du prince Hatzfeld à Paris, (sous la lettre E) ;

L'extrait d'un rapport sur la connivence du général Bulow avec l'ennemi, (sous la lettre F) ;

Les trois édits pour les levées extraordinaires, (sous la lettre G) ;

L'ordonnance du roi qui acquitte et récompense le général d'York, (sous la lettre H) ;

Enfin les notes par lesquelles le gouvernement prussien a notifié aux ministres de Votre Majesté qu'il viole l'alliance et déclare la guerre, (sous la lettre I) ;

Je suis avec le plus profond respect,

Sire, ect.

(Signé) Le Duc DE BASSANO.

Notes du Gouvernement Prussien.

I. No. 1.

Le soussigné, chancelier d'état, vient de recevoir l'ordre du roi d'exposer ce qui suit à S. Exc. M. le comte de Saint-Marsan, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie.

Le roi, dans toute sa conduite politique, après la paix de Tilsitt, avait pour premier point de vue de rendre et d'assurer à ses peuples, un état de tranquillité qui leur permit de se relever successivement des malheurs et des pertes sans nombre

qu'ils venaient d'éprouver. Dans ce but il remplit avec exactitude, autant que ses moyens le permettaient, les engagements qu'il avait été forcé de contracter par cette paix. Il a supporté avec la résignation dont les circonstances lui imposaient la loi, les exactions arbitraires, les empiétements de tout genre, dont les provinces ne cessaient d'être l'objet; les charges énormes dont elles étaient accablées. Il n'a rien négligé pour établir enfin entre lui et le gouvernement français une confiance sincère, et le disposer ainsi aux mesures de justice et d'équité qu'il réclamait presque toujours en vain.

Lorsque, depuis, le nord de l'Europe se vit menacé d'une nouvelle guerre funeste, le roi, après avoir fait ce qui dépendait de lui pour conjurer l'orage, prit le parti que lui prescrivait impérieusement la position intermédiaire de ses états, qui n'admettait point de neutralité, et la perspective certaine des mesures destructives qui les attendaient de la part de la France, s'il se fût refusé à ce qu'on exigeait de lui. Il se résigna aux engagements souverainement onéreux et hors de toute proportion avec les facultés du pays, auxquels il se vit obligé d'acquiescer par le traité d'alliance du 24 Février, et les conventions qui l'accompagnerent, dans l'espérance d'avoir obtenu pour la Prusse l'appui solide, et en cas de besoin le secours efficace dont, après tant de revers, elle sentait tous les jours davantage la nécessité, et que le gouvernement français, répondant à la fidélité avec laquelle le roi se proposait de remplir ses obligations, accomplirait, de son côté, avec la même exactitude, les engagements qu'il avait contractés envers lui.

Une malheureuse expérience ne lui prouva que trop tôt que telles n'étaient point les intentions de ce gouvernement; pendant que le roi fournissait le nombre de troupes convenu pour former le corps auxiliaire stipulé, pendant que ces troupes versaient leur sang pour la cause de la France avec une bravoure, à laquelle l'Empereur lui-même n'a pas refusé de rendre justice, pendant que, dans l'intérieur du pays, on faisait face, par des efforts extraordinaires, aux livraisons énormes, aux prestations de tout genre qu'exigeaient les besoins des troupes qui ne cessaient de l'inonder, la France ne remplissait à aucun égard les obligations contractées dont néanmoins l'accomplissement exact pouvait seul prévenir la ruine entiere du pays et de ses habitants. Il était stipulé que la garnison de Glogau serait approvisionnée aux frais de la France, à compter de la date du traité, et celles de Custrin et Stettin depuis l'entier acquittement de la contribution; celli-ci était soldée et même au-delà dès le mois de Mai de l'année derniere, par les livraisons auxquelles on avait pourvu. Cependant la Prusse resta chargée de l'approvisionnement de trois garnisons, sans qu'aucunes représentations eussent pu effectuer ce que la justice et la lettre du traité réclamaient. On s'était flatté du moins, que suivant la

promesse récente de S. M. l'Empereur, le pays autour de ces places, comme le territoire prussien, serait désormais à l'abri de toutes réquisitions forcées ; mais au même instant où on devait se livrer à cette espérance, les commandants requirent l'autorisation formelle de prendre, à dix lieues autour de la forteresse, tout ce dont ils croiraient avoir besoin, ce qui s'exécuta avec toute la violence qui était à prévoir. On était convenu que les comptes des avances de la Prusse, pour livraisons de tout genre, seraient réglés de trois mois en trois mois, et la solde payée comptant à la fin de la campagne. Mais on n'obtint pas même que ces comptes fussent examinés, et lorsque la solde s'élevait déjà à des sommes très-fortes, dont à chaque moment on était prêt à fournir les preuves, lorsqu'à la fin de l'année elle montait à 94 millions de francs, les plus vives instances ne purent effectuer seulement le paiement d'un à-compte, bien que le roi eût borné momentanément sa demande à une somme au-dessous de la moitié, et que le besoin urgent et absolument indispensable qu'on en avait, eût été démontré avec la dernière évidence. La clause du traité d'alliance qui assurait la neutralité à une partie de la Silésie, ne pouvait, dans les circonstances survenues depuis, avoir son effet, à moins que la Russie n'y acquiesçât de son côté, et cet acquiescement supposait, de toute nécessité, qu'on traitât de cet objet. Cependant l'Empereur fit déclarer qu'il ne pouvait consentir à ce que le roi envoyât quelqu'un dans ce but à l'Empereur Alexandre, et en rendant ainsi la stipulation entièrement illusoire, il la vint et l'annulla dans le fait. De nouvelles atteintes furent portées encore aux droits les plus incontestables du roi, par la disposition arbitraire qu'on crut pouvoir se permettre à l'égard du corps de troupes prussiennes qui était occupé à se former en Poméranie sous le général Bulow, en l'appelant à se joindre à la division du duc de Belluno, et en le mettant, sans l'avis préalable de S. M. sous les ordres de ce maréchal, ainsi que par la défense de tout recrutement quelconque dans les états prussiens occupés par les troupes françaises, qui fut publiée par ordre de S. A. I. le prince vice-roi d'Italie, sans en prévenir S. M. Jamais sans doute la souveraineté d'un prince ami ne fut attaquée d'une manière plus terrible.

On ne peut que supprimer ici les tristes détails qui viennent d'être exposés, puisqu'ils sont parfaitement connus à V. Exc. et à M. le duc de Bassano, par les nombreuses réclamations dont ils ont été l'objet. Du reste, M. le général de Krusemarck est chargé de remettre une note au ministre, qui s'étendra plus sur tant d'objets, qui prouvent clairement que le gouvernement français, en ne tenant aucun compte des stipulations principales du traité d'alliance en faveur de la Prusse, qui cependant en formaient autant de conditions essentielles et

sans lesquelles cette dernière n'aurait jamais pu, quelles qu'en eussent dû être les suites, souscrire aux engagements qu'on lui imposait, l'a dégagé lui-même de ces obligations réciproques de son contenu.

La position dans laquelle la Prusse s'est trouvée à la suite de ces circonstances, et généralement des évenements de l'automne et de l'hiver, n'est ignorée de personne. Abandonnée à elle-même, sans espoir d'un secours efficace de la part d'une puissance à laquelle elle était liée et dont elle n'obtenait pas même les objets de la plus stricte justice, qu'il ne tenait qu'à celle-ci de lui accorder, voyant les deux tiers de ses provinces épuisées et leurs habitants réduits au désespoir, que lui restait-il, si ce n'est de prendre conseil d'elle-même, pour se relever et pour se soutenir? C'est dans l'amour et le courage de ses peuples et dans l'intérêt généreux d'une grande puissance qui compatit à sa situation, que le roi a dû chercher les moyens d'en sortir, et de rendre à sa monarchie l'indépendance qui seule peut assurer sa prospérité future.

S. M. vient de prendre les mesures que d'aussi graves circonstances exigeaient, de s'unir par une alliance étroite à S. M. l'empereur de toutes les Russies. Elle est persuadée que la France, comme l'Europe entiere, appréciera les puissants motifs qui ont décidé ses démarches. Ces démarches ne tendent en dernier résultat qu'au but d'une paix fondée sur des bases équitables et propres à augmenter sa solidité. Elle a toujours été, et demeure constamment le plus ardent des vœux du roi, et si la providence bénit ses efforts, S. M. se trouvera au comble du bonheur de pouvoir contribuer à en rendre le bienfait à l'humanité.

Le soussigné a l'honneur de renouveler à S. Ex. M. le comte de Saint Marsan, l'assurance de sa haute considération.

(Signé) HARDENBERG.

Breslau, 16 Mars 1813.

I. No. 2.

Copie d'une Lettre de M. de Krusemark *au Duc* de Bassano.

Paris, le 27 Mars, 1813.

Monsieur le duc,

Je viens de recevoir l'ordre du roi mon souverain d'exposer ce qui suit à V. Exc.

Les propositions que j'ai eu l'honneur de lui soumettre antérieurement étaient de nature à mériter une réponse aussi prompte que décisive. Les progrès des armées russes dans le

centre de la monarchie, et la retraite des armées françaises, ne permettent plus à la Prusse de prolonger l'état d'incertitude dans lequel elle se trouve. (1) D'un côté, l'Empereur de Russie, uni au roi par les liens d'une amitié personnelle (2), offre à la Prusse, dans ce moment décisif, l'appui de sa puissance et les bienfaits de son amitié; de l'autre, S. M. l'Empereur des Français persiste à repousser un allié qui s'est sacrifié pour sa cause, et dedaigne même de *s'expliquer* sur les motifs de son silence (3).

Depuis long-temps, la France avait violé, dans tous les points, les traités qui l'unissaient à la Prusse. Elle l'avait par là même libérée de ses engagements. Non contente de lui avoir dicté à Tilsitt une paix *aussi dure qu'humiliante*, elle ne lui a pas même permis de jouir des faibles avantages que ce traité semblait lui promettre (4).

Elle s'est servie d'odieux prétextes pour ébranler dans leurs fondements la fortune de l'Etat et celle des particuliers. Depuis cette époque, on traita la Prusse comme un pays conquis (5), et on fit peser sur elle un joug de fer. *Les armées françaises y restèrent contre les termes du traité* (6), et y vécurent à discrétion pendant 18 mois; on lui imposa des contributions exorbitantes et arbitraires (7); on ruina son commerce en la forçant d'adopter le système continental (8); on plaça des garnisons françaises dans les trois forteresses de l'Oder (9), et le pays fut obligé de pourvoir aux frais de leurs appointements (10); enfin, on disposa, par le traité de Bayonne, de la propriété des veuves et des orphelins, encore en contradiction manifeste avec les stipulations du traité de paix. (11)

Tout annonçoit que l'on ne voulait plus garder aucune espece de ménagements avec un Etat malheureux et opprimé (12). Dans cet état de choses, la paix devenait un bienfait illusoire. Le roi gémissoit du poids énorme qui accablait ses sujets. Il se flattait de vaincre, à force de condescendance et de sacrifices, une animosité dont il connaissait les effets, mais dont il ignorait le principe. Il s'abandonnait à l'espoir d'épargner à ses peuples de plus grands malheurs, *en remplissant avec scrupule ses engagements envers la France, et en évitant avec soin tout ce qui pourrait lui donner de l'ombrage* (13).

Par des efforts extraordinaires et inouïs, la Prusse était parvenue à acquitter les deux tiers de la contribution (14); elle se disposait à payer le reste, lorsque des nuages se formerent entre la Russie et la France, et que les immenses préparatifs des deux puissances ne lui permirent plus de douter de la guerre qui allait embraser le Nord. Le roi, fidele à son principe de

(1) Les Notes du Moniteur sur cette lettre seront données dans un autre Numéro.

sauver à tout prix l'existence nationale, jugeant de l'avenir par le passé, sentit qu'il *devait tout craindre de la France* (15). Il *sacrifia ses affections*, et conclut avec elle un traité d'alliance (16). A l'époque de la conclusion du traité, avant que la nouvelle pût en être portée à Berlin, les troupes françaises s'avancerent dans la Poméranie et la Marche-Electorale. Le roi vit avec douleur qu'on ne voulait lui tenir aucun compte de ses intentions franches et loyales.

On voulait obtenir par la force ce qu'il paraissait impossible d'obtenir par des négociations (17). Les agents de la Prusse, effrayés par l'attitude menaçante de la France, avaient signé à Paris des conventions séparées qui renfermaient des conditions extrêmement onéreuses, et relatives à l'approvisionnement et aux besoins de la Grande-Armée (18). Le gouvernement français, éclairé sur la modicité de nos ressources, prévoyait un refus ; il se préparait à emporter le consentement du roi par l'appareil de la force. Il se trompait. S. M. ratifia ces conventions, quoiqu'elle sentît la difficulté de les remplir; elle comptait sur le dévouement des Prussiens, et elle espérait qu'en établissant les bornes de nos sacrifices, elle préserverait ses peuples des réquisitions arbitraires et de leurs suites funestes. L'expérience n'a point justifié cette espérance. Tandis que la Prusse épuisait tous ses moyens pour verser dans les magasins les denrées stipulées, *les armées françaises vivaient à la charge des particuliers* (19). On exigea à la fois et l'accomplissement du traité et la consommation journalière des troupes. On enleva de vive-force la propriété sacrée des habitants, sans vouloir en tenir le moindre compte, et la Prusse perdit par ces actes de violence au-delà de soixante-dix mille chevaux et vingt mille voitures (20).

Cependant, malgré toutes ces entraves, le roi, fidele à son système, remplissait avec une loi religieuse tous les engagements qu'il avait pris. Les fournitures se réalisaient avec succès : le contingent stipulé se portait en avant ; enfin, rien n'était oublié pour mettre en évidence toute la loyauté de notre conduite. La France ne répondit à ce dévouement que par des prétentions toujours nouvelles, et crut pouvoir se dispenser de remplir de son côté les stipulations du traité qui tombait à sa charge. Elle refusa constamment de vérifier la comptabilité des fournitures, quoiqu'elle eût pris l'engagement formel d'arrêter les comptes chaque trimestre (21).

La convention militaire assurait l'Empereur, jusqu'à un nouvel arrangement avec la Prusse, la possession des forteresses de Glogau, de Stettin et de Custrin ; mais l'approvisionnement de la premiere de ces places devait, à dater du jour de la signature de cette convention, se faire aux dépens de la France, et, pour les autres, du jour où le roi aurait rempli ses nouveaux engagements sur l'acquittement de la contribution. Le roi, en acquiesçant à cet article, avait déjà donné à la France une grande

preuve de sa condescendance, en renonçant aux stipulations de 1808, d'après lesquelles Glogau devait être remis à la Prusse dès que la moitié des contributions aurait été acquittée.

Le nouveau traité ne fut pas mieux observé par la France que celui qui l'avait précédé. L'approvisionnement de Glogau et celui des autres forteresses, malgré les représentations les plus pressantes, motivées par la convention et l'acquittement des contributions déjà réalisé au mois de Mai de l'année dernière, est resté à la charge de la Prusse jusqu'à ce jour (22) *La convention ne stipulait rien sur les forteresses de Pillau et de Spandau ;* elles devaient en conséquence rester occupées par les troupes prussiennes ; les troupes françaises y entrerent néanmoins par une espece de surprise militaire et s'y maintinrent (23).

Pendant qu'on augmentait à l'infini le poids des dépenses de la Prusse, pendant qu'*elle prouvait qu'après avoir acquitté sa contribution, ses avances montaient déjà à des sommes énormes*, on persistait à lui refuser toute espece de secours (24) ; on répondait à toutes ses réclamations *par un silence méprisant* (25), et demandant sans cesse de nouveaux sacrifices ; on semblait ne compter pour rien les efforts inconcevables d'une nation accablée.

A la fin de l'année précédente, les avances de la Prusse montaient à 94,000,000 de francs. Les comptes étaient en regle autant qu'ils pouvaient l'être, vu le refus constant des autorités françaises de les vérifier d'après le traité. S. M. n'avait cessé de faire représenter par ses agents qu'il devenait urgent de faire justice à *ses* réclamations ; que ses états épuisés ne pouvaient plus suffire à l'entretien des armées françaises. Le roi se bornait à demander pour le moment un à compte sur ces avances, et déclarait avec franchise ne pouvoir répondre des événements dans le cas d'un refus. Ce langage, aussi juste que clair, ces réclamations fondées sur les titres les plus sacrés, sont restés sans réponse et n'ont produit que des assurances vagues et des promesses éloignées (26). Il y a plus, comme si ce n'était pas assez de violer les traités les plus positifs, de nouveaux procédés sont venus éclairer la Prusse sur les intentions de l'Empereur et sur ce qu'elle peut attendre. Le roi voyant une partie de ses provinces envahie et l'autre menacée, sans pouvoir compter sur les secours des armées françaises (27), devait renforcer la sienne, et les moyens ordinaires étant longs et insuffisants, S. M. a adressé un appel aux jeunes Prussiens qui voudraient se ranger sous ses drapeaux. Cet appel a réveillé dans tous les cœurs le vif désir de servir la patrie. Un grand nombre de volontaires se préparaient à quitter Berlin pour se rendre à Breslau, lorsqu'il a plu au vice-roi d'Italie d'interdire tout recrutement et le départ des volontaires dans les provinces occupées par les troupes françaises. Cette défense s'est faite dans les termes les plus péremptoires et sans en prévenir le roi. Une atteinte

aussi directe portée aux droits de la souveraineté a excité dans l'âme de S. M. et de ses fideles sujets une juste indignation (28.)

Dans le même temps, et tandis que les places de l'Oder auraient dû être approvisionnées depuis long-temps aux frais de la France, après que l'Empereur avait formellement déclaré, dans une audience accordée au prince de Hatzfeldt, *qu'il avait interdit aux autorités françaises toute espece de réquisition dans les Etats du roi* (29), les gouverneurs de ces forteresses reçurent l'ordre de prendre de vive force, dans un rayon de dix lieues, tout ce qui était nécessaire à leur défense et à leur approvisionnement. Cet ordre arbitraire et injuste, dont non plus on n'a pas pris la peine d'avertir le roi, a été exécuté dans toute son étendue, au mépris du titre sacré des propriétés, et avec des détails de violence qu'il serait difficile de dépeindre (30). Malgré toutes les raisons qu'il avait de rompre avec la France, le roi vouloit encore essayer la voie des négociations. Il avertit l'Empereur Napoléon qu'il enverrait un homme de confiance à l'Empereur de Russie, afin de l'engager à reconnaître la neutralité de la partie de la Silésie que la France avait reconnue (31). C'était le seul moyen qui restait au roi, abandonné, au moins pour le moment, par la France, pour avoir un asile sûr, et ne pas se trouver dans la cruelle nécessité de quitter ses Etats. L'Empereur se prononça hautement contre cette démarche, et ne daigna pas même s'expliquer sur les propositions qui accompagnerent cette ouverture (32).

Dans un pareil état de choses, le parti du roi ne pouvait rester long-temps douteux. Il avait tout sacrifié depuis des années à la conservation de son existence politique; aujourd'hui la France compromet elle-même cette existence, et ne fait rien pour la protéger (33). La Russie peut agraver ses malheurs, et offre généreusement de le défendre. Le roi ne saurait balancer. Fidele à ses principes et à ses devoirs, il joint ses armes à celles de l'Empereur Alexandre, changeant de système sans changer de but (34). Il espere, en rompant avec la France et en s'attachant à la Russie, obtenir, par une paix honorable ou par la force des armes, l'unique objet de ses vœux, l'indépendance de ses peuples, les bienfaits qui en dérivent, et *l'héritage de ses peres*, dont on lui avait ravi la moitié (35). Le roi adhéra de tout son pouvoir à toutes les propositions conformes à l'intérêt commun des souverains de l'Europe (36). Il désire vivement qu'elles puissent amener un état de choses où les traités ne soient plus de *simples trêves* (37), où chacun, rentrant dans ses droits naturels, ne soit plus tourmenté dans tous les points de son existence par l'abus de la force.

Voilà, M. le duc, ce que je suis chargé de porter à la connaissance de V. Exc. Veuillez en rendre compte à S. M. l'Empereur. L'Europe a vu avec étonnement la patience et

la longue résignation d'une nation qui s'était distinguée dans les fastes de l'histoire par son courage brillant et sa noble persévérance.

Guidés aujourd'hui par les motifs les plus sacrés, il n'est personne au milieu de nous qui ne soit décidé de sacrifier toute espece de considération aux grands intérêts du trône, de la patrie, et de l'indépendance de l'Europe; personne qui ne se félicite de périr pour ce noble but, et en défendant ses foyers.

J'ai ordre de me rendre incessamment auprès du roi mon auguste maître, avec le prince de Hatzfeldt, le conseiller intime d'Etat de Beguelin, et les personnes attachées à ces différentes missions. J'ai l'honneur de prier V. Exc. de vouloir bien me faire tenir les passe-ports nécessaires à cet effet.

Je m'empresse de lui renouveler en même temps l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) KRUSEMARCK.

Réponse à la Note de M. le Baron de Krusemarck.

Paris, le 1er Avril, 1813.

Monsieur le Baron,

J'ai mis sous les yeux de S. M. I. et R. la note que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 27 Mars.

Ce qu'elle contient de plus digne d'une sérieuse considération, se réduit à ceci:

La Prusse a sollicité et conclu une alliance avec la France en 1812, parce que les armées françaises étaient plus rapprochées des états prussiens que les armées russes.

La Prusse déclare en 1813 qu'elle viole ses traités, parce que les armées russes sont plus rapprochées de ses Etats que les armées françaises.

La postérité jugera si une pareille conduite est loyale, digne d'un grand prince, et conforme à l'équité et à la saine politique.

Toutefois elle rendra justice à la persévérance de votre cabinet dans ses principes.

En 1792, la France agitée au-dedans par une révolution, attaquée au-dehors par un ennemi redoutable, semblait prête à succomber. La Prusse lui fit la guerre.

Trois ans après, et au moment où la France triomphait des coalisés, la Prusse abandonna ses alliés, elle passa du côté de la Convention avec la fortune, et le roi de Prusse fut le premier des souverains armés contre la France qui reconnût la république.

qu'elle ? S'il l'eût fait, aurait-il conseillé de poser les armes avant que la révolution fût finie ?

Si cependant il avait été conduit à reconnaître la république, n'aurait-il pas persisté dans son système, n'aurait-il pas cherché à en recueillir les avantages, à profiter des sentiments qu'aurait inspirés à la France un prince bravant pour elle les préjugés de son temps ? il aurait établi l'influence de la Prusse sur le nord, par des alliances ; la monarchie de Frédéric se serait affermie, et la Prusse aurait fondé son bonheur intérieur et sa considération au dehors sur une étroite union avec la France.

Il ne se serait pas laissé éblouir en 1799 par les succès passagers de nos ennemis.

Il aurait repoussé, en 1805, et par politique et par dignité, l'alliance à laquelle l'Angleterre, la Russie et l'Autriche unies avaient pris l'engagement réciproque de contraindre la Prusse.

Si cependant, entraîné par des circonstances imprévues, il avait prêté un serment sur la tombe de Frédéric, il ne l'aurait pas violé après la bataille d'Austerlitz ; il aurait tiré d'une fausse détermination le seul parti honorable, en restant fidèle à des alliés maltraités par la fortune.

En 1812, s'il avait cru pouvoir oublier qu'à Tilsitt la Russie avait fait en faveur de la Prusse tout ce que permettaient les circonstances, et s'il avait signé l'alliance avec la France, il y aurait été fidèle. Il aurait trouvé, dans des événements inattendus, l'occasion de faire jouer un beau rôle à la Prusse, malgré sa faiblesse, et de manifester des sentiments non douteux, et dont il aurait pu, dans le temps, invoquer l'honorable souvenir. Cette résolution loyale eût concilié à la Prusse l'estime même de ses ennemis. Elle aurait servi non leur haine, mais leurs véritables intérêts ; car le général d'York n'aurait pas trahi, et les Russes n'auraient pas passé le Niémen ; le général Bulow n'aurait pas trahi, et les Russes n'auraient pas passé l'Oder, et ne se seraient point exposés à la catastrophe qui les menace ; enfin la France sentant le besoin d'un intermédiaire entre elle et la Russie, l'aurait trouvé dans la Prusse fidelle, et aurait consenti à agrandir, pour l'intérêt de son système, pour la paix et le repos du monde qui en est l'unique but, une puissance dont la sincérité aurait été mise à l'épreuve.

Aujourd'hui, M. le baron, que reste-t-il à la Prusse ? Elle n'a rien fait pour l'Europe ; elle n'a rien fait pour son ancien allié ; elle ne fera rien pour la paix. Une puissance dont les traités ne sont que conditionnels ne saurait être un intermédiaire utile ; elle ne garantit rien ; elle n'est qu'un sujet de discussion ; elle n'est point une barrière.

Le doigt de la Providence est empreint dans les événements de cet hiver ; elle les a produits pour démasquer les faux

amis et signaler les amis fideles; elle a donné à S. M. assez de puissance pour assurer le triomphe des uns et le châtiment des autres.

En terminant mes rapports avec vous, M. le baron, je me félicite d'avoir à vous faire connaître la satisfaction de S. M. pour votre conduite pendant le temps où vous avez résidé près d'elle. Elle vous plaint et comme militaire et comme homme d'honneur, de vous être trouvé obligé de signer une pareille déclaration.

J'ai l'honneur de vous envoyer les passeports que vous m'avez demandés.

Agréez, je vous prie, M. le Baron, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Le Duc DE BASSANO.

Pieces relatives à l'Alliance. (Extrait.)

A. No. 1.—Cette piece est une dépêche de M. de Saint-Marsan, datée de Berlin, du 24 Mars, 1811, annonçant de la part du chancelier d'état, baron de Hardenberg, dont il a reçu la visite, "la ferme résolution du roi de Prusse de ne jamais "séparer sa cause de celle de la France, et que le plus grand "désir de S. M. serait de se lier à la France de la maniere la "plus intime, ce qui ferait taire toutes les passions et les in-"trigues, rétablirait entierement le crédit du gouvernement "prussien, et ferait renaître la sécurité et la confiance dans "toute la monarchie"

A. No. 2.—Dépêche de M. de Saint-Marsan, du 5 Avril, 1811, annonçant que le roi et ses deux ministres attendent avec beaucoup d'empressement la suite des ouvertures faites pour obtenir une alliance avec la France.

A. No. 3.—*Troisieme Dépêche du* 16 *Mai*, 1811.

M. de Saint-Marsan informe S. Exc. le ministre des relations extérieures du départ d'un courier prussien, porteur d'une dépêche de S. M. le roi de Prusse, qui a fait dire à l'ambassadeur français qu'il attache le plus grand prix à l'alliance qu'il propose, et qu'il espere que S. M. I. et R. daignera ne pas la décliner, quand bien même les circonstances, laissant à présumer le maintien de la paix avec la Russie, cette alliance ne semblerait pas offrir à la France des avantages aussi considérables et aussi prochains, que si la guerre avec cette puissance venait à éclater, cas auquel elle présenterait au moins à S. M. I. la garantie d'une tranquillité parfaite sur les derrieres de l'armée française et dans tout le nord de l'Allemagne.

A. No. 4.—*Lettre du Roi de Prusse à son Ministre de Paris.*

14 Mai, 1811.

La maniere dont l'Empereur a bien voulu accueillir, suivant votre dépêche du 16 Avril, les explications provisoires dans lesquelles j'ai chargé mon chancelier d'état d'entrer avec M. de Saint-Marsan, pour le cas d'une rupture entre la France et la Russie, m'a offert un témoignage précieux des dispositions amicales et bienveillantes de ce monarque à mon égard. Vivement touché de celles-ci, je n'en ai pas été moins charmé de me convaincre par sa réponse, dont le duc de Bassano a été rendu l'organe, que les appréhensions d'une guerre entre la France et la Russie, toutes généralement répandues qu'elles étaient, sont destituées de fondement, et je ne puis que former les vœux les plus sinceres pour la durée non interrompue des rapports de bonne harmonie encore subsistants entre ces puissances. Me jugeant même intéressé de très-près à travailler au maintien d'aussi heureuses relations, à proportion des moyens que semblait m'en fournir l'amitié personnelle qui regne entre moi et l'Empereur de Russie, j'ai constamment tenu à Pétersbourg le langage de la modération et de la conciliation. Souvent déjà j'y ai conseillé une accession plus illimitée au système continental; et ce même conseil, je le renouvelle encore dans une lettre autographe que je viens d'adresser à l'Empereur Alexandre, et dont je m'empresse de vous communiquer ci-joint copie, pour la porter, par l'entremise de M. le duc de Bassano, à la connaissance de S. M. l'Empereur des Français.

Quel que soit l'effet de cette lettre, et le parti auquel la cour de Russie se décide, je n'ai pas besoin de le connaître pour arrêter le mien. Invariablement attaché au système de la France, je me flatte d'avoir fait mes preuves à cet égard. S'il était possible qu'il fût resté encore quelques doutes à l'Empereur Napoléon sur mon intention sérieuse de concourir en tout au grand but qu'il se propose, il m'eût suffi, sans contredit, pour les faire évanouir, des ordres rigoureux par lesquels je viens de renouveler la prohibition absolue de tout commerce et de toute communication avec l'Angleterre, et des mesures énergiques que j'ai spontanément prises pour la défense de mes côtes contre les tentatives éventuelles de l'ennemi commun; mesures dont l'exécution dispendieuse exige l'emploi des deux tiers de mon armée. Après avoir ainsi satisfait sur ce point à tous les désirs de l'Empereur, même avant de les connaître, et me voyant d'ailleurs rassuré par une déclaration officielle sur la crainte de l'explosion prochaine d'une guerre entre la France

et la Russie, je me sentirais peut-être embarrassé de donner, dans le moment présent, plus de suites aux premieres ouvertures confidentielles faites ici au comte de Saint-Marsan, s'il ne m'importait pas de préciser davantage mes idées sur les moyens de resserrer à jamais, et abstraction faite des conjonctures politiques actuelles, les liens d'amitié et d'union qui, à ma grande satisfaction, existent déjà entre la France et moi.

Je profite donc avec plaisir de l'interpellation de S. M. l'Empereur des Français pour lui proposer à cette fin, et pour tous les cas, une alliance offensive et défensive, en vertu de laquelle, dans toutes les guerres qui ne seraient pas étrangeres aux intérêts de ma monarchie, et où la France se trouverait engagée soit en Allemagne, soit sur les confins de la Prusse, celle-ci mettrait à la disposition de la France un corps de troupes auxiliaires proportionné à ses facultés, et de la force duquel on conviendrait encore plus particulierement. De son côté, S. M. I. garantirait l'indépendance et l'intégrité de l'état actuel des possessions prussiennes, et m'assurerait sa puissante assistance et les secours nécessaires, toutes les fois que je me verrais dans le cas de les réclamer. Elle ferait de plus, par sa haute intervention, entrer dans cette alliance les membres de la Confédération du Rhin et le duché de Varsovie.

Les troupes auxiliaires prussiennes n'agiraient que réunies dans un seul corps, conduit par un officier supérieur de leur nation, et dépendant de ses ordres spéciaux. Ce corps serait employé de préférence à la défense de la Prusse et de ses frontieres ; mais il concourrait à l'exécution du plan général d'opérations, et sous ce rapport, il serait ou sous les ordres immédiats de S. M. l'Empereur et Roi, ou sous ceux du commandant en chef que S. M. I. préposerait à l'armée entiere.

Le cas d'une guerre échéant, on conviendrait de ce qui concerne la marche et le passage des troupes, d'après le besoin et les circonstances du moment ; mais en attendant, les troupes françaises qui entreraient dans mes états ou les traverseraient, n'y pourraient marcher que par les routes militaires stipulées et conformément aux conventions subsistantes.

L'épuisement des ressources de la Prusse me mettant dans l'impossibilité de suffire aux frais que me causeraient mes nouveaux engagements, à moins qu'il ne plût à l'Empereur de me faciliter les moyens de les remplir, et ces engagements ne pouvant d'ailleurs être regardés comme solides qu'en tant qu'ils seront fondés sur une confiance entiere et mutuelle à laquelle je crois avoir acquis tous les droits par ma constante déférence pour S. M. I., par mon invariable attachement à son système politique, et surtout par l'offre de mon alliance, qui, faite dans les conjonctures présentes, ne saurait plus laisser subsister aucun des motifs d'ombrage qui ont dicté quelques-uns des

articles de la convention du 8 Septembre 1808, je compte ne point me livrer à un vain espoir en me flattant,

1°. Que S. M. I. aura égard à la juste réclamation de la restitution de Glogau, dont, aux termes des traités, l'évacuation doit avoir lieu maintenant que la premiere moitié de la contribution se trouve complétement acquittée. Ce n'est pas faute de confiance que je fais cette demande dans l'instant même où des liaisons plus étroites vont unir, j'espere, plus particulierement mes intérêts à ceux de l'Empereur. Elle est motivée par les frais énormes que m'occasionnent l'entretien et l'approvisionnement des forteresses sur l'Oder et des garnisons étrangeres qui les occupent. Cette charge est tellement au-dessus des forces de la Prusse, elle est si incompatible avec la dépense qui résultera de ses nouveaux engagements, que S. M. I. ne saurait me donner une preuve plus signalée de ses dispositions bienveillantes et de sa confiance qu'en trouvant moyen de soulager ma monarchie de ce fardeau;

2°. Que, pour le cas où le corps auxiliaire dût être mis sur pied, l'Empereur voudra bien m'accorder une remise proportionnée de la contribution, et sa cessation entiere, dès que la guerre éclatera en effet, la Prusse étant absolument hors d'état d'en faire les frais et de payer en même temps une contribution si onéreuse;

3°. Enfin que S. M. I. n'insistera plus sur l'article de la convention du 8 Septembre 1808, qui empêche l'augmentation de l'armée prussienne, augmentation évidemment indispensable à mesure du besoin que j'aurai de plus de troupes pour le but convenu et pour la défense de mes états.

Quant aux avantages que la Prusse, en cas de succès auxquels elle aurait contribué par l'emploi de ses forces et de ses ressources, pourrait se promettre, soit en fait d'acquisitions territoriales, soit en indemnités d'un autre genre, je m'en remets avec confiance à la justice et à l'amitié de mon auguste allié. Mais il est un autre point dont j'aurais à cœur de convenir d'avance avec lui. La situation géographique de la Prusse étant telle qu'une partie de son territoire doit nécessairement être exposée, sinon à devenir le théâtre de la guerre, du moins à en éprouver tous les embarras, je désirerais assurer à ma famille un asile où elle fût à l'abri des inconvénients qui en résulteraient. Je me flatte donc que l'Empereur voudra bien, non-seulement consentir lui-même, mais aussi s'employer partout où il sera besoin, à ce qu'une partie de la Silésie avoisinante aux Etats autrichiens soit déclarée neutre pour cet effet, afin qu'en cas de nécessité je puisse avec les miens y fixer mon séjour pendant la durée de la guerre.

Telles sont en résumé les propositions que l'invitation de S. M. I. m'engagent à lui faire en suite des explications préalables qui ont eu lieu ici envers son ministre, de la part de mon chan-

cellier d'état et de mon ministre des affaires étrangeres. Un précis en a été communiqué au comte de Saint-Marsan, ce qui n'empêche pas que, de votre côté, vous ne les preniez pour texte d'un entretien confidentiel que vous aurez à demander à M. le duc de Bassano, auquel je vous laisse le maître de faire lecture de la présente dépêche. J'espere qu'informée par lui de son contenu, S. M. I. ne verra, dans la franchise avec laquelle je m'explique sur ce que je souhaite, ou plutôt sur ce que me dictent ma position et mes besoins, qu'une preuve incontestable de ma confiance sans bornes, et de mon ardent désir d'établir mes liaisons avec S. M. I. sur des bases sûres et durables. Il ne me reste qu'à souhaiter que, leur accordant sa haute approbation, elle daigne autoriser son ministre à ma cour à les admettre dans la négociation ici ouverte, que les miens s'appliqueront dèslors à poursuivre et à terminer promptement avec lui.

A Berlin, le 14 Mai 1811.

(Signé) FRÉDÉRIC GUILLAUME.

A. No. 5.—*Lettre de M. le Baron de* Krusemarck *au Ministre des Relations Extérieures.*

30 Août 1811.

Monsieur le Duc,

Parmi les lettres de Berlin que votre Exc. a bien voulu me faire parvenir, et pour la transmission desquelles je la prie d'agréer tous mes remercîments, il s'en est trouvé une de M. le baron de Hardenberg dont le contenu important ne saurait manquer d'exciter votre attention. J'ose, avec assurance, vous transmettre ci-après la lettre en original. Je supplie votre Exc. d'accorder de l'intérêt à cette communication confidentielle, et je la conjure de prendre en considération le tableau fidele exposé à ses yeux.

La situation dans laquelle nous nous trouvons est violente, l'Empereur peut nous en tirer, son grand cœur nous en donne un espoir assuré. Il serait impossible que la franchise et la loyauté des démarches du roi et la pureté des intentions qui les ont dictées, n'eussent pas fait impression sur S. M. I. Les moments n'en sont pas moins précieux, et si votre Exc. contribuait à accélérer celui où S. M. voudra donner de la suite aux propositions du roi, je me permets de croire et d'énoncer qu'elle servirait les intérêts de son auguste maître en même temps qu'elle imposerait au roi et à la Prusse l'obligation de la reconnaissance la plus sentie.

J'ai l'honneur de vous offrir, M. le duc, l'hommage réitéré de ma plus haute considération.

KRUSEMARCK.

Paris, le 9 Septembre 1811.

Copie d'une Lettre du Baron de Hardenberg *au Baron de* Krusemarck.

Berlin, le 30 Août 1811.

Monsieur,

Si les motifs de ménagement pour la Russie, qui ont engagé l'Empereur Napoléon à surseoir à toute explication sur les propositions d'alliance que le roi lui a faites dans le cours du mois de Mai dernier, ont pu, à cette époque, paraître plausibles à S. M., il n'en est pas de même aujourd'hui que les préparatifs guerriers de la France contre cette puissance ont pris et prennent encore tous les jours un caractere plus imposant, et que S. M. I. trop grande pour dissimuler, ne cache pas à la cour de Pétersbourg elle-même, le but éventuel de ces mesures. La crainte de lui inspirer à contre-temps de l'ombrage n'ayant point fait suspendre celles-ci, comment arriverait-il qu'elle retardât entre la France et la Prusse cette union plus intime, l'objet des vœux du roi, union qui, soit qu'il ne s'agisse que d'une démonstration tendante à assurer le maintien de la tranquillité dans le nord, soit qu'en effet les choses en viennent malheureusement à une rupture entre les deux cours impériales, offre dans l'une et l'autre alternative des avantages manifestes à la France ? Tel était le raisonnement sur lequel le roi fondait l'espoir que, maintenant, du moins, l'Empereur Napoléon daignerait, en réponse à nos susdites ouvertures, entrer en explication avec lui, et, c'est en partie dans la vue de les amener, que S. M. vous avait chargé de faire officiellement la juste demande de l'évacuation de Glogau.

C'est avec la plus vive peine que nous avons vu derechef cette espérance déçue par vos dépêches du 13 et du 17 de ce mois. Toutes valables que sont, sous plus d'un rapport, les raisons qui vous ont déterminé à différer la démarche en question, le roi eût préféré que vous vous en fussiez tenu littéralement à ses ordres. Si actuellement il vous autorise à en ajourner l'exécution jusqu'à un moment plus opportun, c'est surtout parce que S. M. se flatte que ce moment ne tardera point à se présenter ; à la suite d'un nouvel entretien que je viens d'avoir depuis peu avec M. le comte de Saint-Marsan, et dans lequel j'ai fait à ce ministre un tableau aussi détaillé que vrai de la violente situation de la Prusse, et des motifs urgents que nous avons pour désirer ardemment que l'Empereur prenant en considération les propositions franches et loyales du roi, veuille enfin mettre un terme à la cruelle incertitude où se trouve S. M. sur les intentions de la France à son égard. Faut-il, Monsieur, que je vous retrace à vous-même les principaux traits de ce tableau ? Je vous observerai d'abord, pour ce qui

concerne nos finances, que l'état présent des choses, s'il n'y est apporté remede, les expose à une ruine complette et inévitable. Grâce aux ressources momentanées que nous a values l'introduction du tarif continental, nous avons pu acquitter mensuellement deux millions de francs de contribution à la France jusqu'au mois de Juin dernier, et celui-ci compris.

Aujourd'hui ces ressources sont épuisées. Aux embarras qui résultent de la privation de celles que fournissait autrefois à l'état le commerce maritime en alimentant l'industrie nationale et en procurant un débouché à nos productions, s'en joignent d'autres provenant de malheurs inattendus, tel que l'incendie de Kœnigsberg, et une récolte manquée dans presque toutes nos provinces. Nonobstant cela, peut-être nous eût-il été possible de continuer sans interruption les paiements mensuels susdits, si les avances considérables que nous sommes dans la nécessité de faire au Gouvernement français lui-même, n'absorbaient une grande partie des fonds qui y étaient consacrés. Il vous sera facile d'en juger, si vous songez qu'il nous a fallu déjà payer comptant une très-forte somme pour frais de transport des marchandises coloniales vendues à la France, et si vous réfléchissez de plus aux dépenses énormes qu'exige l'entretien des troupes françaises et alliées, tant de celles qui traversent les états du roi pour se rendre à Dantzic, que de celles qui viennent augmenter sans cesse les garnisons déjà si nombreuses de nos propres forteresses. Il en coûte 1,081,593 f. pour entretenir seulement à Stettin pendant les cinq derniers mois les troupes qui s'y trouvent en sus du nombre fixé par nos conventions, sans compter même les frais de table des officiers et autres.

La dépense pour Glogau s'est élevée pendant la même époque, à un demi-million. Il est d'une impossibilité absolue et bien démontrée que la Prusse, réduite comme elle l'est dans ses revenus, suffise à la fois à d'aussi fortes avances et au paiement ordinaire de ses contributions, et sans doute l'Empereur est trop juste pour ne pas daigner consentir à ce que désormais elle déduise chaque mois sur les unes le montant des autres. Mais ce ne sont pas nos embarras pécuniaires, quelque graves qu'ils puissent être, qui sont l'objet principal des sollicitudes du roi, c'est notre position politique dont celle de nos finances n'est, après tout, qu'une conséquence nécessaire. Tout est en armes autour de nous. D'un côté les armées russes bordent nos frontieres; de l'autre, l'attitude de l'armée varsovienne, censée dirigée contre la Russie, peut l'être également contre la Prusse. L'armée saxonne est mise en cantonnement dans notre voisinage, de maniere à pouvoir, dans deux marches, atteindre la résidence du roi. Dantzick seule renferme une autre armée, au lieu de 10,000 hommes stipulés par les traités, la France en a fait successivement arriver 23,000 dans nos trois

places de l'Oder, où leur entretien coûte chaque mois aux caisses de l'Etat la somme exorbitante de 250 mille écus. Au moment où j'écris, la garnison de Stettin s'élève à 17,546 hommes.

Représentez-vous, mon général, combien S. M. doit être profondément affectée, lorsqu'au milieu de tout cela elle apprend qu'il n'est dans ces diverses armées qu'une opinion, qu'une voix sur la destruction prochaine de la Prusse! Fort de sa confiance en S. M. I., le roi peut sans doute personnellement rejeter loin de lui les soupçons que provoquent de telles rumeurs; mais est-il maître d'empêcher qu'une opinion hautement prononcée au sein de ses états par les généraux français eux-mêmes, ne devienne l'opinion publique? Dépend-il de lui, tandis que là où vous êtes il ne se fait rien pour la calmer, d'arrêter les funestes effets de cette opinion sur le crédit de la Prusse au dedans et au dehors? Ose-t-il dans l'incertitude où le laisse la France sur ses vues, malgré l'offre réitérée et le désir constant de S. M. de mettre tous ses moyens à la disposition de l'Empereur, à des conditions sur lesquelles il serait si facile de s'entendre; ose-t il, dis-je, respecter assez peu les alarmes de son peuple pour ne prendre aucune mesure éventuelle pour sa défense? Une sécurité poussée aussi loin serait sans doute condamnable, et l'Empereur, dont le roi ambitionne par-dessus tout l'amitié et l'estime, le blâmerait lui-même à juste titre.

Nous armons donc, Monsieur, puisque les circonstances en imposent impérieusement le devoir au roi, et que mieux vaut, comme je l'ai dit à M. de Saint-Marsan, mourir l'épée à la main que de succomber avec opprobre. Mais c'est pour la France que nous armons, si elle veut d'un allié fidele, et que, s'arrangeant de gré à gré avec nous, elle préfere sincerement notre libre assistance à cette lutte dont la voix de ses guerriers nous menace, et qui, de la part du roi, ne pourrait jamais être que celle du dernier désespoir.

Voilà, mon cher général, ce que j'ai exposé avec franchise à M. de Saint-Marsan, en lui donnant en même temps des renseignements authentiques sur les moyens que nous avons de rendre notre alliance utile à son auguste souverain. Il sait que toutes nos forteresses sont ou vont être dans un état de défense respectable. Il sait que le signal nous en étant donné, il ne nous faudrait que très-peu de temps pour mettre cent mille hommes sur pied. Le comte de Saint-Marsan a paru pénétré de la loyauté de nos déclarations, et les a jugées propres à faire un effet favorable sur l'esprit magnanime de l'Empereur. Il y a trois jours qu'il lui en a rendu compte par courier.

J'ai pensé qu'il était à propos de ne vous point laisser ignorer ceci pour votre information particuliere; mais n'envisagez ce que je vous en dis que comme une communication confider-

tielle. Elle ne vous appelle à faire aucune démarche de votre côté, puisque tout ce que j'ai dit dans l'épanchement de mon cœur à M. de Saint-Marsan, prenant dans votre bouche un caractere diplomatique officiel, serait censé peut-être donner une teinte de menace à des ouvertures qui ne l'ont nullement eue, et dans lesquelles le roi souhaite vivement que l'Empereur ne puisse pas un seul instant méconnaître la pureté des intentions qui les ont dictées.

J'ai l'honneur d'être avec la considération la plus distinguée, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur.

(Signé) HARDENBERG.

A. No. 6.—Dépêche de M. de Saint-Marsan, du 23 Février 1812, faisant connaître la satisfaction que lui ont exprimée M. de Hardenberg et M. de Goltz sur l'espoir que la négociation de l'alliance aura une heureuse issue.

A. No. 7.—M. de Saint-Marsan mande sous la date du 8 Mars 1812, que S. M. le Roi de Prusse se plaît à témoigner de toutes les manieres sa satisfaction pour les arrangements qui ont eu lieu avec la France.

A. No. 8.—*Dépêche de M. de* Saint-Marsan, *datée de Berlin, le* 18 *Avril* 1812.

Elle a pour objet d'assurer que S. M. le Roi de Prusse et son ministre ont désiré ardemment l'alliance, comme moyen unique pour arriver à la conservation de la monarchie. M. de Hardenberg a jugé cette mesure comme la base de la politique de la Prusse. Le roi et le ministre ne pensent plus qu'à suivre le système avec loyauté, et à seconder les vues de l'Empereur par tous les moyens qui sont en leur pouvoir.

B.—*Traités et Conventions pour l'Etablissement de l'Alliance.*

B. No. 1.—*Traité d'Alliance du* 24 *Février* 1812, *entre S. M. l'Empereur et Roi et S. M. le Roi de Prusse.*

Art. 1er. Il y aura alliance défensive entre S. M. l'Empereur des français, Roi d'Italie, et S. M. le Roi de Prusse, leurs héritiers et successeurs, contre toutes puissances de l'Europe avec lesquelles l'une et l'autre des parties contractantes sont ou viendraient à entrer en état de guerre.

2. Les deux hautes parties contractantes se garantissent réciproquement l'intégrité de leur territoire actuel.

3. Le cas d'alliance survenant, et chaque fois qu'il surviendra, les dispositions à prendre en conséquence par lesdites parties contractantes seront réglées par une convention spéciale.

4. Toutes les fois que l'Angleterre attentera aux droits du commerce, soit par la déclaration en état de blocus des côtes de l'une ou de l'autre des parties contractantes, soit par toute autre disposition contraire au droit maritime consacré par le traité d'Utrecht, tous les ports et les côtes desdites puissances seront également interdits aux bâtiments des nations neutres qui laisseraient violer l'indépendance de leur pavillon.

5. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Berlin dans l'espace de dix jours, ou plus tôt si faire se peut.

Fait et signé à Paris, le 24 Février 1812.

(Signé) H. B. Duc de Bassano.
Le Baron de Krusemarck.

Ratifié à Berlin, le 4 Mars 1812.

B. No. 2.—*Articles séparés et secrets.*

Art. 1er. L'alliance contractée aujourd'hui entre S. M. l'Empereur des français, Roi d'Italie, protecteur de la confédération du Rhin, médiateur de la confédération suisse, et S. M. le Roi de Prusse sera offensive et défensive dans toutes les guerres des deux hautes parties contractantes en Europe.

2. Cependant il est convenu, dès-à-présent, que dans les guerres que la France pourrait avoir à soutenir au-delà des Pyrénées, en Italie, ou en Turquie, la Prusse ne sera point tenue de fournir de contingent, faisant cependant, sous les autres rapports, cause commune avec la France.

3. Les présents articles resteront secrets et ne pourront être rendus publics, ni communiqués à aucun cabinet par l'une des parties contractantes sans le consentement de l'autre.

4. Ils seront ratifiés, et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de dix jours, ou plus tôt si faire se peut.

Fait et signé à Paris, le 24 Février 1812.

(Signé) H. B. Duc de Bassano.
Le Baron de Krusemarck.

Ratifiés en même temps que le traité patent.

B. No. 3.—Convention spéciale entre S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, et S. M. le Roi de Prusse, signée à Paris le 24 Février, ratifiée à Berlin le 4 Mars 1812.

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, etc., et S. M. le Roi de Prusse, ayant fixé leur attention sur la déclaration remise dans le mois d'Avril dernier, par les ministres de Russie près les différentes cours, et notamment près de celle de Berlin, sur les armements qui s'en sont suivi, de part et d'autre, et sur le nouveau système du commerce des marchandises coloniales récemment établi en Russie, en opposition au traité de Tilsit; se trouvant autorisés par de telles circonstances à prévoir un changement de dispositions de la part de la cour de Pétersbourg, et la possibilité d'une rupture plus ou moins prochaine; conservant toutefois l'espoir que leurs appréhensions, quelque fondées qu'elles puissent être en ce moment, ne seront pas confirmées par l'événement; mais voulant cependant, le cas arrivant, que tout soit réglé et convenu d'avance entre eux, pour l'exécution du traité d'alliance de ce jour, ont résolu, conformément à l'article 3 dudit traité, de statuer à cet égard par une convention éventuelle et spéciale; savoir:

Art. Ier. Dans le cas où la guerre viendrait à éclater entre la France et la Russie. S. M. le roi de Prusse fera cause commune avec S. M. l'Empereur et Roi.

2. S. M. le roi de Prusse fournira un contingent de vingt mille hommes, composé de quatorze mille hommes d'infanterie, quatre mille hommes de cavalerie, et deux mille hommes d'artillerie, avec soixante pieces de canon, ayant un double approvisionnement, et des équipages militaires pour transporter en farine dix à vingt jours de vivres.

Ledit contingent sera toujours tenu au complet dudit nombre présent sous les armes.

3. Ce contingent sera, le plus que possible, réuni dans le même corps d'armée, et employé de préférence à la défense des provinces prussiennes, sans que S. M. le roi de Prusse entende par là gêner en rien les dispositions militaires de l'armée dans laquelle ses troupes seront employées.

Les troupes qui doivent composer ledit contingent, se réuniront, savoir: celles qui se trouvent en Silésie, à Breslau, celles qui se trouvent en-deçà de l'Oder, à Berlin; et celles qui se trouvent dans les provinces orientales, à Kœnigsberg.

Elles sont prêtes à se mettre en marche de ces divers points, au 15 Mars.

4. Indépendamment du corps ci-dessus, un corps de troupes prussiennes composé de quatre mille hommes, tiendra garnison à Colberg, et fournira, s'il est nécessaire, des détachemens pour la défense des côtes. Un corps de douze cents hom-

mes tiendra garnison à Potsdam. Dans le cas où S. M. le roi jugerait à propos de s'établir dans ladite résidence, le nombre de troupes qui y tiendrait garnison, pourrait être porté jusqu'à trois mille hommes. Un corps de dix mille hommes fournira les garnisons aux places fortes de la Silésie. Un corps de trois mille hommes tiendra garnison à Graudentz.

Les commandants des places de Colbert et de Graudentz transmettront régulierement les états de situation de leur place et de leur garnison à l'état-major général. Ils seront tenus d'obéir aux ordres qu'il leur donnera pour le service de l'armée. Ils renverront dans lesdites places, les officiers que l'état-major général jugerait à propos d'y établir pour objets de service, et les escouades d'artillerie qui y seraient envoyées pour la confection des munitions; mais aucun corps de troupes ne pourra y entrer.

Il n'y sera fait aucun nouvel ouvrage, que de concert avec les généraux français.

5. S. M. I. et R. promet et s'engage, de son côté, à prendre part à la guerre avec toutes ses forces disponibles.

6. Les troupes françaises ou alliées pourront traverser et occuper les provinces prussiennes, à l'exception de la Haute-Silésie, du comté de Glatz, et des principautés de Breslau, d'Oels et de Brieg. Elles n'entreront ni dans cette partie de la Silésie, ni dans les pays qui ne feront pas partie des lignes d'opération.

La ville de Potsdam sera exempte du passage des troupes et de garnison française ou alliée.

Il pourra être détaché de la garnison de Potsdam une compagnie pour la garde du Château de Charlottenbourg, et une compagnie pour la garde des palais du roi à Berlin. Aucun officier ou employé ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, entrer ou loger dans lesdits palais et château et leurs dépendances, sans la permission du gouverneur qui y sera établi par S. M. le roi de Prusse.

7. Les lignes d'opérations seront dans les pays entre l'Elbe et l'Oder, entre l'Oder et la Vistule, et entre la Vistule et la Memel ou le Niémen. Il n'y aura sur lesdites lignes d'opérations, pas d'autres troupes prussiennes que la milice bourgeoise, la gendarmerie, et le nombre d'hommes strictement nécessaire, et dont il sera convenu, pour le maintien de l'ordre.

8. Les commandants français qui seront établis sur les lignes d'opérations ne pourront s'immiscer ni directement ni indirectement dans ce qui regarde le gouvernement et l'administration civile. Ils auront dans leurs attributions tout ce qui concerne les réquisitions, la fourniture des subsistances aux troupes, le service des hôpitaux militaires, la police et le maintien de l'ordre et de la sûreté sur les derrieres de l'armée, pour ce qui la concerne.

9. Il pourra être fait au besoin par les administrateurs ou commandants français, des réquisitions aux autorités locales ou commissaires prussiens, pour les vivres et les charrois.

Le décompte en sera fait tous les trois mois, par l'intendant général de l'armée; les récépissés particuliers seront convertis en un récépissé général, et la valeur en sera acquittée, ou par compensation sur les contributions dues par la Prusse, ou à la fin de la campagne.

10. S'il devenait nécessaire de tirer de l'artillerie, des poudres, boulets, cartouches et d'autres munitions de guerre, des places fortes des états prussiens, S. M. le roi de Prusse prend l'engagement de faire mettre à la disposition de l'armée française ou alliée, sauf compensation sur les contributions, ou paiement à la fin de la campagne, tous ceux desdits objets que S. M. le roi ne jugera pas nécessaire à la défense desdites places, ou pour l'usage de son armée.

11. La Prusse ne fera aucune levée, aucun rassemblement de troupes, aucun mouvement militaire, pendant que l'armée française occupera son territoire ou sera sur le territoire ennemi; si ce n'est pour l'avantage de l'alliance et de concert entre les deux puissances.

12. Les délits qui seraient commis envers des individus de l'armée alliée, seront jugés par des commissions militaires formées par les généraux de ladite armée. L'accusé aura un défenseur de sa nation.

13. Dans le cas d'une heureuse issue de la guerre contre la Russie, si malgré les vœux et les espérances des hautes parties contractantes, elle venait à avoir lieu, S. M. I. s'engage à procurer à S. M. le roi de Prusse une indemnité en territoire, pour compenser les sacrifices et charges que S. M. aura supportées pendant la guerre.

14. Quant aux places de Glogau, de Custrin et de Stettin, maintenant occupées par les troupes françaises, les frais d'entretien de leurs garnisons, et pour les approvisionnements de siége, etc. seront, à dater du jour de la signature de la présente convention pour la place de Glogau, et du jour où S. M. le roi de Prusse aura rempli les engagements contractés par la convention sur l'acquittement de la contribution, signée simultanément avec la présente, pour les places de Stettin et de Custrin, à la charge de S. M. l'Empereur. Un arrangement particulier aura lieu entre les deux souverains, sur la durée de l'occupation des places susmentionnées par les troupes françaises.

15. La présente convention restera secrete, et ne pourra dans aucun cas être rendue publique, ou communiquée à un gouvernement étranger par l'une ou l'autre des deux autres parties contractantes.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berlin, dans l'espace de dix jours, ou plus tôt si faire se peut.

Fait et signé à Paris le 24 Février 1812.

(Signé) H. B. Duc de Bassano.
Le Baron de Krusemark.

B. No 4. *Seconde Convention spéciale entre S. M. l'Empereur et Roi, et S. M. le Roi de Prusse, signée à Paris, le 24 Février, et ratifiée à Berlin le 4 Mars* 1812.

Art. I. Pendant tout le temps que les troupes françaises se trouveront sur le territoire de S. M. le roi de Prusse, et pendant toute la durée de la guerre avec la Russie, si elle vient à avoir lieu, le paiement en argent des contributions restant dues par S. M. le roi de Prusse, sera suspendu ; les intérêts courront à la charge de sadite Majesté.

2. S. M. l'Empereur des Français acceptera à compte desdites contributions pour comptant les denrées et munitions que S. M. le roi de Prusse s'engage à fournir jusqu'à concurrence des quantités ci-après déterminées.

3. S. M. le roi de Prusse s'engage,

1o. A faire verser par quart, de mois en mois, à compter du premier Mars prochain, dans les magasins de l'armée française, deux cent mille quintaux de seigle, vingt-quatre mille quintaux de riz, et légumes secs ; deux millions de bouteilles d'eau-de-vie, deux millions de bouteilles de biere.

2o. A faire verser par huitieme de mois en mois, à compter du premier Mars, dans les magasins de l'armée francaise, quatre cent mille quintaux de froment, six cent cinquante mille quintaux de foin, trois cent cinquante mille quintaux de paille ; six millions de boisseaux d'avoine.

3o. A faire fournir par sixieme, de mois à mois à commencer au premier Mars, quarante quatre mille bœufs. Sur ce nombre de quarante-quatre mille, seront compris six cents bœufs d'attelage qui seront livrés, sous le plus bref délai, dans la place de Dantzick.

4o. A faire fournir, par quart, de mois en mois à compter du premier Mars, quinze mille chevaux, dont six mille de cavalerie légere, trois mille de grosse cavalerie (six mille d'artillerie ou d'équipage militaire. Ces chevaux devront être de l'âge de cinq ans au moins et de sept ans au plus.

5o. A faire fournir, par quart, de mois en mois, six cent mille livres de poudre, trois cent mille livres de plomb.

6o. A faire fournir pour les transports de l'armée, trois mille six cents voitures attelées et pourvues de leurs conducteurs, portant chacune quinze cents pesant, composant cent vingt bri-

gades de trente voitures chacune et fournées en trois divisions, savoir: la premiere de Magdebourg à l'Oder; la seconde de l'Oder à la Vistule; la troisieme de la Vistule aux frontieres de la Russie.

7°. A faire établir des hôpitaux pour 20,000 malades et à fournir pour lesdits hôpitaux les bâtiments, le mobilier, le linge, les vivres, les médicaments, les hommes de service, les officiers de santé qui serviront concurrement avec les officiers de santé français.

4. Les subsistances seront versées dans les lieux qui seront indiqués par l'intendant général de l'armée, savoir: la moitié dans les places de l'Oder et de la Vistule, y compris Modelin, et l'autre moitié dans les places de la Prusse orientale et occidentale.

5. Les chevaux seront livrés dans les dépôts qui seront indiqués par l'intendant général de l'armée.

6. La poudre et le plomb seront livrés dans les places de Modelin, Thorn et Dantzick, dans les proportions qui seront déterminées par le commandant de l'artillerie.

7. Les hôpitaux seront établis dans les lieux qui seront désignés par l'intendant général de l'armée.

8. Tous les transports sur les lieux désignés par l'intendant général, seront faits par l'administration prussienne.

9. L'évaluation tant du prix des denrées fournies que des frais de transports, des journées d'hôpitaux et des journées des 3600 voitures, sera fait, de gré à gré, entre l'intendant-général et un commissaire de S. M. le roi de Prusse.

10. Les récépissés des denrées qui seront versées, seront livrés à mesure des versements. Le décompte en sera fait tous les trois mois par l'intendant général de l'armée, et les récépissés particuliers convertis en un récépissé général, afin de constater les époques du remboursement à compte des contributions, et la portion d'intérêts qui cessera de courir.

11. Toutes les denrées et approvisionnements qui se trouvent dans les places de Colberg et de Graudentz et qui excedent les quantités nécessaires à l'approvisionnement desdites places, pendant une année, savoir; de Colberg, pour une garnison de 4000 hommes, et de Graudentz pour une garnison de 3000 hommes, seront, dans les huit jours qui suivront l'échange des ratifications de la présente convention, dirigées sur les magasins de Custrin, Stettin et Dantzick, et reçues à compte des quantités à fournir conformément à l'art. 3 ci-dessus.

12. Les actes de garantie fournis par les états des provinces prussiennes pour sûreté du paiement des contributions de guerre, seront remis à S. M. le roi de Prusse, et échangés contre une obligation du gouvernement prussien, dont le montant sera le même que celui desdits actes de garantie.

13. Aussitôt que les versements et livraisons à faire, en exécution de la présente convention, auront été effectués en totalité, le compte général de leur quantité et valeur sera arrêté, ainsi que le compte définitif en capital et intérêts des contributions dues par S. M. le roi de Prusse, il sera pris alors de nouveaux arrangements entre les deux hautes parties contractantes pour l'acquittement du solde qui résultera desdits comptes à la charge de l'une ou de l'autre.

14. La présente convention restera secrete.

15. Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de dix jours ou plus tôt si faire se peut.

Fait et signé à Paris le 24 Février 1812.

H. B. Duc de Bassano. H. de Beguelin.

(*La suite de ces pieces incessamment.*)

Après la lecture du rapport, Messieurs les Conseillers d'Etat présentent deux projets de Sénatus-consultes, et M. le Comte Defermon expose les motifs du premier de ces projets de la maniere suivante :

Discours du Conseiller d'Etat, Comte Defermon.

Monseigneur, Sénateurs,

Vous venez d'entendre les communications que S. M. a ordonné de vous faire ; les circonstances actuelles rendent indispensables une augmentation de notre état militaire ; c'est l'objet du sénatus-consulte que nous sommes chargés de vous présenter.

Si l'on doit regretter la défection d'un allié, encore vaut-il mieux le voir à découvert dans les rangs ennemis, que d'être exposé à ses trahisons journalieres. Les forces disponibles de la Prusse ne sont pas telles que l'empire ne la puisse faire repentir d'être rentrée en lutte avec lui ; mais, vous le savez, Messieurs, il faut lorsqu'on désire la paix, l'obtenir par des succès qui en puissent garantir la durée ; et pour atteindre ce but, il faut employer de suite de grands moyens, plutôt que de s'épuiser lentement en de faibles efforts.

Le titre premier du projet met à la disposition du ministre de la guerre 180,000 hommes, pour être ajoutés aux armées actives. Quatre-vingt-dix mille hommes pris

sur la conscription de 1814, dont la levée a déjà été autorisée, n'éprouvent qu'un changement de destination.

Quatre-vingt-dix mille doivent être levés, conformément aux dispositions des titres II et III du projet.

La défection de la Prusse peut augmenter d'environ 80 à 100 mille hommes les forces de nos ennemis, et il est aussi convenable que nécessaire d'accroître dans la même proportion l'armée de l'empire.

Le titre II crée quatre régiments de gardes d'honneur à cheval, au complet de 10,000 hommes.

Les départements ont demandé la formation de compagnies de gardes-du-corps. Cette institution, nécessaire au trône, ne peut se réaliser que progressivement.

Les officiers ne pourraient être pris que dans les premiers grades de l'armée, et leur présence près des corps qu'il commandent, est aujourd'hui nécessaire. S'ils étaient pris dans les grades moins élevés, ce serait manquer le but et dénaturer l'institution, puisqu'on ne placerait pas à la tête de ceux qui seront spécialement responsables de la sûreté de l'Empereur et de sa famille, des hommes revêtus des premieres dignités de l'armée et de l'état.

D'ailleurs les gardes-du-corps ne sont pas le besoin du moment; la gendarmerie, les troupes de la garnison, et 5 à 6 mille hommes de la garde impériale tant à pied qu'à cheval qui existent à Paris, et qui se composent d'anciens soldats moins en état de faire la guerre et de jeunes gens, tous commandés par des officiers d'élite, garantissent le maintien du bon ordre dans la capitale.

Cependant il est utile de marcher vers la formation de ces compagnies de gardes-du-corps et de rallier à l'armée des hommes encore dans la force de l'âge, dont les armes sont le métier et qui languissent sans état.

Enfin, il faut ouvrir la carriere à des jeunes gens qui sont détournés par l'éducation qu'ils ont reçue, de prendre parti comme soldats, et qui ayant atteint leur vingt-quatre ou vingt-cinquieme année, se regardent comme trop âgés désormais pour courir les chances d'un avancement lent dans la carriere militaire.

C'est d'après ces vues qu'ont été conçues les dispositions de l'article 2.

Les hommes appelés à composer les quatre régiments, devront s'habiller, s'équiper et se monter à leurs frais; mais ils ont l'assurance d'obtenir le brevet d'officier après douze mois de campagne, et ils seront admissibles dans la forma-

tion des quatre compagnies des gardes-du-corps, lorsqu'après la campagne il y sera procédé; il pourra même en être employé des détachements de trois à quatre cents hommes pour concourir au service de l'Impératrice et du Roi de Rome.

Ces régiments recevront la solde des chasseurs à cheval de la garde impériale.

Enfin, les membres de la légion d'honneur, ou leurs fils, pourront, s'ils n'ont pas assez de fortune, être équipés et montés aux frais de la légion.

Ces avantages réunis porteront, sans doute, les enfants des membres des colléges électoraux de départements et d'arrondissements, des conseils municipaux, les fils des plus imposés des départements et des communes, de tous ceux enfin qui sont dépositaires de l'autorité publique, à se faire inscrire dans ces régiments; et il ne restera plus d'excuse à ces jeunes gens oisifs qui se plaignent de n'avoir pas de carriere ouverte, et donnent trop souvent lieu de réprimer leurs écarts.

Le titre 3e fait un nouvel appel de 80,000 hommes sur le premier ban, tant pour le recrutement de l'armée que pour la formation d'une armée de réserve; il en exempte les hommes mariés avant la publication du sénatus-consulte.

Cet appel donnera des soldats de l'âge de 21 à 26 ans, et par conséquent des hommes dans la force de l'âge, susceptibles d'entrer dans les cadres, aussitôt qu'ils auront reçu la premiere instruction.

Les cohortes formées par le premier appel sur ce ban, justifient d'avance ce qu'on doit se promettre du nouvel appel proposé.

Nous ne nous dissimulons pas tout ce que peut avoir de pénible cet appel des classes arriérées; mais quel est le citoyen français qui ne sente qu'il est préférable de faire aujourd'hui un effort qui en évite pour l'avenir de plus grands, dont on ne pourrait pas attendre les mêmes résultats?

Au surplus, les appels et leurs époques doivent être déterminés par des arrêts du conseil, et ces mesures d'exécution ne seront prises que de la maniere la plus propre à prévenir toute injustice et toute difficulté.

Vous connaissez, Messieurs, l'esprit de prévoyance qui dirige toujours Sa Majesté dans ses projets; ainsi, pour prévenir toute espece de dangers, et même d'inquiétudes, elle a jugé nécessaire d'organiser une armée de réserve qui, campée sur nos frontieres, veille tout-à-la-fois à leur garde et au maintien de l'ordre chez nos alliés.

Le titre 4e rend disponibles les 90,000 hommes de la conscription de 1814, qui avaient été destinés à la défense de nos frontieres de l'ouest et du midi ; ils formeront l'armée de réserve sur les frontieres de l'armée de l'est, où ils rempliront cette nouvelle destination.

C'est à l'honneur et au courage des gardes nationales, que l'Empereur confie la défense des six grands ports de la marine militaire ; c'est aux gardes nationales qu'il confie le soin de repousser toute attaque de nos ennemis sur les côtes de l'empire.

Vous n'avez pas oublié, Messieurs, avec quel empressement les habitants de nos côtes marcherent contre l'expédition dirigée sur le port d'Anvers.

Mais ce zele a besoin d'être guidé, et ce qui se passa en 1809 a démontré combien il était important d'organiser le service de la garde nationale dans les parties de l'empire où il sera jugé nécessaire.

Les départements qui sont spécialement appelés à concourir à la défense des ports, sont désignés par le titre 4e.

La garde nationale sera organisée dans les départements, s'il en est besoin, et les compagnies de grenadiers et chasseurs seront complétées de maniere à présenter dans chaque arrondissement une force de 15 à 30,000 hommes effectifs, présents et toujours disponibles.

C'est dans le sein du sénat que Sa Majesté, Messieurs, veut choisir les généraux qu'elle chargera de présider à l'organisation de ces compagnies et d'en prendre le commandement.

En donnant aux citoyens pour les guider dans ce sentier de l'honneur, des chefs qui réunissent tant de titres à la considération générale, S. M. a voulu encourager la confiance des gardes nationales, leur rendre l'obéissance plus facile, et leur garantir les égards et les ménagements qui pourront se concilier avec les besoins du service.

Il ne sera mis en activité dans chaque arrondissement que 1500 à 3,000 hommes, lesquels seront placés sur les points où leur présence sera jugée nécessaire et seront renouvelés tous les trois mois, ou plus souvent, de maniere à n'être pas trop long-temps détournés de leurs occupations, et de leurs affaires.

Le contingent de chaque arrondissement sera prêt à se porter sur les points qui seraient attaqués, mais ne s'éloignera de sa famille que dans ce cas et seulement pendant le temps que durera le danger.

Ce contingent réduit au MINIMUM de 15,000 hommes

joug de plomb du gouvernement prussien ; et ce gouvernement qui n'avait pu défendre le centre de ses états, aurait-il pu protéger une frontiere éloignée ?

Appartient-il à l'Angleterre ? Mais alors ils devenaient le théâtre de toutes les guerres de l'Angleterre avec le continent, et ils se vouaient au malheur de supporter à la fois et les fléaux de la guerre et l'incertitude de la conquête.

De rester villes anséatiques ? Mais elles ne pourraient plus être villes indépendantes depuis que l'Angleterre ne respecte plus la neutralité d'aucun pavillon. Le gouvernement de ces villes a pu subsister, lorsqu'il y avait autour d'elles des états intéressés à leur conservation, et lorsque l'Angleterre n'ayant pas encore acquis sur les mers cette supériorité dont elle abuse, il pouvait être dans les convenances des puissances belligérantes, qu'il existât un pavillon neutre. Mais une fois qu'il est rompu, les villes n'ont pas pu chercher une protection dans la puissance d'un grand état qui leur procurât tôt ou tard la jouissance des avantages que leur promet leur position.

La réunion de ces départements à la France fut accompagnée de mesures propres à joindre la Baltique à la Seine, à établir une communication facile et sûre entre les anciens et les nouveaux sujets, à confondre tous les intérêts par des combinaisons également utiles à tous.

Aussi, Messieurs, les avantages de cette réunion furent-ils sentis par tous les hommes éclairés de ces pays ; et bientôt on vit une députation nombreuse et solennelle des villes anséatiques apporter aux pieds du trône de S. M. l'hommage de leur reconnaissance, de leur dévouement et de leur fidélité. Tous les bienfaits de notre système politique ont été communiqués à ces nouveaux départements ; nos codes y ont été publiés ; nos institutions y ont été réalisées ; des lois équitables, en effaçant ce que la féodalité y présentait d'odieux et de contraire aux principes de la civilisation et de tout bon gouvernement, y ont respecté tous les droits de la propriété, et les avantages de cette législation ont été généralement reconnus.

Tel était, Messieurs, l'état de ces pays lorsque les malheurs qu'une saison rigoureuse et prématurée a fait peser sur la grande armée, sont venus ranimer chez nos ennemis des espérances que nos victoires avaient déconcertées. Tous les genres d'intrigue ont été ourdis. Une nouvelle coalition s'est formée dans le nord, et la Prusse croyant pouvoir impunément faire éclater sa haine, a donné au monde l'exemple d'une odieuse perfidie. Dans leurs transactions, les coalisés ont

cédé la Norwége à la Suede, et promis au Danemarc pour indemnité nos départements anséatiques.

Le gouvernement danois a rejetté un arrangement qui, en le dépouillant d'une partie importante de ses états, ne lui offrait, en compensation, qu'une espérance chimérique et la certitude d'une guerre éternelle avec l'empire. Un Prince éclairé et sage n'a point oublié les outrages de l'Angleterre, il a senti son véritable intérêt et nous est resté fidele.

Cependant l'ennemi s'est approché de vos départements anséatiques, il y a semé des germes de trouble et de révolte.

Les aurait-il aveuglés au point de leur persuader qu'il réussirait à les soustraire à l'obéissance qu'ils doivent à sa majesté ?

Quoi ! parce qu'une tempête que la prudence ne pouvait prévoir a dispersé une partie de notre armée victorieuse, nos ennemis se flattent de pouvoir disposer de notre territoire au gré de leur ambition ! Ils croient pouvoir nous dicter la loi et nous amener a une paix honteuse ! Sans doute il faudrait bientôt brûler nos flottes, détruire nos chantiers et nous réduire à 30 vaisseaux, comme ils ont osé nous le proposer. Privés de nos colonies et des avantages du commerce maritime, il faudrait encore renoncer à notre puissance continentale, laisser périr nos manufactures et notre industrie nationale, et devenir en tout point les serviles tributaires de l'Angleterre ; Non, non, la nation est d'accord avec son souverain ; pleine de confiance dans la fermeté de son caractere et les ressources de son génie, jamais elle ne souffrira qu'il soit porté la moindre atteinte à la dignité de la couronne : elle déploiera, s'il le faut, toute son énergie pour repousser des prétentions insensées. Déjà elle a fait éclater ses nobles sentiments, et on l'y verra persévérer avec une constance inébranlable.

Vous, Messieurs, qui êtes les principaux organes de ce peuple généreux, vous vous en montrerez les dignes interprêtes en sanctionnant les mesures qui vous sont proposées. Celle que nous sommes spécialement chargés de vous présenter est, comme nous l'avons dit en commençant, dans le cas prévu par nos constitutions. Dès que l'ennemi a souillé le territoire des départements anséatiques, dès qu'il y a excité des désordres et des séditions, et qu'il y a fait naître des espérances coupables, il est évident que l'empire des lois constitutionnelles et ordinaires dont l'exercice suppose un état de choses régulier et paisible doit y être suspendu pour faire place à toutes les mesures extraordinaires qui pourront être commandées par les circonstances. Cette suspension d'ailleurs n'est que pour trois mois ; tout porte à croire que ce

temps ne sera pas même nécessaire pour faire rentrer les départements dans une soumission parfaite, et on verra n'en doutons pas, tous les bons citoyens, tous les hommes éclairés de ces pays concourir eux-mêmes au succès des mesures que prendra S. M. pour y faire suivre l'empire de l'ordre et des lois.

Les deux projets de Sénatus-consultes sont renvoyés à une commission spéciale, et le Sénat s'ajourne au 3 de ce mois.

Séance du 3 Avril.

Après avoir entendu les deux secrétaires du Sénat, le comte La Tour Maubourg et le comte Cochon de l'Apparent, les deux Sénatus-consultes sont adoptés par le Sénat. (Comme leurs dispositions sont énoncées dans les discours des conseillers d'état, nous croyons inutile de les rapporter ici.)

Dimanche 4 Avril 1813, S. M. l'Impératrice et Reine a reçu au palais des Tuileries, après la messe, une députation du Sénat, composée de trente Sénateurs.

La députation a été conduite à cette audience, par M. le Comte de Seyssel, d'Aix, maître des cérémonies de S. M. par M. Dargainaratz, aide des cérémonies, et introduite par S. Exc. le comte Ségur, grand-maître des cérémonies.

S. Exc. M. le comte de Lacépede, président du sénat et de la députation, a présenté à S. M. au nom du sénat, l'adresse dont la teneur suit:

" Madame, S. M. l'Empereur et Roi, près d'aller commander ses armées, vient de confier à V. M. I. et R. la régence de son empire. Il ne pouvait accorder à ses peuples un plus doux dédommagement de son absence.

" Le sénat, Madame, éprouve une bien vive satisfaction en pensant qu'il pourra voir son enceinte briller de l'éclat des vertus dont V. M. embellit le trône.

" Il vous offre le tribut de son respect et de son dévoûment. Il y joint, Madame, celui de son inviolable fidélité au plus grand des monarques et à sa dynastie, comme l'hommage le plus cher au cœur de V. M. et le plus digne de la petite-fille de Blanche et de Marie-Thérese, de la mere du Roi de Rome et de l'auguste épouse de Napoléon."

L'assemblée arrête en outre, que l'adresse ci-dessus sera présentée à S. M. l'Impératrice et Reine par une députation composée des président et secrétaires du sénat, des pré-

teurs, chancelier et trésorier, et de vingt-trois autres sénateurs désignés par la voie du sort.

Les président et secrétaires,

(Signés) CAMBACERES.

Le Comte de L'APPARENT, LATOUR-MAUBOURG

Vu et scellé, le Chancelier du Sénat,

(Signé) Comte LAPLACE.

L'Impératrice a répondu en ces termes:

" Messieurs,

" L'Empereur, mon auguste et bien-aimé époux, sait ce que mon cœur renferme d'amour et d'affection pour la France. Les preuves de dévoûment que la nation nous donne tous les jours, accroissent la bonne opinion que j'avais du caractere et de la grandeur de notre nation.

" Mon âme est bien oppressée de voir encore s'éloigner cette heureuse paix qui peut seule me rendre contente. L'Empereur est vivement affligé des nombreuses sacrifices qu'il est obligé de demander à ses peuples; mais puisque l'ennemi, au lieu de pacifier le monde, veut nous imposer des conditions honteuses, et prêche partout la guerre civile, la trahison et la désobéissance, il faut bien que l'Empereur en appelle à ses armes toujours victorieuses pour confondre ses ennemis et sauver l'Europe civilisée et ses souverains de l'anarchie dont on les menace.

" Je suis vivement touchée des sentiments que vous m'exprimez au nom du sénat."

Extrait des Régistres du Sénat-Conservateur, du Samedi 8 Avril 1813.

Le Sénat Conservateur, etc.

Délibérant sur la communication qui lui a été donnée par S. A. S. le Prince Archichancelier de l'Empire, en vertu des ordres de S. M. l'Empereur et Roi, dans la séance du 1er de ce mois, des lettres patentes en date du 30 Mars dernier, qui conferent à S. M. l'Impératrice et Reine Marie-Louise, le titre de Régente, avec les droits et fonctions mentionnés aux dites lettres.

Après avoir entendu le rapport de la commission spéciale nommée dans la même séance.

Arrête qu'il sera fait à S. M. l'Empereur et Roi l'adresse dont la teneur suit :

" Sire. V. M. I. et R., après avoir réglé les plus grandes affaires de son empire, et fortifié les lois fondamentales de l'état par une grande institution, va se mettre à la tête de ses nombreuses armées, repousser les cohortes ennemies loin des bornes immuables qu'elle a posées autour de ses vastes états, délivrer ses alliés fideles du fléau de la guerre, montrer ses aigles vengeresses à ceux qui ont trahi la foi sacrée des traités, et conquérir par la victoire la paix si souvent offerte par la magnanime modération de V. M.

" Elle laisse en partant à son auguste épouse la régence de son empire ; la France verra dans cette disposition un nouveau témoignage de l'affection de V. M. pour ses peuples, un bienfait qui lui sera cher, un prix de ce zele et de ce patriotisme, dont l'expression éclatante retentit jusqu'aux extrémités du monde.

" Le sénat, Sire, organe des sentiments de la grande nation, vous offre particulierement en ce jour l'hommage de la fidélité qu'elle vous a jurée et du bonheur dont elle jouira lorsqu'elle reverra le vainqueur de ses ennemis et le pacificateur du continent."

A la Séance des Pairs du Vendredi, 2 Avril, Lord Holland présenta diverses pétitions pour la paix des comtés de Derby et de Leicester, et de la ville de Nottingham. Cela lui donna occasion de prononcer un discours dans lequel Sa Seigneurie dit, entr'autres, que " Si les ministres nourrissaient des espérances aussi folles que celles de renverser *le Grand Prince* qui était à la tête du gouvernement français ; s'ils étaient déterminés à ne faire de paix qu'après avoir arraché aux Français le fruit de vingt ans de travaux, il serait temps de mettre leur conduite devant le Parlement... ; qu'il n'y avait pas un Français qui ne fût tenu de verser la dernière goutte de son sang plutôt que d'accéder à de semblables prétentions," &c. &c.

Ces propos très-inconsidérés de la part du neveu de M. Fox, d'un descendant d'Henry IV, dans un moment où la valeur russe dépouillait les Français de trois départements nouveaux, a donné lieu à beaucoup d'injures contre S. S. dans certains journaux, et à quelques jeux d'esprit dans d'autres : nous choisissons et traduisons un de ces derniers.

NAPOLÉON LE GRAND

Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, Médiateur de la Suisse, Rédacteur du Moniteur, etc. etc.

Au très-honorable Lord Vicomte Holland.

Mylord,

Je ne fais pas uniquement attention au mérite de mes propres sujets. Ceux qui dans les pays étrangers agissent d'une maniere qui convient aux intérêts de ma maison, et qui tend à faciliter l'extension de mon pouvoir, sont certains d'obtenir mon approbation et ma bienveillance. Je me fais un plaisir de leur donner des marques de ma satisfaction impériale, même avant de pouvoir leur faire goûter les douceurs de mon gouvernement paternel. Vous êtes de ce nombre, Mylord. J'ai long-temps admiré votre conduite politique. Elle vous a assuré mon estime. Vous pouvez compter sur ma reconnaissance. Il est parmi vos compatriotes un autre grand luminaire politique, auquel j'ai envoyé la croix d'honneur. J'apprends qu'il ne la porte pas publiquement. Il a tort. Je desire que la récompense soit aussi publique que les services. Cela pourrait en encourager d'autres. Vous me direz peut-être que l'on ne peut pas porter chez vous des ordres étrangers sans le consentement de votre Roi, peut-être même aussi de votre Parlement, les Lords et les Communes, sans qui votre Roi ne peut rien faire, pas même quitter sa petite île, tandis que je vais à mon bon plaisir à l'extrémité de l'Europe, nonobstant les coalitions formées par l'or britannique. Je remedierai à tout cela quand je serai Roi

d'Angleterre. Vos flottes seront alors en mon pouvoir. La terre et la mer m'obéiront. L'indépendance de l'Océan sera établie alors. C'est le grand chemin des nations. Elles jouiront de leurs droits. J'abolirai le système continental. J'ouvrirai le commerce au monde entier ; mais il faut que le monde entier devienne français. Tout bâtiment naviguera sous pavillon français ; alors aucun pavillon ne sera dénationalisé. Vous riez de mes plans en Angleterre : ils seront réalisés. Alors vous vous en réjouirez, en ressentant les effets de ma sagesse. J'admire l'Amérique. M. Madison est à ma solde. L'Amérique embauche vos matelots, déclare la guerre parce que vous voulez les ravoir, et ensuite vous bat avec eux partout où leurs frégates rencontrent les vôtres. C'est bon pour le présent. Quand votre marine sera à moi, elle respectera vos bâtiments. Elle n'osera pas vaincre. J'en ordonnerai autrement. Elle fera la paix alors. Son gouvernement est républicain. Il n'est pas bon. J'abhorre les républiques. Il y avait autrefois une république d'Hollande, de Gênes, de Geneve, les états demi-républicains de Venise et la république de France. Je les ai toutes abolies, et les ai toutes fondues dans le grand empire. C'est là la seule forme de gouvernement qui convienne à un grand Prince. La liberté du peuple n'est qu'une considération sécondaire. Le Prince est obéi et le peuple est heureux. Vous m'avez appelé un grand Prince : vous avez raison. Je suis le plus grand homme du siécle. Je vois avec plaisir que vous pensez ainsi. Cela ne pouvait pas être autrement. Il y a une espece de sympathie innée entre le maître et le valet, même avant qu'ils soient exactement l'un vis-à-vis l'autre dans cette relation respective. Le chien couchant flatte naturellement et par instinct celui qui doit être son maître. Mon caractere avait été attaqué. Vos éloges l'ont vengé. Vous serez récompensé. Que pensez-vous d'un trône en Amé-

rique? Je vous ai dit que mon intention était de changer sa constitution; mais M. Madison s'attend que je lui en donnerai la couronne. Non, il ne la portera pas. Il me coûte trop cher. Il me sert pour de l'argent et non pas par principe. Je veux plus de désintéressement. Ce sera une monarchie absolue. Point de chambres des Représentants, point de Parlement, point de Lords, point de Communes, aucun frein à l'autorité royale, au delà de l'obéissance due à moi et à mes successeurs. Que pensez-vous du Roi de Rome? Son titre me coûte une querelle avec le Pape. J'ai été excommunié. J'ai fait brûler le bref et j'ai mis le Pape en prison. Il est devenu plus sage. Il connaît maintenant mon pouvoir. Je suis infaillible. Il m'adore maintenant. Il couronnera lui-même mon fils Roi de Rome et coadjuteur de l'Empereur de France. Il faut que vous louiez cette mesure. Appelez l'enfant légitime; cela fera plaisir à l'Impératrice. Cette expression prononcée dans le Parlement anglais, sera répétée dans le monde entier. Je voudrais que vous pussiez le voir. Il met déjà sa couronne tout seul, et fronce majestueusement le sourcil devant les députations. Il bat sa nourrice et ses gens avec son sceptre. Il gouvernera la terre avec une verge de fer. Dites que c'est un monarque qui promet. Le Pape pense ainsi. A propos, le Saint Pere me supplie de vous remercier d'avoir défendu les Catholiques. Il espere que vous le deviendrez. En attendant, il vous envoie son absolution pour être encore Protestant, et quelques indulgences pour vos amis et coadjuteurs. Distribuez-les libéralement. Elles pourront lui créer des soutiens. Il vous en enverra d'autres quand celles ci seront épuisées. Affranchissez les Catholiques, ils sont puissants, ils lui doivent l'allégeance, et par lui à moi. Dites-leur que j'approuvais leurs assemblées généales de 1811, que votre gouvernement supprima malheureusement. Ils peuvent se

rassembler et crier jusqu'à ce que je domine en Angleterre ; mais alors il faudra qu'ils cessent et qu'ils deviennent de bons sujets. J'ai perdu dernierement une armée, je ne la regrette qu'en partie. Elle renfermait un grand nombre de soldats étrangers dont je ne suis pas fâché d'être débarrassé. Je suis seulement fâché qu'il y en ait eu autant de faits prisonniers, parce qu'ils pourront être tournés contre moi. S'ils avaient péri, je n'aurais pas couru ce risque. J'ai maintenant une nouvelle armée presque entierement française, je me mettrai incessamment à sa tête. Il en périra la moitié dans le commencement de la campagne ; mais le reste formera autant de vétérans, ils suffiront pour rétablir et assurer mon pouvoir. Les Russes rentreront dans leurs affreux climats. Les Prussiens, qui se sont révoltés contre moi seront dispersés parmi les nations. Leur nom sera éteint, et l'Autriche, le Dannemarc et la Saxe auront leur territoire. Les Hanovriens ont crucifié mes douaniers, leurs villes seront toutes brûlées. Hambourg, Bremen et Lubeck se sont dénationalisées. Elles formaient partie du Grand Empire, elles étaient, comme vous l'avez si bien dit, "le fruit " de vingt ans de travaux", elles étaient devenues françaises et comme vous l'avez encore observé avec tant de force et de justesse : "tout Français doit verser la derniere goutte de son sang pour maintenir l'intégrité de mon empire." Leurs habitants se sont donc couverts d'un grand crime, ils ont secoué mon autorité, fait revivre leurs anciennes lois, acueilli et joint mes ennemis. Ils périront. Vos paroles écrites en lettres rouges sur le siége de la vengeance, leur serviront de sentence. Les juges les liront à haute voix, et tout le sang que, non pas moi seul, mais qu'un sénateur britannique aura proclamé au monde avoir dû être versé pour ma défense, sera répandu pour satisfaire ma justice offensée. Vos papiers nouvelles m'ont injurié pour avoir or-

donné plusieurs exécutions militaires. Cette fois-ci ils se tairont, il sera répandu plus de sang ; mais ce n'aura pas été par mon ordre. La voix qui aura ordonné aux victimes égarées de mourir, sera partie d'Angleterre. Vos éloges ont démontré ma grandeur. Votre déclaration vengera mon humanité. Elle a en outre calmé les scrupules des consciences faibles. Vous vous plaignez de ce que l'or a disparu en Angleterre : comment cela peut-il être autrement, lorsqu'il est tout envoyé par votre gouvernement pour corrompre mes sujets et, mes alliés et les faire manquer à l'allégeance qu'ils me doivent ? Se serait-il élevé en Allemagne autant de sociétés secretes sans vos guinées ? Sans elles d'York aurait-il donné l'exemple de la trahison envers son Roi, et son Roi l'aurait-il suivi sans elles ? Mes propres officiers auraient-ils conspiré contre mon autorité pendant mon absence ? Ils ont eu le sort qu'ils méritaient. Le vent siffle sur leurs tombeaux ; mais ils avaient laissé dans le cœur de mes peuples des germes de rébellion que je devais étouffer. J'avais lutté contre l'hiver en Russie jusqu'au moment où je m'aperçus que je ne pouvais pas vaincre la nature. Je m'empressai alors de me rendre dans ma capitale. Mon armée avait péri, mes généraux survivaient. Le monde me croyait encor puissant, et tremblait de mon élévation. Je connaissais bien ma faiblesse ; mais je ne tremblai pas. Je passai au travers d'états sécretement hostiles comme César au milieu des tempêtes de la mer. J'étais calme et je fus respecté. Un bras courageux, une voix audacieuse élevés contre moi, auraient pu m'écraser. Je semblai défier tout autour de moi, et je fus épargné. J'étais livré aux mains de mes ennemis. Ils n'oserent pas venger leurs injures. Maintenant ils l'essayeront en vain. Le moment est passé. Je reprenais de la force quand ils commençaient à me croire faible. Je les écraserai quand ils commenceront à résister. J'ai

fait un appel à mon peuple, je l'ai prié de s'armer tout entier pour ma défense. Il a été forcé de le faire. Je désirais que sa répugnance se changeât en un zele ardent, et vous m'y avez grandement aidé. Les exhortations de mes fonctionnaires venaient d'un quartier suspect. Il n'en est pas ainsi des vôtres. Mon sénat pouvait dire à mes sujets qu'il était de leur devoir et de leur intérêt de verser tout leur sang pour l'intégrité de mon empire, et on ne n'aurait pas cru. Ils auraient vu à travers ce faible déguisement, que c'était moi seul qui leur faisais un semblable appel. Un Sénateur britannique ne peut jamais être mon organe. Ses sentiments sont à lui seul. On prendra les vôtres pour ceux de la nation anglaise, ou on aura soin de les représenter sous ce point de vue. Mon peuple verra que ses ennemis vengent la justice de ma cause. Ils entendront appeler patriotisme l'obéissance à mes ordres, et injustice et folie l'opposition de mes ennemis. Ils se rallieront autour de mon trône. Ils se porteront en foule à mes armeés, et une guerre d'ambition personnelle en deviendra une d'utilité et de gloire nationale.

C'est à vous, Mylord, que je dois tous ces grands avantages. Il serait impolitique de vous couvrir de dignités dans ce moment. Recevez seulement mes remercîments. Ce sont ceux d'un Prince qui a senti trop vivement les dangers extrêmes de sa situation pour ne pas conserver éternellement le sentiment de ce que valent de ceux qui ont contribué à l'alléger.

Au Palais de l'Elysée, le 6 Avril 1813.

NAPOLÉON.

Occupation de Moscou par les Français.

Après bien des démarches, les unes menaçantes les autres présentant des espérances aux individus, ou des vues d'intérêt public, on était parvenu à former une municipalité; M. Lesseps, faisant les fonctions d'intendant de province, avait le plus contribué pour la réaliser. Mais cette autorité naissante, qui devait principalement rétablir et maintenir le bon ordre, n'y put rien faire; le pillage continuait d'exercer son affreuse puissance, et il n'épargnait pas même les nouveaux magistrats passant dans les rues pour se rendre à leurs postes. Tous les corps avaient à faire valoir les mêmes droits sur le butin. Napoléon, après la prise de Smolensk, s'étant décidé à faire une invasion dans Moscou, avait annoncé à ses soldats qu'ils y trouveraient de bons quartiers d'hyver, qu'il pourvoirait là à tous leurs besoins, et que jouissant de l'abondance, il accorderait la paix à l'Empereur Alexandre. Apercevant un jour les clochers de Moscou de loin, il les leur avait montrés au doigt en disant: Voilà le terme de la campagne. L'incendie de Moscou ayant détruit tout espoir de pacification et de quartiers d'hiver; le dénuement total du petit nombre des habitants qui s'y trouvaient ayant rendu nulle toute ressource pour l'approvisionnement et l'équipement de l'armée française, Napoléon se vit dans la nécessité d'appaiser les murmures des soldats en connivant au pillage auquel ils se livraient. Cependant il avait tout autant de besoin de se concilier les esprits des habitants pour ses plans à venir et il prit le parti de publier des défenses du pillage.

Mais elle restaient sans effet et n'étaient que des démonstrations ostensibles de la politique de leur auteur. Le pillage continuait. On en vint aux affiches, aux proclamations et à la fin pour ramener la discipline, on alla jusqu'aux fusillades. C'est alors que les habitants commencerent à se rassurer et sortirent des retraites dans lesquelles ils s'étaient tenus cachés.

Mais quel changement s'était opéré dans l'intervalle ! Moscou n'était plus reconnaissable. On voyait de vastes plaines de ruines et de cendres. Des cadavres humains dans les rues, dans les cours ; des des chevaux morts, des vaches, des chiens brûlés partout. Et par dessus tout des gens errants çà et là, cherchant leurs familles perdues et demandant du pain pour assouvir leur faim. Le manque de subsistances était effrayant ; il allait au point que chacun se cachait pour manger le peu d'aliments qu'il avait su sauver pour soutenir sa vie. C'est à cette époque que commença un nouveau genre de pillage ; chacun allarmé pour sa subsistance, allait déterrer des pommes de terre, des navets, des choux, mais les soldats se hâterent de prendre les devants, et malheur à celui qui voulut récolter à la même place qu'eux, ou qui revenait des champs avec des légumes sans être escorté. Il s'agissait de la vie, et chacun travaillait à l'envi à faire ses provisions ; d'autant plus que Napoléon entretenait l'opinion qu'il passerait l'hiver à Moscou, et chacun, bourgeois comme soldats, cherchait à prendre des mesures de prévoyance.

On se flattait que cette indécision des affaires serait terminée par la paix, et Napoléon ne négligeait rien pour répandre cette espérance. C'est dans cette vue qu'il accorda une protection spéciale à la maison des enfants-trouvés et qu'il prit même plusieurs mesures qu'il croyait devoir amener un rapprochement avec le gouvernement russe ; mais

toutes ses différentes démarches restèrent sans succès. En même temps pour flatter l'armée, on fit circuler toutes sortes de nouvelles qui se renouvellaient de temps en temps ; tantôt Riga était pris d'assaut : tantôt Macdonald était entré à Pétersbourg ; tantôt on annonçait qu'un convoi considérable portant à l'armée des vêtements d'hiver, couvrait la route de Wilna à Smolensk ; que le maréchal Victor amenait des renforts considérables, une autre fois on assurait que la prévoyance du grand homme avait tout calculé, tout préparé : et que si les Russes ne faisaient pas la paix pendant l'hiver, au printemps prochain, Napoléon ferait un Duc de Smolensk, et un de Pétersbourg, et qu'il n'y aurait plus de Russie qu'au fond de l'Asie. Toute la tactique des nouvelles dont Paris est ordinairement le foyer, était en pleine activité à Moscou.

(La suite incessamment).

VARIÉTÉS RUSSES.

St. Pétersbourg, le 27 Février.

L'esprit public qui depuis cette guerre a repris son véritable essor, se manifeste dans cette capitale journellement par tous les moyens et dans toutes les occasions. Dans les écrits, dans les actes et discours publics, dans les conversations privées, dans les physionomies on le découvre ; dans les rues, dans les salons, dans les cérémonies, comme dans les réjouissances publiques, on le reconnaît. Les plaisirs du carnaval de cette année l'ont hautement attesté. Après la clôture des réjouissances destinées pour les personnes de la religion dominante, le gouvernement, dont un des caractères essentiels a été de tout temps la plus généreuse to-

lérance, permet aux étrangers de célébrer le jour qu'ils appellent le *Mardi-gras*. Dans la mascarade de ce jour, 25 Février, on a remarqué parmi différents masques relatifs aux circonstances, des personnes représentant des militaires français sous le costume bisarre que la témérité de leur folle campagne de 1812 a procuré aux débris de la fameuse *Grande-Armée*. La rencontre de ces masques avec des costumes de cosaques faisait, comme de raison, chaque fois éclater ce fameux cri qui a retenti jusqu'à Paris ; les scenes comiques auxquelles ces rencontres donnaient lieu, excitaient la risée générale et ajoutaient à la gaîté dont la nombreuse réunion était animée. Ces manifestations de l'esprit public valent bien, ce nous semble, celles que vantent les adresses, les discours, et les bulletins Parisiens.

Les barbes et les costumes nationaux, qui existent dans l'armée russe, ont donné aux journalistes français et allemands matiere à des observations curieuses. Sous le masque du dédain qu'ils affectent, la frayeur secrette que cet aspect a inspirée à l'ennemi perce partout. En vain ils appellent barbarie ce qui n'est pas dans les formes usitées chez eux. Comme si le frac et la mesquinerie de l'habillement français constituaient la civilisation et le sublime de l'état social ! Il est doux et satisfaisant d'être appelés *barbares* par ces champions des lumieres et de la civilisation. C'est leur conscience, qui parle ; ils ne peuvent pas soutenir le regard d'une nation qui se sent et qui ne veut pas se laisser subjuguer. Les Romains, vainqueurs du monde, tremblerent, à l'aspect de ces germains qui leur présenterent leurs yeux enflammés et leurs poitrines découvertes. Les Germains furent aussi appellés *barbares* par leurs sanguinaires agresseurs. Une nation qui revient à son costume par le sentiment de ses forces, par la conscience de pouvoir tout être par elle-même, ne ré-

trograde pas ; elle avance. C'est le plus beau point des lumieres que de se connaître soi-même. La *nationalité* fait la force des nations. Celles qui l'ont méconnue ou perdue ont été asservies. Les Russes ont fait valoir la leur, elle les a sauvés. Ils se glorifient aujourd'hui de paraître russes, et d'en porter le costume, ce costume qu'ils ont fait *voir* à l'ennemi depuis Moscou jusqu'au-delà des plaines de l'Oder. Les troupes des nouvelles levées l'ont conservé intact, ce costume commode, mâle, imposant. Les corps de cavalerie nouvellement formés l'ont adopté à l'envi pour ressembler aux braves qui honorent cette arme, aux Cosaques, et ils ont prouvé, qu'à tous les avantages ce costume martial joint aussi l'élégance.... Depuis quelque temps on le donne aux enfants. Aucun habillement ne sied mieux à ces êtres intéressants, comme aucun ne favorise davantage le développement de leurs jeunes membres ; mais ce qui est bien plus, c'est qu'aucun ne fomentera en eux, comme lui, l'esprit national ! C'est un beau moment que celui où une nation revient à elle-même, où le sentiment de la *nationalité* se répand à travers tous les âges et va jeter des racines dans celui de l'enfance ! Ces enfants deviendront des hommes ; ce seront des Russes. Qu'ils le soient tout entiers, et qu'ils se glorifient d'être appelés *barbares !* Pour le salut de l'humanité il était temps de l'être, comme le sont les Russes aujourd'hui !

Au nombre des phrases bannales, usitées dans les récits et actes officiels qui se publient en France, se trouvent, entr'autres, toutes celles qui renferment le mot d'*enthousiasme*. Les orateurs et les faiseurs d'adresses de tout rang et état, protestent toujours de leur *enthousiasme* ou de celui de leurs commettants. On assure à Napoléon que tout ce

qu'il exige, est rempli avec *enthousiasme*. On paye chaque nouvel impôt avec *enthousiasme*; les conscrits partent de leurs foyers avec *enthousiasme*, et comme le 29e bulletin a inspiré de l'*enthousiasme*, les villes, les bourgs, les hameaux offrent des cavaliers avec *enthousiasme*.... Non, jamais il n'y a eu moins d'enthousiasme en France, et jamais il n'y a été moins possible que présentement! Si même son dominateur n'exigeait pas des sacrifices, si même il demandait des choses justes et louables, jamais il n'inspirerait de l'enthousiasme; lui qui est tout calcul, qui n'agit que par les plus froides combinaisons, comment voudrait-il le produire? Jamais il n'en a senti les émotions, jamais il ne pourrait les faire naître dans les autres. *Ce qui ne vient pas de l'âme, ne va pas à l'âme.*

Il existe une médaille que Catherine l'immortelle fit frapper en mémoire de la bataille de Tschesmé. On y voit la flotte ennemie en flammes, et au-dessus d'elle, pour toute inscription, le mot: *elle fut*. Si l'inscription pour le monument à ériger à Moscou avec les canons français, seuls restes de la Grande-Armée qui a osé mettre le pied sur le territoire russe, n'est pas encore arrêtée, il semble qu'on ne saurait rien y mettre de plus sublime et à-la-fois de plus vrai que le mot: *fuit*.

En Russie, en Pologne, en Prusse, les Juifs ne se sont point montrés partisans de Napoléon, ils ont au contraire donné des preuves non-équivoques de leur attachement pour la cause opposée. Quelle est la raison de ce fait auquel on ne s'attendait pas?.... C'est que la nation juive, attachée de cœur et d'âme à la foi de ses peres, a reconnu dans Napoléon l'homme qui s'en jouait pour en faire un vil instrument de sa politique et de sa position, comme il en avait usé précédemment des autres religions. C'est la croyance qui punit l'irréligion, la bonne-

foi qui punit la perfidie. Les motifs religieux sont bien au-dessus de ceux de ce monde.

La Poste du Nord donne sur l'état de la ville de Smolensk la notice statistique que voici. " Depuis l'expulsion de l'ennemi de cette ville, il s'est déjà rassemblé 4000 habitants dans ses murs. On y compte depuis l'incendie environ 459 maisons rendues propres à être habitées, et environ 317, qui exigent des réparations."

L'archevêque de Ramenetz Podolsk a envoyé à l'armée 75 fils de personnes attachées à l'état ecclésiastique, qui ont désiré partager la gloire de nos guerriers. S. A. le Prince de Smolensk les a reçus avec reconnaissance et les a fajt placer dans divers régiments.

Les nouvelles des armées annoncent que les approvisionnements en vivres et en fourages sont dans la plus grande abondance, et que S. M I. a daigné accorder à toute l'armée, sans description de grades, une gratification d'une demie-année d'appointements.

Les mêmes nouvelles racontent le trait suivant qui mérite d'être connu: le major-général comte Woronzoff fut blessé à la bataille de Borodino ; il se fit transporter dans une de ses terres, située dans le gouvernement de Wladimir. Tous les officiers et soldats qui passerent par le village du comte, pour se rendre aux hôpitaux, furent invités par lui à s'y arrêter jusqu'à leur entiere guérison, de sorte que le nombre des blessés montait à la fin à 40 officiers et 300 soldats. Tous furent soignés par des médecins aux dépens du comte, chacun reçut un traitement selon son rang, même les domestiques eurent leurs provisions et rations, et on distribua du fourrage aux chevaux. Plusieurs de ces guer-

riots ont depuis rejoint leurs drapeaux, et la reconnaissance n'a pas été muette.*

Proclamations.

Proclamation du Comte de Wittgenstein *aux Allemands.*

Chers Allemands, jeunes gens et hommes faits, vous qui ne vous comptez pas au nombre des sujets de Sa Majesté le Roi de Prusse, n'avez-vous pas ouï, ou bien n'avez-vous pas lu dans les papiers publics comment les Prussiens se sont conduits? Comment ils affluent ici de tous côtés, par milliers de volontaires de tout état, parce qu'il n'y a qu'un état de compatible avec l'honneur---celui d'homme libre? Que sentirez-vous, peuples de toutes les parties de l'Allemagne, qui courbez encore la tête sous le joug de ces insolents étrangers, lorsque vous ouïrez ou lirez ceci? Vos cœurs ne battront-ils pas vivement; ne voulez-vous pas prendre une part glorieuse à la délivrance de votre pays natal et à la vengeance qui vous est due pour tant d'années de souffrances? En effet quel est le coin de l'Allemagne où il n'ait pas été poussé de profonds soupirs? et existe-t-il un Allemand qui n'ait pas une perte sévere à déplorer et à venger? Eh bien! le moment des plaintes et des pleurs est passé! Le temps de la vengeance est arrivé. Dieu a été avec les Russes! Dieu sera avec vous! Je vous tends la main! Au nom de mon grand Monarque, je vous invite fraternellement. Je vous informe qu'il doit être par son ordre et à ses frais. levé ici à Berlin, et dans les villes anséatiques, plusieurs légions germa-

---

(1) Nous croyons de notre devoir d'ajouter ici que le général Woronzow est le fils de l'ambassadeur de ce nom qui a si long-temps été auprès de la cour d'Angleterre le digne représentant des trois derniers souverains de Russie, et le beau-frere du comte de Pembroke, ci-devant ministre plénipotentiaire de la Grande Bretagne auprès de la cour de Vienne. M. le général de Woronzow a reçu son éducation en Angleterre, sous les yeux du Comte son pere, et sa patrie en recueille aujourd'hui les fruits, *Non generant aquilæ columbas.*

niques. Venez, venez, appelez-vous comme vous voudrez Westphaliens ou Saxons, Bavarois ou Hessois, c'est tout un, pourvu que vous soyez Allemands, et que vous apportiez avec vous des cœurs Allemands. Si vous venez pourvus d'armes, tant mieux! mais si vous venez sans armes, mon Empereur vous en fournira, et vous donnera du pain, de l'argent, en un mot tout ce qui vous sera nécessaire, et par dessus tout, sa parole impériale que vous ne serez employés à rien de plus qu'à la libération de votre pays natal. Chacun de vous, aussitôt qu'il se sera enrôlé sous le drapeau Russe-Allemand, ne sera envoyé qu'au lieu de sa naissance, et là où ses compatriotes gémissent encore sous le joug de la servitude. Songez, réfléchissez en vous-mêmes, comment ils recevront leurs propres freres qui leur apportent la liberté! Laissez-vous donc inspirer par l'espoir de cette glorieuse récompense; et par le noble exemple des Prussiens! Hâtez-vous de nous joindre, et empressez-vous de marcher en avant pour cette guerre sacrée. Car je vous le dis, NOUS VAINCRONS. Venez, enrôlez-vous, soit à Berlin, soit dans les villes anséatiques, avec les commandants de ces places qui vous recevront et vous rassembleront, comme leurs chers freres-d'armes. Moi-même, au champ de l'honneur, je vous donnerai la bienvenue, et je combattrai avec vous et pour vous, jusqu'à ce que, avec l'aide de Dieu, nous établissions la liberté de l'Allemagne.

Donné à mon quartier général de Berlin le 23 Mars 1813.

(Signé) Le COMTE de WITTGENSTEIN.

Adresse du Comte de Wittgenstein *aux Saxons.*

Braves Saxons!

De quelle maniere dois-je m'adresser à vous? Comme votre ennemi? Je ne le suis pas. Vous êtes de dignes Allemands, et je suis venu, au nom de mon Empereur, délivrer tous les Allemands de leur honteux joug. Je vous parlerai donc comme votre ami, écoutez-moi, car je vous veux du bien.

Vous êtes sans doute surpris de voir des Russes et des Prussiens entrer dans votre pays les armes à la main; vous êtes sans doute effrayés et incertains du parti que vous avez à prendre, votre Roi vous ayant abandonnés, et vous ayant ordonné de rester tranquilles. Mais lorsqu'une maison est en feu, un voisin ne doit pas demeurer oisif, et

attendre la permission du propriétaire pour l'éteindre. La maison de votre Roi est depuis long-temps en feu ; lui-même il est dans le malheur, et n'ose pas vous parler ainsi que son cœur allemand le lui dicterait certainement, s'il était libre ; En effet observez bien! Lui, Roi allemand, lui qui si long-temps a été obligé de donner votre sang et vos forces aux Français, pouvait-il vous ordonner de rester tranquilles dans un moment où l'inaction est un crime? L'heure a sonné ; elle ne sonnera pas une seconde fois, l'heure de la délivrance d'un joug étranger. A-t-il pu vous ordonner de fermer les oreilles? Il a pendant quarante-cinq ans travaillé à votre bonheur et à votre honneur ; pourrait-il maintenant vouloir vous voir malheureux et déshonorés ? C'est impossible. Ne vous a-t-il pas demandé lui-même à maintenir l'ancien renom des Saxons? En quoi donc consistait cet ancien renom ? Lisez votre histoire, vous l'y trouverez. Il exista jadis un autre ambitieux Empereur des Francs. Il s'appelait Charlemagne ; il fut obligé de vous faire une guerre de trente ans avant de vous subjuguer. Vous aviez alors un Roi qui se nommait Wittikind : il ne vous abandonna pas au moment du malheur, il ne vous ordonna pas de rester tranquilles, mais il conduisit lui-même vos peres au champ de l'honneur et de la liberté. Voilà ce que vous devez maintenir aujourd'hui. Il s'est écoulé un millier d'années, et dans le cours de ces mille ans, Dieu n'avait pas visité le monde avec un autre fléau semblable. Ce fléau a reparu. Ne voudriez-vous donc pas le combattre aujourd'hui comme vous le fites alors? Aimez-vous mieux tendre le dos tout nud pour recevoir ses coups ? Considérez combien la lutte vous est plus facile à soutenir aujourd'hui qu'elle ne le fut il y a mille ans à vos ancêtres. Alors ils étaient seuls; alors ils furent obligés de se défendre seuls contre le puissant Charles. Mais vous n'êtes pas seuls; mon Empereur, avec toute sa puissance, le Roi de Prusse, avec la totalité de ses forces, ont pris les armes pour vous aider, pour vous sauver : et si vous y êtes seulement disposés, la lutte ne durera certes pas trente ans. Avec l'aide de Dieu, nous briserons vos chaînes dans une année, et alors chacun de vous pourra se reposer avec honneur. Alors vos manufactures ruinées refleuriront, votre commerce retrouvera ses anciens canaux qui maintenant sont fermés. Votre agriculture se rétablira, vos enfants ne vous seront plus arrachés pour être menés à la boucherie, en un mot l'heureux temps de la paix sera revenu et votre Roi lui-même vous en remerciera. Mais celui qui jusques-là, restera inactif, je ne le reconnaîtrai pas pour un

véritable Saxon, il n'est pas Allemand. Quiconque n'est pas pour la liberté est contre la liberté. Ainsi choisissez, ou acceptez mes offres fraternelles, ou bravez mon épée. Joignez-vous à moi pour recouvrer votre Roi et votre indépendance, et alors puisse-t-il, s'il plaît à Dieu, régner sur vous quarante-cinq ans de plus, en paix et en abondance; car ne pensez pas que je cherche à vous séduire et à vous aliéner de lui: bien loin de là, je voudrais resserrer encore davantage les liens qui vous unissaient à lui et qui ont été brisés par une tyrannie étrangere. Vous aurez un Roi libre, et vous serez des Saxons libres. Levez-vous, levez-vous donc, armez-vous! quand ce ne serait qu'avec des faulx et des bâtons; et chassez l'étranger de votre territoire. Vous me trouverez toujours et moi et mes Russes, avec les vaillants Prussiens, là où le danger sera le plus grand. Déjà la vengeance de Dieu s'est manifestée contre l'insolent! Croyez-moi, nous vaincrons. La longue patience de Dieu est épuisée; nous vaincrons. Ce n'est pas ici une vaine bravade; mais je vous parle en vertu de la confiance que j'ai en Dieu et en vous, et dans la justice et dans la sainteté de notre cause.

Donné à mon quartier-général de Berlin, le 23 Mars 1813.

Comte de WITTGENSTEIN.

ABOLITION DU SYSTÊME CONTINENTAL.

Edit du Roi de Prusse, concernant l'Abolition du Système dit Continental, et les Droits à prélever par la Suite sur les Marchandises qui seront importées par Mer.

Nous, Fréderic Guillaume, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, etc. ayant eu des raisons de nous retirer de notre alliance avec la France, jugeons également nécessaire de déclarer par les présentes, que toutes les restrictions sous lesquelles le commerce a souffert jusqu'ici dans nos états en raison du système dit continental, sont abolies, et que les bâtiments et marchandises des nations neutres et amies peuvent entrer librement dans nos ports et territoires, sans aucune exception ou différence. Toutes marchandises françaises, au contraire, soit du produit du pays ou des manufactures, sont par les présentes totalement prohibées, non-seulement pour

la consommation, mais même pour le transit au travers de nos territoires, ou de ceux occupés par nos armées.

L'impôt appelé continental est levé, et exclusivement du droit de consommation qui doit être payé spécialement sur toutes les marchandises étrangeres arrivant par mer pour la consommation intérieure, on prélevera l'impôt modéré, et droit de transit établis précédemment, tel qu'il était avant l'établissement de l'impôt continental en 1810; lequel droit sera perçu sur le poids brut; mais qui ne continuera pourtant pas plus long-temps que l'augmentation des dépenses provenant de la guerre qui se fait pour la libération de l'Allemagne, le rendra nécessaire.

Nous donnons à notre Conseiller d'état privé, et chef du département des douanes intérieures, M. Von Heydebreck, plein et entier pouvoir de faire telles altérations ultérieures qu'il pourra juger convenables dans la totalité des droits temporaires ci-dessus mentionnés, et de les établir dans une proportion plus convenable; ainsi que de réduire ou lever en entier, à son choix, le droit de consommation sur tels articles où la perception du droit entier de consommation joint au droit d'importation, serait trop onéreux au consommateur.

Breslau, 20 Mars 1813 FRÉDÉRIC GUILLAUME.

Et plus bas HARDENBERG.

GAZETTE DE LA COUR DU SAMEDI 10 AVRIL 1813.

Bureau des Affaires Etrangeres, le 10 Avril, 1813.

Le Vicomte Castlereagh, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les affaires étrangeres, a reçu les dépêches dont suivent des copies, du Général Vicomte Cathcart, Chevalier de l'Ordre du Chardon, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté à la Cour de Russie.

Quartier général Impérial, à Kalisch, le 6 Mars.

Me référant à la dépêche que j'ai expédiée de St. Pétersbourg, par le messager Lyell, j'ai maintenant l'honneur d'informer Votre Seigneurie que m'étant mis en route le 12 Février, d'après l'invitation de l'Empereur, pour aller le rejoindre au quartier-général, je suis arrivé à Riga en quarante-huit heures, et en cette ville-ci le 2 Mars avant le jour.

L'Empereur m'a reçu, selon sa coutume, de la maniere la plus gracieuse, et dans une audience qu'il m'a accordée immédiatement après la parade, il a bien voulu me tracer l'esquisse de ses dernieres opérations.

En premier lieu, le résultat des communications que Sa Majesté a faites à la Cour de Berlin, aussitôt qu'elle est arrivée à Wilna, a été la conclusion d'un traité de paix et d'alliance offensive et défensive avec cette Puissance. Les Plénipotentiaires sont le Maréchal Prince Kutusow Smolensko, et le Chancelier-Baron Hardenberg.

Par suite de ce renouvellement des relations amicales, des opérations militaires combinées se poursuivent déjà avec la plus grande activité

Aujourd'hui, il a été reçu un rapport qui annonce l'occupation actuelle de Berlin par les forces de Sa Majesté Impériale, sous l'aide-de-camp Général Czernicheff.

Le quartier-général de l'armée Russe a été établi dans cette position centrale, afin d'avoir le temps de recevoir les retraites et convalescents qui arrivent chaque jour, et de fournir tout ce qui est nécessaire à des troupes qui dans une campagne de onze mois ont été engagées dans une continuité non interrompue de marches et d'opérations militaires sans exemple.

Ce repos sera, toutefois, de courte durée. Rien ne peut être plus frappant que le contraste de la marche de l'armée Russe et des procédés conciliants de l'Empereur, avec ceux de Buonaparté et des troupes commandées par les généraux Français.

La discipline la plus stricte et la plus exacte a été observée dans le Duché, de même qu'en Prusse.

Sa Majesté Impériale, quoiqu'en possession des clés de Varsovie, n'a pas logé un seul soldat dans l'enceinte de ses murs, et dans toutes les occasions elle a traité les Polonais avec toute la clémence et la bonté possibles.

Le corps auxiliaire Autrichien, en conséquence d'un armistice illimité, se retire graduellement vers la frontière de Gallicie.

Le corps de Régnier, ainsi que je l'avois conjecturé, s'est retiré derriere les Autrichiens, par Rawa, sur Kalisch, où le Général Witzingerode l'a atteint, l'a attaqué avec une force inférieure, et l'a mis en fuite, faisant prisonniers le général Saxon Rostitz, trois colonels, 47 autres officiers et 1500 soldats, et prenant deux drapeaux et 7 canons. Le reste de ce corps a continué sa retraite dans la direction de Glogau, n'excédant probablement pas 4 à 5000 hommes.

Il me reste à vous congratuler sur le succès signalé qui a suivi jusqu'à présent les grands et constants efforts de l'Empereur, qui dans le cours de deux mois, dans cette saison, a continué de poursuivre l'ennemi depuis Wilna jusqu'à l'Oder, et qui a réuni à son propre zele, l'appui décidé et le dévouement du Roi de Prusse, et de toute la population de ses Etats, qui se montre très-empressée à rivaliser avec les Russes, en dons patriotiques, ainsi qu'en service personnel.

J'apprends que le Gouvernement Polonais, qui s'est retiré de Varsovie, sous le Prince Poniatowsky, est allé premierement à Petrikaw, et qu'ensuite une partie est allée avec le Prince à Czentochaw, où l'on dit que quelques forces sont rassemblées; et j'ai appris aussi qu'après l'affaire de Kalich, la partie Polonaise du corps de Régnier avait pris cette direction. Un corps Russe est posté au Midi de Varsovie, pour observer les mouvements.

Quartier-général, à Kalisch, le 26 Mars.

My Lord,

Dans mes dépêches du 6 de ce mois, j'ai eu l'honneur de vous rendre compte de mon arrivée en cette ville, et de détailler les progrès que l'ennemi avait faits dans ses dispositions et dans ses préparatifs pour la campagne, ainsi que des mesures gigantesques qui avaient été prises pour l'exécution des opérations militaires déjà commencées. Ces rapports comprenaient la conclusion d'un traité de paix et d'alliance avec la Prusse, dont les ratifications ont été échangées depuis, ainsi que la prise de Berlin, où le Général Wittgenstein a depuis établi son quartier-général vers le 10 de ce mois.

Depuis cette époque, Sa Majesté Impériale est allée voir le Roi de Prusse à Breslau; les troupes Russes sont entrées à Hambourg; Lubeck a ouvert ses portes.

L'ennemi a été entierement expulsé de la Poméranie Suédoise, du Mecklenbourg, de Lauenbourg, et de tout le territoire Prussien en-deçà de l'Elbe.

Des détachements de l'armée Russe ont pénétré jusqu'à Dresde, et occupent maintenant cette capitale, le Maréchal Davoust s'étant retiré au-delà de l'Elbe, et ayant détruit quelques arches du magnifique pont de cette ville.

Une partie de l'armée Prussienne a passé la frontiere de Silésie, est entrée en Lusace, et s'avance vers Dresde.

Trois détachements de la division de Wittgenstein ont actuellement passé l'Elbe; une au centre, sous le Major-Général Dornberg, se porte sur Hanovre, ayant à sa droite le Major-Général Tettenborn, dans la direction de Bremen, et sur sa gauche le Major-Gén. Czernicheff, dans la direction de Brunswick.

Lord Walpole est porteur des présentes dépêches; Sa Seigneurie passe par Berlin, et je ne doute pas qu'il ne lui soit très-facile de partir de Cuxhaven.

L'armée Prussienne, ainsi que je l'ai déjà dit, est dans le meilleur état de préparation: rien ne peut surpasser la tenue de la partie qui était assemblée à Breslau, à l'arrivée de l'Empereur, et il est impossible d'exagérer l'enthousiasme que toutes les classes ont montré dans tous les Etats de la Prusse, ni les

démonstrations de joie avec lesquelles l'Empereur a été accueilli.

Le Roi de Prusse est allé à Berlin, où il devait voir le Général d'York.

En Saxe, les habitants ont reçu partout les troupes Russes avec non moins de témoignages de cordialité que les Prussiens; il en a été de même dans le Mecklenbourg.

Votre Seigneurie verra, par les rapports imprimés, la maniere dont le Général Tettenborn et son détachement ont été reçus à Hambourg; le même zele a été manifesté à Lauenbourg, où dans un instant les armes de France ont été détruites.

Les ports de la Baltique et celui de Hambourg ont été ouverts par proclamation.

Le blocus de Dantzic par terre continue comme je l'ai mandé dans ma derniere dépêche; mais la navigation de la Baltique étant ouverte, le Capitaine Acklom, sans perdre de temps, a détaché quelques-uns des bâtiments de Sa Majesté qu'il commande, et par ce moyen cette place est actuellement bloquée strictement par mer, ces vaisseaux ayant déjà capturé des bâtiments chargés de provisions, qui essayaient d'y entrer. La maladie dont les Français ont infecté tous les lieux où ils sont entrés dans leur retraite, regne à Dantzic, et l'on dit qu'elle a emporté un grand nombre de soldats de la garnison ainsi que d'habitants.

Spandau est assiégé. Les renforts Russes continuent d'arriver sur les frontiers, et beaucoup de convalescents rejoignent chaque jour les rangs de leurs régiments respectifs.

J'ai l'honneur, &c.

(Signé) CATHCART.

Au Vicomte Castlereagh, &c. &c.

DÉFAITE TOTALE DE LA DIVISION DE MORAND, PAR LES RUSSES.

Lettre écrite par le Général Baron de Tettenborn à A. S. Ex. le Comte de Lieven, Ambassadeur de Russie à Londres, sous la date de Hambourg, le 23 Mars (4 Avril) 1813.

" Je m'empresse d'annoncer à Votre Excellence la brillante victoire qui a été remportée le 2 du courant, à Lunebourg, par les troupes de Sa Majesté Impériale, sur les Français.

" Le général Morand, qui, comme V. Ex. le sait, s'était retiré à Bremen, s'est avancé de nouveau jusqu'à Tolstadt, à

trois milles d'Hambourg : d'où, après y avoir passé cinq jours et reçu un renfort, il a marché sur Lunebourg, avec un corps d'environ 3500 hommes, et 12 pieces d'artillerie; et ayant délogé un piquet de Cosaques, il a pris possession de cette ville. Ma cavalerie ayant suivi les mouvemens de l'ennemi, j'ai donné ces renseignements au général Doernberg, qui, ainsi que le général Czernitcheff, avait passé l'Elbe à Lenzen. Ces deux généraux s'etant avancés vers Lunebourg à marches forcées, y sont arrivées au moment où mes Cosaques étaient aux prises avec l'ennemi. Leur apparition subite et celle du général Benkendorff ont jeté la confusion dans les rangs de l'ennemi qui, cerné de toute part, a été accablé sur tous les points. L'infanterie a enfoncé les deux portes de la ville à la baïonnette, et le combat a continué pendant quelque temps dans les rues, avec le plus vif acharnement.

Le général Morand ayant reçu deux coups de feu, et ayant été démonté, toute résistance a cessé, et ceux qui n'étaient pas encore faits prisonniers ont mis bas les armes. Trois drapeaux, 12 canons et environ 3000 prisonniers sont tombés en notre pouvoir. Il n'a pas échappé un seul homme pour porter la nouvelle de cette défaite, et l'on croit que le général Morand ne guérira pas de ses blessures*. Cet heureux événement ne peut pas manquer d'avoir une très-grande influence sur l'opinion publique dans ces provinces, et d'accélérer le progrès de l'insurrection.

"Cette affaire est d'autant plus importante qu'il n'y avait pas un moment à perdre, les corps de Czernitcheff et Doernberg ayant été presque environnés par un gros corps de troupes ennemies. Morand étant détruit, les trois généraux sont allés à Botzenbourg sur la rive droite de l'Elbe. J'apprends dans ce moment que l'armée Prussienne et le corps de Winzingerode ont passé l'Elbe à Dresde, et qu'ils doivent être actuellement à Leipsic. L'armée du général Comte Wittgenstein passera l'Elbe à Dresde et à Wittenberg.—J'ai l'honneur &c.

TETTENBORN.

---

* Le courrier qui apporté cette nouvelle assure qu'il est mort.

SUR LES CIRCONSTANCES ACTUELLES.

No. IX.

Le grand œuvre de la délivrance de l'Europe, avance chaque jour vers son accomplissement, et quels que soient les événements qui, dans la suite, puissent en apparence ou le retarder ou le rendre moins probable, nous croyons que si l'on ne dévie pas des principes que l'Empereur Alexandre a manifestés à mesure qu'il s'est avancé triomphant en Allemagne, tout sera recouvré: la liberté, les lois, la religion, les gouvernements des peuples un instant soumis au joug de Buonaparté.

Sans doute que dans une entreprise qui embrasse une si grande étendue de territoires et tant d'intérêts différents, on doit s'attendre, d'un côté à quelques chocs, et de l'autre à quelques revers; mais l'impulsion est donnée; elle est donnée par une puissance forte du dévouement, de l'enthousiasme de ses peuples, de l'indignation et des souvenirs de ceux qu'elle vient délivrer, qui est assez grande pour ne pas se laisser égarer par des vues locales, par une ambition étroite, qui n'a besoin de rien ajouter à sa population ni à ses états, et à qui la gloire de sauver l'Europe suffira à la fois comme une récompense de ses efforts et comme une garantie de sa prépondérance.

Il est temps enfin que les mots reprennent leur véritable acception si dénaturée, par la politique des deux derniers siecles, et surtout par les envahissements de la France révolutionnaire. Il faut que l'idée qui s'attache au mot *prépondérance* ne soit plus celle d'une domination de la force sur la

faiblesse, d'un aggrandissement illimité, d'usurpations successives, mais celle du pouvoir qui protége les opprimés et qui sauve l'équilibre politique des vues ambitieuses et égoïstes des cabinets qui, au milieu des désastres de l'Europe, n'ont jamais renoncé à réaliser un projet de conquête dès qu'il l'ont conçu, ni à recouvrer ce que la force des choses, et même les traités leur ont fait perdre en influence ou en territoires.

L'ordre physique comme l'ordre moral se composent de diverses puissances qui, lorsqu'elles sont dans l'équilibre convenable, produisent cette harmonie qui résulte des compensations et des contre-poids ; mais le moindre frottement, le choc le plus léger, à la longue, produisent une déviation dans l'ensemble des mouvements, qui, tôt ou tard, excite dans la nature comme dans la société, ces convulsions redoutables dont la terre est ébranlée jusque dans ses entrailles les plus profondes, et l'ordre social dans ses plus antiques fondements.

Malheur aux peuples, malheur aux puissances qui se sont laissé entraîner aux idées de conquête universelle, de domination générale, et qui pourraient encore être abusées par elles : leur existence, quoique environnée de gloire et de triomphes, est semée d'orages et de discordes, et tôt ou tard elle s'anéantit sans laisser d'autres traces que celle que l'histoire en transmet à la postérité, comme un exemple terrible des maux que cause une ambition sans frein, et des réactions inévitables qui résultent d'une oppression également contraire aux lois de la nature et à celles de la société.

La corruption des esprits en France et en Europe, a été le résultat de celle qui, depuis deux siecles, y empoisonnait les sources mêmes du pouvoir suprême, et l'on doit voir en partie les causes de la révolution française ainsi que ses im-

menses progrès, dans cette politique immorale qui avait altéré les principes du droit public de l'Europe, dans ce mépris des souverains pour leurs droits réciproques, quand ils ont cru pouvoir les violer impunément, dans ces négociations astucieuses conduites par l'artifice, dans ces paix conclues par la mauvaise foi, et qui n'étaient regardées comme obligatoires qu'aussi long-temps que les intérêts qui les avaient conseillées, ou les événements qui les avaient commandées conservaient leur puissance ; enfin dans cet abus scandaleux de la force, par lequel un état puissant a toujours attaqué un état voisin quand il a cru pouvoir le faire impunément, ou subjugué un état faible quand il a été certain de l'inaction ou de l'assentiment des autres pouvoirs. Toutes ces usurpations, les guerres entreprises sans autre but qu'une augmentation de territoire, ce système qui consistait à oser tout ce qu'on croyait pouvoir réaliser par la force, ces violations des droits les plus saints de la nature et de la société, ont préparé le désordre dans l'état et les agressions entre les particuliers. Aussi lorsqu'en France, l'autorité publique a commencé à chanceler, les atteintes contre la vie et la propriété des individus ont réussi sans résistance, et les esprits étaient tellement préparés par l'exemple de la politique qui, depuis quelque temps, régissait les destinées de l'Europe, à rompre les liens de la société, de la morale et de la religion, qu'ils ne virent en général dans des désordres révoltants et dans des attentats épouvantables que des crises nécessaires à la régénération sociale et à la restauration de la liberté individuelle. Les peuples ne sont pas plus portés à la corruption qu'ils ne le sont à l'esclavage, et il faut toujours rechercher les causes de leur perversité ou de leur faiblesse, bien plus dans des institutions tombées en décadence ou opposées à leurs habitudes, dans la marche de leurs gouvernements, que dans leur volonté qui est tou-

jours dirigée vers le bien, quoique presque toujours elle s'égare dans des illusions funestes et dans des prétentions extravagantes.

L'exemple du passé, les crises à jamais mémorables qui ont été produites par l'affaiblissement du pouvoir souverain, par sa délégation presqu'illimitée aux mains de cabinets dirigés par l'immuable routine de la raison d'état, par cette politique qui violait également les traités et la morale, doivent enfin instruire les puissances alliées, et leur persuader que la marche la plus simple est toujours la plus sûre, que les déclarations les plus franches sont toujours les mieux entendues, et qu'en dépouillant l'égoïsme qui a ruiné toutes les coalitions précédentes, elles auront pour elles l'appui général des peuples qu'elles gouvernent, les vœux et peut-être l'assistance des Français.

Mais si cet assemblage de forces n'est pas mû par un intérêt unique qui est la délivrance complette, absolue de l'Europe, par un but uniforme, qui doit être la destruction entiere des causes qui compromettent, depuis si long-temps, son repos et son indépendance, nous dirons d'avance qu'il ne faut espérer que des succès momentanés, et qu'avant d'arriver à cette abnégation de vues secondaires, locales et individuelles, qui est nécessaire pour les sauver, les puissances armées ou prêtes à s'armer, ont encore à parcourir un cercle vicieux semé de miseres, d'opprobres, et de désastres.

Pour former cette chaîne de tentatives simultanées et de dangers solidaires, pour donner à cette insurrection combinée des peuples et des rois contre l'ennemi du genre humain, une énergie que rien ne puisse décourager, et un amalgame qui en rende tous les éléments homogenes et tous les mouvements uniformes, il faut vouloir vaincre ou périr ; car si l'ennemi contre lequel elle est formée reprend jamais sa force premiere, si l'hydre peut réunir ses

membres épars, si le plus hypocrite comme le plus féroce des hommes, parvient à obtenir une trêve qui le laisse respirer après les coups formidables qu'il vient de recevoir, tout est à jamais perdu, et l'esclavage de l'Europe, peut-être même celui du monde se consommera par des mesures peut être moins violentes, mais par une marche aussi systématique que celles suivies avant la chance unique, inespérée, qui vient de s'offrir pour la délivrance générale.

Si l'on ne veut pas le déclarer encore, il faut du moins en faire l'âme, le principe de tous les efforts, il faut ne jamais s'en départir, quels que soient les succès qui pourraient encourager la confiance ou les revers qui pourraient l'ébranler : c'est que la paix avec Buonaparté est impossible, c'est que la guerre actuelle étant provoquée par des agressions telles que l'histoire du monde n'en offre aucunes qu'on puisse leur comparer en injustice, en violence et en scélératesse, elle ne peut se terminer que lorsque celui qui a osé y avoir recours et qui en fait le principe odieux de sa politique, aura perdu non-seulement la volonté, mais encore les moyens de les renouveler. Pourquoi ne pas imiter l'ennemi irréconciliable qu'on attaque, jusques dans la franchise avec laquelle il annonçait ses projets gigantesques ? C'est à cette franchise qu'il a dû en partie ses succès, et surtout cette influence qui lui soumettait l'opinion avant qu'il n'eût déployé ses forces : on voyait la confiance d'un conquérant dans ce qui n'était que l'effronterie d'un brigand, et les calculs d'un homme d'état dans ce qu'il fallait considérer comme le délire d'un ambitieux ; ses menaces commençaient les victoires que ses armes achevaient.

Le pouvoir des divers conquérants qui, à de grandes distances, ont changé la face des empires et froissé l'indépendance des souverains et des nations, ne reposait pas comme celui de Buonaparté sur une révolution qui a tout bouleversé partout où elle a

pénétré : il arrivait presque toujours que dans leurs progrès rapides, le pouvoir changeait de mains sans que le gouvernement changeât de principes. Mais partout où Buonaparté a pénétré, il a fallu que tout se modelât selon sa volonté et d'après le type révolutionnaire qui a déterminé la forme de son gouvernement et la nature de son pouvoir. Un seul homme pouvait s'identifier avec la révolution française, un seul homme était capable d'en concentrer les forces et d'en étendre les ravages ; c'était celui qui devait avoir une activité égale à sa violence, une scélérasesse proportionnée à sa furie, un mépris des hommes et de leurs institutions qui fût dans un rapport constant avec sa tendance destructive : cet homme que le laps de tant de siecles n'avait pas encore produit, et que les siecles à venir ne produiront plus, ce monstre eminemment malfaisant s'est trouvé : c'est Buonaparté. Seul il tient les fils de cette immense organisation qui a succédé à l'anarchie conventionnelle et directoriale ; sa main seule lui donne l'impulsion et lui conserve le mouvement ; s'il tombe, si cette main cesse d'agir, les éléments révolutionnaires sont dispersés, et quelles que soient les crises momentanées dont ils pourraient encore tourmenter la France et menacer l'Europe, ils ne se réuniront jamais, la révolution ne sera pas continuée.

Pour que l'on pût faire une paix durable avec Buonaparté, il faudrait qu'il changeât non-seulement la nature de son caractere, mais encore celle de son pouvoir. Son caractere est connu, il s'est développé tout entier aux yeux de l'univers épouvanté, et il est tellement en analogie avec l'autorité dont il dispose, que s'il modifiait l'un, l'autre l'entraînerait encore dans des excès funestes au repos et à l'indépendance des souverains. Buonaparté régnant par les lois dans le pays qu'il gouverne, et mettant de la modération et de la bonne

foi dans ses relations avec les autres puissances, est un phénomene politique dont il serait aussi difficile d'expliquer la probabilité que de concevoir l'existence ! Ses institutions principales sont toutes dirigées vers la domination universelle, et toutes modelées sur le régime militaire par lequel il prétend y parvenir.

Il faudrait qu'il diminuât le faste de sa cour qui ne s'alimente que des impôts qu'il leve sur les peuples conquis, celui de ses généraux qui ne se soutient que par ses largesses ou leurs rapines dans les pays où ils portent la guerre ; qu'il réformât en grande partie cette légion d'honneur dont les dépenses absorbent seules ce que coûtait autrefois l'armée sous la monarchie légitime ; qu'il cessât ces travaux gigantesques, destinés à ouvrir des canaux et des routes qui lui rendent plus faciles les avenues de l'Europe contiuentale ; qu'il brûlât ses flottes construites pour des projets funestes à la liberté du monde ; qu'il diminuât ses armées ; enfin qu'il mît son état militaire sur un pied qui prouvât qu'il ne veut pas profiter des loisirs de la paix pour accumuler, dans un pays si fertile en ressources de tout genre, et qui répare si promptement les pertes que lui cause la guerre, des moyens de subjuguer irrévocablement tout le monde civilisé. Toute son organisation intérieure lui rend ces réformes impossibles ; son système de police ne souffre, avec les pays voisins de la France, aucune des relations que la paix tend à rétablir ; la terre où il regne repousse l'étranger qui y aborde et menace l'hôte à qui il est permis de la visiter.

Il a porté vers la guerre les mœurs, les pensées, les vœux de toutes les générations qu'il mutile, ainsi que l'a dit Fontanes, dans leur fleur, en les envoyant dans les combats avant l'âge même qui les y rend propres. Le premier son qui frappe l'oreille de l'enfance est celui des instruments guerriers,

ses premières habitudes sont façonnées par la discipline militaire, et on l'accoutume graduellement à regarder l'état de guerre comme un état naturel et la subjugation des autres peuples comme un droit inhérent aux sujets de Napoléon. C'est donc non-seulement ses conquêtes qu'il doit rendre, c'est non seulement à ses projets gigantesques qu'il doit renoncer, mais il doit encore changer tous les principes et toutes les bases sur lesquelles reposent son gouvernement et sa prétendue dynastie ; enfin c'est une contrerévolution complette qu'il doit faire dans son propre ouvrage. La fera-t-il ? ceux qui connaissent son caractere diront qu'il ne le veut pas ; ceux qui connaissent sa position diront qu'il ne le peut pas.

Mais, dira-t-on, faut-il donc proclamer la guerre éternelle interminable : Nous répondrons oui, si c'est par la guerre seule que les états peuvent recouvrer le repos, les souverains leur indépendance, et l'Europe l'équilibre sur lequel était fondé tout son système social.

Quoique Buonaparté soit le plus exécrable des tyrans et le plus affreux des hommes, ce n'est pas une guerre de haine qu'on lui fait, c'est une guerre de nécessité. Il a dit lui-même, qu'il faisait à la Russie une guerre de politique ; nous le croyons, car sa politique est de détruire tout pouvoir qui n'existe pas d'après sa volonté, et d'attaquer tout pays où ses lois ne sont pas reconnues. Eh bien ! qu'on l'imite, qu'on lui fasse une guerre de politique, c'est-à dire une guerre dont son anéantissement et celui du pouvoir révolutionnaire en France soit le but essentiel, unique, irrévocable.

Au moment où nous finissons cet article, nous recevons la proclamation du Prince Kutusoff, dans laquelle on remarque sur Buonaparté un mot qui prouve que ce que nous en avons dit n'est point en opposition avec ce que ce vieux guerrier en pense,

et sur la France une déclaration qui sans être aussi explicite que l'opinion que nous venons d'énoncer, repose cependant sur les mêmes principes. Buonaparté est désigné dans cette proclamation comme le perturbateur du repos de l'Europe, ce qui n'indique guere qu'on s'attend à faire avec lui une paix solide ou durable, et l'on y annonce aux Français que ce n'est ni à la nation française ni à son territoire qu'on veut faire la guerre, mais que le seul but des puissances est *de conquérir pour leurs sujets une tranquillité durable, et qu'elles ne mettent bas les armes que quand les bases de l'indépendance de chacun des états de l'Europe auront été établies et assurées.* Nous ne nous arrêterons pas ici à développer toutes les conséquences d'une pareille déclaration, les engagements qu'elle contient, ni les intentions qu'elle suppose; nous nous bornerons à dire que si, comme nous n'en doutons pas, les puissances au nom desquelles le vainqueur de Napoléon parle sont déterminées à remplir dans toute son étendue et dans toute son intégrité le but qu'elles proclament, il n'est aucun espoir consolant auquel les victimes des convulsions de la France et des malheurs de l'Europe ne puissent se livrer. Buonaparté n'est point ici désigné ni comme un souverain, ni comme un grand homme, ni comme un grand prince. Il y est appelé de son véritable nom, il y est peint sous ses odieuses couleurs, il y est dénoncé au monde comme le *Perturbateur universel.* Il n'a point encore été aussi franchement qualifié, et rien n'est d'un plus heureux augure que cette expression qui ne laisse aucun doute sur la maniere dont la Prusse et la Russie jugent le caractere de cet ennemi du genre humain. Quant à la France, elle ne peut prendre aucune alarme du langage qu'on tient à son égard, on ne lui apporte point la vengeance, bien loin de là, on lui promet le repos; on ne dénonce point contre elle d'horribles représailles, puisqu'on l'invite

seulement à jouir en paix du sol prospere où la providence l'a placée. Peut-être cette proclamation, partie des bords de la Vistule, aurait empêché l'usurpateur de se fortifier des terreurs qu'il a eu l'art de répandre pour multiplier numériquement ses forces ; mais il n'est jamais trop tard, lorsqu'on continue à avoir des succès, de faire une déclaration sage, et de montrer qu'on unit la modération à la force.

Dissolution de la Confédération Germanique.

Adresse aux Allemands.

Lorsque les guerriers victorieux de la Russie, accompagnés des troupes de Sa Majesté, le Roi de Prusse, son allié, paraissent en Allemagne, Sa Majesté l'Empereur de Russie et Sa Majesté le Roi de Prusse annoncent aux Princes et aux nations de l'Allemagne le retour de la liberté et de l'indépendance. Ils ne viennent qu'avec l'intention de les aider à reconquérir ces biens inaliénables des nations, et d'offrir une protection puissante et une sécurité durable à la régénération d'un empire vénérable.

Ces deux armées, se fiant en Dieu, et pleines de courage, s'avancent dans l'espoir que tous les Allemands sans distinction, les joindront.

La Confédération du Rhin, ce lien perfide, avec lequel le perturbateur général avait enchaîné toute l'Allemagne, après l'avoir démembrée et avoir obscurci son ancien renom, ne peut plus être tolérée, et puisqu'elle est l'effet de la contrainte et d'une influence étrangere. Il faut qu'elle soit dissoute.

Leurs Majestés n'accorderont de protection qu'autant que les Princes et les peuples allemands seront occupés à compléter le grand œuvre.

Que la France, qui est assez belle et forte par elle-même, s'occupe à l'avenir de son bien-être intérieur. Aucune puissance étrangere n'est dans l'intention de la troubler. Aucune puissance hostile ne sera envoyée contre ses anciennes frontieres. Mais qu'il soit connu à la France que les autres puissances sont jalouses de conquérir une tranquillité durable pour leurs sujets, et qu'elles ne déposeront pas leurs armes, jusqu'à ce que les bases de l'indépendance de tous les états de l'Europe n'aient été posées et assurées.

Au nom de Leurs Majestés l'Empereur de Russie et le Ro de Prusse.

Prince KUTUSOFF SMOLENSK.
Feld Maréchal et Commandant en chef de l'armée alliée,

Au quartier-général de Kalitsch le 25 Mars, 1813.

Une personne qui vient d'arriver de Vienne en Angleterre, et qui a traversé la Bohême, la Silésie, le Brandendourg, et le Mecklenbourg, rend le compte suivant des armées alliées au travers desquelles il a passé dans cette vaste étendue de pays.

Les Autrichiens sont au nombre de soixante mille hommes sur la haute Vistule, dans le meilleur état. Les Prussiens sont principalement concentrés à Berlin et à Breslau, et excedent 69,000 hommes, complétement équipés et pleins d'ardeur. Les Russes n'ont pas plus de 55,000 hommes sur l'Elbe, et les fatigues qu'ils ont essuyées dans leur derniere campagne si glorieuse font qu'ils n'ont pas une tenue aussi avantageuse que leurs nouveaux compagnons d'armes; mais leur artillerie est nombreuse et dans le meilleur ordre, et les chevaux qui y sont attachés sont en très-bon état. Le Prince Poniatowski était à Cracovie avec 8,000 hommes dans un état d'inaction totale. La plus grande partie de l'armée polonaise était débandée, et les soldats étaient retournés chez eux.

Départ de Buonaparté *pour la Grande Armée. Situation des Troupes Françaises dans le Nord, au* 10 *Avril.*

[Extrait du Times.]

Les journaux de France jusqu'au 18 de ce mois, arrivent quand nous terminons ce Numéro. Enfin, enfin, le grand *Déserteur* est retourné à son armée, à une armée toute neuve, et qui n'a pas encore servi. Il a attendu que la maladie eût enlevé les pauvres débris, les tristes restes de cette grande armée qui avaient échappé au glaive ennemi. Aujourd'hui, le voilà qui confie de nouveau César et sa fortune à de nouvelles troupes qui sont totalement étrangeres aux horreurs que son ambition et sa témérité ont fait éprouver à leurs prédécesseurs. Il parlait de ce voyage depuis

long-temps ; il avait, comme dit le poëte, " essayé la corde, monté dans la charrette, pris plusieurs fois son congé, mais répugnait à partir pour le grand voyage." Dans le fait, une nécessité inflexible ne lui laissait pas d'autre alternative. En restant à Paris, il s'exposait à la honte et à la révolte ; en se mettant en marche pour l'armée, il s'exposait à des dangers personnels, soit de la part de l'ennemi, soit des habitants opprimés, soit de la mutinerie et du mécontentement de ses troupes ; mais ce voyage lui offrait encore une chance de succès ; et perdu de réputation comme il l'est, il s'est évidemment abandonné à cette chance.

Il est parti de Paris le 15, à une heure du matin. Le 16, il a passé par Metz, se rendant à Mayence, où il sera probablement arrivé le lendemain. Là, il sera auprès du premier rassemblement de ses troupes, le corps d'observation du Rhin, qui est posté à peu de distance de cette rivière sur le Mein. Il y a à peu près un an qu'il partit pour un voyage semblable ; nous disons semblable quant au simple objet d'ouvrir la campagne ; mais hélas ! bien dissemblable quant à la pompe, l'orgueil, et toutes les circonstances brillantes et encourageantes de l'expédition. Il marchait alors comme à une fête, comme à un triomphe, accompagné de la jeune Princesse qu'il appelle sa femme, et recevant les hommages et les adulations des anciens souverains des pays au travers desquels il passait. Mais alors Mayence n'était pas le but de sa course, ce n'en était en quelque sorte qu'un des premiers relais. A Bamberg, il causa *avec beaucoup d'affabilité* avec les Princes de Baviere ; à Wurtzbourg, le roi de Wirtemberg et le duc de Bade l'attendaient pour lui rendre leurs devoirs ; à Dresde, l'Empereur d'Autriche, les rois de Prusse et de Saxe grossirent sa cour ; il eut encore à traverser des états tributaires, passa par Glogau, Posen, Thorn, Dantzick et Konisberg, et enfin ouvrit sa campagne sur le Pregel.

Maintenant il peut s'écrier à juste titre, ainsi qu'Antoine : " Mon autorité se fond." S'il appelle ceux qui nagueres étaient sous ses ordres, ou bien ils ne l'entendent plus, ou du camp ennemi ils lui répondront : " Nous ne t'appartenons plus." Ces pensées doivent peser sur son cœur et l'accabler. Il n'est pas au pouvoir de l'homme d'y résister, lorsqu'il s'y joint encore la certitude qu'il est tout ce qu'il y a de plus justement détesté sur la terre. C'est en vain que ses flatteurs essayent de faire entendre l'ancien cri, qu'il est le premier capitaine du siecle, qu'il commande les évène-

ments, que sa présence assure la victoire et décide le destin des empires. Ces fanfaronades vides de sens font une pauvre figure au milieu des mêmes phrases où il est réduit à parler des calamités impossibles à prévoir, et des revers qu'il reconnaît avoir essuyés.

Si, quittant la déclamation, nous en venons à l'état pur et simple des faits, nous trouverons, dans les papiers de France, peu de choses qui puissent affaiblir notre confiance dans le triomphe définitif de la sainte cause.

Il paraît que les forces des Français en Allemagne sont divisées en trois grandes masses, savoir :

La Grande Armée ;

Le corps d'observation sur le Rhin ;

Et les divisions employées à réprimer ou combattre les insurrections de Breme et de la Frise orientale.

Le quartier-général de la grande armée, qui était naguères à Berlin, en avait été d'abord transféré à Leipsig, puis à Magdebourg ; maintenant il a encore rétrogradé et il est porté à Stattfurt. Cette vacillation fait voir qu'il ne peut avoir de confiance, ni d'espoir de succès dans aucun de ses plans : mais si nous considérons attentivement les détails de sa situation, nous aurons encore de plus fortes raisons de croire que, dans le fait, il est pressé de tous côtés par les mouvements des alliés et la crainte des insurrections.

Dans les deux exposés que le Moniteur renferme de la situation des armées au 5 et au 10 Avril, il est fait mention de plusieurs affaires qui ont eu lieu ; mais il n'en est aucune dans laquelle la victoire paraisse avoir été décidément en faveur des Français. Le bruit qui a couru ici il y a quelques jours de la défaite du corps de Grenier, est confirmé à un certain point par la maniere dont on rend compte de cet engagement. Il paraît qu'il a eu lieu, le 5 d'Avril, sur la rive droite de l'Elbe, à quatre lieues environ de Magdebourg ; on dit qu'il n'y a eu que *quatre* bataillons français d'engagés, qu'ils se sont conduits avec leur intrépidité ordinaire, et qu'ils ont repoussé l'ennemi. La plus légere expérience des bulletins français suffit pour faire voir dans ceci l'aveu que M. Grenier a été passablement frotté. Ce qu'il y a au moins de certain, c'est que s'il a remporté en cette occasion quelques avantages, il ne les a pas suivis, et qu'aucune autre partie de l'armée française n'a passé sur la rive droite pour soutenir ses opérations ; on voit qu'au contraire ce sont les alliés qui, deux jours après cet événement, ont eu l'audace de passer sur la rive gauche à Dessau.

Indépendamment de cela, il faut remarquer que les alliés ont aussi pris possession de Dresde, d'où le général Durutte s'était retiré, prenant une position dans le voisinage. Nous voyons aussi qu'il n'avait pas gardé long-temps cette position, car nous l'apercevons en marche pour se joindre à Victor, qui était posté à Calbe, à environ 120 milles de Dresde, et 30 de Magdebourg. En passant l'Elbe, les Russes avaient menacé Victor au point que Beauharnois s'était trouvé lui-même dans la nécessité d'envoyer le 5e corps et partie du 11eme pour le soutenir; et finalement de reculer son quartier-général dans le même voisinage, où il a pris une forte position *défensive*, la riviere de la Saale en front, sa gauche à l'Elbe, et sa droite s'appuyant sur les montagnes du Hartz.

Un autre fait, digne de remarque, c'est que le Maréchal Davoust, qui, à la nouvelle de la défaite de Morand s'était porté en toute hâte à Lunebourg, où il était entré le 5, a été obligé, par ce nouvel état de choses, à se retirer en toute hâte vers Magdebourg, où est postée aujourd'hui la réserve de la Grande Armée.

Si nous examinons ce qui se passe sur le Wéser, nous verrons que quoique Vandamme fût arrivé le 5 à Brémen, où il trouva les divisions de Dufour et de St. Cyr, et quoique Davoust et Montbrun fussent restés à Lunebourg, pendant ce temps et même trois ou quatre jours après; cependant il n'a été fait aucune tentative combinée contre Hambourg; or s'ils ne se sont pas risqués à faire une telle entreprise avec leurs forces réunies, il n'est pas probable que Vandamme l'ait fait à lui seul, aussi nous n'ajoutons aucune foi au bruit qui se répandit hier qu'Hambourg était retombé au pouvoir des Français. Il est vrai qu'on parle d'autres troupes comme n'en étant pas fort éloignées, (Dumonceau à Minden et Lemarrois à Wésel); mais certes, ces généraux doivent avoir assez d'occupations à contenir le pays qu'ils occupent; et c'est ainsi que les insurrections réelles et celles qu'on appréhende, font une diversion importante en faveur des alliés.

Les papiers français sont forcés de convenir de la défaite de Morand; mais ils le font à leur maniere ordinaire. On sait que ce général avait à Stralsund au moins 2500 hommes de troupes réglées, presque toutes françaises, indépendamment des dernieres armes et des autres troupes qui l'avaient joint. La totalité de ses forces à la bataille du 2 était donc d'environ 3500 hommes. Les journalistes parisiens réduisent modestement ce total à 200 français et 800

Saxons. Mais une circonstance qui est mentionnée dans ces papiers mérite d'être prise sur le champ dans la plus sérieuse considération. Ils disent que ce Morand a fait fusiller trente des citoyens de Lunebourg comme rebelles. Nous espérons que c'est une calomnie, mais nous espérons aussi que si l'on découvre que le fait est vrai ; et que si Morand survit à ses blessures, aucune puissance sur la terre ne le sauvera du gibet. C'est une chose choquante et monstrueuse pour l'humanité de voir un tas de bandits féroces et sauvages se baigner impunément, toutes les fois qu'il leur plait, dans le sang des sujets loyaux d'un état étranger. Que le meurtre atroce des citoyens de Moscou ne soit jamais oublié. Le misérable qui peut sanctionner de semblables outrages envers l'humanité, ne pourra jamais être retenu que par la certitude d'une vengeance immédiate

A ce tableau des affaires en Allemagne que nous regardons en géneral comme donnant les meilleures espérances, nous avons la satisfaction d'ajouter une nouvelle très-agréable d'Espagne. Nous venons de recevoir des lettres de Bilbao de la fin du mois dernier. Elles font mention d'une entreprise du célebre partisan Longa. Il avait été dépêché dans les environs de Castro une force française considérable dans l'espoir de le détruire. Longa ayant eu connaissance du plan réunit tout son corps au nombre de 8,000 hommes, avec lesquels il tomba à l'improviste sur l'ennèmi et l'a complétement défait.

S'il est un trait qui fasse éminemment honneur à la bonne foi du gouvernement et de la nation britannique, c'est de voir que la reconnaissance du gouvernement provisoire indépendant de l'Espagne, agissant au nom et de la part de Ferdinand VII, a été et continue encore d'être la condition de chaque traité de paix et d'amitié conclu par la Grande Bretagne, depuis l'usurpation de la couronne d'Espagne par les Buonapartés, et l'insurrection des patriotes contre cette usurpation.

Conformément à ce principe inébranlable d'alliance, d'amitié et de fidélité, nous apprenons que la Suede, qui partage les mêmes sentiments, a reconnu le gouvernement de Cadiz, et qu'un personnage distingué de Stockholm, le comte Jacob de Lagardie est parti de cette capitale, en qualité d'Ambassadeur de S. M. Suédoise. accompagné du Baron Stiernheld, comme secrétaire de légation.

La corvette de S. M. *la Bonne Citoyenne*, sur laquelle on avait eu de si fortes inquiétudes qu'on avait payé jusqu'à 60 pour cent de primes d'assurance sur les trésors qu'elle apportait, est enfin heureusement arrivée de Buenos-Ayres, et St. Salvador à Portsmouth le 17 du courant, avec une cargaison en métaux, valant 500 mille livres sterling. Quelques jours auparavant, la frégate le *Président* était arrivée de l'Inde avec 350 mille liv. sterl. en piastres.

Ludwitz, le 27 Mars.—S. Ex. le Comte de Blucher a publié la proclamation suivante à Brentzlau :

Aux Troupes qui sont sous mon Commandement.

" Prussiens,

Nous passons nos frontieres, et nous entrons dans un pays étranger, (la Saxe) non comme ennemis, mais comme libérateurs. Allant combattre pour notre indépendance, nous n'opprimerons pas un peuple voisin, qui parle la même langue, qui professe la même foi, dont les troupes ont souvent combattu et triomphé avec nous, qui hait comme nous une oppression étrangere, et que l'astuce avec laquelle la France a égaré son Souverain dans la politique, a seule empêché jusqu'à présent de tourner ses armes contre les instruments d'une tyrannie étrangere. Traitez ce peuple avec douceur et humanité, et considérez les Saxons comme des amis de la cause sacrée de l'indépendance de l'Allemagne, pour laquelle nous avons pris les armes; regardons-les comme nos alliés futurs. Les habitans de la Saxe, de leur côté, satisferont convenablement à vos désirs raisonnables. Suivez l'exemple de vos compagnons d'armes du corps du général d'York, qui étant depuis long-temps sur un territoire étranger, ont soutenu, par la plus stricte discipline, l'honneur du nom Prussien.

" Le mauvais sujet qui ternira par des actes de violence, la gloire de la discipline Prussienne, ne sera pas traité par moi comme un des nôtres; mais j'aurai soin de lui infliger une punition déshonorante.

" Soldats de mon armée,—Vous savez que je veille paternellement à votre bien-être, mais vous savez également que je n'admets point d'excuse, et que vous trouverez toujours en moi un juge inflexible;—agissez en conséquence.

" Brentzlau le 23 Mars.

(Signé) " BLUCHER."

Imprimé pour SCHULZE et DEAN, 13, Poland-St. Oxford-St. chez lesquels on peut souscrire.

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLXIII.—*Le* 30 *Avril,* 1813.

Réponse au Rapport du Ministre des Relations Extérieures de France, le Duc de Bassano.

[Voyez le Numéro précédent, page 105.]

RAPPORT.

Sire,

Les journées de Jéna et de Friedland etc.

RÉPONSE.

La journée de Friedland n'avait pas mis la Russie dans un état de faiblesse, tel qu'elle n'eût plus été dans la possibilité de continuer la guerre, si vous l'aviez exaspérée en lui donnant pour voisin

un roi de votre prétendue dynastie. Peut-être ignorait-elle alors l'ascendant qu'elle pouvait reprendre en appelant à son secours le patriotisme sans égal de ses généreux habitants, et en combattant sur son territoire : mais vous en aviez déjà le pressentiment ; soixante-dix mille hommes qui vous restaient tout au plus après les sanglantes journées de Pultusk, Preussich Eylau et Heylsberg, vous firent écouter les conseils de la prudence, et remettre à un autre temps à achever de démembrer la monarchie prussienne qu'il suffisait à vos desseins de laisser dans l'impuissance de vous nuire.

Mais l'Empereur de Russie offrait à Tilsit etc.

L'Empereur de Russie, élevé dans des sentiments généreux, a pu faire des sacrifices pour un prince auquel il a donné et donne en ce moment tant de marques d'amitié, mais il n'a point offert de déclarer la guerre à l'Angleterre, de concourir à fermer le continent à son commerce ; c'est vous qui, par de faux exposés, l'avez amené à y consentir. Il n'a point demandé que le roi de Prusse fût *replacé au rang des souverains*, vous étant aussi impossible d'ôter aux rois que vous détrônez leur caractere sacré, que de l'imprimer sur le front des victimes que vous couronnez.

Cette perspective exerça sur Votre Majesté etc.

Certes, la perspective de ruiner l'Angleterre, d'appauvrir l'Europe, de désoler le monde, était faite pour exercer sur votre cœur le seul genre de séduction auquel il ne sache pas résister. Mais l'espoir de voir renaître la tranquillité n'entra pour rien dans les combinaisons sublimes d'un homme qui méditait, en 1807, l'invasion d'Espagne exécutée l'année d'après. *C'était pour de si grands intérêts* que vous aviez l'air *de sacrifier les calculs de*

votre politique, et de céder en partie aux vœux de l'Empereur de Russie que vous aviez tant d'intérêt de ménager.

En consentant à recevoir le Roi de Prusse, (et l'on rougit ici pour votre ministre, en songeant au mot qui a pensé lui échapper,) vous mîtes dans cette entrevue l'insolence habituelle qui ne vous a jamais permis de vous élever à la hauteur des rois, même en les écrasant ; et l'oubli total de toute décence dans votre conduite, suggéra à un écrivain politique la réflexion suivante, que vous allez, dans vos fureurs, justifier plus que jamais :

" Ah ! sans doute, c'est une faveur de la Providence, qu'en accordant à un homme quelques moyens d'éblonir, elle se soit réservée le droit de lui refuser cette dignité qui acheverait de le fixer au rang suprême ; en se servant d'un conquérant pour châtier les rois, elle n'a pas voulu confondre leur oppresseur avec eux ; et comme si elle voulait nous laisser l'espoir de revenir un jour sur son ouvrage, elle a permis que tant d'actions d'éclats fussent souillées par l'oubli total de toute majesté souveraine ; afin qu'au milieu de tant de prestiges on retrouvât la trace révolutionnaire qu'on voudrait en vain nous faire oublier".

C'était d'ailleurs une opinion générale, que le roi etc.

Ainsi donc, c'est sur l'opinion générale que le roi de Prusse avait été entraîné, que vous avez eu l'excessive indulgence de ne lui enlever que la moitié de ses états ! Ce moyen, il faut en convenir, était le plus sûr pour le guérir de toute illusion funeste ; mais il prouve bien moins votre *bonhommie* que la complaisance avec laquelle vous venez de permettre à votre ministre des relations extérieures de vous persiffler en plein sénat, en rap-

pelant à l'Europe *reconnaissante* à quel point la générosité est un besoin de votre cœur.

La monarchie prussienne fut relevée, etc.

Les maisons de Bragance et de Lorraine continuent aussi de régner, et vous voudriez bien qu'on pût en dire autant dans quelques années de votre quatrieme dynastie !

Votre Majesté dut l'éloigner etc.

Que de mots pour remplacer les deux seuls véritables, *injustice* et *spoliation !* Et quel rapport l'occupation de quelques places fortes de la Prusse, affaiblie alors au point de ne plus donner à son alliance aucune importance, pouvait-elle avoir avec les possessions maritimes que l'Angleterre vous a enlevées dans les trois autres parties du monde ?

Le roi de Prusse n'eut point à discuter etc.

Avec quelle naïveté votre ministre révele qu'il n'y a point de discussions préliminaires aux traités que vous dictez à vos ennemis vaincus ! Il n'y a que la connaissance de votre caractere implacable, qui ait pu donner de l'importance aux sacrifices que vous faisiez, ou plutôt, il n'y a qu'un rafinement de perfidie qui ait pu vous engager à laisser à la Prusse quelque reste d'espoir, afin d'en arracher ces *contributions équitables*, que vous n'eussiez jamais obtenues en vous chargeant de les extorquer vous-même.

Les armées de Votre Majesté ne devaient évacuer etc.

Vous n'avez jamais consenti qu'à ce qui vous a été le plus utile. En formant le projet de promener votre tyrannie sur un autre sol, vous étiez obligé de laisser un moment respirer le Nord de

l'Europe, afin d'écraser plus sûrement le Midi ; il fallait retirer vos troupes des environs de l'Oder, pour les rapprocher du Danube que vous menaciez ; il fallait complaire un moment à la Prusse pour attaquer plus sûrement l'Autriche, acheter la neutralité de la Russie par quelqu'acte de condescendance, et disposer de soixante mille hommes de plus, afin de pouvoir changer le théâtre de vos vexations, et vous ouvrir de l'autre côté des Pyrénées un nouveau champ de proscriptions, de carnage et de larmes.

L'alliance de la France avec la Russie etc.

Quelle est l'alliance que vous ayez jamais contractée, qui ait pu vous garantir la fidélité d'aucune puissance ? Avez-vous mérité l'attachement d'un seul de ces peuples que vous avez ou protégés ou vaincus ? Avez-vous, par le bienfait, obtenu des droits à la reconnaissance ? En dictant la loi, comme le plus fort, vous n'avez jamais dû compter sur la foi du plus faible ; du moment que rien n'est juste, tout est conditionnel ; c'est à l'ascendant de votre fortune que l'on a cédé, et votre peuple qui n'est autre chose qu'un peuple vaincu par vous, comme les autres, vous apprendra bientôt que tout serment fait à un soldat heureux, est nul du moment qu'il est abandonné par la victoire.

En 1811, lorsqu'un changement visible etc.

Ce changement visible dans les dispositions de la Russie, avez-vous pu le craindre quand vous l'avez provoqué ? C'est vous qui, aux yeux de toute l'Europe avez altéré le premier la confiance qui régnait entre votre cabinet et celui de cette puissance ; c'est vous qui, soupçonneux comme la perfidie et craintif comme l'injustice, avez, à la fin de cette année 1811, renforcé la garnison de Dantzick au

point d'y faire entrer tous les éléments d'une armée ; c'est vous qui, après avoir placé cette védette insolente, avez développé votre nouveau système de guerre contre la Russie, en donnant à vos prétentions un accroissement sans exemple, et en forçant cette puissance, que vous avez si mal connue, à vous combattre pour la premiere fois avec tous ses moyens.

La Prusse, dit votre ministre, *a demandé la faveur d'être admise à votre alliance.* Cela se peut, et votre perfidie à relever cette demande n'en remplira pas davantage le but qu'elle ose en attendre : si, à cette époque, la Prusse avait pu espérer que les armées russes eussent commencé la guerre entre la Vistule et l'Oder, elle n'aurait pas sans doute sollicité son oppresseur ; mais sa position lui en faisait une loi tyrannique. Depuis que vous avez renié le droit des gens, et renversé le droit public, c'est la carte de l'Europe à la main qu'il faut suivre la politique errante, et juger, par la situation locale des états, la conscience de ces mêmes cabinets qui n'ont plus à leur disposition des armées assez puissantes pour établir leur politique sur une base indépendante.

Cette question se présenta etc.

L'importance que vous mîtes à cette question ne peut avoir été qu'un calcul arithmétique ; valait-il mieux, pour vous, passer sur le corps de la Prusse, perdre un temps précieux à la traverser hostilement, ou recruter, en passant, vingt-cinq mille hommes ? de deux manieres de la ravager, vous avez préféré la plus lucrative, et vous avez *sauvé encore une fois la Prusse* en la pillant avec méthode.

Lorsque Votre Majesté se rendit à Dresde, etc.

Le roi de Prusse ne pouvait pas faire autre-

ment que de pénétrer comme les autres jusques dans l'antre où vous rappeliez si bien le lion malade de la fable ; mais vous ne pouviez pas faire autrement que de le traiter avec amitié ; il fallait endormir le roi de Saxe sur les bords de l'abîme, et faire croire aux autres rois vos vassaux, qu'il était un degré d'esclavage auquel on obtenait la liberté de se dire *souverain par la grâce de Dieu.*

Tant que Votre Majesté fut maîtresse des événements, etc

Il y a fort peu de génie à se jeter dans Moscou sans être le maître de la campagne, et fort peu de courage à passer sur le corps de quatre cent mille morts pour se sauver. Vous vous étonnez que le cabinet de Berlin ne garde plus de ménagements lorsque votre armée éprouve à son tour les chances de la fortune, et vous, vainqueur impitoyable, les aviez-vous gardés ? Ce n'est point la défection du général d'York qui a obligé vos armées à repasser la Vistule, les débris, que vos ministres appellent ainsi, étaient déjà forcés de le faire : cette défection vous a servi au lieu de vous nuire, en vous épargnant quelque honte de plus, et en vous procurant les moyens de repousser pendant plusieurs semaines ces vérités terribles qui, malgré vous, accompagnaient votre fuite et menaçaient de vous devancer à Paris.

La Prusse, pour dissimuler ses intentions, etc,

La Prusse, en offrant un nouveau contingent, ne voulait que prévenir des demandes exhorbitantes : elle craignait le retour d'une armée exaspérée, car elle croyait encore à cette armée. Pouvait-elle deviner que cinq cent mille hommes se réduiraient à vingt mille malheureux, et que l'armée française, chargée de quinze ans de gloire, et son Empereur de deux couronnes, reviendraient couverts de honte et de haillons ?

Le roi quitta inopinément Potzdam. etc.

C'est parce que le roi était dans une ville ouverte qu'il l'a quittée : elle n'était couverte par rien *du côté de Spandau ;* il a mieux aimé prendre le chemin de Breslau que celui de Vincennes, d'où vous savez qu'on ne revient jamais.

A peine était-il arrivé à Brealau, etc.

Il vous eût été sans doute plus agréable que les Prussiens, en défendant pied à pied leurs provinces, se fussent dévoués pour le vainqueur de Jéna et le généreux pacificateur de Tilsitt ; mais en exposant leurs dernieres ressources, ils auraient achevé de dilapider les dons qu'ils avaient reçus de votre générosité, et c'est pour pouvoir en conserver plus longtemps le souvenir, que le général Bulow, ne s'est point opposé inutilement au passage de l'Oder, sans pourtant le *faciliter.*

Le cabinet de Prusse avait jeté le masque. etc.

Quel abus de mots ! quel verbiage ! pour dire que des *Prussiens* qui désirent le rétablissement *de la Prusse,* prêchent le bouleversement de l'ordre social ; et que des sujets *fideles à leur roi,* sont des fanatiques séditieux qui travaillent *à la destruction de son trône.*

Enfin, le 1er Mars, le gouvernement prussien etc.

Le roi de Prusse n'avait rien de mieux à faire : il ne pouvait pas rester sans appui entre les Russes qui traversaient ses états et la nation qui brûlait de secouer votre joug ; c'est votre honteuse fuite qui l'a mis à découvert, et c'est à vous seul qu'il faut vous en prendre.

Ainsi, la Prusse a déclaré la guerre à Votre Majesté etc.

Ainsi tel est le prix de la perfidie : qui seme l'injustice doit récolter la vengeance. Il n'existe de paix solide que celle qui est assise sur des bases *tolérables ;* et si les chances de la guerre décidaient jadis plus ou moins des prétentions des puissances belligérantes, il y avait cependant des principes auxquels on revenait, avant que l'Europe n'eût été gouvernée par des avanturiers, infectant, comme les harpies, les plats servis aux banquets des rois.

Je joins à ce rapport :

Les pieces présentées à Votre Majesté, etc. etc.

N'ayant pas besoin de justifier ces pieces diplomatiques, qui sont ce que les événements les ont obligées d'être, je vous demanderai sous quel amas de mensonges politiques l'Europe ne pourrait-elle pas vous étouffer, si chaque puissance trompée, spoliée par vous depuis quatorze années, livrait à l'impression ce long tissu de perfidies qu'il vous a plu d'ourdir ? Sans prétendre défendre les différents systêmes politiques que la Prusse a cru devoir adopter depuis 1792, je vous demanderai.... Quel est le cabinet de l'Europe qui a montré le plus de versatilité dans ses principes, le moins de fixité dans ses idées ? .... Je vous demanderai quel est celui qui a créé une république en Lombardie, pour y fonder, quatre ans après, un royaume ? Qui a donné Naples à son frere, pour le donner à un beau-frere ensuite ? Qui a pris, rendu, repris Rome pour la rendre encore ? Qui a fait alliance sur alliance avec la Maison de Bourbon à Madrid, et a voulu l'anéantir à Bayonne ? Qui a donné vingt formes différentes à l'empire germanique, changé la Hol-

lande en royaume, ce royaume en départements réunis ?... Et quand vous aurez reconnu en vous le plus inconséquent, le plus passionné, et le moins prudent de tous les hommes, j'ajouterai . . .

Quand on n'a d'autres lois que son audace, d'autre frein que son ambition, d'autres droits que celui du plus fort, on a dégagé d'avance tous les peuples des serments de fidélité extorqués par la terreur ; et l'on peut les regarder, ces serments puérils, comme les aveux que la torture arrache, et dont il n'est plus permis à la justice de faire usage, du moment où la douleur permet de les rétracter.

NOTES DU MONITEUR

Relatives à la Lettre du Baron de Kreusemark *au Duc* de Bassano, *en date de Paris, le 27 Mars.*

(1) A qui la Prusse doit-elle imputer l'*état où elle se trouve ?* Est-ce donc S. M. l'Empereur et Roi qui a ordonné au général d'Yorck de violer ses devoirs, de passer à l'ennemi et d'obliger, par sa défection, l'armée française à se replier sur l'Oder ?

Est-ce donc S. M. qui a ordonné au général Bulow de favoriser le passage de l'Oder à l'ennemi, et de mettre l'armée française dans le cas de se retirer sur l'Elbe ?

Est-ce donc S. M. qui a conseillé au roi de Prusse de quitter une résidence où il était couvert par l'Oder et d'aller dans une place ouverte en marchant à la rencontre de l'ennemi ?

(2) L'amitié personnelle qui unit le roi de Prusse à l'Empereur de Russie date du traité de Tilsitt. Pourquoi donc, lorsque depuis l'Empereur Alexandre se précipitait dans une guerre qui menaçait sa capitale, la Prusse a-t-elle sollicité avec tant d'instance de pouvoir se ranger contre lui ? Pourquoi le roi de Prusse a-t-il demandé que le traité d'alliance lui assurât des aggrandissements aux dépens de la Russie, et se livrait-il à l'espoir de lui enlever la Courlande et la Livonie ?

Art. XIII.—*De la Premiere Convention Spéciale du 24 Février*, 1812.

" Dans le cas d'une heureuse issue de la guerre contre la Russie, si malgré les vœux et les espérances des hautes parties contractantes, elle venait à avoir lieu, S. M. s'engage à procurer à S. M. le roi de Prusse une indemnité en territoire, pour compenser les sacrifices et charges que S. M. aura supportées pendant la guerre."

(3) La Prusse a-t-elle attendu ces explications ? C'est le 15 Février que, de Breslau, elle adressait à ses ministres à Paris, l'ordre de les demander; et le 1er Mars, à la suite d'une négociation, elle signait un traité d'alliance avec la Russie.

(4) Vous appelez humiliante une paix qui vous a rétabli sur le trône: vous avez raison ; la générosité humilie toujours les ingrats. Mais si cette paix dure et humiliante vous avait laissé de si profonds ressentiments contre la France, pourquoi, depuis, avez-vous sollicité son alliance ? Ce n'est pas en Février, 1813, c'est en Février, 1812, avant de signer le traité d'alliance par lequel vous demandiez des aggrandissements aux dépens de la Russie, qu'il fallait tenir ce langage.

(5) La Prusse a été traitée comme un pays conquis : sans doute, puisqu'elle avait été conquise. Mais est-ce le traité de Tilsitt qui en a fait la conquête ?

(6) L'article 28 du traité de Tilsitt est ainsi conçu :

" Il sera fait immédiatement une convention ayant pour objet de régler tout ce qui est relatif au mode et à l'époque de la remise des places qui doivent être restituées à S. M. le roi de Prusse, ainsi que les détails qui regardent l'administration civile et militaire des pays qui doivent aussi être restituées."

La convention conclue en exécution de cet article contient les dispositions suivantes :

Extrait de la Convention signée à Konigsberg le 12 *Juillet* 1807.

Art. II.—La ville de Tilsitt sera remise le 20 Juillet, celle de Konigsberg le 25 du même mois, et avant le 1er du mois d'Août, les pays jusqu'à la Passarge, formant les anciennes positions de l'armée, seront remis.

Au 20 Août, on évacuera la Vieille Prusse jusques à la Vistule.

Au 5 Septembre on évacuera le reste de la Vieille Prusse jusqu'à l'Oder; les limites du territoire de Dantzik seront tracées à deux lieues autour de la ville, et déterminées par des poteaux aux armes de la France, de Dantzik, de Saxe et de Prusse.

Au premier Octobre, on évacuera toute la Prusse jusqu'à l'Elbe.

La Silésie sera également remise au premier Octobre, ce qui fera deux mois et demi pour l'évacuation entiere du royaume de Prusse.

La Province de Magdebourg, pour la partie qui se trouve sur la rive droite de l'Elbe, ainsi que les provinces de Preutzlow et de Pesewalki, ne seront évacuées qu'au premier Novembre; mais il sera tracé une ligne, de maniere que les troupes ne puissent pas approcher de Berlin. Quant à Stettin, l'époque à laquelle cette ville sera évacuée sera déterminée par les plénipotentiaires.

Six mille Français resteront en garnison dans cette ville jusqu'au moment où on l'évacuera.

Les places de Spandau, de Custrin, et en général toutes celles de la Silésie, seront remises, le premier Octobre, entre les mains des troupes de S. M. le roi de Prusse.

Art. III.—Il est bien entendu que l'artillerie, toutes les munitions, et en général tout ce qui se trouve dans les places de Pillaw, Colberg, Graudentz, resteront dans l'état où les choses se trouvent, il en sera de même pour Glatz et Kossel, si les troupes françaises n'en ont pas pris possession.

Art. IV.—Les dispositions ci-dessus auront lieu aux époques déterminées, dans le cas où les contributions frappées sur le pays seraient acquitées.

L'évacuation des pays rendus à la Prusse était donc expressément subordonnée à l'exécution des engagements qu'elle contractait. Elle ne les a point exécutés : c'est à elle, et non à la France, qu'elle doit attribuer le retard de l'évacuation.

(7) Voyez l'article IV, ci-dessus cité, de la convention de Konigsberg.

Les articles 1 et 2 de la convention conclue à Paris le 8 Septembre 1808, sont conçus en ces termes :

Art. Ier. Le montant des sommes dus par les Etats prussiens à l'armée française tant pour contribution extraordinaire que pour arriérés de revenu, est fixé à cent quarante millions de francs, et au moyen du payement de la dite somme, toute prétention de la France sur la Prusse, à titre de contribution de guerre, se trouvera éteinte.

Cette somme de cent quarante millions sera versée dans

les vingt jours de l'échange des ratifications du présent traité, dans la caisse du receveur-général de l'armée, savoir :

Moitié en argent comptant ou en lettres de change, bonnes et acceptées, payables à raison de six millions par mois, à dater du jour de l'échange des ratifications, et dont le payement sera garanti par la trésorerie prussienne.

L'autre moitié en billets fonciers, hypothéqués par privilége sur les domaines royaux, lesquels seront remboursables dans l'espace d'un an à dix-huit mois après l'échange des ratifications du présent traité.

On n'a imposé à la Prusse aucune autre contribution que celles qui avaient été reconnues par les traités : mais les traités sont des actes arbitraires aux yeux d'une puissance qui ne les souscrit que pour les violer.

Il faut convenir cependant que la France a manqué à leur exécution sur quelques points.

Par la convention du 8 Septembre, 1808, la dette de la Prusse était fixée à cent quarante millions de francs ; deux mois après le 5 Novembre, 1808, l'Empereur fit remise à la Prusse d'une somme de vingt millions.

La Prusse ayant suspendu ses payements lorsqu'elle vit éclater la guerre de 1809, et ayant, depuis, toujours sollicité des délais à l'époque de chaque versement, la France lui accorda constamment le temps dont elle avait besoin.

Enfin, pour faciliter les payements, elle admit, par une convention du 21 Janvier 1811, et pour comptant, un versement de denrées coloniales pour une valeur de douze millions.

(8) L'article 27 du traité de Tilsitt est ainsi conçu :

" Jusqu'au jour de l'échange des ratifications du futur traité de paix définitive entre la France et l'Angleterre, tous les pays de la domination de S. M. le roi de Prusse seront, sans exception, fermés à la navigation et au commerce des Anglais.

Aucune expédition ne pourra être faite des ports prussiens pour les îles britanniques, ni aucun bâtiment venant d'Angleterre ou de ses colonies, être reçu dans lesdits ports.

C'est à l'intérêt du système continental que l'Empereur fit le sacrifice de ses conquêtes sur la Prusse. L'adoption du système continental par la Prusse fut la condition essentielle du traité de Tilsitt ; mais la Prusse ne compte pour rien ses engagements : aussi a-t-elle éludé le système continental autant qu'il était en elle.

(9) On croirait que les places de l'Oder étaient au pouvoir de la Prusse, et que la France n'avait pas le droit d'y mettre des garnisons. Les places de l'Oder avaient été con-

quises, des garnisons françaises les occupaient, elles y sont restées conformément à l'article 28 du traité de Tilsitt déjà cité ; à l'article 4 de la convention de Konigsberg, aux articles 6 et 8 de la convention du 8 Septembre, 1808.

VI. Les places de Glogau, Stettin et Custrin resteront au pouvoir de l'armée française jusqu'à l'entier acquittement des lettres-de-change et billets fonciers donnés en payement de la contribution énoncée au premier article. Celle de Glogau sera remise lorsque la moitié de la somme totale aura été réalisée ; les deux autres, après l'estimation entiere de cette dette.

Pendant le temps de l'occupation, il ne sera fait aucune destruction des ouvrages existants dans ces places.

La solde des garnisons sera payée par la caisse de l'administration française. Mais le logement, l'indemnité de logement, les vivres, fermages, chauffage et lumiere seront fournis par l'administrateur prussien, tant pour les troupes que pour l'état-major de chaque place, en se conformant aux tarifs établis par les réglements français.

A l'article 14 de la convention spéciale du 24 Février, 1812.

XIV. Quant aux places de Glogau, de Custrin et de Stettin, maintenant occupées par les troupes françaises, les frais d'entretien de leurs garnisons, et pour les approvisionnements de siége, etc. seront, à dater du jour de la signature de la présente convention pour la place de Glogau, et du jour où S. M. le roi de Prusse aura rempli les engagements contractés par la convention sur l'acquittement de la contribution, signée simultanément avec la présente, pour les places de Stettin et de Custrin, à la charge de S. M. l'Empereur. Un arrangement particulier aura lieu entre les deux souverains, sur la durée de l'occupation des places sus-mentionnées par les troupes françaises.

(10) Le pays a pourvu aux frais de l'approvisionnement des places, en exécution des traités.

Convention du 8 Septembre, 1808. (Voyez l'article ci-dessus.)

Art. IX. " Il y aura dans chacune de ses places un approvisionnement de siége de six mois, fourni ou par les " magasins français, ou par l'administration prussienne Dans " le premier cas, l'approvisionnement lors de l'évacuation des " places appartiendra à l'administration française."

Convention du 5 Novembre 1808.

Art. V. " Les places de Stettin, Custrin et Glogau de-

" vant rester occupées par les troupes françaises, il y sera " formé un approvisionnement de siége pour un an, calculé " sur la force des garnisons, ainsi qu'elle est déterminée par le " traité du 8 Septembre. Les approvisionnements ne pouvant " être fournis par les magasins français que pour ce qui con- " cerne les grains et farines ; et une partie des autres objets, le " Gouvernement Prussien s'engage à y suppléer, conformément " aux bases qui seront établies par un état que remettra l'in- " tendant-général de l'armée, tant pour les quantités que " pour les termes dans lesquels les divers objets devront être " fournis ; mais les approvisionnements que l'administration " prussienne aura fournis, lui appartiendront, seront sous " la sauve garde de ses agents, et seront laissés dans les places, " lorsqu'elles seront évacuées ; seulement les autorités fran- " çaises seront libres de s'assurer, toutes les fois qu'elles le " jugeront convenable de l'existence et de la bonne conservation " de ces approvisionnements."

(11) Par le traité de Bayonne l'Empereur a cédé au roi de Saxe les créances que le roi de Prusse lui avait cédées, sans réserve, par l'article 3 de la convention du 8 Septembre 1808.

Art. 3. Les créances que S. M. le roi de Prusse avait sur les particuliers du duché de Varsovie sont, aux termes du traité de Tilsitt, cédées sans aucune rançon.

(12) Malheureux sans doute ! mais qui avait causé ces malheurs, et qui les prolongeait ? Ce sont ceux qui après l'avoir précipité dans une guerre insensée ne remplissaient point les engagements résultants de la guerre. Ce ne sont point ceux qui, usant de toutes especes de ménagements, accordaient de leur plein gré une remise de vingt millions, n'exigeaient pas les paiements aux échéances, donnaient des délais sans cesse renouvelés, et fournissaient à la Prusse toutes especes de facilité pour acquitter sa dette.

(13) Aux approches de la guerre de 1809, et tant qu'elle dura, vous comptiez que ses chances vous libéreraient sans bourse délier. Vous cessâtes alors tout paiement.

Vous vous êtes obligés à acquitter la totalité de votre dette avant le mois de Mai, 1810, au plus tard, et au 24 Février, 1812, vous n'en aviez pas encore acquitté la moitié.

Voilà avec quel scrupule vous aviez rempli vos engagements et comment la France vous a opprimé.

Voyons maintenant quels soins vous avez mis *à éviter ce qui pourrait lui donner de l'ombrage ?*

Avez-vous oublié à quelles passions vous laissâtes prendre l'essor en 1809 ? Ce que vous laissâtes faire sous vos yeux, dans

votre capitale même, si toutefois vous n'avez à vous reprocher que de l'avoir souffert.

(14) A peine la moitié en cinq années de ce qui devait être acquitté en trois ans.

(15) La France avait été généreuse, c'était une raison de plus de compter sur sa justice. Pourquoi donc auriez-vous craint si un sentiment intérieur ne vous eût pas fait redouter sa justice même?

(16) Cet aveu met à découvert l'immorale et funeste politique de la maison de Brandebourg. Voilà la cause de la situation malheureuse de vos peuples : voilà la cause de tous les maux qui ont pesé sur vos états. Ils sont les résultats d'un gouvernement sans caractere, sans persévérance, sans bonne foi.

Voyez au reste à la suite du rapport du ministre des relations extérieures, les pieces qui montrent quelles étaient les *affections* de la Prusse, lorsqu'elle demandait l'alliance et de quelle maniere elle les *exprimait*.

(17) Vous aviez sollicité cette alliance dès le mois de Mars 1811. Vous aviez prié, pressé, conjuré pour l'obtenir. En cédant à vos instances, l'Empereur put-il être dans le cas de soupçonner que vous hésiteriez à ratifier les actes de vos plénipotentiaires? La supposition par laquelle vous voulez expliquer l'entrée des troupes françaises dans la Poméranie et les Marches, est donc aussi évidemment gratuite qu'elle est odieuse. La marche des troupes françaises avait un motif tout naturel ; l'imminence de la guerre et la nécessité de se hâter pour n'être pas prévenu par l'ennemi.

(18) Cette convention était telle, que selon les rapports qui sont parvenus, la Prusse n'espérait pas obtenir des stipulations aussi favorables. Elle avait en effet renoncé dès le commencement des négociations à toute réclamation sur les contributions. Elle ne demandait pas que la valeur des fournitures à faire à l'armée fut précomptée sur les contributions ; elle ne demandait point que les paiements au termes de ces engagements fussent suspendus ; elle ne demandait pas que les actes de garantie soumis par les états des provinces prussiennes pour sûreté de la dette, fussent remis au roi de Prusse et échangés contre une simple obligation du gouvernement, et toutes ces dispositions de faveur ont été proposées par le gouvernement français lui-même et insérées dans la convention sur sa demande.

(19) Depuis quand les troupes ne doivent-elles pas vivre dans un pays qui doit être le théâtre de la guerre? Cette nécessité fut l'objet des deux conventions du 24 Février. On sta-

tua par l'une sur les livraisons à faire par requisition, par l'autre sur la formation des magasins, le tout en déduction des contributions et à la charge de la France, à qui elles étaient dues.

(20) Tout cela est de pure invention. Toutefois si ces pertes avaient été réelles, pourquoi ne les auriez-vous pas portées dans le compte de vos réclamations ? Pourquoi leur valeur n'aurait-elle pas été comprise dans la liquidation générale ?

(21) Non-seulement on n'a pas refusé de vérifier la comptabilité des fournitures, mais des commissaires ont été nommés pour y procéder. A la vérité, les comptes n'ont point été arrêtés chaque trimestre, mais le Comte de Lottum, que vous aviez chargé de cette opération était à Konigsberg, tandis que l'intendant général était à Moscou. Les événements militaires, la longueur des distances, la difficulté des communications, ont empêché que cette formalité ne fût remplie. Qu'en peut-on conclure ? En quoi la Prusse en a-t-elle souffert ? La compensation des créances réciproques, et le paiement de l'excédent ne devaient se faire qu'après une liquidation générale, et les paiements ne devaient s'effectuer pour les réquisitions *qu'à la fin de la campagne.* (Voyez ci-après l'article 9 de la convention spéciale) or, la campagne était-elle finie au mois de Décembre, lorsque la trahison du général d'York a signalé la défection de la Prusse ? La liquidation générale pour la formation des magasins, et les services stipulés par la seconde convention devaient avoir lieu aussitôt que les versements et livraisons à faire auraient été effectués en totalité "il devait alors être pris de nouveaux "arrangements pour l'acquittement du solde de compte qui res-"terait à la charge de l'une ou de l'autre partie contractante." (Voyez ci-après l'article 13 de la deuxieme convention.) Or la Prusse non-seulement n'a pas prouvé que les versements et livraisons à faire eussent été effectués en totalité ; mais il résulte des seuls états communiqués par ses agents, qu'ils ne l'ont pas été. Ces agents ont même déclaré par écrit qu'ils ne pouvaient pas l'être. La condition eût-elle été remplie, ni l'une ni l'autre puissance ne devait rien, jusqu'à ce que l'époque et le mode de l'acquittement du solde eussent été réglés par *de nouveaux arrangements,*

Article 9e de la premiere Convention du 14 *Février* 1812.

"Il pourra être fait au besoin, par les administrateurs ou "commandants français des réquisitions aux autorités locales "ou commissaires prussiens, pour les vivres et les charrois.

"Le décompte en sera fait tous les trois mois par l'intendant général de l'armée. Les récépissés particuliers seront

" convertis en un récépissé général et la valeur en sera acquittée,
" ou par la compensation sur les contributions dues par la
" Prusse, ou à la fin de la campagne."

Article 13*me de la seconde Convention du* 24 *Février* 1812.

" Aussitôt que les versements et livraisons à faire, en exé-
" cution de la présente convention auront été effectués en tota-
" lité, le compte général de leur quantité et valeur sera arrêté,
" ainsi que le compte définitif en capital et intérêts des contri-
" butions dues par S. M. le roi de Prusse. Il sera pris alors
" de nouveaux arrangements entre les deux hautes parties con-
" tractantes pour l'acquittement du solde qui résultera des dits
" comptes, à la charge de l'une ou de l'autre."

(22) L'approvisionnement de Glogau n'a plus été à la charge de la Prusse ; à dater du 24 Février. La France a déclaré que les fournitures qui seraient faites pour cette forteresse entreraient en compensation de la dette prussienne ; la même déclaration a été faite pour Spandau.

(23) En effet, la convention ne stipulait rien sur les forteresses de Pillau et de Spandau. La France avait déclaré qu'elle n'avait besoin ni de Graudentz, ni de Colberg, et rien ne fut dit sur les autres places. Le roi désira qu'on passât celles-ci sous silence; mais il fut convenu que la France pourrait occuper ces places, sans qu'il y eût à cet égard une disposition formelle dans le traité. On les eût certainement nommées parmi les places qu'on exceptait, si elles avaient dû être exceptées. C'est en conséquence de ces dispositions des deux parties contractantes, qu'elles ont été occupées *de concert* et avec les circonstances rappelées dans les extraits suivants.

Lettre de M. le Comte de Saint-Marsan.

Berlin, 24 Avril 1812.

" J'ai fait connaître, conformément aux ordres de S. M.
" les considérations qui la portent à désirer l'occupation de
" Spandau. Les dispositions ont été prises, et sont entiere-
" ment exécutées.

" Le roi n'a pas hésité un moment ; mais il a cependant
" été un peu peiné, en considérant cette demande comme les
" marques d'un reste de défiance qu'il désire ardemment de
" voir dissiper.

" Il n'y a plus à Spandau que 80 vétérans prussiens. Un
" bataillon français est dans la ville avec une batterie et une
" compagnie d'artillerie dans la forteresse. Le commandant
" prussien y est conservé."

Berlin, 28 Avril 1812.

" J'ai eu l'honneur d'informer votre Excellence que les " arrangements relatifs à Spandau avaient déjà été exécutés.

" D'après de nouvelles dispositions la garnison de Span- " dau doit être augmentée ; un général de brigade doit y être " établi, et les magasins serviront à renfermer le blé et autres " objets appartenant à l'armée française.

" J'en ai prévenu ce matin le baron Hardenberg dans une " conversation que j'ai eue avec lui. Il m'a répondu que l'on " fera tout ce que l'Empereur désire. Il m'ajoute toujours " que la seule peine que ressent le roi, c'est qu'il puisse rester " quelques défiances et quelques doutes à Sa Majesté l'Empe- " reur sur ses intentions et sur ses dispositions à faire tous les " efforts possibles pour seconder les vues de S. M. I. et R.

" Je lui réponds qu'il ne doit point attribuer à la mé- " fiance des mesures de précaution qui sont maintenant autant " dans l'intérêt de la Prusse que dans celui de la France ; " que, quoique S. M. l'Empereur n'ait jamais marché de vic- " toire en victoire, elle n'a jamais omis la plus petite des pré- " cautions, même à deux ou trois ou cents lieues derriere elle ; " que rien ne lui semblait indifférent, et que c'est peut-être le " seul homme à qui il ait été donné de faire de si grandes cho- " ses, sans oublier le dernier détail de la plus petite.

" M. Hardenberg abonda alors dans mon sens ; et comme " il est rempli de son objet, qu'il n'est pas formaliste et ne " voit dans l'alliance que le grand but de sauver la Prusse, il " finit par me dire que si, au surplus, il reste quelque défiance " à l'Empereur, il espere que la constance avec laquelle on " se montrera fidele allié, la détruira entierement."

Berlin, 29 Avril 1812.

" Hier au soir je me suis trouvé chez le Duc de Reggio, " avec le Baron de Hardenberg et M. de Narbonne. Il a été " question des ordres donnés pour Spandau ; et M. le Duc de " Reggio faisait sentir au Baron d'Hardenberg que ces mesures " ne devaient nullement inquiéter le roi ni lui faire supposer " que S. M. I. et R. avait de la méfiance ; que c'étaient les " précautions que l'Empereur prend toujours et partout et " qu'elles étaient commandées par les circonstances. Le mi- " nistre entra parfaitement dans le sens du maréchal ; l'assura " qu'on était disposé à tout faire pour le bien de la cause com- " mune ; non-seulement ce qui était stipulé, mais tout ce qui " serait utile ; qu'au surplus, l'affaire de Spandau était con- " forme aux termes stricts du traité, *puisque ni Spandau ni* " *Pillau n'avaient point été exceptés, comme Colberg, Grau-* " *dentz et Potsdam, par la stipulation qui porte que tous les*

" *pays entre l'Elbe et l'Oder, la Vistule et le Niemen, pour-*
" *raient être occupés par l'armée française.*

" Je rends compte de ces expressions du chancelier à V.
" Exc. pour la mettre toujours à portée de juger de la maniere
" dont ce ministre envisage la position de la Prusse."

(24) Cette épreuve n'a jamais été donnée. Pouvait-elle l'être ? Nous ne saurions en convenir. Au moment de la signature des conventions du 24 Février 1812, la Prusse devait encore à la France 62,450,694 francs. L'opération du versement des denrées coloniales admises en paiement pour favoriser la Prusse, a été consommée dans le courant de l'été suivant. La Prusse s'est trouvée libérée, tant pour les denrées coloniales, que pour les frais de transport, de 14,322,518 francs. Elle est encore débitrice de plus de 50 millions, y compris les intérêts. Quoiqu'on fût loin de penser que ces 50 millions fussent soldés par les livraisons et fournitures, S. M. avait consenti cette année à ce qu'il ne fût plus fait aucune réquisition à la charge de la Prusse, et à compte de sa dette. Au reste, quel que soit le débiteur ou le créancier, la compensation ne devait être faite qu'à la fin de la campagne ; et la Prusse nous déclare la guerre au commencement de Mars.

(25) M. le Baron de Krusemark a remis en effet une note pressante, dictée selon ses expressions, *par le constant désir du Roi de continuer à remplir ses engagements envers son auguste allié ; le Roi dont la bonne volonté était* exprimée, en appelait à la justice et à l'amitié de Sa Majesté Impériale.

Cette note est datée du 2 Mars, c'est-à-dire, d'un jour après celui où la Prusse avait signé son traité d'alliance avec la Russie.

Des instructions en réponse furent envoyées à M. le comte de Saint-Marsan par un courier parti le 6 Mars. En le recevant le 17, il demanda un rendez-vous à M. de Hardenberg, pour lui faire connaître les dispositions favorables de S. M ; et pour toute réponse, le chancelier lui envoya la note du 16 Mars qui contient la déclaration de guerre de la Prusse à la France.

Extrait d'une Dépêche de M. de St. Marsan, *datée de Breslau*, 17 *Mars* 1813.

" L'Empereur Alexandre est arrivé ici le 15, à cinq
" heures après midi, au moment où j'allais faire partir pour
" Paris le courier porteur de cette nouvelle; celui que votre
" Excellence m'a expédié le 6 Mars m'a remis vos dépêches
" au même jour. Je venais d'écrire au baron d'Hardenberg
" pour lui demander un entretien, afin de l'informer des dis-
" positions favorables de S. M., lorsque j'ai reçu la note
" ci-jointe, qui est une déclaration de guerre en forme. Je
" me hâte de la porter à la connaissance de l'Empereur."

(26) On ne relevera point cette exagération, qui porte à 94 *millions les avances de la Prusse.* Cette estimation est non-seulement fausse, mais hors de toute vraisemblance. Nous l'avons déjà dit, il était au moins douteux que la créance de la Prusse pût compenser sa dette. Nous avons déjà démontré que, quand bien même elle aurait eu un solde de compte à réclamer, le terme des paiements résultant des traités n'étaient point arrivé. Ce n'était donc pas l'accomplissement d'une obligation que la Prusse pouvait demander. Etait-ce un secours ? Mais à quel titre et à quelle époque y avait-elle des droits ?

Est-ce le 24 Décembre, lorsque le général d'York donnait le contingent prussien à l'ennemi ?

Est-ce le 22 Janvier où le Roi quittait Potsdam pour aller à Breslau au devant de l'ennemi ?

Est-ce le 10 Février, où le général Bulow, imitateur du général d'York, trahissait et facilitait le passage du bas Oder à l'ennemi ?

Est-ce les 3, 9 ou 10 de Février où le roi appelait par ses édits toute la jeunesse de ses états à prendre les armes contre la France ?

Est-ce le 13 ou 16 Février où le Baron de Kniesbeck, le prince Biron et tant d'autres agents se rendaient au quartier-général de l'ennemi ?

Est-ce le 22 Février, où le chancelier d'Hardenberg avait des conférences avec les sectaires ennemis de l'alliance, et perturbateurs du repos de l'Allemagne ?

Est-ce le 23 Février où les chefs de la faction qui fit la guerre en 1806 arrivaient à Breslau et rentraient en crédit?

Est-ce enfin le premier de Mars, où le Roi de Prusse, par un traité, joignait ses armes à celles de l'Empereur Alexandre ?

A ces diverses époques, c'eût été le comble de la déraison de venir au secours d'un allié infidele, et de lui donner des moyens pour s'armer contre nous.

(27) La Prusse avait-elle le droit de compter sur le secours des armées françaises, lorsque ses deux armées avaient passé à l'ennemi ? lorsque les troupes qui étaient à Potsdam, à Colberg et dans la Silésie, abandonnaient ces positions pour laisser un passage libre aux Russes ?

(28) Il n'y a pas eu d'atteinte portée à la souveraineté du Roi ; il n'y a eu de notre part que l'exécution d'un traité.— Le Roi s'était engagé formellement, *à ne faire aucune levée, aucun mouvement militaire, pendant que l'armée française occuperait son territoire, si ce n'était pour l'avantage de l'alliance et de concert entre les deux puissances.* (Voyez ci-après l'article II de la premiere convention spéciale du 24 Février) Les levées ne se faisaient pas pour *l'avantage de l'alliance,* puisqu'à peine réunis, les hommes levés marchaient contre elle. Elle

ne se faisaient pas *de concert*, puisque le ministre de Sa Majesté avait protesté à Breslau, contre les édits qui les ordonnaient. Elles ne devaient pas se faire, puisque les traités disaient formellement qu'elles ne se feraient pas.

Il n'y a pas eu d'atteinte portée à la souveraineté du Roi, si un général Français a pris des mesures de police que les circonstances exigeaient, lorsque, par un traité formel, *la police, le maintien de l'ordre et la sûreté de l'armée* avaient été déférés aux commandants français. (Voyez ci-après l'article 8 de la même convention) Quelle que fût notre illusion sur les sentiments du Roi, et sur la confiance que pouvait mériter son gouvernement, elles ne devaient pas aller jusqu'à nous empêcher de prendre les mesures nécessaires, pour nous mettre en Prusse à l'abri des événements. Si les commandants français ont encouru quelques reproches, c'est celui de n'avoir pas arrêté plutôt ces recrutements, qui, à peine commencés, ont fourni des auxiliaires aux Russes. Les premieres troupes légeres ennemies qui se sont approchées de Berlin, étaient conduites et renforcées par des jeunes gens de la capitale dont plusieurs ont été tués dans les escarmouches qui eurent lieu près des faubourgs.

Article II de la premiere Convention Spéciale du 24 Février 1812.

" La Prusse ne fera aucune levée, aucun rassemblement " de troupes, aucun mouvement militaire pendant que l'armée " française occupera son territoire ou sera sur le territoire en- " nemi, si ce n'est pour l'avantage de l'alliance et de concert " entre les deux puissances."

" ART. 8.—Les commandants français qui seront établis " sur les lignes d'opérations, ne pourront s'immiscer, ni di- " rectement, ni indirectement, dans ce qui regarde le gouver- " nement et l'administration civile. Ils auront dans leurs at- " tributions tout ce qui concerne les réquisitions, la fourni- " ture des subsistances aux troupes, le service des hôpitaux " militaires, la police et le maintien de l'ordre et de la sûreté " sur les derrieres de l'armée, pour ce qui la concerne."

(29) Des ordres furent en effet donnés, des marchés furent passés en conséquence; mais l'administration Française fut si peu seconde par l'administration Prussienne, et les marchés furent tellement onéreux, qu'on fut obligé de les casser.

(30) Ainsi qu'on vient de le dire, les marchés conclus à des prix exorbitants, ne purent être exécutés. C'était au moment même où le général Bulow venait de livrer le passage de l'Oder à l'ennemi; les Russes se présenterent sur les glacis des places. Les commandants ont fait ce qu'ils devaient, et ce qui se fait partout, ils ont completté leurs approvisionnements

pour assurer la défense des forteresses qui leur étaient confiées, c'est le droit de la guerre. Si la Prusse était alliée de la France, il était important pour elle que les places fussent défendues ; si elle était ennemie de la France, il n'en était que plus pressant pour nous de mettre les places en état de défense. D'ailleurs, qu'est-il arrivé ? l'approvisionnement a été completté aux dépens du pays. Or, aux termes de la convention du 8 Septembre 1808, déjà citée, l'approvisionnement du siége devait être fait par la Prusse.

(31) La Haute Silésie, une portion de la Basse, et le comté de Glatz, avaient été exemptés du passage des troupes alliées. (Voyez ci-après l'article 6 de la premiere convention spéciale du 24 Février 1812.) Cette exemption n'était pas, et ne pouvait pas être une neutralité. On a désiré que vous ne communicassiez pas avec l'ennemi, parce que vous ne deviez le faire que de concert avec votre allié, et parce qu'on prévoyait le résultat de ces communications. La conduite de vos généraux autorisait cette prévoyance trop bien justifiée par l'événement.

Article 6 de la premiere Convention spéciale du 24 Février, 1812.

" Les troupes françaises ou alliées pourront traverser et " occuper les provinces prussiennes, à l'exception de la Haute " Silésie, au comté de Glatz et des principautés de Breslau, " d'Oels et de Brieg. Elles n'entreront ni dans cette partie de " la Silésie ni dans les pays qui ne feront pas partie des lignes " d'opérations.

" La ville de Postdam sera exempte du passage de troupes " et de garnisons, française ou alliée.

" Il pourra être détaché de la garnison de Postdam une " compagnie pour la garde du château de Charlottenbourg, et " une compagnie pour la garde du palais du roi à Berlin. Au- " cun officier ou employé ne pourra, sous quelque prétexte que " ce soit, entrer ou loger dans les dits palais et châteaux, et leurs " dépendances sans la permission du gouverneur qui y sera " établi par S. M. le roi de Prusse."

(32) La Prusse était en pleine négociation avec l'ennemi, lorsqu'elle fit la proposition dont il s'agit. Elle est contenue dans une note remise à Breslau, le 16 Février, à M. le Comte de Saint-Marsan. Il suffit de remarquer la date de cette piece, et de citer les propres expressions du chancelier d'état pour faire juger la convenance, l'opportunité et la bonne foi qui avaient dicté cette proposition.

" Il est venu au roi l'idée que rien n'avancerait plus le " grand œuvre qu'une trêve ; d'après laquelle les armées russes " et françaises se retireraient à une certaine distance, et établi- " raient des lignes de démarcation, en laissant un pays inter-

" médiaire entr'elles. S. M. I. serait-elle portée à entrer dans " un arrangement pareil ? Consentirait-elle à remettre la *garde* " *des forteresses* de l'Oder, de Pillau et de la place de Dantzig " (pour celle-ci conjointement avec des troupes saxonnes en con- " formité du traité de Tilsitt) *aux troupes du roi*, et de retirer son " armée derriere l'Elbe; moyennant que l'Empereur Alexandre, " retirât toutes ses troupes derriere la Vistule ? Le roi ordonne " au général de Krusemark et au prince de Hazfeldt de deman- " der là-dessus les intentions de S. M. I. Il fait sonder egale- " ment l'Empereur Alexandre, comme sur une idée venant " absolument de lui seul, et qui ne peut compromettre en rien " les résolutions que Sa Majesté l'Empereur votre souverain, " Monsieur le Comte, pourrait prendre à cet égard. S. M. ré- " glera d'après celle-ci *ses démarches* ultérieures."

" HARDENBERG."

Breslau, 15 Février 1813.

On ne voit pas comment ceci étant écrit à Breslau le 15 Février, et l'alliance de la Prusse avec la Russie étant prête à être signée, comme en effet elle l'a été le 1er Mars suivant, *la résolution de l'Empereur Napoléon pouvait régler les démarches ultérieures* du roi de Prusse. A quoi bon ces ruses diplomatiques qui devaient être démasquées en moins de 15 jours?

(33) Et qu'avez-vous donc fait pour vous protéger vous-même ? Vos armées se sont placées dans les rangs ennemis.

(34) On ne niera point que la Prusse ne soit en effet aujourd'hui fidele à ses principes de tous les temps. (Voyez la réponse ci-après à la note de M. de Krusemark.)

(35) Voyez également la réponse ci-après à M. de Krusemark.

(36) Dans l'espace de vingt ans vous les avez tous trahis. Quel est le souverain, quelle est la nation qui peuvent désormais se fier à vous ?

(37) Ce vœu renverse le système de votre manifeste, fondé tout entier sur ce principe, que les arrangements et les traités doivent suivre toutes les chance de la fortune, toutes les vicissitudes de la guerre.*

---

* Si l'on ne trouvait pas dans la réponse à ces notes dans les remarques sur le Rapport de Bassano, par lesquelles nous commençons ce Numéro, il suffirait pour les réfuter de citer le fameux vers de Voltaire :

" L'injustice à la fin produit l'indépendance."

SÉNAT CONSERVATEUR.

Discours prononcé par S. A. S. le Prince Archi-Chancelier, présidant le Sénat dans la Séance du 1*er Avril* 1813.

Messieurs

Sa Majesté l'Empereur et Roi se met à la tête de ses armées.

L'Empereur a voulu donner à son auguste compagne un double témoignage de sa confiance.

C'est par ces motifs qu'il a fait expédier les lettres-patentes que je suis chargé de vous communiquer.

Désormais, Messieurs, l'Impératrice assistera aux conseils dans lesquels sont discutés les grands intérêts de l'Etat; elle aura la régence de l'Empire jusqu'au moment où la victoire aura rendu l'Empereur à nos vœux.

S. M. ne pouvait faire une disposition plus conforme au bien public, et qui fût plus agréable à ses peuples.

Le sénat s'empressera d'y applaudir et de conserver dans ses fastes cet acte de la volonté souveraine.

D'autres objets d'une haute importance doivent aussi, Messieurs, fixer votre attention.

Un rapport du ministre des relations extérieures vous fera connaître le changement intervenu dans nos relations politiques par la défection d'une des puissances du Nord.

Le parti qu'elle embrasse est une triste conséquence du caractere qu'ont pris depuis long-temps les démarches de son cabinet.

Cette circonstance impose à la nation l'obligation d'un grand effort dont les moyens se trouvent dans les projets qui vont être proposés à votre délibération.

Dans des moments d'un si grand intérêt, le sénat reconnaîtra combien il importe de développer les ressources de la France, d'en faire sentir tout le poids à l'ennemi, de le convaincre de l'utilité de ses projets, et de le réduire enfin à désirer sincerement cette paix, que la main triomphante de l'Empereur lui a si souvent offerte, mais qui ne peut être digne de S. M. qu'autant qu'elle assurera le repos de l'Europe et le commerce libre des nations.

Les lettres-patentes sont conçues ainsi qu'il suit:

" Napoléon, par la grâce de Dieu, Empereur des Français, Roi d'Italie, protecteur de la Confédération Suisse, etc. etc.

" A tous ceux qui ces présentes verront, Salut:

" Voulant donner à notre bien-aimée épouse l'Impératrice et Reine Marie-Louise des marques de la haute confiance que nous avons en elle, nous avons résolu de l'investir, comme nous l'investissons par ces présentes, du droit d'assister aux conseils du cabinet, lorsqu'il en sera convoqué pendant la durée de notre regne, pour l'examen des affaires les plus importantes de l'Etat; et attendu que nous sommes dans l'intention d'aller incessamment nous mettre à la tête de nos armées, pour délivrer le territoire de nos alliés, nous avons également résolu de conférer, comme nous conférons par ces présentes, à notre bien-aimée épouse, l'Impératrice et Reine, le titre de Régente, pour en exercer les fonctions, en conformité de nos intentions et de nos ordres, tels que nous les aurons fait transcrire sur le livre d'Etat; entendant qu'il soit donné connaissance aux princes grands-dignitaires, et à nos ministres, des dits ordres et instructions, et qu'en aucun cas l'Impératrice ne puisse s'écarter de leur teneur dans l'exercice des fonctions de régente.

" Voulons que l'Impératrice-Régente préside en notre nom le sénat, le conseil-d'état, le conseil des ministres et le conseil privé, notamment pour l'examen des recours en grâce, sur lesquels nous l'autorisons à prononcer, après avoir entendu les membres dudit conseil privé. Toutefois, notre intention n'est point que par suite de la présidence conférée à l'Impératrice-Régente, elle puisse autoriser, par sa signature, la présentation d'aucun sénatus-consulte, ou proclamer aucune loi de l'Etat; nous référant à cet égard au contenu des ordres et instructions mentionnés ci-dessus.

" Mandons à notre cousin le prince archi-chancelier de l'Empire, de donner communications des présentes lettres-patentes au sénat, qui les fera transcrire sur ses registres, et à notre grand-juge ministre de la justice, de les faire publier au Bulletin des lois, et de les adresser à nos cours impériales, pour y être lues, publiées et transcrites sur les registres d'icelles.

" Donné en notre palais de l'Elysée, le trentieme jour du mois de Mars, l'an mil huit cent treize, et de notre regne le neuvieme."

(Signé) NAPOLÉON.

Par l'Empereur,

Le ministre-secrétaire-d'état,

(Signé) Le comte DARU.

Vu par nous archi-chancelier de l'Empire,

(Signé) CAMBACÉRÈS.

S. M. a tenu, le 30 Mars dernier, à l'Elysée, un conseil de cabinet, composé des grands-dignitaires, des ministres ayant département, et des ministres d'état. Elle leur a fait connaître les lettres-patentes par lesquelles elle admet l'Impératrice au conseil du cabinet. S. M. l'Impératrice est entrée au conseil, accompagnée de la reine Hortense, de la reine de Westphalie, de la dame d'honneur et de ses dames. Elle a prêté le serment suivant :

« Je jure fidélité à l'Empereur ;

« Je jure de me conformer aux actes des constitutions, « et d'observer les dispositions faites ou à faire par l'Empe- « reur mon époux, dans l'exercice de l'autorité qu'il lui plai- « rait de me me confier pendant son absence."

S. M. a pris ensuite place au conseil. Tout ce qui était étranger s'est retiré, et la séance est devenue secrete.

Situation des Armées Françaisee dans le Nord, au 30 Mars.

La garnison de Dantzick avait délogé l'ennemi de toutes les hauteurs d'Oliva, dans les premiers jours de Mars.

Les garnisons de Thorn et de Modlin étaient dans le meilleur état. Le corps qui bloquait Zamosc s'en était éloigné.

Sur l'Oder, les places de Stettin, Custrin et Glogau n'étaient pas assiégées. L'ennemi se tenait hors de la portée du canon de ces forteresses. La garnison de Stettin avait brûlé tous les faubourgs et préparé tout le terrain autour de la place.

La garnison de Spandau avait également brûlé tout ce qui pouvait gêner la défense de la place.

Sur l'Elbe, le 17, on avait fait sauter une arche du pont de Dresde, et le général Durutte avait pris position sur la rive gauche. Les Saxons s'étaient portés autour de Torgau.

Le vice-roi était parti de Leipsick, et avait porté, le 21, son quartier-général à Magdebourg.

Le général Lapoype commandait à Vittenberg le pont et la place qui étaient armés et approvisionnés pour plusieurs mois. On l'avait remise en bon état.

Arrivé à Magdebourg, le vice-roi avait envoyé, le 22, le général Lauriston sur la rive droite de l'Elbe. Le général

Maison s'était porté à Mokern et avait poussé des postes sur Burg et sur Ziczar; il n'a trouvé que quelques pulks de troupes légeres qu'il a culbutés, et sur lesquels il a pris ou tué une soixantaine d'hommes.

Le 12, le général Carra Saint-Cyr, commandant la troisieme division militaire, avait jugé convenable de repasser sur la rive gauche de l'Elbe, et de laisser Hambourg à la garde des autorités et des gardes nationales. Du 15 au 20, différentes insurrections se manifestereut dans les départements des Bouches-de-l'Elbe et de l'Ems.

Le général Morand, qui occupait la Poméranie suédoise, ayant appris l'évacuation de Berlin, faisait sa retraite sur Hambourg. Il passa l'Elbe à Zollenpischer, et le 17, il fit sa jonction avec le général Carra Saint-Cyr. Deux cents hommes de troupes légeres ennemies ayant atteint son arriere-garde, il les fit charger et leur tua quelques hommes. Le général Morand se posta sur la rive gauche, et le général Saint-Cyr se dirigea sur Brême.

Le 24, le général Saint-Cyr fit partir deux colonnes mobiles pour se porter sur les batteries de Carlsbourg et de Blexen, que des contrebandiers, aidés des paysans et de quelques débarquements anglais, avaient enlevées. Ces colonnes ont mis les insurgés en déroute et repris les batteries. Les chefs ont été pris et fusillés. Les Anglais débarqués n'étaient qu'une centaine; on n'a pu leur faire que quarante prisonniers.

Le vice-roi avait réuni toute son armée, forte de cent mille homme et de trois cents pieces de canon, autour de Magdebourg, manœuvrant sur les deux rives.

Le général de brigade Montbrun, qui, avec une brigade de cavalerie, occupait Steindal, ayant appris que l'ennemi avait passé le Bas-Elbe dans des bateaux près de Werden, s'y porta le 28, chargea les troupes légeres de l'ennemi, et entra dans Werden au galop. La quatrieme de lanciers exécuta une charge à fond dans laquelle il tua une cinquantaine de Cosaques et en prit douze. L'ennemi se hâta de regagner la rive droite de l'Elbe. Trois gros bateaux furent coulés bas, et quelques barques chavirerent; elles pouvaient être chargées de 60 chevaux et d'un pareil nombre d'hommes. On a pu sauver dix-sept cavaliers, parmi lesquels se sont trouvés deux officiers dont un aide-de-camp du général Dornberg, qui commandait cette colonne.

Il paraît qu'un corps de troupes légeres, d'un millier de chevaux, de deux mille hommes d'infanterie et de six pieces de canon, sont parvenus à se diriger du côté de Brunswick pour exciter à la révolte le Hanovre et le royaume de Westphalie. Le roi de Westphalie s'est mis à la poursuite de ce corps, et d'autres colonnes envoyées par le vice-roi, arrivent sur ses derrieres.

Quinze cents hommes de troupes légères ennemies ont passé l'Elbe le 27 près de Dresde, sur des batelets. Le général Durutte marche sur eux. Les Saxons avaient laissé ce point dégarni, en se groupant autour de Torgau.

Le prince de la Moskova était arrivé le 26 avec son quartier-général et son corps d'armée à Wurtzbourg ; son avant-garde débouchait des montagnes de la Thuringe.

Le duc de Raguse a porté, le 22 Mars, son quartier-général à Hanau ; ses divisions s'y réunissaient.

Au 30 Mars, l'avant-garde du corps d'observation d'Italie était arrivée à Augsbourg. Tout le corps traversait le Tyrol.

Le 27, le général Vandamme arrivait de sa personne à Brême. Les divisions Dumonceau et Dufour avaient déjà dépassé Wesel.

Indépendamment de l'armée du vice-roi, des armées du Mein et du corps du roi de Westphalie, il y aura dans la première quinzaine d'Avril près de cinquante mille hommes dans la 32e division militaire, afin de faire un exemple sévere des insurrections qui ont troublé cette division. Le comte de Bentink, maire de Varel, a eu l'infamie de se mettre à la tête des révoltés. Ses propriétés seront confisquées, et il aura, par sa trahison, consommé à jamais la ruine de sa famille.

Pendant tout le mois de Mars, il n'y a eu aucune affaire. Dans toutes ces escarmouches, (dont celle du 28 (à Werden) est de beaucoup la plus considérable, l'armée française a toujours eu le dessus.

Situation des Armées Françaises dans le Nord, au 5 Avril.

Les nouvelles de Dantzic sont satisfaisantes. La nombreuse garnison a formé des camps dans la ville. L'ennemi se tient éloigné de la place, et paraît peu disposé à rien entreprendre. Deux frégates Anglaises ont paru devant elle.

A Thorn, il n'est rien arrivé de nouveau. On a profité de ce temps pour augmenter les fortifications.

L'ennemi n'a que très-peu de forces devant Modlin. Le général Daendels, en prenant avantage, a fait une sortie, a repoussé le corps de l'ennemi, et s'est emparé d'un convoi considérable, dans lequel étaient entre autres 500 bœufs.

La garnison de Zamosc est maîtresse du pays à six

lieues à la ronde; l'ennemi observe seulement cette place avec quelque cavalerie légere.

Le général Frimont et le prince Poniatowski étaient toujours dans la même position, sur la Pelica. Stettin, Custrin et Glogau étaient dans le même état. L'ennemi paraît avoir des desseins sur Glogau, dont le blocus a été resserré.

Le corps de l'ennemi qui a passé l'Elbe à Werden le 27, et dont l'arriere-garde a été défaite le 28 par le général Montbrun, et jetée dans la riviere, a marché vers Lunebourg.

Le général Morand est parti de Bremen le 26, et il a marché sur Lunebourg, où il est arrivé le 1er Avril. Les habitants, soutenus par quelques troupes légeres de l'ennemi, ont voulu faire résistance; les portes ont été forcées à coups de canon; une trentaine de ces rebelles ont été fusillés et la ville soumise. Le 2, un corps ennemi, composé, à ce qu'on croit, de 3 à 4000 hommes d'infanterie, cavalerie et artillerie, se présenta devant Lunebourg. Le général Morand alla à sa rencontre avec sa colonne, composée de 800 Saxons et 200 Français, avec environ 30 cavaliers et quatre pieces de canon. La canonade commença; l'ennemi avait été forcé d'abandonner plusieurs positions, lorsque le général Morand fut tué par un boulet. Le commandement fut dévolu à un colonel Saxon. Les troupes, étonnées de la perte de leur chef, lâcherent pied, et après s'être défendues durant une demi-journée, elles capitulerent le soir. Ainsi l'ennemi fit prisonniers 700 Saxons et 200 Français; une partie des prisonniers a été reprise.

Le lendemain, le général Montbrun, commandant de l'avant-garde du corps du prince d'Eckmuhl, arriva à Lunebourg. L'ennemi, averti de son approche, évacua précipitamment la ville et repassa l'Elbe.

Le prince d'Eckmuhl arriva le 4; et obligea l'ennemi de retirer toutes ses forces de la rive gauche de l'Elbe, et fit occuper Stadt.

Le 5, le général Vandamme a rejoint à Bremen les divisions St. Cyr et Dufour. Le général Dumonceau était à Minden, avec sa division.

Le Vice-roi a rencontré le 2 Avril une division Prussienne en avant de Magdebourg, sur la rive droite de l'Elbe, l'a culbutée et poursuivie sur un espace de plusieurs lieues, et a pris quelques centaines de prisonniers.

La division Bavaroise qui faisait partie de la division du général Durutte, a eu une affaire le 29 Mars, à Coldez, avec la cavalerie légere de l'ennemi. Cette infanterie a repoussé toutes les charges que la cavalerie a faites sur elle, et a tué plus de 100 hommes, parmi lesquels étaient un colonel et plusiers officiers. La perte des Bavarois n'a été que de 16 blessés.

Un détachement de la cavalerie ennemie est entré le 5 à Leipsic.

Le duc de Bellune (Victor) était en observation à Calbe et Bernbourg sur la Saale.—*(Moniteur, du 15 Avril.)*

Situation des Armées dans le Nord, au 10 Avril.

Le 35e division, commandée par le général Grenier, eut le 5 une affaire d'avant-postes sur la rive droite de l'Elbe, à 4 lieues de Magdebourg. Quatre batallions seulement de cette division furent engagés. L'infanterie déploya son intrépidité accoutumée, et l'ennemi fut repoussé.

Le 7, le Vice-roi ayant appris que l'ennemi avait passé l'Elbe à Dessau, envoya le 5e corps et une partie du 11e, pour soutenir le 2e corps, commandé par le duc de Bellune. Le vice-roi lui-même prit poste à Stopfurt, où son quartier-général était le 9, et il a réuni son armée sur la Saale, la gauche à l'Elbe, la droite appuyée sur les montagnes du Hartz, et sa réserve à Magdebourg.

Le prince d'Eckmuhl, qui avait le 8 son quartier-général à Lunebourg, s'était mis en mouvement pour se rapprocher de Magdebourg.

L'artillerie de la division du général Vandamme était arrivée à Bremen et Minden.

La tête d'un corps composé de deux divisions qui devait prendre une position à Wesel, sous les ordres du général Lemarois, avait commencé d'arriver.

Le 10, le général Souham a envoyé un régiment à Erfurt, où l'on n'avait eu aucune nouvelle des troupes légeres de l'ennemi.

Le duc de Raguse (Marmont) a pris une position sur les hauteurs d'Eisenach.

L'armée Française du Mein paraît être en mouvement dans différentes directions.

Le prince de Neufchâtel (Berthier) était attendu à

Mayence. Une partie de l'état-major de l'Empereur y était déjà arrivée, ce qui donnait lieu de croire que Sa Majesté y arriverait incessamment—*(Moniteur, du 16 Avril.)*

Situation des Armées Françaises dans le Nord, au 15 d'Avril.

Le vice-roi était dans ses positions, sa gauche sur l'Elbe, à l'embouchure de la Saale; son centre à Bernbourg; sa droite vers les montagnes du Hartz; la réserve à Magdebourg. Le prince d'Echmuhl avait sa position à Zelle; le général Vandame occupait Breme.

Le 12, l'ennemi voulut tourner Bernbourg avec plusieurs bataillons, ils furent reçus chaudement et repoussés avec perte. Il poussa également une colonne sur Nordhausen, au débouché du Hartz; ce point était occupé par un détachement de cavalerie qui chargea l'ennemi vigoureusement et fit trois hussars prisonniers.

Le 12, un détachement de hussars prussiens arriva à Gotha à onze heures de la nuit; il entoura la maison du baron de St. Aignan, ministre plénipotentiaire de France, et prit son secrétaire qui était dangereusement malade au lit, et l'enleva de force.

Quatre régiments d'infanterie russe étaient devant Wittemberg, qui est défendu par le général Lapoype; ils avaient fait une attaque de vive force, mais ils furent repoussés après avoir perdu bon nombre d'hommes. La forteresse de Torgau est seulement observée par quelques partis de Cosaques; quatorze mille Saxons y sont renfermés.

L'ennemi avait un poste de 25 hommes à Hoff, un escadron à Schleitz, et un à Plauen.

Quelques cadres de régiments bavarois consistant en 1200 hommes, allant de l'armée du vice-roi à Bamberg, furent attaqués près de Largenbalza par deux escadrons de l'ennemi; ils les repoussèrent; une cinquantaine de traînards furent cependant pris.

Le 12, il fut reçu des nouvelles des forteresses de Dantzig, Thorn, Modlin, Custrin, Stettin et Glogau, elles étaient dans le meilleur état de défense, l'ennemi n'avait rien tenté contre elles.

Le 15, S. M. l'Empereur partit de Saint Cloud, il arriva le 16, à onze heures du soir, à Mayence; il a fait le voyage avec une rapidité incroyable en moins de quarante-six heures.

(Moniteur du 23.)

Variétés Littéraires, etc.

Souvenirs et Portraits, 1780, 1789, *par M. le Duc de* Levis. (2 vol. in-8vo.)

Nul siecle n'a été plus fertile que le siecle dernier en hommes aimables, brillants et spirituels. Nul regne ne ressemble moins au regne de Louis XIV que celui de Louis XV. Ce ne sont plus ni les mêmes mœurs, ni le même ton, ni le même langage, ni cette hauteur de sentiments, ni cette gravité majestueuse que le prince avait imprimée à tout ce qui l'entourait. Soit que la dévotion triste et pédantesque de Mme de Maintenon eût inspiré une aversion générale pour les formes austeres et religieuses, soit que par un effet naturel du caractere national, on fût las d'un genre de vie trop long-temps prolongé, on vit, après la mort de Louis XIV, la France libre de ses fers s'échapper avec ardeur vers les plaisirs légers et frivoles ; on la vit remplacer la grandeur par la grâce, la dignité par l'élégance, l'élévation de la pensée par la finesse de l'esprit ; et telle qu'une coquette enjouée, vive et piquante, elle sembla n'attacher désormais ses triomphes et sa gloire qu'à l'éclat de ses goûts et la supériorité de ses manieres. On vit les rênes de l'état maniées par des mains plus délicates qu'habiles, et (si j'ose le dire) le char de la France ressembla à celui de l'amour conduit par des papillons.

C'est de cette époque de notre monarchie si prochaine et si intéressante pour nous, que M. le duc de Levis a voulu nous donner une idée fidele en traçant ses souvenirs et ses portraits. Son livre est une sorte de galerie où l'on voit paraître successivement les

personnages célebres qui ont brillé sur la scene du monde.

Le premier qui s'offre à nos regards est ce comte de Maurepas, si jeune dans sa vieillesse, si aimable dans les cercles, si faible dans les conseils. Il dut son élévation à l'embarras où se trouvait le jeune monarque lorsqu'il monta sur le trône. Louis XVI ne voulait ni des Choiseul, ni des d'Aiguillon; les premiers lui étaient odieux, les seconds s'étaient rendus méprisables par leurs liaisons avec Mme Dubarry; il craignait de consulter la reine dont il redoutait l'influence. Dans cette incertitude, il s'adressa à ses tantes qui lui avaient toujours montré beaucoup d'affection, et qui vivaient dans une union touchante. Mad. Adelaïde fixa son choix sur M. de Maurepas. On avait d'abord pensé à M. de Machault, homme à grandes vues, integre et expérimenté. Mais M. de Machault n'avait rien d'aimable; ses formes étaient graves et austeres; M. de Maurepas était au contraire connu par les grâces de son esprit, et d'un commerce très-agréable. L'homme agréable fut préféré à l'homme de mérite, et c'est ce qui arrivera toujours, dit M. de Levis, toutes les fois qu'en pareilles circonstances on prendra l'avis des femmes.

Au reste, M. de Maurepas, sans avoir un génie supérieur, était un homme d'esprit et de sens. " Il avait, dit M. de Levis, de l'habileté dans les " affaires, de l'expérience et du discernement; ce " qui lui manquait dépendait plutôt du caractere et du cœur que des talents et des moyens. " Il avait si peu d'énergie qu'il était absolument " soumis aux volontés de sa femme, personne très-" médiocre; mais le plus grand de ses défauts était " une indifférence pour le bien public, qui tenait " moins à l'âge qu'à l'égoïsme. Pourvu que son " crédit ne souffrît point d'atteinte, et que sa " place, à laquelle il était aussi attaché qu'à la vie,

" lui fût conservée, le reste était pour lui d'un in-
" térêt secondaire. Enfin il était sur le vaisseau
" de l'état plutôt passager que pilote, laissant aller
" sa course incertaine au gré de l'opinion et des
" événements qu'il aurait dû maîtriser."

M. de Levis reproche à M. de Maurepas deux grandes fautes: le rappel des parlements et la guerre d'Amérique. Et quels furent les motifs qui le déterminerent pour la guerre? L'auteur des *Souvenirs* en rapporte deux également légers et superficiels. Louis XVI avait une prédilection particuliere pour tout ce qui tient à la marine; il en avait étudié la théorie, et tous les termes de l'art lui étaient familiers. M. de Maurepas vit une occasion de flatter le souverain, et l'intérêt du courtisan l'emporta sur les devoirs du ministre.

D'ailleurs, Beaumarchais venait d'acheter à vil prix une quantité considérable de fusils; si la guerre n'avait pas lieu, il était ruiné; si elle était déclarée, il faisait une fortune considérable. Or, M. de Maurepas aimait beaucoup Beaumarchais, et il ne convenait pas que ce favori d'un ministre fût ruiné: la guerre fut donc résolue; elle coûta douze cents millions à la France; on fut réduit à les emprunter; on agrandit en les empruntant l'abîme du déficit; le déficit provoqua la révolution, et la révolution détruisit la monarchie. A quel fil léger sont donc suspendus les destins des Empires!

M. de Maurepas avait la réputation d'un homme à bons mots; personne ne maniait mieux que lui l'arme de la plaisanterie; la gravité de ses fonctions ne le retenait pas lorsque l'occasion se présentait. M. de Levis en cite un exemple:

" Il n'y avait pas long-temps qu'il était pre-
" mier ministre, quand un gentilhomme gascon,
" avec lequel il avait eu quelques rapports éloignés
" pendant son exil, parut à son audience, et vou-
" lant se donner un air de connaissance: M. le

" comte", lui dit-il, en s'approchant et parlant plus haut, " oserais-je vous demander ce que vous avez " fait de ce petit cheval blanc que vous montiez, " il y a une dixaine d'années, lorsque nous étions à " la campagne ensemble ?—Monsieur", lui répondit le ministre, qui s'aperçut que l'habit du gascon était retourné, "je l'ai fait retourner, et je lui ai " fait mettre des boutons neufs."

M. de Maurepas était d'une taille un peu au-dessous de la médiocre; sa figure était assez commune et peu expressive; mais son extérieur froid, joint à la haute dignité dont il était revêtu, rendait son abord imposant. Il montra du désintéressement dans une place où il est si aisé d'accumuler des millions sans que le public puisse distinguer ce qui provient des largesses du prince et des déprédations du ministre. Ennemi de la magnificence et du faste, il ne déploya l'appareil de la puissance; jamais il ne se laissa entourer par la foule des courtisans, moins pour se conformer aux goûts simples du monarque que pour suivre les siens.

" Si l'on compare M. de Maurepas aux fameux " personnages qui ont occupé avant lui ce poste " si important pour la France et pour l'Europe " entiere, on trouvera, dit M. de Levis, qu'il n'a- " vait ni la profondeur énergique de Richelieu, ni " la grande habileté de Mazarin, ni la sagesse de " Fleury; mais aussi il ne fut ni immoral comme " Dubois, ni follement présomptueux comme " le cardinal de Loménie."

Je ne prétends point contester la justesse de cette réflexion. Mais il me semble que le cardinal de Loménie ne devait point se trouver ici; car M. de Levis ne parlant que des ministres qui avaient précédé M. de Maurepas, et le cardinal de Loménie n'ayant occupé le ministere que sept ans après la la mort de M. de Maurepas, il est évident qu'il ne devait pas faire partie du tableau.

On a, sous le nom de M. de Maurepas, des Mémoires publiés en 1790 et 1792 par M. Soulavie ; ils sont de M. Sallé, son secrétaire, et contiennent des détails assez curieux ; mais ces détails sont-ils authentiques ? On sait que M. Soulavie était un grand compilateur d'anecdotes ; qu'il avait un goût décidé pour les Mémoires, et qu'il les composait d'invention quand les pieces justificatives lui manquaient. Il vaut donc mieux s'en rapporter à l'auteur des *Souvenirs* qu'à lui, et c'est ce que nous allons faire pour le maréchal de Richelieu, dont le portrait suit immédiatement celui du comte de Maurepas.

Le maréchal avait plus de 80 ans lorsque M. de Levis le connut. Ce n'était plus le héros brillant de tant d'aventures célebres et galantes ; des rides profondes sillonnaient en tout sens son visage, et ses traits n'avaient rien de cette noblesse que le temps flétrit quelquefois sans l'effacer. Son esprit n'avait plus l'enjoûment et la vivacité du jeune âge, mais sa mémoire était excellente. Il prenait intérêt aux affaires du jour et racontait avec autant de simplicité que de grâce celles du temps passé.

Mais la reine n'aimait pas les vieillards, et le vieux maréchal était délaissé. M. de Levis sut mettre à profit cet abandon ; il passait souvent des soirées entieres en tête-à-tête avec lui ; il y recueillait des renseignements précieux sur les dernieres années de Louis XIV, et ses entretiens avaient souvent plus de charmes pour lui que les réunions les plus brillantes de la cour.

Qui croirait qu'avec une imagination vive et légere, un esprit libre et étendu, le maréchal avait cependant un penchant secret pour la superstition? Il était en ambassade à Vienne et n'avait que vingt-neuf ans, lorsqu'un charlatan sans patrie, sans nom, alchimiste, astronome, médecin, spéculant sur la crédulité et la faiblesse du cœur humain, vint

offrir aux plus beaux esprits de Vienne de leur faire de l'or et de leur montrer le diable. Le maréchal était moins avare que curieux. Ce fut au diable qu'il s'arrêta, et le jour fut pris pour la cérémonie. Elle devait avoir lieu dans une carriere près de la ville. Quelques gens de marque, au nombre desquels se trouvait l'abbé de Sinzendorf (depuis cardinal), s'y rendirent avec l'ambassadeur français : on immola un cheval blanc à la lune ; le magicien fit ses conjurations, et les fit si mal, que le diable ne vint pas. Duclos, dans ses Mémoires secrets, prétend que le maréchal, indigné de cette maladresse, s'en vengea sur le sorcier et le tua ; mais on n'a rien de certain sur ce fait, et le sacrifice du cheval paraît le seul meurtre avéré.

Il est constant que le maréchal de Richelieu croyait aux astrologues, aux pressentiments, et M. de Levis assure qu'il refusa d'aller à Versailles faire sa cour au fils aîné de Louis XVI, sous le prétexte bizarre qu'il savait de bonne part que cet enfant n'était point destiné au trône.

Quoique personne ne soit plus célebre que lui pour ses bonnes fortunes, c'est une justice qu'on lui doit que personne non plus ne fut moins prompt à s'en vanter : il estimait peu les femmes, et ne parlait d'elles néanmoins qu'avec beaucoup de ménagement. On cite nombre d'aventures périlleuses dans lesquelles il s'engagea, et d'où il se retira assez heureusement. En voici une qui peut donner une idée de la gaieté de son caractere et de son penchant pour les bons mots.

Il avait loué une maison qui donnait sur une ruelle assez étroite, derriere un hôtel dont il n'avait pu gagner le portier. La femme de chambre, qui était dans ses intérêts, ouvre une lucarne de grenier. Il s'en sert pour appuyer une planche légere, et passe hardiment sur ce pont tremblant. Mais à la pointe du jour, lorsqu'il faut reprendre le même

chemin, le maréchal le trouve trop périlleux ; il lui semble que la planche s'est considérablement rétrécie. En vain la femme de chambre le presse de s'éloigner, il résiste. *Enfin*, lui dit-elle, *vous y avez déjà passé.—Oui*, répondit-il, *mais c'était avant.* Rien ne put le déterminer ; il fallut l'enfermer dans une armoire, et le faire sortir sous un déguisement.

Je voudrais pouvoir citer toutes les anecdotes piquantes que renferment les *Souvenirs* de M. de Levis, et faire connaître les réflexions qu'elles lui ont suggérées ; mais en les détachant du livre, elles perdraient beaucoup de leur prix ; et le cadre d'un journal est trop étroit pour un pareil travail.

Ces *Souvenirs* confirmeront l'opinion honorable que M. de Levis a déjà donnée de lui dans les ouvrages qu'il a précédemment publiés. Ils offrent un intérêt varié ; de la vérité sans froideur, de la sagesse sans ennui. Le style en est pur, facile, et souvent élégant. C'est celui d'un écrivain aussi modeste qu'éclairé, et qui n'annonce aucune prétention, lorsqu'il pourrait en avoir de si légitimes.

Messieurs les membres de la commission d'Egypte ont présenté à Napoléon la seconde livraison de la *Description de l'Égypte*. Cette livraison est composée de trois volumes de planches, gravées en couleurs et achevées au pinceau, représentant pour la plupart des peintures égyptiennes. On y a joint la collection des monuments astronomiques. La 1ere et la 2eme livraison forment cinq volumes de planches ; il en reste quatre à publier, et les cinq-sixiemes des gravures qui les composent sont terminées. Le texte entier aura environ six mille pages, dont près de la moitié est déjà imprimée dans les deux premieres livraisons.

On vient de mettre en vente chez Buisson, li-

seconde édition de l'ouvrage principal. C'est ainsi qu'une partie de la derniere expédition autour du monde, se trouvait littérairement constatée, c'est-à-dire celle dont M. Krusenstern s'était chargé en personne en sa qualité de commandant immédiat du vaisseau le Navejda, avec lequel il visita le Japon et les côtes, encore assez peu connues, de cette île, de Jesso, de Sachetin, ainsi que les îles Coriles.

Le second vaisseau de l'expédition, la Néwa, commandé par M. Lisiansky, avait pour but spécial de visiter les établissements russes sur les bords Nord Ouest de l'Amérique et de l'île de Radjak. M. Lisiansky s'acquitta avec un égal succès à celui de M. Krusenstern, de sa mission, dont un des résultats fut la découverte d'une île inconnue, située à l'ouest des îles de Sandwich, ainsi qu'un bas-fond à l'extrémité de l'île nouvelle. L'ouvrage de M. Lisiansky en 2 volumes in 8vo., a quitté les presses de la capitale au commencement de Mars, et enrichi également d'un atlas, il présente une lecture à la fois utile et agréable aux amateurs d'une instruction solide, et doit attendre d'être traduit dans les différentes langues des nations civilisées.

Tout ces ouvrages réunis vont former un beau monument élevé par la nation russe, à la navigation et aux sciences, monument auprès duquel la postérité viendra se reposer, quand elle se sentira fatiguée des récits qu'on lui laissera sur les événements qui ont bouleversé et déshonoré notre siecle. Mais ce qu'elle doit surtout remarquer, et ce que nous présentons à son attention, comme un trait caractéristique de cette glorieuse expédition du pavillon russe, c'est que par un régime bien entendu qui écartait du service des équipages toute rigueur inutile, et qui veillait soigneusement à la santé des individus, il n'y a pas eu pendant les trois années du voyage un seul mort de l'équipage de la Nadejda, et que celui de la Néwa en a compté seulement deux. La pos-

térité sera frappée de reconnaître cette application à ménager la santé et à conserver la vie des hommes dans une époque dont toutes les conceptions ne semblent tournées que vers la destruction de notre espece. Et ce ne sera pas là la moindre gloire qui réjaillira de cette expédition sur le gouvernement qui l'a conçue, et sur les hommes de mérite qui l'ont exécutée !

Anecdote relative à la fuite de Davoust.

Le reste du corps du général Davoust, composé d'à-peu-près 1200 hommes, était destiné pour Stettin ; mais les Cosaques l'atteignirent près de Kœnigsberg dans la Nouvelle-Marche, et le dispersèrent. Voici les détails qu'on en donne :

En traversant la ville de Kœnigsberg, Davoust fit appeler le maître de poste de l'endroit, et lui donna des ordres et des instructions sur la maniere dont il aurait à observer avec soin tout ce qui se passerait, à s'informer du nombre et des mouvements des Russes qui pourraient arriver, de même que sur les moyens de lui faire sur tous les objets ses rapports secrets. Le maître de poste protestait de ne sentir nulle envie de faire l'espion et de trahir la cause de sa patrie. Davoust, parmi les champions de Napoléon un des plus sanguinaires et des plus cruels, celui qui un jour fit fusiller l'infortuné Palm, devint furieux de l'honnêteté du maître de poste, ordonna de le faire garotter et de le jetter sur un chariot, pour lui faire faire son procès à la premiere station des troupes. Lui-même il regarda avec complaisance comment on exécutait son ordre, puis il monta à cheval et fit suivre le chariot qui portait le prisonnier. Il s'approcha de la porte de la ville, et voici tout-à-coup qu'elle se ferme par ordre du bourguemestre. Davoust s'échappe

avec peine, et le maître de poste est en liberté : le champion de Napoléon furieux, vole pour atteindre sa soldatesque ; lui ayant ordonné de faire hâte, il lui fait faire volte-face ; sans doute pour faire sentir à la pauvre ville toute sa puissance, en mettant tout à feu et à sang. A peine sa bande s'est-elle mise en marche, que de son sein part le fameux cri de désespoir : *un cosaque !* En effet, un cosaque la dépasse ventre-à-terre ; il est suivi d'un second, d'un troisieme, d'un quatrieme, en tête, en queue ; de tous les côtés la bande se voit tout-à-coup entourée de cosaques. Davoust pique sa monture des deux, et se sauve ; toute la bande se dissipe en poussant les hauts cris et en jettant les armes ; elle était au nombre de 1200, les cosaques étaient environ 80.

Buonaparté en fuite.

De retour presque seul aux rives du Prégel,
Napoléon-le-grand, d'une voix allarmée,
Demandait à ses gens : que fait donc mon armée ?
— Sire, répond Murat, elle attend le dégel.

Le Dégel prématuré de 1812 en Russie.

Cet homme qui ne peut rien faire sans bailler ;
Dont chaque mot est un oracle
Et chaque action un miracle,
Pour la derniere fois vient de se signaler.
En Russie il n'eut qu'à parler,
Et grâce aux décrets qu'il y bâcle,
Le jour qu'il commença à geler,
On voit commencer la débâcle.

Un chef de division français demi-gelé arrive à Schippenbeil en Prusse avec sa division consistant en 3 hommes

et lui. Il se loge avec eux dans une chambre chez le Bourguemestre et se chauffe au poële. Un jeune officier français arrive et demande des logements pour une division de cuirassiers de 3500 hommes. Le Bourguemestre s'effraye et dit qu'il ne peut pas loger tout ce monde là. Soyez tranquille, lui dit le général. Toute la division de Monsieur est comme la mienne, elle peut loger dans la chambre à côté.

Réponse d'un Hambourgeois à une Note du Moniteur.

Hambourg, 17 Avril, 1813.

Depuis nombre d'années, le tyran de la France en impose à la France par des bulletins mensongers, foule impudemment aux pieds les droits les plus sacrés des hommes, et ne vise évidemment qu'à établir et consolider l'asservissement de l'univers.

La résolution sublime de brûler Moscou, le noble esprit d'insurrection qui s'est développé chez les habitants des villes anséatiques, ont arraché le sceptre de la tyrannie des mains du monstre affreux qui le portait.

Hors d'état de frapper plus long-temps de terreur le cœur du brave peuple d'Allemagne, il emploie les menaces et les invectives, surtout contre les Hambourgeois.

Dans un des Moniteurs qu'on vient de recevoir ici, l'on trouve la phrase qui suit au sujet des insurrections à Hambourg:

" Nous avons eu la simplicité de nous contenter de seize millions pour le rachat des marchandises anglaises. Il n'en sera pas de même cette fois-ci."

Il serait inutile de réfuter l'accusation qu'on nous fait d'être des rebelles; le monde sait que nous avons été pris par surprise, dépouillés de notre

libre et heureuse constitution, de notre sûreté personnelle, de notre liberté, de nos propriétés.

On ne peut pas même alléguer le plus léger motif de justice pour un tel acte.

Nous n'étions point en guerre avec la France, nous ne lui avions jamais donné aucun sujet d'offense : au contraire, nos trésors et nos domiciles oût été ouverts, soit de gré, soit de force, pour entretenir ses troupes.

Nous avons fait des réjouissances publiques, nous avons illuminé, chanté des *Te Deum*, nous avons donné des bals, des fêtes brillantes, toutes les fois qu'on nous l'a demandé ou ordonné de Paris.

Sept malheureuses années d'esclavage nous ont coûté la somme énorme de sept millions sterling ou à peu près.

Cependant tous ces sacrifices n'ont pu nous conserver notre heureuse constitution, ni même nous procurer l'avantage d'être traités avec aucun de ces égards et de cette douceur qu'il n'est pas rare de trouver, même parmi les voleurs de grand chemin, surtout lorsqu'ils sont satisfaits de leur butin.

On n'entend point cependant s'étendre ici sur un sujet aussi universellement connu, et qui a été l'objet de tant de plaintes.

Le motif de cette note est d'exposer au monde quelle a été la conduite de Hambourg relativement aux seize millions dont Buonaparté prétend avoir eu la simplicité de se contenter, avouant qu'il n'en serait pas de même à l'avenir.

Infâme aveu ! Ainsi, vous n'êtes pas content du résultat de votre premier vol ! vous voulez revenir et voler encore un peuple.

Vous voulez, indépendamment de ce que vous avez déjà obtenu, priver les habitants épuisés et totalement appauvris d'Hambourg, grâce à votre tyrannie, du dernier morceau de pain qui peut encore leur rester.

Vous voulez les réduire au dernier degré du désespoir, afin de les forcer à chercher une mort libératrice dans ces même canaux qui, jadis, sous l'heureuse et libérale protection de l'Angleterre, portaient la joie et la prospérité dans leurs domiciles.

Votre expression semble impliquer que les seize millions injustement extorqués à Hambourg, avaient été en dernière analyse, remboursés par les Anglais.

Vous savez fort bien que c'est une fausseté.

Voici ce qui s'est passé, et l'on peut affirmer sous serment la vérité du fait.

Après les malheureuses batailles de Jena et de Lubeck, le général Mortier marcha sur Hambourg avec 15,000 hommes.

A la distance d'environ huit milles, à Bergedorff, il écrivit une lettre très-polie au sénat de Hambourg, pour lui faire part des ordres de l'Empereur, et de la nécessité urgente d'occuper militairement Hambourg, mais en l'assurant qu'il n'entendait point s'interférer dans son gouvernement civil : au contraire, il donna sa parole et celle de son maître, que notre indépendance, nos propriétés et nos personnes seraient protégées.

Comme la résistance n'était ni possible ni prudente dans les circonstances où l'on se trouvait, nos portes lui furent ouvertes.

Au mépris de la déclaration solennelle de Mortier, il répandit dès le lendemain la terreur parmi les habitants d'Hambourg, en présentant au sénat les pieces suivantes :

1°. Le décret du blocus britannique, daté de Berlin.

2°. Un ordre pour qu'on eût à déclarer et délivrer, sous peine de mort, toutes les propriétés et marchandises anglaises.

3°. Une demande de 150 mille paires de sou-

liers, de 50 mille manteaux, et d'autres fournitures de tout genre pour la grande-armée.

L'assemblée générale des citoyens fut obligée de se soumettre et d'accorder tout.

Cent mille habitants ont eu en outre 24 mille hommes en quartier chez eux pendant plusieurs années, entierement à leurs frais.

La demande des propriétés et des marchandises anglaises fut vivement débattue dans l'assemblée générale des citoyens, et sauf le vote négatif de quelques individus qui n'avaient aucun rapport avec le commerce, la résolution suivante fut décrétée :

" Que quoiqu'il fût impossible de faire aucune " résistance, il était pourtant de notre devoir de " protéger le propriétaire anglais qui nous avait " confié sa propriété ; et qu'il serait infiniment plus " honorable pour nous de perdre nos fortunes, que " nous pourrions recouvrer par la suite dans de " meilleurs temps, en conservant notre bonne répu- " tation, plutôt que de souffrir que les individus " d'une nation commerciale, grande, libérale, re- " connaissante et protectrice, partageassent nos mal- " heurs, pour avoir placé leur confiance dans la " protection de notre gouvernement."

Le montant de ces propriétés fut réglé ensuite avec Mortier pour seize millions d'argent comptant, quoique la valeur des propriétés anglaises fût bien au-dessous ; mais il n'y avait pas moyen de marchander, puisque le général en avait une part.

Le public sera bien convaincu maintenant, soit en Angleterre, soit partout ailleurs, que dans ses transactions avec Hambourg la simplicité de l'Empereur n'a pas été très-grande, et au moins qu'elle n'a pas égalé celle avec laquelle il s'est jeté avec 550 mille hommes dans le cœur de la Russie.

UN HAMBOURGEOIS.

RÉSUMÉ POLITIQUE.

Les événements se succedent avec une rapidité que rien n'a encore égalé. Un vent de Nord-Est forcé qui a souflé pendant les dix jours qui viennent de s'écouler, nous a apporté presque tous les jours des nouvelles du Continent et de France. Grand nombre de personnages illustres et de rang sont également arrivés du Continent en Angleterre, ou sont partis d'Angleterre pour l'Allemagne.

En tête de ces personnages, nous devons placer Son Altesse Sérénissime le Prince d'Orange, pere du prince de ce nom, qui est aujourd'hui dans la Péninsule avec Lord Wellington. S. A. est arrivée le 25 de Gothembourg à Yarmouth, sur la corvette le *Chanticleer*, après une traversée de cinq jours. L'amiral Murray, qui commande la station d'Yarmouth, a fait tirer une salve royale, lorsque ce Prince a débarqué, et il a reçu et complimenté Son Altesse qui est partie ensuite pour venir en cette capitale où elle a été présentée à S. A. R. le Prince Régent. Le Prince d'Orange a de fréquentes conférences avec les ministres britanniques. Tous les germes d'insurrection contre la tyrannie française qui depuis long-temps fomentent en Hollande, ne peuvent qu'acquérir un nouveau degré de vivacité lorsque les Hollandais sauront leur prince favori aussi près d'eux et disposé à les aider à réconquérir leurs anciennes lois, leur ancienne liberté et une partie de leur antique prospérité, sous les auspices des puissances libératrices combinées, la Russie, la Prusse, la Suede et l'Angleterre.

S. A. Royale Mgr. le Duc de Cumberland, frere du Prince Régent, est parti de Londres pour

le Continent, le 28 de ce mois, accompagné de quelques officiers anglais et allemands. Ce Prince doit s'embarquer sur la frégate le *Nymphen*, qui le transportera à Cuxhaven, d'où il se rendra au quartier-général de l'Empereur Alexandre et du Roi de Prusse. Il est inutile de dire que l'objet final du voyage de ce Prince en Allemagne est de se mettre à la tête des insurrections des loyaux habitants du pays d'Hanovre, de ces peuples qui sont de tous les peuples de la Germanie ceux qui ont donné les marques les plus constantes et les plus énergiques d'un attachement sans bornes à la famille de leurs anciens Souverains.

Nous citerons après ces deux augustes personnages, M. le Comte de Bernstorff, premier ministre du Roi de Dannemarc, venu en Angleterre pour y traiter de la paix entre la Grande-Bretagne et le Dannemarc. Mais il paraît que les propositions que ce ministre était autorisé à faire au gouvernement anglais n'étaient pas de nature à être accueillies, puisque nous apprenons que le 29, il était de retour à Yarmouth, afin de s'y embarquer pour Héligoland et Tonningen. Un de nos papiers du matin qui passe pour être un des mieux informés des papiers-nouvelles, le *Times* disait le 29 à ce sujet :

" On assure positivement que le comte de Bernstorff a échoué dans l'objet de sa mission en ce pays-ci, et cela par une raison très-simple, c'est-à-dire, à cause de l'extravagance de ses demandes. On dit que le Roi de Dannemarc dont l'existence politique dépend aujourd'hui de la pure volonté et du bon plaisir des puissances alliées, dont les finances sont en état de banqueroute, et qui, en adhérant à la cause de Buonaparté, a réduit ses sujets à un état de détresse et de misere sans pareille, a affecté de prendre dans cette négociation le ton d'un monarque puissant et triomphant, et a demandé pour prix de son désiste-

ment des hostilités contre l'Angleterre, la restitution des îles de St. Thomas, de St. Jean, de Ste. Croix et d'Héligoland ; les vaisseaux et frégates pris à Copenhague, et 600 mille livres sterling en argent. Nous aurions peine à croire qu'un homme qui ne fût pas tout-à-fait fou, eût jamais osé faire de telles propositions, si, comme l'a fort bien remarqué un écrivain judicieux, notre gouvernement n'avait pas constamment manifesté le desir de rechercher l'amitié de toutes les nations, même des plus faibles et des plus méprisables. Chaque shelling, chaque planche d'un bâtiment de guerre, ou chaque pouce de terrain dans une île, que nous demande le Roi de Dannemarc, c'est de notre libéralité qu'il le demande. Quant aux droits qu'il a à cette libéralité de notre part, c'est ce que nous croyons très-difficile de découvrir. Nous avons le pouvoir de le forcer à faire la paix demain ; son intérêt et même son besoin doivent le porter à la faire ; et dans de semblables circonstances, une offre de notre part d'acheter sa neutralité serait le comble de la faiblesse et de la folie. Nous ne disons rien du défaut supposé de nos titres à garder les vaisseaux pris à Copenhagen. Ces titres posent sur les mêmes bases que ceux que nous avons à toutes les autres captures faites pendant la guerre. Quelque chose qu'on ait pu dire dans les manifestes et dans les remontrances, la vérité réelle est que le Roi de Dannemarc a préféré d'entrer en guerre avec nous plutôt qu'avec Buonaparté. Or il arrive qu'il a fait un mauvais choix ; mais ce n'est pas une raison pour que nous, qui avons dépensé plusieurs millions dans cette querelle, devions l'indemniser des conséquences de cette erreur de jugement de sa part."*

---

*Un autre papier non moins bien informé que le *Times*, le *Courier*, confirme ce qui précède sur le non succès

L'ancien ministre d'Angleterre en Prusse, M. Robert Jackson, est aussi parti pour le Continent,

---

de la mission de M. le comte de Bernstorff, et il y ajoute de nouvelles circonstances.

" L'Ambassadeur Danois, dit-il, a quitté Londres pour retourner à Copenhague, en mission ayant totalement échoué ; et nous oserons croire que personne n'osera témoigner de surprise de ce qu'elle n'a pas réussi, quand on saura les conditions que le gouvernement danois demandait au nôtre. Nos lecteurs sont déjà suffisamment au fait de la situation actuelle du Danemarc, de la ruine dans laquelle il s'est précipité en adhérant à Buonaparté, et de la nécessité absolue dans laquelle il est de faire la paix avec nous. Nous sommes bien loin de vouloir prétendre que le malheur doive rendre les puissances basses et soumises, mais au moins il nous sera permis de dire que leurs demandes ne devraient pas s'élever en raison de leur détresse. Nous croyons que le Danemarc nous avait soumis cinq à six propositions de la nature suivante:

1°. Qu'on lui garentirait tous ses territoires (la Norvége comprise).

2°. Que toutes ses colonies lui seraient rendues.

3°. La restitution de sa flotte, et une indemnité considérable pour ce que les Danois avaient souffert, tandis que nous occupions la Zélande.

4°. Qu'on lui donnerait les villes anséatiques.

5°. Qu'il lui serait accordé un subside pour la paie des troupes qui lui seraient nécessaires pour prendre possession de ces villes.

Et si nous accédions à ces termes modérés, le Danemarc consentait à faire la paix avec nous et à joindre la cause commune. De semblables demandes, ainsi qu'on peut bien le croire, ne pouvaient pas un seul moment faire un objet de délibération. Le Ministre danois est reparti sur-le-champ.

Nous croyons que le Danemarc a sondé, successivement toutes les puissances belligérantes. Il commença par Pétersbourg, sous l'influence de la France, et il échoua. Il continua la négociation à Berlin sous la même influence, et il échoua encore. Alors il tourna son attention sur Londres où il ne pouvait exister d'influence semblable, et il y a eu le même succès.

afin d'y reprendre le poste qu'il a occupé autrefois avec distinction auprès de la cour de Berlin, dans des temps bien plus critiques que le temps présent.

Les feuilles allemandes nous annoncent de même le prochain retour à Londres de M. le baron de Jacobi, si long-temps ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse auprès de la cour d'Angleterre.

Un bâtiment du roi a encore débarqué il y a peu de jours à Yarmouth M. le baron de Trogoff, gentilhomme français au service d'Autriche, arrivant de Vienne. Le colonel Tettenborn qui commande à Hambourg, a écrit, en demandant un passage pour cet officier, que ses dépêches étaient d'une haute importance. M. le comte de Trogoff

---

Ayant ainsi montré son attachement à la France, le Danemarc ne doit pas être surpris si nous sentons que nous nous devons à nous-mêmes, ainsi qu'à nos alliés, et même au bien-être du continent, d'aider de tous nos moyens à mutiler un gouvernement semblable. Ceux qui paraissent n'être jamais émus par la violation des traités les plus solennels ou par la saisie des territoires amis de la part de Buonaparté, peuvent se récrier contre toute tentative de dépouiller le Danemarc de la Norvége; mais, étant en guerre avec le Danemarc, nous avons, en toute justice et par toutes les lois de la guerre et des nations, le droit de conquérir ou d'aider d'autres pouvoirs à conquérir la totalité ou une partie de ses territoires. Dans l'état actuel du Continent, la Suede et la Russie sont nos alliés naturels, et si la Russie ne peut pas consentir à restituer la Finlande, parce que cela pourrait exposer la sûreté de sa capitale, il doit être permis à la Suede de prendre possession de la Norvége. Une telle mesure sera comme on peut bien le croire, subordonnée aux grandes opérations sur le continent; mais c'est une mesure que nous supposons que personne ne sera disposé à condamner après les demandes extravagantes faites par le gouvernement danois et le manque total de dispositions à la paix de la part de cette puissance."

arrivait en dernier lieu du quartier-général des alliés qu'il avait laissé établi à Dresde.

Si l'on joint à ces mouvements politiques, l'arrivée à Londres de plusieurs messagers et officiers russes, prussiens et hanovriens, et le départ de quelques généraux et officiers anglais qui se rendent sur le Continent, ainsi que de ces flots de jeunes allemands qui surchargent tous les paquebots pour aller aider leurs concitoyens à la défense et à la délivrance de leur pays, on aura une faible idée du mouvement général qui a lieu et de l'impulsion subite qui aujourd'hui porte naturellement chacun à son ancienne place.

Mais c'est principalement sur le Continent que ces grands mouvements se font sentir maintenant d'une maniere qui absorbe toute l'attention. Le destin du tyran du monde s'y accomplit en ce moment. On connaît ces vers simples et naïfs que le bon Sédaine fait chanter à son *déserteur :*

Chaque minute, chaque pas,
Ne mene-t-il pas au trépas ?

On peut en dire autant du déserteur du Niémen. chaque minute qui s'écoule, chaque pas qu'il fait, semblent depuis quelque temps le mener, si non à la destruction de sa personne, au moins à celle de son pouvoir. Il voit à chaque instant se flétrir et tomber un membre du grand Empereur de l'ouest ; bientôt ce sera l'Empereur des Français et le Roi d'Italie, sur qui la faulx du trépas s'exercera, et l'homme physique ne tardera pas alors à suivre le magot politique. Oh ! comme on sera étonné bientôt d'avoir tant eu peur ! combien même on rira d'avoir tant pleuré ! Déjà, *quantùm mutatus ab illo !* Combien Napoléon-le-Grand est devenu petit depuis le 1er Janvier 1813 ! quel changement dans son stile ! plus de

grande armée, plus de bulletins! de simples états de situation des armées, tous les cinq jours; mais toujours des mensonges, toujours d'atroces cruautés, Ce sont ses honneurs qui changent, mais ses mœurs ne peuvent changer, *honores, non mores mutant*. . .

Il ne s'est gueres écoulé de jour depuis une semaine que l'on n'ait eu à Londres, les oreilles froissées du bruit des trompettes des crieurs de papiers publics, annonçant que l'Empereur avait été tué sur la route de Paris à Mayence. Les lettres de la côte opposée de France, les rapports unanimes des bateaux pêcheurs que nos croiseurs rencontraient, s'accordaient également à mentionner cette circonstance; et si le fait ne s'est pas trouvé conforme à la vérité, on a pu du moins y distinguer la realité du vœu général pour voir arriver un événement aussi salutaire et aussi vivement désiré partout.

Un jeune français passager à bord d'un navire Américain qui a été pris par une de nos frégates, à son départ de France, a assuré avoir vu tirer un coup de fusil sur Napoléon à la parade, et le soldat qui l'avait manqué se tuer sur-le-champ. Cet événement eut lieu peu de jours avant que Buonaparté se mît en route pour l'armée, et peut fort bien avoir accéléré son départ.

Il a quitté St. Cloud le 15 à une heure du matin, et il est arrivé le 16 à onze heures du soir à Mayence, ayant ainsi fait la route en 46 heures! La chronique de Paris nous dit à la vérité que le 17 il n'est pas sorti de son apartement. Il aura sans doute préféré se reposer en sûreté à Mayence au milieu de sa garde, plutôt que de courir le risque du repos éternel en s'arrêtant dans quelque endroit sur la route. Le 18 la nouvelle de son arrivée s'étant répandue dans le voisinage, ses vassaux les plus prochains, le Prince Primat de Francfort, le Grand Duc de Bade, les Princes de Darmstadt, et le Duc de Nassau, se sont empressés de postillonner pour

lui apporter le contingent de leurs hommages en addition à celui de leurs sujets, et, dit encore la chronique parisienne, ces illustres conscrits, parmi lesquels cependant il n'y avait pas encore un seul Roi, *ont eu l'honneur* de dîner avec Sa Majesté l'Empereur et Roi !

A ce jour et à ce dîner *d'honneur* s'arrêtent les mentions honorables du quartier-général de l'Empereur et Roi.

Nous donnons aujourd'hui quatre des états de situation des armées françaises ; ils ne vont que jusqu'au 15 d'Avril ; mais comme nous avons eu des nouvelles de Hambourg presque chaque jour, nous sommes au courant des événements du Nord de l'Allemagne jusqu'à une époque encore plus récente, par la feuille le *Correspondenten* de Hambourg, que nous avons reçue jusqu'au 24 de ce mois.

Le dernier, le plus important des événements que ces nouvelles nous annoncent, est la reddition de la ville et forteresse de Dantzic. Le bulletin officiel suivant est publié au moment où nous envoyons ce numéro à la presse.

Bulletin Officiel.

" Le Gouvernement a reçu ce matin des avis de M. Cockburn, ministre de Sa Majesté à Hambourg, portant que le général Tettenborn venait de recevoir une dépêche du Comte de Wittgenstein, par laquelle il l'informait du fait très-important de la reddition de Dantzig par capitulation. Le général Wittgenstein n'avait pas encore reçu les rapports détaillés, mais il promettait de les envoyer à Hambourg, dès qu'ils lui seraient parvenus."

Quoique l'on ne connaisse point encore les détails de la capitulation de cette place importante, la manière officielle dont cette nouvelle est annoncée, en paraît garantir l'authenticité. Il faut y ajouter

que toutes les lettres de Hambourg s'accordent à croire à cette reddition, elles ne paraissent pas élever le moindre doute à cet égard, elles font même mention de plusieurs incidents qui étaient survenus et qui avaient accéléré la chûte de la place. Il paraîtrait que les ouvrages de Dantzic n'étaient presque pas affectés par les opérations des assiégeants qui bloquaient la ville plutôt qu'ils ne l'assiégeaient, que ces ouvrages étaient encore extrémement forts, et en quelque sorte imprenables ; mais que la mortalité parmi les troupes avait augmenté si rapidement, qu'il mourait journellement des centaines d'hommes, et quoiqu'il restât encore 14,000 hommes de la garnison, il n'y en avait que 5000 en état de service, tout le reste étant dans les hôpitaux. Ceux qui n'avaient pas encore été les victimes des maladies contagieuses qui régnaient dans la ville, ayant peur d'en être bientôt atteints et de succomber aussi rapidement que leurs camarades, s'étaient mutinés, et avaient menacé ouvertement de passer à l'ennemi plutôt que de rester dans la ville et d'y être exposés à une mort certaine par les effets de la contagion. Si le fait est ainsi, il n'est pas étonnant que M. Rapp, M. Heudelet, M. Grandjean, M. Chasseloup, M. Lepin et M. Cavagnac, aient cherché à obtenir pour leur état-major, leur infanterie, leur cavalerie, leur artillerie et leur génie, les meilleures conditions qu'ils auront pu. Quoiqu'il en soit, la chûte de Dantzic est un événement de la dernière importance pour le succès définitif de la campagne actuelle, qui, comme l'a dit le sénateur comte Defermon, doit être la dernière ; de ce Dantzic dont les fortifications avaient coûté tant d'argent et de temps au grand Napoléon ; de Dantzic qui, suivant le *Moniteur*, était approvisionné en pain pour un an et demi et en légumes pour 32 mois, mais qui n'avait ni manne, ni séné, ni rhubarbe, ni quinquina ; de Dantzic qui contenait un dépôt immense d'artillerie de siége et notamment

le parc qui avait dû naguères foudroyer Riga, des munitions de toute espece, une garnison de 30,000 hommes de troupes d'élite, commandés par d'habiles généraux français de toutes les armes. Eh bien! ce poste important est maintenant au pouvoir des alliés, et ce sera la premiere nouvelle que Buonaparté aura apprise à son arrivée à Mayence! il l'aura peut-être reçue au dessert du dîner qu'il a fait au Duc de Bade, et au Prince de Nassau, l'honneur de leur donner. C'est par ce triste sujet qu'il lui aura fallu commencer l'état de situation des armées au 20 Avril.

La prise de Dantzic non seulement aura mis sur-le-champ en liberté les 25,000 hommes de troupes du siége, qui se seront trouvées toutes prêtes à entrer en campagne, mais elle aura donné encore l'exemple à toutes les forteresses qui restent aux Français sur la Vistule.

La principale de ces forteresses est celle de Thorn, qui jusqu'ici n'avait été que bloquée, mais dont le siége avait commencé à être poussé avec vigueur, sous les ordres du général d'infanterie le Comte de Langeron, qui ayant fait ses premieres armes au siége d'Ismaïl, sous Suvarow, sait comment il faut prendre les places. La premiere parallele avait été ouverte dans la nuit du 8 au 9, avec tant d'ordre dans un si grand silence que les Bavarois n'en eurent connaissance que quand ils virent au jour le progrès des ouvrages du corps russe et prussien employé au siége. A sept heures du matin, la forteresse ouvrit son feu qui dura sans interruption jusqu'au lendemain, mais sans tuer ni blesser un seul homme aux assiégeants. Le brigadier-général Mauvillon, qui y commande, ne pourra pas se croire déshonoré en suivant l'exemple d'un officier aussi loué dans le Moniteur que l'a été le célebre Rapp.

Czertochau, autre forteresse sur la Vistule, avait déjà succombé avant Dantzic, ainsi qu'on peut le voir dans le bulletin officiel russe qui suit :

BULLETIN RUSSE.

Nouvelles officielles de l'Armée.

Staro, Czentokaw, le 6 Avril 1813.—Le lieutenant général Baron de Sachen, après avoir fait cerner entierement la forteresse de Czentokaw, indiqua immédiatement après son arrivée devant cette place, les endroits où les batteries devaient être construites. Cela fut mis à effet le 18 et le 20 Mars. Le Comte de Rochechouart, lieutenant-colonel à la suite de Sa Majesté Impériale, surveilla les travaux. Le 21, ces batteries furent achevées et garnies de canons. Le feu commença au point du jour, avec huit pieces de la 10e batterie. Le 22, à minuit, trois nouvelles batteries furent dressées pour jouer sur plusieurs points, très-près de la forteresse. Elles étaient composées de douze pieces de la 18e compagnie d'artillerie volante, de quatre pieces de la compagnie d'artillerie No. 24, de l'artillerie légere, et de quatre pieces de la batterie No. 38. Ces batteries volantes jouerent avec tant de rapidité que l'ennemi avait à peine le temps de pointer ses canons vers elles sur un point, avant qu'elles fissent feu sur un autre. Elles furent assez bien dirigées pour mettre le feu à trois magasins, savoir un de foin, un de paille et un de bois de chauffrage. Pendant que l'artillerie faisait un si grand effet, le 8e et le 20e de chasseurs tinrent l'ennemi tellement en alarme que pas un homme n'osa se montrer sur les remparts de la ville. Ce service a été entierement confié au major-général Comte de Lieven. Le lieutenant-général de Sachen, voyant que l'incendie faisait de si rapides progrès dans la ville, fit cesser le feu des batteries, dans l'intention de préserver une image de la Sainte Vierge, monument pieux qui y avait été transporté, il y a plusieurs siecles, des églises de l'Orient. Le 23, le gouverneur envoya Meller, commandant de la place, pour demander au lieutenant-général de Sachen un armistice de vingt-quatre heures pour qu'il pût dresser des articles de capitulation. Il fut accordé. Mais les conditions ayant été jugées inadmissibles, le général fit recommencer la canonnade. Deux heures après, le commandant revint avec l'offre de rendre la place, et la capitulation suivante fut signée. Le ménagement qu'on a eu pour la ville atteste le respect des troupes pour tout ce qui concerne la religion.—Toutes les églises et couvents, à quelque secte qu'ils appartiennent, arrêtent la fureur d'une attaque; de cette maniere aussi, la discipline se perfectionne journellement dans tous les départements et les corps de l'armée.

(Suit la capitulation. - La garnison est prisonniere de guerre, et garde ses effets particuliers. Les vétérans ont la liberté de retourner à Varsovie, et les gendarmes dans leurs districts, avec leurs chevaux.)

On peut aisément croire qu'après l'exemple de Dantzic et Thorn, Stettin, Custrin, Glogau et Spandau ne tiendront pas désormais bien longtemps. Toutes ces places ont déjà été investies de près et leur bombardement a commencé en même temps. Nous savons que Spandau est pressé vigoureusement. Plusieurs explosions ont eu lieu, et une grande partie de ses édifices a été détruite par le feu. Le commandant, le général Bruny, a proposé inutilement un armistice. Nous pouvons donc présumer que son sort ne tardera pas à être décidé.

Quant aux forteresses de l'Elbe, si l'on excepte Torgau, que l'on peut considérer comme un fort neutre, les Français ne sont en possession que de Wittenberg et de Magdebourg. La premiere de ces places est de peu d'importance. L'autre est bloquée de près sur la rive droite de l'Elbe, les Russes n'étant plus qu'à un mille de distance de la forteresse. La garnison fit, le 13, une sortie avec 3000 hommes. Ils furent repoussés dans la ville, avec perte de 150 hommes et de 60 prisonniers.

Après avoir vu la situation actuelle des forteresses restées au pouvoir des Français sur les trois fleuves, nous examinerons celle des armées jusqu'à la date du 20 d'Avril.

Nous commencerons par l'affaire du général Morand à Lunebourg, le 2 Avril.

On aura vu dans un des états de situation des armées françaises qui ont remplacé les fameux bulletins d'autrefois, que la colonne du général de division Morand n'était composée que de 200 Français et de 800 Saxons seulement. Le général Morand joua de malheur dans cette rencontre, car suivant l'état officiel du Moniteur, ce fut le seul Français de tué, puisque les 200 hommes de cette nation qu'il commandait, furent faits prisonniers; encore une partie, on ne dit pas combien, fut-elle reprise! On ne s'est jamais joué ainsi d'un peuple.

Nous savons, par des états authentiques, que cette division était de 3,500 hommes, et qu'il en est arrivé 71 officiers et 2,508 soldats prisonniers à Berlin, pour être envoyés à Colberg, afin d'y être embarqués pour la Russie. Sur ce nombre, il y avait 1200 Saxons. Le reste avait été tué dans Lunebourg.

Nous passons maintenant à l'affaire de Mockern du 5 Avril. C'est celle qui est traitée dans l'état de situation du 10 Avril, comme une affaire d'avant-postes, où quatre bataillons seulement de la division du général Grenier furent engagés, et repousserent l'ennemi. On jugera différemment de cette affaire, après avoir lu les rapports officiels de l'état major du comte de Wittgenstein.

" Quartier-général, Zerbst le 7 Avril.

" Je m'empresse d'informer humblement V. Ex. des heureux événements du 5 d'Avril, afin de calmer la crainte que les bons citoyens de Berlin ont eue de revoir peut-être l'ennemi dans leurs murs

" Le général Von Borstell, avec son corps détaché, s'était déjà avancé jusqu'à Wahlitz dans l'intention de cerner Magdebourg sur la rive droite de l'Elbe; mais le 2, ayant été attaqué par des forces grandement supérieures, il se retira à Nedlitz, selon les instructions qu'il avait reçues préalablement, faisant couvrir par des Cosaques les routes de Burg et de Gommern. Le 5 Avril, l'ennemi obligea le général Von Borstell de se retirer à Gloine (sur la route de Gortzke) et repoussa les Cosaques au-delà de Leitzkau et vers Burg.

" Comme j'avais appris par des avis certains, que le vice-roi d'Italie commandait en personne cette expédition, et qu'avec un corps d'armée composé de 4 divisions et fort de 22 à 24,000 hommes, avec 40 pieces d'artillerie, non-seulement il avait fait piller tout le pays autour de Magdebourg (sur la rive de l'Elbe), mais encore, qu'ignorant que la droite de mon corps fût si proche de lui, il se proposait de faire une attaque sur Berlin, je me déterminai à l'attaquer avec toutes mes forces, pour le repousser aussi loin que je le pourrais. Dans cette vue, le 4 d'Avril, je concentrai le corps du général d'Yorck près de Zerbst, celui du lieut.-gén. Von Berg à 3 milles allemands de là, dans le village de Lietso, et je fixai mon quartier-général à Zerbst. J'ordonnai au général Von Borstell,

ainsi qu'au général Von Bulow, qui dès le 4 Avril était arrivé à Ziésar, de pousser en avant autant que l'ennemi le permettrait, et de tomber sur lui avec la plus grande impétuosité, le 5, aussitôt que le bruit du canon l'avertirait que j'avais commencé mon attaque.

" Le 5 au matin, le corps du lieut.-gén. d'York, s'avança jusqu'à Leitzkau, et celui du lieut.-général Von Berg jusqu'à Ladebourg. Le lieut.-gén. Von Borstell s'était avancé vers Mokern et le lieut.-gén. Von Bulow jusqu'à Hohenzias. A 2 heures après midi, le lieut.-gén. d'York fut obligé d'envoyer une avant-garde vers Gommern, et le lieut.-gén. Von Bergenen envoya une ici. La premiere avant-garde atteignit l'ennemi près de Danigkow, et après une vive canonade le força de quitter cet endroit avec une grosse perte; sur quoi j'ordonnai au corps du général d'York et à celui du général Von Berg de suivre l'avant-garde qui était déjà engagée et d'attaquer vigoureusement l'ennemi. Les généraux Borstell et Bulow en firent autant de leur côté, le premier s'avançant jusqu'à Zehdenik et le dernier jusqu'à Vehelitz, villages occupés par l'ennemi, qui en fut débusqué par la valeur de nos troupes. La résistance de l'ennemi, qui avait l'avantage du terrain, fut partout très-opiniâtre, néanmoins il fut forcé de céder à la bravoure de nos troupes, et le combat ne cessa que lorsque la nuit survint et nous empêcha de poursuivre cette glorieuse victoire. Je ne puis exprimer suffisamment à V. Ex. mon approbation de la conduite des troupes Impériales russes et Royales prussiennes. Le régiment des dragons de Lithuanie, et deux escadrons du régiment de hussards de la garde taillèrent en pieces et prirent ou dispersèrent un régiment entier de la cavalerie ennemie. Les hussards de Grodno firent éprouver le même sort au 2e régiment de la cavalerie ennemie. Les tirailleurs du brave bataillon de grenadiers de la Poméranie prirent à l'ennemi une piece de campage avec des chevaux; en tout il a été pris six caissons de poudre, et nous avons fait prisonniers 27 officiers et 900 soldats. Le général de division Grenier et le général Grundler sont blessés. La perte de l'ennemi monte certainement à 2000 tués et blessés.

" De notre côté, un officier a été tué et sept ont été blessés; et nous avons eu 560 soldats tués et blessés. L'ennemi ne nous a pas pris un seul homme qu'il ait pu garder: un Cosaque avait été fait prisonnier, mais il s'est échappé, et même il a emmené un cheval avec lui.

" Le 6, vers midi, j'envoyai de nouveau un détachement d'infanterie, cavalerie et artillerie à la recherche de l'ennemi qui s'était retiré sur tous les points durant la nuit; mais ce fut en vain, parce qu'en se retirant à Magdebourg, il avait abandonné les défilés de Wahletz et Alten Cluse, et avait rompu tous les ponts. Je suis maintenant occupé à faire ériger des

retranchements à Cluse, à Konigsbone et sur d'autres points, pour mettre le général Von Bulow en état de bloquer Magdebourg avec plus de sûreté de ce côté-ci.

(Signé) F. D. AUVRAY, maj.-gén. et chef de l'état-major, au nom du Comte de Wittgenstein.

Nous joignons à ce rapport divers extraits des journaux du continent et des bulletins officiels publiés ici, qui donnent une idée des mouvements militaires sur le théâtre de la guerre.

Berlin, le 10 Avril.

Il est maintenant certain que l'armée Russe en Allemagne sera portée à 350,000 hommes. Le comte Tolstoy a déjà dépassé Kiow avec 100,000 hommes, parmi lequels il y a un grand nombre de Cosaques d'Ural.

Dans une sortie faite par la garnison de Glogau, 600 hommes et 2 pieces de canon ont été coupés de la place.

Suivant les journaux d'Inspruck, un grand nombre de troupes détachées de l'armée ont passé par le Tyrol, allant en Italie ; mais il n'est venu d'Italie qu'un seul bataillon.

Le Dimanche des Rameaux, il sera chanté un *Te Deum* dans toutes les églises de cette capitale, pour la premiere et glorieuse victoire remportée par les troupes alliées du Roi et de l'Empereur de Russie.

Le 12.—Avant son départ de Berlin, le général Russe Wittgenstein a rendu un ordre du jour, qui enjoignait aux commandants Russes de remettre le commandement aux généraux prussiens qui se trouveraient dans les places de leurs pays. Mais ceux-ci doivent se faire un devoir de surveiller les hôpitaux russes ; des médecins connaissant la langue allemande, seront envoyés, pour les assister, à Tilsit, Marienwerder, Königsberg, Elbing, Eshwelt, et au village de Gustelreise.

Le 13.—Avant-hier à 4 heures du soir, 71 officiers, 2528 prisonniers de guerre et 6 pieces d'artillerie, ont été amenés de Kremern ici, sous une escorte russe, ce sont ceux qui se sont rendus le 3 d'Avril au général Dornberg à Lunebourg. La moitié sont des Français des cohortes, et dans le reste est le régiment Saxon du Prince Maximilien. Ils ont été envoyés hier vers l'Oder, et ils iront de là à Colberg, où ils seront embarqués. Plusieurs hommes sont entrés à notre service.

Depuis deux jours, 497 prisonniers pris à Mockern ont

été amenés ici par la route de Potsdam, il y a beaucoup de hussards parmi eux.

Ce n'est pas le comte Platow, Hettman des Cosaques, mais le général Cosaque Comte Ilowaisky, qui est entré ici à la tête de huit pulks de Cosaques. L'Hettman comte Platow est attendu ici d'un jour à l'autre.

L. M. l'Empereur Alexandre et le Roi de Prusse sont attendus à Dresde, ainsi que 40,000 hommes de la grande armée russe, comprenant la fleur de cette armee, dont la cavalerie surtout excite l'admiration. Le ministre Stein vient aussi à Dresde.

Nous nous flattons toujours de l'espoir du retour du Roi de Saxe et de son accession à l'alliance. Le 2 Avril, il a été mis à l'ordre du jour, à Dresde, que les troupes alliées ne devaient pas tirer sur les Saxons.

Le 10, le quartier-général de Von Blucher a été transporté de Chemnitz à Rochlitz sur la riviere de Mulde. Il y a eu près de Chemnitz une affaire dans laquelle 50 Français ont été faits prisonniers.

Marienwerder, le 20 Mars.

Des 1200 Français et Bavarois qui ont capitulé le 7 Février à Pillau sous le gén. Castella, tous les Allemands et Hollandais sont restés derriere avec leurs armes et bagages, dans l'intention d'entrer dans la légion Germanique.

Ratisbonne, le 31 Mars.

Le ministre d'état de Saxe comte Marcolini est arrivé hier ici, et hier au soir sont arrivés LL. MM. le roi et la reine de Saxe et la princesse leur fille. Le roi était accompagné du baron de Serra, ministre de France à la cour de Saxe, et de M. de Pfeffel, ministre de Baviere. Il arrive journellement des personnes de la suite du roi.

Hambourg, le 13 Avril.

St. Cyr est encore à Bremen. Les Français ne cessent pas de commettre leurs cruautés accoutumées. Il faut espérer que les alliés exerceront de séveres représailles. Deux gentilshommes sujets du Duc d'Oldenbourg, (M. de Vinck et M. Berger) ont été jugés par une commission militaire, et fusillés. Le comte Bentinck a été mis aux fers et conduit à Wesel. Toutes les nations civilisées devraient s'entendre pour punir cette barbare conduite en fusillant des prisonniers de guerre de haut grade. Il n'y a pas d'excuse pour massacrer les habitants qui combattent pour leur patrie et leur souverain.

Les paysans des territoires Anséatiques et Hanovriens amenent des prisonniers per centaines. Samedi dernier, il est arrivé ici 500 déserteurs Westphaliens ou Saxons, et le lendemain il en est venu 625.

Un grand nombre d'Hanovriens ont quitté la rive gauche de l'Elbe, et ils attendent ici l'arrivée de la Légion allemande. Nos deux corps de la Légion Anséatique et la milice sont déjà bien exercés, et ils brûlent de combattre l'ennemi. Un petit détachement de la Légion Anséatique s'est déjà distingué. Les Français étaient trois fois plus nombreux, et ils n'ont pas réussi dans leur attaque.

Le commerce languit, en conséquence de la difficulté d'envoyer des marchandises dans l'intérieur de l'Allemagne. Dès que l'ennemi aura été forcé de s'éloigner de nos environs, nous espérons que tout ira bien.

Nous apprenons que le quartier-général russe a quitté Kalitsch pour aller à Dresde, ce qui est de bon augure.

Mockern, le 6 Avril.

Ce qui nous était resté après la premiere sortie des Français de Magdebourg nous a été enlevé dans la seconde, qui a eu lieu avant hier. Le 3, les Français firent une sortie de Magdebourg, avec au moins 17,000 hommes et un train d'artillerie, ayant à leur tête le viceroi et le général Grénier. Ils avaient prudemment laissé toutes les troupes Westphaliennes à Magdebourg, et n'avaient pris que des Français avec eux. Leur cavalerie était composée de corps de nouvelle levée, tels que les hussards rouges, chasseurs, cuirassiers et hulans de Paris. Arrivés ici, ils y ont tout pris ou détruit. Lorsqu'on portait plainte au général, il répondait que c'était l'usage en temps de guerre, et tenait les propos les plus outrageants. Le 4, les Français se retirerent, laissant ici environ 5,000 hommes. Le 5, à quatre heures du soir les Cosaques et les hussards rouges russes parurent. A peine la cavalerie française, était elle rangée en bataille qu'elle fut cernée par les Cosaques avec la promptitude de l'éclair, et elle chercha son salut dans la fuite. La cavalerie et l'infanterie russe accoururent de tout côté, comme si elles eussent eu des ailes, et le feu dura jusqu'à huit heures. Alors le régiment des hussards rouges de Paris, et un autre corps de cavalerie étaient totalement détruits.

Le Comte Wittgenstein, le Prince Henry de Prusse, et le Prince de Hesse Hombourg sont tous à présent à Zeddenick.

Breslau, le 8 Avril.

La grande armée Impériale Russe, forte de 45,000 hommes,

et le quartier-général de S. M l'Empereur, Alexandre sont partis le 5 de Kalisch et des environs, pour s'approcher de l'Oder et passer cette rivière à Steinau.

Un autre corps impérial russe de 10,000 hommes, sous le commandement du major-général Milorodowitch, est parti de la Pologne, pour passer aussi l'Oder sous peu de jours.

Le 9 Avril.

Des avis officiels qui viennent d'être reçus ici du quartier-général impérial Russe portent que la forteresse de Czentochau s'est rendue aux armes Russes par capitulation.

Le Gouvernement a reçu le 24, des dépêches du Nord de l'Allemagne, et officiel le bulletin suivant a été publié:—

" *Bureau de la Guerre, le 25 Avril.*

" Le Gouvernement a reçu des avis de Hambourg en date du 17, et de Cuxhaven du 19, annonçant l'arrivée sur l'Elbe du Général———, avec l'avant-garde de l'armée Suédoise, composée de 6000 hommes. Ce corps devait être suivi immédiatement du principal corps d'armée, commandé par le Prince Royal de Suede, pour la réception duquel on faisait des préparatifs à Lauenbourg.

" Le corps de troupes alliées qui est sur la droite de l'Elbe, a envoyé des détachemens qui ont pénétré jusqu'à dix milles de Zell et aux environs de Verden. Les habitants leur ont fourni des vivres avec empressement, et leur ont donné des renseignements exacts sur la force et les mouvements des troupes de l'ennemi. Les Français ne manifestaient aucune intention de s'avancer. Une partie du corps de Davoust était le 12 à Zell et à Brunswick, en communication avec le Vice-roi. Ils paraissaient craindre une attaque de la part des Russes et des Prussiens réunis sur l'Elbe, et une tentative pour pénétrer sur leurs derrieres.

" On croyait à Hambourg que le Général Kleist s'était emparé de Wittenberg;—on ignorait si c'était d'assaut ou par capitulation.

" Tous les avis de la Prusse portent que jusqu'au 14 du courant, l'armée du Comte Wittgenstein et celle du Général Blucher ont marché en avant sans que l'ennemi ait pu arrêter leurs progrès. Au contraire, ses troupes se sont retirées sur le Mein. Les Russes ont pris à Dubeu des magasins considérables de munitions destinées pour Magdebourg.

" Le Sénat de Hambourg a reçu de l'Empereur de Russie l'assurance que toutes les forces militaires de son Empire seraient employées à rendre à l'Allemagne son indépendance tandis que la défense de ses frontieres serait confiée à la milice, qui avait été convoquée et qui était en campagne. Il devait y avoir en Allemagne vers le 1er de Mai, 300,000 combattants Russes, y compris les Cosaques.

" Des régimens d'Oldenbourgeois. Brunswickois et autres régiments Allemands s'organisaient à Boitzenbourg.

" L'objet de l'expédition contre Cuxhaven était de couper toute communication avec l'Angleterre par l'Elbe, et d'intercepter les transports chargés d'armes qu'on savait être destinés pour Hambourg."

Bremen, le 5 Avril.

Hier une commission militaire spéciale assemblée ici, a condamné à mort Hirman Friese, âgé de 26 ans ; Resche Boschen âgé de 29 ans ; Hirman Henry Neuhaus, âgé de 22, tous trois demeurant à Blexen dans l'arrondissement d'Oldenbourg ; et Gird Harmes, âgé de 46 ans, demeurant à Tettens, près de Blexen, qui ont été convaincus d'avoir porté les armes contre la France, et pris en flagrant délit, à la batterie de Blexen. La sentence a été mise à exécution ce matin, près de cette ville. Les biens des condamnés ont été confisqués.

Varsovie, le 3 Avril.

Les fortifications de Praga ont été démolies par ordre du commandant russe ; des milliers d'ouvriers, y ont travaillé journellement. On a trouvé dans un des ouvrages une très-grande quantité de munitions que les troupes polonaises y avaient laissées en se retirant.

Les troupes russes ont occupé avant-hier le camp devant Thorn. Il y est aussi arrivé des ingénieurs prussiens, et des détachements de pioniers et d'artilleurs, avec de la grosse artillerie de siége, de Graudentz.

Le général d'infanterie Comte Langeron commande les assiégeants. Des bateaux plats équipés à cet effet ont jeté l'ancre à un demi-mille allemand au-dessous de Thorn, et à un mille et demi plus bas il a été jeté un pont sur la Vistule.

Le général de brigade Baron Mauvillon a fait tous ses préparatifs pour une résistance opiniâtre, et il a miné les endroits les plus faibles. La garnison a été grandement affaiblie par des fievres nerveuses et des maladies internes qui ont emporté beaucoup de jeunes Bavarois.

La ville ne manque de rien, excepté de bœuf, de drogues et de bois de chauffage ; la garnison se procure ce dernier article en abattant les maisons qui ont été abandonnées par les habitants.

Les deux lettres suivantes, d'Hambourg, d'une date récente, jetent beaucoup de jour sur la marche de la campagne actuelle.

Extrait d'une Lettre d'Hambourg, du 23 Avril.

Nous sommes dans ce moment au comble de la joie. La nouvelle de la reddition de Dantzic vient d'arriver Il n'y a pas le moindre doute sur le fait de la capture de la place, mais nous devons attendre jusqu'au prochain courier pour les particularités. Le mode de communication d'une nouvelle aussi importante est assez singulier. Le baron de Wingstein, aide-de-camp du général Tettenborn qui commande ici, passait par Dessau, le général Wittgenstein ouvrit la fenêtre, et lui cria que Dantzic était au pouvoir des Russes. Le baron partit sur-le-champ pour notre ville, et le général Tettenborn a ordonné que la nouvelle fût publiée par une notice affichée dans la salle de la bourse, le grand rendez-vous des négociants. Elle y fut reçue avec les plus vives acclamations. On rapporte que la garnison consistait en 14,000 hommes, mais on ignore encore les termes de la capitulation. On s'attend néanmoins aux conséquences les plus importantes de cette capture. La valeur de la ville, comme forteresse, quelque considérable qu'elle soit, n'est rien au prix de l'effet que ce succès aura sur l'esprit des Allemands. La nation est vivement exaspérée contre les Français, et cette exaspération semble la plus forte parmi ceux chez qui ses effets doivent être les plus actifs et le plus difficiles à déraciner. Le bas peuple ne peut parler des Français qu'avec la plus profonde horreur. Leurs défaites successives et répétées ajoutent le mépris à la haine qu'on leur porte. La libération du corps assiégeant, qui était fort de 25,000 hommes, n'est pas une chose d'une médiocre importance. Mais il paraît que les Russes n'avaient pas attendu la chance d'une pareille accession. Suivant des nouvelles que nous recevons aujourd'hui, nous apprenons que 95 escadrons de cavalerie et 30,000 hommes d'infanterie, de l'intérieur, sont en pleine marche au travers de la Pologne pour la Silésie. Alexandre, notre libérateur, est à Dresde si nous devons voir encore notre attente frustrée cette cam-

pagne-ci, il faudra du moins convenir que nous avons eu une perspective de succès qui pouvait égarer même de moins ardents politiques.

Thorn a été assiégé depuis quelque temps sans qu'il y ait été fait beaucoup d'impression : mais en dernier lieu, on a employé avec vigueur les moyens qu'on a fait venir pour le réduire, et les derniers nouvelles portent que sa réduction était très-prochaine. La première parallele a été ouverte le 9 d'Avril. Un magasin à poudre avait déjà sauté dans la ville; et le comte de Langeron qui a la direction du siége, est dans l'attente d'un prompt succès. On suppose que Spandau est en ce moment au pouvoir des Russes. On y avait déjà effectué une brèche.

Du côté de la Westphalie, la cause générale paraît prospérer également. Nous apprenons par des lettres de Lunébourg, du 22 de ce mois, que la cavalerie légere du célebre Blucher était entrée à Cassel. Le Roi de Westphalie a suivi l'exemple que lui a donné un potentat plus relevé que lui et a fui de son royaume. On nous assure qu'un régiment entier d'infanterie westphalienne a passé avec ses armes au général Dornberg. Cet officier qui paraît jouir d'une grande considération parmi les anciens hanovriens, s'avance avec rapidité vers ce pays, et dans le moment actuel les Français semblent frappés de terreur panique. Leurs forces sont concentrées pour le présent à Burgerstorff, entre Zell et Hanovre. On estime qu'elles s'élevent à 7000 hommes, mais elles sont presque denuées de cavalerie. Elles seront obligées avant peu ou de combattre ou de fuir. Outre les corps de Dornberg et de Tchernicheff, qui montent probablement en tout à 6,500 hommes, un corps considérable de Prussiens a traversé jusqu'en Hanovre vers le 20 de ce mois, afin d'agir de concert avec eux.

Nous prenons comme de raison un bien plus vif intérêt à ce qui se passe dans le voisinage de Bremen. Les Français y ont environ 7000 hommes dans la nouvelle ville, mais ils sont surveillés de près par un fort détachement russe, soutenu par le corps des volontaires de la Légion Anséatique. Les Français paraissent sentir la difficulté de leur situation, et hier, 22, le général Vandamme fit un mouvement vers Ottersberg, afin de couper un détachement russe qu'il avait en front. Les Russes furent à temps prévenus de ce mouvement, ils laisserent avancer les Français jusqu'à portée d'une batterie masquée, tournerent sur eux au moment de la surprise, et les repousserent dans toutes les di-

rectieus, avec perte d'environ 300 prisonniers. Le brave colonel Beckendorff a eu les honneurs de ce succès; mais nous avons la douce satisfaction d'apprendre que nos jeunes volontaires de la Légion Anséatique s'y sont extrêmement distingués.

Maintenant, pour en venir des hostilités actuelles aux hostilités probables, les avis de Vienne du 16 de ce mois offrent au moins quelques espérances pour la cause du Nord. Le Prince de Schwartzenberg est à Paris, dans une situation qui paraît très-différente de celle d'un pacificateur, on assure positivement qu'il est porteur de l'ultimatum de l'Autriche, par lequel il est demandé à Buonaparte d'abandonner tout le territoire de ce côté-ci du Rhin. On peut aisément prévoir qu'il refusera d'accéder à une semblable demande. La plus grande partie de l'armée autrichienne, montant à 200 mille hommes, a été mise sur le pié de guerre. Dans les entrefaites, la cour de Vienne, conserve cette espece de réserve scrupuleuse qui démontre clairement qu'elle s'apergoit qu'elle est un objet de soupçon pour la France. Pas un soldat autrichien n'a dépassé les frontieres de Bohême. Les forces qui s'y trouvent sont appelées armée d'observation, et l'on y contient avec soin l'esprit public qui est au moins aussi anti-gallican que chez nous. Les Tyroliens, aux premieres lueurs qu'on vit briller de la délivrance de l'Europe, envoyerent des députés à Vienne, offrant de se lever en masse. Le docteur Schneider qui s'était distingué dans la premiere insurrection, et Hormeyer qui avait porté les représentations des patriotes, ont été arrêtés et envoyés à Olmutz; mais on ne leur a point fait de procès, et l'on s'attend généralement qu'ils seront bientôt à la tête d'une armée de leurs compatriotes.

Extrait d'une autre Lettre d'Hambourg de la même Date.

Le 19 de ce mois, l'Empereur Alexandre porta son quartier-général à Lieben, petite ville à environ 40 milles de Breslau; il prit sa résidence à un palais bâti par le Roi de Wirtemberg d'aujourd'hui, lorsqu'il n'était encore que Prince héréditaire, et commandant d'un régiment de cavalerie au service de Prusse. Dans la soirée, le palais et la ville furent illuminés.

J'ai vu une personne qui vient d'arriver de Lieben; il parle de la maniere la plus exaltée des manieres gracieuses

de Sa Majesté. Nos députés sont allés au quartier-général et y ont été honorés d'une audience particuliere. Ce sont les mêmes députés qui, à l'accession d'Alexandre au trône, lui porterent les félicitations de notre ville. La personne dont je vous parle m'assure qu'ils ont été reçus par l'Empereur avec la plus grâcieuse condescendance, et que Sa Majesté leur avait déclaré que ses sentiments en faveur de la ville de Hambourg étaient les mêmes que ceux qu'il avait professés douze ans auparavant; qu'avec l'aide de Dieu, il avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour délivrer l'Allemagne, et en particulier les villes anséatiques, du joug sous lequel elles gémissaient, et qu'il espérait, que chacun s'empresserait de contribuer, autant qu'il serait en son pouvoir, à l'accomplissement de ce grand et désirable objet.

Alexandre le libérateur se rend à Dresde, où il a été formé un comité, sous la présidence du baron de Stein, pour la répartition des charges que la guerre occasionnera.

En addition à ce qui précede, j'ai encore à vous dire que l'on a fait part aujourd'hui aux négociants d'une maniere demi-officielle de la reddition de Dantzic. Quelques personnes ajoutent à cette nouvelle une foi implicite; d'autres sont moins disposés à y croire. Je désirerais bien que le fait fût aussi certain qu'il est désirable.

On voit dans un des extraits des papiers allemands qui précedent, que Vandamme continue de se signaler de la même maniere qu'il le fit à Niewport en Flandres, en 1794. Ce vandale a eu l'atrocité de faire fusiller quatre habitants d'Oldenbourg pour avoir pris les armes pour la défense de l'indépendance de leur patrie. Le général Dornberg a publié à ce sujet la proclamation qu'on va lire, dans l'espoir que la crainte des représailles mettrait fin à ces cruautés gratuites. Les Français se croyaient en possession du privilége exclusif d'assassiner ainsi militairement qui bon leur semblait dans les pays réunis à l'Empire ou à la république, en vertu d'un décret pur et simple des dominateurs du moment. Les Espagnols ont été les premiers à mettre un terme à ces horreurs, non pas par des menaces, mais bien en exécutant des représailles au décuple.

C'est à Longa que cet honneur appartient. C'est lui qui, le premier, a réalisé l'expression des saintes écritures : *œil pour œil, dent pour dent.* Grâces lui en soient rendues. M. le général de Dornberg ne s'est pas contenté de la proclamation qu'il a faite, il a, dit-on, exercé sur-le-champ des représailles sur quatre officiers français prisonniers. Nous désirons que le fait soit vrai. Nous aurions voulu que par cette nouvelle proclamation il eût déclaré Vandamme et Carra St. Cyr hors du droit des gens, et qu'il eût mis leur tête à prix. Nous voudrions apprendre de même qu'une hécatombe de cent jeunes gens tirés des prisonniers faits en Russie, et consistant en individus des familles qu'on appelle en France *les nouvelles existences,* eût été immolée en expiation du malheur des douze malheureux Russes fusillés à Moscou par jugement d'une commission militaire française. On ne finira jamais rien, si l'on ne prend pas cette ferme résolution. Nous ne cesserons de répéter aux alliés : " Par pitié pour vos peuples, soyez barbares envers les soldats de Napoléon ! *barbarus his ego sum !*

Boitzebourg, le 6 Avril.—L'adresse suivante a été publiée ici.

"*Aux généraux Français.*—Je vois, par la correspondance des généraux Morand et St. Cyr, qu'on se propose de prendre les mesures les plus séverés contre les habitants des Etats de Hanovre qui ayant été délivrés par les armes victorieuses de Sa Majesté l'Empereur de Russie, ont reçu en son nom, l'ordre de se considérer comme sujets de leur légitime souverain, et qui, d'après les ordres positifs du commandant des troupes Russes, ont été obligés de prendre les armes pour se défendre eux-mêmes et leurs demeures. Un châtiment aussi juste que rigoureux aurait été l'inévitable conséquence de leur désobéissance à leur souverain, et il serait certainement contraire au droit des gens, reconnu par tous les peuples civilisés, qu'un seul sujet hanovrien fût considéré comme rebelle et traité comme tel. Je ne me

permettai pas de supposer, Messieurs, que vous laissiez commettre une pareille atrocité; mais je vous déclare que, dans tous les cas, je suis déterminé à user de représailles, et que tous les prisonniers sans exception qui sont actuellement ou seront par la suite en mon pouvoir, seront traités avec la même rigueur que celle que vous exercerez envers les habitants du Hanovre; et que leur vie répondra de celle de ces derniers qui en prenant les armes, par ordre formel du général des troupes Russes, n'ont fait que remplir leur devoir envers leur roi et leur pays.

Boitzenbourg, le 5 Avril 1812.

(Signé) Le Baron Von Dornberg, Major-général au service de la Grande-Bretagne, et commandant d'un corps Russe et Prussien.

Le brave Winzingerode à son arrivée à Leipzic, a publié une proclamation semblable, dans l'espoir de sauver les peuples d'Allemagne de violences de cette nature. Voici cette piece qui continue d'honorer Alexandre non moins que les belles proclamations que les Russes ont déjà publiées :

Proclamation du Général Winzingerode.

« Les ennemis de toute justice sont dans l'habitude de traiter avec la plus grande sévérité tous les villes où tous les individus qui à l'approche de l'armée alliée, expriment par paroles ou par actions les sentiments qui animent tous les véritables Allemands, toutes les fois qu'un changement de position des troupes les ramene dans leur voisinage. Ceci m'engage, une fois pour toutes, à faire la déclaration expresse que je mettrai en vigueur, le droit de représailles dans sa plus grande latitude, pour toutes les violences de ce genre qui auront été commises dans l'absence des troupes que je commande, non-seulement sur les vils mercenaires Allemands qui sont en mon pouvoir, mais je saisirai encore à cet effet le premier magistrat civil qui se rendra suspect de malveillance. Toute peine de mort qui sera infligée sera immédiatement et inévitablement suivie de mon côté, par un semblable procédé; et à ce moyen chaque pays recevra

quelque compensation pour la perte de ses dignes citoyens, par la diminution de ceux, qui, pour l'appât d'un vil gain, trahissent la cause sacrée de leur pays en faveur d'étrangers, et qui, devenant ainsi les suppôts de la tyrannie, servent d'instruments pour opprimer leurs freres. Nous, qui suivons la volonté de la Providence dans les voies franches de la justice, nous pouvons espérer qu'avec l'aide de Dieu, avant peu aucun ennemi de ce genre n'osera s'opposer à des guerriers qui font connaître la puissance de leur pays natal, et que la vue de semblables hordes mercenaires ne fait qu'enflammer le désir qu'ils ont de venger l'humanité déshonorée."

(*Signé*) Le lieutenant-général de Sa Majesté Impériale Russe.

Baron de WINZINGERODE.

Leipzic le 18 Avril 1813.

Nous ne pouvons douter que la proclamation énergique et les représailles du général Dornberg auront excité l'attention des officiers et des soldats français de la division de Carra St.-Cyr, et que ce seront les représentations qu'ils lui auront faites, qui l'ont obligé à faire connaître publiquement les ordres qu'il avait reçus de son maître, sur qui conséquemment il a eu en vue de faire retomber tout l'odieux de ces meurtres et des représailles qui en seraient la suite.

Par Ordre du Général Carra St. Cyr.

" Un décret Impérial, daté du 14 Avril, relatif à l'exécution du Sénatus-consulte qui suspend le régime constitutionnel dans les départements de la 32e division militaire, porte en substance ce qui suit:

" Le général en chef de l'armée de la 32eme division militaire, indépendamment de ses autres devoirs militaires, est spécialement chargé du rétablissement et du maintien de l'ordre et de la tranquillité publique dans les départements qui composent la division. Il est revêtu de l'exercice de

la haute police dans les trois départements ; il pourra y faire tous les réglements qu'il jugera nécessaires, et infliger les punitions spécifiées dans le code pénal. Il pourra suspendre et remplacer provisoirement les sous-préfets, les juges, les maires et les officiers de paix, il pourra frapper des contributions extraordinaires, sous de fortes peines, sur les villes, communes, arrondissements et départements, et prendre, s'il est nécessaire, les mesures qu'on adopte en pays ennemi, pour assurer le payement de ces contributions, prendre des ôtages, et les autres mesures que l'état de guerre autorise. Il est nommé par Sa Majesté lieutenant de justice ; en vertu de quoi il fera juger par devant une commission militaire et fusiller tous les individus qui seront pris les armes à la main, et tous chefs, instigateurs, fauteurs et complices des insurrections, etc. etc.

Nous sommes bien punis de ne pouvoir, en terminant ce Numéro, annoncer à nos lecteurs la confirmation de la prise de Dantzic. Plusieurs circonstances concourent au contraire à faire révoquer cet heureux événement en doute. En attendant, le gouvernement vient de recevoir l'avis officiel de la prise de Thorn par le comte de Langeron.

Voici l'état de la situation des armées françaises, au 20 Avril, tel qu'on le trouve dans le *Moniteur*.

Etat de la Situation des Armées Françaises au 20 Avril.

Dantzic, Thorn, Modlin, Zamosk, étaient dans la même situation. Stettin, Custrin, Glogau, Spandau n'étaient que faiblement bloqués. Magdebourg était le point de réserve du vice-roi. Wittenberg et Torgau étaient en bon état, la garnison de Wittenberg avait repoussé une attaque de vive force.

Le général Vandamme était en avant de Breme ; le général Sébastiani entre Zelle et le Véser. Le vice-roi était dans la même position, sa gauche sur l'Elbe à l'embouchure de la Saale, et sa droite sur le Hartz, occupant Bernsbourg, sa réserve à Magdebourg.

Le prince de la Moskwa était à Erfurt; le duc de Raguse à Gotha, occupant Langensalza; le duc d'Istrie à Eisenach; le comte Bertrand à Cobourg.

Le général Souham était à Weymar: la ville avait été occupée par 800 hussars prussiens qui furent dispersés le 16 par un escadron du 10e de hussars, et par un escadron de Bade, sous les ordres du général La Boissiere. Nous leur prîmes 60 hussars et 4 officiers, parmi lesquels était un aide-de-camp du gén. Blucher.

Mayence, 24 Avril.

S. M. l'Empereur passa en revue, le 22, les quatre beaux régiments de la vieille garde. Il exprima sa satisfaction du bon état de ces troupes. Elles étaient arrivées à Mayence à marches forcées, et n'avaient été que six jours à faire le voyage. Elles étaient si peu fatiguées, qu'elles passerent le Rhin sur-le-champ. Le général Curial était arrivé à Mayence avec les cadres de la nouvelle garde qui s'organise dans cette ville. Tous les équipements de cette troupe étaient arrivés par des transports extraordinaires.

Le duc de Castiglione est nommé gouverneur militaire des grands duchés de Frankfort et de Wurtzbourg. La citadelle de Wurtzbourg a été approvisionnée.

Les rapports qu'on avait fait circuler sur une prétendue défaite du général Sébastiani sont faux et sans fondement; au contraire, afin d'attirer l'ennemi vers lui, il ordonna au général Maurin d'évacuer Zell: 1200 cosaques s'y jeterent immédiatement: le 18, le général Maurin y rentra précipitamment, pêle-mele avec l'ennemi qui fut mis complétement en déroute et perdit une cinquantaine d'hommes tués, un grand nombre de blessés et environ cent prisonniers.

Pendant ce temps le général Sébastiani marchait sur Uelzel, il chassa de Great Oesingel un parti de 600 cosaques qui se replierent sur Spitkenselb, où l'ennemi avait rassemblé 1500 cavaliers. Le général Sébastiani les chargea sur-le-champ et les culbuta; il prit 25 hommes, en blessa un nombre plus considérable et fit prisonniers une vingtaine de cosaques. Les fuyards furent poursuivis jusqu'au-delà du Uelzel.

Le général Vandamme commande à Breme; il a sous ses ordres les trois divisions de Dufour, St.-Cyr et Dumonceau.

L'inquiétude des esprits se calme dans la 32eme divi-

sion militaire : ces forces qu'on voit arriver de tous côtés, les exemples séveres qu'on a déjà faits sur les chefs des conspirateurs ; et surtout le petit nombre de troupes que l'ennemi a pu montrer sur ce point, ont empêché les personnes mal disposées de se montrer. Le duc de Reggio est parti le 23 de Mayence pour prendre le commandement du 12eme corps de la grande armée.

Le 24 la plus grande partie de l'armée avait passé les montagnes de la Thuringe. Le Roi de Saxe ayant jugé à propos de s'approcher autant que possible de Breme, s'est porté à Prague.

S. M. l'Empereur est parti de Mayence le 24 à huit heures du soir.

Le duc de Dalmatie a repris les fonctions de colonel-général de la garde. S. M. a envoyé à Wetzlar le duc de Tréviso, afin d'organiser le corps polonais du général Dombrowski et d'en former deux régiments d'infanterie, deux de cavalerie, et deux batteries d'artillerie. S. M. a pris ce corps à sa solde depuis le 1er Janvier.

Le prince d'Eckmuhl s'est rendu dans la 32e division militaire afin d'y exercer, selon les circonstances, les pouvoirs extraordinaires qui lui ont été délégués par le Sénatus-Consulte du 3 Avril.

Paris, 27 Avril.

Il est difficile de se former une idée de la sensation que la présence de Sa Majesté l'Empereur a causée dans toutes les branches des administrations militaires et de l'enthousiasme que la certitude de son arrivée a répandu dans tous les corps de l'armée. Nous avons sous les yeux des lettres de Mayence qui s'accordent toutes à dire que les troupes sont remplies d'ardeur, et qu'elles attendent avec impatience le signal du combat. Nos militaires sont surtout exaspérés contre les Prussiens, qu'ils regardent comme des traîtres et ils se promettent de les faire repentir d'une conduite si déshonorante et qui n'a d'exemple que dans les annales de la Prusse.

Il faut avouer que le spectacle que la France présente dans ce moment doit étonner l'Europe, attentive aux événements qu'offre l'avenir. Les journalistes de Londres annonçaient il y a quelques jours que l'armée française était anéantie, que nos ressources étaient épuisées et voilà tout-

d'un coup cette armée qui reparaît plus nombreuse, plus brillante que jamais, qui dans ses mouvements préparatoires, menace déjà l'ennemi, encourage nos alliés fideles, et répand la terreur et les alarmes parmi ceux qui ont manqué de courage et de loyauté. Plus les opérations de la campagne seront exécutées sur une ligne étendue, plus le génie militaire de S. M. l'Empereur nous permet d'attendre de grands et heureux événements.

C'est dans ces vastes plans où les esprits vulgaires se perdent que, son brillant génie embrasse tout d'un coup d'œil et combine tant de manœuvres, tant de moyens, pour obtenir un seul et unique but. Le lion se réveille et son réveil sera terrible.

Il est impossible de se dissimuler que la France ne s'est jamais montrée, à aucune époque de son histoire, plus digne du haut rang qu'elle occupe parmi les nations. Tandis que ses ennemis, orgueilleux d'un triomphe obtenu sans danger et sans gloire, la représentent comme humiliée, elle répond à la juste confiance de son souverain. Le même esprit de patriotisme et de fidélité anime toutes les parties de l'Empire. Les ressources se multiplient, et nous voyons maintenant les heureux effets de cette noble ambition. *(Moniteur)*

Stockholm, 24 Avril.

La mission danoise a quitté cette cour il y a deux jours, et l'on fait des préparatifs sérieux pour obliger les Danois à accéder aux termes proposés, ce que l'on croit généralement qu'ils feront sans être obligés d'avoir recours à des hostilités. Nous attendons à toute heure des transports britanniques pour prendre des troupes à bord.

Gothenbourg, 27 Avril.

Le commandant en chef et plusieurs régiments sont arrivés ici. Le Prince de la Couronne est journellement attendu pour les passer en revue avant leur embarquement. On attend aussi à chaque moment le baron de Jacobi Kleist, anciennement ministre de Prusse à la Cour de Londres, qui vient s'embarquer pour l'Angleterre.

Ouvertures de Paix, Propositions de Buonaparté à la Suede, etc.

[Extrait d'un Papier Anglais ministériel.]

" Il nous est parvenu du Continent un rapport suivant lequel il paraîtrait que Buonaparté aurait fait en dernier lieu de nouvelles ouvertures aux alliés, et cela probablement avec un désir de les voir réussir tout aussi sincere que la plupart de ses autres ouvertures. On dit que celles-ci leur ont été faites par l'intermédiaire de la Suede. Dans le fait, il n'est rien que Buonaparté n'ait pas essayé pour gagner le Prince de la Couronne. Il lui a proposé de créer deux dynasties en Suede et en Norwége. Ce dernier royaume devait être pris au Dannemarc. Il proposait que la Zélande fût cédée à la France, et alors le royaume de Dannemarc disparaissait entierement de la carte de l'Europe. Il offrait au Prince de la Couronne toute la Prusse Orientale, Dantzic et une grande partie de la Pologne, s'il voulait l'aider à abattre la puissance de la Russie. Le Prince de la Couronne connaissait trop bien son homme pour ignorer avec quelle fidélité il aurait tenu sa promesse après qu'il aurait fait usage de ses services. Buonaparté offrait aussi à Son Altesse Royale, le commandement de ses armées. Toutes ces offres furent rejetées.

On dit que par les nouvelles ouvertures il propose de rétablir le Continent aussi approchant que possible de la situation dans laquelle il était à la paix de Luneville. Par cette paix qui précéda de quelques mois les préliminaires de paix avec l'Angleterre, les Pays-Bas, l'Italie jusqu'à l'Adige, et la Toscane, furent cédées par l'Antriche qui reçut

à son tour l'Istrie, la Dalmatie, les Isles Vénitiennes, Venise et le Cattaro.

Dans ce temps-là, il y avait des républiques Batave, Cisalpine et Ligurienne. Ces républiques ne doivent pas être rétablies; mais les Gouvernements qui les ont remplacées, doivent rester comme ils sont, c'est-à-dire qu'elles devront continuer de faire partie du grand empire.

Le grand objet de cette ouverture, toujours en supposant que ce bruit soit vrai, est de gagner l'Autriche, qui, à ce que l'on croit, a fait demander péremptoirement par le Prince de Schwartzenberg, Venise et quelques autres parties de l'Italie, outre le Tyrol et Saltzbourg.

Les termes de la Paix de Luneville, dira-t-on, laisseraient l'Allemagne libre et affranchie du pouvoir direct de la France, et rendraient à la Prusse ses anciennes possessions. Aussi pourrait-on, au premier coup-d'œil, regarder ces conditions de paix comme de nature à être acceptées. Mais qu'on se rappelle bien que la paix de Luneville ne fit que frayer le chemin pour la violation qui en fut faite subséquemment. Et si Buonaparté semble céder beaucoup en remettant la Prusse dans son ancienne situation, c'est que dans le fait il sent bien qu'il n'a pas maintenant les moyens de l'empêcher, à moins qu'il ne puisse écraser la Russie qui a garanti à la Prusse la possession de ses anciens territoires.

Un arrangement approchant de la paix de Luneville laisserait la Hollande, l'Italie et la Suisse au pouvoir de la France, presque autant qu'ils le sont maintenant.

Mais cette ouverture dont le premier objet est de flatter et de gagner l'Autriche, en a un second qui est de détacher le Continent de l'Angleterre. Nous regardons comme une chose certaine que Buo-

naparté ne demanderait pas mieux que de nous voir comme nous étions après les préliminaires de 1801, et le traité subséquent d'Amiens. Nous rendrions Malte et le Cap de Bonne Espérance, et nous garderions Ceylan et la Trinité. Mais

Naples serait-il rendu à son souverain légitime?

Les Etats Ecclésiastiques seraient-ils restitués au Pape?

Le Portugal serait-il remis dans la possession de son ancien Souverain?

Buonaparté abandonnerait-il l'Espagne?

On dit que les ouvertures ne font aucune mention de ces points.

Manifeste du Dannemarc contre la Suede.

(Lorsque nous voyons la Saxe au moment d'ajouter ses forces à celles de la coalition, et son souverain tourner le dos à Buonaparté en se portant à Prague, il est pénible de voir le Dannemarc courir à sa ruine, en indisposant tous les pouvoirs alliés par des prétentions que rien ne justifie de sa part, et perdre tous ses droits à la conservation de son territoire par la plus stupide levée de bouclier. Nous n'avons aucune raison de douter de la vérité du manifeste suivant: il est tiré des papiers suédois et porte la date de Copenhague du 23 Avril.)

" La cour de Suede a jugé à propos de rappeler son chargé d'affaires qu'elle avait nommé en dernier lieu auprès de cette cour. Notre chargé d'affaires à la cour de Suede revient en conséquence de Stockholm. Quoique la maniere ordinaire de suivre les affaires nationales n'existe plus entre les ministres danois et suédois respectivement, les com-

munications ministérielles pourront encore continuer par lettre. Le changement actuel entre les deux cours ne peut qu'attirer l'attention de leurs sujets. Le roi, de son côté n'y a donné aucun lieu. Tous les sujets de Sa Majesté sont déjà convaincus qu'elle a refusé de céder son royaume de Norwége, ou une partie, pour la compensation qui lui était offerte en villes et en terres bordant le duché de Holstein.

" L'amour que Sa Majesté porte à son cher pays, est le garant que leur seigneur et roi a trop de confiance dans leur loyauté et dans leur attachement, pour que, dans quelque circonstance que ce fût, il pût se résoudre à les échanger contre des étrangers, à l'attachement desquels Sa Majesté n'a aucun titre, quand ils ne demandent pas la protection de Sa Majesté de leur propre mouvement.

" Accoutumée à voir l'empressement de ses sujets à sacrifier leur vie et leur bien être dans une longue guerre défensive, Sa Majesté est bien certaine qu'ils auront le même empressement à défendre l'indépendance de ses états, et que leur conservation indivisible sera toujours un objet qui tiendra au cœur des habitants du Dannemarc, de la Norwége et du Holstein, dans le cas où les nouveaux efforts de leur souverain pour faire la paix échoueraient, ou qu'un système abusif obligerait Sa Majesté de demander à ses chers sujets de nouveaux efforts pour le maintien de leur sûreté et de celle de son trône."

Imprimé pour SCHULZE et DEAN, 13, Poland-St. Oxford-St. chez lesquels on peut souscrire.

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLXIV.—*Le* 10 *Mai,* 1813.

FEUILLETONS DE GEOFFROY.

THÉATRE FRANÇAIS.

L'Avare.

De tous les chefs-d' œuvre de Moliere, c'est le moins fêté; il attire à peu près autant de monde que le Distrait et les Ménechmes : lors même que le rôle de l'Avare était parfaitement joué par Grandmesnil, il n'y avait pas foule. La raison de ce discrédit de l'Avare, c'est qu'il n'offre point de rôle aux acteurs et actrices à la mode, c'est que la piece est le refuge des doubles et pensionnaires: une autre raison, c'est le discrédit où est tombé l'avarice, passion vile et ignoble dans un temps où le luxe s'est glissé jusque dans les dernieres classes de la société. La peinture la plus fidele des mœurs

d'un avare, a l'air d'une caricature et d'une farce aux yeux de ceux pour qui l'économie même la plus sage, la simplicité et la modestie ont quelque chose de bas et de sordide. Les avares ne vont point à la comédie, à moins qu'on ne les y mene : ceux qui ne le sont pas, sont rebutés de la grossiere image d'un vice de si mauvais ton.

Il n'y a d'ailleurs dans cet ouvrage que du bon sens, du comique, du naturel et de la vérité ; tout y est en action et en situation, sans tirades, portraits, lieux communs, épigrammes, et autres agréments à prétention qui appellent l'applaudissement. Le Misantrope, avec Fleury et Mlle Mars, qui valent toute une piece à eux deux, jouit encore de l'avantage d'une foule de tableaux brillants des divers originaux de la société, et sur tout il présente à l'esprit ce contraste admirable et jamais assez admiré d'un misantrope et d'une coquette : ce rapprochement, si théâtral et si intéressant de tous les raffinements de la coquetterie la plus perfide, avec toute la violence, tout l'abandon d'une passion véritable : c'est là de ce comique noble que les acteurs s'honorent de jouer, et que le public prend plaisir à entendre.

Tartufe a pour lui sa célébrité, ses persécutions, sa philosophie, c'est un sujet piquant pour les sages et pour le peuple, et pour tous ceux qui aiment à rire des formes et des abus de la religion ; enfin, quoique les Femmes Savantes soient un ouvrage un peu barbare pour les enthousiastes de l'esprit et de la science, quoique les auteurs y soient peu ménagés, il y a un si grand fond de comique, tant d'énergie dans les caracteres, la satire y est si mordante, et, ce qui vaut mieux que tout cela, il y a tant de rôles où les premiers sujets peuvent briller, que les Femmes Savantes, quand la piece est bien jouée, ne manquent point leur recette ; mais l'Avare est un asile ouvert à la médiocrité d'une foule d'acteurs

novices, qui n'y paraissent dans un bout de rôle que pour y faire quelques lazzis. Le principal rôle est abandonné à Bandrier qui se bat les flancs et crie à tue tête. Le fils et la fille de l'avare sont bien joués par Michelot et Mlle Dupuis : Firmin est satisfaisant dans Valere: Cartigny ne s'acquitte point mal du rôle du valet, seulement il y est un peu froid ; mais ni les acteurs, ni les rôles ne sont brillants. Je ne dis rien de la Merluche, de Brindavoine, de dame Claude, de Mariane, du seigneur Anselme, tous personnages assez insignifiants. Mlle Desbrosses se distingue beaucoup dans le rôle de Phrosine qu'elle rend avec une finesse, une vivacité et un comique qui font grand plaisir à tous les spectateurs ; mais il n'y a pas là de quoi attirer la foule : et pour cela il faut autre chose qu'une bonne comédie bien franche, bien réjouissante, et même assez bien jouée.

Moliere n'a point de piece où il ait plus d'emprunts que dans l'Avare ; il s'est approprié un grand nombre de scenes italiennes ; il a mis à contribution je ne sais combien de canevas. Un littérateur italien, nommé Riccoboni, a pris la peine d'accoler les copies aux originaux, et il résulte de la confrontation, que Moliere, dans l'Avare, est chargé des dépouilles de l'Italie ; mais l'usage qu'il a su faire de ce butin lui en assure la propriété légitime : il a vaincu et tué les Italiens qu'il a dépouillés. Les scenes qu'il a prises sont meilleures chez lui que chez les auteurs auxquels il les a dérobées. Le code établi dans la république des lettres sur ces especes de violations de la propriété, accorde pleine et entiere permission aux naturels d'un pays de piller les étrangers : un Français a droit de détrousser sur les grands chemins un Anglais, un Allemand, un Espagnol, un Italien; mais s'il ne sait pas déguiser ses larcins et les mettre à profit, il n'en est pas plus riche pour avoir volé.

Moliere n'a pas seulement dévalisé les auteurs de farces italiennes : il s'est aussi accommodé san

façon de ce qu'il a trouvé à sa bienséance dans Plaute, ancien comique latin. S'il est permis de piller les étrangers, il est beau et glorieux de piller les anciens; tout le monde n'est pas capable de cette espece de brigandage, et ne vole pas qui veut les anciens, gens très-riches assurément, mais défendus contre les voleurs par les difficultés de leur langue, et par les études qu'il faut avoir faites pour lier avec eux connaissance, tandis que pour voler des Allemands et des Anglais; il suffit de savoir lire les traductions françaises.

Ce serait une peine bien inutile de comparer l'Avare de Moliere avec celui de Plaute; ces deux pieces sont faites sur un plan tout différent. Moliere a fait une piece de caractere: tout porte sur l'avare: celui de Plaute est une piece d'intrigue, tout porte sur la grossesse de la fille de l'Avare. Le pere qui ne sait pas que sa fille est grosse, est sur le point de la donner à un homme riche; mais le fils de cet homme riche se fait connaître pour celui qui a déjà fait les fonctions de mari, et par conséquent qui a le plus de droit d'en porter le titre. Moliere a pris, pour son premier personnage, un homme riche qui, malgré son bien, vit avec une mesquinerie sordide. L'Avare de Plaute est un paysan, un pauvre qui a trouvé un trésor auquel il se garde bien de toucher; il le conserve dans un vase que les latins appellent *aula*; et c'est ce qui a fait donner à la piece le nom d'*Aulularia*, sous-entendu *fabula*, *fabula aulularia*, c'est-à-dire, la piece où il s'agit d'un vase appelé *aula*, où un avare garde de l'argent. Le quiproquo de l'intendant pris pour le voleur, est l'emprunt le plus considérable que Moliere ait fait à Plaute. Chez l'auteur latin, le jeune homme vient avouer à l'avare, pere de sa maîtresse, la coupable violence qu'il a faite à cette jeune personne, et témoigne le désir de l'expier par un heureux hymen. Le bonhomme s'imagine qu'il vient lui avouer qu'il a volé sa cassette. En général,

l'Avare de Moliere est une bien meilleure comédie que celle de Plaute ; mais le dénoûment de Plaute vaut mieux que celui de Moliere, qui est gâté par une reconnaissance imprévue et romanesque. Pour bien comparer les deux Avares, il faudrait comparer les siecles des deux auteurs, l'état de la société où chacun d'eux a vécu, le point d'où ils sont partis l'un et l'autre, ce que l'esprit, les mœurs et le ton de leur pays leur ont permis de faire : c'est ainsi qu'on devrait toujours procéder dans le parallele des anciens et des modernes, et non pas trancher avec une dureté dédaigneuse, comme font nos littérateurs qui donnent hautement la préférence aux auteurs de leurs pays. Gardons-nous surtout d'imiter l'aveugle partialité, l'admiration exclusive de Voltaire, qui, après avoir remarqué deux endroits d'Euripide imités par Racine, ajoute avec une prévention peu digne d'un philosophe : " Il n'y a que cela de raisonnable dans toute la tragédie d'Euripide, parce qu'il n'y a que cela que Racine ait imité." La seule excuse de Voltaire, c'est qu'il n'entendait pas la tragédie d'Euripide dont il parlait.

On a blâmé l'amour d'Harpagon, et l'envie qu'il a d'épouser une fille sans bien. Il n'y a pas de gens plus durs, mieux armés contre les traits de l'amour, que les avares ; l'amour de l'or s'accorde mal avec l'amour des femmes : deux passions violentes ne logent pas volontiers ensemble. Les femmes qui ont pour amants des joueurs, peuvent être assurées qu'elles n'ont dans le cœur de ces chevaliers du hasard que la seconde place ; toutes les fois qu'elles se trouveront en opposition avec le jeu, elles doivent s'attendre à être sacrifiées. C'est une idée aussi plaisante que vraie que celle de Regnard, qui nous présente son joueur amoureux quand il est sans argent, indifférent quand sa bourse est garnie ; c'est-à-dire qu'il aime quand il ne peut plus jouer, et qu'il cesse d'aimer dès qu'il a de quoi mettre au

jeu. Les joueurs ne font guere la cour aux femmes que par intérêt ; les avares fuient les femmes dans la crainte de la dépense. Mais si l'amour d'Harpagon n'a pas toute la vraisemblance qu'on pourrait désirer, on l'excuse en faveur d'une foule de situations, d'incidents et de traits comiques qu'il fait naître.

Mithridate, dans la tragédie de Racine, emploie avec Monime le même stratagême dont l'avare se sert avec son fils pour surprendre le secret de son cœur. Racine a imité Moliere, mais avec le goût et l'intelligence d'un homme fait pour servir lui-même de modele : cette ruse convient mieux au caractere du jaloux Mithridate, qu'à celui d'Harpagon, auquel les secrets du cœur de son fils, doivent importer fort peu. La découverte que fait Harpagon n'influe en rien sur le reste de la comédie ; celle de Mithridate produit les plus grands effets, et amene la catastrophe : il n'y a pas dans toute la tragédie, une scene mieux filée, mieux conduite, et plus intéressante. On a dit et répété avec affectation et malveillance, que c'était un petit moyen, indigne de la tragédie : ce moyen est conforme à la nature, à la vérité, au caractere connu du personnage. Le roi de Pont est environné de tant de grandeur, que cette faiblesse ne peut le rabaisser. Boileau ne nous dit-il pas dans l'Art Poétique :

> Achille déplairait, moins bouillant et moins prompt :
> J'aime à lui voir verser des pleurs pour un affront.
> A ces petits défauts marqués dans sa peinture,
> L'esprit avec plaisir reconnaît la nature.

Mithridate moins défiant, moins dissimulé, moins jaloux, serait moins naturel, moins vrai, et plairait moins. Il y a d'ailleurs dans les formes du style, dans le tour des pensées, tant de délicatesse et de dignité, tant d'élévation et d'élégance ! Le moyen n'est-il pas suffisamment ennobli par le

grand caractere et par le langage ravissant des interlocuteurs ? La scene, loin d'offenser le spectateur par la moindre trace de petitesse, inspire même une sorte de terreur : on tremble pour Monime et pour Xipharès ; la perfidie de Mithridate fait frémir, on est tenté de crier à la jeune reine : Ne vous y fiez pas, il vous trompe ! Avant de condamner cette scene, il faut la lire, et la critique fera place à l'admiration.

Le Mercure Galant.

Boursault, auteur de cette comédie épisodique, avait été très-négligé dans son enfance : son pere était un militaire tout occupé de ses plaisirs ; et n'ayant jamais assez d'argent pour y suffire, il n'en trouva point pour donner de l'éducation à son fils. Le jeune Boursault ne fit point d'études : il n'apprit point le latin. Le latin était alors la base des études : on avait alors une grande vénération pour le latin, quoique les femmes ne fussent point dans l'habitude d'embrasser les savants pour l'amour du latin : cette faveur était réservée pour le grec. Un homme dans ce temps-là, qui ne savait que le latin, ne passait pas pour savant : il fallait y joindre la connaissance du grec, pour avoir un brevet d'érudition. Boileau et Racine, qui savaient le grec et le latin, n'avaient pas même la réputation de savants, parce qu'ils ne savaient ces deux langues qu'en hommes d'esprit et de goût. Boileau et Racine étaient des écrivains de génie ; Dacier, qui n'avait ni esprit, ni goût, ni style, était un savant ou pédant : la différence alors n'était pas grande. Nous n'avons plus aujourd'hui de pédants d'érudition, et il y a de bonnes raisons pour cela : nous avons une autre sorte de pédantisme qui s'exerce sur d'autres objets, et qui ne coûte pas tant à acquérir ; les plus pédants,

ceux qui tranchent le plus, sont ceux qui ont le moins étudié.

Pour revenir au latin qui manquait à Boursault, ce déficit lui fut très-funeste, et lui fit manquer sa fortune. Les ignorants disent : A quoi sert le latin ? Dans le dix-septieme siecle, il était nécessaire à tous les états : il fallait du latin pour entrer dans l'église, au barreau, dans la magistrature, pour exercer la médecine : avoir fait ses études et savoir le latin dans les états même où cela n'était pas de premiere nécessité, était toujours une chose honorable et de bon ton.

Qu'arriva-t-il donc à ce pauvre Boursault ? Il avait fait un livre intitulé *l'Etude des Souverains* ; ce livre était plein de si belles choses, que Louis XIV en fut émerveillé ; il lui sembla que l'homme qui disait tout cela serait très-bon pour être sous-précepteur de son fils. Il en parla à Montausier lequel en fit la proposition à Boursault. O rage ! ô désespoir ! mais le malheureux était hors d'état de profiter des bonnes intentions du monarque ; il lui fallut avouer son ignorance ; cet homme, qui avait fait un si beau livre, ne savait pas un mot de latin ; et comment, sans latin, être précepteur d'un dauphin ? On mit à sa place le fameux Huet, depuis évêque d'Avranche ; et ce ne fut pas le latin qui manqua à celui-là. Jeunes gens, apprenez le latin ; apprenez-le bien ! vous ne savez pas ce qui peut arriver.

THÉATRE DU VAUDEVILLE.

Les Rêveurs éveillés.

Si cette farce a un peu plus d'esprit sans être beaucoup meilleure, cet esprit est extrémement suranné. Il y a trente ans qu'on s'est moqué fort in-

génieusement du charlatanisme de Mesmer, et spécialement dans une jolie piece intitulée *les Docteurs modernes:* le magnétisme était alors en vogue, c'était le moment d'en rire; mais répéter au bout de trente ans de vieilles plaisanteries, et rajeunir des épigrammes usées sur une ancienne folie qui depuis tant d'années n'est plus à la mode, c'est courir le risque d'endormir les spectateurs les plus éveillés.

Il n'est que trop vrai que la bonne compagnie de Paris a long-temps préludé à la révolution par une sotte crédulité pour tous les charlatans physiques, métaphysiques et moraux; un esprit de vertige et d'erreur planait sur la société: on croyait aux chimeres de Cagliostro, au baquet de Mesmer, aux prophéties des somnambules, aux jongleries de l'hydroscope Bleton, qui voyait l'eau couler dans les entrailles de la terre, et l'on ne croyait pas aux bons principes en tout genre; tout était vrai pour ces grands philosophes, excepté la vérité elle-même.

Le magnétisme, fait pour ébranler l'imagination, fut quelquefois plus funeste encore que ridicule: j'ai connu une femme d'un rang distingué qui, après avoir appris la mort de Deslon, se précipita du second étage de son château dans la cour, et se brisa la tête sur le pavé. Cette femme, jeune, aimable et d'un très-bon ton, mais habituellement souffrante, s'était persuadée qu'elle ne pouvait plus vivre après la mort du seul homme capable de la guérir. Des deux fameux magnétiseurs du temps, Mesmer était plus habile, plus profond dans les secrets de cette science occulte, plus consommé dans l'art de tromper; Deslon était plus doux, plus persuasif, plus séduisant: il y avait dans sa personne une grande vertu magnétique; c'était le médecin des femmes: c'était plutôt leur directeur, leur ami, et quelque chose de plus. Sa mort prématurée fut une calamité générale pour toutes les femmes dé-

licates, sensibles et vaporeuses, pour qui la vue du médecin était toute la médecine. Deslon emporta au tombeau la réputation d'un des plus grands hommes qui jamais eût existé pour la guérison des maux de nerfs et autres, que l'imagination produit dans le beau sexe.

Auprès du célebre Deslon, c'est un bien pauvre homme que ce M. Des Simagrées. Misérable et plat charlatan, aussi sot qu'ignorant, amoureux de la fille d'une Mad. de la Dorloterie, grosse maman très-robuste, qui passe sa vie à s'évanouir et se ruine en anti-spasmodiques. La fille, comme de raison, a un jeune amant qui se déguise en grave docteur étranger pour mystifier M. Des Simagrées; il est aidé dans ce dessein par un valet nommé Léveillé, qui contrefait le somnambule. Il y a des gens qui trouvent cela gai et satirique; il me semble que tout cet esprit, toute cette gaieté ont cent ans de date: ce n'est que du réchauffé.

Manquons-nous donc de ridicules? Pourquoi faut-il que nos chansonniers aillent chercher ceux que nous n'avons plus, ceux que nous ne nous souvenons pas même d'avoir jamais eus? Les nerfs de nos femmes se sont fortifiés, elles font de l'exercice, boivent et mangent comme les hommes, et il leur faut quelque chose de plus solide que les influences magnétiques; il n'y a plus de magnétisme, et si l'on écrit encore sur le somnambulisme, cette doctrine ne prend pas beaucoup dans la société; nous sommes assez aguerris contre les systêmes scientifiques, et le docteur Gall ne peut pas se féliciter d'avoir fait un grand nombre de dupes; il n'y a que les charlatans financiers qui réussissent encore quelquefois: on écoute encore les docteurs qui enseignent l'art de brusquer la fortune; les autres se morfondent.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.

Les Plaisirs de l'Hiver.

L'hiver est une saison délicieuse dans une ville telle que Paris, pour tous les riches voluptueux qui s'y réfugient quand ils sont chassés de leurs châteaux par la neige et les glaces. C'est alors que cette opulente et magnifique cité devient un séjour de fées et de génies, une demeure enchantée, et *la charmante retraite de la félicité parfaite*, comme il est si bien dit dans l'Armide de Quinault. Les jeux, les ris, les amours voltigent alors partout, aux théâtres, dans les bals et les fêtes, dans des salons bien chauds, autour des tables bien servies; les hôtels, les palais sont inaccessibles aux intempéries de l'air; elles ne pénetrent même pas dans ces chars commodes où les grands et les riches sont traînés en triomphe dans tous les quartiers de la ville, sans qu'ils sachent le temps qu'il fait, et d'où vient le vent.

Ce ne sont point ces plaisirs-là dont M. Sewrin a jugé à propos de nous offrir le tableau sur la scene des Variétés, et ceux qu'il nous a peints ne sont pas du goût de tout le monde; il nous transporte dans un village voisin des Alpes, et là il nous montre des paysans qui reçoivent la neige sur le dos, qui vont en traîneaux, qui s'amusent à glisser, à souffler dans leurs doigts *et à battre la semelle*; un petit ramoneur avec sa sœur, la vielleuse, mourants de faim et de froid, qui allument un petit feu de broussailles, et à qui un garçon meunier donne de l'argent et du pain; un moulin abandonné qui ne va plus, parce que son mouvement est arrêté par la glace; la meuniere désœuvrée qui passe le temps

à battre son fils : tous ces plaisirs d'hiver n'ont rien de bien piquant. Il y a cependant un vigneron qui s'appelle le pere Trinquet, qui est fort plaisant, et qui est joué par Bosquier-Gavaudan, avec la gaieté la plus franche. Ce pere Trinquet est un bon homme, un bon pere, qui aime et traite doucement sa fille Guillemette. Le petit meunier est amoureux de la petite Guillemette ; mais il n'y a point d'espoir de mariage avec une femme telle que Mad. Recoupe meuniere. Le pere Trinquet imagine un stratagême pour l'amener à faire le bonheur des deux amants ; il fait le méchant pour plaire à cette veuve rébarbative : en flattant son caractere, il la conduit à des idées de mariage, et se présente pour époux. La veuve, vivement pressée, va chez le notaire, signe un contrat, s'en repent. Le pere Trinquet augmente son repentir par des manieres brutales qui lui annonçent un mari peu complaisant ; quand il la voit au désespoir, il propose de marier à leur place leurs enfants qui s'aiment, et la veuve saisit ce moyen de s'affranchir du joug d'un manant grossier. On fait venir le garçon et la fille qu'on avait enfermés ; mais au lieu du garçon ; c'est le petit ramoneur ; au lieu de la fille, c'est la petite vielleuse : le savoyard et sa sœur, par reconnaissance, avaient changé d'habit avec le petit meunier et sa maîtresse pour leur procurer la liberté. Le mariage termine gaiement cette petite intrigue assez agréable, et que font bien valoir les talents réunis de Brunet et de Mesd. Baroyer, Guisot, Pauline, Aldegonde. La seule chose insipide de la piece, ce sont précisément les plaisirs de l'hiver.

LES LETTRES ANONYMES,

Par l'Hermite de la Chaussée-d'Antin.

Je ne suis point doué de cette flexibilité d'esprit et de talent qui laisse à la disposition de l'écrivain qui la possede le choix du sujet qu'il veut traiter : la pensée qui me saisit, le sentiment qui me domine est le seul que je puisse exprimer : ce serait donc en vain que j'essayerais aujourd'hui d'occuper mes lecteurs d'objets étrangers à la profonde indignation qui s'est emparée de moi. Je dois dénoncer au tribunal de l'opinion publique (puisque les lois ne peuvent l'atteindre) un délit dont les progrès annoncent le dernier degré de la corruption des mœurs ; on voit déjà qu'il s'agit de ces messagers de ténebres, de ces auteurs et facteurs d'écrits anonymes contre lesquels les honnêtes gens ne sauraient trop se prémunir. La loyauté fut, de tout temps, un des traits distinctifs du caractere français ; notre nation conserve, jusque dans ses vices, une sorte de franchise ; et nous pouvons, en parcourant les annales de l'Europe ancienne et moderne, remarquer avec orgueil que les crimes des lâches, l'empoisonnement et la délation ont toujours été moins fréquents dans notre pays que partout ailleurs. Pendant nos troubles civils et religieux, dans le délire de la plus terrible révolution, l'honneur (à prendre ce mot dans son acception la plus étroite) n'a eu que rarement à rougir des maux dont gémissait l'humanité. Comment se fait-il que ce soit à l'époque glorieuse où nous vivons, dans une ville, centre de la politesses et de toutes les qualités sociales, que se développe le germe du fléau le plus odieux

dont la société puisse être infectée; que se multiplient les exemples d'un délit qui ne diffère de l'empoisonnement que par l'impunité légale dont il jouit encore.

J'étais bien loin de ces tristes idées, Lundi soir, en rentrant de chez M. de Sénanges, où j'avais passé la journée la plus agréable au sein d'une famille dont le bonheur me semblait d'autant mieux assuré qu'il avait pour fondement la réunion de toutes les vertus. Le chef de cette maison, après avoir exercé avec honneur, dans le parlement de Bordeaux, une charge héréditaire dans sa famille, est venu jouir à Paris d'un repos analogue à ses goûts et d'une fortune considérable, qu'il a été assez heureux pour réaliser dans les colonies peu de temps avant leurs désastres. Je ne connais pas de spectacle plus délicieux que celui d'une famille nombreuse, étroitement unie par les liens du sang, de l'habitude et de l'amitié : le besoin d'en jouir me conduit souvent chez M. de Senanges. J'ai appris de lui-même, dans ma dernière visite, qu'il se préparait à marier l'aînée de ses filles, la belle et modeste Amélie. Il m'a présenté son gendre futur, jeune officier distingué parmi les braves, et qui promet d'illustrer un nom déjà célebre dans nos fastes militaires. Les accords étaient faits, les jeunes gens s'aimaient avec adoration ; le contrat, garant de l'union la plus tendre, devait se passer le lendemain, et en ma qualité d'ami des deux familles, j'étais invité à m'y trouver.

Rentré chez moi, je me mets en tête de faire l'épithalame de nos jeunes mariés ; mais en me rappelant qu'Amélie m'a surnommé le prêcheur éternel, l'idée me vient de leur adresser un petit sermon. Pour lui donner la forme convenable, je veux relire quelques pages de Massillon ; j'ouvre le livre au hasard, et je tombe sur cette peinture de la calomnie, que je trouvai bien plus frappante en la réalisant le lendemain.

" La langue du détracteur est un feu dévorant qui flétrit tout ce qu'il touche; qui ne laisse partout où il a passé, que ruine et désolation ; qui pénetre jusque dans les entrailles de la terre, et va s'attacher aux choses les plus cachées ; qui change en de viles cendres ce qui nous avait paru, il n'y a qu'un moment, si brillant et si précieux; qui, dans le temps même qu'il paraît, éteint, agit avec plus de violence et de danger que jamais, et qui noircit enfin ce qu'il ne peut consumer, etc."

Cette lecture donna insensiblement un autre cours à mes idées ; je perdis de vue l'épithalame et je m'endormis en réfléchissant aux maux affreux dont la calomnie a, de tout temps, été la source, sans penser néanmoins que je dusse en avoir sitôt un nouvel exemple.

M. de Sénanges m'avait invité pour le lendemain, jour de la signature du contrat, à un dîner de famille En arrivant, je fus surpris du trouble qui régnait dans l'hôtel : les domestiques parcouraient les appartements d'un air égaré; les sonnettes étaient agitées dans tous les coins de la maison. J'aperçois Dubois, le valet-de-chambre, je l'interroge. " Ah ! Monsieur," me dit ce vieux serviteur, la larme à l'œil, " je ne sais ce qui se passe dans cette maison ; depuis hier soir l'enfer y semble déchaîné. M. Charles, prétendu de Mademoiselle, est enfermé avec mon maître dans son cabinet, et Madame dans la chambre de Mademoiselle Amélie, qui s'est trouvée mal trois fois dans la matinée."

Sans me faire annoncer, je vais droit au cabinet de M. de Sénanges : il se promenait avec agitation : aussitôt qu'il me voit, il me serre dans ses bras, et sans me dire un seul mot, il me montre une lettre que Charles tenait à la main, toute ouverte, et dont il regardait l'adresse avec des yeux étince-

lants de colere. Je lis ; c'était une lettre anonyme conçue en ces termes :

" Monsieur,

" L'inviolable attachement que je vous ai voué m'oblige à vous donner un avis où votre honneur et le bonheur de votre famille sont également intéressés. M. Charles d'Hennecourt, à qui vous êtes sur le point d'accorder la main de votre fille, a contracté, en Allemagne, une promesse de mariage authentique, qui doit être portée incessamment devant les tribunaux. On se charge de vous donner, dans un délai de quinze jours, des preuves écrites, dont M. d'Hennecourt lui-même n'osera contester l'évidence."

—C'est un mensonge infâme, s'écrie Charles d'une voix altérée par la fureur.—Sans doute, c'est un mensonge, ajoutai-je froidement ; qui pourrait en douter ?—Monsieur, (répondit le jeune homme avec la plus vive émotion et en montrant M. de Sénanges), et peut-être Amélie elle-même ....— Comment, mon respectable ami, lui dis-je en lui prenant la main, c'est vous qui ajoutez foi à une lettre anonyme ? C'est vous qui faites dépendre votre repos, votre bonheur, celui de votre famille, d'un écrit clandestin dicté par l'envie ou la haine, et qui ne prouve autre chose que la lâcheté de celui qui emploie de pareilles armes ? Se peut-il que vous mettiez en balance la parole de l'homme d'honneur que vous avez trouvé digne d'entrer dans votre famille, avec l'accusation ténébreuse d'un vil ennemi ? Souvenez-vous, mon cher Sénanges, qu'il y a des cas où la confiance la plus entiere est commandée, et que l'homme accessible une fois à la calomnie, se met pour toujours dans la dépendance du premier

misérable qui aura quelque intérêt à troubler son repos. J'ai déjà eu plus d'une fois l'occasion de vous citer deux vers admirables de Shakespear :

" . . . . . Slander lives upon succession,
" For ever hous'd where it once gets possession.

Craignez d'en faire aujourd'hui la funeste expérience.—Mais quand il y va de si chers intérêts, l'excès même de la prudence n'est-il pas un devoir ? Et ces preuves que l'on m'annonce ! . . . .—Ruse grossiere ! qui a pour but d'amener quelque scene scandaleuse, quelque délai dont la calomnie s'emparera pour faire circuler dans Paris le bruit d'un mariage rompu, pour ourdir quelque nouvelle trame. A force d'observations, de raisonnements, je parviens à rétablir le calme dans l'esprit de M. de Sénanges et dans le cœur du pauvre Charles : nous passons dans l'appartement de ces dames, et j'ai d'autant moins de peine à les consoler et à les convaincre, qu'après avoir attentivement examiné la lettre anonyme, je prends avec elles l'engagement de leur en faire connaître l'auteur dans le jour même. Charles et Amélie m'embrassent à la fois. Je n'avais pas de temps à perdre ; je fais promettre à M. et Mme de Sénanges, qu'ils ne feront rien paraître, que les apprêts du mariage se continueront comme ils avaient été réglés, et je sors sans dîner, après avoir eu dix minutes d'entretien avec le jeune d'Hennecourt, et emportant avec moi l'épître mystérieuse.

J'avais un premier soupçon, fondé sur les confidences que Charles m'avait faites ; mais c'est de preuves matérielles que j'avais besoin. Deux indices pouvaient me mettre sur la voie : la qualité du papier visiblement de fabrique anglaise, et l'empreinte du cachet. Le papier devait avoir été pris chez Des-

pilly ; j'y cours : je demande du papier semblable à celui de la lettre que je montre. On me répond qu'il n'en reste plus ; j'insiste : j'en ai un besoin tel, que je le payerais six francs la feuille.—Monsieur connaît peut-être Madame de Sennemont? (me dit la jeune personne du comptoir), c'est à elle que nous avons vendu, il y a quelques jours, les deux derniers cahiers. Ce nom est un trait de lumiere ; je prie cette jeune fille de me mettre par écrit l'information verbale qu'elle vient de me donner, et je me rends chez un de nos plus habiles graveurs. L'empreinte du cachet de la lettre anonyme ne présente ni armes ni chiffre, mais une allégorie assez bizarre peut avoir laissé quelque souvenir dans la mémoire de l'artiste, et le fini du travail peut servir à faire connaître le burin. La chose arrive comme je l'ai prévue : mon graveur, en jetant les yeux sur l'empreinte, reconnaît le travail d'un de ses confreres qu'il me nomme, et chez lequel je me rends à l'instant même. Celui-ci m'apprend qu'il a gravé ce cachet, il y a six mois, pour une dame dont il grave en ce moment les cartes de visites : il me montre l'épreuve qui lui sert de modele, et je lis en toutes lettres : " Madame de Sennemont." Dès-lors mes soupçons se changent en certitude : je me fais donner par le graveur une attestation bien en regle, telle qu'elle convient à mes desseins, et je retourne à l'hôtel Sénanges.

Chemin faisant, je repasse dans ma tête tout ce que j'ai entendu dire du caractere de Mme de Sennemont, de sa conduite depuis son veuvage, de ses intrigues, de ses noirceurs, de sa liaison connue avec le jeune d'Hennecourt ; et, bien muni de preuves morales et matérielles, j'entre gaîment dans le salon, où je trouve tout le monde assemblé. Une certaine contrainte régnait sur tous les visages ; les femmes chuchottaient entr'elles ; M. et Mme de Sénanges parlaient bas au coin de la cheminé ;

Amélie avait les larmes aux yeux, et Charles retenait avec peine un dépit concentré. Mon entrée fit une sorte d'événement; car je ne pus m'empêcher de témoigner une surprise extrême, en apercevant Mme de Sennemont assise près d'Amélie, et lui prodiguant les témoignages d'amitié les plus affectueux. Je m'arrêtai brusquement. " Comme vous me regardez !" me dit-elle en s'efforçant de rire.— Avec un étonnement qui n'a rien de bien flatteur, Madame; car vous me rappelez en ce moment ce chirurgien espagnol qui attendait les passants au détour d'une rue, les blessait avec son poignard, et venait ensuite leur prodiguer des secours.

Cette vigoureuse apostrophe cause une grande rumeur dans la société; chacun m'interroge: je sens qu'une explication publique est devenue indispensable, et après en avoir obtenu l'aveu des maîtres de la maison, je dévoile une trame perfide, j'en montre les effets, j'en administre les preuves. Le reproche est dans toutes les bouches. Mme de Sennemont n'essaie point de se justifier; elle se leve, sourit avec dédain, et me lance en sortant un regard de furie dont j'ai bien apprécié toute l'éloquence.

Le départ de cette méchante femme fut le signal de la confiance et du plaisir: parents, amis, époux, tout le monde m'accabla de remercîments, et l'on avança l'heure du souper que j'attendais avec impatience. On peut croire que je ne laissai pas échapper une si belle occasion de *prêcher*. Quel sujet plus fécond que la calomnie! Je pris pour texte le portrait qu'en fait Massillon dans le passage cité au commencement de cet article, et je terminerai par cette belle image de Diderot:

" La calomnie disparaît à la mort de l'homme obscur; mais debout auprès de l'urne du grand homme, elle s'occupe encore, après des siecles, à ternir sa cendre avec un poignard."

GÉOGRAPHIE.

Description de l'Egypte, ou Recueil des Observations et des Recherches qui ont été faites en Egypte pendant l'Expédition de l'Armée française; publiée par les Ordres de Buonaparté.

Premiere et Seconde Livraison par Malte-Brun.

La résolution d'enrichir l'Europe de ce que l'Egypte recelait de documents précieux pour les sciences et les arts, avait été formée dès le commencement de l'expédition; c'était là l'un de ses deux grands objets.

Déjà l'on avait recueilli dans des excursions partielles un assez grand nombre d'observations, de dessins, ou même de monuments transportables, lorsque le général en chef ordonna qu'il serait fait une reconnaisance plus étendue et plus méthodique, en quelque sorte, sur les deux rives du Nil, depuis le Caire jusqu'aux îles d'Eléphantine et de Philé, confins de l'Egypte, du côté de la Nubie. Cet acte, mémorable dans les fastes de l'histoire des arts, est ainsi conçu, sous la date du 26 Thermidor an VII (13 Août 1799.)

" 1. Il sera formé deux commissions de mem-
" bres de la commission des arts, composées ainsi
" quil suit:

" 2. La premiere commission, composée des
" citoyens Costaz, Nouet, Méchain, Coutelle,
" Coquebert, Savigny, Ripaut, Balzac, Cornbœuf,
" Lenoir, Labatte, Lepere, architecte; Saint-Genis,
" Viard.

" 3. La seconde commission, composée des
" citoyens Fourier, Parceval, Villoteau, Delille,
" Geoffroy, Lepere, ingénieur; Redouté, Lacypiere,
" Chabrol, Arnollet, Vincent, Jomard, Lancret.

" 4. La premiere commissien partira pour se " rendre dans la Haute-Egypte, après-demain 28, " et visiter tous les monuments qui nous restent de " l'antiquité.

" La seconde commission partira le 1er du " mois de Fructidor, pour la Haute-Egypte.

" 5. Il sera fourni à l'une et à l'autre commis- " sion, une barque armée avec une bonne garnison " prise au dépôt de la 21e demie-brigade. Le citoyen " Costaz sera le commandant de la premiere com- " mission, et le citoyen Fourier celui de la seconde. " L'officier commandant l'escorte, et l'officier de ma- " rine commandant le bâtiment, ne recevront des " ordres que d'eux.

" 6. Les commandants des commissions cor- " respondront avec moi, toutes les fois qu'ils auront " visité des monuments qui leur auront fourni des " observations ou des descriptions nouvelles."

(Signé) BUONAPARTÉ.

L'exécution de cet ordre était l'accomplissement de la mission des artistes et des savants en Egypte. Après qu'il eût été rempli, la plupart repasserent en France; et le même motif qui avait dirigé leurs travaux, inspira les moyens de les mettre à profit.

Un décret du 17 Pluviose an X (6 Février 1802), porte que les mémoires, les dessins, tous les documents relatifs aux sciences et aux arts recueillis durant l'expédition d'Egypte, seront publiés aux frais du trésor public, sous la direction d'une commission formée par le ministre de l'intérieur.

Ainsi la pensée premiere, le plan et l'achevement de cette entreprise sont dus entierement à Napoléon. Les détails de cette création ne sont point indignes de trouver place dans l'histoire, puisqu'ils ont eu pour résultat un ouvrage supérieur de beaucoup à tout ce qui avait été fait jusqu'alors dans le même genre.

Pour conserver aux lettres l'indépendance et la dignité qui leur sont essentielles, il fut ordonné que les membres de la commission formée par le ministre de l'intérieur, seraient choisis sur la présentation de l'assemblée des auteurs des matériaux à mettre en œuvre.

Cette assemblée, qui eut aussi à nommer celui de ses membres qui composerait le discours préliminaire, fit choix de M. Fourier. Les autres membres de la commission sont MM. Berthollet, Costaz, Delille, Desgenettes, Devilliers, Girard, Jollois, Jomard et Monge. Un commissaire spécial, chargé de régler immédiatement les détails de l'exécution, met les matériaux en ordre, dirige et surveille les travaux d'impression et de gravure. Mais avant tout, chaque dessin a été présenté à l'examen de l'assemblée générale des auteurs, et soumis à une délibération attentive, puis à un scrutin par boules blanches et boules noires, qui a décidé de l'admission. La même chose a lieu pour les mémoires, en ce qui concerne les faits, que chaque auteur reste néanmoins libre d'expliquer à sa manière. Quant aux dessins, la moindre omission, la plus petite transposition, eût-elle pour objet l'effet pittoresque, est un motif de rejet sur lequel on ne transige point. Ainsi, il ne se peut rien de plus authentique que tous les plans, toutes les descriptions de ce recueil : c'est, sur chaque objet, le témoignage unanime d'un grand nombre de personnes habiles à voir, qui ont vu de leurs propres yeux, dans le même temps, avec des secours et des facilités que personne n'avait eus avant eux. On juge, sans qu'il soit besoin d'y insister, quelle supériorité de telles relations doivent avoir sur les récits de voyageurs isolés et qui se sont succédé à de grands intervalles de temps.

Les planches, au nombre de plus de huit cents, se rangent en trois classes qui ont pour objet les

antiquités, les monuments modernes, et l'histoire naturelle. Les plans topographiques et la carte générale composée de cinquante feuilles, formeront, si l'on veut, une quatrième partie.

Dans le recueil des antiquités sont les vues pittoresques, les plans, les coupes sur plusieurs sens, et quelquefois la restauration des anciens édifices mesurés dans toutes leurs parties avec une exactitude parfaite; le détail des membres de l'architecture et l'imitation exacte des sculptures innombrables et des caracteres hiéroglyphiques qui ornent au-dehors et au-dedans les murailles de ces édifices; les sépultures magnifiques des anciens rois, les grottes funéraires à l'usage des particuliers, et les autres hypogées qui semblent avoir été destinés à des cérémonies ou à des études mystérieuses; les obélisques, les sphynx, les statues colossales, les sarcophages et les autres monolithes; des momies d'hommes, de quadrupedes, de reptiles et d'oiseaux; les étoffes encore conservées, les dorures, les joyaux, et des volumes de papyrus couverts de signes hiéroglyphiques ou de caracteres alphabétiques, qu'il n'est pas rare de trouver dans les caisses des momies.

Les planches relatives à l'Egypte moderne, représentant les mosquées, les palais, les tombeaux, les jardins, les aqueducs, les portes des villes, les places publiques, les bains, les écoles, les tribunaux, les enceintes, et les hôtels destinées au commerce; les maisons des particuliers; les fabriques et les ateliers, les machines, les outils des professions mécaniques; les instruments des arts; la diversité des individus indigenes et étrangers; les cérémonies annuelles, les exercices militaires, les réunions publiques, les assemblées et les fêtes domestiques; les caravanes: les usages relatifs à la naissance, au mariage, aux obseques, à l'achat des esclaves, à l'affranchissement; les costumes, les meubles, les armes, les inscriptions, les médailles.

Enfin, la partie consacrée à l'histoire naturelle comprend les productions des trois regnes ; les quadrupedes, les oiseaux, les reptiles ; les poissons du Nil et de la mer Rouge ; les insectes d'Egypte et de Syrie ; les mollusques, les vers et les Zoophytes ; les plantes ; les roches et les fossiles de l'Egypte et de la presqu'île du mont Sinaï.

Toutes ces estampes sont de la plus grande beauté ; un assez grand nombre est à plusieurs couleurs, selon que les sujets l'exigeaient, et l'exécution offre une précision et une finesse de teinte jusqu'à présent sans exemple : on a imaginé pour cela des procédés nouveaux. Je m'arrête à ces détails sur lesquels nous avons coutume de passer rapidement pour n'avoir point à les répéter tous les jours, parce qu'il s'agit cette fois d'un ouvrage tout extraordinaire, dont l'historique est fort curieux.

Le défaut inévitable des dessins et des estampes, est d'exagérer l'effet des petits objets, et de ne donner qu'une idée insuffisante des grands. La confusion argumente par l'usage où sont les éditeurs ordinaires d'employer, dans un même recueil, diverses échelles, en appliquant les plus grandes aux objets les plus petits, ce qu'ils font afin de remplir toujours les pages de leur format, sans avoir jamais à se jeter dans des frais de cuivre et de papier de dimensions extraordinaires. La *Commission d'Egypte*, malgré la difficulté plus grande pour elle, qui résultait des dimensions colossales et de l'immense étendue de quelques-uns des monuments qu'elle avait à faire graver, s'est sagement astreinte à employer partout la même échelle : dans les plans, deux millimetres et demi pour metres ; dans les coupes et les élévations, un centimetre pour metre. Au moyen de cette réduction uniforme, le spectateur juge de l'image des plus grands monuments par comparaison avec celle des plus petits, dont il est

moins difficile à l'imagination de se figurer les dimensions réelles, et il se fait, par une sorte d'habitude, une idée à peu près exacte de l'ensemble des uns et des autres. Des détails d'architecture sont, sans inconvénient, sur une échelle plus ou moins grande, selon le développement qu'il a été jugé convenable de leur donner. On en a usé de même à l'égard des objets d'histoire naturelle, lorsqu'il n'a point été possible de leur conserver les dimensions de la nature, ce qu'on a néanmoins toujours tâché de faire.

Pour cela, il a fallu employer des cuivres d'un volume extraordinaire et du papier fabriqué exprès ; ç'a été l'occasion d'étendre et de perfectionner les procédés de la papeterie. Quelques-unes de ces estampes ont quarante-deux pouces sur trente, d'autres cinquante pouces sur vingt-six, et toujours le papier est d'une seule piece, partout égal et d'une belle pâte.

Le ciel de l'Egypte, ordinairement sans nuages, et pour ainsi dire sans bornes à l'horizon, ne peut être bien rendu que par des teintes très-étendues suivant une dégradation égale. On a pensé que pour cet effet un procédé mécanique ferait mieux que l'action immédiate de la main sur le burin ; l'ingénieux Conté, dont la mort prématurée fut une si grande perte pour les arts, inventa, pour faire ces ciels, une machine qui a en outre l'avantage de produire à l'aide d'un ouvrier vulgaire, ce qu'un artiste habile mettrait plusieurs jours à faire, par le procédé ordinaire. Cette machine s'emploie aussi avec succès pour les larges parties lisses de l'architecture ; et néanmoins, depuis le commencement de l'entreprise, on occupe constamment quarante graveurs des plus habiles. Aussi n'avait-il jamais été fait rien de comparable non-seulement en France, où nous étions un peu en retard, sur ce point, mais même en Angleterre. Les journaux de Londres attestent que

les premieres livraisons de la description d'Egypte, ont excité la surprise et l'admiration.

Le texte du discours préliminaire et de l'explication sommaire des planches, de même format que l'atlas et sorti des presses de l'imprimerie impériale; est néanmoins, sous le rapport de l'exécution typographique, la partie la plus faible de l'ouvrage.

Pour les descriptions critiques et les dissertations savantes, on a cru devoir sacrifier le luxe du grand papier à la commodité des lecteurs; on a employé le format petit in-folio. Les souscripteurs sauront gré, sans doute, à la commission de s'être écartée encore en cela de la routine des éditeurs ordinaires, dont tant de livres magnifiques ne laissent rien à redire, si ce n'est qu'on ne saurait les manier et les lire.

La premiere livraison de la description d'Egypte, dont je me propose de rendre compte incessamment, se compose d'un volume des antiquités, un tome de l'état moderne, trente et une planches d'histoire naturelle, et quatre volumes de mémoires.

Les antiquités sont celles des îles d'Eléphantine et de Philé, de Syene, de Silsilis, d'Apollinopolis, la grande; de Latopolis, Umbos, Hermonthis, Eleythia, et tout le pays situé entre la derniere cataracte et la ville de Thebes. Le volume sur l'état moderne comprend les vues, les monuments, et les travaux industriels de la haute et de la moyenne Egypte, le Caire et la Basse-Egypte, l'Isthme de Sues et ses environs.

Les deux volumes de la seconde livraison, entierement terminés et qui viennent de paraître, sont consacrés tout entiers aux merveilleuses antiquités de Thebes, aux papyrus, aux peintures et aux autres objets trouvés dans les hypogées. Il n'est rien de plus magnifique que cette seconde livraison.

Fournée de Sénateurs et de Chevaliers, créés le 10 Mai.

Message de S. M. l'Empereur et Roi au Sénat.

Sénateurs,

Nous avons nommé, pour remplir les treize places vacantes au sénat :

Le cardinal Bayane, prélat distingué par ses vertus religieuses, l'étendue de ses lumieres, et les services qu'il a rendus à sa patrie ; il a travaillé au concordat de Fontainebleau, qui complete les libertés de nos églises ; œuvre commencée par St. Louis, continuée par Louis XIV, et achevée par nous ;

Le baron Bourlier, évêque d'Evreux, doyen de nos évêques, l'un des docteurs les plus distingués de la Sorbonne de Paris, société qui a rendu de si importants services à l'Etat, en démêlant, au milieu des ténebres des siecles, les vrais principes de notre religion d'avec les prétentions subversives de l'indépendance des couronnes.

Nous désirons que le clergé de notre empire voie dans ce choix un témoignage de la satisfaction que nous avons de sa fidélité, de ses lumieres et de son attachement à notre personne.

Le comte Legrand, général de division, couvert d'honorables blessures, et auquel nous avons les plus grandes obligations pour les services qu'il nous a rendus dans les circonstances les plus importantes.

Le comte Chasseloup-Laubat, le comte Gassendy, et le comte Saint-Marsan, conseillers en notre conseil-d'état. Nous désirons que notre conseil voie dans cette distinction accordée à trois de ses membres, le contentement que nous avons de ses services ;

Le comte Barbé-Marbois, premier président de notre cour des comptes. En peu d'années, et par un travail assidu, notre cour des comptes a liquidé tout l'arriéré et atteint le but pour lequel nous l'avions instituée.

Le comte de Croix, l'un de nos chambellans, présenté par le collége électoral du département de Sambre-et-Meuse.

Les officiers de notre maison verront dans cette distinction accordée à l'un d'eux, la satisfaction que nous avons de leur fidélité et de l'attachement qu'ils nous montrent dans toutes les circonstances.

Le duc de Cadore, notre ministre d'état, intendant-général de notre maison ;

Le duc de Frioul, notre grand-maréchal ;

Le comte de Montesquiou, notre grand-chambellan ;

Le duc de Vicence, notre grand-écuyer ;

Le comte de Ségur, notre grand-maître des cérémonies.

Nous voyons de l'utilité à faire siéger au sénat les grands-officiers de notre couronne ; nous sommes bien aises de leur donner cette preuve de notre satisfaction.

Donné en notre palais de l'Elysée-Napoléon, le 10 Mai, 1813.

(Signé) NAPOLÉON.

Au palais de Fontainebleau,
le 26 Janvier, 1813.

Napoléon, Empereur des Français, Roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, médiateur de la Confédération Suisse, etc. etc. etc.

Voulant donner une preuve de notre satisfaction aux cardinaux Doria et Ruffo, aux archevêques de Nantes, de Trêves et d'Evreux, qui ont assisté à la signature du concordat qui a eu lieu hier, le cardinal Doria ayant rempli les fonctions de grand-maître des cérémonies, et présenté le concordat à notre signature et à celle du Pape ;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

ART. Ier. Les cardinaux Doria et Ruffo recevront l'aigle d'or de la légion d'honneur.

II. Les évêques de Nantes, de Trêves et d'Evreux sont nommés officiers de la légion d'honneur.

III. L'archevêque d'Edesse est nommé chevalier de la couronne de fer.

IV. Notre ministre d'état, grand-chancelier de la légion d'honneur, et grand-chancelier de l'ordre de la couronne de fer, sont chargés de l'exécution du présent décret.

(Signé) NAPOLÉON.

Par décret impérial rendu au palais de l'Elysée-Napoléon, le 3 Avril présent mois, sont nommés grand-croix de l'ordre impérial de la réunion :

Le comte de Sussy, ministre du commerce ; le comte

Rœderer, ministre secrétaire d'état du grand-duché de Berg; le comte de Régnauld de Saint-Jean d'Angély, ministre d'état; le comte Fermon, ministre d'état; le comte Boulay, président de la section de législation du conseil d'état; le comte Muraire, l'un des conseillers d'état, premier président de la cour de cassation; le comte Caffarelli, conseiller-d'état, ambassadeur en Espagne; le prince Aldobrandini, premier écuyer de l'Impératrice; le comte Hullin, général de division; le comte Belliard, général de division, colonel-général des cuirassiers; le comte Ornano, général de division; le baron Latour-Maubourg, général de division; le comte Lefevre-des-Nouettes, général de division, colonel-commandant des chasseurs de la garde; le comte Gazan, général de division; le comte Compans, général de division; le comte Molitor, général de division; le comte Bonnet, général de division; le baron Pernetty, général de division, le baron Dulaunoy, général de division, le comte Souham, général de division; le comte Reille, général de division, commandant en chef l'armée de Portugal; le comte Lobau, l'un des aides-de-camp de S. M.; le duc de Padoue, général de division; le comte Maurice-Mathieu, général de division; le comte Clausel, général de division; le baron Gérard, général de division; le comte Chasseloup, général de division; le comte Morand, général de division, commandant une division du 1er corps de la grande-armée; le cardinal Maury, archevêque de Paris; le comte de Barral, archevêque de Tours; le baron Duvoisin, évêque de Nantes; le comte de Peluze, sénateur; le comte Saint-Vallier, sénateur; le comte Garnier, sénateur; le comte Laplace, sénateur; le comte Chaptal, sénateur; le comte Clément de Ris, préteur du sénat; le comte Bertholet, sénateur; le comte Lagrange, sénateur; le comte Siéyès, sénateur; le comte Abrial, sénateur; le comte de Nicolai, l'un des chambellans de S. M.; ministre plénipotentiaire près la cour de Bade; le comte Roger Ducos, sénateur; le duc de Plaisance, général de division, l'un des aides-de-camp de S. M.; le comte Lemarois, général de division, l'un des aides-de-camp de S. M.; le comte Missiessy, vice-amiral; le comte Emériau, vice-amiral.

GAZETTE DE LA COUR

DU SAMEDI 24 AVRIL 1813.

DÉPARTEMENT DES COLONIES.

Downing Street, le 24 Avril 1813.

Le Comte de Bathurst, un des principaux Secrétaires d'Etat de S. M. a reçu aujourd'hui la dépêche suivante du Lieutenant-Général Sir George Prevost, commandant en chef des forces dans l'Amérique du Nord.

Quebec, le 8 Février.

My Lord,

J'ai l'honneur de féliciter Votre Seigneurie du succès signalé qui a encore été obtenu par les armes de Sa Majesté dans le Haut Canada.

Le Brigadier-Général Winchester, avec une division des troupes des Etats-Unis, composée de plus de mille hommes, formant l'aile droite de l'armée du Major-Général Harrison, marchant en avant pour attaquer Détroit, a été complétement défait le 2 Janvier dernier, par le Colonel Proctor, commandant dans le territoire de Michigan, avec un corps qu'il avait rassemblé à la hâte à l'approche de l'ennemi, et qui consistait en un petit détachement du 19e bataillon des Vétérans Royaux, 3 compagnies du 41e régiment, un détachement des Fencibles Royaux de Terre Neuve, les matelots de la Queen Charlotte, et 150 hommes de la milice d'Essex, le tout n'excédant pas 500 hommes de troupes réglées et de milice, et environ 600 Indiens. Le résultat de l'action a été la reddition du Général Winchester avec 500 officiers, sous-officiers et soldats de l'armée Américaine, avec perte de son côté d'environ le même nombre d'hommes en tués et blessés. Je demande la permission de référer Votre Seigneurie, pour les détails de cette affaire, qui fait le plus grand honneur au Colonel Proctor, vu la promptitude, la bravoure et l'intelligence qu'il a manifestées en cette occasion, à la lettre qu'il a adressée au Major Général Sheaffe, et que j'envoie ci-jointe. J'ai l'honneur d'envoyer aussi à V. S. les états des tués et blessés de notre côté, et des prisonniers faits sur l'ennemi. V. S. ne manquera pas de remarquer que le nombre de ces derniers est plus considérable que la totalité des troupes réglées et miliciens que le Colonel Proctor avait

à leur opposer. Le Major-Général Harrison, avec le gros de son armée, composé d'environ 2000 hommes, était, dissit-on, à la distance de quatre ou cinq jours de marche de la division du Brigadier-Général Winchester, s'avançant vers Détroit. Je crois qu'il est probable qu'en apprenant le désastre de cette division et la perte de ses magasins, il aura commencé sa retraite; mais s'il persistait dans ses efforts pour pénétrer plus avant dans le territoire de Michigan, je me repose avec la plus grande confiance sur les talents et la valeur du Colonel Proctor et des troupes qu'il commande, pour une résistance efficace à toutes les tentatives de l'ennemi dans ce quartier. Un petit détachement de l'artillerie royale du Fort George, et une compagnie d'infanterie légere du 41e régiment, sont partis pour renforcer Détroit; ils seront remplacés sur la frontiere de Niagara par les troupes qui s'y rendent actuellement de Montréal.

J'ai l'honneur, &c.

(Signé) GEORGE PREVOST.

Au Très-Hon. Comte Bathurst, &c.

Sandwich, le 25 Janvier.

Monsieur,

Je vous ai informé, par ma derniere dépêche, que l'ennemi était sur le territoire de Michigan, marchant vers Détroit, et qu'en conséquence j'avais jugé nécessaire de l'attaquer sans délai, avec les forces de tout genre qui étaient à ma portée. Le 19 de grand matin, j'appris qu'il s'était rendu maître de Frenchtown, sur la riviere de Raisin, à 26 milles de Détroit, après avoir éprouvé toute la résistance que le Major Reynolds de la milice d'Essex, pouvait faire avec une piece de canon de 3 lb., bien servie et dirigée par le bombardier Kitson, de l'artillerie royale, et les miliciens, à trois desquels il en avait enseigné la manœuvre. La retraite du canon fut couverte par une brave troupe d'Indiens, qui firent payer cher à l'ennemi ce qu'il obtint. Ce détachement, composé de milices et d'Indiens, se retira, avec le canon, à la distance de 18 milles, à Brown's Town, chef-lieu de l'établissement des braves Wyandots, où je fis rassembler mes forces. Le 21, je m'avançai de 12 milles et j'allai à Swan Creek, d'où nous marchâmes à l'ennemi, et l'attaquâmes au point du jour le 22 du courant, et après avoir essuyé, vu notre nombre, une perte considérable, la partie du corps de l'ennemi qui était postée dans des maisons et enclos, qu'elle défendit avec la plus grande opiniâtreté, par crainte de tomber entre les mains des Indiens, finit par se rendre à discrétion; l'autre partie, en essayant de se retirer par

où elle était venue, fut tuée en totalité, ou avec très-peu d'exceptions, par les Indiens. Le Brig.-Général Winchester fut pris dans la poursuite par Roundhead, chef des Wyandots, qui me le remit ensuite. Vous verrez que je n'ai pas perdu de temps ; à la vérité, il était nécessaire que je fusse prompt dans mes mouvements, attendu que l'ennemi aurait été sous peu de jours rejoint par le Major-Général Harrison. Les troupes, les marins et la milice ont déployé une grande bravoure et se sont comportés remarquablement bien.

(Suivent des éloges de la conduite du Lieut.-Colonel St. George, de l'Enseigne Kerr, du Lieut. Troughton, et des autres officiers et des troupes.)

Je joins ici une liste des tués et blessés, et je ne puis que regretter que leur nombre soit si grand, mais j'ajoute avec plaisir que la plus grande partie de ces derniers sera bientôt en état de reprendre son service. Je joins aussi l'état des armes et munitions prises, ainsi que celui des prisonniers, qui, comme vous le verrez, égale toutes mes forces, non compris les Indiens.

On annonce qu'un détachement de 100 hommes, qui amenait 500 porcs au corps du Général Winchester, a été entierement taillé en pieces par les Indiens, et que le convoi a été pris.

Le Lieutenant Maclean, qui a rempli auprès de moi les fonctions de major de brigade, et dont la bravoure et l'activité ont été remarquables le 22 du courant, est porteur de cette dépêche, et il pourra vous donner toutes les renseignements possibles relativement à notre situation.

J'ai l'honneur, &c.

(Signé) HENRY PROCTOR, Col. Com.

Au Major-Général Sheaffe, &c.

—

Etat des Prisonniers, &c.—Total, 495.

N. B.—Depuis que cet état a été dressé, les Indiens ont amené et remis plusieurs prisonniers, et ils en amenent encore ce matin, ensorte que cet état n'est pas parfaitement exact, et l'on ne pourra s'en procurer un en regle qu'après leur arrivée à Sandwich.

(Signé) F. TROUGHTON, de l'Art. Royale, &c

Suit l'état des Anglais tués et blessés,—Total,—24 tués ; 158 blessés.

RÉFLEXIONS

SUR LE DERNIER CONCORDAT,

Par un Russe.

Parmi les objets offerts dans ce moment à la curiosité de l'Europe, l'un des plus marquants est le concordat qui vient d'être signé, dit-on, le 25 Janvier à Fontainebleau entre le Pape et Napoléon. A l'intérêt moral ce concordat joint l'intérêt politique: sous ce double rapport, c'est une piece également mémorable, et nous croyons rendre service au public en discutant avec soin cette importante transaction.

Avant de nous livrer à cet examen, nous rapporterons la teneur de cet acte ainsi qu'il a été publié dans le *Moniteur*.

S. M. l'Empereur et Roi et Sa Sainteté voulant mettre un terme aux différends qui se sont élevés entre eux, et pourvoir aux difficultés survenues sur plusieurs affaires de l'église, sont convenus des articles suivants, comme devant servir de base à un arrangement définitif.

Art. I. Sa Sainteté exercera le pontificat en France et dans le royaume d'Italie, de la même maniere et avec les mêmes formes que ses prédécesseurs.

II. Les ambassadeurs, ministres, chargés d'affaires des puissances près le Saint-Pere, et les ambassadeurs, ministres ou chargés d'affaires que le Pape pourrait avoir près des puissances étrangeres, jouiront des immunités et priviléges dont jouissent les membres du corps diplomatique.

III. Les domaines que le Saint-Pere possédait, et qui ne sont pas aliénés, seront exempts de toute espece d'impôt; ils seront administrés par ses agents ou chargés d'affaires. Ceux qui seraient aliénés seront remplacés jusqu'à la concurrence de deux millions de fr. de revenu.

IV. Dans les six mois qui suivront la notification d'usage de la nomination par l'Empereur aux archevêchés et évêchés de l'empire et du royaume d'Italie, le Pape donnera l'institution canonique, conformément aux concordats, et en vertu du présent indult. L'information préalable sera faite par le mé-

tropolitain. Les six mois expirés sans que le Pape ait accordé l'institution, le métropolitain, l'évêque le plus ancien de la province, procédera à l'institution de l'évêque nommé, de manière qu'un siége ne soit jamais vacant plus d'une année.

V. Le Pape nommera, soit en France, soit dans le royaume d'Italie, à dix évêchés qui seront ultérieurement désignés de concert.

VI. Les six évêchés suburbicaires seront rétablis. Ils seront à la nomination du Pape. Les biens actuellement existants seront restitués, et il sera pris des mesures pour les biens vendus. A la mort des évêques d'Anagni et de Rieti, leurs dioceses seront réunis auxdits six évêchés, conformément au concert qui aura lieu entre S. M. et le Saint Pere.

VII. A l'égard des évêques des états romains absents de leurs dioceses par les circonstances, le Saint Pere pourra exercer en leur faveur son droit de donner des évêchés *in partibus*. Il leur sera fait une pension égale au revenu dont ils jouissaient, et ils pourront être replacés aux siéges vacants, soit de l'Empire, soit du royaume d'Italie.

VIII. Sa Majesté et Sa Sainteté se concerteront en temps opportun sur la réduction à faire, s'il y a lieu, aux évêchés de la Toscane et du pays de Gênes, ainsi que pour les évêchés à établir en Hollande et dans les départements anséatiques.

IX. La propagande, la pénitencerie, les archives seront établies dans le lieu du séjour du Saint Pere.

X. Sa Majesté rend ses bonnes grâces aux cardinaux, évêques, prêtres, laïcs, qui ont encouru sa disgrâce par suite des événements actuels.

XI. Le Saint Pere se porte aux dispositions ci-dessus par considération de l'état actuel de l'église, et dans la confiance que lui a inspirée Sa Majesté, qu'elle accordera sa puissante protection aux besoins si nombreux qu'a la religion dans les temps où nous vivons.

NAPOLÉON. PIUS P. P. VII.

Fontainebleau, le 25 Janvier, 1813.

Dès le premier paragraphe on est surpris de voir annoncer *un arrangement définitif* dont celui-ci n'est que la base; la transaction que nous avons sous les yeux n'est donc pas un *Concordat;* ce sont des articles préliminaires, une convention momentanée, et voilà ce qu'il est très-important de distinguer.

L'article premier garantit d'une maniere assez

vague l'autorité spirituelle du Pape. En exerçant le pontificat, comme ses prédécesseurs l'ont fait, le Pape est maintenu chef visible de l'église. Supposons en effet que Napoléon se croie lié par cet article, et obligé de reconnaître le Pape en cette qualité, il reste encore une autre question : que devient *le souverain temporel* ? Certes, le pouvoir d'envoyer des ambassadeurs, pouvoir garanti par l'article II, est l'un des attributs de la souveraineté ; Mais le Pape serait-il réduit à n'exercer que celui-là ? Aurait-il livré sans réclamation la couronne de ses prédécesseurs, le patrimoine qu'il a reçu et qu'il doit transmettre ? Où est le titre qui signale cette *abdication* ? Cette abdication supposée *volontaire*, serait-elle légitime ? Devrait-elle lier ses successeurs ? Quoi, parce qu'un souverain pontife a fléchi un instant sous le poids d'une persécution sans exemple, parce qu'il n'a pas ajouté à sa tiare la couronne du martyre, l'ordre établi depuis des siecles serait interverti légitimement, et le trône de St. Pierre serait renversé à jamais ! Si Attila avait déposé St. Léon, la papauté aurait donc été irrévocablement abrogée !

Continuons l'examen de ce prétendu Concordat, et pesons-en toutes les expressions. Nous ne nous arrêterons pas à discuter l'article III, qui ne semble placé là que pour unir la dérision à la violence. On sait que les domaines du Pape sont aliénés en grande partie ; et personne ne saurait ajouter foi à la promesse d'une indemnité. Les deux millions que Napoléon s'engage à payer au souverain pontife, ne fatigueront pas plus ses finances que les millions qu'il paye à la famille royale d'Espagne. Passons à l'article IV.

Celui-ci est sans contredit l'un des plus importants, le seul important peut-être. Par cet article, le Pape délegue au métropolitain le droit *d'institution canonique* ; ce droit dont l'église romaine a de tout

temps été si jalouse ; ce droit qui constitue en effet la base de sa discipline et le palladium de sa durée. Ici les réflexions se présentent en foule ; je ne discuterai pas cet article en théologien ; mais seulement en homme raisonnable, habitué à chercher dans les questions importantes les vrais principes qui les constituent.

C'est un point fondamental de l'église romaine qu'elle est gouvernée par un chef investi de la plénitude de la juridiction, comme St. Pierre, dont il a été constamment regardé, par cette même église, comme le successeur et le représentant.

C'est encore un point fondamental dans l'église romaine que les évêques reçoivent dans leur ordination la *juridiction* ainsi que les apôtres auxquels ils ont succédé ; mais cette juridiction, la même quant à sa nature, a été restreinte dans son étendue par les apôtres eux-mêmes, à l'égard des évêques qu'ils ont institué leurs successeurs.

Si les pouvoirs des apôtres, nécessairement illimités lorsqu'il s'agissait de fonder l'église, n'avaient pas été restreints, l'autorité du Pape, successeur de St. Pierre, d'après l'opinion de l'église romaine, cessait d'être la clé de la voûte ; l'hiérarchie devenait impossible à établir ; et la discipline de l'Eglise, livrée à des troubles sans terme, n'aurait jamais été irrévocablement fixée aux yeux des catholiques romains.

Ainsi donc les évêques, pour exercer de fait les fonctions de juges, de pasteurs, *d'administrateurs des sacrements*, doivent de toute nécessité recourir au Pape pour recevoir de lui la *destination* de cette juridiction ; ce que dans la langue des théologiens, on appelle *la mission, l'institution canonique*.

Conséquemment le Pape ne peut ni perdre ni aliéner ce droit essentiel inhérent à sa qualité de chef visible de l'église romaine. C'est à quoi il se serait exposé, s'il fallait admettre l'article IV de ce

soi-disant concordat ; car en vertu de cet article, le souverain, présentant pour l'épiscopat des sujets indignes, les ferait cependant investir de l'institution canonique, puisqu'il est dit que si l'acte d'admission n'arrive pas dans le terme de six mois, le métropolitain pourra procéder à l'institution de l'évêque nommé : ce qui tend évidemment à annuller l'autorité du chef de l'église, et à réduire sa puissance à des droits purement honorifiques ; il arriverait alors que tous les évêques installés de cette maniere rendraient inutile l'autorité du Pape, et que dans un très-court espace de temps, l'église romaine, composée toute entiere de membres étrangers au souverain pontife, cesserait d'avoir la constitution sans laquelle elle ne peut exister.

Il est donc évident que le Pape n'a point signé un article aussi destructif de son autorité. Si cet article existe, il ne peut avoir été rédigé ainsi que le porte la transaction imprimée. Tant que la déclaration officielle de Pie VII, *libre*, n'en publiera pas le véritable énoncé, chacun reste en droit de réclamer contre cette œuvre de ténebres.

Les articles du Concordat, V, VI, VII, purement reglémentaires, ne sont pas susceptibles d'analise et présentent peu d'intérêt.

L'article VIII est parfaitement dans l'esprit de l'article III. Le rétablissement des évêchés catholiques en Hollande et dans les départements anséatiques peut aller de pair avec la restitution des domaines du Pape. On sait que les états-généraux, vers la fin du seizieme siecle, s'emparerent du temporel des cinq évêchés dépendants de l'archevêché d'Utrecht, et ne laisserent aux prélats que l'exercice des fonctions spirituelles. Les évêchés du Nord de l'Allemagne, Brême et Magdebourg, eurent le même sort à la paix de Munster en 1648. La promesse de rétablir ces évêchés ou, d'en créer d'autres dans ces pays, est l'une de ces assertions

mensongeres uniquement destinées à remplir un article de cette bizarre transaction ; il suffit de s'y arrêter un moment, pour se convaincre de sa frivolité.

Les réflexions que nous ont suggérées l'article Ier et l'article II, s'expliquent à l'article IX. Qu'est-ce que le *lieu du séjour du Pape ?* Est-ce Fontainebleau ? Est-ce Savône ? Est-ce Avignon ? Napoléon n'aura pas dépouillé son auguste fils de sa couronne prématurée, pour la restituer au souverain pontife ; si cela était, on n'aurait pas besoin d'expressions si équivoques et si entortillées. Rien de plus clair que le séjour du Pape sera partout où il plaira à Napoléon de le fixer, partout ailleurs qu'à Rome.

Après avoir apporté une si grande pureté et tant de bonne foi au rétablissement de l'église, Napoléon se laisse entraîner, dans l'article X, à un mouvement de sensibilité bien précieux. Il rend tout à coup ses bonnes grâces aux cardinaux, évêques, prêtres, *laïcs*, qui ont encouru sa disgrâce *par suite des événements actuels* ; voilà les propres expressions de Napoléon, c'est donc une amnistie complete et générale pour tous ses ennemis ; il ne saurait se dissimuler sans doute que le nombre en est considérable. Il n'y a pas jusqu'aux Cosaques de l'armée russe qui ne puissent prétendre *au baiser de paix.—Le pauvre homme !*....

Enfin dans le XI et dernier article, il est question de la confiance que S. M. a inspirée au S. Pere, confiance bien méritée, sans doute, et que personne ne saurait lui contester. Le Pape Pie VII connaît l'Empereur Napoléon aussi bien et mieux que qui que ce soit : et il y aurait beaucoup d'ingratitude de sa part à ne pas savoir gré à Napoléon de tous les services qu'il lui a rendus depuis qu'il regne.

Jusqu'à présent, nous avons considéré le Concordat comme *une piece authentique*, et, sous ce

point de vue, nous avons montré que cette transaction diplomatique n'est pas un Concordat ; qu'elle est remplie d'articles captieux, équivoques, dérisoires, douteux ; que rien n'y est déterminé, et qu'elle ne met pas fin aux troubles de l'église, ainsi que Napoléon l'a dit au corps-législatif. Il est évident même que presqu'aucun des grands objets en litige entre le Pape et le gouvernement français n'est nommé dans cet acte. On sait que parmi les articles que Napoléon voulait, à main armée, arracher au Pape, se trouvait et la légitimation de son mariage, et la légitimation du mariage de son frere Jérôme. Le refus de souscrire à cette demande a été l'un des vrais motifs de la persécution intentée contre le Pape, persécution inouïe, destructive de toutes les lois divines et humaines. Depuis ce temps, Napoléon aurait-il renoncé à voir son mariage validé par l'église, l'hérédité de son fils légitimée, et ses droits au trône établis ? Ou bien, sous le poignard des meurtriers, le Pape aurait-il, par un dernier et sublime effort, refusé de consacrer un acte impie, et de ratifier la *grande charte* de l'esclavage de l'Europe ?

Maintenant, si donnant un libre cours aux soupçons et aux inquiétudes qui naissent dans tous les esprits, ce Concordat annoncé avec tant d'emphase, proclamé avec tant d'appareil, n'est plus qu'un de ces artifices ordinaires, qu'une de ces machines politiques que fait jouer le gouvernement français pour éblouir et occuper le vulgaire, une juste indignation s'empare de toutes les âmes. Dans la foule des tyrans qui fatiguent et souillent les pages de l'histoire, Napoléon porte un caractere particulier ; ce caractere est le mensonge : jamais aucun personnage, élevé de lui-même au trône, n'a manié plus souvent et avec plus d'art l'arme dangereuse du mensonge ; d'autres ont été sanguinaires, aussi

ambitieux que lui ; Napoléon seul a plus outragé la vérité que tous les tyrans ensemble : c'est là son cachet : c'est là le grand ressort de sa puissance et le trait distinctif de son caractere. Il en a trop abusé pour qu'il puisse paraître encore redoutable : mais il convient d'analiser ce formidable systême, et en l'analisant, de reconnaître que Napoléon a *légalisé* le mensonge ; qu'il en a organisé et perfectionné toutes les formes et toutes les nuances, depuis les mandements de Maury jusqu'aux bulletins de la grande-armée ; et depuis le Sénatus-consulte organique, jusqu'aux affiches de la police de Paris.

Dans cet état de choses, tout acte émané de Napoléon, doit nécessairement trouver des incrédules. Déjà de toutes part on réclame contre le Concordat nouveau ; osons donc le dire : un acte passé sous le glaive de Napoléon, une convention signée entre l'oppresseur et la victime, dans l'enceinte même de sa prison, non-seulement provoque le doute, mais porte encore tous les caracteres de la nullité. Quel pacte est légitime quand l'une des parties contractantes n'a pas même le droit de réclamation ? Quel témoignage pourra nous convaincre que ce funeste papier n'ait pas été baigné de larmes et peut-être de sang, qu'il n'ait pas été falsifié, dénaturé à plaisir ? Qui nous les révélera, ces mysteres de l'iniquité et du despotisme ? Ces séductions artificieuses, ces piéges, ces menaces, ces protestations, toute cette série de mensonges distilés avec art, présentés sous toutes les faces, accumulés sur la tête d'un vieillard affaibli par l'âge et par le malheur ?

Ah ! sans doute, une impénétrable Providence a présidé à ces sinistres événements ; elle seule a interrompu le cours glorieux des souffrances de Pie VII ; elle seule a permis qu'on arrachât de son front la couronne sanglante du martyre, la seule qui honore, reçue de la main de Napoléon. C'est une

triste et douloureuse pensée : il semble que l'espece humaine se soit épuisée en grands caracteres, qu'elle ait à jamais perdu et l'inébranlable foi, et la résignation héroïque, ces filles du ciel exilées sur la terre. La force, la constance, l'énergie, ne sont donc plus que le partage des bourreaux ! En vain l'on demanderait aux victimes ces antiques vertus, cette dignité touchante, ce courage à toute épreuve qui place la victime à l'égal de l'oppresseur, et l'échafaud au-dessous du trône ; un long et terrible bouleversement a dissous tous les liens du monde moral, a brisé tous les appuis, desséché toutes les âmes, neutralisé tous les courages. Celui de mourir, jadis le plus aisé de tous, semble un effort impossible ; et plus la vie est misérable et honteuse, et plus on tremble de la perdre.

Il n'est pas possible de se défendre de ces pénibles réflexions, quand on considere le spectacle que Fontainebleau vient de nous offrir : un prêtre courbé sous les infortunes et sous les regrets, un souverain renversé de son trône, seul avec sa conscience, appuyé sur la base inaccessible *contre laquelle l'enfer ne prévaudra pas*, a résisté aux efforts réunis de la force, de l'astuce et de l'impiété. Il a appelé les foudres de l'église sur la tête orgueilleuse de son oppresseur. Pie VII, enlevé de son palais comme un malfaiteur, traîné de prison en prison, de souffrance en souffrance, demeure inébranlable, présente sa tête, et prie pour ses assassins. Ses bourreaux mêmes se lassent : " Que ferons-nous d'un vieillard qui *mendie le martyre* ?" s'écrient-ils. Cependant son cruel persécuteur s'engage dans une guerre insensée, et perd, dans l'espace de quelques mois, son armée et sa gloire. Napoléon chancele devant le malheur, cette épreuve des grandes âmes. Echappé comme par miracle à la destruction de ses armées, la rage dans le cœur, le désespoir dans l'esprit, il se réfugie dans le centre de ses états. Il

combine de nouveaux plans de vengeance; il cherche de nouvelles voies de séduction. La catholicité est en proie à des dissensions interminables; il prétend les terminer; une obscurité profonde couvre les moyens qu'il met en œuvre: tout à coup il proclame la paix de l'église; le Pape a signé un Concordat nouveau; Pie VII et Napoléon sont amis.

Certes, s'il y a jamais eu un événement digne d'être médité, c'est cette transaction singulière décorée du nom de Concordat. Plus on l'examine, et plus on se pénètre d'indignation contre l'auteur de tant de fourberies et de tant de maux. Napoléon, en déclarant au corps-législatif qu'il a conclu avec le Pape un Concordat *qui termine tous les différends*, a déclaré en même temps à la face de l'Europe, *qu'un essaim de Tartares avait brûlé Moscou, avec quatre mille villages et cinquante villes, pour assouvir leur ancienne haine*; et ces deux assertions sorties à la fois d'une bouche familiarisée avec l'imposture, attestent et une impudence monstrueuse, et une servitude sans espoir.

(L'opuscule qu'on vient de lire sur le Concordat, nous est parvenu de Pétersbourg; celui qui suit nous a été envoyé de Constantinople. Nous prions nos lecteurs de croire que ceci n'est point une plaisanterie.)

Campagne de Buonaparté *en Russie, en* 1812, *par un Turc.*

Il part de Paris, le grand homme,
Abandonnant son cher poupon,
Son ridicule roi de Rome,
Pour aller mettre à la raison
Alexandre et sa nation.
De combattants quatre cents mille
Ont déjà devancé les pas
De l'invincible fier à bras.
De tant de guerriers l'assemblage
De la Tour Babel est l'image.
Génois, Romain, Hanovrien,
Hessois, Napolitain, Prussien,
Espagnol, Grison, Helvétien,
Saxon, Portugais, Westphalien,
Badois, Hollandais, Autrichien,
Polonais et Wirtembergeois,
Français, Italien, Hambourgeois,
La chétive collection
De la confédération;
En est-ce assez, lecteur? pardon,
Pour tant de rimes masculines!
Mais dans le genre masculin
Il n'en est pas de féminines.
Au camp le Corse arrive enfin
Avec son discours oratoire,
Bien arrangé dans sa mémoire.
" Conduits par le dieu des combats (*),
" Français, vous marchez à la gloire;
" Français, enfants de la victoire,
" Vous ne vous démentirez pas.
" Et vous tous que ma complaisance
" Réunit pour notre bonheur,
" Aux invincibles de la France,
" Montrez aussi votre valeur.
" Pour toi, Russe, tremble d'avance;

(*) C'est lui-même qu'il désigne.

" Je viens fixer, d'un bras vainqueur,
" Les limites de ton empire.
" Punissons-le de son délire,
" Soldats, la paix est à Moscou."
Un maréchal ose lui dire
Qu'il pourrait s'y casser le cou ;
Mais sermoner un pareil sire,
Autant que lui c'eût être fou.
Tout se meut, tout entre en campagne,
Le soldat gaillard et joyeux
Marche et la gloire l'accompagne.
Ses premiers pas furent heureux.
On prend des villes, on avance,
Et Kutusoff, renard malin,
Au Corse applanit le chemin.
Le Corse, en son extravagance,
Croit qu'il fuit, et n'aperçoit pas
Le piége tendu sous ses pas.
Ainsi, d'un général habile
L'orgueil a fait un imbécille !
" Je les ai frappés de terreur,
" Ils décampent. Soldats, courage,
" Dévastez, et que le pillage
" Soit le fruit de votre valeur."
Bientôt de ce brigand impie,
Le vol, le meurtre, l'incendie
En tous lieux attestent les pas !
Il a su dresser ses soldats
A seconder sa barbarie ;
Et ces soldats (Ah ! qui jamais
L'eût pu croire ?) sont des Français.
Des maréchaux la prévoyance
Parle pour la seconde fois.
" Sire, disent ils, la prudence,
" Comme la bravoure, a ses lois.
" L'année est au neuvième mois,
" La saison de Borée avance ;
" Tout nous dit : n'allons pas plus loin,
" Et de nos quartiers prenons soin.
—" Nos quartiers ! répond le Vandale,
" C'est dans l'antique capitale
" Des Czars, que je les trouverai ;
" Ce que j'ai dit, je le ferai ;

" Et si le septuagénaire
" Qui commande pour mon cher frere,
" Se présente sur mon chemin,
" Je vous le menerai grand train.
" Résiste-t-on à ma puissance ?"
Pour prix de sa folle jactance,
Le Corse fut bien étrillé ;
Et puis le septuagénaire
Ayant houspillé le cher frere,
Laisse atteindre à l'écervelé
Le but où son orgueil l'entraîne.
Enfin, *nos gens sont dans la plaine* (*)
Quel bonheur pour ce maître fou
De rendre un décret dans Moscou !
Pour tromper l'Europe et la France,
Menteur et pompeux bulletin
Est forgé dès le lendemain.
" Nous avons tout en abondance,
" Point de froid, bon gîte, bon pain,
" Sucre, café, légumes, vin ;
" La troupe joyeuse et contente
" Jouit d'une santé constante."
Mais quoi ! la flamme dévorante
Eclate dans tous les quartiers.
Cette ville si florissante,
L'espérance de ces guerriers,
L'habitant, dans sa sainte rage,
Aime mieux en cendres la voir
Que de la laisser au pouvoir
De l'ennemi qui la ravage.
Eh bien ! tes yeux sont-ils ouverts ?
Reconnais-tu là ton ouvrage ?
Oui, c'est le tien, homme pervers.
Cette ville si renommée,
Qui devait sauver ton armée
De la cruauté des hivers,
Tu parais....Elle est consumée.
Perturbateur de l'univers,
Dis ! que t'avait fait la Russie ?
De ton atroce perfidie

(*) Fable de la Mouche du Coche.

Quel fruit pensais-tu recueillir ?
Espérais-tu la pervertir ?
Dans les chaînes de l'esclavage
Tu croyais le Russe avili ;
Le Français l'est bien davantage ;
C'est sous toi qu'il s'est abruti.
Il est devenu sacrilége,
Brigand, profanateur, que sais-je ?
Tous les crimes, tous les forfaits,
Que nourrit ton âme infernale,
Sont les vertus de tes Français !
" Sortons de cette capitale,
" Lui disait le prudent Berthier,
" Moi ! Wagram ! j'attends le courier
" Que doit m'envoyer Alexandre.
" Long-temps je ne saurais l'attendre.
" Veillez et de jour et de nuit ;
" Qu'à l'instant il soit introduit."
Vit-on jamais telle démence ?
De bonne foi tu l'attendais !
Vil tyran du peuple français !
Que dis-je ? de l'Europe entière !
Oubliant ton humeur altière,
Je te vois, peu de jours après,
Humblement demander la paix.
Par trois fois tu la sollicites....
Point de réponse....furieux,
Tu ramasses tes satellites,
Et fais à Moscou, des adieux
Dignes de toi.... L'on assassine,
On pille, on profane, et la mine,
Par le salpêtre destructeur,
De ces maux augmente l'horreur.
Enfin sonne cette retraite
Présage de ton déshonneur ;
Chaque jour nouvelle défaite.
Ton orgueil à tout l'univers
Voudrait dérober tes revers ;
Dans ta gazette mensongère
Tu fais publier des succès :
Mais le froid, la faim, la misère,
Par milliers frappent les Français.
Oh ! quelle débâcle inouïe !
Vivres, bagage, artillerie,

Tu laisses tout....Toujours fuyant,
Toujours poursuivi sans relâche,
Tu peux à peine un seul instant
Te reposer ! Czar arrogant,
Te voilà donc devenu lâche.
Mais à quel point ! tu t'avilis
Jusqu'à délaisser les débris
D'une armée aussi malheureuse.
Par ta défection honteuse
Vas, tous tes lauriers sont flétris.
Dans sa course précipitée,
A toute demeure habitée,
Le triomphateur de Moscou,
Se dérobe comme un filou ;
Et de l'épaisse nuit les ombres
Lui semblent à peine assez sombres,
Pour oser rentrer dans Paris.

Envoi.

Jouis des pleurs de tant de mères
Qui te demandent leurs fils ;
Jouis des horribles misères
De tant d'orphelins que tu fis.
Mais, dans sa justice éternelle,
Si Dieu voulut punir par toi
L'Europe, hélas ! trop criminelle,
Apprends, ému de sa loi,
De son pontife vénérable,
Qu'il approche, ce jour heureux,
Dès long-temps l'objet de nos vœux,
Où tu seras, monstre exécrable,
Frappé de son bras redoutable ;
Rien ne pourra t'en garantir,
Ni toi, ni ton infâme race.
Va reprendre aux enfers ta place,
Tu n'en eus jamais dû sortir.
Là, s'il te prend la fantaisie
D'une autre couronne de fer,
Tu pourras, par ta fourberie,
La dérober à Lucifer.

VARIÉTÉS.

Les Parisiens disent que Napoléon avait demandé un bouquet de fleurs à son jardinier, et en obtint pour réponse : "Hélas ! les *grenadiers* sont gelés ; les *lauriers* flétris ; il ne nous reste que des *soucis* et de *mauvaises pensées*.

La gazette de Berlin, en donnant une notice sur les derniers jours de Wieland, la termine en annonçant que Napoléon s'est rappelé avec estime du défunt, lors de son passage par Weymar le 15 Décembre dernier. C'était détruire d'un seul trait tout le bien qu'on voulait dire de l'homme célebre et troubler le repos de ses cendres.

Nulle part la joie sur la destruction de l'armée de Napoléon, n'a été manifestée par des réjouissances publiques comme à Astrakan. Elles ont duré trois jours consécutifs. Après avoir satisfait par un Te Deum à la religion qui heureusement commence encore toute chose chez la nation russe, il y eut, le premier jour, un grand dîner chez le gouverneur, auquel furent invités le clergé, la noblesse et les hommes en place ; le second jour il y eut un bal donné par la noblesse, et le troisieme une mascarade suivie d'un feu d'artifice. Les individus de toutes ces classes ont partagé la joie de ces trois jours, dont chacun fut marqué par des illuminations générales de la ville. Mais ce qui donna à ces fêtes un caractere particulier, ce fut l'affluence des divers costumes européens et asiatiques des peuples, différents entr'eux par la religion, les mœurs et les physionomies, et s'intéressant également à la destruction de l'ennemi du genre humain. Au milieu de ces réjouissances, le malheur de ceux

qui ont souffert par l'invasion ennemie n'a pas été oublié. Au bal, une quête produisit dans l'espace d'une heure une somme assez considérable : elle fut répétée à la mascarade, et une représentation donnée sur le théâtre de la ville, devint encore un secours pour les infortunés compatriotes des Russes d'Astrakan. C'est ainsi que le caractere religieux qui avait commencé ces réjouissances publiques, s'est montré actif pendant leur durée, et qu'il les a terminées.

DIALOGUE

Entre un Gobe-mouche Parisien et un Homme de bon Sens, sur la Campagne de 1812 *et celle à faire en* 1813.

Ami, grande nouvelle! elle est, ma foi certaine,
Notre Empereur est à Paris;
Les Russes sont anéantis.
——Anéantis! J'ai grande peine
A croire ce que tu me dis.
Nous sommes tous dans des trances mortelles;
Depuis deux mois pas un seul bulletin.
— Y croirais-tu?—Mon dieu, non, mais enfin,
C'était signe de vie, on avait des nouvelles;
Et maintenant voilà Napoléon
De retour seul, et n'ouvrant pas la bouche;
Tout cela me paraît bien louche
Et ne m'annonce rien de bon.
Nous connaissons bien la retraite,
Mais rien de plus. Comment s'est-elle faite?
Tant de guerriers, que sont-ils devenus?
Sommes-nous battants ou battus?
Dans quels lieux notre armée est-elle cantonnée?
Pourquoi Napoléon l'a-t-il abandonnée?
De la campagne enfin quels sont les résultats?

De ce que nous ne savons pas
Mon cher, ne soyons pas en peine.
Attends la campagne prochaine,
Attends, te dis-je, et tu verras,
Nous aurons, pour le moins, cinquant mille soldats;
L'Autriche seule en donne deux cents mille,
Cent cinquante mille Français,
Nos autres alliés, autant; est-ce un excès?
—Bravo! ta tête en ressource est fertile.
—Tu ris, mais tu verras réaliser mon plan.
—Et va-t-en voir s'ils viennent, Jean.

ROMANCE.

Composée par l'Impératrice Marie-Louise, pour son cher Epoux, lors de son Départ pour la Russie en 1812.

Sur l'air....Vous me quittez pour aller à la gloire.

Vous me quittez pour aller en Russie;
Mais dans Moscou, si vous portez vos pas,
Des vents du Nord, redoutez la furie,
Et dans l'hyver prenez garde aux frimats.

Prenez bonnets, fourrures et pelisse
Car sans manchons, mon cher, vous risquerez
En voyageant, que le ciel vous punisse,
Et vous renvoye, ou sans doigts, ou sans nez.

Munissez-vous de boudins, de saucisses,
N'oubliez pas des pâtés de perdreaux:
Car sans pâtés, vos Corses et vos Suisses
Seront réduits aux filets de chevaux.

Bassano dit que le Russe est barbare,
Que ses soldats sont loin d'être badins:
Ils vous prendront pour un maudit Tartare,
Et vous battront malgré vos bulletins.

Ces enragés ne ménagent personne,
Ils rosséront vos fameux maréchaux;
Et renverront aux bords de la Garonne
Vos comédiens, vos rois et vos bourreaux.

Du grand Charlot, votre émule en folie,
Craignez le sort : surtout n'oubliez pas,
Auguste époux ! que l'on trouve en Russie
A ce qu'on dit, beaucoup de Pultawas.

Napoléon, tout paitri d'indulgence,
Est le grand saint qu'on adore aujourd'hui ;
Mais redoutez qu'on ne découvre en France
Que Nicolas est plus grand saint que lui.

Vous êtes fier, à ce que dit chacun ;
Vous prétendez mieux voir que tous les autres,
Avec deux yeux : Kutusoff n'en a qu'un,
Mais cet œil là vaut mieux que les deux vôtres.

Mais faites mieux : croyez-en votre amie ;
Modérez-vous : restez à la maison :
On risque trop d'attaquer la Russie,
Et d'y courir sans rime ni raison.

Contentez-vous d'avoir eu le gros lot,
Et n'allez plus courir la prétantaine ;
Si vous partez, Marie et son marmot
Pendant deux jours en auront la migraine.

EPIGRAMME.

Le Adieux d'un Gascon à la Russie au Mois de Décembre, 1812.

Sandis ! vous me la baillez bonne !
Monsieur le Russe, avec vos vingt degrés !
Adisias ! je cours à la Garonne,
Et je vous laisse et mes doigts et mon nez.

SUR LES CIRCONSTANCES ACTUELLES.

No. X.

Buonaparté a quitté Paris après s'être assuré, sans doute de la soumission de cette capitale pendant son absence, et s'être convaincu, par la facilité avec laquelle il a pu lever une nouvelle conscription, que ni ses revers, ni surtout sa tyrannie, ne pouvaient exciter contre lui la nation française.

En voyant une tolérance si extraordinaire, une obéissance si inaltérable, on ne peut qu'être saisi de douleur et d'étonnement. En effet, si l'on juge les Français d'après les données communes de l'histoire et la connaissance ordinaire du cœur humain, on devrait croire qu'ils auraient tenté quelqu'effort puissant, simultané, pour s'affranchir d'un joug qui a dû leur devenir plus pesant et plus odieux depuis que les revers de leur tyran leur ont imposé de nouveaux sacrifices et les ont assujétis à un espionnage plus actif et à un despotisme plus inexorable. Mais si cette insurrection n'a pas eu lieu en France, si l'indignation publique ne s'y est pas manifestée encore par des explosions formidables, il faut l'attribuer à des causes qui tiennent encore plus à la situation actuelle du caractere national, qu'à l'intensité, à la violence du pouvoir qui le comprime et le torture.

L'état de souffrance n'est pour aucun être animé un état naturel, et le premier effort de l'instinct est pour s'en affranchir. Mais si les moyens de s'y soustraire surpassent la force physique de l'individu, ou lui présentent des inconvénients plus graves que ceux auxquels il voudrait se soustraire, il se

résigne et tombe dans une apathie d'où il ne sort que quand ses douleurs sont hors des proportions des forces physiques ou morales, et alors le désespoir, et non pas l'énergie, l'entraîne à des tentatives extraordinaires.

Les longues tortures que la révolution a infligées au caractere des Français ont produit parmi eux l'égoïsme, comme les sanglantes exécutions du régime de la terreur lui ont imprimé une teinte d'insensibilité.

Ce n'est pas de la nature des assassinats, mais de leur nombre que cette nation est maintenant révoltée, et chaque individu tolere une oppression qui le préserve d'un plus grand mal, ou qui ne l'atteint pas directement. Depuis long-temps les liens de la famille sont affaiblis en France par suite des attentats qui y ont brisé ceux de la société. Les affections tendres, les douces émotions de la nature ont été depuis long-temps, si non étouffées, du moins dénaturées par ces sensations vives de terreur ou de souffrance qui éteignant tous les autres sentiments, ne conservent dans l'individu qu'un besoin prédominant, qui est celui de sa sûreté personnelle ; d'où il résulte qu'en général les Français se sont plus attachés, durant la révolution, à fléchir la tyrannie ou à tromper sa vigilance qu'à lutter contre elle, et qu'elle a toujours été soutenue, du moins passivement, par la portion du peuple qui trouvait son intérêt dans son existence, ou sa sûreté dans la soumission.

Ce ne fut pas un mouvement national qui détruisit l'affreux régime dont Robespierre a eu tout l'odieux parce qu'il en était le chef apparent ; et s'il n'avait pas effrayé ses complices, il aurait poursuivi encore long-temps sa sanglante carriere et ses horribles systêmes ; mais quand les opinions qui le soutenaient furent alarmées, quand il menaça de froisser tous les intérêts qui étaient liés à sa

marche, il tomba misérablement. Le tyran fut détruit par quelques complices, et ce fut le peuple qui détruisit ensuite la tyrannie ; mais celui-ci serait encore long-temps resté sans vigueur, il aurait encore long-semps supporté la plus douloureuse des situations où jamais la population d'un grand empire se soit trouvée, si Danton n'eût pas été assassiné, si Tallien, Freron, Legendre et autres brigands conventionnels n'avaient éprouvé eux-mêmes la terreur qu'ils inspiraient aux autres, et n'avaient redouté les coups de la tyrannie qu'ils avaient eux-même organisée contre la nation. D'ailleurs l'affreux gouvernement dont Robespierre était devenu un des moteurs principaux, était arrivé au point qui a signalé la chûte de toutes les tyrannies : savoir, lorsqu'elles enveloppent dans leurs proscriptions, tous les partis, toutes les classes de l'état, tous les sexes et presque tous les âges.

Il n'offrait aucune sécurité à ses propres agents, il les enveloppait même souvent dans ses proscriptions ; dès-lors perdant ses appuis, il fut renversé sans résistance. Tout état violent produit à la longue de semblables catastrophes, et nous ne doutons pas que si Buonaparté arrive jamais à cette période effrayante vers laquelle Robespierre fut si rapidement conduit par ses propres passions et la marche impétueuse du torrent révolutionnaire, il ne tombe aussi misérablement, et peut-être avec des circonstances plus effrayantes pour ceux qui seraient tentés de l'imiter.

C'est autant dans le caractere actuel des Français, perverti sous des maîtres vils ou odieux, par des doctrines ennemies également de la religion et de l'ordre social, froissé d'abord par l'anarchie, ensuite par les réactions, et enfin par le despotisme, que dans les gradations par lesquelles Buonaparté était parvenu à l'asservir, qu'il faut chercher la solution du problême étonnant que leur soumission

offre à l'univers. Les mêmes causes seraient parvenues à dénaturer autant, à quelques nuances près, le caractere d'aucune autre nation ; les mêmes artifices l'auraient déçue, comme les mêmes mesures l'auraient enchaînée.

Toute agitation politique donne à un peuple entier les passions qui, dans d'autres temps, ne caractérisent que la populace de tous les pays ; elle le rend aveugle dans ses transports, inconstant dans ses affections, hideux dans ses mouvements, et presque toujours atroce dans ses exécutions. Ces horribles attributs n'appartiennent point aux individus, mais aux masses, ils ne sont pas le résultat du caractere particulier des nations, mais de la force des circonstances qui les excitent ; c'est pourquoi les Français, qui étaient le peuple le plus léger, le plus aimable et le plus inoffensif de la terre, s'est montré successivement sous l'influence de la révolution, plus sanguinaire, plus factieux, plus attrabilaire que d'autres nations dont les mœurs avaient une teinte de barbarie ou de morosité. Tant que les causes de l'agitation politique subsistent, il est aussi absurde de juger les masses qu'elle tourmente, d'après les dehors qu'elles offraient dans des temps paisibles, qu'il est injuste de les accuser des catastrophes qu'elle produit. On ne peut se faire une idée des tempêtes de l'océan, si on ne l'a vu que lorsqu'une brise légere en caresse la surface ; et Xercès fouettant la mer, était aussi insensé que celui qui châtierait une nation pour les ravages produits par une grande commotion politique. Nous irons plus loin, et nous établirons qu'un peuple n'est jamais esclave par sa faute ; qu'il ne reste pas tel par sa volonté, et que quand on attribue sa soumission à son avilissement, ou l'existence et les progrès de la tyrannie à son consentement, on ne connaît ni l'histoire en général, ni les moyens par lesquels le tyran s'est établi.

Lorsque Buonaparté voulut asservir la France,

il feignit une égale avrsion pour la royauté et pour l'anarchie ; lorsqu'il voulut la rendre docile à ses volontés, il la salua du nom de grand peuple, annonçant ainsi un but entierement opposé à celui qu'il avait en vue. Les Français l'accepterent comme un protecteur ; ils n'attendirent d'abord de lui que l'anéantissement du parti qui, sous le directoire, s'élevait de nouveau avec son cortége de vengeances et d'échafauds ; quand il l'eut comprimé, ils lui demanderent davantage ; mais il n'avait pas assez d'élévation dans l'esprit pour comprendre leurs vœux et les réaliser.

Buonaparté n'a pas établi brusquement sa tyrannie sur les Français ; et il n'aurait même jamais pu parvenir à acquérir dans le gouvernement de la France un titre isolé et un pouvoir permanent, s'il ne s'était fait seconder par le parti modéré de la révolution, qui lui a servi à masquer ses projets de tyrannie, comme ces toiles décolorées qui cachent aux spectateurs les apprêts de la tragédie qui va être jouée sous leurs yeux. Une partie de la France voulait alors une république avec un gouvernement fortement organisé ; l'autre, le rétablissement de l'autorité légitime ; et plusieurs hommes d'état qui ne connaissaient pas le caractere de Buonaparté, croyaient qu'il finirait par être le Monck de la France, surtout lorsqu'on le vit rappeler autour du pouvoir, l'éclat de la souveraineté et les formes de la monarchie. Cette illusion fut dissipée trop tard, et le soldat heureux, dont on ne soupçonnait pas toutes les ruses, l'ambition et la scélératesse, avait déjà mis de son côté l'intérêt et les souvenirs du parti royaliste, lorsque les uns le croyaient dévoué à la république, et les autres espéraient le voir jouer le rôle d'un grand homme. C'est par cette vacillation d'opinions diverses, cet équilibre de vœux opposés, qu'il s'établit. Sa tyrannie, (cette tyrannie qui, héritant de tous les moyens révolutionnaires, se

fortifiait en outre des combinaisons et des ressources d'une autorité vivement concentrée) accomplit ce que sa fourberie avait commencé. Et tout à coup se développa ce caractere qui réunit tous les contrastes, qui offre toutes les profondeurs de la dissimulation et de l'hypocrisie avec les plus frénétiques emportements de la violence et de la férocité, et qui, lorsqu'il paraît avoir épuisé toutes les combinaisons des passions humaines, a encore le droit d'étonner par les attentats qu'il prépare et les forfaits qu'il consomme.

Nous le répétons, aucune nation n'a jamais été amenée par d'aussi grands malheurs, à accepter la premiere autorité qui se présentait pour lui offrir du repos, et aucune n'a jamais été plus cruellement déçue dans cet espoir, ni asservie par des calculs plus atroces, par des ruses plus infâmes, et par un plus inexorable despotisme.

Mais, dira-t-on, si elle a été si habilement trompée et subjuguée par des moyens si puissants, comment peut-on espérer qu'elle échappe jamais à son tyran ? Cette question sera résolue lorsque la terreur que celui-ci inspire sera moins forte que le désespoir qu'il provoque. Nous aurions cru que ses derniers revers et les mesures auxquelles il a eu recours pour les réparer, auraient produit cette explosion, mais il a pu encore retrouver dans le caractere national quelques étincelles de ce feu qui anima les Français lors de l'invasion de leurs frontieres, et quelques traces des terreurs qu'autrefois leur causa une aggression extérieure, et il est parvenu, par-là, à neutraliser encore pour quelque temps non pas seulement le mécontentement, la haine, mais la rage du peuple tout entier.

En concentrant dans ses mains toutes les substances révolutionnaires, Buonaparté en a préparé la détonation, elles le briseront dans leurs derniers

chocs. Aucun parti n'est là pour les rassembler ni en recueillir les débris. Il n'y a plus de partis en France, et quand celui qui les a éteints cessera lui-même de vivre, la nation qu'ils ont tour à tour agitée, divisée, asservie, rentre dans la ligne sociale. Aucune faction ne peut plus s'élever après lui, toutes ont été soumises ou esclaves, toutes ont été dévorées ou avilies par ce pouvoir que les unes n'ont pu combattre, et que les autres n'ont pas rougi de servir. La France ne retombera plus sous leur influence, elle sera ramenée par le sentiment de ses longues douleurs à accepter, sinon à rétablir la légitimité. Sans doute que si elle n'est que passive dans cette restauration, elle n'en aura pas tous les bienfaits sur-le-champ, mais sa révolution sera finie, elle sera en repos, et l'univers respirera.

Ce ne sont pas les hommes qui termineront cette crise si longue, si sanglante, si épouvantable, car elle a marché malgré eux, écrasant ceux qui l'avaient provoquée, ceux qui l'ont dirigée, ceux même qui l'ont combattue, ce sera la force des choses, c'est-à-dire ce même mobile qui l'avait produite. Alors toutes les haines, tous les remords, toutes les terreurs, les préventions, les folles espérances et les inutiles regrets, les menaces ridicules et les vengeances puériles ou impolitiques sommeilleront dans le gouffre qui aura dévoré ce fléau de l'humanité, et la fusion de tous les partis s'étant accomplie par le temps, la nécessité, la lassitude, et des souffrances communes à tous les Français, ils ne formeront plus qu'une masse disposée à recevoir les institutions les plus favorables à leur union et à leur prospérité, et à l'indépendance des autres nations.

La premiere fusion se fit en France, après la réaction qui suivit la chûte de Robespierre. La crainte des vengeances du parti opprimé pendant la terreur, réunit, au 13 Vendémiaire, les exécuteurs des massacres révolutionnaires avec les factieux qui les

avaient préparés par leurs fausses doctrines et leurs déclamations insensées.

La seconde fusion se fit au 18 Fructidor, entre les meneurs exaltés des constituants et les vainqueurs du jour, qui avaient besoin de leurs talents et de leur influence pour se soutenir.

La troisieme fusion a eu lieu lors de l'usurpation de Buonaparté, qui réunit aux autres partis dont il avait obtenu l'appui ou l'inaction, le parti royaliste de l'intérieur, et une fraction de celui de l'extérieur, en présentant à ceux-ci un simulacre de royauté qui imposa silence à leurs opinions sans les réaliser, et à leurs vœux sans les satisfaire.

Enfin, la derniere fusion aura lieu lors du rétablissement de la famille légitime, de la famille essentiellement souveraine et française, dans des droits dont la violation a été la cause des désastres de l'Europe. Alors la pitié pour une nation si longtemps malheureuse, fera taire le ressentiment qu'avaient excité ses anciens égarements: les uns seront sans remords, parce qu'ils ont assez souffert; et les autres seront sans haine, parce que tous leurs vœux seront accomplis.

Académies françaises, établies à Somerstown sous la Direction de M. l'Abbé Carron *jeune.*

Les exercices et les distributions de prix qui ont lieu tous les deux ans aux académies ou écoles françaises, établies à la porte de Londres pour l'instruction des jeunes personnes des deux sexes, ont eu lieu cette année le Vendredi 7 du courant, à trois heures de l'après-midi. La beauté et l'intérêt de cette cérémonie qu'on pourrait presque appeler la fête de la jeunesse, l'habitude dans laquelle on est de voir presque toujours un des Princes Français vouloir bien paraître dans cette arène pour y couronner les efforts passés et encourager les travaux futurs de cette petite génération, dont les trois-quarts au moins esperent avoir le bonheur de mourir leurs sujets; la beauté de la saison; celle même du local destiné à cette solennité, une chapelle neuve, située au milieu d'un joli jardin; ce mélange allégorique de fruits et de fleurs, emblême de l'instruction de la jeunesse; la vénération, l'estime et la bienveillance publique qui n'ont pas cessé de suivre et de soutenir le vertueux fondateur de tant d'établissemens de charité dans une terre étrangere pour lui,—Tout concourt à attirer une foule considérable de spectateurs à ces petits jeux olympiques, et à leur donner un charme toujours nouveau.

Cette année la cérémonie a eu lieu en présence de Son Altesse Royale Monseigneur le duc d'Angoulême, qui a bien voulu distribuer de sa main les prix aux éleves qui ont été couronnés. Ce prince était accompagné des comtes Etienne de Damas et de Nantouillet. On remarquait encore dans cette assemblée le commissaire de S. M. le comte de la Châtre, le chancelier de France M. de Barentin, plusieurs chevaliers des divers ordres du Roi, revêtus de leurs décorations, et nombre de magistrats de nos anciennes cours souveraines, dont quelques-uns se font un plaisir, non-seulement d'encourager, mais même de diriger personnellement les études de cette aimable jeunesse, composée de Français, d'Anglais, de Créoles, de Portugais, d'Espagnols, etc.— Parmi les dames anglaises qui ont bien voulu y assister, on remarquait Mad. la comtesse d'Amelaud et sa charmante fille.

Les exercices consisterent en plaidoyers et dialogues. Le premier plaidoyer fut une lutte entre quatre litérateurs qui plaiderent successivement la cause du sublime, de la grâce, de la mémoire et du goût. Les avocats de ces divers genres furent MM. *Edmond Duperrier*, *James Coppinger*, *Fournier de l'Etang*, et *William Shee*. Ils plaiderent tous avec un égal succès, car après avoir entendu chacun d'eux, on aurait été tenté d'adjuger la palme au genre défendu par celui qui venait de parler le dernier. Nous n'avons pas besoin de dire que Démosthenes et Corneille furent cités plus d'une fois par le défenseur du sublime, ainsi que Lafontaine par l'avocat de la grâce. Le juge qui résuma fort bien les raisons pour et contre, M. *Amédée Duperrier* adjugea la premiere place au sublime, jugement que le beau sexe confirma par un applaudissement général. La pauvre mémoire, toujours utile mais parfois ennuyeuse, fut mise à la derniere place, quoique ce fût principalement par elle que tous les orateurs avaient brillé.

Ce plaidoyer fut suivi d'un dialogue ou pour mieux d'un colloque entre plusieurs jeunes écolieres, qui venaient offrir leurs services à l'une d'entr'elles, supposée vouloir ouvrir une maison d'éducation. Chacune des postulantes, désirait enseigner ce qu'elle avait appris avec le plus de plaisir dans le cours de ses études. Ainsi l'une se consacrait à la grammaire, l'autre proposait la musique, une troisieme la géographie, la danse, l'astronomie, la peinture, &c. chacune faisant la description et l'éloge de sa *denrée* particuliere. Le nombre des aspirantes au bonheur d'enseigner leurs semblables, nous rappelait celui des neuf sœurs. L'apologiste de la musique Mlle. de Florenville, crut devoir joindre l'exemple au précepte, et saisit cette occasion de déployer une très-jolie voix en chantant deux ou trois couplets agréables à l'honneur du prince. Nous avons, parmi ces jeunes demoiselles, remarqué principalement Mlle. du Quengo, qui présidait la séance et dont l'élocution à la fois sûre, rapide, enjouée et distincte lui attirait des applaudissements toutes les fois qu'elle ouvrait la bouche, et Mesdemoiselles Joséphine Delâge, Adelaïde le Douarin, Nanine de Cougnac, Amenaïde Lamare, Fanny de Chatigné, &c. &c.

Un court dialogue entre Mlle. Du Quengo et M. Amédée du Perrier termina l'exercice ; on y exprimait ingénieusement, au nom des académies, la loyauté de leurs divers membres pour l'auguste maison de Bourbon, leur recon-

naissance pour le pays qui les vit naître presque tous et qui les voit s'élever et grandir à l'ombre du chêne britannique, mais surtout leur tendre amour pour ce bon maître qui sert d'intermédiaire entre la Providence et eux, et pour les respectables dames qui, depuis vingt ans, consacrent leurs veilles à l'éducation de ces jeunes plantes*.

La distribution des prix termina la séance. Les deux jeunes *du Perrier* en accaparerent la plus grande partie. Parmi ceux qui brillerent au second rang, nous ne nous rappelons que des noms de MM. *Chauvin, Coppinger, Cherot de la Saliniere, de Trélo, Daun, &c.*

Parmi les demoiselles, nous remarquâmes principalement Mlles. *Nanine de Cougnac, Amén. Lamare, Adele le Douarin, Joséphine Delâge, Marie Louise d'Alincourt, Caroline Loyer, et Caroline Lamare.* Si dans les plaidoyers, qui précéderent, nous n'avions pas entendu ravaler, autant qu'on le fit, la mémoire, nous aurions fait peut-être de plus grands efforts de la nôtre pour nous ressouvenir des noms de toutes les têtes couronnées ; ceux ou celles qui se trouveront offensés de notre silence, peuvent en accuser le chancelier des beaux arts qui avait ainsi dégradé Mnémosyne.

Mademoiselle du Quengo, avait généreusement décliné toute concurrence avec ses compagnes. Ses études étant closes, la modestie et la justice lui faisaient une loi de se retirer d'une lice où elle aurait triomphé sans gloire parce qu'elle aurait vaincu sans combat. D'autres succès d'ailleurs l'attendent dans la société dont elle doit être un jour l'ornement, et nous ne croyons pas l'offenser en lui appliquant ce qui fut un jour adressé à une de ses anciennes compagnes lorsqu'elle atteignit son âge :

De ses soins les muses contentes
Se dirent quand elle eut quinze ans,
Confions ses grâces naissantes
Aux trois grâces du bon vieux temps.
Depuis lors ces enchanteresses
Ont pris le soin de l'élever.
Maintenant bon soir, les déesses,
C'est à l'amour à l'achever.

Le Prince se retira enchanté du bonheur qu'il avait causé et sans doute aussi de celui qu'il avait reçu en enten-

---

* Les dames *du Quengo, de Trémereuc, de Luciniere, de Couessin, Landall, de Villiers, &c.*

dant à son arrivée et à son départ les acclamations unanimes et spontanées de *Vive le Roi*, qui ne partaient pas moins du cœur que de la bouche des assistants. Ces acclamations dûrent consoler un instant les mânes de cette excellente femme dont les restes mortels avaient été déposés il y a peu de semaines dans cette même chapelle. Il nous semblait voir en cette occasion semer de fleurs la tombe de Madame la princesse de Condé, de cette femme bienveillante, et adorable qui dans le cours de sa longue carriere n'avait pas pu faire une action et un pas qui ne fussent inspirés par la bonté, ni dire un mot qui ne respirât la grâce ; dont Tibulle eût encore dit s'il l'avait vue, *componit furtim subsequiturque decor*, et qu'un écrivain ingénieux, M. Street, rédacteur du *Courier* anglais, a peinte en un seul trait, avec son énergie habituelle, en disant d'elle que les qualités de son cœur et de son esprit l'avaient rendue digne d'être l'épouse du grand Condé.

Sucre.

L'immense consommation qui se fait en Angleterre de cette denrée de premiere nécessité, prouve de la maniere la plus complete et la plus satisfaisante la richesse et la prospérité générale du pays. Il est également agréable d'observer que le colon et les capitalistes dans les colonies reçoivent les encouragements et l'appui auquel ils ont de si justes droits. Le Systême Continental, projet favori de notre plus cruel ennemi, par lequel il espérait ruiner l'Angleterre en l'empêchant d'exporter ses denrées coloniales, avait certainement opéré sérieusement au préjudice des colons en 1810, et jusqu'au mois d'Octobre 1811. La Législature chercha avec soin, à cette époque, à venir au secours des personnes intéressées au bien être des Indes Occidentales ; son grand objet fut particulierement de fournir à leurs denrées des moyens de consommation intérieure. La plus efficace des mesures qu'elle adopta, fut d'obliger les distilleries à faire usage de sucre, et de diminuer le droit sur le café. Cette derniere mesure occasionna une immense consommation de café, et conséquemment une grande consommation additionnelle de sucre. Le gouvernement leur donna aussi un grand secours, en interdisant la consommation intérieure aux sucres de la Martinique et de la Guade-

loupe. Nous laissons à des casuistes plus habiles que nous à prononcer sur la justice de cette mesure envers les îles conquises, et si elle était conforme à l'esprit des traités ou des capitulations souscrites avec celles-ci. Mais s'il fut désirable pendant que dura la baisse du prix de sacrifier les intérêts des îles conquises à ceux des colonies britanniques, il serait aujourd'hui très-difficile de concevoir pour quelle raison ou suivrait encore la même politique. Il a été présenté de temps en temps de nombreuses adresses pour faire admettre à la consommation intérieure les sucres de la Martinique et de la Guadeloupe, offrant de payer un plus gros droit pour protéger les colonies meres, et indiquant combien il était dur pour les négociants et surtout pour les rafineurs de sucre qui perdent toute demande de l'étranger pour des sucres rafinés. Les sucres terrés des colonies étrangeres étant expédiés d'ici, francs de tout droit, sont rafinés au dehors, ce qui est infiniment préjudiciable aux rafineries Anglaises et cause une perte considérable au revenu et au commerce britannique. La situation actuelle du commerce du sucre exige impérieusement cette mesure : la sortie des sucres en entrepôt dans les *docks* a été, taux moyen, depuis huit semaines de 2900 bariques et 800 tierçons par semaine ; il n'y en a pas maintenant plus de 4000 bariques et 4000 tierçons en magasin. Sur cette quantité, il n'y en a que 1000 dans les mains du planteur et du négociant ; les 3000 autres sont destinées à être chargées et on les prépare à cet effet ; et l'on ne peut pas en attendre sur le marché avant deux mois. Les prix actuels sont de 90 à 104 shellins le quintal. Les négociants eux-mêmes conviennent que de 70 à 80 shellins sont de bons prix, et la législature l'a ainsi reconnu lorsqu'elle a passé un acte par lequel elle a imposé un droit additionnel, lorsque le prix commun atteint 77 shellins. Le négociant a eu une hausse de plus de 100 pour cent sur le café, de 70 pour cent sur le sucre, de 100 pour cent sur le coton, etc. Il ne peut certainnment pas s'opposer à cette mesure, maintenant que l'intérêt du négociant et du détaillant, ainsi que celui du gouvernement est d'admettre sur-le-champ les sucres étrangers, ou bien il fera fait un tort considérable à la consommation du sucre ; les classes mitoyennes et les basses classes étant obligées, par les prix actuels, de se passer de sucre pendant deux mois, pourront fort bien s'en passer pendant douze, et la consommation du café pourra s'en ressentir aussi, puisqu'on ne peut s'en servir sans sucre.

RÉSUMÉ POLITIQUE.

Enfin la campagne de 1813 est ouverte et en Allemagne et dans la Péninsule. Les premiers coups se sont frappés dans le Nord, le 27, 28, et 29 du mois dernier, et dans le Sud, les 11, 12 et 13 Avril, et, nous sommes heureux de le dire, sans succès pour la mauvaise cause.

Les papiers de Paris, jusqu'au 7 de ce mois, contiennent des nouvelles des armées françaises jusqu'au 30 Avril. La derniere malle d'Héligoland a porté des lettres de Hambourg, du 4 Mai, qui nous instruisent des opérations militaires à peu près jusqu'à la même époque, et même un peu plus tard pour celles qui se rapprochent de l'embouchure de l'Elbe.

Nous ignorions si les premiers détails des opérations que l'on communiquerait en France aux peres conscrits les sénateurs, et aux peres des conscrits, les bourgeois et les manants, consisteraient encore en bulletins de la grande armée, et nous attendions avec impatience de voir si les premiers bulletins de 1813 commenceraient par le No. 30, comme la continuation de la guerre de 1812, ou bien s'ils débuteraient par un No. 1er, comme appartenant à une guerre nouvelle dans son objet et dans ses moyens, surtout depuis la défection de tant d'alliés et l'insurrection de tant de vassaux. Il paraît que les bulletins ont tout à fait cessé. Jusqu'ici le public parisien est réduit à avoir tous les deux jours un simple extrait de la douce correspondance du mari et de la femme. C'est Vénus qui est aujourd'hui l'écho des travaux de Mars. Les beaux es-

prits français avaient imaginé ci-devant l'épithete de menteur comme un bulletin ; aujourd'hui ils ne manqueront pas de dire qu'il ne faut pas prendre la situation des affaires au pied de la lettre.

Nous commençons par donner l'état de situation des armées françaises, tel qu'il est émané du boudoir de Marie-Louise. On n'y remarque ni proclamations pompeuses aux soldats, suivant l'usage antique et solennel, ni aucune de ces éternelles déclamations politiques et pédantesques sur l'objet de la guerre et le prétendu éternel ennemi du continent. Quant au système continental, il paraît décidément mort et enterré, et il ne sera pas inscrit sur sa tombe : *Resurgam !*

Nouveaux Bulletins de la Grande-Armée.

Paris, 3 Mai.

Sa Majesté l'Impératrice Reine et Régente, a reçu les nouvelles suivantes de la situation de l'armée le 28 Avril :—

Le quartier-général de l'Empereur était le 28 à Naumbourg ; le prince de la Moskwa avait passé la Saale ; le général Souham avait culbuté une avant-garde de 2000 hommes qui voulaient disputer le passage de la riviere. Tout le corps du prince de la Moskwa était en ordre de bataille au-delà de Naumbourg. Le général Bertrand occupait Jéna et avait son corps rangé sur le fameux champ de bataille de Jéna.

Le vice-roi débouchait par Hall et Mersebourg. Le duc de Reggio, avec le 12eme corps, était arrivé à Saalfeldt. Le général Sébastiani marcha le 24 sur Wilzen ; il culbuta un corps d'aventuriers, commandé par le général russe Czernicheff ; il dispersa son infanterie, prit une partie de son bagage et de son artillerie, et le poursuivit l'épée dans les reins, sur Lunebourg.

Paris, 4 Mai.

Sa Majesté l'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes sur la situation des armées le 30 Avril :—

Le 29, Sa Majesté porta son quartier-général à Naum-

bourg. Le prince de la Moskwa avait marché sur Weissenfels ; son avant-garde, commandée par le général Souham, arriva près de cette ville à deux heures après-midi ; et se trouve en présence du général russe Lanskoi, commandant une division de 6 ou 7000 hommes, cavalerie, infanterie, et artillerie. Le général Souham n'avait point de cavalerie ; mais, sans l'attendre, il marcha sur l'ennemi, et le chassa de ses différentes positions. L'ennemi démasqua douze pieces de canon : le général Souham en plaça un pareil nombre en batterie. La canonade devint très-vive, et porta la destruction dans les rangs des russes qui étaient montés et à découvert, tandis que nos pieces étaient soutenues par des tirailleurs placés dans des ravines et des villages. Le général de brigade Chemineau s'est distingué. L'ennemi tenta plusieurs charges de cavalerie. Notre infanterie le reçut formée en quarrés, et par son feu couvrit le champ-de-bataille de cadavres et de chevaux russes. Le prince de la Moskwa dit qu'il n'avait jamais vu en même-temps plus d'enthousiasme et plus de sang froid dans aucune infanterie. Nous entrâmes dans Weissenfels, mais voyant que l'ennemi s'obstinait à tenir près de la ville, l'infanterie marcha sur lui au pas de charge, les Schakos au bout du fusil, aux cris de *Vive l'Empereur*. La division de l'ennemi se retira. Notre perte en tués et blessés fut d'environ 100 hommes.

Le 27, le comte Lauriston marcha sur Wetten où l'ennemi avait un pont. Le général Maisons érigea une batterie qui obligea l'ennemi de brûler le pont, et il s'empara de la tête de pont que l'ennemi avait construite.

Le 28, le comte Lauriston s'avança vis-à-vis Halle, où un corps russe occupait une tête de pont, culbuta l'ennemi et l'obligea d'évacuer la tête de pont et de détruire le pont. Il s'ensuivit une canonade très-vive de l'autre côté de la riviere. Notre perte fut de 67 hommes, celle de l'ennemi fut beaucoup plus considérable.

Le vice-roi ordonna au maréchal duc de Tarente de marcher sur Mersebourg. Le 29 à quatre heures après-midi, ce maréchal arriva devant cette ville, où il trouva 2000 prussiens qui voulurent se défendre ; ces prussiens appartenaient au corps d'York, et faisaient même partie de ceux que le maréchal commandait en chef, et qui l'avaient abandonné sur le Niémen. Le maréchal entra de vive force, leur tua quelques hommes et fit 200 prisonniers,

parmi lesquels était un major. Il prit aussi possession de la ville et du pont.

Le comte Bertrand avait le 29 son quartier-général à Dornburg sur la Saale, occupant avec une de ses divisions le pont de Jéna.

Le duc de Raguse avait son quartier-général à Koesen sur la Saale. Le duc de Reggio avait son quartier-général à Saalfelt sur la Saale.

La bataille de Weisselsfels est remarquable en ce que ce fut une lutte entre la cavalerie et l'infanterie à nombre égal, en plat pays, et que l'avantage resta à l'infanterie. On vit de jeunes bataillons manœuvrer avec autant de sang froid et d'impétuosité que les plus vieilles troupes. C'est ainsi que la campagne s'est ouverte. L'ennemi a été chassé de tout le terrain qu'il occupait sur la rive gauche de la Saale; nous sommes maîtres de tous les débouchés de cette riviere, la jonction des armées de l'Elbe et du Mein a été effectuée, les villes importantes de Naumbourg, Weissenfels et Mersbourg ont été emportées de vive force.

Paris, 5 Mai.

La forteresse de Thorn a capitulé; sa garnison doit retourner en Baviere; elle était composée de 600 Français et de 2700 Bavarois; sur ce nombre de 3300 hommes il y en avait 1200 dans les hôpitaux. Aucun préparatif n'annonçait encore le commencement du siége de Dantzig; la garnison était dans le meilleur état, et maîtresse du terrain environnant. Modlin et Zamnosc n'étaient point inquiétés sérieusement.

A Stettin un engagement très-vif avait eu lieu; l'ennemi ayant cherché à s'introduire entre Stettin et Damm, fut chassé dans les marais; 1500 prussiens furent tués, blessés ou pris. Une lettre arrivé de Glogau nous informe que cette forteresse était le 12 Avril dans le meilleur état. Rien de nouveau n'était arrivée à Custrin. Spandau était assiégé et un magasin à poudre avait sauté. L'ennemi désirant en prendre avantage, pour donner l'assaut, fut repoussé, après avoir perdu 1000 hommes en tués et blessés. Il ne fut point fait de prisonniers, parce que nous étions séparés d'eux par des marais.

Les russes ont jeté quelques bombes dans Wittemberg, et ont brûlé une partie de la ville. Ils ont tenté une attaque

de vive force qui n'a pas réussi. Ils y ont perdu de 5 à 600 hommes.

La position de l'armée russe paraît être comme suit:— Un corps de partisans, commandé par un homme appelé Dorneberg, qui en 1809 était capitaine des gardes du roi de Westphalie et qui se conduisit bassement, était à Hambourg et faisait des excursions entre l'Elbe et le Weser. Le général Sébastiani était parti pour le couper des bords de l'Elbe. Les deux corps prussiens des généraux Lecoq et Blucher paraissent occuper, le premier la rive droite de la Basse Saale, le second la rive droite de la Haute Saale.

Les généraux russes Winzingerode et Wittgenstein occupaient Leipsic ; le général Barclay de Tolli était sur la Vistule observant Dantzick, le général Sacken était devant le corps Autrichien, dans la direction de Cracovie sur la Pelica.

L'Empereur Alexandre, avec les gardes russes, et le général Kutusoff, ayant environ 20000 hommes, paraissait être sur l'Oder ; ils annonçaient d'abord qu'ils seraient à Dresde vers le 12, ensuite vers le 20 Avril, mais ni l'un ni l'autre ne s'est réalisé. Il paraît que l'ennemi désire se maintenir sur la Saale.

Les Saxons sont dans Torgau.

Voici la position de l'armée française: le vice-roi a son quartier-général à Mersfeldt, la gauche établie sur la rive gauche de la Saale occupant Calbe, et Bernebourg où est le duc de Bellune. Le général Lauriston avec le 5eme corps, occupait Aslehen, Sondersleben et Gerbalet. La 31eme division était sur Eislaben ; la 35eme et la 36eme. étaient en arriere pour servir de réserve. Le prince de Moskwa avait son corps en avant de Weimar. Le duc de Raguse était à Gotha; le 4eme corps, commandé par le général Bertrand était à Saalfeldt; le 12eme corps sous les ordres du duc de Reggio arrivait à Cobourg.

La garde est à Erfurt où l'Empereur arriva à 11 heures, du soir le 25. Le 26 Sa Majesté passa la garde en revue et inspecta les fortifications de la ville et de la citadelle. Elle daigna désigner les places pour l'établissement d'hôpitaux, devant contenir 6000 malades ou blessés, ayant ordonné qu'Erfurt serait la derniere ligne d'évacuation.

Le 27 l'Empereur passa en revue la division de Bonnet qui fait partie du 6eme corps sous les ordres du duc de Raguse.

Toute l'armée paraît être en mouvement ; déjà tous les

partis que l'ennemi avait sur la rive gauche de la Saale se sont repliés. Trois mille hommes de cavalerie ont marché sur Nordhausen pour pénétrer dans le Hartz, et un autre parti s'avançait sur Heiligenstadt pour menacer Cassel; ils se sont tous retirés précipitamment laissant leurs malades et leurs blessés qui ont été faits prisonniers. Des hauteurs d'Eberstorf à l'embouchure de la Saale il n'y a plus d'ennemis sur la rive gauche.

La jonction des armées de l'Elbe et du Mein eut lieu le 27 entre Naumbourg et Meresbourg.

(Moniteur du 3 Mai.)

Breme le 24 Avril.—Hier à sept heures du soir S. A. le Prince d'Eckmuhl établit son quartier-général en cette ville. (Journal de l'Empire du 2 Mai.)

Nous allons maintenant examiner l'état de la situation des armées alliées, et les comptes un peu différents que les papiers allemands rendent des premieres affaires qui ont eu lieu sur la Saale,

Commençant par le quartier le plus rapproché de nous, nous donnerons d'abord le bulletin officiel que le gouvernement vient de publier pour rassurer les personnes qui avaient conçu des inquiétudes sur la ville de Hambourg, menacée par Sébastiani.

Département de la Guerre, le 10 *Mai.*

Il a été reçu une lettre du brigadier-général Lygon, datée de Hambourg, du 4 Mai, dont ce qui suit est extrait:

" Le général Sébastiani a marché avec son corps de Lunebourg sur Saltzwedel. En conséquence de ce mouvement, le lieutenant-général comte Walmoden a quitté Hambourg hier au soir, et a traversé l'Elbe avec un corps de troupes à Domitz."

Une circonstance qui aura sans doute contribué à ce départ précipité, et épargné à cette ville les horreurs d'un siége, peut-être même ceux d'un

pillage, a été l'arrivée prochaine sur l'Elbe d'un corps de douze mille Suédois, ainsi qu'on peut le voir par l'extrait suivant d'une lettre de Wismar.

Wismar, 2 Mai.

" Douze mille hommes de l'armée qui doit être commandée par Son Altesse Royale le Prince de la Couronne, sont déjà arrivés ici, sous le commandement du général baron d'Aldecreutz. Leur avant-garde a poussé jusqu'à Schwérin. La totalité de ces troupes se rend à marches forcées sur l'Elbe."

Tandis que nous faisons ici mention de l'arrivée des troupes suédoises, dont la premiere opération a été de délivrer Hambourg, ce qui est d'un heureux auspice pour celles qu'elles sont destinées à accomplir dans la suite de la campagne, nous nous empressons d'annoncer l'embarquement et le départ du reste de l'expédition. L'extrait suivant d'une lettre de Gothenbourg, qui vient d'arriver, mettra fin aux doutes injurieux que d'ignorants frondeurs se sont plus en dernier lieu à répandre sur la loyauté du Prince royal de Suede.

Gothenbourg, le 4 Mai.

" Samedi dernier, 2 du courant, nous avons été honorés de la visite que nous attendions depuis si long-temps, de Son Altesse Royale le Prince de la Couronne, accompagné de son fils unique le Prince Oscar, et d'une suite convenable. Le gouverneur et une députation des magistrats et des bourgeois étaient allés au devant de lui; son approche fut annoncée à une certaine distance par des décharges d'artillerie. La route qui conduit à la porte par laquelle la cavalerie entra avait été couverte, dans l'espace d'à peu près un mille, par des arcs de triomphe temporaires, décorés d'immortelles, et éclairés par des lampes de couleurs, qui faisaient un effet magnifique. Les rues par lesquelles il passa pour se rendre à l'hôtel du gouverneur étaient bordées de troupes, qui tirerent un feu de joie. Son Altesse Royale voulut bien exprimer la satisfaction que lui causait la maniere dont il était reçu.

" Dimanche, Son Altesse Royale passa en revue les troupes assemblées ici pour y être embarquées, et le lendemain matin il alla au bas de la riviere pour faire l'inspection des bâtiments de transport anglais. Tous les bâtiments furent pavoisés à cette occasion ; les vaisseaux de guerre et paquebots anglais firent mettre les équipages sur les vergues, et firent un salut royal. Dans la soirée, il se rendit à un bal qui fut donné par les magistrats et les bourgeois, et auquel il y eut environ mille personnes présentes. Aussitôt après l'embarquement des troupes, qui se fait à force, le Prince de la Couronne se rendra à Carlscrona ; il s'y embarquera pour la Poméranie, et ira visiter Hambourg.

" Le baron de Jacobi Kleist, ci-devant ministre de Prusse à Londres, est ici, et se rendra en Angleterre par la premiere occasion." (*Son Exc. y est arrivée.*)

" On voit dans la réception qui a été faite au Prince de la Couronne de Suede une preuve des sentiments de la nation suédoise relativement à l'objet de l'expédition, et de la grande popularité dont Son Altesse Royale jouit en raison de la marche politique qu'il a si sagement adoptée, et si constamment suivie. Toutes les démonstrations qui ont été faites attestent également la joie générale que causait l'objet de sa visite, ainsi que l'attachement général au brave capitaine que la nation a élu pour la gouverner.

La formation d'un corps de troupes considérable à Hambourg embarrassera sérieusement les opérations *du plus grand capitaine du siecle*, et l'on peut douter qu'il se trouve parfaitement en sûreté en avançant, dans la supposition que les alliés jugeraient à propos de se replier sur l'Oder, tandis qu'un général aussi habile que le Prince de la Couronne serait à la tête d'une force armée, interposée entre les Français et leurs ressources. Il n'est ni à croire ni à craindre qu'un général de sa trempe reste à Hambourg dans l'inaction. Les forces qui sont dans cette partie du théâtre de la guerre ont déjà suffi pour y tenir l'ennemi en échec. L'accession des Suédois

donnera aux alliés une supériorité décidée, et il arrivera de deux choses l'une, ou il faudra que Davoust se retire devant eux, en évacuant Bremen et Embden, ou bien que Buonaparté s'affaiblisse pour se fortifier. L'un et l'autre cas ne peuvent qu'être avantageux à la cause commune. La chose la plus probable est que Davoust sera obligé de reculer, et que le Prince de Suede pénétrera sans obstacle sur le théâtre de ses anciennes opérations militaires, et qu'il ne tardera pas à rallier sous ses drapeaux protecteurs toute la population de Hanovre, de Hesse-Cassel et de Franconie.

Si nous pouvions hasarder une spéculation sur ce point, nous dirions que la marche de la campagne, jusqu'à ce moment, porte des marques évidentes de la sagesse avec laquelle le plan des opérations a été posé. Les Russes et les Prussiens ont poussé en avant leurs troupes légeres presque jusqu'auprès du Rhin, afin de forcer Buonaparté d'entrer en campagne long-temps avant que ses troupes ne fussent organisées, ce que l'on savait positivement qu'elles ne pouvaient pas être avant la fin de Juin. En effet, Buonaparté a marché sur eux avec toutes les forces qu'il a pu rassembler, et les alliés ont fait replier leurs avant-postes, et rétrogradent eux-mêmes en combattant opiniâtrement sur tous les points favorables. Ainsi Buonaparté est attiré dans un pays épuisé, tandis que dans les entrefaites une armée formidable se rassemble sur ses derrieres, afin d'agir sur sa ligne de communications s'il réussit, ou de couper sa retraite s'il est battu. Lorsque les arrangements combinés pour agir sur ses derrieres, seront complétés, et peut-être même auparavant, il est possible qu'il entre dans le système des alliés de lui livrer avec toutes leurs forces une grande bataille rangée qui, à tout événement, le mettrait hors d'état d'avancer, sans

nistres et personnages diplomatiques. Il est certain que ce transfer de servilité de cour ne peut pas être tout-à-fait suivant le cœur d'un homme qui a été accoutumé pendant ces dernieres années à voir les principaux personnages de l'Allemagne se courber devant lui. La réunion serait probablement plus considérable, si les Français n'y avaient mis quelques obstacles. Les équipages du duc de Wurtzburg étaient arrivés à Prague au milieu d'Avril, et le Prince se préparait à partir lorsqu'il fut arrêté par le maréchal Ney qui avait 6000 hommes de troupes sur son territoire. Les rapports vont même jusqu'à dire que tout le système établi en Allemagne doit être changé par un grand acte national,—que la confédération du Rhin doit être abolie et l'empereur d'Autriche placé encore une fois à la tête des états germaniques; mais il est possible que ce rapport ne soit fondé que sur le désir universel qu'on a de voir l'influence française, en Allemagne, totalement éteinte. Il est certain que le vœu est universel, de voir toutes les forces du pays employées contre un ennemi qui a partout laissé des marques d'insulte et d'oppression. Les étudiants des universités, les paysans,—en un mot toutes les classes semblent désirer trouver des moyens de se venger de la honte d'avoir été si long-temps les esclaves des Français. Tout livre, dont l'auteur cherche à être populaire, commence par quelque élan de patriotisme. Un professeur vient tout-à-l'heure de publier un ouvrage dont on fait le plus grand éloge et, dont le principal mérite semble être de commencer par cette question: Jusqu'à quel point un véritable Allemand peut-il supporter la vie, et voir un étranger fouler aux piés son pays?

Dresde, le 25 Avril.

Hier les deux illustres amis, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse, entrerent dans notre ville. Ils furent reçus en avant de la Porte Noire par les magistrats et les ministres des trois confessions chrétiennes, tandis qu'une immense multitude qui s'était assemblée témoignait sa joie par les plus vives acclamations. Les deux monarques étaient à cheval, accompagnés d'une suite brillante et nombreuse. Le surintendant Tittmann, au nom du clergé, adressa la parole à Leurs Majestés dans un discours extrêmement court, mais fort énergique, et le bourguemestre Clausnitzer en fit autant au nom des citoyens. L'Empereur reçut les députations avec une grâce impossible à décrire et l'émotion la plus touchante,

Toute la cavalcade, accompagnée de la garde d'honneur des bourgeois, se rendit au milieu des acclamations de la multitude assemblée au palais de Brahl, où l'empereur Alexandre établit sa résidence. La rue Auguste, où est situé ce palais et qui fut il y a peu de temps le théâtre du tumulte le plus effrayant, était alors le rendez-vous des réjouissances publiques les plus extraordinaires. Le roi de Prusse réside près du palais, dit du Japon. Vers midi, Leurs Majestés se rendirent à pié au pont de l'Elbe, afin d'inspecter les travaux que l'on y faisait pour le rétablir. Aujourd'hui Alexandre et le Roi son allié ont passé en revue les troupes sur le marché neuf, et ont causé à la parade avec le général Thielemann, le commandant saxon de Torgau, qui était venu à Dresde, et qui a eu l'honneur de dîner avec l'Empereur. Dans la soirée, Leurs Majestés se rendirent au théâtre où la foule étoit extrême. Aussitôt que l'Empereur entra dans la loge royale, il salua de tous les côtés les spectateurs, et il fut accueilli par les plus joyeuses acclamations mêlées au son des trompettes et au bruit des tambours. La piece qu'on jouait était la Vestale, musique de Spontini, dont l'Empereur remarqua et applaudit les plus beaux passages.

Il y a ici, avec l'empereur Alexandre, le grand duc Constantin, les princes de Wirtemberg, Cobourg et Oldenbourg. Il se trouve aussi dans la suite le ministre secrétaire d'état, le comte de Nesselrode; l'Hetman des Cosaques le comte Platoff, le général d'artillerie comte Arakitschejew; le ministre de police comte Balaschew, le chef d'état-major le prince Wolkouski; les généraux Kutascheff, Kesaroff, Repnin, etc. etc. On attend le feld-maréchal Kutusoff. Il y a outre cela les ambassadeurs d'Angleterre et de Suede et l'envoyé de Dannemarc.

Il est entré aujourd'hui dans notre ville de 6 à 7000 hommes de cavalerie superbe, avec 20 pieces de canon. On attend avant peu sept autres régiments de cavalerie.

27 Avril.

Voici quels sont les derniers bruits qui circulent ici, et que les personnes intelligentes regardent comme authentiques. Le roi de Saxe retournera ici sous peu de jours probablement avec l'Empereur d'Autriche. Il sera établi à Dresde un congrès de princes pour y poser les bases d'une négociation de paix avec la France. On croit que la paix de Lunéville, avec quelques modifications nécessaires, formera cette base. Si la France n'y accede pas, l'Autriche fera marcher une armée de

50,000 hommes en Italie, et une autre de 80,000 vers le Rhin. Le roi de Saxe fournira un contingent de 24000 hommes. Le général Thielmann est reparti pour Torgau ; le lieutenant-colonel saxon, Von Aster a été envoyé aujourd'hui auprès du Roi à Prague.

Prague, le 24 Avril.

Le roi de Saxe, étant à Ratisbonne, a reçu une lettre de Napoléon, et il est parti aussitôt en grande hâte pour les frontieres d'Autriche. Le grand duc de Wurtzbourg a été attendu pendant trois jours à Prague, où tous ses équipages étaient déjà arrivés, mais il a été detenu par le maréchal Ney. L'esprit du peuple est tellement exalté ici, qu'on est sûr qu'il y a du tumulte lorsque quelqu'un exprime le moindre doute que l'Autriche épouse la bonne cause. Le Jeudi Saint, à la cérémonie du lavement des pieds, au moment où l'Empereur allait verser de l'eau sur les pieds d'un vieillard, celui-ci tomba à genoux et le supplia de ne pas se joindre à la France. L'Empereur fit, dit-on, un sourire, mais il avait la larme à l'œil.

Il est extrémement pénible pour nous d'avoir deux nouvelles ou rumeurs fâcheuses à présenter à nos lecteurs, lorsque nous envoyons ce Numéro à la presse. Des avis qui viennent d'être reçus du quartier-général des Russes, annoncent, quoique d'une maniere non officielle, la mort de ce brave et à jamais illustre capitaine, le prince Kutusoff Smolensko. Nous savions qu'il était indisposé, mais nous étions loin de croire que les fatigues de sa derniere campagne dussent mettre un terme aussi prochain à sa glorieuse carriere. Cette nouvelle à laquelle on ajoutait généralement foi à Hambourg, y avait causé le plus profond chagrin. Toutes les classes de la population de cette ville avaient témoigné de la maniere la plus éclatante la vive douleur qu'elles ressentaient de la perte d'un héros dont les talents et la valeur avaient anéanti les innombrables légions

de la France, vengé les injures de son Souverain, et frayé le chemin à la délivrance de l'Allemagne.

L'autre événement fâcheux dont nous avons à parler, est la perte qu'on annonce d'une bataille livrée par Buonaparté aux alliés dans les champs de Lutzen. Cette nouvelle ne se trouve à la vérité que dans le *Journal de l'Empire* du 7 ; le *Moniteur* et la *Gazette de France* du même jour n'en font aucune mention. Voici ce misérable article qui dérangerait pour le moment nos spéculations, sans pour cela détruire nos espérances.

Paris, 6 Mai.

" Nous apprenons dans le moment qu'il vient d'arriver à Paris un courier dépêché du champ de bataille devant Lutzen, le 2 Mai au soir. Il a circulé pendant tout le cours de son voyage, qu'il était parti au moment même où l'armée française, commandée par l'Empereur en personne, avait remporté la victoire la plus complette et la plus signalée sur l'armée Russe et Prussienne, commandée par l'empereur de Russie et le roi de Prusse en personne. Nous recevrons infailliblement avant peu les détails d'un événement aussi important et aussi glorieux.

Nous osons croire que cette défaite des alliés, telle qu'elle est rapportée, est ou sans fondement, ou au moins extrêmement exagérée. Une nouvelle d'une importance aussi prodigieuse dans les circonstances actuelles, aurait été annoncée au peuple de Paris au bruit du canon, et non par un paragraphe isolé dans un seul papier. En même temps il est constant qu'il devait y avoir une bataille générale : nous savions que le général Wittgenstein était à Leipzick, d'où Lutzen n'est qu'à dix milles de distance.

Il paraît, par des avis très-récents d'Héligoland, que Cuxhaven a été le 8 au matin, dans la possession d'un petit détachement français. Le comte de Bernstorff était de retour d'Angleterre à Héligoland, et était parti pour le Dannemarc. La

nouvelle que sa mission avait échoué avait répandu un peu de tristesse parmi les marchands d'Héligoland. On regardait Hambourg comme dans un état complet de défense. Les avis de Riga, du 20 Avril, portent qu'une force russe très-considérable consistant en infanterie et en cavalerie, avait passé par ce chemin quelques jours auparavant, se dirigeant sur l'Allemagne, et que depuis le 1er du mois jusqu'au jour où l'on écrivait, divers renforts avaient pris la même route.

On peut aisément concevoir l'anxiété avec laquelle nous attendons les nouvelles authentiques de cette bataille, car il ne nous paraît pas douteux qu'il n'y en ait eu une. En supposant même qu'elle eût été funeste aux alliés, il suffit de savoir que les Russes étaient commandés par Wittgenstein, et les Prussiens par Blucher; ces deux noms sont garants que si les Français ont remporté l'avantage dans ce premier choc, ils l'auront acheté bien cher. Il est beaucoup plus facile aux alliés de réparer les suites d'une première bataille perdue, qu'il ne le serait aux Français. Les adversaires de Napoléon se retirent sur leurs ressources, aidés et soutenus de toute la population jusqu'à 500 lieues en arriere d'eux. Ils peuvent former dix armées successives au besoin, et trouver constamment des renforts en route. D'ailleurs les Russes ont prouvé qu'ils savaient conduire une retraite aussi bien que livrer une bataille et diriger une poursuite. Cette bataille de Lutzen n'est, sans doute, que le commencement d'une série de combats qui vont être livrés presque journellement. Cette lutte doit être la derniere de toutes, *toto certandum corpore mundi.*

Un officier russe qui vient du continent avec des dépêches, a apporté la nouvelle que le comte de Wittgenstein a été nommé général en chef des armées russes à la place du feu prince de Smolensko.

Imprimé pour SCHULZE et DEAN, 13, Poland-St. Oxford-St. chez lesquels on peut souscrire.

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLXV.—*Le* 20 *Mai*, 1813.

FEUILLETONS DE GEOFFROI.

OPÉRA-COMIQUE IMPÉRIAL.

Le Camp de Sobieski, ou le Triomphe des Dames.

Les idées galantes et les images guerrieres s'allient bien ensemble; les plaisirs ne sont pas effarouchés par les armes: l'amour pénetre dans les camps, Mars et Vénus sont d'intelligence; les dames sont servies par les héros. L'Arioste ne sépare point les femmes des chevaliers dans le plan de son poëme; *le donne, li cavalieri.* Armide chez le Tasse, l'enchanteresse Armide enflamme le camp des chrétiens: le camp de Sobieski est le triomphe des dames.

Sobieski est peu connu par sa galanterie; il est célebre par son courage et par ses vertus: on ne parle point de ses amours et de ses maîtresses; mais la renommée publie ses conquêtes sur les Cosaques et les Tartares, ses victoires sur les Turcs. La postérité la plus reculée saura que le grand Sobieski fut le libérateur de Vienne, assiégée par des bataillons innombrables de Turcs, en 1683.

Pendant qu'il montait à cheval pour cette glorieuse expédition, son auguste épouse le regarduit en pleurant, et embrassait le plus jeune de ses enfants. Qu'avez-vous à pleurer, Madame? dit le moderne Hector à son Andromaque. Je pleure, lui répondit la reine, plus courageuse qu'Andromaque, je pleure de ce que cet enfant n'est pas en état de vous suivre comme les autres.

Sobieski partit avec une cavalerie brillante et une infanterie fort mal équipée; on lui en faisait honte: on lui conseilla d'attendre la nuit pour faire passer le pont de Vienne à des fantassins dont le costume était si délabré. Comment, dit Sobieski, c'est une troupe de héros! ils ont juré de ne jamais porter que les habits des ennemis: dans la derniere guerre, ils étaient tous vêtus à la turque.

Le premier soin de Sobieski fut de bien examiner avec sa lunette la position et les ouvrages de l'ennemi. Cet homme-là, dit-il, en parlant du visir, est fort mal campé; c'est un ignorant présomptueux; nous en aurons bon marché; il n'y aura pas grand honneur à cette affaire. En effet, le visir, après avoir perdu ses meilleurs postes, fut tellement effrayé des manœuvres de Sobieski, qu'il se retira avec précipitation, laissant ses tentes, ses bagages, et, qui pis est, l'étendard de Mahomet, qui valait bien l'étendard de Grenade. Je ne sais si l'étendard de Mahomet avait un porte-drapeau officiel, comme il y en avait un dans le royaume de

Grenade ; mais la grande différence entre le drapeau de Mahomet et celui de Grenade, c'est que celui de Mahomet se perd dans une défaite, au lieu que celui de Grenade se perd dans une victoire ; ce qui est étrange et tout-à-fait inouï, excepté à l'Opéra, ce pays des merveilles.

Le vainqueur trouva dans les tentes de l'ennemi plusieurs millions de ducats : ce butin ne parut pas indifférent à un roi de Pologne qui ne comptait pas les ducats par millions ; il fit part à sa femme de cette bonne fortune, et lui dit expressément dans sa lettre : j'espere que vous ne direz pas de moi ce que disent les femmes tartares de leurs maris, quand ils rentrent les mains vides : vous n'êtes pas des hommes, puisque vous revenez sans butin.

Le lendemain de la retraite des Turcs, le vainqueur fit chanter un *Te Deum*, et ce qu'il y a de particulier, c'est qu'il l'entonna lui-même : le lendemain d'une victoire, le général doit avoir le ton haut et la voix ferme. Au *Te Deum* succéda un sermon, et le prédicateur bien inspiré prit pour texte ces paroles de l'évangile : *Il fut un homme envoyé de Dieu, nommé Jean.* Ce texte eût produit encore plus d'effet, si on ne l'eût déjà employé pour un empereur grec, et pour Don Juan d'Autriche, après la bataille de Lépante.

Il y a loin du grand Sobieski de l'histoire, au Sobieski de l'Opéra-Comique. Le grand Sobieski se bat contre l'empire Ottoman ; le Sobieski de l'Opéra-Comique se bat contre Auguste, électeur de Saxe ; le grand Sobieski n'était pas galant, mais il était ferme et savait écarter les femmes de son camp. Le Sobieski de l'Opéra-Comique voudrait bien aussi, mais il ne peut pas éviter les femmes ; elles se glissent presque malgré lui dans son camp, et quand elles y sont, il n'en paraît pas trop fâché. Ces dames sont cependant la maîtresse d'Auguste, la princesse Théodora avec sa suivante : cette sui-

vante est même une héroïne qui a fait le coup de pistolet avec les hulans pour défendre la voiture de sa maîtresse, ce trait de bravoure plaît à Sobieski.

Au premier acte, la tente de Sobieski est fermée ; une bombe l'ouvre : un officier qui jouait aux échecs avec le roi, se leve tout troublé du bruit de la bombe ; le roi le fait rasseoir, et lui dit avec un flegme admirable : " Qu'a de commun la bombe avec votre jeu ? Le premier acte est le triomphe du roi ; le second, le triomphe des dames : leur triomphe est de plaire aux guerriers qui environnent Sobieski, de plaire à Sobieski lui-même, et d'obtenir tout ce qu'elles demandent.

Elles vont porter à Auguste un trésor renfermé dans un double fond de la caisse de la voiture. La princesse Théodora a vendu ses terres et ses bijoux pour secourir Auguste son amant : voilà le triomphe de l'héroïsme des dames. Ce qu'il y a de plus héroïque, c'est que l'amant que la princesse va secourir est un infidele qui a sacrifié son portrait à une rivale : c'est ce que lui apprend une lettre interceptée. Auguste est bien imprudent d'exposer aux hasards de la guerre des lettres aussi importantes.

Théodora, piquée contre son infidele, renonce au projet de l'aller voir ; mais elle demande, pour les femmes de la suite, la permission de se rendre au camp d'Auguste : on la lui accorde ; et la premiere suivante de la princesse réclame comme une justice qui lui est due, la liberté de faire ce voyage dans la précieuse voiture qu'elle a si glorieusement défendue : on ne peut pas refuser à cette amazone une si légere faveur. La princesse restée seule, ne s'occupe que du soin de servir son amant auprès de Sobieski. Le monarque polonais compte sur la défaite d'Auguste, sans argent et sans ressource. La princesse lui déclare qu'il vient de recevoir un grand renfort d'argent ; une lettre d'Auguste vient à l'appui de cette déclaration. Le

prince ennemi demande la paix et la liberté de Théodora; il fait connaître l'intention où il est de l'épouser. Sobieski lui accorde la princesse et la paix, et il ajoute que cette paix, ce n'est pas à Auguste, mais à la princesse qu'il l'accorde: trait extrêmement galant pour un prince tel que Sobieski.

L'ouvrage est semé de mots brillants, de saillies heureuses, de pensées ingénieuses, et de toutes les choses aimables dont on sait que l'auteur est prodigue. Mad. Belmont joue le rôle de la princesse Théodora avec beaucoup de dignité, d'aisance et de grâce; elle fait briller dans le dialogue son talent de comédie. La suivante est Mad. Boulanger, qui se distingue par sa gaieté, sa vivacité, et par les agrémens de son chant; les talents de ces deux actrices sont aussi le triomphe des femmes.

THÉATRE DE L'IMPÉRATRICE.

Premiere Représentation du Faux Imposteur, *premiere Représentation d'*Inès et Pédrille, *Reprise de* M. de Crac dans son petit Castel.

Un mouvement extraordinaire est imprimé à tout l'empire théâtral; les auteurs peuplent prodigieusement, les enfants nouveau-nés pleuvent de toutes parts: dans ce moment, en voilà dix de compte fait, sans ceux des petits théâtres. A l'Opéra, les Abencerrages qui commencent à vieillir; au Théâtre Français, l'Avis aux Meres, les Suites d'un Bal masqué, Ninus II; à Feydeau, le prince de Catane, le Mari de circonstance, les Deux Jaloux, le Camp de Sobieski; à l'Odéon en voilà deux à la fois. Le public encourage par une excessive indulgence, l'étonnante fécondité des auteurs; il adopte aveuglément tout ce qu'on lui donne. Je ne sais s'il faut féliciter la

littérature, et de cette indulgence du public, et de cette fécondité des auteurs qui la menacent d'un excès de population.

Des deux nouveautés de l'Odéon, la première surtout, le Faux Imposteur, n'a point eu à s'applaudir de l'indulgence du public : elle ne peut accuser que ses rigueurs ; on ne lui a pas même fait l'honneur de l'entendre. L'exposition de ce drame n'offrait aucun appât à l'attention des spectateurs ; les sifflets n'ont fait silence qu'au second acte pour recommencer leur vacarme au troisième. Il paraît qu'il s'agit de deux testaments : par l'un, le vieux comte Ladislas déshérite son fils en faveur de son petit-fils ; par le second, il rend à son fils ses droits à la succession d'un père. Le gouverneur du petit-fils, qui a des malversations à se reprocher, voudrait anéantir le second testament ; mais le fils du vieux comte Ladislas, déguisé sous un faux nom, parvient à faire valoir ce second testament qui le réhabilite, et il se met en possession de l'héritage de ses aïeux. Ce sujet pouvait être, au barreau, la matière d'une cause intéressante et célèbre ; il ne pouvait fournir au théâtre une jolie comédie.

Inès et Pédrille ont été mieux reçus, parce qu'on leur a trouvé plus de rapport avec la comédie qu'avec la chicane : il est vrai que c'est encore un éternel tuteur, une éternelle pupille ; mais enfin ces stratagèmes galants, pour émanciper une pupille, ont presque toujours quelque chose d'amusant. L'amour triomphe, les jeunes gens sont au comble de leurs vœux, le vieillard enrage : cela est d'un intérêt naturel et général, et des milliers de comédies rouleront encore sur ce fonds inépuisable. Léonore est au pouvoir de son oncle et de son tuteur Bernardille, riche marchand jouillier, qui veut l'épouser dans la semaine : il met auprès d'elle une duegne : la duegne est une jeune égrillarde

déguisée en vieille ; c'est la sœur de Pédrille, valet des plus dégourdis d'un jeune seigneur espagnol nommé don Léon, amant de Léonore : voilà la pupille en bonnes mains. Un grand obstacle s'oppose au bonheur des amants : la tante de don Léon fait venir pour l'épouser une certaine dona Elvire : Inès et Pédrille arrêtent dans leur conseil qu'on fera passer, auprès de la tante, Léonore pour dona Elvire ; et la ruse eût réussi sans une maudite lettre du père de dona Elvire, qui annonce que sa fille ne viendra pas épouser don Léon, attendu qu'elle est mariée. La bonne tante qu'on a voulu tromper, non-seulement s'apaise, mais finit par donner son neveu à la trompeuse Léonore. Le public n'a pas avalé ces invraisemblances sans faire la grimace : mais à l'exception de quelques sifflets, la chose s'est passée en douceur. L'auteur a été nommé ; c'est M. de Lestre, jeune homme déjà connu par plusieurs productions agréables.

Les sifflets ne sont pas de l'argent comptant, cela est vrai ; mais quand on est bien en argent comptant, on se moque des sifflets. Perrond n'a pas reçu, pour son bénéfice, autant d'argent comptant qu'on aurait pu l'espérer : les siffleurs étaient fort nombreux et les spectateurs assez rares. Les spectateurs qui avaient payé s'amusaient à siffler pour leur argent, ne trouvant pas de quoi applaudir.

Le spectacle a fini par M. de Crac dans son petit castel, gasconnade de Collin d'Harleville, où il y a de l'esprit et de la gaieté. Perrond et sa fille se trouvent là dans leur élément ; l'un et l'autre gasconnent à merveille ; mais on se lasse de tout, et même du jargon de la Garonne.

THÉATRE FRANÇAIS.

Alzire.

Alzire n'est pas une tragédie au courant du répertoire, et qui se joue habituellement; c'est une piece d'occasion que certaines actrices choisissent, parce qu'elles imaginent que le rôle d'Alzire est brillant. Ces actrices ne savent pas qu'il n'y a de rôle vraiment brillant au théâtre, que celui qui est intéressant: or, rien n'est moins intéressant que cette Américaine nommé Alzire, qui n'a point de caractere: elle est philosophe et elle ne l'est pas; elle a changé de religion par obéissance pour son pere, ce qui est une faiblesse peu philosophique. Le sublime de ce qu'on appelait philosophie sur la fin du dernier siecle, était de ne point avoir de religion; mais quand on était né dans une religion, il était honteux de l'abjurer par quelque motif humain. Combien de fois Voltaire n'a-t-il pas fait, même avec quelque ostentation, les actes les plus importants du christianisme, contre lequel il écrivait sans cesse! Alzire épouse, par l'ordre de son pere, celui qu'elle n'aime pas; elle déclare même à ce mari, afin qu'il n'en ignore, qu'elle a de l'amour pour un autre. On veut que ce soit là de la sincérité sauvage; ce n'est que de l'imprudence et de l'indiscrétion bourgeoise dans Alzire, qui ailleurs raisonne si doctement sur la morale et sur le dogme: il y a dans ce personnage un caractere mêlangé, équivoque et faux, qui nuit singulierement à l'intérêt, et par conséquent à l'actrice qui n'a pas la facilité de quelques lieux communs.

Mlle Régnier, qui vient d'être admise au nombre des pensionnaires du Théâtre Français, a paru dernierement dans le rôle d'Alzire: depuis l'inter-

ruption de ses débuts, elle n'a pas discontinué d'exercer son talent sous la direction d'un maître habile. Sa partie principale est l'intelligence : son débit est juste, elle entre bien dans le sens de ce qu'elle dit ; elle a de la tenue et de l'aplomp : on s'aperçoit qu'elle a beaucoup travaillé son organe, et qu'elle a singulierement adouci ce qu'il pouvait avoir de dur ; mais l'art n'augmente pas ; quelquefois il diminue la chaleur, l'énergie, l'expression, le sentiment, qualités naturelles qui sont du district de l'âme, que l'art regle et dirige, mais qu'il ne donne pas ; une plus grande habitude de la scene tragique, plus de sûreté et de confiance, pourront les développer dans Mlle Régnier.

Hamlet.

Surprise, tromperie, guet-apens : le public attendait Ninus, et c'est Hamlet qu'on lui a donné : les spectateurs seuls qui avaient lu l'affiche avant d'entrer, savaient à quoi s'en tenir. Au fond, la différence entre Hamlet et Ninus n'est pas grande ; mais Ninus est nouveau, Ninus est l'ouvrage d'un jeune homme auquel on prend un vif intérêt dans la société. Hamlet, vieux drame anglais, excite bien moins la curiosité. Qu'est il donc arrivé au roi d'Assyrie ? et pourquoi a-t il cédé la scene au prince de Dannemarc ? C'est un accident étranger au mérite de la tragédie nouvelle, qui vient arrêter brusquement le cours de ses prospérités. Ce qui lui fait du tort, ce n'est ni la bizarrerie de Ninus, qui commence par faire tuer son frere et son roi pour une femme, sans savoir s'il est aimé de cette femme et s'il peut l'avoir : le fait est qu'il ne l'a point, et qu'il ne la retrouve par hasard, dix ans après, que pour en être accablé d'injures. Ce n'est aussi ni

l'ineptie, ni le despotisme du tribunal établi par l'auteur dans un pays et dans un siecle où l'autorité royale était toute la justice ; ce n'est point le procès criminel de la reine condamnée à mort sans preuve, parce qu'elle ne nomme pas le criminel ; ce ne sont point en un mot, les attentats contre le bon sens et la vérité qui causent en ce moment la perte de Ninus : on l'aime avec tous ses défauts, ou plutôt ses défauts passent pour des beautés ; l'enthousiasme le place à côté des héros tragiques les plus aimables et les plus intéressants. Ce qui le tue, c'est la maladie de Batiste aîné, chargé du rôle du fidele Zorbas ; et malheureusement Colson ne peut le remplacer, car il est occupé lui-même à jouer dans la même piece le rôle d'un scélérat qui lui donne bien assez de fatigue, attendu que c'est le rôle le plus agissant.

L'Avis aux Meres.

Pendant que Ninus a abandonné le théâtre, chassé par la maladie de Baptiste aîné, l'*Avis aux Meres* y rentre après en avoir été assez longtemps banni par des indispositions d'une autre espece. L'Avis aux Meres est étincelant d'esprit, semé de scenes brillantes et de traits de mœurs ; le rôle de Mlle Mars est charmant : l'ouvrage manque d'action et d'ensemble ; on désirerait plus de naturel dans le dialogue.

Iphigénie en Aulide.

Mlle Régnier a joué le rôle d'Eriphile. Tout annonce que cette pensionnaire gagnera bien sa pension, et qu'on n'a pas dessein de la laisser dans l'oi-

sieté. Il faudrait du moins lui laisser faire tranquillement son ouvrage. Elle a reçu dans Alzire un coup de sifflet, deux ou trois dans Eriphile; ils sont évidemment dirigés par quelques passions haineuses et malveillantes: cependant ils ont produit un effet tout contraire à l'intention des siffleurs, celui de provoquer, en réparation de l'outrage, quelques applaudissements que l'actrice n'aurait peut-être pas obtenus par son seul talent.

THÉATRE DE L'IMPÉRATRICE.

Pygmalion, Opera seria d'un Acte, au Bénéfice de Mad. Sessi.

Cette célebre cantatrice qui, après avoir fait les délices de Naples, est venue embellir l'opéra seria de Paris, est vouée depuis long-temps aux rôles d'hommes, qu'elle rend avec beaucoup de vigueur et d'expression. Elle jouera le rôle de Pygmalion, très-favorable aux développements de la passion et à tous les agréments du chant: la musique est de Cimador, artiste peu connu en France, et qui n'a composé pour le théâtre que ce seul ouvrage.

La fable de Pygmalion est une charmante allégorie qui sert de voile à deux grande vérités: l'une que les auteurs sont amoureux fous de leurs ouvrages, l'autre, que le génie et l'art donnent la vie aux choses inanimées. Rousseau, de Geneve, imagina de faire parler Pygmalion dans un monologue dramatique coupé par les accompagnements de l'orchestre. Le monologue offre une grande prétention d'éloquence brûlante, qui dégénere en galimatias fatigant pour les auditeurs. L'acteur croit y briller; mais la bonne maniere de briller pour un acteur, sera toujours d'amuser et d'intéresser: la

olie amoureuse de Pygmalion amuse peu et n'intéresse point.

A l'acte de Pygmalion, on réunira, pour varier la représentation de Mad. Sessi, l'*Avis aux Jaloux*, petit opera buffa, et un duo de la composition de M. Paër. Cette représentation aura lieu le Mercredi 28.

Grand Concert Spirituel.

Il y a toujours beaucoup d'esprit dans ces concerts ; car ils attirent toujours beaucoup de monde: tout n'y est pas excellent sous le rapport de la musique, mais l'exécution ne laisse presque rien à désirer. On a distingué une symphonie concertante de cors des freres Collin ; un air de la Clémence de Titus de Mozart, très-bien chanté par Mad. Sessi ; un air de Mayer, embelli par les accents mélodieux de Mad. Barilli ; le récitatif et l'air de l'oratorio de M. Paër, *il Trionfo de la Chiesa*, exécutés par M. Porto ; et, plus que tout le reste, un nouveau concerto de violoncelle de M. Duport.

THÉATRE DU VAUDEVILLE.

Les Escamotages, Parodie des Abencerrages.

Il y a dans le nouvel opéra tant d'incidents qui prêtent à la plaisanterie, qu'il semble que la parodie était facile à faire, et d'un autre côté les travestissements burlesques imaginés par l'auteur, ont produit si peu d'effet, qu'il faut en conclure que cette parodie était fort difficile.

L'inimitié des deux tribus des Abencerrages et des Zégris n'a pu être parodiée ; celle des Zégris

a été transformée en vinaigriers, qu'on appelle *les Aigris*. La guerre de religion entre les Espagnols et les Sarrasins, est changée en un procès entre des aubergistes, pour deux pièces d'esprit-de-vin; à la place du drapeau perdu, c'est une femme qui s'appelle Mad. *Létendart*, hôtesse dans l'île de la Grenade; Almanzor, chef des Abencerrages, s'appelle *Ilmendort*. Lorsqu'il va plaider dans le procès des deux pièces d'esprit-de-vin, M. Létendart lui confie sa femme, à la charge de la ramener telle qu'il la lui donne. Ilmendort perd la femme en chemin; il est condamné à jeûner jusqu'à ce qu'elle soit retrouvée. La bonne amie d'Ilmendort lui apporte des gâteaux qu'il mange de bon appétit. Surpris en contravention par ses ennemis, on va peut-être le pendre, lorsque Mad. Létendart se retrouve dans un tonneau. Quelques-unes de ces bouffonneries ont fait rire, d'autres ont eu un succès moins heureux. Je reviens toujours à dire qu'on ne fait pas une bonne parodie d'un mauvais ouvrage: il y a quelque mérite à trouver le côté ridicule d'une situation pathétique; il y en a peu à tourner en ridicule ce qui est ridicule en effet. La pièce est de M. Henri Simon: il y a de l'esprit, de la gaieté et de jolis couplets; mais quelques amis des Abencerrages en ont troublé la fin.

CIRQUE OLYMPIQUE.

Les Arabes Bédouins.

Cette pantomime est bien conduite et très-intéressante; les incidents y sont variés et merveilleux sans trop sortir d'une certaine vraisemblance. Abulmar, chef d'une tribu d'Arabes, est proscrit par les Turcs; sa tête est mise à prix: il a un fils nommé

Zoraïm ; on ne sait trop pourquoi il veut que ce fils ignore sa naissance. Zoraïm se pousse à la cour d'Ismaël, pacha de Damas ; il fait la conquête de Zuléma, sœur du pacha ; mais il a un puissant rival dans Noureddin, général de l'armée ottomane, et un ennemi terrible dans le vieux chef des eunuques. Zoraïm et son pere Abulmar sont exposés aux plus grands dangers ; ils échappent par des moyens extraordinaires : Zoraïm fait tant de prodiges de valeur, rend de si grands services au pacha et à sa sœur, qu'il triomphe enfin des dédains du fier Ismaël qui lui accorde l'honneur de son alliance. Abulmar, prêt à perdre la tête, est sauvé par une irruption subite des Arabes sortant des coffres d'une caravane qu'ils avaient pillée : Noureddin est tué, et le Grand-Seigneur pardonne à Abulmar à condition qu'il se soumettra. Cette pantomime produit l'effet qu'on peut attendre de ces sortes d'ouvrages ; elle soutient jusqu'à la fin la curiosité du spectateur, sans la fatiguer et sans la laisser se refroidir. Les rôles d'Abulmar et de Zoraïm sont fort bien joués par les deux freres Franconi, et Mad. Franconi jeune représente Zuléma avec beaucoup de grâce et d'expression.

VARIÉTÉS.

Mademoiselle de la Fayette, *ou le Siecle de Louis XIII, par Mad. de Genlis, 2 vol. in-12.*

Le nom de la Fayette est du meilleur augure pour un roman : le premier ouvrage de ce genre dont notre littérature ait pu s'applaudir, fut composé par Mad. de la Fayette, à qui nous devons *la Princesse de Cleves* et *Zaïde ; la Princesse de Cleves* est un roman *historique*. On s'est beaucoup élevé contre cet artifice des romanciers, qui mêlent aux vérités de l'histoire les fables de leur imagination ; il est sûr que ce mélange n'est pas sans quelque danger ; et je crois que, suivant les principes de la saine critique, il faut, toutes choses égales d'ailleurs, préférer les romans de pure invention ; Mad. de Genlis nous en a donné plusieurs de cette espece ; cependant il est remarquable qu'on n'impose point aux poëtes ce même respect pour l'histoire dont on veut faire un loi aux romanciers : on permet à la poésie épique d'orner la vérité historique, et même de la dénaturer pour l'embellir ; il y a plus : c'est une des conditions expresses de l'*épopée* de ne point se séparer de l'histoire, et toutefois de l'étouffer sous un amas brillant de mensonges ingénieux, de fictions intéressantes ; la tragédie doit être également historique ; mais avec quelle liberté ! Des unités séveres auxquelles la muse tragique est asservie, deviennent la source des licences les plus hardies ; ce sont des regles inflexibles, qui exigent et qui obtiennent le sacrifice de l'exactitude et de la vérité des faits ; on crie contre les tragédies *romanesques*, et l'on déclame contre les romans *historiques* : ce qu'il y a de certain pour-

tant, c'est qu'il ne faut pas plus chercher à apprendre l'histoire dans les tragédies que dans les romans; ceux-ci sont, depuis long-temps, en possession de moissonner dans le champ de l'histoire : les fameux romans de Mlle de Scudéry n'étaient que des romans *historiques*, dans lesquels cette demoiselle défigurait galamment Hérodote et Tite-Live ; ne croyons donc pas que le roman *historique* ait été inventé de nos jours, comme paraissent l'insinuer quelques critiques, qui peut-être trouveraient ce genre moins blâmable, s'ils faisaient attention qu'il n'est pas nouveau ; et, après tout, l'histoire elle-même n'est-elle pas pour l'ordinaire un roman ? et dans quelle espece de composition littéraire les droits de la vérité sont-ils scrupuleusement respectés ? La poésie et l'éloquence n'ont-elles pas formé contre elle la plus ancienne comme la plus constante des conspirations ?

Il faut distinguer plusieurs genres de vérités, et il en est un que le roman *historique* ne doit jamais blesser : inventer des faits, altérer avec art ceux qui existent, créer des situations, imaginer des tableaux, tels sont les priviléges de l'écrivain qui établit sur l'histoire la base de ses fictions : mais il ne saurait trop respecter le caractere des temps qu'il veut peindre ; il ne saurait exprimer, avec une fidélité trop exacte, les diverses physionomies des personnages qu'il met en scene : c'est particulierement l'oubli de ce principe, qui a si fort décrié nos anciens romans. Mlle de Scudéry représentait *Caton galant, et Brutus dameret*, comme a dit Boileau ; Mad. de Genlis est bien éloignée d'un tel abus. Je n'ai jamais lu aucun de ses romans *historiques*, sans regretter qu'elle déploie, dans ces compositions mixtes, plusieurs des qualités qui constituent le grand historien : elle excelle surtout dans la peinture des portraits, et elle saisit, avec un art admirable, le coloris propre de chaque siecle ; tout le début de ce nouveau roman figurerait avec avantage

dans une histoire ; on y remarque de ces pensées qu'on aimerait à trouver sous la plume des historiens les plus profonds ; celle-ci, par exemple :

" Louis, encore enfant, et naturellement timide " et mélancolique, sentit trop la supériorité de la " reine sur lui : il est facile de dominer, sans leur " plaire, les caracteres faibles, indolents et farouches ; " mais on ne les charme point en les éblouissant ; " leur admiration n'est qu'une espece d'étonnement " mêlé de crainte, qui, loin de leur causer de l'en- " thousiasme, les embarrasse et les repousse : la " reine aurait pu subjuguer Louis ; mais elle n'avait " rien de ce qui pouvait l'attacher : Louis la trouva " belle, mais sa vivacité l'effraya."

Cela n'est il pas aussi juste, et aussi bien observé que neuf ?

Les personnes qui ont déjà lu ce roman, et qui est-ce qui ne l'a pas lu ? ne seront peut-être pas fâchées qu'on leur remette sous les yeux quelques-uns des traits qui les ont le plus frappées, comme, après avoir parcouru une galerie de tableaux, il en est de plus remarquables sur lesquels on se plaît à reposer sa vue et son admiration ; quel est l'historien qui aurait désavoué ce portrait de *Louis XIII* ?

" Il avait de la piété, de la droiture, des mœurs " irréprochables, de la *sensibilité*, de l'esprit, un " courage digne du fils de Henri-le-Grand, et même " des talents pour la guerre ; néanmoins il n'eut au- " cune des vertus domestiques qui assurent le bon- " heur intérieur. Il manqua à tous ses devoirs de fils, " d'époux, de frere, d'ami, et il ne fut ni un grand " prince, ni un bon roi, parce que, dans un souve- " rain, l'indolence et la faiblesse sont les plus fu- " nestes de tous les vices ; car la force est la qualité " la plus nécessaire dans celui qui s'engage à porter " un énorme fardeau : élevé au milieu des troubles

" et des factions, Louis ne connut de la royauté " que ses embarras et ses entraves. Il ne vit jamais " dans le pouvoir suprême que les inquiétudes de la " surveillance, et la fatigue du commandement. Il " avait reçu une mauvaise éducation ; parvenu à l'âge " où sa raison et le travail pouvaient en reparer la " négligence, il prit son ignorance pour de l'incapa- " cité ; ceux qui voulaient gouverner sous son nom, " se garderent bien de lui ôter cette idée, qui, d'ailleurs, " favorisait sa paresse ; car il aimait beaucoup mieux " se défier de ses lumieres, que d'essayer de vaincre " son inapplication : la renommée de Henri-le- " Grand, et l'admiration que l'on conservait pour sa " mémoire, au lieu de lui donner de l'émulation, " le jeterent dans une sorte de découragement. Les " modeles les plus éclatants ne sont pas toujours les " plus utiles ; ils éteignent l'ambition de surpasser, " la seule qui puisse inspirer de l'enthousiasme."

On ne pourrait reprendre, dans ce morceau, que le mot de *sensibilité*, terme vague qui contient le germe de la sorte d'intérêt que l'auteur veut appeler sur la personne de Louis XIII, dans le cours de l'ouvrage, et qui appartient plus au ton du roman qu'à celui de l'histoire.

On voit briller la même force de pinceau dans ce portrait de la duchesse de Chevreuse, dont le nom se trouve mêlé dans toutes les intrigues du temps.

" Cachant une profonde ambition et un goût passionné pour l'intrigue, sous les apparences de l'étourderie et de la légereté, elle avait seule le privilége de tout dire sans danger, et d'être inconséquente sans nuire : naturelle, indiscrete dans toutes les petites choses, son extérieur plein de charmes et sa conversation éloignaient toute défiance : mais elle savait garder les secrets importants ; la souplesse fut en elle un art particulier ; car elle ne lui fit

faire ni perfidie ni bassesse; elle eut, par la suite, des liaisons intimes dans tous les partis; elle les conserva toutes, les fit servir à ses desseins, et néanmoins elle ne trahit jamais une confidence ou un ami: ce fut par cette adresse qu'elle sut prendre un ascendant singulier sur le cardinal de Richelieu, en gagnant en même temps toute la confiance d'Anne d'Autriche, dont elle devint la favorite."

Je ne citerai du portrait de Mlle de la Fayette que le trait suivant, qui me paraît d'un goût exquis:

"..... Il est des qualités que l'on discerne dans une premiere entrevue: il en est d'autres qui ne se manifestent que par insinuation et à la longue: chacun est frappé de l'éclat d'un beau jour; mais on ne peut sentir et connaître qu'avec le temps l'heureuse influence d'un climat salutaire et d'un air pur: il en était ainsi des qualités admirables qui formaient le caractere de Mlle de la Fayette; nulle ombre, nul contraste n'en faisait paraître une plus frappante qu'une autre: il était impossible de ne pas trouver Mlle de la Fayette charmante: mais il fallait du temps et beaucoup de mérite pour découvrir toute sa supériorité."

. . . . . .

Ces morceaux, et plusieurs autres que je ne puis transcrire ici, tels que ceux où l'auteur analise avec profondeur, et peint avec rapidité toute la politique du cardinal de Richelieu, joints à une multitude infinie de vues, d'aperçus seulement indiqués, et de pensées de détail qui étincellent partout, décelent un talent bien au-dessus du genre dans lequel se jouent l'imagination féconde et la plume facile de Mad. de Genlis: de pareilles beautés honoreraient des compositions d'un autre ordre; aussi donnent-elles à des productions très-frivoles par elles-mêmes, et qui ne semblent destinées qu'à amuser un moment l'oisiveté, un intérêt et une importance tout-à-fait littéraire: la forme romanesque n'est

qu'un cadre, où Mad. de Genlis fait entrer toute la substance de l'histoire, tout l'acquis d'un esprit très-observateur, et toutes les richesses d'un style également flexible et ferme.

Mais à ne considérer même son ouvrage que sous le rapport de l'art du romancier, quelques défauts qu'on puisse d'ailleurs reprocher à cette production, il est impossible de ne pas être frappé du succès avec lequel l'auteur a surmonté un grand nombre de difficultés ; dans le sujet donné, toutes les situations successives qui devaient servir au développement des deux principaux caractères, étaient presqu'autant de problèmes à résoudre : il fallait les créer toutes, et les établir d'après des convenances qu'il n'était pas aisé de saisir et d'observer ; suivons le tissu du roman, en le dégageant des deux épisodes dont il est orné.

Mlle de la Fayette, élevée par une tante d'un esprit très romanesque, la comtesse de Brégi, dont l'histoire forme le premier épisode, est décidée à n'aimer jamais qu'un homme supérieur, un *grand homme*, et à repousser tout mérite médiocre ; cependant elle est appelée à la cour de Louis XIII, et le sort veut que ce roi, si éloigné des idées de perfection, dont l'imagination de Mlle de la Fayette est remplie, distingue cette demoiselle : elle méprisait et haïssait presque le roi avant de le connaître : la marquise de Beaumont, une de ses amies de couvent, attachée comme elle à la cour, prépare son cœur aux impressions qu'il doit recevoir : le roi, à qui Mlle de la Fayette n'avait point encore été présentée, la voit, dans une de ces circonstances qui rehaussent les attraits naturels d'une femme aimable, par tous les charmes de la vertu. Rien de plus touchant que le tableau de Louis XIII rencontrant à *l'Hôtel Dieu* qu'il visite, Mlle de la Fayette qui exerce, dans cet hôpital, les plus sublimes fonctions de la charité ; le roi était sur le point de pas-

tir pour aller combattre et repousser les Espagnols qui avaient pris *Corbie*. Il se montrait donc à Mlle de la Fayette sous le point de vue le plus avantageux pour lui ; et c'est ainsi que l'habile auteur ébauche, pour ainsi dire, leurs amours ; le retour du roi vainqueur ne fait qu'accroître les sentiments de Mlle de la Fayette, plus persuadée que jamais de la possibilité de faire un grand roi d'un prince qui revenait triomphant ; elle assiste avec lui à la première représentation du *Cid*. C'est une des peintures les plus vives et les plus intéressantes du roman : jusque là rien n'avait troublé le cours de cette passion naissante ; mais bientôt le comte de la Meilleraye, parent du cardinal de Richelieu, demande la main de Mlle de la Fayette ; elle refuse, et le ministre, à cette occasion, se ménage avec elle une entrevue, dans laquelle il se peint lui-même tout entier : sûr de la passion du roi, et indigné de ne pouvoir faire de Mlle de la Fayette un instrument de sa politique, il cherche à la perdre en armant la jalousie du prince. Louis XIII est persuadé que celle qu'il aime a une intrigue avec le comte de Soissons ; il découvre enfin par lui-même que des *rendez-vous* qui lui avaient été dénoncés, ne sont qu'une preuve de plus des hautes vertus de Mlle de la Fayette : sa passion s'en augmente ; des actes d'humanité pratiqués en commun serrent encore les liens qui les unissent ; le premier usage que Mlle de la Fayette fait de son ascendant sur l'esprit du roi, est tout en faveur de la reine à qui elle veut rendre le cœur de son époux ; les situations les plus délicates, les tableaux les plus intéressants se multiplient : le roi donne à son amante une fête mystérieuse où se fait entendre une romance dont voici le premier couplet qui peint bien le caractere de cette fête :

Pour oser offrir nos hommages
A la déité de ces bois,
Voilons ces chiffres, ces ombrages ;
Point d'éclat, point de bruit, adoucissons nos voix!
Elle est modeste autant que belle ;
L'éloge ne peut la flatter,
Et ce n'est jamais que loin d'elle
Qu'il est permis de la chanter.

Je ne puis que rappeler ici très-brievement au souvenir des lecteurs, et la scene de l'abbaye de Longchamp pendant un orage, et les couches de la reine, et les derniers progrès de la passion du roi, et la catastrophe du roman : quelle vérité dans les détails ! quelle finesse de pinceau ! quel trait que celui de Louis XIII voulant *se faire moine* quand Mlle de la Fayette se fait religieuse ! Je ne crains pas de repéter que Mad. de Genlis n'a montré nulle part plus de talent que dans ce dernier ouvrage, parce qu'elle n'a jamais eu l'occasion de déployer plus de sagacité, plus d'art, pour faire sortir du fond même des caracteres les faits et les circonstances qui servent à les développer ; je n'essayerai pas de justifier la longueur des deux épisodes ; je dois cependant faire observer qu'au mérite des peintures pleines d'intérêt qu'ils renferment, ils joignent celui de concourir à l'effet total, en contribuant pour beaucoup à pénétrer le lecteur de l'esprit du siecle, au milieu duquel l'auteur le transporte. J'ose affirmer que ce roman est une de ces productions où l'on découvre plus de choses à mesure qu'on a plus d'esprit, et l'esprit plus exercé.

QUESTION INTÉRESSANTE.

" L'Angleterre et la France sont en guerre de-
" puis longues années. Etait-ce donc à la France
" qu'il convenait à l'Angleterre de faire la guerre,
" ou bien au gouvernement français ?"

Cette question n'en fait pas une pour les publicistes anglais. De ce que le gouvernement français est une puissance de fait, il en est conclu que c'est une puissance de droit; et quoique le gouvernement britannique n'ait pas encore reconnu ce gouvernement, on voit qu'il incline en quelque sorte du côté des publicistes.

Sur cette question admettons, si l'on veut, avec les publicistes anglais, que le changement de gouvernement, n'importe par quelles voies il s'opère, suffit pour autoriser un gouvernement étranger à traiter avec celui qui l'a remplacé. Mais est-ce tout ? Et la sûreté de celui qui traite ne doit-elle pas au moins compter pour quelque chose ?

On a dit, et on redit encore, que le gouvernement français actuel, soit par ses principes élémentaires, soit par le caractere de ceux qui l'exercent, se montre incapable de toute relation de bon voisinage de commerce et d'amitié. Si donc un état de paix est impossible à maintenir avec lui, on sent alors dans quels embarras on se jette, en admettant le principe en question dans le sens le plus large et le plus absolu.

Dans l'état où est la France, et tant qu'elle sera gouvernée par son chef actuel, nul doute qu'il est de toute impossibilité de traiter de la paix avec elle.

La guerre est donc forcée et nécessaire ; et sur ce point, tout le monde est presque d'accord, et les publicistes anglais eux-mêmes.

L'espoir de la paix est donc interdit, s'il ne survient un changement de gouvernement en France, ou du moins le renversement de son chef, ce qui est à peu près la même chose.

Mais pour que ce vœu du monde entier, la paix, puisse se réaliser, il faut que le gouvernement qui va succéder à ce gouvernement turbulent et agitateur, soit un gouvernement disposé par essence et par caractere à la paix.

Or, quelle est l'espece de gouvernement, qui peut porter en lui les dispositions dont nous parlons ? Les malheureux Français ont épuisé toutes les formes de gouvernement. Ils n'ont fait que passer d'une tyrannie à l'autre. Dupes de leur prétendue science, ils ont été les jouets des plus misérables factieux. Depuis vingt ans, ils font la guerre au monde entier, et sont le fléau des nations. En ce moment, enfin, le peuple français présente au monde le spectacle le plus étrange. Il supporte patiemment la plus pénible adversité ; mais se rappelant combien de fois il a été trompé, il a le sentiment de sa misere, sans oser concevoir aucun moyen de la faire cesser.

Un gouvernement sage et paternel, voilà sans doute le remede à ses maux ! Hélas ! c'est celui qui doit encore procurer la paix à ce malheureux globe ! Et ce gouvernement, où le trouver ? Faut-il donc le dire ? Il est dans le fond des cœurs, dans le souvenir de la pensée : tout le désigne et tout y ramene. C'est le gouvernement de la légitimité.

Vainement les passions ambitieuses et usurpatrices se réveilleront-elles pour élever des obstacles au retour des principes. Il est une loi à qui tout cede, qui combat victorieusement pour ce retour, la

force et la nécessité. Les Français ne verront la fin de leurs malheurs, ils ne cesseront d'être le fléau et la terreur du genre humain que du moment qu'ils retourneront dans les bras de leurs souverains. C'est à ce retour qu'est attachée la fin de cette série épouvantable de folies et de crimes dont ils ont effrayé l'univers, et dont ils se sont punis eux-mêmes.

Le rétablissement de ce peuple au rang des nations civilisées tient donc au rétablissement de ses souverains. L'Europe veut la paix ; mais la paix ne reparaîtra pour elle qu'en apparaissant tout à la fois sur l'horison malheureux de la France.

Que cependant les Russes et leurs alliés, poursuivant leur carriere de triomphes, aient à prononcer sur le sort de la France ; toutes les nations ont à se plaindre de sa tyrannie. Toutes ont des vengeances à exercer et des haines à satisfaire, et malheureusement elles sont justes. Mais est-ce toujours le parti le plus sûr que celui de la vengeance ? Ce n'est pas toujours celui qui conduit à la paix ; et la paix, dit-on avec raison, est le besoin de l'Europe. Morceler la France, et en faire un partage, les malheureux Français méritent sans doute ce sort ignominieux. Mais entre quelles puissances se ferait ce partage de l'ancienne France ? L'Autriche y voudrait la plus grande part ; mais l'abjection de son gouvernement et la défection de la cause commune ne lui donnent-elles pas l'exclusion ? L'Espagne ? Lui convient-il d'étendre sa domination au-delà des Pyrénées ? La Hollande, les petites provinces d'Allemagne, les Suisses, le roi de Sardaigne ? Mais toutes ces puissances seraient hors d'état de contenir leurs nouveaux sujets, et l'habitude des factions que le gouvernement féroce de Buonaparté a assoupies, rendrait les Français redoutables à leurs nouveaux maîtres.

Un simple démembrement n'est pas plus sûr. Les mêmes difficultés subsistent ; et la France ne se trouverait pas ici dans le cas de la Pologne, entourée de trois grandes puissances agissant de concert, et sûres de donner la loi.

Un partage ou un démembrement ne sauraient donc atteindre le but avoué des puissances alliées, celui de la stabilité de la paix.

L'un et l'autre conviendraient encore moins à la Russie, son intérêt s'opposant à de nouveaux agrandissements des grandes puissances d'Allemagne, en même temps qu'il lui conseille de laisser subsister dans le Midi une grande puissance qui les contrebalance.

Mais tout ne repousse-t-il pas le conseil de la générosité ? Ce même besoin de la paix n'ordonne-t-il pas des représailles séveres contre une nation dangereuse par sa légereté et par sa turbulence, se passionnant jusqu'au délire pour des abstractions, et qui se fait un jeu cruel de la guerre et de tous ses fléaux ? La sûreté des nations n'exige-t-elle pas de la réduire à l'impossibilité absolue de troubler encore à son gré le repos du monde, et ne doit-elle pas reposer sur une sécurité pour l'avenir ? Cette objection est forte, vraie et juste : mais le plus sûr moyen de contenir une nation de ce caractere, n'est-il donc pas encore de la mettre sous la sauvegarde d'un gouvernement légitime ? Sous la sauvegarde d'un roi connu par ses vertus humaines et pacifiques, et dont le premier besoin sera d'étouffer les passions perturbatrices, et de faire oublier à la France qu'elle a été trop long-temps l'horreur du genre humain et le cloaque de tous les crimes ?

Renoncer à un partage, renoncer à un démembrement, et changer le gouvernement sans rappeler les Bourbons, ne serait pas sans doute d'une politique plus judicieuse. Quel gouvernement lui

substituer? On conserverait les formes monarchiques sans doute, mais la couronne serait placée sur la tête d'un prince étranger. En ce cas, c'est se condamner à maintenir ce gouvernement par la présence d'une force étrangere. C'est entretenir la guerre en voulant la paix. Mais encore comment justifier le dépouillement des princes légitimes, sans qu'ils aient jamais pu provoquer contr'eux les ressentiments de l'Europe? Conçoit-on d'avance les inconvénients, les désagréments et les embarras de cette situation, d'autant plus inquiétante qu'elle sera nécessairement très-prolongée?

En résultat, que prescrit donc une saine politique? Ce que la justice elle-même prescrit : le rétablissement des Bourbons. L'Europe a été jetée dans un abîme de miseres et de malheur, par la catastrophe épouvantable qui a renversé leur trône; il semble que la Providence attache à sa réédification la cessation de tant de malheurs et la paix du monde.

ANECDOTES.

Détails Additionnels, jetant un nouveau Jour sur la Retraite des Français de Russie.

Napoléon se tint constamment dans la retraite au milieu de sa garde. Et comme il prend toujours les plus grandes précautions pour ce qui concerne la sûreté de sa personne sacrée, quoiqu'il fût toujours entouré de ses fideles gardes, cependant il voyagea constamment dans la voiture du maréchal Berthier : la sienne suivait vide, à quelque distance, mais néanmoins sous forte escorte. Celle de Berthier n'était suivie que par une faible escorte, telle qu'il convenait à son rang. Les glaces de la voiture avaient été obscurcies de maniere à ce qu'on ne pouvait pas distinguer ni reconnaître ceux qui étaient dedans.

Les tableaux et autres objets précieux qui formaient la part de l'Empereur dans le butin général qui avait été fait à Moscou, étaient emballés sur neuf chariots, qui, sous la dénomination pompeuse de *trophées*, marchaient toujours à la tête des bagages impériaux. Ils étaient suivies de vingt-sept chariots portant le trésor impérial, et ceux-ci à leur tour étaient suivis par 80 chariots portant le bagage impérial. Le tout était sous l'inspection du général Bertrand. Les chevaux qui tiraient le trésor impérial se fatiguerent les premiers, et pour alléger leur charge on employa plusieurs chariots du seizieme bataillon du train. On avait donné à ces chariots, en raison de leur singuliere construction, le nom de *cometes*. On donnait tous

les soirs l'ordre de marche du *train impérial* pour le lendemain. Les noms particuliers des différentes divisions de chariots rendaient ces ordres du jour très-plaisants. Un jour, c'était aux *trophées* à marcher les premiers; un autre jour, c'était le tour des *cometes* telle heure, disait-on, les *trophées* partiront, ou bien les *cometes* iront au bivouac. Si dans la nuit on donnait l'alarme, alors *trophées* et *cometes* marchaient pêle-mêle, et les conducteurs des *trophées* étaient souvent sur le point de perdre de vue leur glorieuse charge, de dételer leurs chevaux, et de se mettre en sûreté par la fuite aux dépens de leurs *trophées*. Lorsque peu à peu la grande mortalité des chevaux se fit sentir, chaque nuit on mettait le feu à quelques-uns des chariots de la colonne du train impérial, mais ce brûlement s'exécutait toujours à une distance convenable du grand chemin, afin de prévenir les sarcasmes des spectateurs. Ainsi cette colonne se raccourcissait de jour en jour. Elle n'avait pas encore gagné Wilna, que tout l'équipage, *trophées*, etc., s'étaient dissipés en fumée, triste emblême de la vanité de la gloire humaine. Il ne fut sauvé qu'une très-petite partie du trésor. Les *trophées* avaient été obligés de donner leurs chevaux pour accélérer la marche des *cometes*.

On trouve dans un rapport fait par le ministre Mollien au comte Daru, le 4 Janvier dernier, le compte de ce que devint le trésor impérial. Il est dit dans ce rapport que sur 5,209,245 francs 34 centimes, la somme de 3,209,245 fr. 34 cent. avait été perdue; et que sur la route de Wilna à Konigsberg, sur une somme de 10,919,455 francs, la somme de 6,813,295 francs 18 centimes avait été pillée, et qu'ainsi il paraît que sur une somme totale de 16,128,700 francs, il n'a

été sauvé que 6,106,159 francs. Le ministre Mollien dit dans son rapport, que le trésor avait été pillé par les traînards français, et qu'il avait déjà chargé le général Bertrand d'instituer les enquêtes nécessaires pour découvrir le corps d'armée auquel ces traînards appartenaient. Il dit en outre qu'il a l'espérance bien fondée de trouver les coupables, parce qu'un grand nombre d'individus doivent avoir pris part au vol de sommes aussi considérables. Il ajoute que, quoique le trésor doive renoncer pour le présent au recouvrement de ces sommes, il pourra en être indemnisé par la suite, ces sommes devant être portées au compte du corps auquel appartenaient les traînards qui avaient commis le vol. Ces déductions auraient été très-justes, mais la presque totalité de ces corps doit être porté en compte en déduction de la masse de la population de l'Europe, et le ministre Mollien regardait sans doute d'avance les arriérés dus à ces corps comme formant une balance suffisante pour punir le vol et le crime. Peut-être même, dans ce cas, le trésor a-t-il encore gagné beaucoup.

Entre Smolensk et Krasnoy, le prétendu roi de Naples brûla de sa propre main une grande partie de ses équipages, et il jeta jusqu'à son argenterie dans les flammes. Il remuait le feu lui-même avec un long bâton pour faire brûler plus rapidement ce qu'il voulait détruire; et lorsque les soldats s'approchaient de tous côtés pour tâcher de sauver à leur profit quelques articles des flammes, il donnait des coups de son bâton tout brûlant à ceux qui avançaient le plus, ce qui ne les empêcha pas de piller une grande partie de ces objets. Les soldats emporterent entr'autres ses belles housses. Ils se les affublerent sur les épaules, et ainsi chandement couverts, ils se mirent en marche en faisant

des farces. Cependant ces housses, avec leurs garnitures en or, ne tardaient pas à changer de maître, et à être rendues à leur premier usage. Ce ne sont pas des rois qui s'en servent aujourd'hui, mais on peut les voir sur les chevaux des cosaques.

Pour preuve que la chair de cheval était la nourriture favorite de la Grande-Armée pendant sa retraite, on peut assurer que la suite même de l'Empereur ne dédaigna pas d'en faire usage et même une assez forte consommation. Après la prise de Viasma, au commencement de la retraite, on trouva dans cette ville plusieurs maisons marquées à la craie : *maison de l'Empereur*, et l'on découvrit dans chacune d'elles un cheval découpé, dont les morceaux les plus durs et les moins appétissants avaient pourtant trouvé des amateurs.

L'armée française comptait si bien que son expédition en Russie serait une expédition de conquêtes, qu'elle traînait à sa suite des bataillons entiers de charpentiers, de briquetiers, de maçons, de menuisiers, etc., pour être employés à bâtir de nouvelles villes. On avait, dans toute l'Allemagne et surtout en Saxe, mis en réquisition pour la Grande-Armée plusieurs centaines de jardiniers. Ils voyaient déjà en imagination les déserts de l'Asie transformés en vergers et en jardins potagers. Pendant sa courte résidence d'automne à Moscou, l'Empereur eut autre chose à faire qu'à songer à bâtir de nouvelles villes et de nouveaux villages, et les déserts furent condamnés à rester des déserts. Dans les entrefaites, les pauvres jardiniers sans emploi, au lieu de planter, greffer et semer, se mirent à détruire et à piller les beaux jardins, les belles maisons de plaisance de Moscou et des environs, et

bivouaquaient ordinairement auprès d'un feu qu'ils avaient composé des débris des serres chaudes. Les maçons et charpentiers, au lieu de bâtir, furent employés à creuser des mines sous les murs antiques et sacrés du Kremlin pour les faire sauter. Etrange perversion des services auxquels était destinée cette tourbe d'artistes et d'ouvriers ! On peut en dire autant de tout le plan des chefs de l'expédition, et de l'issue de la campagne, dont c'était sans doute un pressentiment involontaire qui avait fait dire à Berthier dès le 11 Juin dans une lettre au Roi de Westphalie, qui fut interceptée. " Comme vous " exécutez, Sire, de travers toutes les instructions " qu'on vous donne, il est impossible que tout n'aille " pas de travers." Il faut convenir que le maréchal prophétisait dès lors d'une maniere merveilleuse, et qu'il lisait mieux dans l'avenir que son souverain, qui prédisait dans ce temps-là même l'accomplissement des destinées de la Russie, et faisait part avec tant de bonacité de ses rêves à l'Europe étonnée.

Un architecte français ne faisait que d'arriver à Wilna, lorsqu'il reçut tout-à-coup, au commencement d'Octobre, l'ordre de rassembler tous les charpentiers, mâçons et peintres, qui n'appartenaient pas à l'armée, et de se rendre en toute hâte à Moscou. L'architecte fait tous ses préparatifs avec autant de zele que d'éclat, et dit à tous ceux qui voulaient l'entendre, qu'on le faisait venir pour rebâtir Moscou. Plusieurs personnes enviaient le sort de ce mortel fortuné, et dans le fait il faut convenir que sa destination avait quelque chose de gigantesque. L'architecte partit, tout rayonnant de bonheur, avec ses compagnons ; mais il n'était pas encore arrivé à Minsk que lui et toute sa bande étaient au pouvoir des Cosaques, et maintenant ils ont tout

le temps de réfléchir à loisir sur les plans des édifices qu'ils projetaient.

L'Empereur des Français après avoir tranquillisé par le 29e bulletin tous ceux d'entre les Français qui n'avaient pas pris part à la croisade de Moscou, leur avoir présenté de bonnes plaisanteries sur les victoires, la gloire et les souffrances de l'armée, et avoir pénétré l'Europe de mépris pour les Cosaques, partit d'abord de Malodeschnie pour Paris. Il passa la nuit à Oshmiana, espérant y être en sûreté contre les attaques des Cosaques. Soudain on entend quelques Cosaques qui entrent au grand galop dans cette petite ville. Ils descendent dans la rue où logeait l'Empereur. Celui-ci effrayé par le bruit imprévu qu'il entend, se leve et éteint vîte les chandelles qui brûlaient dans son apartement. (Ainsi l'on ne dira plus que son étoile n'a jamais pâli; ou bien l'on conviendra au moins qu'elle ne jetait alors qu'une très-faible lueur). Les Cosaques passent alors devant le palais impérial sans s'y arrêter, pour aller attaquer et piller une maison où ils voyaient des lumieres et des officiers; et ce ne fut qu'après qu'ils se furent retirés avec le butin qu'ils avaient fait, que Sa Majesté monta à cheval et continua sa route.

La retraite des Français fut long-temps inconnue aux habitants de Wilna, ainsi que chacun peut l'affirmer. Au moins ne la regardaient-ils pas comme une retraite, mais bien comme un mouvement sur Smolensk pour se rapprocher de Pétersbourg. Tout à coup on leur dit que Buonaparté allait arriver dans quelques heures. M. Bignon ne manqua pas de leur annoncer l'arrivée de l'Empereur comme une marque de ses faveurs particulieres

pour leur ville, et il donna ordre de recevoir son maître avec les réjouissances d'usage. Les magistrats n'avaient pas encore mis leurs robes de cérémonie, les drapeaux des corporations n'avaient pas encore été déployés, lorsque soudain la nouvelle arriva que l'Empereur venait de passer dans les faubourgs et avait pris la route de Kówno. Chacun se mit à courir vers la rue par où l'on disait que l'Empereur avait passé, et personne ne savait comment expliquer une apparition et une disparition aussi soudaine. La confusion et la terreur étaient générales. Les autorités françaises disaient que c'était le duc de Vicence, et non pas Napoléon, qui avait passé, mais cette déception ne dura pas long-temps. Son escorte avait consisté en 200 cavaliers, ou environ, de la garde napolitaine et des hulans polonais ; mais cette escorte ne pouvant plus lui tenir compagnie, avait été laissée à quelques milles en avant de Wilna ; et il n'y avait eu que quelques officiers en état de le suivre. Ce sont ces officiers que le 29 bulletin mentionne comme membres de l'escadron sacré qui entourait l'Empereur. Ces restes *sacrés*, lorsque leurs chevaux furent fatigués, se jeterent dans des traîneaux de paysans, et ne virent pas une seule fois ensuite leur Empereur.

(La suite au Numéro prochain.)

BULLETINS FRANÇAIS.

Journaux de France.

Paris, le 7 Mai.—Sa Majesté l'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation de l'armée au 1er de Mai :

L'Empereur avait porté son quartier-général à Weissenfels ; le vice-roi avait le sien à Mersebourg ; le général Maison était entré à Halle ; le duc de Raguse avait son quartier-général à Naumbourg ; le comte Bertrand était à Slosshen : le duc de Reggio avait son quartier-général à Jéna. Il a beaucoup plu le 30 Avril. Le 1er Mai, le temps a été meilleur. Trois ponts avaient été jetés sur la Saale, à Weissenfels. On avait commencé des ouvrages de campagne à Naumbourg, et jeté trois ponts sur la Saale. Quinze grenadiers du 13e de ligne, qui étaient entrés à Jéna et Saalfeld, furent entourés par 96 hussards Prussiens. Le commandant, qui était un colonel, s'avança en disant "Français, rendez-vous ;" le sergent le tua. Les autres grenadiers se formerent en peloton, tuerent 7 Prussiens, et les hussards s'en allerent plus vite qu'ils n'étaient venus. Les différentes parties de l'ancienne garde sont réunies à Weissenfels ; le général de division Raguet les commande. L'Empereur a visité les avant-postes, malgré le mauvais temps. S. M. jouit d'une excellente santé.—Le premier coup de sabre qui a été donné au renouvellement de cette campagne, à Weimar, a emporté l'oreille du fils du major-général Blucher. C'est par un maréchal de logis du 10e de hussards que ce coup a été donné. Les habitants de Weimar remarquent que le premier coup de sabre donné en 1806 à Saalfeld, et qui tua le prince Louis de Prusse, fut donné par un maréchal des logis du même régiment.—*(Moniteur, du 8 Mai.)*

Sa Majesté l'Impératrice Reine a reçu les nouvelles suivantes de la situation de l'armée au 2 Mai, à neuf heures du matin :

Le 1er Mai, l'Empereur monta à cheval à 9 heures du matin, avec le prince de la Moskwa. La division du général Souham se mit en mouvement vers la belle plaine qui commence aux hauteurs de Weissenfels, et s'étend jusqu'à l'Elbe. Cette division était formée en 4 carrés de 4 bataillons, chaque carré étant à 500 toises de l'autre, avec 4 pieces de canon. Derriere les carrés était la brigade de cavalerie du général La-

riboissiere, sous les ordres du comte Valmy, qui venait d'arriver. Les divisions Girard et Marchant vinrent ensuite en échelons, et se formerent de même que la division de Souham. Le duc d'Istrie était sur la droite, avec toute la cavalerie de la garde. Les dispositions suivantes furent faites à onze heures: le prince de la Moskwa, en présence d'une nuée de cavalerie ennemie, qui couvrait la plaine, se mit en mouvement sur le défilé de Poserna. L'ennemi occupait sur les hauteurs du défilé une des plus belles positions qu'on puisse voir; il avait six pieces de canon, et présentait trois lignes de cavalerie. Le premier carré passa le défilé au pas de charge, au milieu des cris de "*Vive l'Empereur!*" long-temps réitérés sur toute la ligne. Il s'empara de la hauteur. Les 4 carrés de la division Souham passerent le défilé. Deux autres divisions de cavalerie vinrent alors renforcer l'ennemi, avec 20 pieces de canon. La canonnade devint vive. L'ennemi plia de toutes parts. La division Souham marcha sur Lutzen; celle de Girard se dirigea vers la route de Pegau. L'empereur, voulant renforcer les batteries de cette derniere division, envoya 12 pieces de la garde, sous les ordres du général Drouet, son aide-de-camp, et ce renfort fit des prodiges. Les rangs de la cavalerie ennemie furent rompus par la mitraille. Au même instant le vice-roi déboucha de Mersebourg, avec le 11e corps, commandé par le duc de Tarente, et le 5e, commandé par le général Lauriston. Le corps de Lauriston était à la gauche, sur la grande route de Mersebourg à Leipsic; celui du duc de Tarente, où le vice-roi était, sur la droite. Le vice-roi, ayant entendu la vive canonnade qui avait lieu à Lutzen, fit, presque en même-temps, un mouvement vers la droite de l'empereur, au village de Lutzen. La division Marchant et successivement celles de Brenier et de Ricard, passerent le défilé, mais l'affaire était finie lorsqu'elles entrerent dans la ligne. Ainsi 15,000 hommes de cavalerie furent chassés des plaines par le même nombre d'infanterie. C'était le général Winzingerode qui commandait ces trois divisions, dont une était celle du général Lanskoy. L'ennemi ne déploya qu'une division d'infanterie. Devenu plus prudent depuis la bataille de Weissenfels, et étonné du bel ordre et du sang froid de notre marche, il n'osa approcher aucune partie de notre infanterie, et il fut écrasé par notre mitraille. Notre perte se monte à 33 hommes tués et 55 blessés, dont un chef de bataillon. Cette perte peut être considérée comme extrêmement légere, en comparaison de celle de l'ennemi, qui eut 3 colonels, 30 officiers et 400 hommes tués ou blessés, outre un grand nombre de chevaux; mais, par une de ces fatalités dont l'histoire de la guerre est remplie, le premier boulet de canon tiré dans ce jour, frappa le duc d'Istrie (Besieres) au poignet, lui fracassa le côté et le tua roide. Il s'était avancé à 50 pas de ses tirailleurs, pour

reconnaître la plaine. Ce maréchal, qui avait de justes droits aux titres de brave et d'honnête homme, était aussi recommandable par son coup-d'œil militaire et sa grande expérience à faire manœuvrer la cavalerie, que par ses qualités civiles et son attachement pour l'Empereur. Sa mort au champ d'honneur est la plus digne d'envie ; elle a été si prompte qu'elle ne doit pas avoir été douloureuse. Il est peu de pertes qui eussent pu toucher plus vivement le cœur de l'Empereur ; l'armée et toute la France partageront le chagrin que S. M. en a éprouvé. Le duc d'Istrie, depuis les premieres campagnes d'Italie, c'est-à-dire depuis seize ans, avait toujours, sous différents grades, commandé la garde de l'Empereur, qu'il a suivi dans toutes ses campagnes et batailles.—Le sang-froid, la bonne volonté et l'intrépidité des jeunes soldats, étonnent les vétérans et tous les officiers ; c'est une preuve de l'axiome " qu'aux âmes bien nées, la valeur n'attend pas le nombre des années." Dans la nuit du 1er au 2, l'Empereur avait son quartier-général à Lutzen ; le vice-roi est à Markraustedt ; le prince de la Moskwa est à Kara, et le duc de Raguse à Poserna. Le général Bertrand était à Stohssen ; le duc de Reggio en marche sur Naumbourg. A Dantzic, la garnison a obtenu de grands avantages, et a fait une sortie avec tant de succès, qu'elle a pris un corps de 3000 Russes.—Il paraît aussi que la garnison de Wittenberg s'est distinguée, et que dans une sortie elle a fait beaucoup de mal à l'ennemi.—Une lettre en chiffres qui vient d'être reçue de la garnison de Glogau, est conçue en ces termes :—" Tout va bien ; les Russes ont fait plusieurs tentatives sur cette place ; ils ont toujours été repoussés avec beaucoup de perte ; nous sommes bloqués par 3 à 4000 hommes, quelquefois plus, quelquefois moins. La tranchée a été ouverte ; pendant deux jours ; le feu de nos batteries les a forcés de renoncer à leur projet.—Glogau, le 13 Avril, signé, le général Laplane.

Sa Majesté l'Impératrice Reine et Régente a reçu des nouvelles de l'Empereur, du champ de bataille, à deux lieues en avant de Lutzen, le 2 Mai, à 10 heures du soir, au moment où l'Empereur s'était jeté sur un lit pour prendre du repos. L'Empereur informe Sa Majesté qu'il a remporté la victoire la plus complete sur l'armée Russe et Prussienne, commandée par l'Empereur Alexandre et le roi de Prusse en personne ; que dans cette affaire il a été tiré plus de 150,000 coups de canon ; que les troupes se sont couvertes de gloire, et que malgré l'immense infériorité de cavalerie que l'armée française avait, la bonne volonté et le courage qui caractérisent les Français ont

suppléé à tout. L'ennemi a été vivement poursuivi. Aucun maréchal ni aucune personne de la maison de l'Empereur n'ont été tués ni blessés.

Paris, le 8 Mai.—Sa Majesté l'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de l'armée:

Les batailles de Weissenfels et Lutzen n'ont été que le prélude d'événements de la plus haute importance. L'Empereur Alexandre et le roi de Prusse, qui étaient arrivés à Dresde, avec leurs forces, dans les derniers jours d'Avril, ayant appris que l'armée française avait débouché de la Thuringe, formerent le plan de livrer bataille dans les plaines de Lutzen; mais ils furent prévenus par la rapidité des mouvements de l'armée française: cependant ils persisterent dans leurs projets, et résolurent d'attaquer l'armée, pour la déloger des positions qu'elle avait prises. Voici quelle était la position de l'armée française le 2 Mai, à 9 heures du matin:—La gauche de l'armée était appuyée sur l'Elster; elle était commandée par le vice-roi, ayant sous ses ordres le 5e et le 11e corps. Le centre etait commandé par le prince de la Moskwa, au village de Kara. L'Empereur, avec la jeune et la vieille garde, était à Lutzen. Le duc de Raguse était au défilé de Poserna, et formait la droite avec ses trois divisions. Le général Bertrand, commandant le 4e corps, marchait vers ce défilé. L'ennemi débouchait et passait l'Elster aux ponts de Zwenkau, Pegau et Zeist. L'Empereur, espérant le prévenir dans son mouvement, et croyant qu'il ne pourrait pas attaquer avant le 5, fit avancer le général Lauriston, dont le corps formait l'extrême gauche, pour marcher sur Leipsic, afin de déconcerter les projets de l'ennemi, et placer l'armée française pour la journée du 5 dans une position toute différente de celle où l'ennemi avait compté la trouver, et dans laquelle elle était réellement le 2, et par ce moyen porter la confusion et le désordre dans ses colonnes. A neuf heures du matin, S. M. ayant entendu une canonade du côté de Leipsic, s'y porta au grand galop. L'ennemi défendait le petit village de Fartenau et les ponts en avant de Leipsic. S. M. n'attendait que le moment où ces deux dernieres positions seraient emportées, pour mettre toute son armée en mouvement dans cette direction, la faire pivoter sur Leipsic, passer sur la rive droite de l'Elster, et prendre l'ennemi à revers; mais à dix heures, l'armée ennemie déboucha vers Kara, en plusieurs colonnes extrêmement profondes; l'horizon en était obscurci. L'ennemi présenta des forces qui paraissaient immenses. L'Empereur fit aussitôt ses dispositions. Le vice-roi reçut l'ordre de marcher sur la gauche du prince de la Moskwa; il ne fallait que trois heures pour exécuter ce

mouvement. Le prince de la Moskwa mit ses troupes sous les armes, et avec cinq divisions soutint le combat, qui au bout d'une demi-heure devint terrible. Sa Majesté elle-même marcha à la tête de la nouvelle garde derriere le centre de l'armée, soutenant la droite du prince de la Moskwa. Le duc de Raguse, avec ses trois divisions, occupait l'extrême droite. Le général Bertrand avait reçu l'ordre de déboucher sur les derrieres de l'ennemi, au moment où la ligne serait le plus fortement engagée. Il plut à la fortune de couronner ces dispositions du plus brillant succès. L'ennemi, qui paraissait être certain du succès de son entreprise, s'avança pour attaquer notre droite et gagner la route de Weissenfels. Le général Compans, général de bataille du premier mérite, à la tête de la premiere division du duc de Raguse, l'arrêta tout court. Les régiments de marine soutinrent plusieurs charges avec sang-froid, et joncherent le champ de bataille de la meilleure cavalerie de l'ennemi. Mais les grands efforts de l'infanterie, de la cavalerie et de l'artillerie furent dirigés contre le centre. Des cinq divisions du prince de la Moskwa, quatre étaient déjà engagées. Le village de Kara fut pris et repris plusieurs fois. Ce village étant resté au pouvoir de l'ennemi. Le comte de Lobau ordonna au général Ricard de reprendre ce village : il fut repris.

La bataille embrassait une ligne de deux lieues, couverte de feu, de fumée et de nuages de poussiere. Le Prince de la Moskwa, le général Souham, le gén. Girard, étaient partout, faisant tête à tout, et ils furent atteints de plusieurs balles. Le général Girard voulut rester sur le champ de bataille ; il dit qu'il voulait mourir en commandant et dirigeant ses troupes, parce que le moment était arrivé où tous les Français qui avaient du cœur devaient vaincre ou mourir. Cependant nous commençâmes à voir de loin la poussiere et entendre le premier feu du corps du général Bertrand ; et le Duc de Tarente attaquait la droite de l'ennemi, et arrivait au village sur lequel l'ennemi avait sa droite appuyée. Dans ce moment l'ennemi redoubla ses efforts sur le centre ; le village le Kara fut repris ; notre centre fléchit ; quelques bataillons se débanderent ; mais cette vaillante jeunesse, à la vue de l'Empereur, se rallia en criant " Vive l'Empereur !" Sa Majesté jugea que le moment critique qui décide de la perte ou du gain des batailles était arrivé ; il n'y avait plus un moment à perdre. L'Empereur ordonna au Duc de Trévise de marcher avec 16 bataillons de la nouvelle garde au village de Kara, de culbuter l'ennemi, de reprendre le village, et de renverser tout ce qui s'y trouverait. En même temps, S. M. ordonna au général Drouet, son aide-de-camp, officier d'artillerie de la plus grande distinction, de former une batterie de 80 pieces, et de la placer en avant de l'ancienne garde, qui était formée en échelons, comme quatre

redoutes, pour soutenir le centre; toute notre cavalerie rangée en bataille derriere. Les généraux Dulaulay, Drouet et Desvaux partirent au grand galop avec leurs 80 pieces dans le même groupe. Le feu devint terrible; l'ennemi plia de tout côté. Le Duc de Trévise s'empara du village de Kara, culbuta l'ennemi, et marcha en avant au pas de charge. La cavalerie, l'infanterie et l'artillerie de l'ennemi, tout se retira. Le général Bonnet, commandant une des divisions du duc de Raguse, reçut l'ordre de faire un mouvement sur Kara, par sa gauche, pour soutenir le succès du centre; il essuya plusieurs charge de cavalerie; pendant ce temps le général comte Bertrand s'avança et entra dans la ligne. Ce fut en vain que la cavalerie de l'ennemi voltigea autour de ses carrés; sa marche n'en fut pas ralentie. Pour le rejoindre plutôt, l'Empereur fit faire un changement de front, pivotant sur Kara. Toute la droite fit un changement de front, l'aile droite en avant. L'ennemi prit alors la fuite, et nous le poursuivîmes jusqu'à une lieue et demie de distance; nous arrivâmes promptement sur les hauteurs qui avaient été occupées par l'Empereur Alexandre et le Roi de Prusse, et la famille de Braudenbourg, durant la bataille. Un officier qui y fut fait prisonnier nous informa de cette circonstance. Nous avons fait plusieurs milliers de prisonniers. Le nombre n'a pas pu être plus grand, vu l'infériorité de notre cavalerie, et le désir que l'Empereur a montré de la ménager.— Au commencement de la bataille, l'Empereur a dit aux troupes: "C'est une bataille comme celles d'Egypte; une bonne infanterie, soutenue par l'artillerie, doit la suffire."—Le général Gourrié, chef de l'état-major du Prince de la Moskwa, a été tué, mort digne d'un si bon soldat! Notre perte monte à 10,000 hommes, tués et blessés. Celle de l'ennemi peut être estimée à 25 ou 30,000 hommes. La garde du Roi de Prusse est détruite. La garde de l'Empereur de Russie a souffert considérablement, et les deux divisions du 10e régiment de cuirassiers Russes sont détruites. Sa Majesté ne peut donner assez d'éloges à la bonne volonté, au courage et à l'intrépidité de l'armée. Nos jeunes soldats n'ont envisagé aucun danger. Ils ont montré dans cette grande occasion toute la noblesse du sang français. Le chef de l'état-major dans son rapport, mentionne les belles actions qui ont illustré cette grande journée, qui comme un coup de tonnerre a pulvérisé les espérances chimériques et tous les calculs sur la destruction et le démembrement de l'Empire. Les multitudes rassemblées par le Cabinet de St. James durant tout un hiver, sont détruites en un instant, comme le nœud gordien, par l'épée d'Alexandre. Le Prince de Hesse-Hombourg a été tué. Les prisonniers disent que le jeune Prince Royal de Prusse est blessé, et que le Prince de Mecklenbourg-Strelitz est tué. L'infanterie de la vieille garde, dont six bataillons seulement sont arrivés, a soutenu l'affaire par sa présence, avec ce sang-froid

qui la caractérise : elle n'a pas tiré un coup de fusil. La moitié de l'armée n'a pas été engagée ; car les quatre divisions du corps du général Lauriston n'ont fait autre chose qu'occuper Leipsic : les trois divisions du corps du Duc de Reggio étaient encore à deux jours de marche du champ de bataille. Le comte Bertrand a chargé seulement avec une de ses divisions, et si légèrement qu'elle n'a pas perdu 50 hommes ; ses 2e et 3e divisions n'ont pas donné du tout. La 2e division de la nouvelle garde, commandée par le général Barrois, était à cinq jours de marche ; il en était de même de la moitié de la vieille garde, commandée par le général Decowe, qui alors n'était encore qu'à Erfurt. Le corps du Duc de Bellune était aussi à trois jours de marche du champ de bataille. Le corps de cavalerie du général Sébastiani, avec les trois divisions du Prince d'Eckmuhl, était sur les bords de l'Elbe. L'armée alliée, forte de 160 à 200,000 hommes, et commandée par les deux Souverains, avec beaucoup de Princes de la Maison de Prusse, a été ainsi défaite et mise en déroute par moins de la moitié de l'armée Française. Le champ de bataille offrait le spectacle le plus affreux ; les jeunes soldats, en voyant l'Empereur, ont oublié leurs souffrances, et se sont écriés : " Vive l'Empereur !"—" Voila vingt ans," a dit l'Empereur, " que je commande les armées francaises ; mais je n'ai pas encore vu tant de bravoure et de dévouement." L'Europe serait à la fin en paix, si les souverains, et les ministres qui dirigent leurs cabinets, avaient pu se trouver sur le champ de bataille. Ils abandonneraient tout espoir de faire pâlir l'étoile de la France, et verraient que ces conseillers qui veulent démembrer l'Empire Français et humilier l'Empereur, préparent la ruine de leurs souverains.—(*Moniteur, du 9 Mai.*)

Paris, le 9 Mai.—L'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de l'armée, en date du 3 Mai, à neuf heures du soir :

Le 3, au point du jour, l'Empereur traversa le champ de bataille. A dix heures, il se mit en mouvement pour suivre l'ennemi. Son quartier-général était le 3 au soir à Pegau. Le Vice-roi avait le sien à Wichstanden, à moitié chemin entre Pegau et Borna. Le comte Lauriston, dont le corps n'avait pas pris part à la bataille, était parti de Leipsic, pour marcher sur Zwenkau, où il était arrivé. Le duc de Raguse avait passé l'Elster au village de Lubzkowitz, et le comte Bertrand l'avait passé au village de Gredel. Le Prince de la Moskwa était en position sur le champ de bataille. Le Duc de Reggio marchait de Naumbourg sur Zeist.—L'Empereur de Russie a passé à Pegau dans la nuit du 2, et il est arrivé au village de Loberstedt à onze heures du soir. Il s'y est

Le général Bertrand étant arrivé à Rochlitz, y prit plusieurs convois de malades et blessés, des bagages, et fit quelques prisonniers. Plus de 1200 voitures chargées de blessés avaient passé par cette route. Le roi de Prusse et l'Empereur Alexandre avaient couché à Rochlitz. Un adjudant, sous-officier du 17e provisoire, qui avait été fait prisonnier à la bataille du 2, s'est échappé et a rapporté que l'ennemi avait essuyé une forte perte et se retirait dans le plus grand désordre; que durant la bataille les Russes et les Prussiens avaient tenu leurs drapeaux en réserve, ce qui était cause que nous n'en avions pu prendre aucun; qu'ils nous ont pris 111 prisonniers, parmi lesquels sont quatre officiers; que ces prisonniers ont été conduits sur les derrières, sous l'escorte du détachement qui était chargé de garder les drapeaux; que deux prisonniers ne pouvant plus marcher, par une extrême fatigue, ils les ont sabrés; que l'étonnement des Russes et des Prussiens d'avoir trouvé une armée si nombreuse, si bien disciplinée, et pourvue de tout, était extrême; qu'il y avait de la mésintelligence entre eux, et qu'ils se reprochaient réciproquement d'être la cause de leurs pertes.

Le général comte Lauriston s'est mis en marche de Wevetzen sur la grande route de Dresde. Le prince de la Moskwa a marché vers l'Elbe, pour débloquer le général Thielman, qui commande à Torgau, prendre position sur ce point, et faire lever le blocus de Wittenberg. Il paraît que cette dernière ville a fait une belle défense, et a repoussé plusieurs attaques, qui ont coûté très-cher à l'ennemi. Les Prussiens disent que l'Empereur Alexandre, voyant la bataille perdue, avait parcouru à cheval les lignes Russes, en criant: "Courage! Dieu est pour nous."—Ils ajoutent que le général prussien Blucher est blessé, et que cinq autres généraux Prussiens de division ou de brigade ont été tués ou blessés.—*(Moniteur, du 11 Mai.)*

(Voyez ci-après la continuation des opérations de l'armée française, suivant le Moniteur.)

BATAILLE DE LUTZEN.

On avait entendu à Deal et à Douvres, pendant toute la journée du Dimanche 9, des coups de canon, en signe de réjouissance, tout le long de la côte de France ; et cette canonade nous avait préparés à apprendre avant peu quelque grande affaire dans laquelle les Français auraient réclamé l'avantage.

Quelques jours après, un paragraphe inséré à la hâte dans le *Journal de l'Empire*, à l'arrivée d'un courier d'Allemagne, indiquant et fixant le lieu et le jour où l'on rapportait que la bataille s'était donnée, donna une légère confirmation de la victoire que les Français s'attribuaient. Nous eûmes encore le temps de faire mention de ce paragraphe et du rapport qu'il contenait, dans notre dernière publication.

Cependant on n'ajoutait que peu de foi à cette nouvelle, par la raison que l'on supposait que s'il s'était livré une bataille générale le 2 de Mai, l'officier russe que le général Tettenborn avait expédié d'Hambourg, le 6 au soir, avec des dépêches du quartier-général impérial pour l'ambassadeur de Russie à Londres, en aurait annoncé le résultat, bon ou mauvais. On ne tarda pourtant pas à savoir que cet officier n'apportait pas de nouvelle de l'armée plus récente que du 1er, et qu'alors on se battait sur toute la ligne.

Enfin le Vendredi, 14, au soir, il est arrivé des *Moniteurs* et autres papiers de France jusqu'au 12, et ces papiers renfermant les détails officiels français sur toutes les occurrences militaires depuis le 1er jusqu'au 5, il n'a plus été possible d'avoir des doutes sur la sanglante et terrible bataille ran-

gée, qui s'est livrée le 2 Mai, dans les plaines de Lutzen, si célebres dans l'histoire par la bataille qui s'y donna en 1632, et dans laquelle le grand Gustave Adolphe, le héros de la Suede, périt, comme le héros de la marine britannique, Nelson, dans les bras de la victoire.

Quoique nous puissions renvoyer nos lecteurs aux détails officiels français que nous donnons aujourd'hui, nous allons imiter les journalistes anglais, en résumant les mouvements et les engagements des armées opposées pendant ces cinq journées, en attendant que nous puissions en faire autant des bulletins officiels russes, dès qu'ils nous seront parvenus.

Les derniers avis de la situation des armées respectives, les laissaient placées sur une ligne parallele l'une vis-à-vis l'autre. Buonaparté était, le 29 Avril, à Naumbourg, et le même jour, les deux souverains alliés, l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse étaient à Altenbourg.

Le 1er Mai, Buonaparté était avec Berthier à Weissenfels; Beauharnois à Mersebourg; Marmont à Naumbourg; Bertrand à Stohlssen, Oudinot à Jéna, et Maison à Halle.

La premiere opération de Buonaparté, ce jour-là, fut de prendre possession de la plaine qui s'étend depuis les hauteurs de Weissenfels jusqu'à l'Elbe. A cet effet, l'avant-garde française, conduite par Souham, et suivie par le corps de Ney, consistant dans les divisions de Girard et Marchant, et la cavalerie de la garde, commandée par le maréchal Bessieres, s'emparerent du défilé de Poserna, après une action très-chaude avec les corps des généraux russes Winzingerode et Lauskoi, qui consistaient principalement en cavalerie. L'affaire fut nécessairement très-vive ce jour-là, puisque le maréchal Bessieres y fut tué d'un coup de canon, et que Buonaparté qui se trouvait là en réserve, fut obligé d'envoyer douze pieces de l'artillerie de la garde

sous le général Drouot, afin de renforcer les batteries de la division du général Girard. Cependant, malgré toute la bravoure qui fut déployée dans cette affaire, malgré que les Russes eussent 26 pieces de canon qui jouaient sur des carrés d'infanterie française, et que la canonnade à mitraille des Français écrasât la cavalerie russe, les premiers n'eurent que 90 hommes tués ou blessés, et leurs ennemis, 439. Le tout conformément aux proportions observées généralement dans les bulletins ou rapports français.

Le 2, Buonaparté convient qu'il fut attaqué à l'improviste par les alliés, qui avaient résolu de l'attaquer dans les plaines de Lutzen, aussitôt qu'ils eurent appris qu'il avait débouché des montagnes de la Thuringe. Ils avaient en conséquence passé la petite riviere de l'Elster à trois différents endroits, Zeits, Pegau, et Zwinekau, en colonnes profondes, qui semblaient obscurcir l'horizon. Buonaparté ne s'attendait pas à ce mouvement avant le 5. Son intention était de se porter avec rapidité sur Leipzic, afin de placer son armée dans une position différente de celle dans laquelle les Russes espéraient la trouver, de passer à la rive droite de l'Elster et de les prendre à revers. Il avait détaché Lauriston vers Leipzic pour exécuter ce mouvement avec son corps. Le passage imprévu de l'Elster par les alliés le força de changer ses dispositions.

Le centre de l'armée française était commandé par le maréchal Ney, et posté au village de Kara. Il consistait en cinq divisions ; Souham, Girard, Marchant, Brenier et Ricard. Le maréchal Mortier commandait la garde impériale formant la réserve, et Buonaparté était avec Berthier au village de Lutzen, en arriere de Kara.

Beauharnois commandait la gauche avec le 5e et 11e corps, ce dernier étant sous les ordres de Macdonald.

La droite était sous ceux du maréchal Marmont, dont le corps (le sixieme) consistait en trois divisions, Compans, Bonnet, et ; était posté en avant du défilé de Poserna, que Bertrand, avec le 4eme corps qu'il commandait, n'avait pas encore passé.

Outre ces forces composées du 5e corps, et les réserves formées de divers corps des gardes impériales, il faut encore compter celui de Lauriston, sur l'extrême gauche, et ceux d'Oudinot et de Victor, plus ou moins en arriere, avec de nouvelles divisions de la garde ; indépendamment du corps du maréchal Davoust qui se trouvait entre l'Elbe et le Veser, consistant dans les trois divisions d'infanterie de Vandamme, Dufour et Dumonceau, et la division de cavalerie de Sébastiani.

Ainsi l'on voit que Buonaparté a encore trouvé le moyen de rassembler dix corps d'armée entre l'Elbe et le Mein. Ces corps sont ceux de Davoust, de Ney, du vice-roi Eugene, de Macdonald, de Lauriston, d'Oudinot, de Bertand, de Victor, de Marmont et d'Augereau. Ce dernier a son quartier-général à Francfort, où il organise et expédie pour la grande armée les conscrits, les Vurtembergeois, les Badois et les Bavarois.

Ces dix corps ne forment pas moins de quarante divisions, ou 240 mille hommes, à quoi il faut en ajouter 25 mille des diverses gardes, ancienne et nouvelle, à pié et à cheval, indépendamment des garnisons de Dantzic, Zamoss, Modlin, Stettin, Custrin, Spandau, Glogau, Wittenberg et Magdebourg, qui ne peuvent pas renfermer moins de 60 mille hommes.

On peut calculer que les cinq corps qui furent attaqués à la bataille de Lutzen, formaient, avec 20 mille hommes de la garde, de 120 à 125 mille hommes au moins.

Buonaparté se voyant prévenu par les alliés, et

apercevant que le plan de ceux-ci était de profiter de la position de son centre qui se trouvait à découvert, et de l'enfoncer, ordonna, sans perdre un moment, à Eugene, qui était sur sa gauche, et à Marmont qui était sur sa droite, de se rapprocher de lui et de former ses ailes, tandis que Bertrand ferait un grand circuit, et se porterait sur les derrieres des attaquants, lorsque la ligne serait le plus chaudement attaquée. C'est, à ce qu'il paraît, à ce dernier mouvement dont les alliés ne s'aperçurent que trop tard, que Buonaparté, après avoir été battu, dut de voir les alliés se retirer du champ de bataille, et lui laisser les apparences de l'avantage, tandis qu'il venait de recevoir une des plus fortes leçons militaires qu'il eût encore reçues. La marche de ce corps ne fut point découverte, parce que n'ayant point encore passé le défilé de Poserna, il fit son détour caché derriere ces montagnes, jusqu'au moment où il déboucha dans la plaine et déborda la gauche de l'armée victorieuse.

Quant aux alliés, voyant le centre en avant du reste de l'armée, à plusieurs milles de distance de l'aile gauche, ils firent marcher le gros de leurs troupes, leur principale force, contre ce centre, afin de l'enfoncer avant qu'il pût être soutenu. Et pour empêcher les approches du corps de Marmont qui formait la droite, ils envoyerent quelques colonnes pour le menacer sur la route de Weissenfels, et l'obliger de rester dans sa position, de crainte d'être tourné s'il se portait vers le centre pour le soutenir.

Ce fut en conséquence sur ces deux points que l'on fit les efforts les plus vigoureux, et qu'on se battit pendant douze heures de suite avec un acharnement sans égal. Le village de Kara ou Kayna fut pris et repris plusieurs fois. Ce fut un nouvel Aspern. La tentative sur la droite pour contenir Marmont, échoua, et Beaubarnois entra de son côté en ligne sur la gauche, tandis que Macdonald, qui

était à l'extrême gauche, attaquait la droite des alliés, et pénétrait jusqu'au village que leur réserve occupait.

Cependant toutes ces diversions ne soulageaient point le centre, pressé avec la plus grande vivacité. Les alliés redoublerent d'efforts sur ce point ; le village de Kara fut de nouveau pris et repris ; à la fin, le centre des Français *fléchit*, c'est à-dire fut enfoncé ; plusieurs bataillons se débanderent et jeterent bas les armes : la déroute allait être complete, et c'en était fait de Buonaparté, le sort de cet homme allait être décidé, la libération de l'Europe allait être consommée, lorsqu'à la vue de son danger personnel, il fait marcher sa garde toute entiere avec 80 pieces de canon, dont la vue, et peut-être même quelques décharges à mitraille sur les fuyards, contribuerent beaucoup plus à les rallier que l'aspect de leur auguste Empereur qui devait, à ce moment, faire une assez triste figure. Il est dit que ces 80 pieces de canon vomirent la mort dans les rangs des Prussiens, que le village de Kara fut repris par la jeune garde, et qu'on poursuivit de près les colonnes des alliés qui se retirerent ; ce fut alors, ajoute-t-on, que le corps de Bertrand parut sur l'extrême droite ; que l'aile droite de Marmont fit un mouvement en avant, et que la journée fut décidée en faveur des Français, par la retraite de la cavalerie, de l'artillerie et de l'infanterie ennemie, que Buonaparté dit avoir poursuivie l'espace d'une lieue et demie en avant du champ de bataille. Cependant il n'est point question dans la relation française d'aucune piece de canon prise, d'aucun drapeau remis au sénat par les mains de l'Impératrice-Reine-Régente : on ne dit pas qu'une seule division, un seul régiment, une seule compagnie ennemie ait mis bas les armes. On se contente de dire vaguement qu'il a été fait quelques milliers de prisonniers qui auront probablement été

ceux des blessés qui l'ayant été le plus grièvement n'auront pu être enlevés et seront restés sur le champ de bataille. A la vérité, Buonaparté attribue cette faible poursuite à l'infériorité de sa cavalerie, dont il est obligé de convenir, malgré tous ces dons patriotiques des cantons, des communes, de l'opéra, du vaudeville et des procureurs, dont les colonnes du Moniteur étaient remplies. Aujourd'hui il paraît que cette brillante cavalerie ne galoppait que sur le papier: *Quadrupedante putrem sonitu quatit ungula* CHARTAM. Il dit que pour la ménager, (il aurait aussi bien fait d'avouer qu'il ne s'y fiait pas,) il l'avait tenue derrière son infanterie sans permettre qu'elle prît la moindre part à l'action !

La perte de l'ennemi est évaluée dans la relation française à 10 mille hommes tués et blessés, le même nombre qui fut avoué à la bataille de Borodino; celle des alliés est estimée de 25 à 30,000 hommes. Ce calcul, en style de bulletin, pourrait se traduire par 30,000 Français et 15,000 alliés hors de combat; mais comme l'on se battit de part et d'autre avec l'acharnement le plus opiniâtre, comme chacun des soldats semblait sentir, les uns que la délivrance de leur pays, les autres que l'honneur de leurs armes et la couronne de leur maître, dépendaient de l'issue de cette bataille, il est possible que la perte des alliés ait été aussi considérable qu'on la représente, mais il est impossible de douter que celle des Français enfoncés, fléchissant, se débandant, n'ait pas été de moitié plus forte. Dans le nombre des généraux français mis hors de combat, on voit un maréchal d'empire et un général de division, chef de l'état-major du maréchal Ney tués, et trois autres généraux blessés. Du côté des alliés, nous voyons de même deux généraux tués, le prince héréditaire de Mecklenbourg Strelitz, et le prince de Hesse Hombourg, et trois généraux blessés, le

brave Blucher, Scharnhorst et Hubenheim; ce qui fait présumer au moins une perte égale en officiers et en hommes.

Les Français continuerent leur marche en avant le lendemain, et le 5 le grand quartier-général était à Colditz, celui de Marmont en arriere, Beauharnois à Orta, et Ney en marche pour faire lever le siége de Torgau et joindre les 14000 Saxons du corps du général Thielman. Lauriston marchait par Wewertzen sur Dresde, d'où il n'était plus éloigné que de 12 lieues. Oudinot était à Altenbourg, et Bertrand à Rochlitz.

Le 5 au matin, Beauharnois avait trouvé l'arriere-garde prussienne, postée à Colditz, dont le pont avait été coupé. Mais ayant passé l'Elster à un gué au dessous de la ville, et ayant dressé une batterie de vingt pieces de canon contre elle, pendant qu'il menaçait de la tourner, il força les Prussiens de l'évacuer, et les suivit jusqu'à Gerdoff, où ils se réunirent au corps russe de Miloradowitch, et alors ils firent volte face et marcherent à leur tour sur les Français. Il s'ensuivit une action assez chaude, dans laquelle Eugene, étant secondé par Macdonald, obligea les alliés de se replier sur Horta, n'ayant perdu, dit la relation française, que 600 blessés (sans un seul tué!) tandis que la perte des alliés avait été de 1000 prisonniers et de pareil nombre mis hors de combat.

Telles ont été les premieres opérations de cette nouvelle campagne! L'objet des Français était évidemment de se placer entre l'armée alliée et Dresde, mais ils ont totalement échoué dans ce plan, par l'attaque imprévue des alliés, et leur retraite subséquente sur l'Elbe, dont ils défendront sans doute la rive droite, ce qui amenera des nouvelles affaires journalieres. La relation française évalue les forces alliées à la bataille de Lutzen à 175 ou 200 mille hommes. En admettant qu'ils en eussent

perdu de 25 à 30 mille, il leur en resterait de 150 à 170, ce qui les laisserait encore assez forts pour reprendre l'offensive quand ils le jugeront convenable.

Le seul avantage que l'on ne peut contester aux Français est d'avoir gagné quinze lieues de terrain, depuis le jour de la bataille jusqu'au 5 ; mais cet avantage n'est gueres que nominal, car la possession de quelques lieues de pays est certes bien peu de chose pour la décision d'une lutte où le champ de bataille s'étend depuis Moscou jusqu'au Rhin. Quand on songe à la situation où se trouvait Napoléon le 2 Mai, 1812, et à celle où il se trouvait le 3 Mai 1813, ses plus ardents prôneurs ont peu de sujet de le féliciter. Deux nouvelles batailles comme celles de Lutzen acheveraient de l'anéantir. Les alliés se retirant sur leurs renforts, ne cesseront de se recruter, tandis que, de l'aveu même de son conseil d'état, Buonaparté en est à ses dernieres ressources. S'il a cru en imposer aux Souverains d'Autriche et de Saxe par la relation qu'il a publiée de son prétendu succès, il aura fait un mauvais calcul. Prague où sont réunis en ce moment les Princes de Saxe et plusieurs archiducs sont trop près de Lutzen pour que la vérité sur cette bataille n'y ait pas été connue dans tous ses détails dès le lendemain ; et si ces deux souverains étaient déterminés auparavant à écouter la voix de leurs peuples qui leur criait de venger l'honneur et la liberté de l'Allemagne trop long-temps foulés aux pieds, ce ne sera pas l'issue de cette bataille qui leur fera changer de détermination. La perte que les Français y ont faite, en troupes nationales, ne serait au contraire qu'un stimulant de plus pour traiter Buonaparté hostilement et lui faire évacuer entierement l'Allemagne.

Comme nous écrivons ceci avant d'avoir reçu les relations officielles que les papiers Allemands

nous en donneront, par les premieres malles qui arriveront d'Héligoland, nous ne pouvons pas terminer cet article sans déclarer que l'issue de la campagne ne nous paraît pas douteuse, et qu'il nous semble plus certain que jamais qu'elle sera favorable à la cause des alliés et aux vœux que forme l'Europe. Il n'y a rien de plus flatteur et de plus encourageant à la fois que de remarquer avec quelle habileté et quelle décision le général qui commandait les forces alliées a déjoué et prévenu en cette occasion tous les calculs et tous les plans de Buonaparte. Celui-ci ne s'attendait pas encore le 17 à la pointe du jour, à être attaqué avant le 18, et tous les mouvements préparatoires qu'il faisait en conséquence se trouverent ainsi déconcertés. Ainsi le premier capitaine du siecle se trouva pris par surprise! il voulait porter la confusion dans les colonnes de ses ennemis, et c'est dans les siennes mêmes qu'elle est jetée! Quand il voit qu'il n'a pas le temps nécessaire pour faire de nouvelles dispositions telles que la circonstance l'exige, il a recours à sa vieille manœuvre; il accumule, il concentre sur un seul point tout ce qu'il peut assembler de forces, et malgré cela, il est rompu, enfoncé et complétement battu; ce n'est qu'après douze heures de combat que les alliés se voyant débordés sur le flanc gauche par les troupes qui avaient d'abord été détachées pour les grandes opérations projetées pour le 18, jugent à propos de se replier, et le font sans perdre un canon, ni un drapeau, ni un général, ni un régiment. Nous sommes fort tentés de croire que la charge de la jeune garde et l'arrivée au grand galop de 80 pieces de canon, dans un seul grouppe, finiront par être une fable imaginée pour donner quelque éclat à la fin d'une journée désastreuse. Quant à la poursuite de l'ennemi pendant une lieue et demie, sans cavalerie, après dix heures du soir, et sans rien prendre, cette assertion est si

évidemment ridicule qu'elle ne mérite pas d'être discutée.

Nous venions à peine de terminer ces observations sur la relation française de la bataille de Lutzen, lorsque la relation officielle de cette même bataille nous est parvenue, traduite de l'Allemand, et insérée dans le Moniteur, comme un prétendu tissu de faussetés. Nous allons donner sans perdre de temps, cette pièce intéressante, que nous apprenons avoir été rédigée par le général Scharnhorst, officier prussien du premier mérite ; nous la ferons suivre de la suite des états de situation de l'armée française jusqu'au 10 de ce mois.

Nouvelles Officielles des Armées Combinées.

Du champ de bataille, le 3 Mai 1813.

" L'Empereur Napoléon avait quitté Mayence le 24 d'Avril. Etant arrivé à son armée, tout annonçait qu'il était dans l'intention de prendre sur-le-champ l'offensive ; en conséquence les armées russes et prussiennes avaient été réunies entre Leipzic et Altenbourg, position centrale et très-avantageuse dans tous les cas possibles. En même-temps, le général en chef le comte de Wittgenstein, n'avait pas tardé à se convaincre par de bonnes et hardies reconnaissances, que l'ennemi, après s'être concentré, débouchait, avec la totalité de ses forces, par Mersebourg et Weissenfels, tandis qu'il détachait en même-temps un corps considérable sur Leipzic, qui paraissait être l'objet principal de ses opérations. Le comte Wittgenstein se détermina aussitôt à tirer avantage du moment où ce corps détaché serait hors d'état de coopérer avec le gros de l'armée française et d'attaquer aussitôt cette armée avec la totalité de ses forces. Pour cela, il lui fallut cacher ses mouvements, et pendant la nuit du 1er au 2, il fit venir auprès de lui le corps du général de cavalerie Tormazow. Au moyen de cette jonction, il se trouva à même de se jeter *en masse* sur l'ennemi, dans un lieu où celui-ci pouvait supposer qu'il n'aurait eu affaire qu'avec un détachment qui aurait cherché

à attaquer ses flancs. L'action commença, les généraux de Blucher et d'York l'entamerent avec une ardeur et une énergie que les troupes partagerent avec la plus grande vivacité. Les opérations eurent lieu entre l'Elster et la Luppe. Le village de Gross-Gorchen était la clé et le centre de la position des Français. La bataille commença par l'attaque de ce village. L'ennemi sentait toute l'importance de ce point et chercha à s'y maintenir. Il fut emporté par l'aile droite du corps sous les ordres du général Blucher; et en même-temps son aile gauche poussa en avant et attaqua au pas de charge le village de Klein-Gorsscheu. De ce moment, tous les corps entrerent successivement en action, et la bataille devint bientôt générale. Le village de Gross-Gorsschen fut disputé avec une opiniâtreté sans égale. Six fois il fut pris et repris à la pointe de la bayonette: mais la valeur des Russes et des Prussiens obtint la supériorité, et ce village, ainsi que ceux de Rham et de Klein-Gorschen resterent dans les mains des armées combinées. Le centre de l'ennemi fut enfoncé, et il fut chassé du champ-de-bataille. Il fit cependant venir des colonnes fraîches, qui vinrent de Leipzic, et qui furent destinées à soutenir son flanc gauche. Quelques corps tirés de la réserve et placés sous les ordres du lieutenant-général Kanovnitzin, leur furent opposés. Là commença sur le soir un combat qui fut également on ne peut pas plus opiniâtre, mais l'ennemi fut de même complétement repoussé sur ce point.

Tout était disposé pour renouveller l'attaque au lever du soleil, et il avait été expédié un ordre au général Miloradowitch, qui était posté avec tout son corps à Zeitz, de joindre la grande-armée, et d'y être à la pointe du jour; la présence d'un corps d'armée entier tout frais, avec cent pieces d'artillerie, ne laissant aucun doute sur l'issue de la journée. Mais vers le matin, l'ennemi parut être en mouvement et se porter sur Leipzic, toujours tombant vers son arriere-garde. Cette maniere de refuser le défi qu'on lui faisait de combattre, donna à croire qu'il voulait chercher à manœuvrer, soit pour se porter sur l'Elbe, ou sur les communications des armées combinées. Dans cette supposition, il devint nécessaire d'opposer manœuvres à manœuvres, et d'occuper un front dominant entre Colditz et Rothlitz; nous nous trouvâmes sur-le-champ en possession de tout avantage de ce genre, sans pour cela nous trop éloigner des points propres à faire une attaque offensive. Dans cette mémorable journée, l'armée prussienne combattit

de maniere à fixer l'admiration des alliés. Les gardes du Roi se sont couverts de gloire. Russes et Prussiens ont rivalisé de valeur et de zele, sous les yeux des deux souverains qui n'ont pas quitté un seul moment le champ de bataille. L'ennemi a perdu 16 pieces de canon, et nous lui avons fait 1400 prisonniers : pas un seul trophée n'a été pris à l'armée alliée. Sa perte en tués et blessés peut monter à 8000 hommes : celle de l'armée française est estimée de 12 à 15,000. Au nombre des blessés sont, le général de cavalerie Blucher, et les lieutenants-généraux Kanvoultzin et Scharnhorst ; leurs blessures ne sont pas dangereuses. L'ennemi n'ayant que très-peu de cavalerie, tâcha de prendre possession des villages dont le terrain était raboteux et rompu, et de s'y maintenir ; en conséquence la journée du 2 Mai fut un combat continuel d'infanterie : pendant une action de dix heures, les Français firent pleuvoir une grêle continuelle de balles, de boulets, de mitraille et de grenades. (*Moniteur du* 15 *Mai.*)

Le Moniteur du 13 contient une autre relation de la bataille, écrite par un officier du corps de Blucher. Nous la donnons à la suite de la relation du général Scharnhorst ; elle porte le même caractere de modestie et de vérité.

Relation de la Bataille livrée le 2 *Mai sur la route de Weissenfels à Leipzic.*

....“ L'ennemi tournait le dos à Leipzic, et nous avions derriere nous Naumbourg et Weissenfels. L'Elster et la Luppe étaient à une certaine distance des ailes des deux armées. Devant notre aile droite, nous avions un village occupé par l'ennemi.

La bataille commença par l'attaque de ce village qui fut emporté par l'aile droite du corps de Blucher. Bientôt après, l'aile gauche de ce corps se trouva devant un autre village, en avant duquel l'ennemi érigea plusieurs batteries. Nous lui opposâmes presqu'autant d'artillerie que nous couvrîmes par notre réserve de cavalerie, parce que notre infanterie n'était pas encore avancée si loin. Les autres corps arrivaient successivement. La bataille commença tout le long de la ligne, et s'étendit jusques au-delà

du dernier village sur la gauche, je ne sais pas au juste à quelle distance. Nous occupâmes pendant quelques heures le village sur notre droite, mais l'ennemi s'y présenta avec des forces considérables, l'entoura et le prit. Il ne le garda pourtant pas plus d'une demie-heure; nous l'attaquâmes de nouveau et le prîmes; nous pénétrâmes même au-delà, et prîmes deux autres villages, au moyen de quoi nous parvînmes sur le flanc de l'ennemi.

De ce moment, la bataille devint très-acharnée sur ce point. Presque toute l'infanterie du corps de Blucher, et partie de celle des autres corps arriverent successivement. Nous étions alors très-près les uns des autres. La victoire paraissait pencher tantôt d'un côté, tantôt d'un autre. Dans les entrefaites nous ne perdîmes pas un pouce du terrain que nous occupions sur le flanc de l'ennemi. Il était alors de six à sept heures du soir. Dans ce moment je fus blessé à la jambe, et obligé de quitter le champ de bataille. J'ignore ce qui se passa à l'aile gauche, mais je m'aperçus que nous avions également gagné du terrain de ce côté là. La bataille a donc été gagnée. Je ne sais pas encore quel en a été le résultat.

L'ennemi occupa Leipzic sur ses derrieres. Sur le soir il arriva des renforts de la Grande Armée, et le corps de Miloradowitz se mit en marche.

Dans ce moment, j'apprends que la bataille est finie, et que nous sommes maîtres non-seulement du premier champ de bataille, mais encore du terrain que nous avons pris à l'ennemi. Cependant, l'occupation de Leipzic par l'ennemi nous oblige à un mouvement latéral.

A ces relations extraites des journaux français, et qui, malgré le ridicule que l'on cherche à jeter sur l'assertion que les alliés ont été victorieux, portent tous les caracteres de la vérité, nous avons le plaisir de pouvoir en ajouter deux autres: l'une publiée à Berlin, et l'autre, plus détaillée, émanée du quartier-général du comte de Wittgenstein qui commande aujourd'hui en chef l'armée russe. Il n'est que trop vrai que le prince Kutusoff de Smolensko a terminé sa brillante carriere. Cet illustre militaire que la Russie comptera au nombre de ses héros, est mort le 28 Avril à Buntz-

lau, à l'âge de 70 ans, d'une fievre nerveuse, occasionnée par les fatigues extrêmes de la campagne glorieuse qu'il venait de faire : *Dulce et decorum est pro patriâ mori.*

Voici ces diverses relations : nous les faisons précéder d'une action très-chaude et non moins glorieuse pour les Prussiens, qui eut lieu le même jour dans la ville de Halle.

Halle, le 4 Mai.

Nous avons eu une journée terrible. Le 26 Avril, le bruit se répandit qu'un corps de troupes françaises s'approchait de la ville et la menaçait d'une attaque. En même temps le général prussien, de Kleist, arriva avec des troupes russes et prussiennes, et commença les préparatifs nécessaires pour la défense. Les postes sur la Saale furent occupés à l'Ouest de la ville en face du Shifferthor, on fit des retranchements, on plaça des chevaux de frise et du canon. Tous ces préparatifs n'étaient pas encore terminés, qu'on vit les Français s'avancer rapidement dans l'après-midi du 28 Avril. A trois heures, l'attaque commença, avec 24 pieces de canon, sur un point qui ne pouvait être défendu qu'avec cinq ; enfin on en amena quatre autres, mais les Français avaient encore une grande supériorité d'artillerie, quoique grâce au sang-froid avec lequel nos braves défenseurs dirigeaient la leur, ils fussent parvenus à démonter plusieurs des pieces de l'ennemi.

Les Français ne purent pénétrer sur aucun point, et nous les voyions tomber en grand nombre sous le feu de notre batterie. Leurs tirailleurs essayerent en vain de gagner la rive gauche de la Saale et de démonter notre artillerie, mais ils ne purent réussir dans aucune de ces tentatives. Enfin, une attaque vigoureuse qui fut faite avec deux pieces d'artillerie volante russes et quatre prussiennes sur le flanc gauche de l'ennemi derriere Gemmriss, contribua beaucoup à terminer le conflit en notre faveur. Le combat dura jusqu'à huit heures du soir. La perte de notre côté fut peu de chose, si l'on calcule surtout les résultats importants de cette affaire, mais celle de l'ennemi doit avoir été considérable, d'autant qu'il fut long-temps exposé à notre feu, et qu'à la fin il fut obligé de renoncer aux avantages qu'il avait d'abord paru remporter. Le 29, nous fûmes très-tranquilles. Les Fran-

çais s'étaient retirés dans leurs premieres positions ; on disait même qu'ils se préparaient à les abandonner. Le 30, vers trois heures du matin, nous entendîmes un grand bruit de chevaux et de voitures, et en nous éveillant, nous nous aperçûmes que les troupes russes et prussiennes avaient quitté la ville et pris la route de Leipzic. Le bruit courut alors que les Français s'avançaient vers l'Ouest de la ville, pour en prendre possession, et en effet, ils traverserent bientôt le grand pont sur la Saale, escaladerent les palissades, et entrerent dans la ville. On annonça en même temps que d'autres divisions allaient arriver, et que probablement Napoléon arriverait lui-même dans la soirée. Toutefois il n'arriva point d'autres troupes, et celles qui resterent observerent une discipline exacte. Le Samedi, 1er Mai, se passa sans aucune autre circonstance remarquable qu'une canonnade très-forte et non-interrompue, pendant tout l'après-midi, du côté de Duremberg. La nuit du Samedi au Dimanche se passa tranquillement, et l'on disait, dans la matinée, que les troupes allaient évacuer la ville pour se rendre à Leipzic. En même temps on formait des retranchements et l'on plaça du canon au Nord de la ville ; ses portes furent fermées, et l'on fit tous les préparatifs nécessaires pour la défense. Vers huit heures, on observa quelque mouvement parmi les troupes françaises, et le bruit du canon annonça le commencement d'une bataille. Son Exc. le général Bulow, arriva inopinément dans la ville avec son corps, et les Français furent surpris : un combat très-sanglant s'engagea alors aux portes appelées Galthor, Stimthor et Neumarkthor. En face du Galthor, les Français avaient une demie batterie de trois pieces de canon et un obusier. Le combat avait à peine duré une demie-heure, que nous vîmes un de ces canons traînés par la ville jusqu'à la place du marché, et bientôt nous apprîmes que les deux autres pieces et l'obusier avaient été pris par les Prussiens. Les Français qui gardaient le Galthor se retirerent dans la ville jusqu'à la place du marché. La cavalerie prussienne et les tirailleurs les poursuivirent, sous un feu continuel, dans les rues jusqu'à la place du marché, et quoique les Français essayassent plusieurs fois de se rallier, ils furent chassés de toutes parts. Une lutte également vive, se soutenait aux autres portes. Les Russes pénétraient de toutes parts, escaladaient les murs, franchissaient les fossés, arrivaient par les jardins, les maisons, chassant l'ennemi devant eux, et combattant sur tous les points. Les Français qui ne purent se sauver

par les portes appelées Mörissthor et Schifferthor furent tués, blessés, ou faits prisonniers. On ne peut se faire une idée de la bravoure, de l'activité, de la détermination que les Prussiens ont déployées pendant toute l'affaire. L'héroïsme militaire ne peut être porté plus loin, chacun rivalisait d'ardeur et s'encourageait au combat. Il n'y a que des témoins oculaires qui puissent se former une idée de cette bataille qui nous a coûté beaucoup, mais qui a coûté à l'ennemi une perte bien plus considérable. Les Français furent poursuivis à plusieurs lieues de distance.

Récit détaillé de la Bataille de Grossgorchen, (Lutzen) le 2 Mai.

Le 30 Avril, on apprit au quartier-général du comte de Wittgenstein que la plus grande partie de l'armée française et des gardes avaient passé la Saale dans le voisinage de Naumbourg; on disait en même temps que Napoléon était arrivé à l'armée; on vit celle d'Eugene Beauharnois se porter sur la droite. Il paraissait certain que l'ennemi voulait à tout prix former une jonction et livrer une bataille générale. L'Empereur Alexandre et le Roi de Prusse se rendirent chacun à leurs armées respectives, afin d'animer par leur présence le courage des troupes. Afin de s'assurer de la force de l'ennemi, il fut fait une reconnaissance avec le corps de Winzingerode, partant de Leipzic, sur la route de Weissenfels. On reconnut que l'ennemi était là en très-grande force. Un engagement eut lieu entre lui et le corps déjà mentionné, d'où résulta la conviction que la force principale de l'ennemi était dans le voisinage de Weissenfels et Lutzen. On s'aperçut que le vice-roi avait pris position entre Leipzic et Halle, ce qui ne rendait plus douteux que l'ennemi avait le projet de livrer bataille.

Le général Wittgenstein résolut de le prévenir par une attaque vigoureuse, afin de déranger ses dispositions offensives. Il était nécessaire, pour qu'elle réussît, de s'attacher principalement à tomber sur-le-champ sur la partie de ses forces dans lesquelles il se confiait davantage, afin de pouvoir donner plus de champ aux opérations de nos troupes légères, sur lesquelles l'ennemi avait dernièrement acquis quelque supériorité. Il était par conséquent nécessaire de diriger autant que possible l'attaque contre ses forces les

plus rapprochées. A cet effet, le principal corps d'armée se mit en mouvement dans la nuit du 1er au 2 Mai, de Netha et Borna, sur deux colonnes, et s'avança jusqu'au défilé de l'Elster, dans le voisinage de Pegau. Le général de Wintzingerode reçut ordre de masquer cette opération, d'abandonner les postes occupés par sa cavalerie, et de s'unir avec le corps d'armée par la route de Zwenkau. A la pointe du jour, toutes les troupes passerent le défilé de l'Elster, dans le voisinage de Pegau, et se rangerent en bataille sur la rive gauche de l'Elster, ayant leur droite appuyée sur le village de Werben, et leur gauche sur celui de Gruna. En reconnaissant les positions de l'ennemi, nous découvrîmes que le gros de l'armée s'étendait déjà de Weissenfels aux villages de Gross-Gorschen, Klein-Gorschen, Kano, Starstedel et Lutzen. L'ennemi n'essaya point d'interrompre notre marche, ni de nous devancer dans la plaine, mais il prit position dans les villages entre Gross-Gorschen et Starstedel. Vers midi, le général Blucher, commandant l'avant-garde de l'armée et étant soutenu par une partie de l'artillerie russe, reçut ordre de commencer l'attaque. Elle fut faite sur le village de Gross Gorschen, qui fut défendu par l'ennemi avec beaucoup d'obstination. On l'enleva d'assaut. Le général Yorke marcha avec son corps par la droite du village. Toute l'armée tourna sur la droite, et bientôt l'action devint générale sur la ligne occupée par le corps de Blucher. L'ennemi déploya alors une nombreuse artillerie, principalement de gros calibre, et le feu de mousquetterie fut soutenu dans les villages avec beaucoup de vivacité pendant plusieurs heures. Dans ces actions meurtrieres, les villages de Klein-Gorschen, de Rhens et de Gross-Gorschen furent bientôt emportés d'assaut avec une bravoure extraordinaire, et l'on s'y maintint pendant quelques heures; enfin l'ennemi revint en force, entoura et reprit en partie ces villages, mais l'attaque s'étant renouvelée, il ne put les conserver. Les gardes prussiennes s'avancerent pour la soutenir, et après un combat très-vif d'une heure et demie, ces villages furent enlevés à l'ennemi et resterent en notre pouvoir. Pendant ce temps, le corps du général Winzingerode à l'aile gauche, et celui du général Yorke avec une partie des troupes russes sous le général Von Berg, avaient pris part au combat. Nous étions à cent pas de distance de l'ennemi, et alors une des batailles les plus sanglantes qu'on ait jamais livrées, devint générale.

Nos réserves s'étaient rapprochées du champ de bataille, afin d'être en état de se porter où leur présence serait nécessaire ; l'action continua ainsi jusqu'à sept heures du soir. Pendant sa durée, les villages situés sur la gauche furent pris et repris successivement des deux côtés. A sept heures l'ennemi parut avec des troupes fraîches sur notre droite, en face de Gross et Klein Gorschen, et, probablement avec le corps du vice-roi, nous attaqua très-vivement et chercha de nouveau à nous enlever les avantages que nous avions remportés. L'infanterie d'une partie de la réserve russe se porta alors sur l'aile droite, afin de soutenir le corps du général d'Yorke, qui était vigoureusement attaqué, et alors un engagement terrible, dans lequel l'artillerie russe se distingua principalement, ainsi que les corps des généraux d'York, Blucher et Winzingerode, se soutint jusqu'à la nuit. L'ennemi avait aussi attaqué notre centre et les villages avec beaucoup de vivacité, mais nous parvînmes à maintenir notre position. C'est dans cette situation que la nuit vint mettre fin au combat. L'ennemi devait être attaqué de nouveau le 3 Mai. Leipzic avait été pris par lui pendant le combat, ce qui nous obligea à manœuvrer en même temps que lui. Ce ne fut qu'après cela que nous fûmes informés qu'il avait été obligé de l'évacuer, et qu'en même temps il avait abandonné Halle et perdu 1500 de ses meilleurs troupes, ayant eu une grande partie de ses canons démontés et plusieurs de ses caissons sautés en l'air. Nos troupes légeres sont de nouveau en état de le harasser et de poursuivre les avantages que nous avons gagnés. Nous sommes par conséquent restés maîtres du champ de bataille. La victoire est à nous, et nous avons accompli ce que nous nous étions proposé. Près de 50,000 hom. de nos meilleures troupes n'ont pas encore été engagées. Nous n'avons pas perdu un seul canon, et l'ennemi doit avoir senti ce qui peut être effectué par l'enthousiasme de deux nations fermement unies ; par la résistance et l'accord de deux souverains qui n'ont d'autre but que d'assurer leur indépendance et de poser les bases d'une paix durable sur l'indépendance de toutes les nations.

Telle a été la bataille du 2 Mai, livrée près des plaines de Lutzen, où autrefois la liberté de l'Allemagne avait déjà été conquise. Les Russes et les Prussiens se sont battus comme des lions, et leurs efforts ne seront pas inutiles. Notre perte peut se monter à 10,000 hommes, dont la plus

grande partie n'est que légerement blessée. Les Prussiens ont perdu plusieurs officiers-généraux, parmi lesquels nous avons à regretter la perte du prince de Hesse-Hombourg. Parmi les blessés, nous comptons, du côté des Russes, le gén. Von Kanowiezin, et de celui des Prussiens, les généraux Von Blucher et Scharmhorst qui le sont légerement et le général Von Hunerbein qui l'est dangereusement. Du côté des Français, si nous en croyons les déserteurs, le Maréchal Bessieres a été tué, Ney et Souham ont été blessés. Nous avons vu déjà arriver plus de 1000 prisonniers, dix pieces d'artillerie ont été prises ainsi que plusieurs milliers de fusils. Nos troupes légeres sont maintenant à la poursuite de l'ennemi.

Quoique le terrain soit coupé par un grand nombre de villages et de canaux, et que l'ennemi n'ait jamais osé s'aventurer dans la plaine, ce qui a donné à notre cavalerie peu d'occasions de charger en ligne, cependant les gardes prussiennes et le régiment de cuirassiers de Brandenbourg ont taillé en pieces plusieurs masses de l'infanterie ennemie, même au milieu des villages et sous son feu croisé.

Tels sont jusqu'à présent les résultats de cette journée. Que Dieu bénisse nos armes! Il a évidemment protégé durant la bataille nos deux monarques bien-aimés, qui se sont exposés courageusement jusques dans les villages, pendant la plus grande durée de la bataille. Puisse-t-il à l'avenir les préserver de même.

Berlin, le 8 *Mai.*—Le gouvernement militaire a fait afficher hier ici le rapport succinct qui suit, concernant les combats qui ont eu lieu entre les principales armées des Alliés et les Français. Nous nous empressons de mettre sous les yeux de nos lecteurs la relation de la bataille qui a eu lieu le 2 de ce mois, entre Pégau et Lutzen.

" *Pégau (Saxe), le* 3 *Mai.*—Hier matin, les deux grandes armées ennemies se sont rencontrées entre Pégau et Lutzen, les Russes et les Prussiens étant sous le commandement en chef du général Wittgenstein, et l'armée ennemie sous l'Empereur Napoléon en personne. Il y eut une des plus terribles canonnades connues dans les annales récentes des opérations militaires.

Elle dura jusqu'à dix heures du soir, et la nuit seule y mit fin. Durant cette canonnade, le feu de mousqueterie se soutint presque sans interruption, et la valeur des troupes alliées se signala fréquemment dans des attaques à la bayonnette. Rarement ou jamais il n'y a eu une bataille livrée avec tant d'animosité, ou plus meurtriere Les Français ont tiré un grand avantage de leur position sur les hauteurs près de Lutzen, où ils avaient érigé de forts retranchements, qu'ils ont protégés par un feu violent d'artillerie. Mais la valeur des troupes alliées les a fait reculer d'une position à une autre, et elle ne s'est pas ralentie lors même que la défense supérieure de l'ennemi dans ses dernieres positions a rendu nécessaires des attaques réitérées. Le résultat de cette chaude journée a été que les troupes Russes et Prussiennes sont restées en possession du champ de bataille durant toute la nuit, et qu'elles ont fait essuyer à l'ennemi une perte deux ou trois fois plus forte que la leur Jusqu'à présent, il n'a pas été amené beaucoup plus de 1000 prisonniers, avec 10 pieces d'artillerie, ainsi que 25 caissons à poudre, que le général Winzingerode a pris à l'ennemi le matin de bonne heure, l'animosité étant trop vive pendant le combat pour qu'il fût fait beaucoup de quartier. Mais le grand résultat est que les Russes et les Prussiens ont fait voir aux Français en cette occasion ce que peut la valeur, lorsqu'elle est enflammée par le plus noble enthousiasme, dans une cause aussi grande, aussi juste et aussi sacrée que la nôtre, et ce qu'ils peuvent attendre à l'avenir, lorsque toutes les forces qui s'arment pour cette guerre seront rassemblées. Il est très-vrai aussi que la perte des troupes Russes et Prussiennes est très-grande, et nous ne l'exagérerons pas en l'estimant pour le moment à 8 ou 10,000 hommes, en tués ou blessés, mais la plupart de ces derniers n'ont que des blessures très-légeres. Nous sommes très-fâchés d'être obligés de mentionner parmi les morts le Prince de Hesse-Hombourg, et parmi les blessés le général Blucher (qui, toutefois, n'a quitté le champ de bataille que pour une demie-heure); les généraux Von Scharnhorst et Hunerbein, dont les blessures sont légeres; ainsi que les généraux Russes Von Karlwinzin et Alexieff. Mais en outre, parmi les tués et blessés, il y a une proportion extraordinaire d'officiers ainsi que des plus jeunes enfants de la Prusse. La noble ardeur avec laquelle ces volontaires sont allés au-devant de la mort, pour la cause de la justice, leur assure l'immortalité dans le souvenir de leurs amis et de leur patrie. Ce matin même l'ennemi a tenté une attaque sur les troupes alliées, mais il a été promptement repoussé à coups de canon. Pour procurer quelque repos et rafraîchissement à ces dernieres, après leur grande fatigue, elles iront dans les positions de Borna et Rochlitz, d'où l'on croit qu'elles partiront incessamment pour commencer de nouvelles opérations. Suivant ce que nous disent

les prisonniers, le maréchal Ney et le général Souham sont parmi les blessés du côté de l'ennemi, et le maréchal Bessieres est tué. Nos avis portent qu'il ne s'est rien passé d'essentiel le 4 et le 5. L'Elbe au-dessus de Magdebourg n'était pas menacé. Nous attendons toujours le rapport officiel des mouvements des divers corps et de leurs marches et contre-marches.

(Signé) " L'Estoq Sock, Gouv. mil. du pays entre l'Elbe et l'Oder."

" Berlin, le 7 Mai."

On voit par toutes ces relations publiées en Allemagne au milieu de milliers de témoins oculaires, que les alliés réclament uniformément les honneurs de la journée à la bataille de Lutzen. Ils sont restés maîtres du champ de bataille, ils ont pris du canon, ils ont fait 1400 prisonniers; s'ils se sont retirés le lendemain, lorsque Napoléon, au lieu d'accepter de nouveau le combat, a fait un mouvement latéral, c'est qu'il leur a fallu changer de position, afin de faire des contre-mouvements correspondants à ceux des Français. Leur marche se fit en ordre, arrêtant l'ennemi toutes les fois qu'il s'avançait pour leur intercepter le passage sur la rive droite de l'Elbe. On voit qu'ils n'ont pas perdu dans cette marche rétrograde un seul chariot de bagages, pas un homme, pas un cheval; aucun magasin n'est tombé au pouvoir de l'ennemi. Il n'y avait entre l'Elster et l'Elbe, aucun terrain où il eût été prudent aux alliés de risquer une bataille. Si l'issue en eût été défavorable, leur retraite de l'autre côté de l'Elbe aurait pu être interceptée, ou au moins rendue très-difficile. Le terrain sur la gauche de l'Elbe jusqu'à l'Elster n'est pas favorable à la cavalerie; de l'autre côté de l'Elbe on trouve de vastes plaines où il sera probablement livré une nouvelle bataille, si Buonaparté le juge convenable.

La bataille de Lutzen est remarquable par l'acharnement avec lequel les alliés et surtout les Prussiens y ont combattu. On n'y a fait quartier

d'aucun côté, et c'est pour cette raison que toute la perte s'est bornée à des tués et des blessés; le nombre des prisonniers de part et d'autre a été infiniment petit; les Français étaient inférieurs en cavalerie, ou pour mieux dire n'en avaient presque pas; mais les retranchements qu'ils avaient érigés dans les villages dont ils étaient en possession, rendaient la supériorité des alliés dans cette arme de peu d'avantage. Les deux armées étaient égales en artillerie; mais il faut remarquer que celle des alliés était tout aussi bien servie que celle de leurs adversaires. Buonaparté avait formé toutes ses troupes en carrés, dont chaque angle était flanqué de batteries de canon, afin d'arrêter les charges de la cavalerie russe et prussienne. Plusieurs de ces carrés furent attaqués et rompus à la bayonnette.

Nous croyons devoir ajouter aux relations officielles quelques nouveaux détails sur cette glorieuse affaire, tirés des lettres particulieres insérées dans les papiers Allemands.

Extrait d'une Lettre de Leipzic du 3 de Mai.

Hier à la pointe du jour, il se livra une bataille générale à quelques lieues de cette ville entre les troupes Françaises réunies ensemble sous le commandement de l'Empereur Napoléon en personne, et l'armée combinée de Russie et de Prusse. Lutzen fut le point contesté, et la bataille dura depuis le matin jusqu'à dix heures du soir qu'elle fut entierement décidée en faveur des Prussiens.

Le fracas de l'artillerie était si considérable que tout en était ébranlé à plusieurs lieues à la ronde. On dit que la perte des Prussiens dans cette sanglante bataille a été très-grande, mais celle de l'ennemi a été beaucoup plus forte, surtout après que l'on eut emporté une batterie de vive force. La cavalerie et les bayonnettes prussiennes décideront le sort de la bataille.

L'ennemi fut poursuivi à plus d'une lieue du champ de bataille, toujours en combattant. Il n'est pas tombé un seul prussien dans les mains de l'ennemi comme prisonnier; et de l'autre côté nous n'en avons fait qu'un petit nombre. On a combattu avec le plus grand acharnement de part et d'autre;

en conséquence on n'a voulu ni recevoir ni donner quartier d'aucun côté.

Du côté des prussiens le général Blucher et le lieutenant-général Scharnhorst ont été légerement blessés. Le général de Hunerbein a perdu un bras. Le Prince de Hesse Hombourg, major du régiment des gardes, a été emporté du champ de bataille griévement blessé; le Prince Auguste de Prusse a eu un cheval tué sous lui. Les Prussiens ont tiré une volée de mousqueterie après la bataille, en signe de réjouissance pour la victoire qu'ils venaient de remporter.

Extrait d'une autre Lettre de Leipsic, du 4 Mai.

Leipsic est de nouveau débarrassé de ses hôtes et nos communications sont redevenues libres.

Le plan de Napoléon était, lorsqu'il marcha de Iena, le long de la Saale, de gagner l'Elbe, et de couper Leipsic, Halle et Dessau. Il avait poussé au travers du defilé de Kosen, il avait Leipsic sur ses derrieres, et son aile droite s'appuyait sur Lutzen. L'armée russe et prussienne, sous Wittgenstein et Blucher, appuyait sa gauche à Weissenfels et sa droite à Pégau. Dans cette position la bataille continua le 2 de ce mois jusqu'à ce que la nuit fut close.

Il y avait eu le 30 Avril un engagement à Mersebourg, ainsi qu'il y en avait eu précédemment, à Witten et Halle, entre le Vice-Roi d'Italie et le Général Kleist, avec divers succès.

Dans la grande bataille du 2, entre Leipsic et Lutzen, on combattit des deux côtés avec la plus grande vigueur et opiniâtreté. Napoléon avait la supériorité de nombre, mais l'armée alliée était supérieure en cavalerie. L'artillerie était égale des deux côtés. Napoléon descendant dans la plaine, ne montra pas autre chose que des bataillons quarrés, qui marchaient comme des redoutes mouvantes, liées entr'elles à tous les angles comme des bastions par des batteries d'artillerie dont le feu croisé était destiné à empêcher la cavalerie d'avancer. Plusieurs de ces quarrés furent totalement enfoncés. On distingua entr'autre le brave bataillon des grenadiers des gardes. On avait demandé les hommes de bonne volonté et presque tous s'étaient offerts. Ils emporterent de vive force une de ces batteries qui avait fait prodigieusement de mal à nos troupes. Ce bataillon essuya une perte considérable, mais il se couvrit de gloire. Pendant la bataille, les Prussiens eurent en blessés, le Général Commandant Blucher, légerement; (Il banda lui-même sa blessure sur le champ de bataille.) Le Général Scharnhorst légerement. (On lui tira la balle du pied sur le

champ de bataille); et le Général Hunerbein qui perdit un bras. Son Altesse le Major Prince Léopold de Hesse Hombourg fut blessé sévérement. Les Français ne firent point de prisonniers, et notre armée n'en fit qu'un petit nombre, personne ne voulant donner quartier. L'Empereur de Russie et le Roi de Prusse de notre côté et Napoléon de l'autre, commandaient en personne. La nuit mit fin à l'action. Notre armée bivouacqua sur le champ de bataille; le 3 au matin elle reposait sous ses armes, mais les Français avaient fait un mouvement latéral et nos troupes se porterent alors sur Borna.

DERNIERES NOUVELLES DES ARMÉES FRANÇAISES.

Entrée de Buonaparté *dans la Ville Neuve de Dresde.*

Journaux de France.

Paris, le 12 *Mai.*—L'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées, le 6 au soir:

Le quartier-général de l'Empereur et roi était à Waldheim; celui du vice-roi à Ertzdorf; celui du général Lauriston à Oschartz; celui du prince de la Moskwa entre Leipzic et Torgau; celui du comte Bertrand à Mettweyda; celui du duc de Reggio à Peneg.

L'ennemi avait brûlé, à Waldheim, un très-beau pont d'une arche, ce qui nous a retardé de quelques heures. Son arriere-garde voulut défendre le passage, mais elle fut repoussée sur Ertzdorf. La position de ce dernier endroit est très-belle; l'ennemi désirait de la garder, le pont étant brûlé. Le vice-roi fit tourner le village par la droite et par la gauche. L'ennemi était posté entre des ravins. Il y eut un feu vif de mousqueterie et d'artillerie. Nous marchâmes droit sur l'ennemi et la position fut emportée. L'ennemi laissa 200 tués sur le champ de bataille.

Le général Vandamme avait le 1er Mai son quartier-général à Harbourg. Nos troupes ont pris un cutter Russe, monté de 20 canons. L'ennemi a repassé l'Elbe avec tant de précipitation, qu'il a laissé sur la rive gauche beaucoup de bateaux propres au passage de la riviere et des bagages. Le mouvement de la grande-armée a déjà causé une grande consternation à Hambourg; les traîtres de Hambourg voient le jour de

la vengeance s'approcher rapidement. Le général Dumouceau était à Lunebourg.—A la bataille du 2, les officiers d'artillerie Berenger et Prélil ont été blessés, mais légerement. Voici la relation que l'ennemi a donné de la bataille; nous devons nous attendre qu'on chantera le *Te Deum* à Pétersbourg, comme on l'a fait pour la bataille de la Moskwa.

Suit une relation de la bataille du 2 Mai, faite par un officier du corps de Blucher; elle n'a rapport qu'à ce qui s'est passé sur l'aile droite des alliés, et se termine ainsi:

" Dans ce moment, j'apprends que la bataille est finie et que nous sommes maîtres, non-seulement du premier champ de bataille, mais aussi du terrain que nous avons pris à l'ennemi. Néanmoins, l'occupation de Leipzic par l'ennemi nous oblige à faire un mouvement latéral." *(Moniteur du 13 Mai.)*

Paris, le 14 Mai.—L'Impératrice Reine et Régente à reçu les nouvelles suivantes de la situation de l'armée jusqu'au 9 au matin:

Le quartier-général de l'Empereur était le 7 à Nossen. Entre Nossen en Wilsdruf, le vice-roi trouva l'ennemi posté derriere un torrent et dans une belle situation. Il le débusqua de ce poste, tua environ 1000 hommes, et fit 500 prisonniers. Un cosaque qui fut pris était porteur de l'ordre ci-joint de brûler les bagages de l'arriere-garde russe. En effet, 800 chariots russes furent brûlés; nous prîmes sur les routes une quantité de bagages et 20 pieces d'artillerie. Plusieurs colonnes de Cosaques étaient coupées, nous les poursuivîmes. Le vice-roi est entré à Dresde le 8 à midi. Indépendamment du grand pont, que l'ennemi avait rétabli, il avait jeté trois ponts sur l'Elbe. Le vice-roi ayant fait marcher des troupes vers les ponts, l'ennemi y mit le feu immédiatement. Les trois têtes-de-pont qui les défendaient furent prises. Le même jour (8), à 9 heures du matin, le comte Lauriston est arrivé à Meissen. Il y a trouvé des redoutes construites par les Prussiens; ils avaient brûlé le pont. Toute la rive gauche de l'Elbe est délivrée de l'ennemi.

S. M. arriva à Dresde à une heure après-midi. L'Empereur, après avoir fait le tour de la ville, alla aux chantiers, à la porte de Pirna, et de là au village de Prielsnitz, où S M. fit jeter un pont sur la riviere. A sept heures du soir, S. M. revint de sa reconnaissance au palais, où elle est logée. La vieille garde entra à Dresde à huit heures du soir. Le 9, à trois heures du matin, l'Empereur fit replacer une batterie sur un des bastions qui domine sur la rive droite, par laquelle l'enne-

mi fut délogé de la position qu'il occupait de ce côté. Le prince de la Moskwa marche sur Torgau. Vous trouverez ci-joint la relation que l'ennemi a donnée de la bataille de Lutzen, laquelle n'est qu'un tissu de mensonges. Nous apprenons que les Russes se disposaient à chanter le *Te Deum;* mais que les personnes du pays, qui étaient chargées de le faire chanter, ont dit que cela serait ridicule, et que ce qui pouvait convenir en Russie serait absurde en Allemagne. L'Empereur de Russie a quitté Dresde hier matin.

Le fameux Stein est un objet de mépris pour les honnêtes gens. Il a voulu faire révolter la populace contre les propriétaires de terres. Nous ne pouvons pas revenir de notre étonnement de voir des souverains tels que le roi de Prusse, et surtout l'Empereur de Russie, que la nature a doué de tant de belles qualités, donner la sanction de leurs noms à des actions si coupables et si atroces.

Indépendamment des canons et bagages pris dans la poursuite de l'ennemi, nous avons encore fait 5000 prisonniers dans la bataille, et pris 10 pieces d'artillerie. L'ennemi ne nous a pas pris un seul canon, mais il a fait 111 prisonniers. Le général en chef Kutusoff est mort à Buntzlau, d'une fievre nerveuse, il y a environ 15 jours. Il a été remplacé dans le commandement en chef par le général Wittgenstein, qui a débuté par la perte de la bataille de Lutzen. (*Moniteur, du 15 Mai.*)

ATTAQUE INFRUCTUEUSE D'HAMBOURG.

Mouvement hostile du Dannemarc contre la France.

Lettre de Hambourg, du 11 *Mai.*

Tandis que nous attendions la confirmation de la bataille de Lutzen, nous avons été forcés d'être les spectateurs d'une autre bataille bien plus près de nous. Depuis leur entrée à Harbourg, les Français avaient rassemblé des troupes de plusieurs points éloignés, et se préparaient à attaquer Hambourg. C'était une espece d'amusement pour nos oisifs que de monter sur les clochers et d'épier leurs mouvements. Les Français faisaient leur exercice tous les jours vers midi, et faisaient toutes les manœuvres d'une bataille: mais ces especes de parades avaient lieu depuis si long-temps, que l'on commençait à n'y faire presque plus

d'attention. Il y avait tous les jours une légere canonade entre les postes respectifs sur les deux rives de l'Elbe. Cependant, Dimanche matin, 9 de ce mois, le feu commença à être plus animé et devint bientôt une canonade furieuse. En conséquence il y eut beaucoup de mouvement et d'agitation dans la ville et dans le voisinage du bord de l'eau. Les gens de la campagne montaient sur les toits de leurs maisons, et regardaient l'attaque qui, dans de certains moments, éclairait tout l'horizon. On entendait au milieu de la canonade un feu partiel de mousquetterie; mais dès qu'il fit grand jour et qu'on entendit le feu de la mousquetterie se rapprocher, il devint évident que l'ennemi était parvenu à effectuer son débarquement, qu'il s'était emparé des batteries des îles, et qu'il en chassait nos troupes. Vous pouvez concevoir la terreur que causa cette seule idée, dans laquelle on ne tarda pas à être confirmé quand on vit les védettes galopper dans les rues. On croyait dans la ville, et avec quelque fondement, que Davoust, que l'on savait s'être exprimé de la maniere la plus violente contre les habitants d'Hambourg, avait promis à ses soldats cinq heures de pillage. Les rues se remplirent aussitôt de personnes effrayées, courant hors de leurs maisons, entassant sur des charriots leurs meubles et effets précieux, et essayant de se sauver dans la campagne. Il était alors cinq heures du matin. Le cri général était: "Les Français sont venus"; et ce cri, quoique proféré par une populace terrifiée et enragée, pouvait à peine être distingué au milieu du bruit que faisait la cavalerie en galoppant et le roulement des voitures qui se rendaient aux portes de la ville. A six heures et demie le tambour de la garde bourgeoise battit aux armes pour la seconde fois: il ne resta plus en conséquence personne au lit, et je descendis moi-même dans les rues. Tout y était dans la plus épouvantable confusion. Ici on voyait des hommes qui s'armaient à la hâte de tout ce qu'ils pouvaient trouver sous leurs mains, et qui couraient aux portes où l'on avait donné l'alarme; là, des femmes et des enfants des premieres familles de la ville, à moitié habillés, entassés sur des charriots, au milieu de lits et de paquets, et fuyant en silence et en pleurant; ailleurs, on voyait des couriers et des exprès passer et repasser à chaque instant, et des charriots arriver avec les blessés qu'on avait enlevés sur le champ de bataille. Je me portai aux remparts, dans la direction d'où venait le feu, et je fus un des milliers d'individus qui observaient ce feu avec une vive anxiété.

La situation d'Hambourg est singuliere. Elle fut peut-être choisie, comme celle de Venise, pour la sûreté autant que pour le commerce; et, comme Venise, elle est bâtie dans un marais. L'espace entre elle et Harbourg est rempli d'une suite de petites îles couvertes de verdure, et coupées par de petites branches de l'Elbe qui coulent entr'elles. La campagne vis-à-vis forme un côteau en pente douce, sur lequel Harbourg est bâti en amphithéâtre qui s'éleve graduellement à partir du rivage. Sa situation frappe d'autant plus que tout le pays à droite et à gauche est un pays plat, et quelques bouquets de bois en font le paysage favori des Hambourgeois. Willemsburg, l'île qui est en face, avait été occupée par les volontaires d'Hambourg et quelques Mecklenbourgeois, qui y avaient établi une batterie d'où ils inquiétaient de temps à autre la position des Français. L'ennemi y avait débarqué dans la nuit, de Harbourg, sous la protection de ses canons; il en avait chassé les volontaires qui avaient été surpris pour le moment, et il s'était établi depuis la pointe du jour dans l'île, avec environ 2000 hommes. Les forces que les Hambourgeois y avaient ne montaient pas tout à fait à 1500 hommes; encore y en avait-il environ 1100 qui n'étaient que des volontaires tout nouvellement armés, et dont plusieurs n'avaient même joint que quelques jours auparavant. A la nouvelle de la victoire remportée le 2 de Mai par les Prussiens, ils avaient fait venir du vin pour célébrer ce joyeux événement. Les Français ayant su par leurs espions que les avant-postes étaient mal gardés, pousserent en avant, ouvrant un feu d'artellerie et de mousqueterie qui fit replier les piquets avec une perte considérable. En voyant avancer les Mecklenbourgeois qui étaient en réserve, le bataillon Anséatique se rallia et l'on fit sur toute la ligne un feu de billebaude très-vif. Comme nous étions sur les remparts, nous pouvions parfaitement voir ce feu et en suivre la direction quand elle changeait. Il faisait ce jour-là le plus beau soleil du monde, et la fumée s'élevait comme un nuage épais des bois qui s'étendent le long des bords de Willemsburg. Les remparts étaient couverts de monde, et tous les yeux étaient fixés sur la bataille. Vers neuf heures on vit une grosse colonne de fumée s'élever tout-à-coup de la gauche. Les Français étaient alors vivement pressés par les Mecklenbourgeois et par quelques détachements de la légion germanique qui étaient descendus par la riviere. Tandis que le feu continuait avec cette vivacité, le magistrat reçut un exprès qui lui apporta la nouvelle que les troupes danoises qui étaient dans les environs d'Altona, marchaient sur Hambourg afin de défendre la ville. Il est impossible de peindre le soulagement et la satisfaction que cette nouvelle parut produire parmi le peuple. On courait de rue en rue pour répandre la bonne nouvelle, et tout le monde sembla passer, comme par enchantement, de l'ex-

même abattement à la joie la plus extravagante, ainsi que cela a lieu toutes les fois que les sentiments populaires sont mis en mouvement. L'action cessa bientôt après, les Français se retirant par le bras de l'Elbe qui coule au Sud de l'isle, et qui, à la simple vue, paraît être tout au plus de 100 verges de largeur. Ils couvrirent leur retraite par des décharges d'artillerie.

Comme tout était fini de ce côté de la riviere, j'allai à la porte d'Altona. Je n'y aperçus que quelques soldats danois épars sur la plaine qui sépare les deux villes. Mais le gouvernement danois avait agi avec activité d'une autre maniere. Dans le cours de la matinée, lorsqu'il paraissait évident que l'ennemi était déterminé à risquer de se rendre maître d'Hambourg, le sous-gouverneur danois d'Altona, dont le nom est Blucher, parent du général prussien de ce nom, alla trouver Vandamme pour lui faire des représentations sur l'attaque, et déclarer que les Danois aideraient à la repousser s'il y persistait. Je ne connais que par le bruit public la conversation qui eut lieu. On dit que Vandamme ayant demandé pourquoi les Danois s'interféraient, Blucher lui avait répondu que le Danemarc était trop intéressé à la sûreté d'une grande ville aussi voisine de ses frontieres, pour voir avec indifférence les outrages qui auraient immanquablement lieu si les Français y entraient, outrages qui s'étendraient proprement jusqu'au territoire danois. Vandamme lui répondit en souriant: "Que les Français étaient une nation distinguée par son urbanité à la guerre; qu'il était absurde de penser que l'Empereur voulût faire du mal à une des cités de son empire, et qu'étant déterminé, à tout événement, à entrer à Hambourg, il lui importait peu d'y arriver par le territoire danois ou hambourgeois."

Le Danois retourna et sur-le-champ trois chaloupes canonieres danoises pleines de monde arriverent d'Altona, et mouillerent dans le passage afin de défendre Hambourg. Dans la soirée, comme on n'était pas bien certain des dispositions où étaient les Français, on fit sortir toutes les troupes. Les Cosaques, quelques corps danois et 10 pieces d'artillerie danoise furent rangés en ligne le long des sables. On plaça le canon des Russes à la porte d'Altona, et la plus parfaite cordialité sembla régner partout.

Il est difficile de deviner ce qu'on doit augurer de cette démarche en faveur de la politique du gouvernement danois, car les autorités danoises ont donné à entendre que tout ce qu'elles faisaient n'était que pour protéger leur neutralité. Mais ce genre actif de protection, qui jete des obstacles aussi sérieux sur la voie d'un objet favori, ne doit pas avoir été adopté sans que l'on n'ait mûrement considéré auparavant jusqu'à quel point on pouvait l'excuser aux yeux de Buonaparté.

Dans les affaires de cette journée, la légion anséatique a

perdu par suite du désordre dans lequel elle fut jetée dans le principe, environ 50 tués et 150 blessés, dont 7 officiers, mais les états qu'on a reçus jusqu'à présent ne sont pas très-exacts. Les Mecklenbourgeois, qui se sont battus avec une bravoure distinguée, et qui littéralement parlant ont balayé les Français devant eux, n'ont eu que deux hommes tués et de 20 à 30 de blessés. Les blessés français furent enlevés dès le matin, mais ils ont eu 200 tués et nous leur avons fait 60 prisonniers. J'ai vu passer quelques-uns de ces prisonniers. Jamais je n'ai vu de gens de plus mauvaise mine; ils avaient l'air hébété et consumés de fatigues; et comme ils n'avaient rien sur le dos qui ressemblât à un uniforme quelconque, leur apparence faisait horreur. La misere et la coquinerie étaient peintes sur leurs figures.

Lundi dernier, il y eut une alarme partielle causée par une tentative que les Français firent pour passer la riviere plus haut. Les Français étaient déjà débarqués dans une île en 10 bateaux armés chacun d'une piece de canon. Mais ils se retirerent dès qu'ils virent nos piquets s'avancer. Ce soir j'ai ouï dire que Dornberg qui avait passé l'Elbe il y a quelques jours, avait repris Lunebourg d'assaut, et que toutes les forces russes qui sont ici devaient passer la riviere ce soir et attaquer les Français conformément à son plan. A tout événement, les Russes vont tous se mettre en marche; quelques beaux détachements de lanciers, avec tous les Cosaques, sont déjà partis. Les voitures de l'état-major sont à la porte du général, et le quartier-général restera au moins pour cette nuit hors de la ville."

DÉTAILS OFFICIELS DE L'ATTAQUE D'HAMBOURG.

Dépêches du Brigadier-Général Lyon *au Comte* Bathurst.

Hambourg, 8 Mai.

La marche sur l'Elbe des différents corps de l'armée française obligea les divisions des généraux Fettenborn, Dorenberg et Czernicheff à repasser la riviere. Elles se concentrerent à Hambourg. Le premier Mai, le général Sebastiani, avec environ 7000 hommes d'infantere et 3000 de cavalerie, partit de Lunebourg, se dirigeant sur Magdebourg. Le 4, ce corps arriva à Salzwedel et y fit halte. Le général Davoust, avec environ 10,000 hommes, y compris la 1a division de Vandamme, occupa Lunebourg, Harbourg

et Stade; détachant de petits postes de diverse force sur les points intermédiaires le long des rives de l'Elbe. Dès que le général Sebastiani se fut mis en marche par sa droite, le général comte de Walmoden marcha avec les corps de Dorenberg et de Czernicheff sur Domitz.

De Schwarzenbeck, le 11 Mai.

Quelques jours après que j'eus clos la lettre que j'eus l'honneur d'adresser le 8 à Votre Seigneurie, l'ennemi attaqua les postes des Isles de Wilhemsbourg et d'Ochsenwerder; mais j'ai le plaisir de vous informer qu'ils furent repoussés avec une perte considérable.

Il parait que le maréchal Davoust avait rassemblé, le 8, de 5 à 6000 hommes dans le voisinage d'Harbourg. Cette force, à l'exception de 1500 hommes qui furent laissés à Harbourg, fut embarquée le 9 à une heure du matin. Favorisés par la marée tombante, et couverts par de nombreuses batteries érigées sur la rive opposée, ils effectuerent leur débarquement long-temps avant la pointe du jour. Le nombre de troupes stationnées dans l'Isle ne passait pas 1100 hommes. En conséquence, l'ennemi gagna d'abord beaucoup de terrain, mais à l'arrivée d'un bataillon de Mecklenbourgeois qui eut ordre d'aller sur-le-champ à leur secours, on marcha sur eux et on les repoussa jusqu'à leurs bateaux.

Un bataillon d'Hanovriens, commandé par le major de Berger, et un bataillon de Lubeck, marchant de Bergadorff et Zouenspicker sur l'Oschvenwerder, au secours d'un corps de 600 hommes stationné à ce poste, attaqua l'ennemi avec vigueur et impétuosité sur son flanc droit. Cela l'obligea de se retirer, et dans sa retraite il mit le feu aux moulins et aux maisons qui se trouvaient sur la ligne de la marche. La conduite du corps du major de Berger m'a été représentée comme extrêmement distinguée. J'avais l'intention de faire un rapport particulier sur le progrès que ce corps a fait dans sa discipline, quoique levé depuis si peu de temps au service de Sa Majesté; mais c'est avec une vive satisfaction que j'ajoute que sa bravoure a été aussi remarquable.

Lorsque l'ennemi s'avançait, il fut envoyé un parlementaire par le général Wagner, commandant l'avant-garde de l'armée danoise en Holstein, avec une déclaration portant que les forces qu'il commandait coopéreraient à la défense d'Hambourg, si l'on persistait à attaquer cette ville. Au

retour de l'officier, voyant que les Français continuaient leurs opérations, les troupes danoises dépasserent la frontiere et prirent une position à Hamburg-berg, avec 10 pieces de canon, tandis qu'il avait été placé une ligne de chaloupes canonieres pour la défense du port. J'ignore la perte que les alliés ont éprouvée en général dans cette derniere affaire; on l'estime à 150 hommes et 15 officiers. J'ai appris avec peine que le bataillon hanovrien a souffert considérablement, ayant eu 2 capitaines et 80 hommes tués ou blessés.

L'ennemi est entré à Cuxhaven le 8 du courant. Le détachement du bataillon de vétérans sous les ordres du major Kenzinger s'est embarqué, et est en sûreté.

(Signé) LYON.

Détails ultérieurs sur Hambourg.

Il est arrivé à Londres une personne digne de foi qui est partie d'Hambourg le 12. Elle nous apprend que les Français continuaient de menacer d'Harbourg cette ville, et l'on s'attendait qu'ils feraient une troisieme tentative pour passer l'Elbe. Mais la force destinée à les repousser, y compris les Danois, était si considérable qu'on n'avait aucune inquiétude sur le résultat de cette nouvelle tentative. Cependant la plus grande partie des familles riches et respectables s'étaient transportées avec leurs enfants à Altona, où l'on avait de même fait passer une quantité considérable d'effets et de meubles précieux, préalablement à la destruction de la ville par le feu, s'il paraissait inévitable qu'elle tombât au pouvoir des Français. La détermination des Hambourgeois à cet égard est bien connue en Allemagne; et lorsqu'il y a eu quelque alarme donnée, c'est toujours avec la plus grande difficulté qu'on a pu empêcher la populace de mettre cette intention à exécution. Plusieurs jeunes allemands qui avaient été employés comme commis à Londres, étaient allés dernierement à Hambourg pour y servir en qualité de vo-

lontaires pour la cause commune de leur patrie. A peine avaient-ils débarqué qu'ils avaient demandé à être envoyés contre l'ennemi. Quelques-uns de ces braves jeunes gens ont eu part à la belle défense de Wilhemsbourg, et sont au nombre des tués. Deux de ces derniers n'étaient pas partis de Londres depuis plus d'un mois.

Départ des Princes Français.

Monsieur, frere de S. M. Louis XVIII, et son fils aîné, Mgr. le Duc d'Angoulême, sont partis de Harwich pour Héligoland le 20 de ce mois, à bord du paquebot la Lady Nepean. Ils sont accompagnés du baron de Rolle, et des comtes François d'Escars et Etienne de Damas. Ces augustes princes se rendent, dit-on, au quartier-général de S. M. l'Empereur Alexandre. Nous ne saurions trop applaudir au motif noble qui les a déterminés à se montrer dans les circonstances actuelles sur le continent, ni faire trop de vœux pour le succès de l'objet qu'ils avaient sans doute en vue quand ils se sont mis en route.

ADMISSION DES SUCRES DE LA MARTINIQUE, DE LA GUADELOUPE, etc. POUR LA CONSOMMATION DE L'ANGLETERRE.

Débats dans la Chambre des Communes, relativement à l'admission des Sucres des Colonies conquises (Martinique, Guadeloupe, St. Thomas, etc.) pour la Consommation intérieure de la Grande-Bretagne.

Séance du 13 *Mai* 1813.

Sur la motion du Chancelier de l'Echiquier, la Chambre se forma en comité pour délibérer sur les sucres importés des colonies conquises.

Le Chancelier de l'Echiquier, *M. Vansittart*, dit que l'objet de la résolution qu'il avait à proposer était de se procurer un approvisionnement suffisant pour le marché au sucre de ce pays-ci. On l'avait informé que le fonds des sucres des colonies britanniques était presque entièrement épuisé, et qu'il n'y avait aucune apparence qu'il en arrivât de quelque temps, ce qui produirait une hausse prodigieuse dans le prix de cette denrée, à moins qu'il ne fût permis que les sucres de la Martinique et de la Guadeloupe pussent remplir ce déficit, et fussent reçus pour la consommation intérieure du pays. Son intention était néanmoins que ceci ne serait qu'un expédient temporaire, la protection due aux planteurs britanniques des Indes Occidentales exigeant cette réserve. Il conclut en proposant une résolution qui portait que les sucres des colonies conquises arrivés antérieurement au 12 de ce mois, seraient admis pour la consommation du pays, en payant un droit additionnel à celui sur les sucres de plantation britannique, savoir, de 5 shellins par quintal sur le sucre brut et de 12s. 6d. sur le sucre terré. Ce réglement devrait durer aussi long temps que le prix moyen du sucre pour quatre moisserait de 53 shellins le quintal.

M. Ellis dit que comme cet expédient ne devait être que momentané, il n'avait pas l'intention de s'y opposer: mais si l'on entendait en faire un réglement permanent, il le considérait comme un manque de foi envers les planteurs britanniques des Indes Occidentales. Quant au faible approvisionnement en sucres de plantation britannique qui se trouvait aujourd'hui en Angleterre, cela ne provenait pas de ce que nos colonies n'en avaient pas assez produit, mais bien du délai qui avait eu lieu dans les expéditions de cette denrée, délai qui provenait des arrangements de l'Amirauté par rapport aux convois.

M. Murryat dit qu'il ne pouvait pas approuver qu'il fût imposé un droit additionnel sur les sucres étrangers, parce que dans ce cas ils vaudraient plus pour l'exportation que pour la consommation intérieure, et que conséquemment il n'était pas vraisemblable qu'on en achetât pour ce dernier marché.

M. Baring dit qu'il approuvait la résolution proposée, parce qu'elle était indispensable, vû qu'il n'y avait de sucre Anglais en magasin que pour la consommation de quinze jours.

Les habitants de la Martinique et de la Guadeloupe avaient été excessivement malheureux, le gouvernement français ayant découragé l'importation en France des sucres de ces îles dans l'intention sans doute d'indisposer ces habitants contre le Gouvernement Anglais.

M. *Marryat* dit que pas plus tard que Mardi dernier, les vendeurs de sucre n'avaient pas plus de 2000 bariques de sucre anglais à vendre.

M. *William Dundas* dit qu'il pouvait assurer, au sujet des convois des Indes Occidentales, que l'on n'avait aucuns reproches à faire à l'Amirauté ; qu'elle avait fixé le départ des convois selon les desirs des négocians eux-mêmes, et que ce n'était que la crainte de tomber entre les mains des corsaires Américains qui avait empêché cette année qu'il ne vînt en Angleterre le même nombre de navires aventuriers que dans les années précédentes.

Alors la résolution fut agréée, et il fut ordonné que le rapport en serait fait à la séance du lendemain.

Dans les séances suivantes, le droit additionnel de 12s 6d. sur les sucres terrés des isles conquises, a été réduit à 10sh. seulement ; et l'on a admis les sucres de St. Thomas, St. Eustache et Mariegalante, pour la consommation britannique, aux mêmes conditions.

Le bill est maintenant devant la Chambre des Lords.

Le taux moyen du sucre brut qui n'était la semaine derniere que de 59sh. 6d. le quintal, a monté dans celle-ci à 65sh. 3d.

Imprimé pour SCHULZE et DEAN, 13, Poland-St. Oxford-St. chez lesquels on peut souscrire.

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLXVI.—*Le* 30 *Mai*, 1813.

OUVRAGE NOUVEAU.

ARNOLDIANA, *ou* SOPHIE ARNOULD *et ses Contemporaines, Recueil choisi d'Anecdotes piquantes, de réparties et de bons mots de* Mlle Arnould ; *précédé d'une notice sur sa vie et sur l'Académie Impériale de Musique.*

Je fais grâce de l'épigraphe, petit ornement devenu aujourd'hui fort à la mode, petit étalage d'érudition qu'affichent à la tête de leurs moindres opuscules tous nos auteurs, éditeurs, compilateurs et ouvriers quelconques en livres. Celle qui est au frontispice de l'*Arnoldiana* ne signifie rien du tout; et le titre, tel que je l'ai copié, est bien assez long

comme cela, sans l'étendre encore par une superfluité sans agrément. Puisque j'ai parlé de ce titre, il me fournira encore une observation fort petite, à la vérité ; mais je crains que le livre lui-même ne soit pas de nature à en offrir de beaucoup plus importantes. L'auteur de l'*Arnoldiana* donne pour second titre à son recueil : *Sophie Arnould et ses Contemporaines*. Pourquoi ses contemporaines ? Il me semble que les contemporains jouent pour le moins un aussi grand rôle dans l'histoire de Mlle Arnould, ne sont pas moins l'objet de ses bons mots et de ses réparties, et par conséquent le sujet de l'*Arnoldiana*, que les contemporaines. Pourquoi ne pas se servir du mot générique qui comprend les deux sexes, et choisir de préférence le terme particulier et exclusif qui ne convient qu'à l'un des deux, et semble rendre les hommes tout-à-fait étrangers à la vie, aux actions, aux discours de Mlle Arnould ? Assurément, Sophie Arnould réclamerait elle-même contre cet arrangement, si elle pouvait le connaître.

Je ne sais si elle ne réclamerait pas aussi contre l'*Arnoldiana* tout entier, contre ce monument qu'on a prétendu élever à sa gloire. Je ne sais si la réputation de femme d'esprit qu'elle a laissée, et qui n'était appuyée que sur une sorte de tradition, et sur un domaine de mots piquants, de réparties vives, de propos gais et libertins, conservés dans les mémoires et recueils du temps, titres un peu vagues, un peu incertains, un peu légers, n'aura pas plus à perdre qu'à gagner de reposer dorénavant sur des titres plus clairs, plus positifs, surtout plus volumineux et plus lourds. Quelle est la réputation qui pourrait résister à un *Ana* de quatre cents pages ? Il est vrai que sur ces quatre cents pages, il n'y en a qu'environ trois cents consacrées à nous rapporter les mots heureux, les *dits mémorables*, les vives saillies de Mlle Arnould, et l'on avouera que

c'est bien honnête ; qui jamais a dit trois cents pages de bons mots ? Le reste du livre, le quart à peu près, est rempli par l'éditeur lui-même, qui a bien voulu joindre son esprit à l'*Esprit de Mlle Arnould*, premier titre sous lequel il avait en d'abord la pensée de faire paraître son gros recueil, et qu'il semble beaucoup regretter encore. Mais il peut se consoler : les *esprits* n'ont pas un beaucoup meilleur renom dans la république des lettres, et ne réussissent pas beaucoup mieux dans le monde que les *Anas*. Je n'ai pas, au reste, une plus mince opinion des ces dernieres compilations que le compilateur lui-même de l'*Arnoldiana ;* il les compare à une *cordonnerie où chacun trouve chaussure à son pied*. Peut-être cependant ce que j'ai pris pour l'expression du mépris, à cause de la comparaison ignoble, n'est-il qu'un éloge déguisé sous la familiarité de l'expression : en effet, c'est faire beaucoup d'honneur à la plupart des Anas, de prétendre que tout le monde y trouvera *chaussure à son pied*. Je ne sais si l'*Arnoldiana* lui-même offrira cet avantage, et s'il ressemblera à une vaste *cordonnerie*, quoiqu'il soit fait, comme nous l'apprend l'éditeur, *selon le goût d'un siecle qui effleure tout, qui analise tout*, expressions qui doivent être un peu étonnées de se trouver ensemble comme à peu près synonymes, et de caractériser un même siecle.

Ce style extrêmement simple, ces comparaisons extrêmement familieres, se trouvent dans un avant-propos où l'éditeur a cru ne devoir pas se gêner, et pouvoir se mettre à son aise ; mais il sait varier son ton avec son sujet, et il devient prodigieusement brillant et pompeux dans sa diction et ses images, quand il parle du pompeux et brillant Opéra. Son début surtout est magnifique ; mais je ne puis le citer parce qu'il est trop long, quoiqu'il ne soit que d'une phrase : mais quelle phrase ! Et com-

ment être court lorsqu'on parle de ces *aimables enchanteresses*, de ces *princesses séduisantes*, qui s'efforcent " à l'envi d'allumer dans tous les cœurs " ce beau feu, âme de l'univers, qui tour à tour le " consume et le reproduit ?" Cependant cette effervescence poétique se calme; l'historien succède au poëte, et l'histoire de l'Opéra a sa brillante description. Ceux qui voudront apprendre le régime et les vicissitudes de ce théâtre, quand il a été brûlé, quand il a été rebâti, ses noms divers, les divers emplacements qu'il a occupés, où il a été, et où il est actuellement, pourront l'apprendre dans cette notice, à peu près aussi bien que dans dent autres endroits où cela se trouve. De l'Opéra, par une transition que peut-être on ne trouvera pas trop forcée, l'auteur de la notice passe aux courtisanes anciennes et modernes. Il commence par les modernes et les fait passer sous nos yeux, comme dans une lanterne magique : *voyez Curtou . . . : voyez Gaussin. . . voyez Fel. . . . voyez Defresne ;* puis viennent Aspasie, Laïs, Léontine, Phryné, Thaïs, Thrazélie, sujets qui ne sont pas bien neufs. Cependant l'auteur trouve le moyen de dire quelque chose de neuf sur Thargelia, en nous apprenant qu'elle *aida Xercès à conquérir la Grece*, qu'il ne conquit jamais. Cette grande érudition est terminée par un petit trait de satire, non contre les actrices de l'Opéra, mais contre les femmes de la société. L'auteur se plaint pourtant un peu des premières, qui ont changé la destination d'un théâtre qui, fait pour être l'*école des mœurs*, est *devenu celle de la galanterie :* on voit que du moins il adoucit fort les expressions et le reproche. Il est un peu plus amer quand il parle des femmes de la société ; et, dans son humeur, il ne parle pas trop français, et construit fort mal sa phrase : " *Combien*, dans les cercles, dit-il, *les plus austeres des* " *Lucreces qui*, plus adroites que sages sous le

"voile de la pudeur, *qui n'est pas toujours celui* "de l'innocence, *ne pourraient pas soutenir* devant "le crédule hymen, l'épreuve de Tutia *qui*, se "voyant accusée de n'avoir pas bien gardé *son* feu "sacré, s'engagea pour sa justification à porter "de l'eau dans un crible!" Il est certain que je ne conseillerai pas à la plus austère de nos Lucrèces, de risquer cette épreuve.

Mais je dois enfin abandonner le panégyriste pour m'occuper de l'héroïne : et comme il partagerait encore mon attention avec elle, si je parlais de la longue notice qu'il lui a consacrée, je le passerai entièrement sous silence, regrettant cependant de ne pouvoir pas rapporter quelques-uns des éloges qu'il donne à Mlle Arnould, comme femme spirituelle et comme actrice *tendre et onctueuse*. Quant à moi, je ne la considérerai que sous le premier rapport, le seul qui puisse un peu intéresser la génération actuelle. L'esprit d'une actrice de l'Opéra peut, à toute force, lui survivre ; mais que d'avantages il avait tant qu'elle était vivante, et qu'il perd nécessairement à sa mort, si même il ne les avait pas perdus long-temps auparavant! Je crois que Mlle Arnould elle-même ne démentira pas cette observation générale ; je suis persuadé que l'expression de sa physionomie, son geste, son regard, sa pantomime entière donnaient du prix à des saillies, à des réparties qui, lues froidement dans un livre et privées de ce jeu magique qui leur donnait de la vivacité et de l'éclat, paraîtront souvent assez insipides. Elle aimait beaucoup le calembour, le plus mauvais sans contredit des bons mots dont on peut rire cependant au moment même où un terme équivoque le fait naître, et lorsqu'un esprit rapide, saisissant les frivoles et misérables rapprochements dont il se compose, le hasarde en rougissant pour ainsi dire, et en demandant grâce, mais qui perd toujours à être recueilli, rapporté, imprimé. Mlle

Arnould les prodigue avec une merveilleuse fécondité ; *l'Indienne*, comédie de Champfort, tombe et n'est pas achevée ! " L'INDIENNE a fait baisser la " TOILE ! s'écrie Mlle Arnould." Molé, naturellement fort avantageux, éprouve une grave maladie, et dans sa convalescence, ses admirateurs, et surtout ses admiratrices, lui envoient une prodigieuse quantité de bouteilles de vin. " Molé, dit " Mlle Arnould, sera tout VIN de ces attentions-" là." Et un millier d'autres qui ne sont ni meilleurs ni plus mauvais ; elle est la digne émule de M. de Bievre, et c'est peut-être comme sa rivale qu'elle ne l'épargne pas. M. de Bievre était petit-fils de Maréchal, chirurgien de Louis XIV. Après avoir acheté la terre de Bievre, il se fit appeler le marquis de Bievre. " Il ne lui en aurait pas coûté " davantage, dit Mlle Arnould, de se faire appe-" ler le maréchal de Bievre."

Ceci est un jeu de mots, genre que je placerais immédiatement un cran au-dessus du calembour. Mlle Arnould était aussi très féconde en ce genre, et ses jeux de mots étaient quelquefois excellents. Je mettrais de ce nombre celui-ci, que je rapporte quoiqu'il soit connu ; mais il en est ainsi de tous les *bons mots* véritablement *bons* de Mlle Arnould. Le premier et le plus constant de ses amants lui fut pourtant quelque temps infidele, et porta ses hommages à une autre actrice de l'Opéra. Il eut néanmoins assez de confiance en elle pour lui faire part de son infidélité, et elle assez de philosophie pour la supporter avec grâce. Elle s'entretenait même avec lui de sa nouvelle passion ; et le voyant un jour fort préoccupé d'un chevalier de Malte qu'il rencontrait toujours chez sa nouvelle maîtresse : " Eh bien, lui dit-elle, le rival accomplit son vœu " de chevalier de Malte ; il fait la guerre aux in-" fideles." Je citerai encore deux mots de Mlle Arnould : l'un, parce que, sans être très-bon en

lui-même, il fait bien ressortir l'enflure pédantesque de Thomas ; l'autre, parce qu'il sort de la classe des jeux de mots, et que, sans avoir précisément d'éclat, il est plein de justesse et de raison. Je commencerai par celui-ci : on félicitait Mlle Arnould sur le triomphe de ses débuts, et la réputation qu'elle s'y était acquise. " Hélas, répondit-" elle tristement, je paie tous les jours l'honneur " de m'être élevée, par la peine de me soutenir." Voici le mot par lequel elle fait ressortir l'emphase de Thomas : elle avait une discussion relative à une cheminée : c'était au ministre ayant le département de Paris à en décider. Thomas se charge de cette négociation, et, quelques jours après, vient lui dire : " Mademoiselle, j'ai eu occasion de voir " M. le duc de la Vrilliere, et l'entretenir de votre " cheminée ; je lui ai parlé d'abord en citoyen, " ensuite en philosophe."—" Eh ! Monsieur, re-" prit Mlle Arnould vivement, ce n'était ni en ci-" toyen, ni en philosophe, c'était en ramoneur " qu'il fallait lui en parler."

Au défaut de cette physionomie expressive qui animait ces saillies, ces réponses, ces traits plus ou moins heureux, il faudrait du moins une narration vive et légere qui leur ferait perdre le moins possible de ce qu'y ajoutaient l'à-propos et les grâces du débit ; mais le style de l'éditeur est lourd, embarrassé, incorrect ; voici cependant un petit récrit qui est assez rapide et ne manque pas d'agréments : " Un Anglais qui faisait la cour à " Mlle Beaumenard, vint prier Mlle Arnould, de " le raccommoder avec cette actrice.—Qui vous a " donc brouillés ?—Vous savez bien qu'elle avait un " épagneul ; ce petit animal venait toujours me " mordre les jambes ; je lui ai donné un coup de " pied, et il en est mort.—Ah ! Milord, quel coup " de pied !—Cela est vrai ; mais voulant réparer " le mal, je lui ai porté un joli petit chien anglais.— " Hé bien ?—Hé bien, elle a pris la petite bête, l'a

" jetée par la fenêtre, et elle est restée morte sur le pavé.—*Encore*, repartit Mlle Arnould; *mais c'est le massacre des innocents que cette histoire-là !*"

S'il faut en croire l'auteur de l'*Arnoldiana*, il a *écarté* de son recueil les *propos graveleux*. Il me semble qu'il en a laissé un bon nombre, non-seulement de *graveleux*, mais de tout-à-fait cyniques, et ce sont surtout les amateurs de ces mots plus que libres qui trouveront *chaussure à leur pied* dans cette *cordonnerie*.

VARIÉTÉS.

Industrie et Reconnaissance.

Isidore, enfant de 12 à 13 ans, faisait, à Grenoble, un petit commerce de porte-balle. Tous les jours, à l'heure de matines, on le voyait sur le parvis de la cathédrale, offrant aux chanoines des cure-dents, des étuis, des ciseaux, des crayons et autres bagatelles qui garnissaient son inventaire. Il avait de la gentillesse et une figure prévenante; on l'aimait; et, par intérêt pour le marchand, on achetait la marchandise.

Au nombre de ses pratiques était M. l'abbé de Tencin, qui lui conseilla un jour de se mettre en boutique, et de donner plus d'étendue à son petit négoce.—Je le voudrais bien, M. le Chanoine, mais il faut des fonds!—Combien?—Si j'avais seulement dix écus, je serais bientôt riche.—Dix écus! c'est beaucoup. Mais enfin tu me paraîs un bon garçon, plein d'activité; en voilà le double, à condition, ajouta-t-il en riant, que je serai de moitié dans tes profits.

Peu de temps après, l'abbé de Tencin vient à Paris, oublie Isidore et Grenoble, et se jette en-

tierement dans la brillante carriere dont le terme a été pour lui la pourpre romaine et l'archevêché de Lyon.

Avant de parvenir à ces hautes dignités, il avait suivi à Rome, en 1721, le cardinal de Bissy appelé au conclave, où fut élu Innocent XIII. Il resta ensuite en Italie, chargé par la cour des affaires de France.

Elle en eut à démêler avec Venise ; l'abbé de Tencin fut obligé de s'y rendre ; et comme les négociations pouvaient traîner en longueur, il fit partir son homme de confiance pour y louer un hôtel et des meubles, en lui recommandant de concilier l'économie avec la représentation convenable à son rang.

Ses ordres ne lui parurent que trop bien exécutés à l'égard des convenances. La richesse de l'ameublement et la quantité de vaisselle gravée à ses armes l'alarmerent pour sa bourse, et valurent à son intendant plus de réprimandes que d'éloges. Celui-ci s'excusa sur le fournisseur qui avait toujours répété que son excellence serait satisfaite, et qu'il n'ambitionnait que l'honneur de prendre du chocolat chez elle le lendemain de son arrivée. Qu'il vienne, répondit M. de Tencin, et qu'il apporte son mémoire.

Le déjeûner se passa en propos vagues. Vint ensuite l'article essentiel. Sur la demande de M. l'envoyé de France, on lui présente un papier qu'il ouvre avec inquiétude et où il lit avec étonnement : *Je soussigné reconnais devoir à sa seigneurie, M. l'abbé de Tencin.... la somme de* 250 *mille fr. pour sa part des petits profits que j'ai faits avec les vingt écus qu'il voulut bien me confier à Grenoble, etc.* (*Signé*) ISIDORE.

M. l'abbé de Tencin avait totalement oublié sa bonne action. La reconnaissance lui en rendit le souvenir. Mais, content d'avoir fait le bien d'un

homme industrieux et honnête, il déchira le billet et n'accepta que l'argenterie, pour ne point désobliger Isidore, qui le suppliait à genoux de ne pas dédaigner ce faible gage des sentiments dont il était pénétré pour son bienfaiteur.

POÉSIE.

Franchise pour Franchise, Anecdote Historique.

Jadis vivait un comte de Caumont,
Homme célebre. Une ancienne chronique
Raconte un trait de lui, neuf et comique,
Qu'à mes lecteurs quelques vers offriront.
Sire Caumont était un très-bon sire,
Franc, généreux, brave, et point rodomont,
Même au combat ayant le mot pour rire;
Soldat français, en un mot c'est tout dire.
Ayant acquis, par maint brillant exploit,
La dignité de maréchal de France,
Il fut chargé d'un siége d'importance.
Ne me souviens du nom ni de l'endroit;
Ceci d'ailleurs n'importe à mon histoire.
Le maréchal, ainsi qu'on peut le croire,
Poussa le siége avec tant de vigueur,
Qu'en peu de temps Monsieur le gouverneur
Capitula. Mais, pour clause premiere,
Il demanda les honneurs de la guerre;
Il les obtint: puis telle autre faveur,
Et puis telle autre; et le Français vainqueur,
Accorda tout, sans délai, sans remise.
Le gouverneur, tout joyeux de surprise,
Quand leur accord fut bien exécuté:
"Monsieur, dit-il, je dois avec franchise
Vous avouer ici la vérité.
A terminer, si j'ai dû me résoudre,
La cause en est que je manquais de poudre."
"Et moi, lui dit le comte de Caumont,
Avec franchise aussi je dois vous dire,
Qu'à votre accord s'il m'a plu de souscrire,
La cause en est que je manquais de plomb."

ÉPIGRAMMES.

Un filou, s'il n'est pas trop bête,
Aisément devient un voleur.
Un voleur que personne et ne voit et n'arrête,
Est riche en peu de temps ; et riche, il a l'honneur
D'être chez nous un homme honnête.

A certain Auteur.

Je bâille quand tu lis ; est-ce un tort ? Non, sans doute.
C'est la preuve que je t'écoute.

A certain Compositeur.

Mes vers sont mauvais, tu le dis ;
Peut-être l'argument n'est-il pas sans réplique :
Mais fais-moi le plaisir de les mettre en musique,
Chacun sera de ton avis.

La Valeur Gasconne.

Au moment d'aller à l'assaut,
Un Gascon éprouvant à la fois mille alarmes,
Tremblait en saisissant ses armes
A tel point, que chacun riait du pauvre sot.
Mais notre enfant de la Garonne
Voit que de son effroi tout le monde s'étonne :
Tout beau, messieurs, dit-il au même instant,
Votre erreur est un peu légère ;
Je ne tremble pas ; seulement
Je frémis d'horreur, en songeant
Au carnage que je vais faire.

Naïveté.

L'erreur a fait un grand ravage,
Disait Ariste ; il n'est plus un vrai sage.
Mais en fut-il jamais ? Vous déclamez en vain :
Oui, nos peres, j'en suis certain,
Etaient fous comme nous.—Quoi, dit Lise, à leur âge !

La Louange réfléchie.

Mon éloge est-il fait ?—Oui.—Fort bien, lisez vite.
Deux vers. . Que louez-vous ?—Monsieur, votre mérite.

Calypso plaignait son destin
De ce qu'elle était immortelle.
Eh ! mais que ne se mettait-elle
Entre les mains d'un médecin ?

Dorilas, qui d'Eglé se joue,
Prétend qu'elle est si laide à voir,
Qu'en se regardant au miroir
Elle se fait toujours la moue.

Anecdote dialoguée.

Paul, grand amateur du pathos,
Avec un embarras comique,
Un jour commença par ces mots
Certain discours académique :
Je conçois, Messieurs, *je conçois*,
Je conçois.... Poursuivez donc, traître !
Après avoir *conçu* trois fois,
Vous accoucherez peut-être.

NÉCROLOGIE.

Mort de l'Abbé Delille.

(Ce poëte célebre est mort à Paris le 1er Mai, âgé de près de 80 ans. Nous n'avons malheureusement pas reçu les journaux qui rendent compte de ses derniers moments. Il a été enterré le 6 Mai au cimetiere de Mont Louis.)

Un de nos journaux a publié l'article suivant:

" Ce n'est encore que sur des ouï-dire et sur des renseignements incertains que l'on a cité dans différents journaux les noms des aspirants à l'institut pour la place de feu M. Delille. Nous croyons pouvoir assurer que le nombre de candidats inscrits n'est jusqu'à ce jour que de six. Voici leurs noms et leurs titres :

M. Baour-Lormian, auteur des tragédies d'*Omasis* ou *Joseph en Egypte* et de *Mahomet II*; des *Poésies galliques* imitées d'Ossian; des *Veillées poétiques et morales*; de l'opéra de *Jérusalem délivrée, etc.*

M. Campenon, auteur des poëmes de la *Maison des Champs*, et de l'*Enfant Prodigue*; de plusieurs poésies fugitives, etc.

M. Michaud, auteur des poëmes du *Printemps d'un Proscrit*, et de l'*Enlevement de Proserpine*; de l'*Histoire des Croisades*; des *Notes sur la Traduction de l'Enéide*, par Delille; de plusieurs dissertations et morceaux de critique, etc.

M. de Jouy, auteur de la tragédie de *Tippoo Saëb*, de l'opéra de *La Vestale*, de plusieurs autres opéras et pieces aux différents théâtres, et d'articles critiques et littéraires.

M. Tissot, traducteur des *Bucoliques de Virgile* et des *Poésies de Jean Second*, auteur de plusieurs autres morceaux de poësie, etc.

M. Noël, auteur de l'*Eloge de Louis XII*, couronné par l'académie française, rédacteur de plusieurs dictionnaires et collections littéraires et historiques, traducteur de *Catulle* et de *Tite-Live*, concurremment avec M. Dureau de la Malle.

VARIETÉS.

*Le Duc de Choiseul.**

Ce ministre était de la plus haute naissance. Il fut connu pendant sa jeunesse sous le nom du comte de Stainville. Il eut long-temps une sorte de célébrité dans le monde, par son esprit, sa gaieté et un ton léger et présomptueux. Son talent pour le persiflage, et les tracasseries qu'il avait excitées dans plusieurs sociétés, avaient fait croire que Gresset l'avait eu en vue en traçant le caractere du Méchant. Il eut beaucoup de succès auprès des femmes, quoique son extérieur n'eût rien d'agréable. Il était d'une taille médiocre et sa figure pouvait être appelée laide ; mais des yeux vifs et expressifs l'animaient, et des manieres nobles, polies, audacieuses, donnaient à toute sa personne un carac-

* Ce portrait est tiré d'un ouvrage nouveau contenant des morceaux curieux et piquants, intitulé : *Portraits et caracteres de personnages distingués de la fin du dix-huitieme siecle, suivis de pieces sur l'histoire et la politique*, par M. Senac de Meilhan ; précédés d'une notice sur sa personne et ses ouvrages, par M. de Levis. Un vol. in-8vo.

tère qui le faisait distinguer et en dérobait les défauts. Ses propos inconsidérés lui avaient attiré la haine de Madame de Pompadour, et il s'en vantait. Il s'appelait même, en plaisantant, le chevalier de Maurepas, pour montrer qu'il était le second dans l'ordre des ressentiments de la maîtresse; mais bientôt il sentit que c'était se fermer la porte à toutes les places et il profita avec habileté d'une occasion imprévue pour se rapprocher d'elle, en lui rendant un service très-important.

Une jeune femme venait de paraître à la cour; elle était de la plus charmante figure, et n'avait pas moins de coquetterie que de grâces. Elle fit au roi des agaceries auxquelles il ne parut pas insensible. Naturellement timide, il s'enhardit par ses avances, et lui fit une déclaration par écrit. La réponse était embarrassante pour une femme qui, prétendant être maîtresse en titre, comme autrefois les maîtresses de Louis XIV, ne voulait pas céder trop promptement, et cependant ne pas faire entrevoir de trop grands obstacles. Le comte de Stainville lui parut l'homme propre à la conseiller dans une circonstance aussi délicate. Elle le prie de passer chez elle, lui confie sa position, lui communique la lettre du roi et lui demande un projet de réponse. M. de Stainville demande jusqu'au lendemain pour réfléchir, et emporte la lettre. Il n'eut pas plutôt cette pièce entre les mains qu'il se rend chez Madame de Pompadour. Introduit auprès d'elle, il commence par lui avouer qu'ayant à s'en plaindre, il s'est permis contre elle des propos qui ont dû la choquer; qu'il ne veut point se justifier et feindre des sentiments que peut-être il n'a pas, mais qu'on peut estimer les individus sans avoir pour eux de l'affection; qu'il est convaincu qu'elle est utile au roi par ses conseils et qu'elle veut le bien de l'état; que ces considérations l'engagent à lui faire la confidence d'une intrigue ourdie contre

elle, et qu'il est intéressant de déjouer au plutôt. Alors il lui montre la lettre du roi, et ne cache pas qu'il aurait un grand chagrin de voir une femme à qui il était allié, acquérir du crédit par un moyen qui serait une tache pour sa famille. Madame de Pompadour passait de l'étonnement à la crainte, et ensuite à l'admiration d'un si généreux caractere. Quelle magnanimité ne déployait pas à ses yeux un homme que, jusqu'à ce moment, elle avait eu le tort de haïr! Ils concerterent ensemble les moyens de faire avorter les projets de la comtesse C* * *. C'était le nom de la jeune femme, etc.

Depuis ce moment la favorite ne mit point de bornes à sa reconnaissance. Bientôt le comte de Stainville, annoncé ouvertement pour être protégé par elle, se maria avec une fille de finance immensément riche. Peu de temps après, il fut envoyé à Rome, ensuite à Vienne. L'éloignement ne l'empêcha pas de cultiver l'amitié de Madame de Pompadour, et ne la refroidit pas. Dégoûtée de l'abbé de Bernis, elle le laissa exiler, et fit appeler pour lui succéder, le comte de Stainville, qui fut, dans le plus bref intervalle, créé duc et pair. Il eut le crédit de se faire remplacer à Vienne par son cousin, le comte de Choiseul, qui fut nommé, peu de temps après, ministre et secrétaire d'état, et ne tarda pas à être aussi fait duc et pair, sous le titre de duc de Praslin.

Le duc de Choiseul ne se contenta pas d'un seul département; il fit joindre celui de la marine à celui de la guerre, auxquels, depuis le pacte de famille, il réunit encore la correspondance d'Espagne et de Portugal. Il fut nommé ensuite colonel-général des Suisses, gouverneur de Touraine, grand-bailli de Haguenau. Ces divers emplois réunis lui formaient un revenu de 700,000 livres de rente; mais il était encore insuffisant à ses prodigieuses dépenses. Il fut forcé d'avoir recours au

roi pour payer ses dettes, quoiqu'il eût, en comptant son bien, et celui de sa femme, près d'un million de revenu. Le roi lui donna deux millions. Le duc de Choiseul joignait au pouvoir que lui donnaient ses places, un crédit sans bornes, qu'il tenait de Madame de Pompadour, dont on ne peut douter qu'il n'ait été l'amant. Il eut l'habileté de se soutenir plusieurs années après la mort de la favorite et aurait pu conserver encore tous ses avantages s'il eût eu pour Madame du Barry les plus petits ménagements; mais il crut être assez fort pour lutter contre l'ascendant d'une maîtresse, et il fut disgracié.

Cette révolution dans le ministere étant arrivée au moment où les parlements étaient menacés de leur destruction, le public imagina des rapports de sentiments et d'opinions entre le duc et ces corps. Il se figura que c'était par vertu et par des principes de décence qu'il était opposé à Madame du Barry; et, d'après cette opinion dénuée de fondement, le duc de Choiseul devint l'idole des magistrats, de leurs nombreux partisans, des gens vertueux, enfin du public entier. Au moment de sa disgrâce, les rues furent pendant vingt-quatre heures obstruées par la multitude des carosses qui se rendaient à sa porte. Les plus riches capitalistes lui offrirent à l'envi de l'argent pour arranger ses affaires, et ces offres monterent à quatre millions comptant. Enfin arrivé à Chanteloup, il vit se rendre en foule auprès de lui des courtisans que des charges éminentes auraient dû retenir à Versailles, et qui ne se firent point scrupule de braver le mécontentement du roi. Les gens de toutes les classes, à Paris, chercherent à se signaler en manifestant, d'une façon quelconque, leur dévouement au ministre disgracié. Il fit vendre ses tableaux; et, ce qui n'était peut-être jamais arrivé,

on prenait plaisir à enchérir pour en augmenter le prix; et ceux qui poussaient le plus haut leurs encheres, étaient approuvés par des battements de mains. Cet enthousiasme se prolongea pendant toute la vie de Louis XV, et forma un véritable parti d'opposition empressée d'exalter le duc de Choiseul, et de décréditer les ministres ses successeurs. On s'attendait, à l'époque du nouveau regne, qu'il serait fait premier ministre. Il était chéri du public; et la reine, dont il avait favorisé le mariage, semblait devoir le protéger. Mais l'opinion inspirée au roi dans son enfance, sur la prétendue part que le duc de Choiseul avait eue à la mort du dauphin son pere, lui donna toujours un éloignement invincible pour le ministre très-innocent d'un crime aussi atroce. Le genre de maladie du dauphin, qui était une phthisie ordinaire, et le procès-verbal d'ouverture de son corps, suffisent pour démontrer l'absurdité de cette odieuse accusation.

Le duc de Choiseul, revenu à Paris, y tint le plus grand état. La cour entiere, en quelque sorte, se transportait dans sa maison, où il accueillait aussi les magistrats, les gens de lettres, les financiers du premier ordre. Enfin, il s'était emparé du sceptre de l'opinion, et il régnait véritablement à Paris. La mode et le mécontentement lui attiraient chaque jour de nouveaux partisans. Les opérations des ministres étaient critiquées à l'hôtel de Choiseul, leurs personnes tournées en ridicule; la plupart des grands, des magistrats et des gens de lettres, les femmes considérées dans le monde, enfin tous ceux que le bon air entraînait, formaient une cabale nombreuse et imposante, dont le duc était l'âme. Il mourut; mais cette multitude de personnes habituées à décrier la cour et les ministres, continua à s'occuper des opérations du gouvernement pour le censurer. Ce fut le germe d'un parti

dangereux d'opposition, qui, ne trouvant de remede aux abus qu'il exagérait, que dans les états-généraux, semait ainsi dans tous les esprits les idées qui ont amené la révolution.

Je ne m'étendrai pas sur la personne du duc de Choiseul, son caractere et ses opérations : je dirai seulement, en peu de mots, qu'il était fort au-dessous de l'idée qu'on s'était formée de lui et les mémoires qu'il a laissés ne permettent aucun doute à cet égard. Le bonheur qui accompagna ce ministre dans toutes les circonstances de sa vie, le fit disgracier au moment de la chûte des parlements et de l'installation de Madame du Barry.

Dix-huit mois plutôt, le public aurait applaudi à sa disgrâce, et n'eût vu en lui qu'un ministre inappliqué et dissipateur. Ce qu'il y a de singulier et qui prouve combien il est difficile de se faire une idée juste des gens qui occupent de grandes places, c'est que le duc de Choiseul prodigue dans ses dépenses personnelles, est, depuis Sully, le ministre qui a fait les plus grandes économies dans son ministere. Il supprima pour vingt millions au moins de subsides annuels accordés par un ancien et absurde abus à diverses puissances. Il économisa ainsi, de calcul fait, deux-cent-vingt millions, pendant ces onze ans de ministere, et cela compensa bien quelques gratifications ou pensions, accordées par fois un peu légerement, et que lui arrachaient la libéralité et la bienfaisance qui lui étaient naturelles.

Suite des Anecdotes, ou Détails additionnels relatifs à la Retraite de Russie de la Grande Armée.

L'Empereur des Français a souvent été accusé d'orgueil et de hauteur, mais la circonstance suivante fait au moins une exception. L'Empereur, lors de sa fuite de Russie, arriva, le 11 Décembre, à Slawiski, village situé entre Sanozin et Lomza. Il n'était suivi d'aucunes voitures, et conséquemment était obligé de rester incognito. Cependant, afin d'accélérer son départ, il sauta hors de sa voiture pour s'informer lui-même des moyens de partir. Les spectateurs le reconnurent et lui donnerent aussitôt quelques marques de respect : mais l'Empereur ne fut point interrompu par ces démonstrations, qu'il reçut sans presque y faire attention, et dans le même temps il faisait prix pour un traîneau avec deux chevaux. Après avoir conclu le marché, il fit asseoir un Juif à côté du cocher pour lui servir de guide, et il partit ensuite au grand galop. A Lomza il changea de linge et d'habit, pour la premiere fois depuis la fameuse victoire sur la Bérézyna, et laissa son linge sal et ses vieux habits à la ville, en payement du court séjour qu'il y avait fait. On y garde soigneusement ces précieuses reliques. »

On avait imaginé, d'après le froid extrême qu'il faisait, une méthode nouvelle, mais certaine, d'attraper les traîneurs français, et on la mit toujours à exécution avec succès. Il suffisait d'allumer un feu pendant la nuit, le long des routes que prenait l'armée française, et de se tenir en embuscade à quelque distance. Bientôt on voyait, à la lueur des

flammes, approcher un certain nombre de soldats qui sortaient tout à coup de l'obscurité, et qui se glissaient à la dérobée auprès de ce bon feu qui semblait les inviter à venir réchauffer leurs membres engourdis. Quand on en voyait un assez grand nombre réunis, on les prenait tous en groupe.

Le besoin de se chauffer fut en plusieurs occasions la cause des accidents les plus extraordinaires qui aient jamais fait périr des soldats. Il en était resté plus d'un millier en arriere à Molodeschnie, faute de forces pour pouvoir marcher. Comme la plus grande partie de la ville avait été réduite en cendres, les habitants enragés refuserent aux soldats restés en arriere l'entrée de leurs maisons. Le froid était affreux. On vit dix de ces malheureux chauffer une nuit un four avec les débris d'une maison brûlée, et quand ils le crurent suffisamment échauffé, ils en ôterent les charbons et y entrerent eux-mêmes, ne s'apercevant pas d'abord que la température du lieu ne leur convenait pas. Bientôt ils y furent suffoqués, et ne pouvant pas en sortir quand ils le voulurent, ils y périrent tous les dix absolument rôtis. On les en arracha le lendemain, la peau calcinée sur le corps.

L'armée française était tombée, par la multiplicité des maux qu'elle avait eu à endurer, dans un état qui se rapprochait beaucoup de l'état primitif de l'espece humaine, autrement dit l'âge d'or. Car, en premier lieu, toutes les gradations de rang qui sont si scrupuleusement observées parmi les militaires avaient entierement disparu, et soit pour l'habillement, soit pour la soumission, on ne pouvait plus observer la moindre différence parmi les officiers et les soldats, et dans les derniers temps, l'ar-

gent même avait perdu sa valeur parmi eux. Toute sorte d'échanges pour de l'argent avait cessé, on ne pouvait rien avoir pour de l'argent. Celui qui avait ses poches pleines de napoléons d'or n'était pas plus riche que celui qui n'avait pas un liard. On achetait du pain pour du tabac, pour de l'eau-de-vie ou pour un morceau de fourrure, et l'on rachetait de même ces articles une autre fois pour du pain. On avait si fort perdu de vue le temps où l'argent pourrait recouvrer sa première valeur, qu'il n'y avait que ceux qui étaient assez forts pour le porter avec eux qui voulussent garder celui qu'ils avaient. L'esprit d'échange avait gagné tout le monde, et lorsque dans plusieurs villes de Pologne, par lesquelles les débris de l'armée eurent à passer, les Juifs, poussés par la curiosité, accouraient pour voir les soldats, et faisaient deux files sur les deux côtés de la colonne qui défilait, les gardes impériales prenaient souvent les bonnets de fourrure des Juifs sur leurs têtes, et leur donnaient en échange leurs brillants, mais froids shakos, sans dire un seul mot. Les Juifs rentraient alors dans leurs maisons bien chaudes avec ces froides coiffures, et ils effrayaient les femmes et les enfants par leur apparence martiale. L'insubordination marchait de front chez eux avec l'égalité des rangs. La force était l'unique droit qu'ils reconnussent. On pourrait en citer une foule de preuves, mais je me contenterai de mentionner celle qui suit. A Smolensk, où se firent les premières distributions de vivres, et où se livrèrent plusieurs combats sanglants à la porte des magasins, un officier français s'était emparé d'un gros fromage. Il s'empressait de se rendre à son quartier avec son butin. Quelques soldats l'arrêtèrent dans la rue et tentèrent de le lui voler. L'officier se défendit, cela augmenta le tumulte ; plusieurs soldats accoururent sur le lieu, et renversèrent l'officier par terre ; l'officier ne lâcha jamais prise, et quoique renversé, il

tenait toujours son fromage entre ses bras. Les soldats tirèrent leurs sabres, menaçant l'officier de le tuer s'il ne lâchait pas prise. Cependant, comme ils n'avaient pas l'intention de le massacrer, ils se servirent de leurs sabres pour découper le fromage sur le ventre de leur officier, et après en avoir pris chacun un plus ou moins grand morceau, ils ne laissèrent à ce pauvre diable que la croûte.

La dissolution totale et sans exemple de tous les liens de la discipline dans l'armée française, se concevra aisément lorsqu'on réfléchira que l'ordre et la discipline avaient été négligés long-temps avant que l'armée française n'entrât sur le territoire russe. A Lautenbourg, dans la Prusse Orientale, il fut envoyé ordre à tous les chefs et commandants de bataillon, de rassembler tout le bétail qui se trouverait dans les quartiers où ils étaient cantonnés, ainsi que sur leur ligne de marche. Cet ordre ayant été une fois donné par autorité, il était impossible de ne pas s'attendre que le soldat resterait de l'arriere pour voler et piller. Le vol devint donc l'ordre du jour. Aussitôt que l'armée eut passé le Niémen, les soldats ne connurent plus aucun frein ; ainsi, la restauration de la Pologne fut commencée par des flots de marandeurs qui commirent partout les plus horribles excès. L'armée marchait toujours en avant, mais les maraudeurs restaient constamment en arriere. Il arriva des plaintes de tous les côtés à Wilna, où le siége du gouvernement français avait été établi. Afin de mettre des bornes à ces horreurs, on fit fusiller quelques traînards, et lorsqu'on se fut aperçu que cela ne servait de rien, on établit des colonnes mobiles qui parcoururent le pays pour enlever les maraudeurs. Les exécutions qui d'abord avaient eu lieu publiquement et en forme pour l'exemple, devinrent bientôt si fréquentes, qu'il fut

jugé plus convenable de mettre de côté toute cérémonie, et de fusiller les coupables sans tambour et sans prieres. Mais ces fusillades ne guérirent point le mal, et à la fin, on fut forcé, par le grand nombre de ceux qui avaient été pris en flagrant délit, et par la crainte que ces exécutions fréquentes ne fissent une impression défavorable sur l'esprit des Polonais nouvellement délivrés, de les envoyer en nombre considérable et sous bonne escorte aux galeres. Ce manque de discipline devint, par la suite, extrêmement funeste aux gendarmes, dont il y avait plusieurs milliers à la suite de l'armée. Exécrés par les soldats qui les regardaient comme leurs bourreaux, ceux-ci les poursuivirent constamment pendant la retraite : ils les chasserent et les exclurent continuellement de tous les abris qu'ils se procuraient, et de cette maniere les gendarmes furent les premieres victimes de cette longue suite de malheurs qui marqua le pélerinage des Français dans le Nord.

A Malodeschnie, d'où fut daté le consolant 29e bulletin, la poursuite des Français prit le caractere d'une chasse générale au sanglier. En voici les principaux traits. Une heure avant le jour, les Français levaient régulierement leur camp ou leurs quartiers, et marchaient serrés de près le long du chemin. Peu à peu, lorsque leurs membres, roidis par le froid, avaient acquis quelque flexibilité, les soldats s'écartaient et se portaient à droite et à gauche dans les villages voisins. Vers neuf heures, les Cosaques faisaient ordinairement leur apparition, et au seul cri de Cosaque qui retentissait de mille bouches à la fois, on voyait une nouvelle vie se répandre d'une maniere extraordinaire parmi ces colonnes qui, le moment d'auparavant, marchaient

avec lenteur. Les traîneurs accouraient alors à grands pas des villages, pour regagner la grande route. Ceux qui étaient le plus en arriere se mettaient à courir, et, se retournant de temps en temps, ils criaient tous: "Arrête, arrête;" mais pas un d'eux ne songeait à s'arrêter ni à faire la moindre défense. Chacun courait aussi long-temps qu'il pouvait le faire sans perdre haleine; mais comme ils n'avaient qu'une très-petite dose de forces, leur course et leur sûreté étaient bientôt terminées: les Cosaques prenaient bon soin de ceux qui étaient fatigués. Des troupes légeres qui se portaient alors des deux côtés des colonnes françaises, les attaquaient bientôt sur leurs deux flancs, coupant ceux qui essayaient de fuir, et les forçant, en partis plus ou moins nombreux, de demander quartier. La poursuite cessait généralement vers le soir, et les pauvres diables, tout épouvantés, entraient au bivouac, qui, le lendemain matin, se trouvait jonché de corps morts, et qu'ils quittaient pour essuyer de nouveau les mêmes angoisses et la même misere que la veille. La terreur qu'inspiraient les Cosaques était devenue une espece de charme qui depuis l'Empereur jusqu'au dernier soldat, ne manquait jamais son effet. Quelques soldats français profiterent un jour assez adroitement de cette terreur pour se procurer au moins un bon repas. Il avait été envoyé un transport de provisions au-devant de l'armée entre Smorgonie et Malodeschnie. Son escorte consistait dans une partie de la division de Loison. Le transport était en arriere. Soudain on entend le cri de *Cosaque*. La peur et la fuite s'en suivirent naturellement. L'escorte jette ses armes et se met à courir. Les conducteurs, suivant leur usage, coupent les traits et décampent au grand galop. Les charriots, laissés derriere sans protection, sont pillés par les auteurs de cette su-

percherie. Le tout n'était qu'une fausse alarme, excitée à dessein, afin de pouvoir piller plus à l'aise ces provisions qui arrivaient si à propos.

Dans la partie de la Lithuanie, qui appartient au duché de Varsovie, il y a un village nommé Kosatschky. Plusieurs des fuyards passant par la route qui mene à ce village, s'informerent d'un paysan, en mauvais polonais, du nom du village le plus proche. A peine le paysan eut-il prononcé le nom de Kosatschky, que toute la bande quitta aussitôt cette route pour prendre une autre direction. Le paysan ne pouvait concevoir d'où provenait cette étrange aversion pour le village de Kosatschky; mais on peut facilement en deviner la cause. Cette impression et cette frayeur étaient occasionnées par le seul mot de Cosaques, que Buonaparté représentait dans son 29e bulletin comme une cavalerie méprisable ; et cependant il avait plus d'une fois, si ce n'est par ses paroles, au moins par ses actes, rendu l'hommage qui était dû à leur valeur et à la puissance de leur nom. Les informations qu'il prenait avec soin au sujet des Cosaques, chaque fois que dans sa rapide fuite il changeait de chevaux, trahissait une conviction intérieure qu'aucun homme impartial ne peuts appeler *mépris*.

Il est des cas où l'on peut substituer au mot vengeance celui de désir de représailles. La fureur des paysans qui avaient été maltraités dans les districts de Moscou et de Kalouga, alla au point que non-seulement ils tuaient tous les Français qui leur tombaient entre les mains, mais même qu'ils ache-

taient aux Cosaques leurs prisonniers, pour se venger sur eux de la profanation de leurs sanctuaires. Les Cosaques n'en demandaient pas un prix fort haut. On a vu souvent cinq prisonniers vendus pour cinq roubles en papier.

L'anecdote suivante servira pour se faire une idée de l'état de la cavalerie française avant la fin de la premiere époque de la retraite. Une patrouille de cavalerie russe rencontra, dans le voisinage de Smolensk, une vedette française. La patrouille approcha, mais la vedette restait immobile. La contenance de cet homme le rendait suspect, et la patrouille avait quelque peur d'être tombée dans une embuscade. Cependant en s'approchant encore un peu plus, elle observa des gesticulations violentes de la part du cavalier. En l'abordant de-près, on reconnut que l'immobilité de la vedette n'était pas la faute du cavalier : le cheval était fixe comme un poteau, et avait un peu de paille dans la bouche. Tous les efforts du cavalier pour le faire bouger avaient été infructueux, la pauvre bête, affamée, ne pouvait remuer, et tous les coups d'éperon qu'elle avait reçus n'avaient abouti qu'à l'empêcher de pouvoir mâcher sa paille.

Les 26 et 28 de Novembre, l'armée française défila au travers de Wilna. Dire que cela eut lieu *en désordre*, est une expression si douce qu'on ne peut pas l'appliquer à la situation où se trouvait alors l'armée française ; car le mot de désordre implique un état de confusion auquel on peut encore remédier ; mais ici c'était un désordre auquel il

n'était plus possible d'apporter aucun remede, un désordre où chaque individu portait déjà le sceau de sa destruction prochaine. On appelait en tout lieu le passage de l'armée française, *la mascarade*, et certes, aucun nom ne pouvait mieux lui convenir. Un jour, pendant ce passage, on annonça, chez un gentilhomme de Wilna, une dame. La maîtresse de la maison sortit afin d'aller au devant de l'étrangere, et trouva, dans l'antichambre une femme qu'elle prit pour une vivandiere. Lorsqu'elle lui demanda ce qu'elle voulait, elle découvrit à son grand étonnement, que l'étrangere en question n'était ni plus ni moins qu'un colonel français qui avait été logé précédemment dans sa maison, et qui demandait poliment à y être reçu de nouveau.

On peut citer l'administration des hôpitaux français à Wilna, pour preuve du soin paternel que l'Empereur Napoléon prenait de son armée. Tout y était parfaitement réglé, à la seule exception que depuis son établissement jusqu'à la fin, on n'y trouva point de lit pour les malades, et qu'ils furent toujours obligés de coucher sur le plancher nu, et quelquefois même sur les pierres. Ils avaient une telle confiance dans l'aide puissante de la nature, qu'ils laissaient les malades presque sans aucuns remedes, et il y a eu des cas, où, pour un hôpital contenant quatre cents hommes, on avait distribué trois petites fioles de médecines. On avait tellement compté sur l'aide de la nature, que lors de l'entrée des Russes à Wilna, il était déjà mort vingt mille soldats français dans l'hôpital de cette ville; sur ce nombre il y en avait encore sept mille non enterrés et amoncelés en tas qui s'étaient formés successivement par l'habitude qu'on avait de jeter

les corps morts par les fenêtres des chambres des malades dans les cours. Tous les hôpitaux étaient infectés de maladies pestilentielles, et la mort étendait ses ravages de tous les côtés. On rencontrait à tous les coins des hommes mourants et d'autres encore en vie, couchés entre des corps morts à demi putréfiés, sans avoir un seul morceau de bois pour se réchauffer, et sans même un brin de paille pour se coucher dessus. Les avenues et les escaliers étaient jonchés de corps morts dont la putréfaction était commencée, et sur lesquels on marchait. Au milieu de tous ces cadavres, on apercevait çà et là quelques spectres errants qui avaient peine à se soutenir. Il sortait de tous ces réceptacles de la mort des émanations qui causerent, dans la ville, des maladies épidémiques qui ne furent arrêtées ensuite que par l'intensité du froid et les précautions que prit la police.

SUPPLÉMENT A LA GAZETTE DE LONDRES

Du Mardi, 18 *Mai.*

DÉPARTEMENT DE LA GUERRE, LE 18 MAI.

Downing Street, le 18 Mai, 1813.

Le Comte Bathurst a reçu ce matin, la dépêche suivante du Lieutenant-Général Sir John Murray, Baronet.

Castalla, le 14 Avril, 1813.

Milord,—J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Seigneurie la copie d'une dépêche que j'ai adressée aujourd'hui au Général Marquis de Wellington, et je suis charmé de pouvoir mettre sous les yeux de Votre Seigneurie une preuve aussi convaincante de la bravoure et de l'esprit qui animent cette armée.

Je n'ai décrit que faiblement à la vérité les efforts des officiers et soldats qui ont été engagés; cependant j'ose espérer qu'ils paraîtront assez méritoires pour fixer l'attention et obtenir l'approbation de S. A. R. le Prince Régent.

Cette dépêche et son incluse vous seront remises par le capitaine d'Aguilar, du 87e regiment, mon secrétaire militaire. J'ai fait choix de cet officier, malgré le grand inconvénient que j'en éprouve, parce qu'il est parfaitement en état, vu la place qu'il occupe, de donner à V. S. toutes les informations possibles relativement à cette action, et même sur cette armée et sur la province.

Je crois pouvoir assurer à Votre Seigneurie que le Capitaine d'Aguilar possede éminemment toutes les qualités que nous estimons dans le caractere d'un soldat; et je prends la liberté de le recommander instamment aux bontés et à la protection de V. S.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) J. MURRAY, Lt.-Gén.

Au Comte Bathurst, etc.

Quartier-Général, Castalla, le 14 Avril, 1813.

Milord.—J'ai la satisfaction d'informer V. S. que l'armée alliée, que je commande, a défait le 13 de ce mois, l'armée ennemie commandée par le Maréchal Suchet, en personne.

Il paraît que, dans le dessein d'attaquer cette armée, le Général Français avait été occupé pendant quelque temps à rassembler toutes ses forces disponibles.

Ses dispositions ont été achevées le 10 : et le 11, au matin, il attaqua et déloges, avec quelque perte, un corps Espagnol, posté par le général Elio à Yécla, lequel menaçait sa droite, en même temps qu'il soutenait notre flanc gauche. Il s'avança le soir en grande force jusqu'à Villena, où je regrette de dire qu'il prit, le 12 au matin, une garnison espagnole que le Général Espagnol avait jetée dans le château pour le défendre.

Le 12, vers midi, le général Suchet commença son attaque sur l'avant-garde de cette armée, postée à Biar, sous le commandement du Capitaine Adam.

Le colonel Adam avait ordre de se replier sur Castalla, mais de disputer le passage à l'ennemi ; ce qu'il fit avec autant de bravoure que de talent pendant cinq heures, quoique attaqué par une force infiniment supérieure à celle qu'il commandait. L'avant-garde ennemie occupa la passe dans cette soirée, et le colonel Adam se rangea, dans cette position, sur le terrain qui lui avait été assigné.

Le 13, à midi, l'ennemi forma ses colonnes d'attaque, composées de trois divisions d'infanterie, un corps de cavalerie d'environ 16,00 hommes, et un train d'artillerie formidable.

La position de l'armée alliée était étendue : la gauche était postée sur une forte chaîne de hauteurs, occupée par la division de troupes espagnoles du Major-Général Wittingham, et l'avant-garde de l'armée alliée sous le colonel Adam. Cette chaîne de hauteurs se termine à Castella, qui, ainsi que le terrain sur la droite, était occupé par la division du major-général Mackenzie, et le 58e régiment, de celle du lieut.-gén. Clinton.

Le reste de la position était couvert par un ravin profond, derriere lequel le lieut.-général Clinton était posté, soutenu par trois bataillons de la division du général Roche, formant une colonne de réserve.

Quelques batteries avaient été érigées sur cette partie de la ligne et en avant du château de Castalla. L'ennemi s'avança nécessairement sur la gauche de notre position. Son premier mouvement fut de faire longer la ligne par un gros corps de cavalerie, menaçant notre droite, qui fut refusée. Ce mouvement fut fait sans interruption ; le terrain vers lequel il était

dirigé est défavorable à la cavalerie, et comme cette manœuvre avait été prévue les précautions nécessaires avaient été prises : lorsque cette cavalerie eut longé à-peu-près la moitié de notre ligne d'infanterie, le maréchal Suchet fit avancer ses colonnes jusqu'au pied des hauteurs, et certainement ses troupes, avec une bravoure qui leur donne droit aux plus grands éloges, assaillirent toute la ligne, qui n'a pas moins de deux milles et demi d'étendue. Mais si l'attaque fut intrépide, la défense des hauteurs ne fut pas moins brillante : l'ennemi fut repoussé sur tous les points—sur plusieurs, à la baïonnette. Il essuya une très-forte perte ; nos braves troupes le poursuivirent à quelque distance, et le forcerent, après un conflit très-opiniâtre, à se retirer avec précipitation sur ses bataillons de réserve dans la plaine. La cavalerie qui avait longé lentement notre droite, se replia sur l'infanterie. Alors, la supériorité de l'ennemi dans cette arme le mit en état de risquer ce mouvement, dont autrement il se serait vivement repenti.

Ayant réuni ses bataillons épars à ceux qu'il avait tenus en réserve, le maréchal Suchet prit une position dans la vallée ; mais il eût été peu honorable de lui permettre de la garder. En conséquence, je me décidai à quitter la mienne, gardant, toutefois, les hauteurs, et je formai l'armée alliée en avant de lui, couvrant mon aile droite avec la cavalerie, et la gauche étant appuyée sur les hauteurs. L'armée sur deux lignes s'avança à une grande distance pour attaquer, mais malheureusement le maréchal Suchet ne voulut pas risquer une seconde action, ayant le défilé derriere lui.

A peine la ligne des alliés fut-elle formée qu'il commença sa retraite, et nous ne pûmes rien faire de plus que de pousser vivement les Français battus dans ce défilé qu'ils avaient passé en triomphe dans la matinée. L'action se termina au soleil couchant, par une canonnade éloignée, mais forte.

Je regrette de dire que je ne puis me vanter d'avoir pris aucune trophée. L'ennemi s'est approché des hauteurs sans canon, et il s'est retiré avec trop de célérité pour que je pusse l'atteindre. L'artillerie, dont il a fait usage vers la fin du jour, était postée dans la gorge du défilé, et il aurait fallu perdre beaucoup de braves gens pour la prendre

Le soir, après que l'ennemi se fut retiré à Biar, l'armée alliée reprit sa position à Castalla. A minuit, il se retira de Biar à Villena, d'où il est reparti ce matin en grande hâte, dirigeant sa marche sur Fuente de la Higuera et Onteniente.

Mais, quoique je n'aie point pris de canon à l'ennemi, son armée, quant au nombre est considérablement affaiblie ; et la défaite d'une armée française, qui se vantait de n'avoir jamais connu d'échec, ne manquera pas, je l'espere, de produire l'effet le plus favorable dans cette partie-ci de la Péninsule. Ainsi que je l'ai dit ci-dessus à V. S., le maréchal Suchet

commandait en personne. Les généraux Harispe, Habert et Robert commandaient leurs divisions respectives. On me rapporte de toute part que le général Harispe est tué; et je crois, d'après tous les rapports que j'ai pu réunir, que la perte de l'ennemi monte au moins à 3000 hommes, et il convient qu'elle est de 2500. Plus de 800 ont été déjà enterrés en avant d'une partie seulement de notre ligne, et nous savons qu'il a emmené avec lui un nombre immense de blessés. Nous n'avons point eu d'occasions de faire des prisonniers, excepté des blessés, dont je ne connois pas encore le nombre

Je suis sûr que V. M. apprendra avec beaucoup de satisfaction que dans cette action nous n'avons pas perdu beaucoup de nos camarades. Nous devons vivement sentir la perte, quelque légere qu'elle soit, de si bons et braves soldats; mais nous savons qu'elle est inévitable, et je puis vraiment affirmer qu'il n'y a pas eu un seul des officiers ou soldats engagés, qui n'ait cherché à terminer glorieusement une vie honorable en faisant son devoir envers son roi et sa patrie.

La bravoure et l'intelligence de ceux qui ont été engagés n'ont pas permis à plus de la moitié de l'armée de partager les périls et la gloire de la journée; mais la ferme contenance avec laquelle les divisions des généraux Clinton et Mackenzie sont restés pendant quelques heures exposées au feu du canon, et l'empressement et l'ardeur avec lesquels les lignes d'attaque ont été formées, m'ont suffisamment prouvé ce que j'avois à attendre d'elles, si le maréchal Suchet avait attendu l'attaque.

J'espere que Votre Seigneurie me permettra maintenant de remplir la partie la plus agréable de mon devoir, qui est de soumettre humblement à l'approbation de S. A. R. le Prince Régent les noms des officiers et des corps qui ont été assez heureux pour avoir l'occasion de se distinguer, du moins autant que j'ai pu le savoir jusqu'à présent. Le colonel Adam, qui commande l'avant-garde, a droit à la premiere place sur cette liste honorable. Je ne puis assez louer les judicieuses dispositions qu'il a faites, et l'habileté avec laquelle il a exécuté ses ordres le 12 du courant. L'avant-garde est composée seulement du 2e bataillon du 27e régiment, commandé par le lieutenant-colonel Reeves; du 1er régiment italien, commandé par le lieutenant-colonel Burke; du corps franc calabrois, commandé par le major Carey; une compagnie de chasseurs tirés des 3e et 8e bataillons de la Légion Allemande du roi, commandée par les capitaines Lueder et Brands, de ces corps; et une compagnie de hussards étrangers, sous les ordres du capitaine Jacks, du 20e de dragons, avec quatre canons de montagne sous la direction du capitaine Arabin, de l'artillerie royale. L'ennemi attaqua ce corps avec cinq à six mille hom-

mes, et ce ne fut qu'au bout de cinq heures qu'il réussit à s'emparer de la passe (et alors seulement en conséquence d'un ordre qui fut envoyé pour qu'on eût à l'abandonner). Ce fait seul en dit plus en faveur du colonel Adam, et à la louange de ceux qu'il commande, que je ne pourrais le faire. Je me bornerai donc à assurer à V. S. que la conduite de tous ceux qui ont eu part à cette brillante affaire, mérite et a obtenu ma plus vive approbation.

(Le général Murray donne ensuite des éloges au général Wittingham, au général Donkin, aux colonels Casans, Romero, Campbell, Casteras, Ochoa, et à divers autres officiers de différents grades.)

L'armée est maintenant en marche. Je vais à Alcoy, dans l'espoir, mais non un grand espoir, que je pourrai forcer la passe d'Albayda, et arriver à la position retranchée de l'ennemi à St. Felippe, avant qu'il puisse y parvenir. Je crois que ce mouvement promet de plus grands avantages qu'une poursuite directe, attendu que la route qu'il a prise étant très-favorable à la cavalerie, arme dans laquelle il est tellement supérieur, j'éprouverais probablement trop de retard pour porter un coup important. Je demande la permission de joindre ici un état des tués et blessés de l'armée alliée.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) J. MURRAY, lieut-gén.

P. S.—J'ai omis de mentionner que dans la retraite de Biar, deux des canons de montagne sont tombés au pouvoir de l'ennemi ; ils étaient démontés, et le colonel Adam avait très-judicieusement ordonné au capitaine Arabin, qui commandait alors la brigade, de les défendre jusqu'à la dernière extrémité, et de les abandonner ensuite à leur sort. Le capitaine Arabin a exécuté ses ordres et les a défendus jusqu'à ce qu'il fût impossible de les emmener, quand le colonel Adam l'aurait ordonné.

J. M.

(Suit un état des tués et blessés. Le total général est de 4 lieutenants, 1 sergent, 1 tambour, 189 soldats, tués ; 1 colonel, 1 major, 1 capitaine, 12 lieutenants, 1 enseigne, 15 sergents, 1 tambour, 440 soldats, blessés ; 42 soldats, manquants ;—chevaux, 8 tués, 10 blessés, 1 manquant.

GAZETTE DE LONDRES,

Du Mardi, 25 Mai 1813.

Bureau des Affaires Etrangeres, le 25 Mai.

Le vicomte Castlereagh, principal sécretaire d'état de Sa Majesté au département des affaires étrangeres, a reçu la dépêche suivante du général vicomte Cathcart, chevalier de l'ordre du Chardon, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté à la Cour de Russie.

Dresde, le 6 Mai.

My Lord,—Mes dernieres dépêches ont informé Votre Seigneurie de l'arrivée du dominateur de la France, et de la concentration de ses forces près d'Erfurth, et vers la Saale, ainsi que de celle des alliés sur l'Elster.

J'ai maintenant l'honneur de joindre ici les rapports officiels qui ont été publiés par les Gouvernements Russe et Prussien, sur l'action générale qui a eu lieu le 2 de ce mois entre les deux armées; et après laquelle les alliés sont restés en possession du champ de bataille, et des positions d'où ils avaient délogé l'ennemi dans le cours de la journée.

La derniere division du corps de Tormasoff ayant passé l'Elbe le 28 du mois dernier, la totalité de ce corps s'avança vers l'Elbe à marches forcées. Sa Majesté Impériale et le roi de Prusse arriverent à Borna le 1er du courant, avec la réserve; et les différentes parties de l'armée furent rassemblées le même jour dans le voisinage de cette ville.

Le maréchal prince Kutusoff Smolensko avait été laissé malade en route à Buntzlau, où il est mort; mais sa mort n'avait pas été publiée. Le comte Wittgenstein, qui était alors à Zwenkau, fut nommé pour commander l'armée.

Il avait ce jour-là reconnu l'ennemi et s'était assuré de sa position; et le même soir il fut fait des dispositions pour

ure attaque générale qui devait avoir lieu le lendemain au point du jour.

Dans la semaine précédente, la marche du gros de l'armée ennemie vers Naumbourg, et l'approche de Beauharnois venant de Quedlingbourg, avaient été indiquées par plusieurs escarmouches et affaires partielles, particulièrement à Halle et Mersbourg, et près de ces villes, dans lesquelles les Prussiens se comporterent avec beaucoup de bravoure.

Dans la soirée du 1er, l'ennemi parut avoir ses forces en grandes masses entre Lutzen et Weissenfels, et après le coucher de soleil on vit une forte colonne se portant dans la direction de Leipsic, où il était evident qu'il se proposait d'aller.

L'avant-garde de l'armée du comte Wittgenstein ayant été engagée dans la même soirée à l'Est et au Nord de Lutzen, la cavalerie de ce corps y resta pour amuser l'ennemi le matin, mais avec ordre de se retirer graduellement. Dans ces entrefaites, les diverses colonnes de l'armée reçurent l'ordre de passer l'Elster à Pegau, et de descendre en suivant le cours d'un ruisseau, qui ayant sa source près de l'Elster, va se jeter dans la Saale dans la direction du Nord-Ouest; le but de ce mouvement auquel le terrain était favorable, était de tourner la droite de l'ennemi entre Weissenfels et Lutzen, pendant que son attention était dirigée sur sa gauche entre ce dernier endroit et Leipzic.

Aussitôt que Leurs Majestés virent les troupes placées suivant ces dispositions, toute l'armée fut mise en mouvement vers l'ennemi.

Le pays est ouvert, le terrain est sec et léger, mais avec une très-grande variété de hauteurs et de vallées, et très-entrecoupé de chemins creux et de ruisseaux et l'on n'aperçoit les premiers que lorsqu'on est très-près. L'ennemi, placé derriere une longue chaîne de hauteurs et de villages, dont Gorschen est le principal, ayant sur son front un chemin creux, et sur sa gauche un ruisseau assez fort pour le flottage du bois de construction, attendit l'approche des alliés.

Il avait une immense quantité d'artillerie, de pièces de 12 et de plus gros calibre, distribuées sur toute la ligne et dans les villages: les batteries dans le pays plat étaient soutenues par des masses d'infanterie en carrés solides.

Le plan d'opérations déterminé à la vue de l'ennemi fut d'attaquer le village de Gross-Gorschen, avec de l'artil-

lerie et de l'infanterie, et en même temps de percer la ligne des villages où l'ennemi avait sa droite, avec une forte colonne de cavalerie, afin de priver de tout appui les troupes qui étaient dans les villages.

Le reste de la ligne de l'ennemi devait être attaqué, suivant les circonstances, par les corps qui étaient opposés.

La cavalerie de la réserve Prussienne, à laquelle cette attaque échut en partage, se présenta et soutint ses mouvements avec une grande intrépidité; mais elle fut exposée à un tel feu de mitraille et de mousqueterie en arrivant au chemin creux, qu'il lui fut impossible de pénétrer; et l'ennemi se montrant déterminé à se maintenir dans les villages à tout prix, l'affaire prit le caractère très-meurtrier de l'attaque et de la défense d'un poste itératirement pris, perdu et repris.

La cavalerie tenta plusieurs fois de rompre la ligne de l'ennemi, et se comporta avec le sang-froid et la régularité les plus exemplaires, malgré un feu très-vif; dans quelques-unes de ces attaques, elle réussit à enfoncer les carrés, et tailla en pieces l'infanterie.

Le soir fort tard, Buonaparté ayant fait revenir les troupes de Leipzic, et rassemblé toutes ses réserves, fit une attaque de sa gauche sur la droite des alliés, soutenu par le feu de plusieurs batteries qu'il fit avancer.

La vivacité de ce mouvement obligea de changer le front des brigades les plus proches sur la droite; et comme toute la cavalerie de la gauche reçut l'ordre de se porter sur la droite pour tourner les troupes qui faisaient cette attaque et les charger, je ne fus pas sans espoir d'être témoin de la destruction de Buonaparté et de toute son armée; mais avant que la cavalerie pût arriver, l'obscurité devint si grande qu'on ne put distinguer autre chose que le feu des canons.

Les alliés restèrent en possession des villages disputés et de la ligne que l'ennemi avait occupée.

Des ordres furent donnés pour renouveler l'attaque le matin, mais l'ennemi ne l'attendit pas; et il fut jugé à-propos, considérant la situation de la cavalerie en général, de ne pas le poursuivre. Les blessés ont tous été transportés en deçà de l'Elbe, tandis que le canon et les prisonniers pris, et le terrain arraché à l'ennemi dans l'action sont des preuves incontestables du succès des alliés.

Les deux Souverains sont restés sur le champ de bataille durant tout le jour. Le roi de Prusse a été princi-

palement près du village où ses troupes ont été aux prises L'Empereur s'est montré fréquemment dans toutes les parties du champ de bataille, où il a été accueilli par les vives acclamations de tous les corps dont il s'est approché. Le feu auquel sa personne a été assez souvent exposée et les accidents arrivés auprès de lui n'ont paru détourner aucunement son attention des objets qui la fixaient, et qu'il a poursuivis sans ostentation.

Le général Wittgenstein est avec l'armée entre l'Elbe et l'Elster, et il est maître de plusieurs ponts sur la premiere de ces deux rivieres.

Les troupes russes de toute arme ont amplement réalisé ce que j'attendais de leur bravoure et de leur fermeté ; et l'émulation et l'esprit patriotique dont l'armée prussienne est animée, méritent les plus grands éloges.

J'ai l'honneur, &c.

(*Signé*) CATHCART.

Au lord vicomte Castlereagh, etc.

(Suivent les relations Russe et Prussienne de cette bataille. On les a déjà lues dans notre dernier cahier.)

LE LOGOGRAPHE,

OU

LE MONITEUR SECRET.

No. LII.

" Son Empire est détruit si l'Homme est reconnu."

CORRESPONDANCE INTERCEPTÉE.

Lettre de..... Général d'Artillerie de la Garde, à.... commandant l'Artillerie à Dantzic.

4 Mai, 1813.

Lorsque nous nous quittâmes, mon cher camarade, après la plus désastreuse des campagnes, vous alliez vous jeter dans la place de Dantzic pour contribuer à sa défense, et moi, je me rendais à Paris, non pour y rejoindre mon corps, mais pour en réorganiser un autre.

Je vous promis, en nous quittant, de vous rendre compte de ce que j'aurais observé en France, à Paris, à la cour, à l'armée. Aujourd'hui, qu'on nous dit que Dantzic est presque débloqué et que vous venez de faire une sortie dans laquelle vous avez tué trois mille des assiégeants, j'ai lieu de croire que vous recevrez ma lettre, et je saisis, pour vous l'écrire, le premier moment de repos qui se présente à moi depuis le commencement de la campagne.

Notre opinion est faite sur Napoléon, et comme nous n'avons usé d'aucun déguisement en nous la communiquant, je vous dirai, avec la même fran-

chise, ce que je pense de lui depuis que je l'ai observé dans le nouveau point de vue sous lequel l'infortune le présentait à mes yeux. Tous les détails que j'ai recueillis sur sa fuite m'ont confirmé dans l'idée que nous avions déjà, que dans toutes les occasions il est le plus égoïste des hommes, et dans quelques unes le plus poltron. Aussi long-temps qu'il s'est cru en péril, il ne lui est pas échappé un signe de pitié pour les souffrances de ses compagnons d'armes, ou plutôt des victimes de sa folle présomption. Son œil était sec au milieu de tant de tableaux de désolation, et si un mot de regret a échappé plutôt à son hypocrisie qu'à sa sensibilité, ce n'est que lorsque, rendu à la réflexion par le sentiment de sa sécurité, il s'est aperçu que sa politique le lui commandait. Sans compter cette belle, cette magnifique armée, moissonnée si misérablement par l'étrange, la barbare opiniâtreté qui le retint à Moscou malgré les conseils de tous les généraux, combien d'hommes ont péri pour lui frayer un passage, combien sont tombés sous le fer de l'ennemi pour retarder celui-ci de quelques minutes dans sa poursuite ! eh ! bien, au milieu d'un dévoûment si extraordinaire, au milieu de ces soldats fideles qui ne se permirent plus un murmure dès qu'on leur eût dit qu'il se mettait à la discrétion de leur générosité et sous l'égide de leur bravoure, on ne le vit jamais occupé que de lui, de lui seul, et si son cœur eut des palpitations, elles ne furent point excitées par la compassion ni par la reconnaissance, mais bien par les transes de la crainte. Je parcourus la France quelques jours après lui ; il l'avait traversée dans le plus profond incognito. Je vis les habitants des villes par lesquelles il avait passé, venir reconnaître l'endroit où il s'était arrêté, avec le sentiment qui fait rechercher les traces de quelque monstre extraordinaire. "C'est là," disait-on, "qu'il a changé de chevaux, que son regard farouche a

épouvanté les individus que le hasard ou la curiosité a rassemblés autour de sa voiture."

J'arrive à Paris; je crois entrer dans l'asile de la douleur et de la mort. Le deuil était partout, il se montrait dans les vêtements des habitants, dans les larmes, dans les imprécations qui leur échappaient contre celui qui avait causé des pertes si cruelles à tant de familles. On n'avait pas essayé de les tromper sur les désastres dont les symptômes les plus effrayants leur avaient déjà démontré l'étendue.

Napoléon arrivant seul, apparaissant brusquement au milieu de Paris, leur annonçait ses revers et leurs pertes d'une maniere plus positive et plus effrayante en même temps que n'auraient pu le faire les récits les plus pathétiques. Son 29e bulletin, terrible par ses aveux, plus terrible encore par ses réticences, fut une espece d'expiation de tous les mensonges par lesquels, depuis quelques mois, il avait cherché à déguiser notre affreuse position. Eh! bien, tel est le caractere des Français, que ce qui aurait produit chez un autre peuple un surcroît d'indignation, leur inspira, au contraire, une espece de pitié, et qu'en calculant combien ces aveux devaient coûter à cet homme si fier et si inflexible, ils lui surent quelque gré de les avoir faits, et ne se sentirent plus autant de courroux pour des maux dont il leur dévoilait l'étendue avec une franchise à laquelle il ne les avait pas habitués. Il détourna ainsi le mécontentement public qui était trop violent pour se laisser abuser par d'insultantes suppositions, et tandis qu'on s'occupait des tourments de son orgueil humilié, on oublia presque ceux que son ambition avait causés à la nation toute entiere.

Cependant il ne jugea pas à propos de se présenter dans les théâtres avec l'appareil accoutumé; et ce fut là une concession dont l'opinion publique lui sut quelque gré. Il y vint presque sans suite, et,

soit que ce fût par précaution ou par politique, il ne se montra pas la premiere fois dans la loge dite de l'Empereur. Les bons Parisiens qui jouissent si ardemment du spectacle, ne jugerent pas à propos de troubler leurs plaisirs en donnant à l'illustre transfuge des marques d'indignation qui auraient pu avoir quelques suites fâcheuses pour eux, et à quelques mouvements sourds qui appartenaient plutôt à l'étonnement qu'à la colere, succéda un silence profond qui ne fut interrompu que par les vifs applaudissements que ce jour-là le public prodigua aux acteurs avec plus de profusion qu'à l'ordinaire.

Une nation légere préfere son plaisir à son ressentiment, et si elle conserve encore, malgré ses longs malheurs, quelque teinte de la générosité qui, pendant long-temps, fut un des principaux traits de son caractere, on remarquera que ce n'est pas lorsqu'ils sont dans l'infortune qu'elle accuse ou qu'elle menace ceux qui l'oppriment. Napoléon devina assez bien ce sentiment, et calcula avec assez d'adresse le parti qu'il pouvait en tirer ; aussi ne le vit-on point heurter, par une assurance effrontée, l'opinion qu'il venait de blesser d'une maniere si cruelle, ni la fatiguer ouvertement par la vigilance de sa police et la rigueur de ses mesures. La populace qui, dans toutes les révolutions, est le premier instrument de la tyrannie, et qui en devient ensuite l'ennemi le plus ouvert et le plus dangereux, n'a pas été aussi réservée que les autres classes de la capitale ; mais comme elle n'approche, à Paris, ni des palais des rois, ni des lieux où le plaisir les appelle, ses cris séditieux, ses imprécations menaçantes se sont évanouis dans les airs, et n'ont point frappé de leur bruit importun les oreilles du maître.

Mais quoique la douleur publique ne se soit plus manifestée avec autant d'éclat depuis l'arrivée de Napoléon à Paris, elle a laissé dans le caractere

national des impressions qui tôt ou tard seront bien funestes à la dynastie nouvelle que nous servons.

Après avoir ainsi, non bravé, mais adouci la premiere effervescence du mécontentement général, Napoléon s'occupa sans relâche à rendre plus d'énergie à l'autorité qui, pendant son absence, confiée à des mains faibles ou inhabiles, avait été extrêmement compromise, et à rassembler tous les moyens qui lui restaient encore pour rétablir sa fortune. C'est surtout dans ce dernier objet qu'il a développé cette activité infatigable qui, secondée d'une administration civile et militaire fortement organisée, donne à toutes les parties du service public, un mouvement uniforme, une impulsion vive et irrésistible. Il fallait non pas seulement réorganiser l'armée, mais la créer entierement ; il fallait non-seulement rassembler d'anciens éléments pour les amalgamer avec de nouveaux, mais en deviner l'existence et en calculer l'efficacité. Pour y parvenir, il a été fait sur-le-champ des listes de tous les individus qui, retirés du service pour cause de maladie, d'infirmité, de démission, de destitution même, pouvaient y rentrer ou par la cessation des causes qui les en avaient sortis, ou par l'appât d'une situation plus brillante que celle qu'ils avaient quittée. Ce travail qui semblerait immense, fut l'affaire de quelques semaines, au moyen des listes depuis long-temps préparées, de tous les individus en état de porter les armes, ou qui déjà les ont portées, et des notes sur la capacité de ces derniers. Des agents militaires furent envoyés dans toutes les divisions, pour mettre sur-le champ en activité de service les individus non mariés et non fonctionnaires publics qui, après avoir appartenu aux diverses réquisitions ou conscriptions, avaient, sous différents prétextes, obtenu des congés absolus. Les uns reçurent des grades supérieurs à ceux qu'ils avaient eus, les autres eurent une perspective d'a-

vancement, et l'on forma ainsi, dans chaque grand arrondissement militaire, un cadre de division dans lequel on fit entrer ensuite soit les nouveaux conscrits, soit ceux qui se trouvaient indiqués sur les listes déjà mentionnées comme étant en état de porter les armes. Pour le service de l'artillerie et la réorganisation de la cavalerie, on rechercha dans les compagnies d'artilleurs ou de cavaliers autrefois attachés aux gardes nationales, tous les individus non mariés qui pouvaient servir dans ces deux armes, et on en forma un noyau d'artillerie et de cavalerie qu'on attacha à chacune des divisions destinées à former la grande armée. A mesure que cette organisation préliminaire avait lieu, on envoyait ces squelettes de divisions sur les points de réunion indiqués aux conscrits de plusieurs départements, et lorsqu'elles avaient reçu leur complément en hommes ainsi que leurs équippements nécessaires, on les acheminait vers l'Allemagne. Ensuite, pour remplacer les officiers supérieurs dont on avait principalement besoin, on a réquis tout ce qu'il y avait de plus capable dans les états-majors des places, parmi les commandants de forteresses, enfin tous les officiers sédentaires qui pouvaient supporter les fatigues d'une campagne. On a même recherché, dans les divers hospices militaires ceux qui, y étant entrés avec la perspective d'un repos durable, avaient recouvré assez de forces pour rentrer dans le service actif. J'ajouterai à ces détails, qu'il y a eu une promotion immense parmi les bas-officiers, et que tous ceux qui avaient une capacité au-dessus de leur grade ont reçu de l'avancement; que l'armée d'Espagne a envoyé ses meilleurs soldats, que toutes les gardes d'honneur formées autrefois dans les villes où Napoléon avait passé ont fourni des contingents pour sa garde; que la gendarmerie a donné 30 mille hommes et trent mille chevaux, qui, sur-le-champ, ont été remplacés par des individus mariés et non

mariés, au-dessus de trente ans, et par des chevaux de réquisition ; enfin que, pour suppléer à la cavalerie qui ne pouvait être complettement réorganisée pour le début de la campagne, on a trouvé les moyens de rassembler une artillerie formidable à laquelle on attache, comme officiers, tous les jeunes gens qui, dans les écoles du gouvernement, étaient destinés à ce service, et pour laquelle on a rassemblé une immense quantité de chevaux de trait dont les agents du gouvernement ont eux-mêmes fixé la valeur qu'ils ont acquittée en bons sur le trésor public, payables dans un an, et portant un intérêt de cinq pour cent.

Voilà, mon cher camarade, l'esquisse des immenses travaux qui ont été entrepris et complettés en quelques mois, et qui exciteront l'incrédulité de tous ceux qui ne savent pas tout ce qu'un despotisme militaire fortement organisé, et dirigé par un homme éminemment actif, peut obtenir d'une nation habituée à la guerre et aux triomphes depuis vingt-quatre ans, qui redoute plus les prisons et les échafauds que les pertes immenses qu'elle essuie dans les batailles, qui a vu ses frontieres menacées, qui a craint, de la part des peuples qu'elle a mutilés ou asservis, des représailles terribles, et à qui on est parvenu à persuader que sa gloire et sa sûreté dépendaient des succès de la campagne qui allait s'ouvrir.

Au milieu de ces soins compliqués, Napoléon a trouvé moyen de subjuguer le Pape pour procurer à son Eglise un repos apparent, et de flatter l'Autriche en donnant une autorité nominale à la femme qu'il a conquise sur elle.

Que vous dirai-je ? Je me trouve tout à coup à la tête d'un nouveau corps où je ne vois que de nouvelles figures (celles qui composaient l'ancien sommeillent aujourd'hui dans la tombe), et je ne

suis plus, comme il y a quelques mois, un général sans soldats. Après avoir à peu près terminé tous ses préparatifs, et au moment de nous envoyer à l'armée, Napoléon a eu un lever militaire dans lequel il nous a montré quelqu'affabilité et assez de franchise. " Nous allons," a-t-il dit, " recommencer notre gloire militaire. Je sais que quelques esprits inquiets m'ont accusé des revers qui l'ont obscurcie, que quelques hommes à vues étroites ont blâmé les grands plans que j'avais formés pour conquérir la paix continentale et isoler entièrement l'Angleterre ; ces messieurs verront bientôt que si ma fortune m'a un instant trahi, mon génie ne m'a pas abandonné. J'ai commis une faute, une faute dans laquelle je ne retomberai jamais. J'ai trop compté sur les hommes. Les uns n'ont pas eu la constance ni l'adresse que je leur supposais ; les autres, me voyant dans un péril éminent, ont cru que le moment était venu de m'abandonner et de se faire un mérite de cette défection. J'ai mal connu les Russes. Eh ! puis je tout connaître ! Pouvais-je m'attendre qu'on me ferait une guerre de boucherie et d'incendie ? Cet exemple est terrible ! S'il était suivi, l'Europe ne serait bientôt qu'un désert, et les nations du monde civilisé seraient subjuguées par des sauvages plus habitués qu'elles aux fatigues, aux privations, au carnage. J'ai fait une autre faute, celle d'avoir montré le chemin de la France aux hordes tartares. Je les repousserai, sans doute, mais mes descendants auront ils la même activité et la même résolution que moi ? Je l'espere. Je ne suis pas embarrassé du présent ; avec le dévoûment de mes généraux, la valeur de mes soldats, la fidélité de mes ministres et la sagesse de mes administrations, je vaincrai tous les obstacles que mes ennemis m'opposent. Mais je ne vis pas seulement pour le présent, et ma pensée plonge dans l'avenir.

Je dois au monde un repos de plusieurs siecles, et si je vis encore dix ans, je le lui donnerai. C'est là qu'est la vraie gloire. C'est pour l'acquérir que je me prive de repos, que je renonce à toutes les jouissances de la vie, et que chaque jour mon cœur est brisé des pertes sensibles que je fais dans les batailles. J'ai vu tomber la plupart de mes anciens compagnons d'armes, j'ai perdu en grande partie mes amis, mes camarades. Mais le grand but que je me propose ne me permet pas de me livrer à la douleur de ces pertes ni même à la crainte d'en éprouver de nouvelles. Mon nom vivra dans la postérité, elle le bénira. Je sais que les contemporains n'en font pas de même. Mais leurs cris ne doivent pas m'inquiéter. On ne peut accomplir une grande régénération politique sans quelques opérations douloureuses; malheur à ceux sur qui elles tombent et qui vivent dans ces temps de crise; mais celui à qui ce grand œuvre est confié doit bannir de son esprit toutes les considérations, et de son cœur tous les sentiments d'humanité qui pourraient ralentir sa marche et la rendre moins sûre."

Vous voyez, mon camarade, que cette doctrine ne nous promet gueres de repos que dans la tombe, et que si nous nous battons sans obtenir ce qui doit être le résultat de la guerre, c'est à notre siecle qu'il faut l'attribuer, et non pas à l'ambition de celui qui nous gouverne. Après une pause de quelques minutes, pendant laquelle Napoléon, nous observant curieusement, parut chercher à deviner quelle impression nous faisaient ses dernieres maximes, il a continué de la maniere suivante :

" J'ai assuré le repos de l'état pendant mon absence; des forcenés ne le troubleront plus. La France verra, dans l'établissement d'une régence,

que je ne suis pas si jaloux qu'on le prétend du pouvoir suprême, et que je sais sacrifier à la sécurité de mes sujets cette répugnance qu'un souverain éprouve toujours à déléguer son autorité. L'Empereur, mon beau-pere verra, dans la nomination de l'Impératrice, une preuve de mon attachement pour elle et de mes égards pour lui. La maison de Lorraine doit être flattée de voir à la tête du gouvernement de France un de ses rejettons. J'espere qu'elle m'en saura gré ; mais si elle venait à méconnaître mes bonnes intentions pour elle, j'oublierai bientôt que je lui suis attaché par les liens du sang; et j'aurai d'autant moins de ménagement pour elle, que j'aurai fait plus de sacrifices pour l'attacher à la cause du continent. Je serai bientôt au milieu de vous ; lorsqu'on me croira encore occupé à rassembler les débris de mes armées, je serai au milieu de l'Allemagne avec une armée formidable. J'ai su employer les ressources de la France ; je les ai développées dans toute leur étendue, malgré les remontrances de ceux qui disaient que j'exigeais trop de mes sujets, et les prédictions de ceux qui annonçaient qu'ils se révolteraient si je leur imposais les grands sacrifices que les circonstances prescrivent. Je connais les Français, moi ; ils craignent les échafauds, mais non pas la guerre. Ils préferent un régime dans lequel leurs enfants se font tuer bravement, à celui qui les soumettait, eux, leurs femmes et leurs fils, aux plus vils comme aux plus atroces, des brigands. Eh ! ne vaut-il pas mieux mourir de la mort des braves, que d'être tué au milieu des discordes civiles, ou d'expirer tristement dans un lit, entouré de cet appareil qui effraye les hommes les plus courageux ?. . . ."

Napoléon a gardé ensuite le silence du recueillement, et, sans faire un seul signe qui prouvât qu'il

se rappelait que nous étions présents, il s'est jeté brusquement dans la piece voisine de celle où nous étions.

J'ai à peu près rempli, mon cher camarade, la promesse que je vous avais faite. Le début de notre campagne a été assez heureux, à raison de la supériorité de nos manœuvres et de notre artillerie. Mais vous en chercheriez en vain les détails réels dans les bulletins qui seront publiés à ce sujet; vous savez que ces bulletins sont les romans de nos batailles, et que moins nous avons de succès positifs, plus nous avons recours à la fiction pour y suppléer.

NOUVELLES OFFICIELLES DES ARMÉES FRANÇAISES.

Paris, le 17 *Mai.*—Sa Majesté l'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes sur la situation de l'armée au 11 Mai au soir :

Le vice-roi s'était porté avec le 11e corps à Bischoffswerder ; le général Bertrand, avec le 4e corps, à Kœnigsbruck ; le duc de Raguse, avec le 6e corps, à Reichenbach ; le duc de Reggio à Dresde ; la jeune et la vieille garde à Dresde.

Le prince de la Moskwa est entré, le 11, au matin à Torgau, et a pris position sur la rive droite à une journée de cette place : le général Lauriston est arrivé le même jour à Torgau avec son corps, à trois heures après-midi.

Le duc de Bellune, avec le 2d corps, s'est mis en marche sur Wittenberg, ainsi que le corps de cavalerie du général Sébastiani.

Le corps de cavalerie, commandé par le général Latour-Maubourg, a passé, le 11, sur le pont de Dresde, à trois heures après-midi.

Le roi de Saxe a couché à Sedlitz. Toute la cavalerie saxone doit rejoindre dans la journée du 13 à Dresde. Le général Reynier a repris le commandement du 7e corps à Torgau : ce corps est composé de deux divisions saxonnes formant 12000 hommes.

Sa Majesté a passé toute la journée sur le pont à voir défiler ses troupes.

Le général Rogniat, commandant en chef le génie de l'armée, a tracé les ouvrages qui vont couvrir la ville neuve et servir de tête de pont.

On trouvera ci-joint la relation qui a été faite de la bataille du 2 dans la gazette de Berlin.

On a intercepté un courier du comte de Stackelberg, ex-ambassadeur de Russie à Vienne, au comte de Nesselrode, secrétaire d'état accompagnant l'Empereur de Russie à Dresde. Nous avons également intercepté nombre d'estafettes de Berlin et de Prague.

Sa Majesté l'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes, sur la situation de l'armée, au 12 Mai au soir :

Le 12, à dix heures du matin, la garde impériale a pris les armes, et s'est mise en bataille sur le chemin de Pirna jusqu'au Gross Garten. L'Empereur en a passé la revue. Le roi de Saxe qui avait couché la veille à Sedlitz, est arrivé à midi. Les deux Souverains sont descendus de cheval, et se sont embrassés, et ensuite sont entrés, à la tête de la garde, dans Dresde, aux acclamations d'une immense population. Cela formait un très-beau spectacle.

A trois heures, l'Empereur a passé la revue de la division de cavalerie du général Frésia, composée de 3000 chevaux, venant d'Italie. Sa Majesté a été extrémement satisfaite de cette cavalerie dont la bonne tenue est due aux soins et à l'activité du ministre de la guerre, Fontanelli, qui n'a rien épargné pour la mettre en bon état.

L'Empereur a donné ordre au vice-roi de se rendre à Milan, pour y remplir une mission spéciale. S. M. a été extrémement satisfaite de la conduite que ce prince a tenue pendant toute la campagne : cette conduite a acquis au vice-roi un nouveau titre à la confiance de l'Empereur.

Proclamation de l'Empereur à l'Armée.

" Soldats !—Je suis content de vous ! Vous avez rempli mon attente ! Vous avez suppléé à tout par votre bonne volonté et par votre bravoure. Vous avez, dans la célebre journée du 2 Mai, défait et mis en déroute l'armée russe et prussienne, commandée par l'Empereur Alexandre et par le roi de Prusse. Vous avez ajouté un nouveau lustre à la gloire de mes aigles ; vous avez montré tout ce dont est capable le sang français.

" La bataille de Lutzen sera mise au-dessus des bataille d'Austerlitz, d'Jéna, de Friedland et de la Moskwa. Dans la campagne passée, l'ennemi n'a trouvé de réfuge contre nos armes qu'en suivant la méthode féroce des barbares ses ancêtres. Des armées tartares ont incendié ses campagnes, ses villes ; la sainte Moscou elle-même.

" Aujourd'hui, ils arrivaient dans nos contrées, précédés de tout ce que l'Allemagne, la France et l'Italie, ont de mauvais sujets et de déserteurs, pour y prêcher la révolte, l'anarchie, la guerre civile, le meurtre. Ils se sont faits les apôtres de tous les crimes. C'est un incendie moral qu'ils voulaient allumer entre la Vistule et le Rhin, pour, selon l'usage des gouvernements despotiques, mettre des déserts entre nous et eux.

" Les insensés! Ils connaissent peu l'attachement à leur Souverains, la sagesse, l'esprit d'ordre et le bon sens des Allemands! ils connaissaient peu la puissance et la bravoure des Français!

" Dans une seule journée vous avez déjoué tous ces complots parricides. Nous rejeterons ces tartares dans leurs affreux climats qu'ils ne doivent plus franchir.

" Qu'ils restent dans leurs déserts glacés, séjour d'esclavage, de barbarie et de corruption, où l'homme est ravalé à l'égal de la brute. Vous avez bien mérité de l'Europe civilisée; soldats! l'Italie, la France, l'Allemagne vous rendent des actions de grâces."

" De notre camp impérial de Lutzen, le 3 Mai 1813.

(" *Signé*) NAPOLÉON."*

Extrait du Journal de Paris.

Le 14 Février dernier, Sa Majesté l'Empereur, dans son discours au corps législatif, a prononcé ces paroles remarquables: " Je n'abandonnerai aucun de mes alliés; je " maintiendrai l'intégrité de leurs états. Les Russes rentre- " ront dans leurs affreux climats."

Le 2 Mai, les forces réunies de la Russie et de la Prusse, commandées par l'Empereur Alexandre et le Roi de Prusse, se sont trouvées dans les plaines de Lutzen en présence de l'armée française, dirigée par Sa Majesté l'Empereur Napoléon. Après une des batailles les plus mémorables dont l'histoire ait conservé le souvenir, les armées ennemies, battues sur tous les points, ont fui en désordre de-

---

* Voyez ci-après, page 490, la réponse à cette proclamation.

vant les aigles françaises, que, même dans un temps malheureux, la victoire n'a jamais abandonnées.

Le 12 du même mois, l'un des alliés de la France, le roi de Saxe, est rentré dans sa capitale aux acclamations de ses fideles sujets délivrés d'un joug ennemi. Ainsi s'accomplissent, après trois mois, les promesses prophétiques de l'Empereur : " Bientôt les Tartares seront de nouveau rejetés dans leurs affreux climats qu'ils ne doivent plus franchir ! "

Déjà tout le pays entre l'Elbe et le Weser est délivré de la présence et des vexations des Russes. Leurs proclamations incendiaires n'ont produit d'autre effet sur l'esprit des habitants de ces contrées, que celui de les attacher plus que jamais au bon ordre et au gouvernement qui protége leurs droits et leur tranquillité. Eclairés par une longue expérience, les Allemands connaissent trop bien leurs intérêts pour se précipiter dans les horreurs de l'anarchie. Ils savent que le repos et le bonheur de l'Europe sont liés au succès de la France, et qu'ils ne peuvent exercer leur industrie, se livrer à un commerce honorable, et faire de nouveaux progrès dans la civilisation, que lorsqu'ils seront affranchis du monopole destructeur de l'Angleterre. Ils ne voient dans les Russes et les Prussiens que les instruments aveugles de l'insatiable cupidité du gouvernement anglais.

Les événements ont justifié la sage prévoyance de ces peuples. Grâce à l'infatigable activité de S. M. l'Empereur, et au courage de ses braves légions, un seul jour a suffi pour humilier l'orgueil de nos ennemis et rassurer l'Europe civilisée sur le résultat de la guerre actuelle. Ce n'est qu'au-delà de l'Elbe que les Russes ont pu parvenir à rallier leurs troupes dispersées. Les places fortes de Torgau et de Wittemberg sont relevées, et l'armée saxonne est rentrée dans nos rangs. Chaque jour l'armée française se fortifie ; des ponts sont jetés sur l'Elbe, et nos jeunes soldats, exercés aux dangers presqu'aussitôt qu'au maniement des armes, n'attendent que le nouveau signal qui doit les appeler aux combats et à la gloire. Cette esquisse incomplette de notre situation au dehors, doit porter l'espérance et la joie dans tous les cœurs vraiment français.

Le tableau de la situation intérieure de l'Empire n'est pas moins consolant. Tout est dans un état sensible d'amélioration. De grands travaux entrepris pour l'utilité publique se poursuivent sur tous les points de la France. Les communications intérieures deviennent de jour en jour plus

faciles et favorisent l'échange des productions du sol et de l'industrie entre l'Est et l'Ouest, entre le Nord et le Midi de l'Empire, échange qui forme seul un commerce considérable. Sous les auspices de S. M. l'Impératrice-Reine et Régente, qui consacre toutes ses pensées au bonheur de son auguste époux et de ses fideles sujets, l'administration publique marche avec force et avec sécurité. Les bienfaits de la paix se répandent de toutes parts, tandis que la valeur française éloigne de nos frontieres les fureurs de la guerre et repousse au loin la barbarie. Ainsi tout concourt à l'accomplissement des projets de S. M. dont l'unique but est de procurer à l'Europe une paix solide, et aux Français la prospérité à laquelle ils ont droit d'aspirer par leur courage et leur inaltérable loyauté.

Paris, le 19 *Mai.* — S. M. l'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées le 13 au matin :

La forteresse de Spandau a capitulé ; cet événement a étonné tous les militaires.

Sa Majesté a ordonné que le général Bruny, commandant de l'artillerie, et l'ingénieur de la place, Armand, ainsi que tous les membres du conseil de défense qui n'auraient pas protesté contre la reddition, fussent arrêtés et traduits devant un conseil de guerre présidé par le vice-connétable.

Sa Majeté a aussi ordonné que la capitulation de Thorn fût soumise à une enquête. Si la garnison de Spandau a rendu sans un siége une forteresse entourée de marais, et a souscrit à une capitulation qui doit être l'objet d'une enquête et d'un jugement, la conduite de la garnison de Wittenberg a été bien différente. Le général Lapoype s'est très-bien comporté, et il a soutenu l'honneur de nos armes, en défendant cet important poste, qui d'ailleurs n'est qu'une forteresse médiocre, n'ayant qu'une seule enceinte, à moitié détruite, et qui n'a pu devoir sa résistance qu'au courage de ses défenseurs.

Le baron de Montaran, écuyer de l'Empreur, s'est égaré le 6, à deux journées de Dresde ; il est tombé entre les mains d'une patrouille de cavalerie légere, composée de 30 hommes, et a été pris par l'ennemi.

Un autre courrier, envoyé de Vienne par M. de Stac-

kelberg à M. de Nesselrode à Dresde, vient d'être intercepté. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que les dépêches sont datées du 8 au soir, et qu'elles contiennent cependant des félicitations de M. de Stackelberg à l'Empereur Alexandre, sur la brillante victoire qu'il vient de remporter, et sur la retraite des Français derriere la Saale.

La Grande Duchesse Catherine reçut à Toeplitz une lettre de l'Empereur Alexandre son frere, qui l'informait de cette grande victoire du 2. La Grande Duchesse, avec raison, permit à toutes les personnes qui prenaient les eaux à Toeplitz, de lire cette lettre. Mais le lendemain elle apprit que l'Empereur Alexandre était retourné à Dresde, et qu'elle devait elle-même aller à Prague. Tout cela a paru extrêmement ridicule en Bohême. On y a vu le nom d'un souverain compromis sans aucune raison que la politique pût justifier. Cela ne peut être considéré que comme une coutume Russe, provenant de la nécessité où l'on est en Russie d'en imposer à un peuple ignorant, et de la facilité avec laquelle on peut lui faire croire tout.

On aurait été obligé de tenir une conduite différente dans un pays aussi civilisé que l'Allemagne.—(*Moniteur, du* 20 *Mai.*)

Paris, le 20 *Mai.*—S. M. l'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation de l'armée le 14 Mai au matin :

L'armée de l'Elbe a été dissoute, et les deux armées de l'Elbe et du Mein n'en forment plus qu'une seule.

Le duc de Bellune était le 13 au soir près de Wittenberg.

Le prince de la Moskwa avait quitté Torgau pour aller à Lukau. Le comte Lauriston marchait de Torgau sur Dobriluck. Le comte Bertrand était à Konigsbruck.

Le duc de Tarente, avec le 11e corps, était campé entre Bischofwerder et Bautzen : le 11 et le 12, il a vivement poursuivi l'ennemi.

Le général Miloradowitch, avec une arriere-garde de 20,000 hommes, et 40 pieces de canon, a voulu, le 12, maintenir les positions de Fishbach, Capellenberg et Bischofwerder, ce qui a occasionné trois combats successifs, dans lesquels nos troupes se sont comportées avec la plus grande intrépidité. La division Charpentier s'est distinguée dans l'attaque sur la droite ; l'ennemi a été tourné dans ses

positions et délogé sur tous les points ; une de ses colonnes a été coupée. Nous avons pris 500 prisonniers, et il a eu plus de 1500 hommes tués ou blessés. L'artillerie du IIe corps a tiré 2000 coups de canon dans cette affaire.

Les restes de l'armée prussienne, sous le commandement du roi de Prusse, qui avaient passé l'Elbe à Meissen, ont pris la route de Bautzen, par Konigsbruck, pour rejoindre l'armée russe.

Hier, à midi, le corps du duc de Reggio a passé le pont de Dresde.

L'Empereur a passé en revue le corps de cavalerie et les beaux cuirassiers commandés par le général Latour-Maubourg.

On dit que les Russes ont conseillé aux Prussiens de brûler Potsdam et Berlin, et de dévaster toute la Prusse. Ils ont eux-mêmes donné l'exemple ; de gaieté de cœur, ils ont brûlé la petite ville de Bischofswerder.

Le roi de Saxe a dîné le 13 avec l'Empereur.

La seconde division de la jeune garde, commandée par le général Barrois, doit arriver demain à Dresde.— (*Moniteur, du* 21 *Mai.*)

Paris, le 21 *Mai.*—Sa Majesté l'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées, le 16 au soir :

Le 15, l'Empereur et le roi de Saxe ont passé la revue de quatre régiments de cavalerie saxons, (un de hussards, un de lanciers, et deux régiments de cuirassiers) qui font partie du corps du général Latour-Maubourg. Ensuite LL. MM. ont visité le champ de bataille de la tête de pont de Prielnitz.

Le duc de Tarente s'était mis en mouvement le 15, à cinq heures du matin, pour se porter vis-à-vis Bautzen. Il a rencontré au débouché du bois l'arriere-garde ennemie ; quelques charges de cavalerie ont été essayées contre notre infanterie, mais sans succès ; l'ennemi ayant voulu néanmoins tenir dans cette position, la fusillade s'est engagée et il a été déposté. Nous avons eu 250 hommes tués ou blessés dans cette affaire d'arriere-garde. On estime la perte de l'ennemi de 7 à 800 hommes dont 200 prisonniers.

La 2de division de la jeune garde, commandée par le général Barrois, est arrivée hier à Dresde.

Toute l'armée a passé l'Elbe. Indépendamment du grand pont de Dresde, il a été établi un pont de bateaux en aval et un autre en amont de la ville ; ils sont défendus par une tête de pont.

La Gazette de Berlin, du 8, contenait le réglement de la *Landsturm* qu'on trouvera ci-après. On ne peut pousser la folie plus loin, mais il est à croire que les habitants de la Prusse ont trop de bon sens et sont trop attachés aux vrais principes de la propriété, pour imiter des barbares qui n'ont rien de sacré.

A la bataille de Lutzen, un régiment composé de l'élite de la noblesse prussienne, et qui se faisaient appeler *Cosaques prussiens*, a été entierement détruit ; il n'en reste pas 15 hommes, ce qui a mis en deuil toutes les familles. Ces Cosaques singeaient réellement les Cosaques du Don. De pauvres jeunes gens délicats avaient à la main la lance, qu'ils soutenaient à peine, et étaient costumés comme de vrais Cosaques. Que dirait Frédéric, dont les ouvrages sont pleins d'expressions de mépris pour ces hideuses milices, s'il voyait que son petit neveu y cherche aujourd'hui des modeles d'uniforme et de tenue ! Les Cosaques sont mal vêtus; ils sont montés sur de petits chevaux presque sans selle et sans harnachement, parce que ce sont des milices irrégulieres que les peuplades du Don fournissent, et qui s'équippent à leurs frais. Aller chercher là un modele pour la noblesse de Prusse, c'est montrer à quel point est porté l'esprit de déraison et d'inconséquence qui dirige les affaires dans ce royaume.

Paris, 23 Mai.

Sa Majesté l'Impératrice, Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes sur la situation des armées au 18 Mai :

L'Empereur reste à Dresde. Le 15, le duc de Tréviso quitta la ville avec le corps de cavalerie du général Latour-Maubourg et la division d'infanterie du général Dumontiar.

Le 16, la division de la jeune garde, commandée par le général Barrois, a aussi quitté Dresde.

Les ducs de Reggio, de Tarente et de Raguse, et le comte Bertrand étaient en ligne vis-à-vis Botzen.

Le prince de la Moskwa et le général Lauriston étaient arrivés à Hoyers-Venda.

Le duc de Belluno, le général Sébastiani et le général Réguier ont marché sur Berlin. Ce qu'on avait prévu est arrivé ; à l'approche du danger les Prussiens se sont moqués du réglement relatif à la Landsturm. Une proclamation a annoncé aux habitants de Berlin qu'ils étaient couverts par le corps de Bulow : mais qu'à tout événement, si les Français arrivaient, il ne fallait pas prendre les armes, mais les recevoir suivant les principes de la guerre. Il n'y a pas d'Allemand qui soit porté à brûler son habitation ou à assassiner personne. Cette circonstance fait l'éloge du peuple allemand. Lorsque des vagabonds, sans honneur et sans principes, prêchent le désordre et l'assassinat, le caractere de ce bon peuple les repousse avec indignation. Les Schlegel, les Kotzebue et d'autres agitateurs également criminels, voulaient transformer les honnêtes Allemands en assassins et en empoisonneurs ; mais la postérité remarquera qu'ils ne sont pas parvenus à séduire un seul individu, une seule autorité, ni à les écarter du chemin du devoir et de la probité.

Le comte Bubna arriva le 16 à Dresde. Il était porteur d'une lettre de l'Empereur d'Autriche à l'Empereur Napoléon. Il est reparti le 17 pour Vienne.

L'Empereur Napoléon a proposé le rassemblement d'un congrès à Prague pour une paix générale. Il arriverait à ce congrès de la part de la France, les plénipotentiaires de la France, ceux des Etats-Unis d'Amérique, du Danemarc, du roi d'Espagne et de tous les princes alliés ; et de l'autre part, ceux d'Angleterre, de Russie, de Prusse, des insurgés espagnols et des autres alliés de cette masse belligérante. On établirait dans ce congrès les bases d'une longue paix. Mais il est douteux que l'Angleterre soit disposée à soumettre ses principes égoïstes et injustes à la censure et à l'opinion de l'univers ; car il n'est point de puissance, quelque peu considérable qu'elle soit, qui ne réclame avant tout les priviléges attachés à la souveraineté, et qui sont consacrés par les articles du traité d'Utrecht, relatifs à la navigation maritime.

Si l'Angleterre, d'après ce sentiment d'égoïsme sur lequel sa politique est fondée, refuse de coopérer à ce grand œuvre de la paix du monde, parce qu'elle veut exclure l'univers de cet élément qui constitue les trois-quarts du globe, l'Empereur propose néanmoins que les plénipotentiaires de toutes les puissances belligérantes se réunissent à Prague pour régler la paix du continent. Sa Majesté offre même de

stipuler, au moment où le congrès se formera, un armistice entre les différentes armées, afin de mettre un terme à l'effusion du sang humain.

Ces principes sont conformes aux vues de l'Autriche. Il reste à savoir maintenant ce que les cours d'Angleterre, de Russie et de Prusse feront.

L'éloignement des Etats-Unis d'Amérique ne doit pas être une raison pour les exclure. On pourrait toujours ouvrir le congrès, et les députés des Etats-Unis auraient le temps d'arriver avant la conclusion des discussions, afin de stipuler pour leurs droits et leurs intérêts*.

---

* *Observations d'un Journaliste Anglais sur la Proposition d'un Congrès, émanée de* Buonaparté.

" La simple lecture de la production qui précede, suffira, nous osons le croire, pour empêcher le public de concevoir des espérances bien vives sur les effets du congrès qu'on propose d'ouvrir. Sur la face même de cette proposition de l'ennemi, est gravée cette empreinte insidieuse qui a caractérisé toutes les ouvertures de paix qu'a faites jusqu'à ce jour le dominateur actuel de la France. Son objet est évidemment de gagner du temps, afin d'augmenter et de consolider ses armements en France et en Italie, créer des divisions parmi les alliés pendant la marche ennuyeuse de la négociation la plus compliquée, et d'éluder les remontrances fatigantes de l'Empereur François, qu'il espere pacifier par cette apparence de modération. Sous le masque d'une conduite conciliante, il ne ferait qu'aiguiser ses ressentiments et recruter ses forces. Les alliés amusés ou trompés dans l'intervalle par ses déclarations spécieuses et ses intrigues sourdes et haineuses, pourraient tomber peu à peu dans ce funeste relâchement, principe de mort, qui se trouve toujours placé dans la nature de toutes les confédérations.

" Un homme qui n'est lié ni par aucune obligation, ni par la force de l'opinion publique ; qui n'est point adouci par les souffrances de l'humanité, quand il entre comme partie dans une nouvelle convention, en est un membre bien à craindre, puisqu'il se réserve toujours la liberté d'en violer les conditions les plus essentielles aussitôt qu'elles lui paraîtront ne pas lui convenir. Un tel individu peut être réduit par la force des armes, mais jamais par la force des traités, à tenir des conditions qui lui répugneraient."

AU NOM DE L'EMPEREUR.

L'Impératrice, Reine-Régente à M. l'Evêque de....,

M. l'évêque de.....

La victoire remportée aux champs de Lutzen par Sa Majesté l'Empereur et Roi, notre très-cher époux et souverain, ne doit être considérée que comme un acte spécial de la protection divine. Nous désirons qu'au reçu de la présente vous vous concertiez avec qui de droit pour faire chanter un *Te Deum*, et adresser des actions de grâce au Dieu des armées, et que vous y ajoutiez les prieres que vous jugerez les plus convenables pour attirer la protection divine sur nos armées, et surtout pour la conservation de la personne sacrée de S. M. l'Empereur et Roi, notre cher époux et souverain : que Dieu le préserve de tout danger ! Sa conservation est aussi nécessaire au bonheur de l'Empire qu'au bien de l'Europe, et à la religion qu'il a relevée et qu'il est appelé à raffermir. Il en est le plus sincere et le plus vrai protecteur. Cette lettre n'étant à autre fin, nous prions Dieu qu'il vous ait, M. l'Evêque, en sa sainte garde.

Donné en notre palais impérial de St. Cloud, le 11 Mai, 1813.

(Signé) MARIE-LOUISE.

Par l'Impératrice-Régente,

Le Ministre-d'Etat Secrétaire de la Régence,

(Signé) DUC DE CADORE.

NOUVELLES DU CONTINENT.

St. Pétersbourg, le 20 Avril.

Conformément aux ordres rendus par le gouvernement pour la destruction des cadavres d'hommes et de chevaux appartenants à l'ennemi, qui ont été tués dans les combats ou sont morts de froid, et n'ont pas été enterrés, les gouvernements des provinces ont envoyé les rapports suivants:—

" Dans le gouvernement de Minsk, jusqu'à la fin de Janvier, il a été brûlé 18,797 cadavres d'hommes, et 2746 chevaux, et il restait encore à brûler 30,100 hommes, et 27,316 chevaux, dont la plus grande partie a été trouvée sur les bords de la Berezina. Dans le gouvernement de Moscow, jusqu'au 15 de Février, il a été brûlé 49,754 corps d'hommes, et 27,849 de chevaux, outre un grand nombre qui avaient été enterrés. Dans le gouvernement de Smolensk, au 2 Mars, il avait été enterré 72,202 hommes, et 0,407 chevaux. Dans le gouvernement de Kalouga, au 11 Mars, il avait été brûlé 1,017 hommes, et 4,384 chevaux.

" Le total était de 213,516 corps humains, et 95,816 chevaux, outre ceux qui avaient été brûlés ou enterrés sans qu'il en eût été formé aucun état. Les mesures les plus strictes ont été prises pour faire détruire avant l'approche du printemps tous les cadavres qui seraient trouvés dans les rivieres ou les forêts."

Environs de Dantzic, le 30 Avril.—Suivant le rapport d'un officier Prussien nouvellement arrivé de Dantzic, tous les Prussiens y ont été arrêtés.

Des 17,000 hommes qui composent la garnison, 10,000 sont malades, et il en meurt une centaine chaque jour.

Trois mille hommes de cette garnison ont fait dernierement une sortie, du côté de Nehrung, dans laquelle ils ont emmené une grande quantité de bétail.

Berlin, le 8 Mai.—Les dispositions pour organiser la levée en masse ont été faites le 6 de ce mois dans tous les quartiers de la ville. Tous les habitants, de l'âge de 15 à 60 ans, sans aucune distinction de rang, condition ou peye, ont été appelés, et se sont présentés avec empressement, pour faire inscrire leurs noms sur les listes formées par les

commissaires de leurs quartiers respectifs. Maintenant chacun sait où il doit se rendre, en cas de nécessité; et chacun s'armera et apprendra l'exercice des armes, selon l'édit concernant la levée en masse. On estime qu'elle produira, dans la ville de Berlin, 40,000 hommes, qui seront de vrais enfants de la patrie.

La proclamation du Roi, qui contient les dispositions relatives à la levée en masse, porte, entr'autres, ce qui suit:—" La levée en masse n'aura point d'uniforme. Le Roi déclare solennellement qu'il fera exercer les représailles les plus sévères sur les prisonniers Français, dans tous les cas où l'ennemi oserait traiter un homme de la masse, fait prisonnier, plus durement qu'il ne fait les prisonniers de l'armée réguliere: et Sa Majesté compte que tous ses sujets feront connaître aux autorités Prussiennes les excès dont les troupes Françaises se seront rendues coupables envers les individus de la levée, afin que la peine du talion puisse être infligée aux prisonniers Français dans les 24 heures au plus tard."

Hier, une escorte de la garde a conduit de Potsdam ici 420 soldats Français, 8 officiers, 6 pieces de canon, 1 obusier et 3 caissons, pris récemment à Halle, par le général Bulow.

Berlin, le 11 *Mai.*—Le Bulletin suivant a été publié aujourd'hui:—

" Nous faisons savoir, pour l'instruction des habitants de cette capitale, que suivant les nouvelles qui viennent d'être reçues, l'armée alliée est postée en partie de ce côté-ci et en partie de l'autre côté de l'Elbe, et qu'elle est animée du désir le plus ardent de se retrouver aux prises avec l'ennemi, et de le chasser des bords de l'Elbe. Dans ces entrefaites, afin de protéger cette capitale et la province contre les corps détachés de l'ennemi, le lieutenant-général Bulow a été chargé par le Roi de couvrir Berlin; ce qui, en conséquence de la force de son corps, outre les forces disponibles qui sont ici, et l'assistance de la milice de la marche et la levée en masse, est tellement assuré, que nous ne pouvons pas trop instamment recommander au public, qui depuis hier a été agité par des personnes mal-intentionnées, de ne pas se laisser alarmer sans nécessité et de conserver sa présence d'esprit. Le corps Russe de 30,000 hommes, commandé par le général Barclay de Tolly, s'avance par des marches rapides vers l'Oder et en deçà, ré-

uni au corps Russe de 15,000 hommes, venant des environs de Dantzic; sous les ordres du général Lewis; tandis que des réserves considérables, qui se forment derriere ces corps et sur leur route, sont plus que suffisantes pour tenir en échec les corps détachés de l'ennemi, qui feraient quelques tentatives.

" Restons intimement unis les uns aux autres,—Que le public compte que le général Bulow et nous, ne négligerons aucunes mesures pour protéger Berlin,—Qu'il soit certain que les armées alliées sont animées de l'ardeur la plus héroïque,—Ainsi tout ira bien et Berlin ne tombera jamais au pouvoir de l'ennemi.

(Signé) " LESTOQ SACK."

Le Prince Royal de Suede, Généralissime, à ses Freres d'armes de l'Intérieur.

Soldats!—Le roi, en m'ordonnant d'aller prendre le commandement de son armée en Poméranie, m'a chargé de laisser en Suede deux corps d'armée assez nombreux pour assurer les frontieres du royaume, et pour agir offensivement sur le point où l'honneur et l'intérêt de la patrie l'exigeront. Ces corps seront commandés par les maréchaux Toll et Essen. Environnez-les de votre confiance; vous le devez à leurs services, à leur patriotisme et à leur expérience.

Et m'éloignant de mon roi, de mon fils, et de vous, pour quelque temps, ce n'est point pour aller troubler le repos des peuples, mais bien pour coopérer au grand œuvre de la paix générale, à laquelle les souverains et les nations aspirent depuis tant d'années? Soldats!—Une nouvelle carriere de gloire et de nouvelles sources de prospérité vont s'ouvrir pour votre patrie. Des traités fondés sur une saine politique, et dont la tranquillité du Nord est le but, garantissent l'union des peuples de la Scandinavie. Rendons-nous dignes des belles destinées qui nous sont promises; et que les peuples qui nous tendent les bras n'aient jamais à se repentir de leur confiance en nous.

Soldats!—Nos ancêtres se distinguaient par une bravoure audacieuse et un courage réfléchi. Unissons à ces vertus guerrieres l'enthousiasme de l'honneur militaire, et Dieu protégera nos armes.

A Carlscrone, le 8 Mai 1813.

CHARLES JEAN.

PROCLAMATION

DE L'EMPEREUR NAPOLÉON A SON ARMÉE,

Et Réflexions que Buonaparté a dû faire en la dictant.

" Soldats, je suis content de vous, vous avez rempli mon attente : vous avez suppléé à tout par votre bonne volonté, par votre bravoure."

Vous avez rempli mon attente, c'est-à-dire, vous l'avez surpassée, car flétri par ma derniere campagne, honteux de mon ingratitude envers vous, de ma fuite sans exemple dans les annales des plus lâches tyrans, je n'osais plus compter sur une armée rassemblée à la hâte et dénuée de ses principaux moyens.

Vous avez suppléé à tout.

C'est-à-dire, à tout ce qui me manquait, et me manque encore ; votre bravoure m'a tenu lieu de cavalerie que je n'ai pas, malgré tous les chevaux de carrosse, dont se sont privées *mes bonnes villes*, et de cette formidable artillerie que j'ai perdue, et à laquelle j'ai été obligée de substituer les canons empruntés à ma marine inutile.

Vous avez dans la journée du deux Mai, défait et mis en déroute l'armée Russe et Prussienne, commandée par l'Empereur Alexandre et le Roi de Prusse.

Vous n'avez ni défait, ni mis en déroute une

armée qui a couché sur le champ de bataille; mais vous savez que je dois vous le dire, parce que malgré toute ma confiance dans votre bravoure, je compte encore plus sur mes bulletins que sur vous. Vous savez bien, soldats, où vous avez passé la nuit le lendemain de la bataille, mais je sais mieux que vous qu'en répétant à toute l'Europe que vous êtes vainqueurs, je finirai par le persuader, d'abord à mes ennemis étonnés, ensuite à mes alliés chancelants, et enfin à mes bons parisiens, devenus cependant plus difficiles à éblouir que ces froids calculateurs répandus dans tous les cabinets de l'Europe, gens qui m'admirent encore bien plus qu'ils ne me détestent. Soldats, retenez bien ce qu'un de mes ambassadeurs en ce moment a dit avec malice: " toute bataille donnée par moi est une bataille gagnée." Ce n'est pas toujours le jour où je les donne que je les gagne, c'est le lendemain; j'ai véritablement été vainqueur à Jéna, à Friedland, à Eckmühl; mais c'est avec mes bulletins, mes proclamations, mes ordres du jour, mes journalistes, la crédulité de mes ennemis et mon impudence que j'ai gagné les batailles de Marengo, de Preussisch-Eylau, de Wagram et de la Moskwa. Ne soyez donc pas étonnés que Lutzen soit aussi une de mes victoires du lendemain, mais qu'importe! les jours où je prodigue mes phrases sont ceux où je ne prodigue pas votre sang; vous en verseriez encore bien davantage, soldats, si l'adresse de mes mensonges n'égalait pas la faiblesse avec laquelle on les combat, et la prévention avec laquelle on les écoute.

Vous avez ajouté un nouveau lustre à la gloire de mes aigles, vous avez montré tout ce dont est capable le sang français.

C'est à la gloire des habiles ouvriers qui font mes aigles que vous avez ajouté, en montrant dans

les plaines de Lutzen celles qui ont remplacé mes étendards perdus sur les bords de la Bérézina ; et si vous avez montré tout ce dont je suis capable pour faire verser le sang français.

La bataille de Lutzen sera mise au-dessus des batailles d'Austerlitz, d'Jéna, de Friedland et de la Moskwa.

La bataille de Lutzen sera mise au-dessus de toutes les batailles passées et futures, parce que j'ai d'autant plus besoin de me relever que jamais je n'ai été si bas : non-seulement, soldats, je vous écrirai des mensonges, je ferai chanter des *Te Deum* dans tout mon empire, en ordonnant à mes évêques de publier des mandements paitris de bassesse, mais j'amuserai mes parisiens par des cérémonies, des processions, des jongleries de toutes les especes, je ferai ouvrir les spectacles gratis, et quand au bout de quinze jours j'aurai persuadé aux autres que j'ai remporté une victoire, ce que je commence à croire moi-même, je reviendrai sur mon premier rapport, dont je rougis vu sa modestie, je reprendrai mon langage emphatique, et je me remettrai à mentir, tant et si grossierement que toute l'Europe me croira.

Dans la campagne passée, l'ennemi n'a trouvé de refuge contre nos armées qu'en suivant la méthode féroce des barbares ses ancêtres ; des armées de Tartares ont incendié ses campagnes, ses villes, *la sainte Moscou* elle-même.

Dans la campagne passée, l'ennemi n'a trouvé de refuge contre nos armes, que de nous battre et de nous détruire, et comme c'est le premier peuple depuis vingt ans qui donne cet exemple de férocité, qui, j'espere, ne sera pas adopté par les nations civilisées, je tiens que nous devions lui donner le nom de barbare. De plus, ayant annoncé que des armées de tartares ont incendié ses campagnes, ses villes, ce qui fera supposer un jour que mon invasion euro-

péenne a été croisée par une autre invasion des peuples de l'Asie, je dois continuer cet amphigouri historique, et embrouiller d'autant plus les conjectures des historiens et les combinaisons des commentateurs à venir, qu'il y a tout à parier que la postérité ne sera pas aussi gobe-mouche que nos bons contemporains. Remarquez, soldats, que je dis la sainte Moscou, mon attachement et mon respect pour tous les cultes m'en font une loi sacrée; j'ai pillé le Caire, j'ai spolié Rome, j'ai brûlé Moskou, mais je n'en respecte qu'un peu plus toutes les religions de l'univers pourvu que je n'en pratique aucune.

Aujourd'hui ils arrivaient dans nos contrées, précédés de tout ce que l'Allemagne, la France et l'Italie ont de mauvais sujets et de déserteurs, pour y prêcher la révolte, l'anarchie, la guerre civile, le meurtre.

Je dis nos contrées puisque l'Europe c'est la France, comme le prouvent et le disent les écrivains que je fais sortir de temps en temps des cabanons de Bicêtre pour écrire de la politique. Ils arrivaient précédés de mauvais sujets, prêchant la révolte, c'est-à dire le retour à l'autorité légitime, l'anarchie, c'est-à dire l'amour des lois de leur pays; la guerre civile, c'est à-dire la guerre contre moi, qui par la grâce de Dieu et de mes constitutions, me suis déclaré possesseur de tout l'univers.

Ils se sont faits les apôtres de tous les crimes.

Car tous les crimes sont de s'opposer à toutes mes vertus.

C'est un incendie moral qu'ils voulaient allumer entre la Vistule et le Rhin, pour, selon l'usage des gouvernements despotiques, mettre des déserts entre nous et eux.

Ce sont bien les flammes du véritable patriotisme qu'ils veulent rallumer, mais c'est le prétendu

despotisme du moins despote de tous les souverains que je dois m'empresser d'insulter, afin que l'Europe revienne bien vîte de l'admiration dont elle est frappée, en voyant pour la première fois la politique généreuse et désintéressée sortie du sein d'un peuple qui, puisque je le dis, doit être féroce et barbare.

Les insensés, ils connaissaient peu l'attachement à leur souverain la sagesse, l'esprit d'ordre et le bon sens des Allemands !

Les insensés sont ceux qui ne verront pas que je parle du bon sens des Allemands afin d'étouffer en eux les sentiments de loyauté, les élans de patriotisme qui n'ont été pour leur honneur que trop long-temps étouffés sous le poids d'un bon sens inutile. Les insensés sont aussi ceux qui ne verront pas que je généralise la question pour ne pas désigner uniquement ce pauvre peuple saxon qui, comme le pigeon qui cache ses ailes, expire sans se plaindre sous la griffe du vautour.

Ils connaissaient peu la puissance et la bravoure des Français.

Les Russes connaissaient fort bien leur puissance en l'écrasant dans les champs de Malo-Jaroslawetz de Taroutino, de Kowno et sur les bords de la Bérésina, mais ils avaient surpassé leur bravoure à Borodino en opposant l'immobilité d'un rocher aux vagues de cet océan en furie.

Dans une seule journée, vous avez déjoué tous ces complots parricides.

Je dis une seule journée, soldats, mais ceci ne s'adresse pas strictement à vous qui avez été témoins du peu de progrès que j'ai fait du trois au cinq Mai, et du pas rétrograde que nous avons fait le 2. Cette phrase est pour Paris, pour Dresde, pour Vienne,

pour mes vassaux du midi de l'Allemagne, auxquels je répéterai si souvent que j'ai effacé dans quelques heures, quelques mois de honte, qu'ils finiront par me croire ; et quant aux complots parricides, quelque déplacé que soit ce mot pour signifier les efforts d'enfants généreux qui s'arment pour leur mere-patrie, je dois continuer de m'exprimer ainsi, en ma qualité de pere de tous les états que j'ai créés, et de souverain de tous les pays que j'ai conquis, que j'ai voulu conquérir, et que par la suite je conquérerai.

Nous rejetterons ces tartares dans leurs affreux climats, qu'ils ne doivent plus franchir.

Quoiqu'il y ait près de trois cents ans que les Russes ayant rejetté les tartares dans leurs affreux climats, et qu'il n'y ait que six mois que le même peuple ait rejetté mes troupes invincibles dans leurs climats heureux, je n'en continuerai pas moins à dire tartare pour russe, et vaincu pour vainqueur. Je sais que mes bons sujets n'entendent rien en chronologie, et je choisis pour mes bulletins les noms qui sont le plus en usage, dans les mélodrames faits en mon honneur dans ma bonne ville de Paris.

Qu'ils restent dans leurs déserts glacés, séjour d'esclavage, de barbarie et de corruption, où l'homme est ravalé à l'égal de la brute.

Qu'ils restent dans leurs déserts ; car je n'irai plus les y chercher. Je suis dégoûté de cet excès de barbarie qui éleve l'homme au-dessus de toute idée de corruption, et lui fait préférer l'esclavage à la liberté que j'assure à tous mes vassaux enchaînés.

Vous avez bien mérité de l'Europe civilisée.

Puisque vous travaillez à répandre mon code

civil, hors duquel il n'y a jamais eu, et il n'y aura jamais de civilisation.

Soldats, l'Italie, la France, l'Allemagne vous rendent des actions de grâces ;

Oui, mais que la curiosité, la lassitude, la paresse ne vous fassent pas sortir de ma route militaire, soldats, vous ne vous en trouveriez pas bien.

Lutzen, le 3 Mai 1813.

Je date de Lutzen, soldats, quoique ce ne soit pas là que se soit donnée la bataille. Lutzen rappellera le grand Gustave Adolphe, et j'aime les comparaisons pompeuses. Ne pouvant pas dater du champ de bataille que je n'avais pas, j'ai préféré le nom le plus historique du voisinage. Je date aussi du trois Mai, quoique je n'aie écrit cette proclamation que le 12 à Dresde. Quelle que soit ma présomption, je me serais bien gardé de la faire ainsi ce jour là ; ce n'est que que depuis, que j'ai appris que la bataille que j'ai perdu le 2, peut passer en France pour une victoire.

Ier Juin.

La rapidité extraordinaire avec laquelle les événements se succedent, rend presque impraticable d'offrir aux lecteurs un bon résumé politique de la situation des affaires, Il ne se passe presque pas de jour que les papiers anglais ne publient des secondes et des troisiemes éditions, pour communiquer à leurs lecteurs quelques faits nouveaux dont la connaissance leur arrive quelques heures après qu'ils sont sous presse, et qui sont bientôt suivis de quelques nouvelles circonstances qui viennent détruire toutes les réflexions qu'avaient suggérées les événements dont on avait été informé la veille. Si quelquefois dix heures suffisent pour renverser ainsi toutes les spéculations, on peut juger aisément combien un intervalle de dix jours doit apporter d'altération dans une perspective aussi mouvante que celle qu'offre aujourd'hui le tableau de l'Europe.

Quoiqu'on agite en ce moment les plus grands intérêts de l'Empire Britannique; les concessions promises aux Catholiques de la Grande-Bretagne, le renouvellement et les modifications de la chartre de la Compagnie des Indes, le budget et l'emprunt de l'an 1813, les mouvements qui préparent la campagne de la Péninsule sous notre immortel Wellington—tout disparaît, tout s'éclipse devant l'intérêt majeur qu'inspire la situation des alliés en Allemagne. La curiosité générale se fixe, de preférence à tout, sur la marche de Buonaparté au milieu des écueils dont sa route est parsemée, et sur lesquels il doit finir par se briser, à moins qu'il ne soit sauvé par une suite de fautes encore plus grossieres que celles qui l'ont déjà si souvent aidé à se

tirer des dangers qu'il s'était créés et à réparer les revers qu'il avait provoqués.

Nous épuisons, dans ce cahier, les détails officiels de la bataille de Lutzen. Nous donnons la dépêche officielle de Lord Cathcart à son gouvernement. Sa Seigneurie avait été témoin oculaire de la bataille ; il s'y connaît, et lorsqu'il a prononcé que l'avantage de la journée était demeuré aux alliés, il ne peut plus y avoir de doute sur l'issue de la bataille. Si les résultats subséquents paraissent être en faveur de Buonaparté, si les alliés ont évacué de vingt à trente lieues de terrain, il ne faut pas oublier que les Français s'avancerent encore plus après les journées de Busaco et de Talavera, et, certes, personne n'a encore contesté à Lord Wellington les lauriers de ces deux brillantes journées.

Nous voyons avec plaisir, par toutes les relations venues d'Allemagne, qu'il n'y a point eu de prince de Mecklenbourg tué dans cette bataille, malgré les assertions du correspondant officiel de l'Impératrice, Reine et Régente. Le seul prince qui y ait succombé victime de sa valeur et de son dévoûment, est le prince de Hesse-Hombourg. Cette mort héroïque mérite de notre part plus de détails qu'une notice aride du fait et de la date.

" Le prince Léopold de Hesse-Hombourg avait pénétré avec le général de Ziethen, sous les ordres duquel il était, dans le village de Gross-Gorschen, lorsque ce village fut emporté pour la premiere fois par les Prussiens. Le feu était terrible ; et le général désirant éloigner le prince d'une position aussi dangereuse, lui donna un message à porter. Le prince, pénétrant l'objet qu'avait le général en le chargeant de cette commission, lui répondit qu'il l'exécuterait aussitôt que le village serait pris. Le général le pria de ne pas s'exposer inutilement ; mais le prince lui répliqua, avec une ardeur digne

de son sang, qu'il était à la place qui lui convenait le mieux. Alors le général le supplia de vouloir bien au moins ôter les décorations de son ordre. Jamais, fut sa réponse. Peu après il reçut la balle fatale, et le gén. Ziethen le fit emporter du village. —" Seulement ne me laissez pas entre les mains des Français," furent les dernieres paroles qu'il proféra. Un hussar le prit sur son cheval, tandis qu'un autre lui tenait les jambes, et ce fut de cette maniere qu'il fut enlevé du champ de bataille. Dans ce moment, M. de Natzmer, adjudant du Roi, se porta en toute hâte auprès de lui. Le prince, qui était déjà dans les convulsions de la mort, lui tendit une main tremblante, et expira. M. de Natzmer ordonna que ses restes fussent enterrés près d'une petite éminence d'où le Roi et l'Empereur avaient vu une partie de la bataille. Le brave prince ne pouvait pas avoir une sépulture plus glorieuse que le champ de bataille de Lutzen."

A peine avait-on commencé à perdre de vue cette sanglante affaire, qu'il a fallu s'occuper d'une autre bataille encore plus sanglante, dit-on, que celle du 2 Mai, la bataille de Bautzen, qui a eu lieu les 20 et 21 Mai, près de cette ville, située sur la route de Dresde à Breslau. Au moment où nous écrivons, nous n'avons pas d'autres renseignements sur cette affaire qu'un paragraphe très-court, que nous lisons dans le *Moniteur* du 26; il est de la teneur suivante:

" Sa Majesté l'Impératrice, Reine et Régente a reçu " aujourd'hui la nouvelle que, le 20 de ce mois, l'Empe- " reur a remporté une nouvelle victoire sur les Russes et " les Prussiens. On en attend incessamment les détails."

S'il faut en croire les bruits publics, cette bataille aurait duré 36 heures; ayant commencé, le 20, au matin et ne

s'étant terminée que le 21 au soir, où l'arrivée d'un gros renfort ayant débordé, les flancs des alliés épuisés de lassitude, ceux-ci auraient été obligés de laisser à l'ennemi le champ de bataille, mais sans perdre de canons ni de prisonniers ; que la perte des Français y aurait été de 25,000 hommes et celle des alliés de 40,000 ; qu'à la suite de la bataille, Buonaparté aurait, avec son affectation ordinaire, proposé un armistice qui aurait été rejeté avec indignation.—Mais il serait superflu de s'étendre plus au long sur ces bruits, lorsque nous sommes assurés qu'au moment où on nous lira, les détails de cette bataille seront entre les mains de tout le monde.

Un événement qui va jeter un grand poids dans la balance des affaires de l'Europe, est l'arrivée du Prince Royal de Suede et de sa brave armée sur le continent. Qui peut calculer l'effet moral que vont produire la présence et la coopération de 35,000 braves enfants du Nord, et d'un des plus grands capitaines du siecle, qui, suivant sa belle proclamation, ne vient point pour ajouter aux malheurs des peuples, mais bien pour les aider à réparer leurs torts et à se délivrer ? L'Allemagne toute entiere doit avoir reçu, à l'arrivée du prince de Suede, l'impression que les cultivateurs de l'Etrurie, exterminés par l'infâme Cacus, éprouverent jadis à l'apparition du grand Alcide :

Attulit et nobis aliquando optantibus æstas
Auxilium adventumque dei, nam maximus ultor
Alcides aderat ....

Le prince royal de Suede, long-temps détenu sur ses propres rivages, par les glaces, les avaries reçues par les bâtiments de transport qu'on lui avait envoyés, et principalement par les vents contraires, est débarqué, le 17, à l'Isle de Rugen, et est arrivé de sa personne, le 18, à Stralsund. Cette petite ville voyait arriver, et partir chaque jour un des régiments suédois destinés à la délivrance combinée du Nord de l'Allemagne, et déjà huit de leurs bataillons avaient suffi pour sauver la ville de Hambourg. Cette cité si noble et si patriotique, était menacée de succomber sous les attaques de Davoust, de ce monstre pour lequel le prince royal de Suede, qui le connaît bien professe hautement le mépris et l'horreur, lorsque ces bataillons Scandinaves transportés à la hâte sur des chariots et des voitures de toute espece, de la Poméranie et du Mecklenbourg, parurent tout à coup,

le 21, dans la ville que les troupes danoises avaient évacuée la veille, d'accord peut-être avec l'ennemi; et dès leur entrée ce fut pour eux l'affaire d'un moment d'occuper les postes de la ville qui étaient menacés, d'en tourner l'artillerie sur les attaquants, et de leur enlever une des deux îles qu'ils avaient prises en face de la ville, et d'où ils avaient déjà commencé à la foudroyer. Nous donnerons dans le prochain numéro les particularités de l'attaque de cette villes intéressante, et de sa délivrance par l'interposition de la Providence, qui a daigné inspirer pendant une quinzaine de jours au gouvernement danois des sentiments nobles et généreux, dont la malheureuse arrivée du comte Bernstorff a momentanément arrêté l'influence.

GAZETTE OFFICIELLE DE LONDRES.

Dépêche du major-général Sir Charles William Stewart, chevalier du Bain, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique à la Cour de Prusse, datée du quartier-général à Wurzen, le 15 de Mai, au vicomte Castlereagh secrétaire d'état au département des affaires étrangeres.

Milord,

L'armée alliée passa l'Elbe le 8 de ce mois. Le quartier-général de l'Empereur fut établi à Bischofswerder: le général Wittgenstein marchant avec le grand corps de l'armée par le grand chemin qui mene à Bautzen. Le corps du général Bluker passa l'Elbe à Meyssen, le corps du lieutenant-général Kleist s'étant mis en communication avec lui. Pendant ce temps le corps du général Bulow restait toujours sur la rive gauche de l'Elbe à Dessau, pour surveiller les mouvements de l'ennemi.

On n'était pas exactement certain sur quels points de la riviere l'ennemi dirigeait son principal corps; et comme il possédait un point d'appui à Wirtemberg et que le parti que les Saxons qui étaient à Torgau prendraient était incertain, Votre Seigneurie jugera aisément qu'il aurait été difficile, pour ne pas dire impossible pour les alliés, tandis que l'ennemi avait ces places en sa faveur, de l'empêcher de forcer le passage de la riviere avec une artillerie supérieure.

Une chose qui fait infiniment d'honneur à l'armée alliée c'est que pendant le passage d'une riviere aussi formidable, l'ennemi marchant sur les forteresses qu'il avait sur cette riviere, cette opération ait été effectuée avec un ordre parfait et qu'il n'ait pas été laissé en arriere un seul chariot, ni le moindre attirail. Il fut jugé convenable, lorsque l'armée fut passée, d'abandonner quelques ouvrages qui avaient été élevés sur la rive gauche pour couvrir les ponts.

L'ennemi fit dans la nuit du 8 des tentatives pour rétablir les arches du grand pont de Dresde; mais l'artillerie russe fut si bien dirigée qu'il ne put pas y parvenir, mais il réussit à effectuer le

passage le 9 entre Kadiz et Pilnitz ; le terrain étant très-dominant sur la rive gauche et y favorisant l'établissement de sa grosse artillerie, il passa en bateaux et se couvrit avantageusement ; le passage fut très-bravement disputé par l'arriere-garde du général Miloradowitch ; et l'artillerie russe après avoir déployé le plus grand sang froid et courage, ne fut retirée que par l'impossibilité de lutter contre le plus grand feu supérieur et la position dominante de l'ennemi.

Suivant les avis les plus authentiques, Buonaparté était entré à Dresde en personne, et les corps du Viceroi et du maréchal Macdonald nous étaient alors opposés immédiatement.

Le 10 l'armée alliée continua sa marche sur Botzen et comme il fut jugé convenable de concentrer les forces, le général Blüker eut ordre d'aller à Cameas, et le corps du général Kleist de se replier sur lui à Muhlberg, tandis que la retraite du général Bulow fut dirigée sur Rotzlitz, si le cas l'exigeait.

Le corps du général Kleist fut attaqué par l'avant-garde d'un des corps de l'ennemi qui avait passé à Meissen, et s'était porté par Moritzberg à Konigsbruck, et il y eut un engagement très-vif sans que l'ennemi pût faire la moindre impression. Il y eut aussi le même jour une très-brillante affaire d'arriere-garde à Weissig, avec le corps du général Miloradowitch, dans laquelle l'ennemi eut prodigieusement à souffrir des charges de la cavalerie russe.

On apprit alors, malheureusement d'une maniere trop certaine, que le roi de Saxe s'était déclaré pour l'ennemi. Le général Theilmann fut déposé de son commandement, et la forteresse de Torgau fut remise aux généraux Reynier et Ney. Je crains que ceci ne mette à leur disposition la force Saxonne qui s'y trouvait.

Le quartier-général de l'armée alliée se porta le 12 à Wurzen sur la route de Gorlitz, et l'armée prit position à Hoch Kirk, champ-de-bataille très-célebre dans la guerre de sept ans. Le corps du général Miloradowitch fut encore engagé tout ce jour avec l'ennemi qui entra à Bichofswerder après avoir essuye une perte considérable. Toute l'armée était en position le 13 au soir, à l'exception du corps du général Bulow, qui reste encore sur la droite pour appuyer la levée de la Landsturm des états prussiens qui monte dans le moment actuel à 40,000 hommes, et augmente journellement.

Le général Miloradowitch est toujours en avant de Bautzen.

Les renforts du général Barclay de Tolly sont attendus dans un jour ou deux. Les prussiens ont été renforcés par plusieurs corps nouvellement arrivés et les Russes par plusieurs milliers de convalescents.

L'armée alliée est restée en position le 14, sans faire aucun mouvement apparent.

On rapporte que le général Sebastiani et le maréchal Davoust se portent sur Magdebourg.

Il ne me reste qu'à ajouter, revenant tout à l'heure des avant-postes, que le général Miloradowitch ayant été pressé par l'ennemi en forces supérieures, a passé aujourd'hui la riviere de la Sprée, et que l'ennemi a pris une position à portée de canon de notre avant-garde.

(Signé) CHARLES STEWART, Lieut.-Gén

Journaux de France.

Vienne, le 8 *Mai.*—Notre Gazette de la Cour contient aujourd'hui ce qui suit :

" Le comte Stadion est parti hier pour aller remplir une mission au quartier-général russe et prussien. Aujourd'hui le feld-maréchal-lieutenant comte Von Bubna est parti pour le quartier-général français. Sa Majesté Impériale, après avoir ordonné la formation de deux armées, l'une en Bohême et l'autre en Gallice, a donné le commandement de la premiere au prince de Schwartzenberg, et celui de la seconde au prince de Reuss."

Berlin, le 15 *Mai.*—Le Journal de Kotzebue contient aujourd'hui ce qui suit :

" Un examen des derniers événements ne paraîtra pas à présent dans ce journal, parce qu'ils sont encore tellement compliqués, qu'on ne peut pas les démêler clairement. Mais ce que nous pouvons dire pour la satisfaction générale, c'est que l'Autriche s'est réellement réunie aux alliés, et que ses troupes marchent vers la Baviere et vers l'Italie ; que la Saxe se réunira à l'Autriche aussitôt qu'elle le pourra ; que le Prince Royal de Suede est arrivé, pour ajouter de nouveaux lauriers à ceux qu'il a si bien mérités ; que les troupes alliées sont toujours animées du même courage dont elles ont donné des preuves le 2 ; que la Landwehr et et la Landsturm sont sous les armes ; enfin, que le prince Kutusow de Smolensk écrivit à son Empereur, après la prise de Moscou par l'ennemi, en ces termes :—" Votre Majesté ne doit pas croire que la monarchie soit perdue parce que Moscou est au pouvoir de l ennemi."

Berlin, le 16 *Mai.*—On rapporte que L. M. l'Empereur de Russie et le roi de Prusse sont allés à Prague.—L'armée alliée occupe actuellement une chaîne de positions sur la rive droite de l'Elbe, depuis Cameas jusqu'à Dessau. Le général prussien Von Scharnhorst a été envoyé à Prague.

La nouvelle d'une alliance avec l'Autriche se confirme de toute part. On dit qu'un corps de 80,000 Autrichiens est parti d'Egra, et qu'il agira séparément contre les Français.

Une personne qui a quitté Bernbourg, il y a trois jours, nous assure qu'à son départ il n'y avait aucunes

troupes quelconques, que le corps de Bulow était à Dessau, et que tout était tranquille sur cette route.

Des lettres du quartier-général prussien, près de Dresde, disent que Napoléon a la goutte au pied.

Le corps d'armée du général Barclay de Tolly a filé par la route de Mittenwalde, et a rejoint les corps de Bulow et Kleist.

Stralsund, le 18 *Mai.*—Hier à midi, notre Prince Royal a débarqué à Rugen, et cet après-midi il est entré ici. Notre joie est grande. Succès à lui et à ses Suédois! L'ennemi sentira bientôt ce dont nous sommes capables sous ses ordres.

Huit mille hommes étaient déjà arrivés à Rugen, mais la tempête les avait empêchés de débarquer. Le vent s'étant affaibli, ils débarqueront aujourd'hui. L'air martial des troupes suédoises est admirable.

L'OPÉRA.

Les bénéfices des artistes n'amenent plus à l'Opéra la même foule qu'autrefois : le public qui fréquente habituellement ce beau théâtre manque-t-il de reconnaissance pour ceux qui contribuent à ses plaisirs, ou bien est-il tellement occupé par les *routs* et les concerts, qu'il ne le visite que les jours où l'habitude et la mode l'y appellent ? Quoi qu'il en soit, nous voyons chaque année décliner le produit des bénéfices à l'Opéra, tandis qu'il augmente dans les autres théâtres. Nous pourrions ajouter que le monde poli et élégant qui forme la grande majorité de l'assemblée qui se réunit au Théâtre du Roi, n'est pas susceptible d'une reconnaissance aussi vive ni d'impressions aussi fortes que le public des autres théâtres, et que la rapide succession des plaisirs qui volent au-devant des gens riches ou à la mode, les empêche un peu de s'occuper de ceux qui les leur procurent. D'ailleurs, la salle de l'Opéra, qui était autrefois un lieu con-

sacré d'où rarement on laissait approcher le profane vulgaire, est maintenant ouverte pour des bénéfices différents de ceux de ses acteurs, à des prix inférieurs, ce qui d'un côté lui côte l'attrait que lui donnait autrefois la sévérité de sa destination, et de l'autre, offre l'occasion aux personnes qui le visitent peu d'y être admises à moins de frais que le jour de représentation régulière. Ces réflexions sont occasionnées par le chagrin avec lequel nous voyons des artistes du talent le plus distingué et d'un zele infatigable, ne pas recueillir dans ces jours d'apareil qui devraient être ceux de leur triomphe, la récompense qu'autrefois un public éclairé et reconnaissant ne refusait jamais à leurs efforts constants pour lui plaire, en sorte que maintenant ils en sont réduits à ne recevoir que des applaudissements sans *résultat* et des honneurs sans *consistance*.

Nous aimons à croire que M. et Mme Didelot, dont le bénéfice a eu lieu le 27 de ce mois, ne se sont pas aperçus de cette décadence ; mais pour des artistes qui préferent la gloire à la fortune, l'argent n'est qu'un objet secondaire. M. Didelot a donné ce jour là un divertissement russe, représentant une fête publique appelée les *Katchetls*, et un ballet comique intitulé : *Rosalie et Dozinval*, ou *l'Heureuse Rase*. Il a su réunir dans ce divertissement tout ce qui pouvait donner une idée du paysage et des habitants de cette Russie vers laquelle sont maintenant tournés les regards et les vœux de l'Europe. Les danses et les costumes ont produit un effet très-vif sur le public qui aimait à trouver dans les tableaux qu'il avait sous les yeux, une peinture animée d'un pays devenu tout à coup si fameux sur la scene du monde. Mme Didelot, dont nous avons déjà eu si souvent l'occasion de faire remarquer la danse vraiment classique, a dansé, avec son mari, un pas russe qui a été accueilli par les applaudissements les plus vifs et les mieux mérités. L'effet de

cette danse ne peut se décrire, parce qu'il repose tout entier dans une foule de nuances légeres que cette habile danseuse saisit et exprime avec autant de grâce que d'esprit. Le ballet de l'*Heureuse Ruse* est tout ce que peut être la production d'un grand artiste qui, lorsqu'il compose un sujet, ne doit compter ni sur les décorations ni sur les costumes, ni même sur un nombre suffisant de danseurs. M. Vestris y paraît avec beaucoup d'avantage, et l'on ne peut trop louer la précision, la légereté et l'élégance de ses pas. Le public a accueilli avec la plus grande faveur et le plus vif intérêt le jeune fils de M. Didelot, qui a dansé avec une Miss Martin, jeune personne à peu près de son âge, le menuet de la cour avec la gavotte. Les applaudissements qui d'abord avaient été prodigués à ces talents naissants, l'ont été ensuite à la maniere sûre, facile, noble, élégante avec laquelle ils ont exécuté cette danse. Le fils de M. Didelot qui, comme celui-ci l'annonce dans son programme, n'a pas encore une année de leçons suivies, annonce des dispositions bien supérieures à son âge, et nous craignons de ne pas être crus, si nous disons que dans un genre qui exige tant d'aplomb, de moëlleux et de noblesse, ce jeune éleve n'a pas commis une faute, une méprise, et qu'il a développé une aisance qui ferait honneur à un danseur exercé.

Le nouveau roman de Mme de Genlis, dont nous avons fait l'extrait dans notre dernier Numéro (*Mlle de la Fayette*, ou *le Siecle de Louis XIII*) sera publié à Londres, le Samedi, 5 de ce mois, chez DECONCHY, Libraire, 100, New Bond-Street.

Imprimé pour SCHULZE et DEAN, 13, Poland-St. Oxford-St chez lesquels on peut souscrire.

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLXVII.—*Le* 10 *Juin*, 1813.

OUVRAGES NOUVEAUX.

Souvenirs et Portraits (1780, 1789), *par M. le Duc de* Lévis.

Différentes circonstances nous ont empêché, jusqu'à ce jour, de rendre compte de cet ouvrage. Quoique nous nous trouvions en retard, nous ne pouvons cependant le passer sous silence; car il en paraît rarement d'aussi bien écrit, et qui se fasse lire avec plus d'intérêt. Sans doute on est toujours curieux d'apprendre quelques particularités sur des personnages connus, dont on a été, ou à peu près été les contemporains. Mais cette raison n'a pas été l'unique cause du succès qu'a obtenu cette nouvelle

production de M. le duc de Lévis. Un grand nombre de réflexions aussi fortes que justes, des aperçus fins et spirituels, qui prouvent avec quel tact l'auteur avait observé les hommes qu'il nous peint ; tout rend la lecture de cet ouvrage attachante et instructive. On voit que M. de Lévis, souvent retenu par le sentiment des convenances, ne nous a pas appris tout ce qu'il pouvait nous apprendre. Tel est l'inconvénient d'écrire sur des personnes dont la mort est récente, et dont les familles peuvent se trouver blessées par la moindre indiscrétion ; mais si l'auteur s'est imposé cette gêne, qu'approuveront tous les honnêtes gens, il n'en a pas moins fait preuve d'une véracité bien rare et bien désirable dans ces sortes de mémoires, qui doivent fournir un jour des matériaux à l'historien. Si M. de Lévis n'a pas cru devoir tout dire, tout ce qu'il dit est vrai, et voilà l'important. Il annonce dans sa préface qu'il essaie de peindre l'esprit de la cour et de la haute société au moment de la révolution. On sent qu'un pareil plan l'entraîne naturellement dans des remarques et des réflexions sur les causes du grand événement qui se préparait, et tout ce qu'il observe sur l'influence que put avoir la suppression de l'ordre des Jésuites, et le rappel des parlements sous M. de Maurepas, est extrêmement juste. Il en est de même lorsqu'en parlant de Mirabeau, il fait sentir la maladresse qu'eut la cour de mépriser trop long-temps les ambitieux qu'elle aurait dû gagner. Nul doute, en effet, qu'en appelant au conseil quelques-uns des députés les plus dangereux et les plus acharnés, ont eût acquis pour défenseurs ceux qu'on avait pour adversaires. Le plus ardent ennemi du trône cesse de l'être en devenant ministre, et le parti républicain le sentait si bien, qu'il finit par faire passer un décret qui défendait à aucun membre de l'assemblée d'accepter une place

dans le ministere, ravissant ainsi à la cour un moyen qu'elle avait trop tardé à mettre en usage. Alors il ne fut plus temps de contenir ces hommes qui ne pouvaient s'élever que sur des débris, dont l'ambition n'avait plus d'espérance que dans un nouvel ordre de choses, et qui, n'attendant rien du souverain, précipitaient sa chûte pour régner à sa place. C'est surtout en parlant de ces grands événements, en jugeant les personnages que la naissance ou la profession appelaient à y jouer un rôle, que M. de Lévis se montre étranger à tout esprit de parti, et qu'il se renferme dans les stricts devoirs de l'historien. Tout en adoptant la plupart des idées qu'il énonce sur les causes de la révolution, nous ne pouvons cependant être entierement de son avis sur l'influence qu'il accorde à l'abolition de l'étiquette. Nous pensons qu'à l'époque où les lumieres étaient alors parvenues, l'étiquette n'eût été qu'un faible frein. Une cour plus nombreuse, un faste plus imposant n'aurait pas arrêté le mal ; il naissait d'une source plus grave et plus affligeante que la suppression de quelques habits brodés, je veux dire du relâchement des mœurs. Les charges à la cour étaient en petit nombre sous Henri IV, peu de courtisans environnaient le trône, et le souverain, ainsi que le premier corps de l'état, n'en était pas moins l'objet de l'amour et du respect public ; mais nous le disons à regret, le temps n'était plus où nos grands méritaient, par la conduite la plus honorable, cette haute considération qu'on accordait à leurs vertus autant qu'à leur naissance. Sans doute il existait des exceptions ; mais elle n'étaient pas assez nombreuses pour empêcher qu'il ne fût du bon ton de tourner en ridicule les premiers devoirs de l'honnête homme. On vivait séparé de sa femme, quoiqu'on habitât le même hôtel ; on voyait à peine ses enfants, et l'on ne payait pas

retracer les temps brillants de sa vie, les femmes n'étaient point oubliées ; mais, dit M. de Lévis, " jamais homme à bonnes fortunes ne fut moins prompt à s'en vanter, et quoiqu'il estimât peu les femmes en général, il ne parlait qu'avec un ménagement convenable de celles avec qui il avait eu des liaisons. Une seule était exceptée, c'était sa première femme, de qui il racontait des histoires étonnantes. Je ne sais pourquoi il l'avait prise en aversion ; ce qui est certain, c'est que ce fut uniquement parce qu'il vivait mal avec elle, ou plutôt parce qu'il n'y vivait pas du tout, qu'il fut mis à la Bastille ; il n'y a pas d'autre exemple, en France ou ailleurs, qu'une prison d'état ait servi à redresser de semblables torts ; et il est inconcevable qu'un aussi grand prince que Louis XIV n'ait pas dédaigné d'interposer son autorité dans des querelles de ménage. Les circonstances de cette détention sont amusantes. On amenait Mme de Richelieu une fois par semaine à la Bastille, et le gouverneur avait ordre de n'accorder quelqu'adoucissement à son prisonnier, qu'autant que sa femme se montrait satisfaite de l'accueil conjugal qu'elle recevait de lui."

" Cette réunion forcée n'eut pas d'heureuses suites ; car dès qu'il fut libre, il la délaissa pour de nouvelles amours ; et pour elle, sa conduite ne fut guere meilleure ; du moins son mari prétendait qu'étant entré chez elle sans être attendu, il l'avait trouvée dans un tête-à-tête fort vif avec son écuyer, et que, sans s'émouvoir, il lui avait dit : *Songez donc, Madame, à l'embarras où vous vous seriez trouvée, si tout autre que moi fût entré chez vous.* Quelques années après, il devint veuf, et il songeait à épouser Mlle de Guise ; mais la chose était encore secrette, lorsqu'il vit entrer ce même écuyer, qui, ne sachant où donner de la tête, et espérant que son ancien maître avait oublié une rencontre qui avait paru lui

Tel est l'illustre M. de Malesherbes, à la mémoire duquel l'auteur a consacré quelques pages, qui ne sont pas certainement les moins intéressantes. Le courageux dévoûment qui couvrit de gloire la fin d'une si belle carriere, était au-dessus de l'éloge ; mais on ne peut le retracer d'une maniere plus touchante :

" La simplicité de la forme releva merveilleusement la beauté de l'action. Point d'enthousiasme, point de bravades. Il plaida cette cause mémorable comme si elle eût pu être gagnée ; moins sans doute dans l'espoir de sauver son royal client que pour se procurer un accès auprès de lui, et pour lui offrir la seule consolation digne de lui, les épanchements d'un cœur vertueux et sensible. L'héroïsme calme n'excite pas seulement notre admiration, il nous inspire une affection personnelle pour celui qui développe à nos yeux un si beau caractere."

Rien de plus juste que cette derniere réflexion. Il est bien vrai qu'on ne se contente pas d'admirer M. de Malesherbes, on l'aime ; le respect qu'on porte à sa mémoire a quelque chose de tendre ; de même qu'on est fier d'être son compatriote, et de ce qu'un si beau nom soit un nom français.

M. de Lévis raconte fort bien, et ce talent était nécessaire pour écrire un ouvrage semé d'anecdotes. Le portrait du maréchal de Richelieu en renferme plusieurs qui sont extrêmement piquantes, et qui ont de plus le mérite d'avoir été racontées par lui-même à l'auteur dans sa jeunesse. M. de Lévis passait souvent des soirées entieres tête à tête avec ce contemporain de Mme de Maintenon : il recueillait ainsi mille particularités curieuses sur les cours de Louis XIV et de Louis XV. On sent bien que dans ces conversations, où le maréchal se plaisait à

Correspondance littéraire, philosophique et critique du Baron de Grimm et de Diderot. Années 1782 *à* 1790, *cinq nouveaux volumes in-*8vo.

Si nous avons un peu tardé, non pas à annoncer, mais à rendre compte de cette suite de la *Correspondance de Grimm* (ou du baron de Grimm, puisque notre critique est devenu baron), la cause s'en devine aisément. Il s'agit ici de cinq gros volumes, qu'on ne peut guere faire connaître au lecteur qu'après en avoir pris soi-même connaissance; ce qui ne laisse pas que de demander du temps.

Cette nouvelle livraison contient non-seulement l'histoire littéraire de la France depuis 1782 jusqu'à 1790, ainsi que son titre le porte, mais encore celle des années 1775 et 1776, qui manquait à la livraison de l'année derniere, et que l'éditeur a su se procurer depuis. Cette lacune, qui nous a d'abord contrariés, mais qui a dû contrarier bien plus encore le libraire, ne porte en définitif aucun préjudice aux intérêts du lecteur, et doit même tourner au profit du spéculateur, aujourd'hui qu'elle est remplie. La ressemblance exacte de ce fragment, soit avec les volumes publiés antérieurement, soit avec ceux dont il fait partie, ne permet pas au lecteur éclairé de douter que tous ces jugements ne soient sortis de la même plume: c'est partout le même esprit, partout le même style, partout les mêmes préventions ou les mêmes principes; ce qui se ressemble plus qu'on ne croit. Disons cependant que ces préventions se modifient, se moderent même à mesure que Grimm monte en fortune; ce qui, toute autre comparaison écartée, établit une grande différence entre Grimm et tel autre de ses contemporains, philosophe ainsi que lui, Rousseau, par exemple.

Quand on voit ces deux hommes partis à-peu-

près du même point, arriver à des buts si différents, après avoir embrassé d'abord les mêmes opinions avec la même chaleur, on ne peut s'empêcher de reconnaître que leur philosophie appartenait à des principes tout-à-fait opposés. Rousseau était philosophe par conviction, Grimm parce qu'il n'était convaincu de rien. L'un professait des principes dont l'excellence lui semblait garantie par sa raison, l'autre adopta des opinions qui lui parurent préférables parce qu'elles étaient professées par des hommes auxquels il avait intérêt de se rattacher. La philosophie de Rousseau ne se pliait à rien; celle de Grimm se prêtait à tout: aussi l'a-t-on vu arriver à la fortune par le titre même qui condamna Jean-Jacques à une éternelle pauvreté; aussi est-il devenu baron de Grimm, et Rousseau est-il resté citoyen de Geneve; aussi a-t-il passé tranquillement sa vie dans les cours, pendant que Rousseau errait d'exil en exil, et expirait dans la chaumiere, dernier asile qu'il ne dut qu'à l'hospitalité.

Mais revenons à notre correspondance. Indépendamment des modifications qu'elle a dû recevoir de la situation politique où Grimm avait été placé par ses relations avec plusieurs princes souverains, et notamment par la faveur de Catherine II, elle a pu se ressentir aussi du changement que l'âge apporte insensiblement dans la maniere de voir du commun des hommes. De même qu'à mesure que l'on s'éleve, les choses se présentent à nous sous un aspect différent et liées avec un plus grand nombre d'objets; à mesure qu'on vieillit, certaines abstractions cessent de plaire à l'esprit, et l'on n'estime plus guere une opinion que par la valeur qu'elle peut recevoir de ses rapports avec l'ordre établi. Les illusions s'affaiblissent; l'enthousiasme se refroidit; on s'étonne d'avoir été si chaud sur des articles pour lesquels on n'est plus qu'indifférent; on exige moins des hommes parce

qu'on a une idée plus précise de ce qu'on peut en obtenir ; on soupçonne que le mieux pourrait bien être quelquefois l'ennemi du bien ; que le monde peut bien encore aller quelque temps comme il est. Soit paresse, soit sagesse, enfin on redoute un changement dans l'ordre social, comme on craint un déménagement, qui, quelqu'adroits que soient les gens qui s'en mêlent, ne se fait jamais sans qu'il n'y ait quelques meubles de cassés.

Voltaire occupe une partie du premier volume de notre collection. En nous rendant les années qui nous manquaient, l'éditeur nous entretient encore de cet homme qui n'a eu ni enfance ni vieillesse, cet homme qui a *vécu* toute sa vie, et dont les œuvres, si considérables que soient les retranchements qu'une saine critique leur ferait subir, forment le monument le plus surprenant par sa masse, comme le plus admirable par la richesse et la variété des matieres qu'un homme de génie puisse s'élever à lui-même.

Voltaire mort, l'empire des lettres éprouve le sort de celui d'Alexandre. Non-seulement nous voyons ses soldats s'en disputer les lambeaux ; mais comme cela arrive en pareilles circonstances, des goujats même élever des prétentions et se croire des héros, parce qu'ils ont marché derriere un grand homme, et des personnages distingués de la canaille, pour avoir roulé derriere la voiture d'un grand seigneur.

Les quatre derniers volumes de la *Correspondance* contiennent l'histoire des uns et des autres. Il y est souvent question de d'Alembert, de Marmontel, de Laharpe, de Ducis, de Chamfort, du chevalier de Boufflers, de l'abbé Delille ; il y est quelquefois mention aussi de Durosoi, de Perault de Beausol, du marquis de Pesai et du marquis de Vilette, etc. ; ce qui prouve que rien n'échappait à l'attention de notre observtaeur, et que son microscope était excellent. Grimm, fidele à ses amitiés comme à ses

haines, tout en se relâchant de l'austérité de sa doctrine philosophique, reste attaché à ses opinions, soit en matiere de politique et d'administration, soit en matiere d'art et de littérature. Son aversion pour la secte économique est toujours la même, comme sa répugnance pour la musique de Gluck ; et certes il n'y a pas de justice à cela. Qu'on allegue, pour l'excuser sur le premier point, que l'excellence des théories du docteur Quesnai et de l'abbé Beaudeau n'ayant pas été mise en expérience, il lui est permis d'en douter, malgré l'opinion de M. Turgot : cela peut s'admettre jusqu'à un certain point, quoiqu'il eût été plus digne d'un juge integre d'attendre, pour prononcer, que l'expérience eût condamné. Mais s'obstiner à méconnaître dans la révolution opérée par Gluck sur notre scene lyrique, l'influence d'un homme de génie qui connaît également et les secrets de son art et ceux du cœur humain, qui a fait à l'expression de tous les sentiments l'application la plus heureuse dont l'art musical soit susceptible ; méconnaître enfin dans Gluck, non le régénérateur, mais le créateur de la tragédie lyrique, après que ce titre lui a été décerné, non dans le premier mouvement de l'enthousiasme, mais par quinze ans d'une admiration que la réflexion n'a fait qu'accroître chez tout un peuple : voilà ce qu'on ne peut comprendre ; voilà ce qui ne peut s'expliquer que par l'obligation où l'on croit être avec soi-même de soutenir jusqu'à la fin des opinions qu'on a embrassées d'abord avec trop d'éclat. Et quel homme ne s'est pas mis, une fois dans sa vie, en opposition avec sa conscience, pour qu'on ne pût pas lui reprocher de l'avoir été une fois avec son caractere !...

Une autre cause de la partialité de Grimm, dans cette querelle si longue, si envenimée, et quelquefois si plaisante des Glukistes et des Picciniste, a peut-être été le désir même de se montrer impartial. Notre Allemand, en s'attachant au parti de Gluck,

pouvait craindre de passer pour bon patriote plus que pour bon musicien, et de combattre moins dans l'intérêt de l'art que dans l'intérêt de son pays; comme bien des gens, il a pu fort bien, en cette occasion, faire la réputation de son esprit aux dépens de son cœur.

L'invention des ballons, les querelles du mesmérisme viennent après celles-ci, et amusent le public jusqu'à l'époque où des intérêts plus graves, trop graves sans doute, le rendent inaccessible à toute distraction; je veux parler de la révolution.

Des réflexions plus ou moins justes, plus ou moins impartiales, mais toujours piquantes; des analyses faites souvent avec jugement, et toujours avec esprit; un recueil presque complet des saillies les plus heureuses échappées pendant douze ans aux hommes les plus distingués de la ville et de la cour, c'est-à-dire à l'élite de la nation la plus spirituelle qui existe: des anecdotes du jour qui finissent par être l'histoire de l'époque, voilà ce dont se compose cette collection qu'on ne peut lire qu'avec plaisir, pour peu que l'on ne soit pas entierement étranger au monde et aux lettres.

Nous terminerons cet article par la citation d'un petit conte rajeuni sous la plume de M. le chevalier de B....

Le voici:

" Deux amis, qui depuis long-temps ne s'étaient vus, se rencontrerent à la bourse. Comment te portes-tu? dit l'un. — Pas trop bien, dit l'autre. — Tant pis. Qu'as-tu fait depuis que je t'ai vu? — Je me suis marié. — Tant mieux. — Pas tant mieux, car j'ai épousé une méchante femme. — Tant pis. — Pas tant pis, car sa dot est de deux mille louis. — Tant mieux. — Pas tant mieux, car j'ai employé une partie de cette somme en moutons qui sont tous morts de la clavelée. — Tant pis. — Pas tant pis, car la vente de leurs peaux m'a rapporté au-delà du

prix des moutons. — Tant mieux. — Pas tant mieux, car la maison où j'avais déposé les peaux de moutons et l'argent vient d'être brûlée. — Oh ! tant pis ! — Pas tant pis, car ma femme était dedans. ".

SPECTACLES DE PARIS.

THÉATRE DE L'IMPÉRATRICE.

Premiere Représentation de la Reprise des Nozze *di* Figaro.

" Puisque l'on peut avoir tant de plaisir pendant deux heures, s'écriait Rousseau en sortant " d'une représentation de l'*Orphée* de Gluck, je conçois que la vie puisse être bonne à quelque chose. " Avec une âme aussi sensible au pouvoir du plus séduisant des arts, il est à croire que la même exclamation fût échappée à l'auteur d'*Emile*, s'il eût entendu le chef-d'œuvre musical qui vient d'être rendu à l'admiration publique. Essayées depuis long-temps sur le théâtre de l'Opéra, recherchées par tous les amateurs, exécutées enfin par la troupe italienne pendant trois années consécutives, *les Noces de Figaro* avaient attiré, avant-hier, autant de monde que dans leur nouveauté ; et leur succès, à la centieme représentation, a été plus brillant encore qu'à la premiere. Voilà l'épreuve à laquelle on reconnaît les œuvres du génie : loin d'atténuer les impressions qu'elles produisent d'abord, la réflexion et l'étude leur donnent une nouvelle force, et les rendent ineffaçables.

Depuis deux ans à-peu-près, la retraite de deux sujets chargés des rôles principaux, n'avait plus permis de conserver *Les Noces de Figaro* sur le répertoire. Garcia, qui y jouait le Comte, et Mme Muraglia, Suzanne, laissaient deux lacunes plus difficiles à remplir qu'on ne l'eût imaginé au premier

aperçu. Mozart a écrit le rôle d'Almaviva pour une basse-taille : il avait donc fallu le transposer pour le faire chanter par un *tenore*. Rien ne paraissait plus aisé que de lui rendre sa destination primitive ; mais où trouver un acteur qui, avec cette voix de basse, eût les qualités requises pour représenter dignement un personnage qui appartient essentiellement au genre noble ? La plupart des artistes italiens qui chantent le *baritono* sont des bouffes. On est tellement accoutumé à leurs lazzis et à leurs grimaces, que l'on ne pourrait les voir dans un rôle grave sans être tenté de rire de cette mascarade. C'était donc une bonne fortune que de rencontrer un sujet qui, doué de la voix convenable, possédât en outre un talent distingué comme chanteur, et se fût essayé avec succès dans *l'opera-seria*. Ces avantages semblaient réunis dans la personne de M. Porto : on lui a confié le rôle du Comte ; et la maniere dont il vient de s'en acquitter justifie, et au delà, toutes les espérances qu'il avait fait concevoir aux amateurs.

Suzanne n'est, à la verité, qu'une *seconda donna* ; mais la couleur de rôle est si gracieuse, il est tellement lié aux situations les plus intéressantes de l'ouvrage, sous le rapport dramatique et même sous le rapport musical, qu'on souffrirait de le voir abandonné à un talent trop subalterne. Si en l'acceptant Mme Festa a pu croire qu'elle faisait un acte de complaisance, les nombreux applaudissements qu'elle y a recueillis lui ont prouvé non seulement combien le public lui savait de gré de son zele, mais encore à quel point elle a contribué au charme de cette brillante soirée. Je suis du nombre de ceux qui regrettent qu'elle ait cédé au petit page l'air si touchant, si passionné : *Non so più cosa son*. On peut lui dire, sans offenser mademoiselle Beyretter, qu'elle l'eût chanté sans doute avec plus de chaleur et d'entraînement. La partition à la main, Chérubini pouvait, il est vrai, revendiquer cet air char-

mant; mais il avait été si souvent obligé, pour le faire entendre, d'emprunter l'organe des Suzannes, qu'elles étaient autorisées, en quelque sorte, à le regarder comme leur propriété. Pour récompenser Mme Festa de cette restitution, son rôle a été augmenté de deux airs qui conviennent parfaitement à sa voix : l'un, pendant la toilette du petit page, l'autre au rendez-vous nocturne du quatrieme acte. On pourrait reprocher à ce dernier morceau d'être trop près de celui de la Comtesse, qui lui succede immédiatement : ils sont, à la vérité, d'un style fort différent; mais je crois qu'ils gagneraient l'un et l'autre, surtout le premier, à ce qu'il y eût entr'eux une séparation qui laissât reposer l'oreille.

Je n'exagérerai pas en disant que la totalité de cet admirable ouvrage a été applaudi avec transport, depuis l'ouverture jusqu'au dernier chœur. Plusieurs morceaux ont été redemandés, et, ce qu'il y a de remarquable, avec non moins d'empressement par les personnes qui les avaient fréquemment entendus que par celles qui en jouissaient pour la premiere fois. Au nombre de ces airs favoris est d'abord la fameuse *canzone : Voi che Sapete*, que Mme Barilli, selon son usage, a chantée, la seconde fois, en français. C'est une sorte de galanterie de sa part envers le public parisien, qui s'y montre extrémement sensible. Il n'a pas manqué de faire répéter le charmant *duetto : Sull'aria*, et, ce qui est plus digne de l'attention des connaisseurs, le magnifique *duo : Crudel, perche finora*. La voix de Porto y tranche d'une maniere admirable avec celle de Mme Festa. Ce morceau n'avait jamais produit tant d'effet. C'est ce que l'on peut dire aussi de l'air de grand style : *Vedrò, mentr'io sospiro !* et du récitatif obligé qui le précede. Porto a su y faire sortir les accents de la passion de l'orgueil irrité si énergiquement exprimés par le compositeur. Que dire de Mme Barilli, soit à ceux qui ne l'ont pas entendue, soit à ceux qui ont eu

le bonheur de l'entendre ! Des paroles ne peindront pas aux uns l'enthousiasme ou plutôt le délire qu'elle a fait naître ; les autres n'y trouveront pas même une faible image de toutes les sensations dont ils sont encore pénétrés. Barilli met de l'enjouement dans le rôle de Figaro, et le chante aussi bien que ses moyens le lui permettent. Angrisani, le nouveau Bartholo, a fort bien rendu l'air de *la Vendetta*, morceau d'une singuliere expression, auquel on n'avait pas fait assez d'attention jusqu'ici. Les deux grands finales du deuxieme et du quatrieme actes, et le *sextuor* du troisieme, ont été exécutés avec la vigueur et la précision qui distinguent d'une maniere si supérieure les chanteurs et l'orchestre de ce théâtre. Les amateurs n'ont pu jouir de cet ensemble aussi précieux que rare, sans en rendre grâces intérieurement à l'habile directeur dont les soins éclairés ne négligent aucun détail. Ce n'est pas assez pour M. Paër de composer d'excellente musique ; nous lui devons encore le plaisir d'entendre celle des maîtres célebres dont il se montre le digne émule.

Une observation qui se présentait à l'esprit de tous les connaisseurs pendant cette brillante représentation, suffirait à la gloire de Mozart : si l'on voulait désigner le chef-d'œuvre d'un théâtre si riche en productions enchanteresses, il faudrait opter entre deux créations de ce génie privilégié : *les Noces de Figaro* et *Don Juan*. Personne ne leur conteste la supériorité de l'expression dramatique : encore moins celle de la richesse, du fini et de l'élégance des détails : on ne réussirait pas mieux à nier que la mélodie la plus fraîche, la plus piquante, et surtout la plus originale, y existe en aussi grande abondance, au moins que dans les ouvrages les plus justement vantés sous ce seul rapport.

Le succès extraordinaire de cette reprise assure aux *Noces de Figaro* une nouvelle et longue carriere. La vogue toujours croissante d'un tel ouvrage

offre un double motif de satisfaction aux amis de l'art. Ils jouissent à-la fois de ce qu'il est au théâtre italien, et de ce qu'il peut devenir sur le nôtre. A force d'avoir sous les yeux le modele d'un véritable opéra-comique, la partie de notre public qui tient le plus à ses vieux préjugés reconnaîtra et avouera enfin, tout haut, que des comédies ou des drames entremêlés de deux ou trois ariettes ou de quelques couplets, ne sont point des opéras.

THÉATRE DE L'OPÉRA-COMIQUE.

Premiere Représentation du Prince Troubadour, *Opéra en un Acte.*

A l'exception du *Prince de Catane,* dont trois couplets de romance n'ont pu soutenir les trois mortels actes, il n'a point paru sur le théâtre Feydeau, depuis la retraite de son premier sujet, une nouveauté qui ne fit une agréable diversion aux regrets causés par cette perte. Le nombre de ces pieces est grand; il est même étonnant, vu la rapidité avec laquelle nous les avons vues se succéder sans se nuire. En voici encore une qui prend place au premier rang parmi elles, et qui sans doute la conservera long-temps encore.

La scene se passe au 12me siecle, dans le château du baron de la Touraille, vieux seigneur poitevin qui avait pris part à la premiere croisade. Un preux rapportait beaucoup de gloire et peu d'or de ces expéditions lointaines; le baron, complettement ruiné, passait assez maussadement ses vieux jours au fond de son antique manoir, dont les tourelles, est-il dit, étaient descendues dans les fossés. Il n'y avait d'autre compagnie qu'une fille, une petite-fille et un vieux sénéchal begue et imbécille. Mlle Bavolens, fille majeure de quelques cinquante ou soixante ans,

charme ses ennuis par le souvenir de tous les chevaliers qui ont brûlé pour elle. Son cœur nourrit pourtant un ressentiment secret contre le sexe perfide qui fait la cour aux demoiselles sans les épouser. Aussi une de ses occupations habituelles est-elle de prémunir sa jeune et jolie niece Laurette contre la séduction de ces coureurs d'aventures, qui ne tiennent d'aussi doux propos aux femmes sensibles que pour les tromper plus sûrement. Laurette demande ingénuement à sa tante combien de fois elle a été trompée. Pendant que Mlle Bavolens donne sa leçon de prudhommie, un cor se fait entendre au pied du donjon: elle court à la fenêtre et aperçoit deux troubadours qui, aussitôt, d'une voix tendre, lui demandent l'hospitalité pour un jour ou deux. Elle balance, parce qu'elle connaît la rigidité du sire de la Tourraille son pere, à l'égard des inconnus qui se présentent à son château. Mais la jeune personne insiste pour qu'ils soient admis, et l'austere damoiselle n'hésite plus. Bientôt elle est au comble de la joie, lorsque dans l'un de ces troubadours elle reconnaît un chevalier qui, depuis quelque temps, cherche à se trouver partout sur son passage, lui lance des œillades assassines, et lui adresse des vers d'amour. Il a grand soin de s'applaudir de la ruse qui l'a introduit auprès de la dame de ses pensées; et l'on ne peut s'empêcher d'applaudir aussi au courage de ce jeune paladin, pour qui le demi-siecle de Mlle Bavolens ne forme pas le plus petit obstacle à l'achevement d'une amoureuse entreprise.

Mais comment rester au château sans l'agrément de M. le baron? La petite Laurette, qui a grande envie d'entendre de la musique, et qui est toute-puissante sur l'esprit de son grand-papa, obtient que les deux troubadours lui soient présentés. Au premier abord, il conçoit d'eux une idée peu favorable; mais lorsqu'il apprend qu'ils arrivent de la cour de Guillaume, duc d'Aquitaine et comte de

Poitou, il consent à les écouter, et promet même un riche *mantel* à celui qui sera déclaré vainqueur dans un *tenson.* Le nom de Guillaume n'est cependant pas en grande vénération au château de la Touraille: l'on n'y disconvient pas que ce prince ne soit un guerrier valeureux, et ce qui est plus étonnant, un troubadour *moult renommé;* mais il a un surnom qui répand l'effroi dans l'âme de tous les peres et de tous les maris: la France entiere l'appelle le *grand trompeur de dames* (1): L'un des troubadours avoue qu'effectivement Guillaume mérite assez sa mauvaise réputation; et l'autre affirme que ce prince vaut beaucoup mieux que la malignité ne cherche à le faire croire. Tous deux enfin se réunissent pour demander le sujet du tenson. Le vieux châtelain propose le vin, sa petite-fille l'amour, et le combat du chant s'engage. Le baron, qui ne prend jamais une résolution sans consulter son sénéchal, paraît, ainsi que lui, fort touché des louanges de Bacchus: Laurette décide que le prix appartient au chantre de l'amour, et son opinion fait loi. Mais voici bien une autre musique: Mlle Bavolens accourt tout essoufflée, et déclare que l'un des deux troubadours que l'on vient d'entendre est le duc Guillaume en personne. Une bourse d'or a été donnée à un écuyer pour la séduire: en fille experte, la vieille damoiselle conclut que celui qui a offert cet or doit être le confident, et l'autre, en conséquence, le prince lui-même. Celui auquel ce titre est décerné le décline modestement; mais son compagnon lui représente avec candeur qu'il n'est plus temps de dissimuler: le sire de la Touraille se félicite de posséder son souverain dans son châtel, et il ordonne que tout y respire la grandeur et la magnificence.

(1) Ce Guillaume, duc d'Aquitaine et comte de Poitou, était le pere de la trop célebre Eléonore de Guyenne, femme de Louis-le-Jeune. Il était tellement adonné à ses passions, que toute l'éloquence de Saint Bernard ne put le faire rentrer dans la voie droite.

Le baron, son sénéchal, la jeune Laurette, et Mlle Bavolens elle-même, sont cependant complétement dupes d'un jugement précipité. Le personnage qu'ils viennent de proclamer duc d'Aquitaine, n'est autre que le sire de Grandmanoir; et celui dont ils ont fait un simple confident, est bien réellement le prince, qui s'est associé ce brave chevalier pour mettre à fin une aventure galante. Il n'a imaginé ce déguisement qu'afin de s'introduire auprès de la charmante Laurette, pour laquelle il a conçu une passion soudaine; mais il ne sait pas que Grandmanoir l'adore lui-même; il est loin de soupçonner que dans l'ami dont il attend l'assistance, il ne trouvera qu'un obstacle secret à ses coupables desseins. En effet, à peine le prétendu prince est-il investi du pouvoir suprême, qu'il songe à en faire usage pour protéger sa chere Laurette. Il avertit loyalement le baron, que son confident, fort gentil troubadour d'ailleurs, est extrêmement dangereux pour l'honneur des dames: il ordonne, en conséquence, que Mlle Bavolens, dont la vertu est à l'épreuve, s'empare de ce mauvais sujet et ne le perde pas de vue un seul instant.

Le duc est furieux; il s'est enlacé dans ses propres filets. Son désespoir augmente quand la vieille tante lui dit amoureusement à l'oreille qu'il doit être bien reconnaissant de l'ordonnance de son prince. Elle se hâte d'y obéir en ce qui la regarde, et elle emmene le galant confié à sa surveillance. Pendant l'espece de captivité de son redoutable rival, Grandmanoir jouit du bonheur d'approcher sans contrainte de la belle Laurette. Quoiqu'il ne lui ait pas fait encore l'aveu de sa flamme, et qu'elle ignore même son vrai nom, elle avait pris un certain goût pour l'aimable troubadour, qui avait débuté par lui chanter une jolie *sirvente*, où elle était comparée à la blanche hermine; mais depuis qu'elle le croit duc d'Aquitaine, elle ne peut s'empêcher de trembler

de peur à la seule approche du *grand trompeur de dames.* Il faut néanmoins qu'elle tienne à bonheur suprême d'être assise à ses côtés au banquet et pendant la être que le baron a fait préparer. Mlle Bavolens revient, avec son prisonnier, pour y prendre part. Sa place est marquée auprès du prince; mais un simple troubadour ne peut aspirer à manger en public avec son souverain, et à l'instant même où il parle de son appétit dévorant, il reçoit l'ordre de chanter pour égayer le festin. Pour se venger de ce nouveau persiffiage de son confident, le duc imagine de choisir une chanson que Grandmanoir a composée secrétement contre lui. " L'auteur, dit-il, se croit " inconnu ; mais on saura le démasquer en temps et " lieu. Au reste, comme je connais le caractere " généreux du prince, je ne craindrai pas de chan- " ter en sa présence ces insolents couplets." Leur refrain *(C'est Guillaume le Trompeur)* est répété en chorus par tous les vassaux du baron qui remplissent la salle du festin. Le sire de Grandmanoir ne perd cependant point contenance: et, pour témoigner à son hôte sa reconnaissance d'une si brillante réception, il lui exprime le désir de parcourir ses domaines, afin de reconnaître les améliorations dont ils seraient susceptibles. Tout le monde le suit, hors la discrete damoiselle Bavolens, qui demeure à la garde de son captif chéri.

Resté seul avec elle, il lui vient dans l'idée de faire servir la crédulité de la bonne tante à l'accomplissement de ses projets sur la niece. Il lui confie, d'un air pénétré, qu'accoutumé à ne rien respecter, le *grand trompeur de dames* médite le plus noir complot contre l'honneur de la naïve Laurette. " Je " n'ai plus qu'un moyen, lui dit-il, de vous soustraire " toutes deux à la convoitise de ce terrible ennemi " de l'innocence: c'est de vous enlever au plus tôt, " moi-même." Mlle Bavolens, toute glorieuse d'être enlevée par l'homme qu'elle idolâtre, ne se

permet pas une objection : mais elle ne se doute pas que sa jeune niece est cachée derriere une portiere de tapisserie, et qu'elle a tout entendu. Le baron paraît : Laurette lui dévoile l'affreux mystere; il demande vengeance au prince, qui la lui promet. Le sénéchal a ordre de prendre la plume : cinq mille pieces d'or sont accordées aux pauvres habitans de la châtellerie, huit mille au sire de la Touraille, lui-même, pour réparer son donjon, et le prince veut enfin que l'on dresse le contrat de mariage de Laurette avec le sire de Grandmanoir. On s'attend qu'il va stipuler une grosse dot : il refuse de s'expliquer sur cet article ; puis, se tournant tout-à-coup vers le troubadour, il le prie de sanctionner les dispositions qu'il vient de dicter. Le duc ne peut garder plus long-temps l'*incognito*, et, en s'écriant qu'il donne dix mille pieces d'or à la future du sire de Grandmanoir, il le fait reconnaître, en même temps qu'il se découvre lui même.

Plusieurs situations piquantes, des mots heureux, du naturel et de la gaîté, ont décidé le succès de cet ouvrage, auquel on ne pourrait reprocher que quelques traits de ressemblance avec des pieces encore récentes ; mais encore faut-il observer que ces traits sortent du sujet même, et non d'une manie d'imitation qui est trop au-dessous du talent de M. Duval, pour qu'on puisse l'en soupçonner.

La musique, même pour ceux qui en connaissent l'auteur, a surpassé de beaucoup ce que la coutume trop générale permettait d'attendre d'un opéra en un acte. Combien en nommerait-on, à ce théâtre, où le travail du compositeur se réduit à quelques couplets et à un petit duo ! Indépendamment d'une ouverture brillante, gracieuse et chevaleresque, *le Prince Troubadour* offre un très-bel air et des romances d'un goût exquis, le combat des deux troubadours, la chanson joyeuse dont le refrain est chanté et dansé, etc. Je dois citer à part deux mor-

ceaux qui, partout, seraient placés en première ligne. L'un est un quatuor avec accompagnement de cor et de harpe, qui s'exécute au moment où les troubadours demandent l'hospitalité; l'autre, un *quintetto* dans lequel le chœur intervient *mezza voce*, à la maniere italienne. Au style, à la facture, les amateurs ont reconnu le cachet d'un maître, et leurs conjectures ont été pleinement vérifiées, lorsqu'on est venu leur nommer M. Méhul.

Les représentations suivantes auront, certainement, plus de succès encore: les rôles seront mieux sus, et l'exécution musicale présentera plus de fermeté et d'ensemble. Martin, Paul et Mme Gavaudan ont été vivement applaudis.

RÉFLEXIONS SUR LE SUICIDE*,

PAR MADAME LA BARONNE DE STAEL HOLSTEIN.

Dédicace à Son Altesse le Prince Royal *de Suede.*

Monseigneur,

" J'ai écrit ces réflexions sur le suicide, dans un moment où le malheur me faisait éprouver le besoin de me fortifier par le secours de la méditation. C'est près de vous, Monseigneur, que mes peines se sont adoucies; mes enfants et moi, nous avons fait comme ces bergers d'Arabie, qui, lorsqu'il voyent venir l'orage, se retirent à l'abri du laurier. Vous n'avez jamais considéré la mort, Monseigneur, que comme dévoûment à la patrie, et jamais votre âme n'a pu être atteinte par ce dé-

---

* Cet ouvrage est sous presse, et sera publié dans quelques jours, par M. PELTIER, No. 23, Soho-Square.

courage ment que ressentent quelquefois les êtres qui se croyent inutiles sur la terre. Néanmoins votre esprit transcendant n'est étranger à aucun sujet philosophique, et vous voyez de trop haut, pour que rien puisse vous échapper. Je n'avais jusqu'à ce jour dédié mes ouvrages qu'à la mémoire de mon pere ; je vous ai demandé, Monseigneur, l'honneur de vous rendre hommage, parce que votre vie publique signale à tous les yeux les vertus réelles, qui seules méritent l'admiration des penseurs.

" Un courage intrépide vous distingue personnellement entre tous les braves, mais ce courage est dirigé par une bonté non moins sublime ; le sang des guerriers, les pleurs du pauvre, les inquiétudes mêmes du faible sont l'objet de votre humanité prévoyante. Vous craignez la souffrance de vos semblables, et le rang éminent où vous êtes placé ne pourra jamais effacer de votre cœur la sympathie. Un Français disait de vous, Monseigneur, *que vous réunissiez la chevalerie du républicanisme à la chevalerie de la royauté ;* en effet, dans quelque sens que la générosité puisse s'exercer, elle vous est toujours native.

" Dans les rapports de la société, vous ne mettez point à la gêne, par une roideur factice, l'esprit et l'âme de ceux qui vous entourent. Vous pourriez, pour ainsi dire, gagner tout un peuple *un à un*, si chaque individu qui le compose avait le bonheur de s'entretenir un quart-d'heure avec vous, mais à côté de cette affabilité pleine de grâces, votre mâle énergie vous attache tous les caracteres forts.

" Cette nation suédoise, jadis si célebre par ses exploits, et qui conserve encore les grandes qualités que ses ancêtres ont manifestées, chérit en vous le présage de sa gloire. Vous respectez les droits de cette nation, Monseigneur, par penchant et par conscience, et l'on vous a vu, dans plusieurs cir-

constances difficiles, aussi fier des barrieres constitutionnelles que d'autres en seraient impatients.

Les devoirs ne vous semblent jamais des bornes, mais des appuis ; et c'est ainsi que votre déférence habituelle pour la sagesse expérimentée du roi ajoute un nouveau lustre au pouvoir qu'il vous confie.

Poursuivez, Monseigneur, la carriere dans laquelle un si bel avenir vous est offert, et vous montrerez au monde ce qu'il avait désappris, c'est que les véritables lumieres enseignent la morale, et que les héros vraiment magnanimes, loin de mépriser l'espece humaine, ne se croyant supérieurs aux autres hommes que par les sacrifices mêmes qu'ils leur font.

Je suis avec respect,

De Votre Altesse Royale,

Monseigneur,

La très-humble et très-obéissante servante,

NECKER,

Baronne DE STAEL HOLSTEIN.

Note qui se trouve à la premiere Page de l'Ouvrage.

— J'ai loué l'acte du suicide dans mon ouvrage *Sur l'Influence des Passions*, et je me suis toujours repentie depuis de cette parole inconsidérée. J'étais alors dans tout l'orgueil et la vivacité de la premiere jeunesse ; mais à quoi servirait-il de vivre, si ce n'était dans l'espoir de s'améliorer ?

FUNÉRAILLES DE M. DELILLE.

Les funérailles de M. Delille ont eu lieu aujourd'hui 6 Mai avec une pompe à-la-fois noble, simple et touchante. Dès dix heures du matin, la place Cambray et la cour du Collége impérial de France se sont trouvées remplies d'une foule de spectateurs qui venaient tour-à-tour saluer le cercueil du rival de Virgile, avec les sentiments religieux qu'inspirent un grand malheur et un grand talent. Bientôt on a vu arriver une nombreuse députation de toutes les classes de l'Institut, beaucoup de membres de l'Université impériale, des personnes de l'Ecole normale et des Lycées, une multitude d'hommes de lettres, ou amis de M. Delille, ou admirateurs de ses beaux ouvrages, et enfin des éleves de toutes les classes, animés du même enthousiasme et pénétrés de la même douleur.

A midi, le cercueil, sur lequel on avait déposé une couronne d'immortelles, a été enlevé du lieu de l'exposition, et porté à bras par des jeunes gens qui se sont offerts spontanément pour ce pieux office, et dont on n'a pu rejeter les instances, tant elles étaient vives et sinceres. Ce mouvement si honorable et si naturel à leur âge faisait couler des larmes de tous les yeux, et tout le monde semblait faire à-la-fois la même réflexion: quelle nation que celle où la jeunesse aime, honore et cultive tous les genres de gloire !

Le corps de M. Delille a été présenté à Saint-Etienne-du-Mont, sa paroisse, où les imposantes cérémonies du culte catholique ont mis le sceau de la religion aux derniers devoirs rendus à cet illustre écrivain. Ensuite le cortége s'est rendu dans l'ordre accoutumé au cimetiere de l'Est. Une multitude de personnes suivaient le convoi à pied ; d'autres, en

plus grand nombre encore, s'étaient portées au cimetiere. Là, M. le comte Regnaud, président actuel de l'académie, a payé à M. Delille un juste tribut d'éloges et de regrets. On ne sait ce qu'il faut plus louer dans ce discours, ou la noblesse des idées, ou leur choix, ou leur à-propos. M. le comte Regnaud excelle sur tout à rendre avec énergie des pensées élevées, ou à donner un charme particulier à l'expression des sentiments tendres et affectueux. Chaque parole de l'orateur arrachait des larmes.

Après M. le comte Regnaud, M. Delambre, trésorier de l'Université impériale, éleve, et ami de M. Delille depuis 50 ans, son collégue à l'Institut, a ému tous les cœurs par le récit naïf de faits qui peignaient la vie, le caractere de M. Delille, et le charme des anciennes liaisons de deux hommes faits pour s'estimer.

M. Arnaud, secrétaire-général de l'Université impériale et doublement collegue de M. Delille, surpris par le moment, s'est contenté d'improviser quelques mots d'adieu adressés à la cendre du grand poëte que nous pleurons tous.

Enfin, un jeune homme qui paraissait n'avoir d'autre mission que celle d'un attachement filial pour M. Delille, a demandé et obtenu la permission d'exprimer aussi ses regrets, et de jeter quelques fleurs sur le cercueil de son illustre maître.

Cette cérémonie a laissé dans tous les esprits d'heureuses impressions, et tout le monde, en comparant le présent au passé, remerciait en secret le gouvernement qui a remis en honneur toutes les grandes idées sociales, le respect dû à la divinité, l'autorité de la religion et le culte des tombeaux.

(Gazette de France.)

Mandement du Cardinal Maury.

Extrait du Mandement de S. E. Mgr. le Cardinal Maury, pour ordonner qu'un Te Deum sera chanté solennellement dans la Métropole, ainsi que dans toutes les Eglises de la Ville et du Diocese de Paris, conformément aux pieuses Intentions de S. M. l'Impératrice Reine et Régente.

" Au moment, nos très-chers freres, où l'Empereur venait de recevoir sur le trône la derniere adresse du corps législatif, S. M. fit entendre à ses peuples ces paroles remarquables ; *J'irai bientôt me mettre à la tête de mes troupes et confondre les promesses fallacieuses de nos ennemis.*

" A peine la campagne est ouverte et déjà l'oracle se trouve accompli. Les premiers jours des hostilités ont acquitté cet engagement imposant du génie. Soutenu par la protection éprouvée du ciel et animé par le noble sentiment de sa force, notre auguste Monarque présentait dès lors ses espérances à la nation, sous une garantie de vingt années de triomphes, dont l'éclat efface toutes les réputations de l'histoire.

" Nos ennemis enhardis par la défection du plus versatile de nos alliés, qui expie déjà l'aveuglement de la faiblesse, n'ont cependant pas douté du plein succès de leur nouvelle coalition contre la France. Ainsi tandis que leur température glacée suspendait le cours de nos victoires, les Russes oubliant toutes leurs défaites qu'ils avaient célébrées l'année derniere par tant de cantiques d'actions de grâces, ont regardé comme un triomphe périodique et durable la protection fugitive des éléments. Ils ont cru, en se mettant à la solde des Anglais, que l'Empereur ne parviendrait jamais à réorganiser son armée. C'est sur la foi insensée de notre dégradation militaire qu'ils ont fait durant l'hiver une campagne idéale d'invasions et de conquêtes. Ils se sont flattés de nous chasser de l'Allemagne, de transporter même le théâtre de la guerre sur notre ancien territoire, si nous refusions de subir les lois que leur arrogance viendrait nous intimer sur les bords du Rhin ; et tout ce rêve de gloire n'a

fini qu'à l'instant de leur réveil et de leur désenchantement dans les plaines de Lutzen.

" L'âpreté d'une saison précoce avait seule triomphé de notre armée, toujours victorieuse dans ces lointains et horribles climats. Mais fiers d'un fléau dont ils avaient néanmoins partagé avec nous les féroces rigueurs, les Russes n'en regardaient pas moins nos projets comme des songes, nos préparatifs comme des fables, nos ressources comme des chimeres. Quatre mois de prodiges d'un côté et d'illusions de l'autre ont suffi à la France pour marcher à leur rencontre, en se montrant à l'Allemagne étonnée, plus puissante que jamais. La treve de l'hiver a tout réparé. Une noble émulation de dévouement et de sacrifices volontaires est venue affranchir de toute pénurie les finances, ce grand ressort de la guerre, en renouvellant notre armée, sans avoir besoin de demander à la nation aucun accroissement d'impôt, sans nous réduire à aucun expédient ruineux ; et dès que tout notre appareil militaire s'est trouvé rétabli, au retour du printemps, la coalition armée s'est offerte d'elle-même aux coups que lui préparaient nos braves guerriers. Dieu qui se joue de la présomption et de la témérité des mortels, Dieu a soufflé, selon l'expression du prophète, sur cet amas d'ambitieuses chimeres et aussitôt leur fumée s'est évanouie. Les voilà donc humiliés et déjà vaincus, ces conquérants imaginaires qui comptaient si légérement sur notre déshonneur !

" Outre le nouvel et florissant aspect qu'offre à notre armée l'éclatante victoire dont nous venons rendre en ce jour au Tout-Puissant les plus solennelles actions de grâces, elle annonce en notre faveur des triomphes encore plus décisifs aux sages qui savent juger de l'avenir par le présent et lire d'avance dans les grands événements, toutes les pages glorieuses qu'ils promettent à l'histoire. Chaque jour va nous en développer les résultats. *Nous rejeterons ces Tartares dans leurs affreux climats qu'ils ne doivent plus franchir.* (1)

" En effet une campagne qui s'ouvre sous de si brillants auspices semble devoir achever de nous manifester dans toute leur étendue les desseins de la Providence sur les magnifiques destinées de l'Empereur. Puissances ennemies de la France ! vous aviez dénombré nos légions, vous aviez calculé toutes les armes qui les composent, mais vous aviez

(1) Proclamation de l'Empereur à son armée le 3 Mai 1813.

oublié d'apprécier aussi le génie extraordinaire de leur chef, dont les sublimes combinaisons savent en balancer l'action, en concerter l'ensemble, en suppléer les moyens et en doubler la force. Vous lui supposiez des soldats sans expérience et vous osiez mépriser leur jeune bravoure qui n'avait pas encore vu *l'effroyable feu des combats*. Mais vous ne songiez pas que le regard et la renommée du grand homme qui les commande, en feraient devant vous des héros. Vous l'avez cru loin encore de son armée, et son histoire comme vos revers, auraient dû vous apprendre que dans ses marches son poste est toujours à la tête de ses victorieuses phalanges. Vous n'avez pu tarder au moins de reconnaître la présence du premier des capitaines, aux manœuvres comme à l'enthousiasme de ses troupes, et aux ravages de la foudre qui a écrasé l'élite de votre armée. Ne saviez-vous donc pas sur la foi de vos précédentes défaites, que l'obliger de se défendre c'était l'appeler à la victoire ? Ah ! un tel souverain n'est jamais simple spectateur des combats qu'il a résolu de livrer. Toujours éclairé par son inspiration, par son expérience, par cette habitude des grandes et soudaines pensées qui l'élevent en tout genre au-dessus des autres hommes, il vous a découvert tout son ascendant, avec cette promptitude et cette sûreté de jugement qui savent improviser un champ de bataille que la méditation la plus profonde des plus illustres généraux aurait toujours à lui envier. Vous avez hâté de trois jours le moment d'un triomphe qu'il préparait dans le secret de ses pensées ; mais en éludant ses combinaisons, vous n'avez changé dans ses dispositions que le mode seul de vous vaincre. Venez donc provoquer et accélérer le combat. La moitié de son armée encore éloignée de son camp n'aura plus à regretter dans quelques heures, que de n'avoir pas pu partager ses lauriers. *L'infériorité* de notre cavalerie que l'Empereur *désirait d'épargner*, et à laquelle il destinait pour suplément sa foudroyante artillerie, éclaire tout à coup sa pensée d'une de ces *illuminations soudaines* dont parle Bossuet. *C'est une bataille d'Egypte*, dit-il à ses troupes, *une bonne infanterie, soutenue par l'artillerie doit savoir se suffire.* L'histoire recueillera ce résultat mémorable d'une combinaison que le génie militaire a suggérée, et qui pouvait seule assurer la victoire.

" On est transporté d'admiration, nos très-chers freres, devant l'homme extraordinaire qui éleve notre Empire à un si prodigieux degré de puissance et de gloire. Sa destinée et ses officieux ennemis le placent sans cesse dans toutes les

situations les plus propres à nous découvrir tout l'horizon de son génie. Il est l'âme de son gouvernement comme de son armée. On ne conçoit pas qu'un mortel puisse surmonter tant d'obstacles et suffire à tant de devoirs, allier tant d'activité à tant de prévoyance, tant de sagesse à tant d'impétuosité, tant d'étendue dans toutes les conceptions à tant de vigilance dans les détails, et que chaque partie de son immense administration soit toujours surveillée par la perspicacité de ses regards, comme s'il n'avait aucune autre sollicitude sur le trône.

" C'est la religion seule, nos très-chers freres, qui, en ralliant tous les intérêts des souverains et des sujets, des riches et des pauvres, assure la véritable pompe des fêtes nationales, et donne à l'expression de la joie commune un caractere auguste et sacré que l'enthousiasme universel rend encore plus touchant et plus magnifique. Sans elle rien n'est solennel, rien n'est vraiment populaire, rien ne réunit la multitude en une seule famille. Le monde a des divertissements, le christianisme seul a de véritables fêtes. Les hommes ne sont jamais en parfaite communauté de sentiments et d'intérêts que dans les temples. C'est en se prosternant eux-mêmes devant Dieu, que les princes apprennent aux peuples à les respecter comme ses vivantes images. C'est en se rassemblant autour des autels qu'on se trouve heureux d'être chrétien, qu'on se sent fier d'être Français, et que chacun croit s'associer à la gloire de l'armée en la célébrant avec tant d'allégresse et de majesté dans nos sanctuaires. Dieu étant ici au milieu de nous et sensiblement *près de nous*, selon l'expression de l'apôtre St. Paul, semble aussi se déclarer pour nous. L'image du souverain s'y retrace dans tous les cœurs. Les acclamations d'un peuple entier répetent son nom chéri avec des transports unanimes de reconnaissance; mais sa renommée nous a tellement accoutumés aux prodiges qu'il ne peut plus y avoir désormais de surprise pour notre admiration. Oh! combien sa grande âme jouirait avec délices de notre amour, s'il pouvait être en ce moment le témoin de tous les sentiments qu'il inspire!

" Mais quels regrets avons nous donc à exprimer? Notre monarque ne sera-t-il donc pas présent par sa pensée à cette sainte solennité, pour jouir des bénédictions universelles qui vont environner sa compagne chérie au moment où un grand et touchant rapport religieux vient l'offrir pour la premiere fois depuis sa régence, dans la plus magnifique

pompe du trône, aux hommages de la nation ? La fête qui nous réunit dans le premier de nos temples, tout resplendissant de ses bienfaits et de ses victoires, acquiert encore un plus grand intérêt et un plus beau lustre par la présence de l'auguste souveraine qui vient présider à cette auguste cérémonie en s'y montrant parée de toute la gloire de son époux.

Eh ! quel touchant spectacle, de voir dans notre sanctuaire l'épouse révérée du souverain, la mere de l'héritier du trône, la régente de l'Empire, remercier Dieu solennellement de la gloire du grand homme dont elle vient proclamer le triomphe, en déclarant aux Français que *sa conservation est aussi nécessaire au bonheur de l'Empire qu'au bien de l'Europe, à la religion qu'il a relevée, qu'il est appelé à raffermir, et dont il est le protecteur le plus sincere.* Quel spectacle ! de contempler une âme si pure se prosternant devant nos autels, implorant le Tout-Puissant en faveur du héros qui est l'objet continuel de sa pensée, dont sa tendresse suit tous les pas, et dont elle ne cesse de s'entretenir au milieu de sa cour avec la plus vive émotion ! Dieu exaucera ces prieres, ces vœux, ces actions de grâces qu'il inspire ; et la félicité de notre souveraine va s'augmenter encore de toute l'allégresse publique, dont elle sera l'heureuse interprète auprès de celui qu'elle représente avec autant de grâce que de dignité.

" Nous pouvons le publier hautement, sur la foi des hommes supérieurs appelés à son conseil, le gouvernement qui lui est confié développe en elle chaque jour une âme pleine de douceur et de bonté, un caractere de haute sagesse dans ses actions comme dans ses discours, un goût de l'application, un amour de l'ordre, une habitude d'attention et d'intérêt, une exactitude de mémoire, et de suite dans les affaires, une justesse d'esprit, une maturité de jugement, une solidité de réflexions, qui en lui conciliant tous les suffrages, lui garantissent l'approbation la plus précieuse à son cœur. Tant de qualités brillantes sont encore embellies sous le diadême par une piété aussi exemplaire que mesurée, et par l'attrait de ses douces vertus d'autant plus propres à faire aimer ses principes religieux qu'elles invitent à l'imitation sans forcer à l'hypocrisie.

(*Nous offrirons dans notre prochain Numéro quelque réflexions sur le Mandement adulatoire et impie de Son Eminence.*)

BATAILLES DE BAUTZEN ET DE WURTCHEN,

LES 20 ET 21 MAI 1813.

Moniteur du 30 Mai.

Sa Majesté l'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes sur les événements qui se sont passés à l'armée dans les journées des 19, 20, 21 et 22 et sur la position de l'armée au 23:

(1) L'Empereur Alexandre et le roi de Prusse attribuaient la perte de la bataille de Lutzen à des fautes que leurs généraux avaient comprises dans la direction des forces combinées, et surtout aux difficultés attachées à un mouvement offensif de 150 à 180 mille hommes. Ils résolurent de prendre la position de Bautzen et de Hochkirch, déjà célèbre dans l'histoire de la guerre de sept ans; d'y réunir (2) tous

(1) L'Empereur Alexandre et le roi de Prusse n'ont point attribué la perte de la bataille de Lutzen à des fautes, car ils l'ont gagnée, puisque leurs braves troupes ont couché sur le champ de bataille; ils ont bien trouvé quelques difficultés attachées à un mouvement offensif de l'autre côté de l'Elbe, mais c'est précisément parce qu'ils n'avaient pas 180, ni même 150 mille hommes. Tout ceci tient à un vaste plan dont vous saurez le résultat avant six semaines; soyez sûr que le courage moral qu'il a fallu pour se retirer sans être battus, et pour sacrifier momentanément le plaisir d'humilier votre armée à l'honneur de sauver l'Europe, sera mis un jour cent fois au-dessus du courage réel avec lequel les armées russes et prussiennes vous disputent chaque pouce de terrein.

(2) Tous les renforts attendus de la Vistule n'ont point été réunis à Bautzen; Labanoff, Sachen, Tolstoy n'étaient point encore arrivés; vous faites chaque jour des pertes irréparables, car vous vous éloignez chaque jour d'un pays où la terreur que votre présence inspire peut seule enfanter des soldats, et l'Empereur Alexandre se rapproche d'un empire où l'amour qu'on lui porte peut enfanter encore des miracles.

les renforts qu'ils attendaient de la Vistule et d'autres points en arrière; d'ajouter à cette position tout ce que l'art pourrait fournir de moyens, et là, de courir les chances d'une nouvelle bataille dont toutes les probabilités leur paraissaient être en leur faveur.

Le duc de Tarente, commandant le 11e corps, était parti de Bischofswerder, le 15, et se trouvait le 15 au soir à une portée de canon de Bautzen, où il reconnut toute l'armée ennemie. Il prit position.

Dès ce moment, les corps de l'armée française furent dirigés sur le champ de Bautzen.

L'Empereur partit de Dresde le 18 : il coucha à Harta, et le 10, il arriva à dix heures du matin, devant Bautzen. Il employa toute la journée à reconnaître les positions de l'ennemi.

On apprit que les corps russes de Barclay de Tolly, de Langeron et de Sass, et le corps prussien de Kleist avaient rejoint l'armée combinée, et que sa force pouvait être évaluée de 150 à 160 mille hommes. (3)

Le 19 au soir, la position de l'ennemi était la suivante : sa gauche était appuyée à des montagnes couvertes de bois et perpendiculaires au cours de la Sprée, à-peu-près à une lieue de Bautzen. Bautzen soutenait son centre. Cette ville avait été crénelée, retranchée et couverte par des redoutes. La droite de l'ennemi s'appuyait sur des mamelons fortifiés qui défendaient les débouchés de la Sprée, du côté du village de Nimschütz; tout son front était couvert par la Sprée. Cette position très-forte, n'était qu'une première position.

On apercevait distinctement, à 3000 toises en arrière, de la terre fraîchement remuée et des travaux qui mar-

---

(3) Il faut avoir de la mémoire quand on fait profession de mentir. Si l'armée des alliés était forte de 180 mille hommes de l'autre côté de l'Elbe, et que vous lui en ayez, de votre propre aveu, tué dix à onze mille, comment, après la jonction de quatre corps, se trouve-t-elle à la même hauteur à-peu-près? Que votre armée française n'éprouve aucune variation en perdant tous les jours du monde, à la bonne heure! nous savons, en fait de bulletin, tout ce que vous savez faire, et nous n'avons pas oublié les dix grands dépôts de réserve, où, après vos désastres de l'année passée, vous aviez placé votre armée imaginaire; mais permettez que celle des alliés, qui est un corps bien compact, ce dont vous vous apercevez chaque jour, n'obéisse pas plus aux calculs de vos bulletins, qu'aux combinaisons de votre savante tactique.

quaient leur seconde position. La gauche était encore appuyée aux mêmes montagnes, à 2000 toises en arriere de celles de la premiere position, et fort en avant du village de Hochkirch. Le centre était appuyé à trois villages retranchés, où l'on avait fait tant de travaux qu'on pouvait les considérer comme des places fortes. Un terrain marécageux et difficile couvrait les trois-quarts du centre. Enfin leur droite s'appuyait en arriere de la premiere position, à des villages et à des mamelons également retranchés. (4)

Le front de l'armée ennemie, soit dans la premiere, soit dans la seconde position, pouvait avoir une lieue et demie.

D'après cette reconnaissance, il était facile de concevoir comment, malgré une bataille perdue comme celle de Lutzen, et huit jours de retraite, l'ennemi pouvait avoir encore des espérances dans les chances de la fortune. Selon l'expression d'un officier russe à qui on demandait ce qu'ils voulaient faire : "Nous ne voulons, disait-il, ni avancer, ni reculer." (5) — "Vous êtes maîtres du premier point," répondit un officier français ; "dans peu de jours, l'événement prouvera si vous êtes maîtres de l'autre !" — Le quartier-général des deux souverains était au village de Natchen.

Au 19, la position de l'armée française était la suivante :

Sur la droite était le duc de Reggio, s'appuyant aux montagnes sur la rive gauche de la Sprée, et séparé de la gauche de l'ennemi par cette vallée. Le duc de Tarente était devant Bautzen, à cheval sur la route de Dresde. Le

---

(4) Voilà bien du verbiage pour dire que les alliés qui voulaient détruire la force réelle de leur ennemi par la force imaginaire, ont relevé quelques pelletées de terre devant leur front ! De pareils travaux faits en quelques heures deviennent tout-à-coup des places fortes, le tout pour préparer petit à petit ces pauvres Parisiens à apprendre la perte effroyable que le vainqueur de Bautzen et de Wurschen a faite en obéissant malgré lui au vaste plan des prétendus vaincus.

(5) L'officier russe qui n'a pas dit cela, parce que les officiers russes ne disent des sottises que quand les officiers français les font parler, aurait pu ajouter : "il ne s'agit pas d'avancer, ni de reculer ; tout terrein est bon pour ce que nous voulons faire ; nous voulons vous user et votre présomption va au-devant de notre prudence. Vous êtes gâté par quinze années de succès, et puisque la leçon de 1812, quoique bonne, n'a pas suffi pour vous corriger, nous allons vous mettre hors d'état d'en recevoir une troisieme."

duc de Raguse était sur la gauche de Bautzen, vis-à-vis le village de Nieuenschutz. Le général Bertrand était sur la gauche du duc de Raguse, appuyé à un moulin à vent et à un bois, et faisant mine de déboucher de Japelitz sur la droite de l'ennemi

Le prince de la Moskwa, le général Lauriston et le général Regnier étaient à Hoyerswerda, sur la route de Berlin, hors de ligne et en arriere de notre gauche.

L'ennemi, ayant appris qu'un corps considérable arrivait par Hoyerswerda, se douta que les projets de l'Empereur étaient de tourner la position par la droite, de changer le champ de bataille, de faire tomber tous ses retranchements élèves avec tant de peine, et l'objet de tant d'espérances. N'étant encore instruit que de l'arrivée du général Lauriston, il ne supposait pas que cette colonne fût de plus de 18 à 20 mille hommes. Il détacha donc contre elle, le 19, à quatre heures du matin, le général York, avec 12,000 Prussiens, et le général Barclay de Tolly avec 18,000 Russes. Les Russes se placerent au village de Klix, et les Prussiens au village de Weissig.

Cependant le comte Bertrand avait envoyé le général Pery, avec la division italienne, à Kœnigswartha, pour maintenir notre communication avec les corps détachés. Arrivé à midi, le général Pery fit de mauvaises dispositions: il ne fit pas fouiller la forêt voisine. Il plaça mal ses postes, et à quatre heures il fut assailli par un *hourra* (6) qui mit du désordre dans quelques bataillons. Il perdit 600 hommes, parmi lesquels se trouve le général de brigade italien Balathier, blessé, 2 canons et 3 caissons; mais la division ayant pris les armes, s'appuya au bois et fit face à l'ennemi.

Le comte de Valmy étant arrivé avec de la cavalerie, se mit à la tête de la division italienne et reprit le village

---

(6) Ce *hourra*, ici, pourait bien être de la même nature que celui de Malojoraslawetz où Murat fut surpris, son corps enlevé et détruit, son argenterie, ses bagages pillés; et l'aveu des mauvaises dispositions du général Pery prépare au triste effet de ce *hourra*. Quand Buonaparté avoue du désordre dans quelques bataillons, et une perte de 600 hommes, pour envelopper la prise de deux canons et d'un général, on peut hardiment se rapprocher de la vérité, car il existe dans la régularité de ses mensonges, et l'exagération de ses bulletins, une espece de bonne foi, qui permet à de bons yeux de voir ce qui est, à travers ce qui a l'air d'être.

de Kœnigswartha. Dans ce même moment, le corps du comte Lauriston, qui marchait en tête du prince de la Moskwa, pour tourner la position de l'ennemi, parti de Hayerswerda, arriva sur Weissig. Le combat s'engagea, et le corps d'York aurait été écrasé, sans la circonstance d'un défilé à passer, qui fit que nos troupes ne purent arriver que successivement. (7) Après trois heures de combat, le village de Weissig fut emporté et le corps d'York, culbuté, fut rejetté de l'autre côté de la Sprée.

Le combat de Weissig serait seul un événement important. Un rapport détaillé en fera connaître les circonstances. (8)

Le 19, le comte Lauriston coucha donc sur la position de Weissig; le prince de la Moskwa à Mankersdorf, et le comte Régnier à une lieue en arrière. La droite de la positionde l'ennemi se trouvait évidemment débordée.

Le 20, à huit heures du matin, l'Empereur se porta sur la hauteur en arriere de Bautzen. Il donna ordre au duc de Reggio de passer la Sprée et d'attaquer les montagnes qui appuyaient la gauche de l'ennemi; au duc de Tarente, de jeter un pont sur chevalets sur la Sprée, entre Bautzen et les montagnes; au duc de Raguse, de jeter un autre pont sur chevalets sur la Sprée, dans l'enfoncement que forme cette riviere sur la gauche, à une demie-lieue de Bautzen; au duc de Dalmatie, auquel S. M. avait donné le commandement supérieur du centre, de passer la Sprée pour inquiéter la droite de l'ennemi; enfin, au prince de la Moskwa, sous les ordres duquel étaient le 3eme corps, le comte Lauriston et le général Régnier, de se rapprocher sur Klix, de passer la Sprée, de tourner la droite de l'ennemi, et de se porter sur son quartier général de Wurtchen, et de là sur Weissenberg.

A midi, la canonade s'engagea. Le duc de Tarente

---

(7) Voilà un defilé qui arrive bien à propos pour sauver le général d'Yorck et le rédacteur de bulletin, obligé sans cela d'avancer que le corps du général d'Yorck n'a pas été écrasé, parce qu'il a au contraire écrasé celui de Lauriston.

(8) Quand le rapport détaillé du combat de Weissig sera arrivé, on saura ce que les Français veulent en vain cacher; mais on aura oublié leurs mensonges et l'effet qu'ils en attendent aura eu un plein succès.

n'eut pas besoin de jeter son pont sur chevalets: il trouva devant lui un pont de pierres, (9) dont il força le passage, le duc de Raguse jeta son pont; tout son corps d'armée passa sur l'autre rive de la Sprée. Après six heures d'une vive canonade et plusieurs charges que l'ennemi fit sans succès, le général Compans fit occuper le village de Niedkuin, et enleva au pas de charge un plateau qui le rendit maître de tout le centre de la position de l'ennemi; le duc de Reggio s'empara des hauteurs, et à sept heures du soir l'ennemi fut rejeté sur la seconde position. Le général Bertrand passa un des bras de la Sprée; mais l'ennemi conserva les hauteurs qui appuyaient sa droite, et par ce moyen se maintint (10) entre les corps du prince de la Moskwa et notre armée.

L'Empereur entra à huit heures du soir à Bautzen, et fut accueilli par les habitants et par les autorités avec les sentiments, que devaient avoir des alliés, heureux de se trouver délivrés des Stein, (11) des Kotzbue et des Cosaques. Cette journée qu'on pourrait appeller, si elle était isolée,

---

(9) Il est assez singulier que Napoléon, qui, probablement, a de bonnes cartes, ne sût pas qu'il y avait à cet endroit un pont sur la riviere; il est plus singulier encore qu'il en fasse l'aveu, et rien ne prouve mieux que ces petites choses, comment se font ces bulletins composés pour tous les sots, les indécis, les trembleurs, les gens mal-intentionnés répandus dans toute l'Europe, et arrivant sans nul obstacle à leur adresse.

(10) Rien ne prouve mieux que ce récit, tout exagéré qu'il puisse être, à quel point les alliés dans la journée de Bautzen ont rempli leur but; en faisant des retranchements en avant de leur premiere position, ils ont tendu un piége dans lequel l'orgueil de Buonaparté est venu se prendre, et vingt mille hommes s'engouffrer. En quittant la seconde position devenue inutile pour couvrir Berlin, ils ont attiré leur ennemi dans le pays où ils veulent le détruire. Le génie de Buonaparté obéit, sans qu'il s'en doute, à celui de Wittgenstein; des moyens simples ne peuvent pas être employés devant cet homme extraordinaire; de prétendues victoires sont les appas qu'on lui offre, comme ces miroirs contre lesquels les oiseaux éblouis viennent se prendre, et se livrer à l'oiseleur.

(11) L'acharnement avec lequel les papiers français poursuivent le baron de Stein, est trop honorable à ce ministre pour qu'on essaye de le justifier. Son tort est d'avoir toujours pensé ce que son pays pense aujourd'hui, et d'avoir conservé dans son cœur le feu sacré qui embrase en ce moment toutes les parties de l'Allemagne où la force n'étouffe pas la vengeance.

la bataille de Bautzen, n'était que le prélude de la bataille de Wurtchen.

Cependant l'ennemi commençait à comprendre la possibilité d'être forcé dans sa position. Ses espérances n'étaient plus les mêmes et il devait avoir dès ce moment le présage de sa défaite. Déjà toutes ses dispositions étaient changées. Le destin de la bataille ne devait plus se décider derrière des retranchements. Ses immenses travaux et (12) 300 redoutes devenaient inutiles. La droite de sa position qui était opposée au 4e corps, devenait son centre, et il était obligé de jeter sa droite, qui formait une bonne partie de son armée, pour l'opposer au prince de la Moskwa, dans un lieu qu'il n'avait pas étudié, et qu'il croyait hors de sa position.

Le 21, à cinq heures du matin, l'Empereur se porta sur les hauteurs, à trois-quarts de lieue en avant de Bautzen.

Le duc de Reggio soutenait une vive fusillade sur les hauteurs qui défendaient la gauche de l'ennemi. Les Russes qui sentaient l'importance de cette position, avaient placé là une forte partie de leur armée, afin que leur gauche ne fût pas tournée. L'Empereur ordonna aux ducs de Reggio et de Tarente d'entretenir ce combat, afin d'empêcher la gauche de l'ennemi de se dégarnir et de lui masquer la véritable attaque dont le résultat ne pouvait pas se faire sentir avant midi ou une heure.

A onze heures, le duc de Raguse marcha à mille toises en avant de sa position, et engagea une épouvantable canonade devant les redoutes et tous les retranchements ennemis. (13)

La garde et la réserve de l'armée, infanterie et cavalerie, masquées par un rideau, avaient des débouchés faciles

---

(12) Il faut avoir l'habitude de parler et d'écrire à la populace insouciante de Paris pour affirmer qu'une armée a pu en aussi peu de temps élever trois cents redoutes ; mais que l'on ne s'y trompe pas, cet étalage de retranchements n'est placé ici que pour justifier la perte immense faite à la journée de Bautzen.

(13) Entendez-vous donc ! vous dites plus haut que les trois cents redoutes des alliés *étaient devenues inutiles*, et voilà le duc de Raguse qui engage une épouvantable canonade pour les forcer ! — Votre ennemi n'avait donc pas perdu un pouce de terrain dans la journée de Bautzen, il s'était donc *maintenu*, comme vous l'avouez en passant et bien vite, car ce n'est pas dans la nuit qui a suivi votre prétendue victoire, qu'il a élevé 300 redoutes devant sa seconde position !

pour se porter en avant par la gauche, ou par la droite, selon les vicissitudes que présenterait la journée. L'ennemi fut tenu ainsi incertain sur le véritable point d'attaque.

Pendant ce temps, le prince de la Moskwa culbutait l'ennemi au village de Klix, passait la Sprée et menait battant ce qu'il avait devant lui jusqu'au village de Preilitz. A dix heures il enleva le village ; mais les réserves de l'ennemi s'étant avancées pour couvrir le quartier-général, le prince de la Moskwa fut ramené (14) et perdit le village de Preilitz. Le duc de Dalmatie commença à déboucher à une heure après-midi ; l'ennemi, qui avait compris tout le danger dont il était menacé par la direction qu'avait prise la bataille, sentit que le seul moyen de soutenir avec avantage le combat contre le prince de la Moskwa, était de nous empêcher de déboucher. Il voulut s'opposer à l'attaque du duc de Dalmatie. Le moment de décider la bataille se trouvait dès lors bien indiqué. L'Empereur, par un mouvement à gauche, se porta, en 20 minutes, avec la garde, les quatre divisions du général Latour-Maubourg et une grande quantité d'artillerie, sur le flanc de la droite de la position de l'ennemi qui était devenue le centre de l'armée russe.

La division Morand et la division Wurtembergeoise enlevèrent le mamelon dont l'ennemi avait fait son point d'appui.

Le général Devaux établit une batterie dont il dirigea le feu sur les masses qui voulaient reprendre la position. Les généraux Dulauloy et Drouot, avec soixante pièces de batteries de réserve, se portèrent en avant. Enfin le duc de Trévise, avec les divisions Dumoutier et Barrois de la jeune garde, se dirigea sur l'Auberge de Kleine Baschwitz, coupant le chemin de Wurtchen à Bautzen.

L'ennemi fut obligé de dégarnir sa droite pour parer à cette nouvelle attaque. Le prince de la Moskwa en pro-

---

(14) Sous la plume de tout autre que vous, le mot *ramené* voudrait dire battu, et présenterait une de ces chances si communes dans les batailles ; mais un pareil aveu dans votre bouche innocente a une toute autre valeur ; *ramené* ici veut dire enfoncé de toutes parts, dans un désordre épouvantable. Quelque bon que soit le bon peuple de votre bonne ville de Paris, il sentira bien mieux que tout autre l'importance de cette expression, et chaque père en lisant le mot *ramené*, et calculant les suites de la guerre, se dira bien bas et les larmes aux yeux, ah ! le monstre, il ne me *ramènera* pas mon fils !

fita et marcha en avant. Il prit le village de Preisig et s'avança, ayant débordé l'armée ennemie sur Wurtchen. Il était trois heures après-midi, et lorsque l'armée était dans la plus grande incertitude du succès, et qu'un feu épouvantable se faisait entendre sur une ligne de trois lieues, l'Empereur (15) annonça que la bataille était gagnée.

L'ennemi voyant sa droite tournée se mit en retraite, et bientôt sa retraite devint une fuite. (16)

A sept heures du soir le prince de la Moskwa et le général Lauriston, arrivèrent à Wurtchen. Le duc de Raguse reçut alors l'ordre de faire un mouvement inverse de celui que venait de faire la garde, occupa tous les villages retranchés et toutes les redoutes que l'ennemi était obligé d'évacuer, s'avança dans la direction d'Hochkirch, et prit ainsi en flanc toute la gauche de l'ennemi, qui se mit alors dans une épouvantable déroute, le duc de Tarente, de son côté, poussa vivement cette gauche, et lui fit beaucoup de mal. (17)

L'Empereur coucha sur la route au milieu de sa garde

---

(15) Ne semble-t-il pas voir le rideau se lever et le premier comédien de l'univers annoncer le spectacle du lendemain ? Buonapartè, mieux qu'un autre, pouvait prévoir la retraite des alliés; mieux qu'un autre il sentait qu'ils avaient rempli leur but en lui tuant beaucoup de monde et en se retirant vers la Silésie. Il annonçait à ses généraux d'un air satisfait, un parti dont, il prévoyait déjà toutes les conséquences; il avait la victoire dans la bouche et la rage dans le cœur.

(16) Une fuite !!! Vous n'avez pas l'air de le croire vous-même. Quand vous mettez vos ennemis en fuite, vous savez autrement faire sonner vos avantages. Nous n'avons point oublié vos bulletins le lendemain des journées d'Eckmul, d'Jéna, de Friedland; quand on ne prend pas de généraux, de drapeaux, et qu'on laisse à dessein le plus grand vague sur ses succès, c'est que soi-même on en doute. Il est peut-être un degré d'impudence que l'homme ne saurait franchir, comme il est un dégré de prospérité après lequel il faut redescendre.

(17) Quand l'ennemi se met dans une épouvantable déroute, on n'est pas obligé de le pousser vivement, et ce n'est pas beaucoup de mal qu'on lui fait. Ou vous ne savez pas le Français, ce à quoi vous n'êtes point tenu puisque vous êtes né à Ajaccio, ou vous détruisez par votre seconde phrase toute l'emphase de la première.

à l'Auberge de Klein-Baschwitz. Ainsi, l'ennemi forcé dans toutes ses positions, laissa en notre pouvoir le champ de bataille couvert de ses morts et de blessés, et plusieurs milliers de prisonniers. (18)

Le 22, à quatre heures du matin, l'armée française se mit en mouvement. L'ennemi avait fui toute la nuit par tous les chemins et par toutes les directions. On ne trouva ses premiers postes qu'au delà de Weissenberg, et il n'opposa de la résistance que sur les hauteurs en arriere de Reichenbach. L'ennemi n'avait pas encore vu notre cavalerie. (19)

Le général Le Febvre Desnouettes, à la tête de 1500 chevaux, des lanciers polonais et des lanciers rouges de la garde, chargea, dans la plaine de Reichenbach, la cavalerie ennemie et la culbuta. L'ennemi, croyant qu'ils étaient seuls, fit avancer une division de cavalerie, et plusieurs divisions s'engagerent successivement. Le général Latour-Maubourg, avec ses 14,000 chevaux et les cuirassiers français et saxons, arriva à leur secours et plusieurs charges de cavalerie eurent lieu. L'ennemi tout surpris de trouver devant lui 15 à 16,000 hommes de cavalerie, quand il nous en croyait dépourvus, se retira en désordre. Les lanciers de la garde se composent en grande partie des volontaires de Paris et des environs. Le général Le Febvre Desnouettes et le général Colbert, leur colonel, en font le plus grand éloge. Dans cette affaire de cavalerie, le général Bruyere, général de cavalerie légere de la plus haute distinction, a eu la jambe emportée par un boulet. (20)

---

(18) Si vous aviez écrit *dix*, on pouvait croire *quatre*, la langue Napoléonique n'est pas tellement entortillée que nous n'en ayons le dictionnarie; mais *plusieurs milliers* de prisonners avec vous ne veulent rien dire; ce mot est comme la plupart de ceux que vous jettez au hazard, qui font leur effet dans le moment, et sur lesquels vous avez la prudence, et vos ennemis la sottise, de ne jamais revenir.

(19) Ceci veut dire; " cette armée mise à l'entrée de la nuit dans un désordre épouvantable ne se trouva en bon ordre et en bataille qu'à la pointe du jour, et elle ne vous arrêta qu'à la premiere position où il lui convint de se retourner en nous disant .... " C'est assez " L'ennemi n'avait pas encore vu votre cavalerie,.... ni vous non plus probablement.

(20) Toute cette tirade sur la cavalerie ressuscitée de Buona-

Le général Régnier se porta avec le corps saxon sur les hauteurs au-delà de Reichenbach, et poursuivit l'ennemi jusqu'au village de Hottendorff. La nuit nous prit à une lieue de Goerlitz. Quoique la journée eût été extrêmement longue, puisque nous nous trouvions à huit lieues du champ de bataille, et que les troupes eussent éprouvé tant de fatigues, l'armée française aurait couché à Goerlitz; mais l'ennemi avait placé un corps d'arrière-garde sur la hauteur en avant de cette ville, et il aurait fallu une demie-heure de jour de plus pour la tourner par la gauche. L'Empereur ordonna donc qu'on prît position. (21)

Dans les batailles du 20 et du 21, le général wurtembergeois Franquémont, et le général Lorencez ont été blessés. Notre perte dans ces journées peut s'évaluer à 11 ou 12,000 hommes tués ou blessés. (22) Le soir de la journée du 22, à sept heures, le grand-maréchal duc de Frioul, étant sur une petite éminence à causer avec le duc de Trévise et le général Kirgener, tous les trois pied à terre, et assez éloignés du feu, un des derniers boulets de l'ennemi rasa de près le duc de Trévise, ouvrit le bas ventre au grand-maréchal et jeta roide mort le général Kirgener. Le duc de Frioul se sentit aussitôt frappé à mort; il expira douze heures

---

parté, est pour amuser les enfants de Paris et en attirer d'autres. On veut revenir sur l'aveu fâcheux qu'on a fait de n'en point avoir, parce qu'on en sent toute l'importance. On voit que les savantes combinaisons de l'ennemi sont toutes basées sur le manque total de cette arme chez les Français; et on essaye de lui persuader qu'il doit changer un plan de campagne qui ne peut amener une armée épuisée par de pareilles victoires, qu'à une épouvantable déroute.

(21) On peut nier hardiment que l'armée française ait fait huit lieues le lendemain de la bataille, quoiqu'elle ait trouvé la journée longue; elle a fait ce que les alliés ont voulu qu'elle fît; elle n'a point couché à Goerlitz parce qu'il convenait de tenir cette ville encore une nuit; ce n'est pas une demie-heure de jour qui lui a manqué, c'est la possibilité de forcer sur une hauteur l'arrière-garde d'une armée *en fuite*.

(22) En suivant la proportion que vous avez établie vous-même à Borodino, à Krasnoy, à la Bérézina, on peut porter votre perte à 25,000 hommes, sans compter les bataillons entiers qui ont passé aux alliés, et dont vous ne parlez pas, afin de ne pas donner l'éveil à ceux qui doivent les suivre.

après. (23) Dès que les postes furent placés et que l'armée eût pris ses bivouacs, l'Empereur alla voir le duc de Frioul. Il le trouva avec toute sa connaissance et montrant le plus grand sang-froid. Le duc serra la main de l'Empereur qu'il porta sur ses levres. *Toute ma vie*, lui dit-il, *a été consacrée à votre service, et je ne la regrette que par l'utilité dont elle pouvait vous être encore.—Duroc*, lui dit l'Empereur, *il est une autre vie! C'est là que vous irez m'attendre, et que nous nous retrouverons un jour!—Oui, Sire, mais ce sera dans 30 ans, quand vous aurez triomphé de vos ennemis, et réalisé toutes les espérances de notre patrie. J'ai vécu en honnête homme, je ne me reproche rien. Je laisse une fille, votre Majesté lui servira de pere.* L'Empereur serrant de la main droite le grand-maréchal, resta un quart-d'heure la tête appuyée sur sa main gauche, dans le plus profond silence : *Ah! Sire, allez-vous-en, ce spec-*

(23) C'est ici que commence un mélodrame, intitulé : la mort du duc de Frioul. Ce n'est pas le tout d'être grand, encore faut-il être sensible! Quelle scene touchante! les arts, les talents vont s'en emparer, elle va faire une révolution dans Paris, mettre en mouvement tous les artistes, en rumeur tous les spectacles, en désordre tous les atteliers. Déjà on assure que Maury trame une oraison funebre, que Fontanes médite un discours académique presqu'aussi beau que celui qu'il fit sur l'épée du grand Frédéric, Baour-Lormian a commencé une tragédie, le successeur de l'abbé Delille, Jouy, prépare un grand opéra, peut-être même un poëme épique ; David indécis sur le moment qu'il doit saisir, balance entre celui ou Duroc baise la main couverte de sang de son maître, ou l'attitude touchante de ce bon maître appuyé sur sa main gauche, ce qui est beaucoup plus pathétique que s'il s'était appuyé sur la droite; on taille le marbre, on creuse la pierre, on grave sur le cuivre; le faiseur d'Opéra-Comique cherche déjà son musicien, le musicien cherche quelques pensées neuves, chacun spécule, mais les faiseurs de romans et les poëtes du Vaudeville sont les plus certains du succès. Les premiers en rapportant les expressions de Buonaparté lui même, sont loin d'approcher de ce genre sentimental Allemand qui a fait la fortune d'Auguste la Fontaine et de tous les libraires de Hall et de Leipzig. *Il est une autre vie*, fera le sujet de la gravure; *nous nous retrouverons un jour*, se verra dans le cul de lampe, et, *ah! Sire, allez-vous-en* sera mis tout au tour de la vignette. Quant aux malins auteurs du Théâtre du Vaudeville, comme il leur sera probablement défendu de tout parodier, on croit qu'ils prendront le parti de faire jouer simplement les airs. A l'ouverture on entendra, *Grégoire est mort ;* ensuite Buonaparté, entrant comme Jean Louis dans le *Déserteur*, s'écriera —*Quoi, mon ami ; voilà ton sort !* ou bien, *je ne t'ai jamais vu comme ça.* Ce à quoi Duroc répondra.. *Aye, aye, Jeannette ; Jeannette, aye, aye, aye ;* ou, *ils m'ont arrangé biribi, à la façon de barbari, mon ami.*

tacle vous peine. L'Empereur, s'appuyant sur le duc de Dalmatie et sur le grand-écuyer, quitta le duc de Frioul, sans pouvoir lui dire autre chose que ces mots: *Adieu donc, mon ami.* Sa Majesté rentra dans sa tente et ne reçut personne pendant toute la nuit. (24)

Le 23, à neuf heures du matin, le général Régnier entra dans Goerlitz. Des ponts furent jetés sur la Neiss, et l'armée se porta au-delà de cette rivière.

Au 23 au soir, le duc de Bellune était sur Botzenberg, le comte Lauriston avait son quartier-général à Hochkirch, le comte Régnier en avant de Trotskendorf, sur le chemin de Lauban, et le comte Bertrand en arrière du même village. Le duc de Tarente était sur Schwenberg, et l'Empereur était à Goerlitz.

Un parlementaire envoyé par l'ennemi portait plusieurs lettres où l'on croit qu'il est question de négocier un armistice. (25)

La scene sera terminée par un duo entre le grand écuyer et le duc de Dalmatie, sur l'air, *ah! mon Dieu, je l'ai échappé belle....* tandis que Buonaparté appuyé majestueusement sur eux se retirera en frédonnant, *Ah! laissez-moi, laissez-moi le pleurer!* ou bien, *adieu, donc, dame Françoise.* La piece sera terminée par *Marlborough s'en va-t-en guerre,* en grand orchestre avec des variations.

(24 Quittant le ton de la plaisanterie pour reprendre celui de l'indignation la mieux méritée, nous demanderons au plus impitoyable de tous les hommes, à celui de tous les tyrans qui a fait verser le plus de sang; comment il ose jouer devant son armée une scene de sensibilité et de désespoir, dont le plus vil de ses admirateurs ne peut pas être la dupe; si c'est pitié, elle est fausse; le bourreau d'une génération entiere, l'oppresseur de vingt peuples n'a pas le droit de verser des larmes; qu'il envie la mort de Duroc, mais qu'il ne l'espere pas, et qu'il s'enferme dans sa tente, non pour pleurer un ami, mais pour lire sur la toile qui l'environne, ce qu'une main invisible traçait aux yeux de Balthasar la nuit du sac de Babylone.

(25) Un parlementaire envoyé par l'ennemi, portait plusieurs lettres où *l'on croit, etc.* et c'est le rédacteur officiel, qui se sert de cette expression puérile, qui rappelle l'immortel vingt-neuvieme bulletin, où *l'on croyait aussi* que l'armée allait à Wilna, prenait ses quartiers d'hiver en Pologne, etc. etc.....La demande d'un armistice n'est pas assez importante pour s'en informer! et le modeste Napoléon aurait dissimulé à son armée cet acte de faiblesse de l'ennemi? En vérité on est trop heureux qu'il échappe de temps en

L'armée ennemie s'est retirée par Buntzlau et Loban, en Silésie. Toute la Saxe est délivrée de ses ennemis, et dès demain 24, l'armée française sera en Silésie. (26)

L'ennemi a brûlé beaucoup de bagages, fait sauter beaucoup de parcs, disséminé dans les villages une grande quantité de blessés. Ceux qu'il a pu emmener sur des charrettes n'étaient pas pansés; les habitants en portent le nombre à plus de 18,000. Il en est resté plus de 10,000 en notre pouvoir. (27)

La ville de Goerlitz qui compte 8 à 10,000 habitants, a reçu les Français comme des libérateurs.

La ville de Dresde et le ministere saxon ont mis la plus grande activité à approvisionner l'armée qui jamais n'a été dans une plus grande abondance. (28)

Quoiqu'une grande quantité de munitions ait été consommée, les ateliers de Torgau et de Dresde, et les convois qui arrivent par les soins du général Sorbier, tiennent notre artillerie bien approvisionnée.

On a des nouvelles de Glogau, Custrin et Stettin. Tous ces places étaient dans un bon état.

Le récit de la bataille de Würtchen ne peut être considéré que comme une esquisse. L'état-major-général recueillera les rapports qui feront connaître les officiers, les soldats et les corps qui se sont distingués.

---

temps de ces gaucheries qui finissent par frapper cette masse incorrigible de mécontents, pour qui un Bulletin Français est encore un article de foi.

(26) C'est tout ce que Wittgenstein vous demande; il vous cede le terrain, vous cedez à l'impulsion qu'il vous donne; vous perdez des hommes et du temps, il ne perd que des positions qu'il retrouve, et des fossés qu'il releve.

(27) En commençant ce bulletin, vous ne saviez pas combien vous aviez de prisonniers; vous le savez à présent, sur le rapport des habitants, gens qui cachés pendant la bataille ont été bien à même de les compter.

(28) Cette phrase se retrouve mot à mot dans le 28eme bulletin de l'année derniere, et c'est le lendemain de cette abondance que la plus épouvantable de toutes les disettes a commencé.

Dans le petit combat du 22, à Reichenbach, nous avons acquis la certitude que notre jeune cavalerie (29) est, à nombre égal, supérieure à celle de l'ennemi.

Nous n'avons pu prendre de drapeaux; l'ennemi les retire toujours du champ de bataille. (30) Nous n'avons pris que 19 canons, l'ennemi ayant fait sauter ses parcs et caissons. (31) D'ailleurs l'Empereur tient sa cavalerie en réserve, et jusqu'à ce qu'elle soit assez nombreuse, il veut la ménager. (32)

---

(29) Il y a ici faute d'impression, lisez: notre jeune cavalerie, quand elle sera grandie, sera à nombre égal inférieure à celle de l'ennemi.

(30) Vous rejettez sur l'ennemi toutes les platitudes que vous faites. Dans la derniere campagne, c'est dans le fond d'une charette qu'un détachement de Cosaques a pris quarante trois de vos drapeaux.

(31) Si l'ennemi avait fait sauter ses parcs, on aurait retrouvé ses canons qui en retombant ne se seraient pas brisés comme du verre. Vos Parisiens sont bien bêtes, mais vous les traitez cruellement.

(32) Ceci explique qu'il n'y a point eu de poursuite, parce qu'il n'y a point eu de fuite, parce qu'il n'y a point eu de défaite, parce qu'il n'y a point eu de victoire.

(Voyez ci-après la suite des Bulletins Français, jusqu'au 29 Mai.)

SUPPLÉMENT A LA GAZETTE DE LONDRES.

Relation Officielle des Batailles de Bautzen et de Wurtschen, les 20 et 21 Mai.

Bureau des Affaires Etrangeres, 9 Juin, 1813.

Lord Vicomte Castlereagh, principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté au département des affaires étrangeres, a reçu, aujourd'hui, de l'Honorable Sir Charles Stewart, Chevalier du Bain, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à la Cour de Prusse, des dépêches dont ce qui suit est la copie.

Au quartier-général à Wurzen,
le 20 Mai, 1813.

Milord,

Je reçois à l'instant la relation officielle des opérations des armées alliées depuis le 2 du courant, et j'en joins ici une traduction pour l'instruction de Votre Seigneurie.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) CHARLES STEWART,
Lieutenant-Général.

BULLETIN.

Au quartier-général à Wurzen, près de Bautzen, le 19 Mai, 1813.

Depuis la bataille du 2 Mai, l'armée alliée n'a eu aucune affaire de conséquence avec l'ennemi. Il n'y a eu que de légers engagements qui ont constamment prouvé la bonne conduite des troupes.

Ce qui suit est le précis des opérations depuis le 2 de Mai. Dans le dessein d'affaiblir la ligne d'opérations de l'ennemi en l'attirant loin de ses magasins, et de nous reti-

ter nous-mêmes sur nos ressources, le général commandant l'armée alliée proposa de prendre une position dans la Haute Lusace. L'ennemi n'apporta aucune interruption à cette opération; il se contenta de suivre lentement l'armée. Il y eut néanmoins une vive canonade entre un corps prussien et l'ennemi entre Colditz et Waldheim; mais les Prussiens se retirerent dans le meilleur ordre. Dans cette affaire le lieutenant-colonel et brigadier de Steinmetz se distingua avec sa brigade; et le général St. Priest attaqua avec jugement et fermeté l'ennemi en flanc, ce qui décida l'affaire. L'ennemi y perdit 400 hommes, tués ou blessés. Notre perte, dans cette action, fut de deux officiers et de 150 hom. Nous avons à regretter la perte du major Kalle, officier très-distingué.

Le 6 et le 7, l'ennemi passa l'Elbe à Dresde et Meissen. Plusieurs petits détachements de partisans retournerent sur la rive gauche de la riviere afin d'inquiéter les derrieres de l'ennemi. Un de ces détachements, sous le lieutenant Zilmer des hussars de Brandebourg, prit un officier chargé de dépêches de conséquence, et vingt chevaux, près de Zwekau, et rejoignit heureusement l'armée le 10.

Vers ce temps, on s'assura que le roi de Saxe s'était déclaré en faveur de l'ennemi, et qu'il avait livré Torgau aux troupes françaises. Cette nouvelle détermina les alliés à quitter l'Elbe et à concentrer leur armée à Bautzen.

L'armée a été depuis sept jours dans cette position, très-tranquille, et augmentant chaque jour en nombre. On s'attend avant peu à une bataille.

Nos corps détachés continuent de harceler l'ennemi avec succès. Le 14, le général Ilovaiski surprit un poste à Konisbruck, et fit le détachement entier prisonnier. Il consistait en huit officiers et 173 hommes. Les 12 et 15, le corps du général Miloradowitch eut des affaires dans lesquelles l'ennemi perdit 1000 hommes tués, 1500 blessés, et six officiers et 800 hommes faits prisonniers. Le 18, le général Ilovaiski prit un escadron de lanciers de la garde hollandaise, et dans l'après-midi, le général Miloradowitch fit une reconnaissance dans laquelle l'ennemi eut 100 hommes tués et 150 faits prisonniers. Il nous arrive journellement des déserteurs de l'ennemi, et il souffre considérablement de notre petite guerre.

Au quartier-général à Wurtzen
le 20 Mai, 1813.

Milord,

L'ennemi détacha, le 17 dans la soirée, et le 18, une force dans la direction de Luckau et Lubben, sur notre droite. On rapporta que c'était le corps de Régnier.

Comme on reçut avis que le général Lauriston marcherait le 19 avec 9000 hommes, pour renforcer les troupes ci-dessus mentionnées, le général Barclay de Tolly et le général d'Yorck furent envoyés avec un corps de troupes considérable pour tomber sur le général Lauriston et l'intercepter.

Le général Barclay de Tolly rencontra l'ennemi dans le voisinage de Kœnigswerde, et il s'ensuivit une affaire très-chaude à laquelle la nuit seule mit fin, et dans laquelle les alliés eurent un succès complet. Ils ramenerent l'ennemi sur tous les points, lui prirent environ 1500 prisonniers, dont un général de division, et onze pieces de canon. La perte de l'ennemi en tués et blessés fut considérable. La cavalerie était en pleine poursuite au moment où l'on envoyait cet avis. La perte de notre côté n'est pas encore connue d'une maniere certaine, et je ne suis pas même en possession des détails de cette affaire.

Le général d'York fut engagé un peu plus sur la droite, et y rencontra une force supérieure, consistant dans un corps qui allait soutenir Lauriston et qu'on suppose être celui du Maréchal Ney. Il combattit avec succès jusqu'à onze heures du soir contre un nombre bien supérieur. Les deux corps alliés sont retournés ce matin à leurs positions.

A six heures du soir.

Comme je viens de retourner de l'avant-garde du général Miloradowith, je suis à même de faire rapport à Votre Seigneurie que l'ennemi a fait aujourd'hui une attaque très-vive pour se mettre en possession de la ville de Bautzen. Il a essayé une fausse attaque sur notre gauche, mais la véritable était sur la droite des généraux Miloradowitch et Kleist. J'ai été le témoin oculaire de deux charges très-vigoureuses de la cavalerie légere russe, ainsi que de l'excellente conduite de toutes les troupes engagées. Le général Miloradowitch entrera cette nuit dans la position.

Il semblerait, d'après ce qui est arrivé aujourd'hui, que l'ennemi a le projet de faire ici un grand effort.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé) CHARLES STEWART,
Lieutenant-Général.

Au quartier-général, à Goldberg, en Silésie, le 24 Mai, 1813.

Milord,

Je donnai à la hâte, à Votre Seigneurie, dans ma dernière dépêche, les détails des mouvements militaires du 20, et de l'attaque de Bautzen par l'ennemi.

L'objet de l'ennemi, dans son attaque de Bautzen sur la droite et sur la gauche, était de forcer la riviere de la Sprée, et de gagner quelques hauteurs sur notre droite, menaçant ainsi les derrieres de Miloradowitch, et se rendant maître d'un terrain avantageux d'où son artillerie aurait balayé notre position principale, et d'où il aurait pu, couvert par ce feu, faire plus facilement ses dispositions pour l'attaque générale du lendemain matin.

L'action fut vigoureusement disputée. Un bataillon russe et quelques lanciers prussiens s'avancerent audacieusement sous la protection d'une batterie, et disputerent seuls les hauteurs contre les efforts puissants de l'ennemi, jusqu'à ce qu'ils fussent soutenus par le corps du général Kleist.

Dans le même temps, sur l'extrême droite, les corps de l'ennemi suivaient les généraux Barclay de Tolly et d'York, dans leur mouvement rétrograde après leur expédition contre le général Lauriston.

Le corps du général d'York entra le soir dans la position, mais la totalité de celui de Barclay de Tolly ne put pas l'effectuer avant le lendemain matin.

Le général Miloradowitch repoussa les efforts répétés et vigoureux que l'ennemi fit pour le forcer sur la gauche, et les colonnes de l'ennemi qui avaient tenté de passer dans les montagnes furent tenues en échec. Cependant, comme on s'aperçut, à la fin du jour, que le général Kleist s'était replié sur la principale position, le général Miloradowitch évacua entierement les bords de la Sprée, et la ville de Bautzen, et occupa dans la nuit le terrain qui avait été tracé pour lui dans la ligne générale.

Les diverses affaires de cette journée réfléchissent le

plus grand honneur sur les généraux Miloradowitch et Kleist, et sur les braves troupes qu'ils commandent.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé) CHARLES STEWART,
Lieutenant-Général.

Goldberg, le 24 Mai 1813.

Milord,

L'armée alliée sous les ordres du comte Wittgenstein, en position en avant de Wurschen et de Hochkirch, fut attaquée à la pointe du jour, le 21 du courant, par l'armée ennemie commandée par Buonaparté en personne.

Il paraît qu'il avait assemblé toutes ses forces pour cette attaque et qu'il n'avait pas fait de forts détachements pour d'autres opérations, ainsi qu'on l'avait supposé.

Le terrain choisi par les alliés pour résister aux approches de l'ennemi sur les grandes routes qui menent en Silésie et sur l'Oder, était borné à gauche par une rangée de montagnes qui séparent la Lusace de la Bohême, au travers desquelles le maréchal Daun marcha pour livrer la bataille et remporter la victoire d'Hochkirch.

Quelques fortes hauteurs dominantes sur lesquelles il avait été placé des batteries près du village de Jackowitz, (séparées de la chaîne des montagnes par des ruisseaux et un terrain marécageux) appuyaient le flanc gauche de la position. Au delà et en front de la position, on avait poussé plusieurs batteries défendues par de l'infanterie et de la cavalerie sur une crête qui descendait dans la vallée de la Sprée. Elle s'étendait ensuite sur la droite, au travers de villages qui étaient fortement retranchés, sur les grandes routes qui menent de Bautzen à Hochkirch et Gorlitz; et de là en front du village de Bourthewitz à trois ou quatre mamelons dominants et escarpés, formant des traits remarquables dans la position. Ces mamelons ainsi que les hauteurs de Kreckwitz, étaient fortifiés par des batteries et étaient regardés comme faisant la droite de la ligne.

Le terrain au centre était favorable pour la cavalerie, excepté dans quelques parties marécageuses et inégales où ses opérations auraient été entravées. On avait construit des flèches, érigé des retranchements à des distances avantageuses dans la plaine, devant laquelle coulait en front un ruisseau assez profond, qui s'étendait autour de la droite de la position.

Sur l'extrême droite, le pays était plat et boisé et coupé par des routes conduisant vers la Bober et l'Oder.

C'était là qu'était posté le corps du général Barclay de Tolly, qu'il fallait considérer plutôt comme un corps manœuvrant, placé là pour garder des tentatives que l'ennemi aurait pu faire sur la droite et les derrieres de l'armée alliée, que comme se trouvant immédiatement en position. Toute l'étendue de la ligne pouvait être de trois à quatre milles anglais. Les différents corps qui l'occupaient étaient comme suit: les corps du général Kleist et du général d'York en échelon et en réserve sur la droite: ceux du général Blucher, du comte Wittgenstein et du général Miloradowitch, formés sur la gauche, et les gardes et grenadiers, et toute la cavalerie russe en réserve au centre.

L'ennemi indiqua, dès le commencement de l'action, l'intention d'entamer le flanc des alliés; il avait jeté pour cela un corps considérable dans les montagnes sur notre gauche, ce qui favorisait ce genre d'attaque; mais le général Miloradowitch était préparé à le recevoir, ayant envoyé, pour occuper ces montagnes, le prince Garchikoff et le comte Asterman, avec dix bataillons de troupes légeres, un fort détachement de Cosaques, et l'artillerie commandée par le colonel Davidoff.

Après une fusillade très-vive de ce côté, et une canonade éloignée sur notre droite, par lesquelles l'action commença, l'ennemi développa ses forces, et mit en mouvement ses différentes colonnes d'attaque pour leur faire prendre leurs positions.

L'action s'échauffa graduellement dans les montagnes, et l'ennemi la soutint avec une ligne d'artillerie formidable. Les divisions du prince de Wirtemberg et du général St. Priest, appartenant au corps du général Miloradowitch, furent vivement engagées, une charge de cavalerie se fit avec avantage contre les canons de l'ennemi dont un tomba dans nos mains.

On voyait distinctement Buonaparté placé sur une éminence et dirigeant l'action. Il déploya en front de Bautzen ses gardes, la cavalerie, les lanciers, et montra sur l'esplanade en face de lui de profondes colonnes d'infanterie, faisant arriver en outre plusieurs brigades d'artillerie, avec lesquelles il occupa plusieurs hauteurs avantageuses entre notre position et Bautzen, ce qui servit à soutenir son attaque.

Ces démonstrations indiquaient qu'il voulait faire une tentative dans cette direction, et on chercha à y résister en

mettant en mouvement le corps de Blucher et notre cavalerie ; mais le feu croissant, et une vive canonnade qui se manifesterent sur la droite, ne rendirent plus douteux l'objet principal de l'attaque de l'ennemi. Des colonnes d'attaque protégées par un feu très-vif, partirent alors de sa gauche, tandis que d'autres filaient pour atteindre notre droite. Le général Barclay de Tolly fut alors attaqué par une force très-supérieure sous le maréchal Ney et le général Lauriston; et malgré la plus belle résistance, il se vit forcé d'abandonner les villages de Klutz et Cannervitz. Le général Barclay de Tolly avait reçu ordre, dans le cas où il trouverait l'ennemi supérieur en nombre, de quitter le terrain qu'il occupait sur le front de Cannervitz et de Priestlitz, et de se placer sur les hauteurs qui dominent les villages de Rachel et de Baruth, près desquels l'armée devait alors changer sa position sur la gauche, afin de couvrir la grande route par Wurtzen et Hochkirch sur les derrieres; mais l'ennemi le déborda par la droite, tandis qu'il l'engageait vivement sur le front et occupait les hauteurs en face de lui, ce qui le détermina à se jeter sur la droite de Wurtzen, où le quartier-général de l'Empereur avait été auparavant, ce qui remplit le même objet. Lorsqu'on s'aperçut que le général Barclay de Tolly était pressé par une force immense, le général Blucher reçut ordre de faire un mouvement par la droite, et d'attaquer l'ennemi en flanc.

Le général Blucher fut ensuite soutenu par les généraux Kleist et d'York, et il s'ensuivit un engagement très-chaud.

Ces attaques parvinrent à arrêter l'ennemi. Celle du corps du général Blucher est au dessus de tout éloge; et les Prussiens montrerent dans ce jour mémorable, ainsi qu'ils l'avaient fait à la bataille de Lutzen, ce qu'ils sont capables de faire quand ils ont à leur tête un roi qui est l'objet de leur amour, et lorsqu'ils combattent pour leur patrie, leur liberté et leur indépendance.

Une charge de quatre mille hommes de cavalerie sur les colonnes de l'infanterie ennemie qui avait enlevé le village de Krackniz, l'en repoussa entierement, et les Prussiens l'occuperent de nouveau, montrant le plus grand sang-froid et observant le plus grand ordre sous le feu le plus formidable. Toutefois leur bravoure se trouva impuissante, à raison des troupes fraîches que l'ennemi envoya contre eux, et malgré les succès partiels qui venaient d'être obtenus, le résultat général était extrêmement douteux.

L'ennemi ayant obtenu un avantage momentané en conséquence des mouvements du général Barclay de Tolly, il ne perdit pas un moment pour en tirer le plus grand parti possible, renouvelant en même-temps son attaque sur notre gauche, et cherchant à enlever les batteries qui couvraient les mamelons, aussi bien que celles de Krukwitz sur la droite. Il se rendit maître des dernieres et d'une de nos batteries, ce qui lui donna en quelque façon la clef de la position, attendu qu'il dominait le terrain sur sa droite et sur son centre Cependant les alliés soutinrent vigoureusement l'attaque sur toutes les autres parties de la ligne ; mais bientôt il fut démontré que l'ennemi était non-seulement supérieur en nombre sur tous les points, mais qu'il avait aussi les moyens de prolonger sa marche de flanc sur notre droite, menaçant ainsi nos communications et nos derrieres.

Quoiqu'il eût été facile, en ordonnant un assaut général des grenadiers et des gardes qui formaient la réserve, de reprendre les hauteurs de Krukvitz, l'attaque qui continuait de presser sur le flanc du corps de Barclay Tolly en avait rendu l'abandon nécessaire, et lorsque ces troupes se seraient portées sur le point d'attaque, le centre, où l'ennemi faisait encore montre d'une force considérable, aurait été compromis.

16

Ce furent ces considérations seules qui engagerent les alliés à changer de position à cinq heures du soir, après avoir, depuis le point du jour, montré un courage admirable sur tous les points du champ de bataille. L'ennemi avait la supériorité du nombre, mais l'héroïsme et la fermeté déployés par les alliés doit leur mériter le respect même de leurs adversaires.

La conduite magnanime de Sa Majesté Impériale et du roi de Prusse ont fait la plus vive impression autour d'eux ; ils n'ont jamais quitté le champ de bataille, et j'ai été témoin du désir vif et ardent que Sa Majesté a montré de faire renouveler l'attaque, et de se maintenir dans la position, mais des raisons de prudence soutenues de considérations de la plus haute importance, en décidèrent autrement.

Je sens que je ne puis rendre avec assez d'énergie les détails de la bataille ni les efforts extraordinaires qui ont été faits. J'ai essayé de donner à Votre Seigneurie une idée exacte de ce dont j'ai été moi-même témoin. La détermination ayant été prise de placer l'armée dans une nouvelle position, les troupes furent mises en mouvement vers sept heures du soir, pour occuper le terrein entre Weissenberg

et Hochkirch. L'ennemi ouvrit immédiatement un feu terrible des hauteurs de Krechkwitz et du village de Cannervitz sur les colonnes en retraite; mais on parvint à retirer tous les canons des batteries et les troupes se mirent en marche comme dans un jour de parade. Les corps des généraux Tolly, d'York, Blucher et Kleist, marcherent sur leur droite vers Weissenberg; et ceux de Wittgenstein et Miloradowitch sur leur gauche vers Hochkirch. La retraite fut faite par échelons étant couverte par la cavalerie. L'ennemi ne chercha point à l'inquiéter, et elle s'effectua dans le meilleur ordre. Le corps du général Kleist formait l'arriere-garde du corps qui se portait sur Weissenberg, et une batterie de quarante canons postée par le comte de Wittgenstein sur les hauteurs de Wurtzen, empêcha l'ennemi d'avancer. Le général Miloradowitch couvrit la retraite des troupes qui marchaient sur Hochkirch, et à la nuit, l'armée était en position.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé) CHARLES STEWART,
Lieutenant Général.

P. S.—D'après les renseignements authentiques que je me suis procurés, la force des alliés n'excédait pas 65 mille hommes, et celle de l'ennemi peut être estimée au moins à cent vingt mille hommes. La perte des deux côtés a été grave. Celle de l'ennemi doit être immense, je ne puis l'évaluer avec certitude.

Au quartier-général à Goldberg en Silésie, le 24 Mai.

My Lord,

L'armée continua de se retirer le 22 en deux colonnes par les grandes routes qui menent de Bautzen à Lowenburg. L'ennemi fit une tentative pour interrompre dans la marche le corps du général Miloradowitch, mais il y échoua complétement. A Reichenbach, l'arriere-garde prit une position qu'elle défendit avec la plus grande opiniâtreté contre l'ennemi qui s'avancait, sous le commandement de Buonaparté en personne. L'ennemi déploya une force considérable en cavalerie, et fit plusieurs charges sur celle des alliés, ainsi qu'une dans la ville même de Reichenbach; elles furent

toutes repoussées avec succès, avec perte de quelques centaines d'hommes tués, blessés et pris, parmi lesquels il se trouve plusieurs officiers.

Cependant comme il fit avancer une nombreuse artillerie, et des forces considérables qui débordèrent notre arrière-garde, elle fut obligée d'évacuer Reichenbach, mais elle se replia sur Gorlitz dans le meilleur ordre.

La conduite des troupes dans cette journée, après leur long service et le combat inégal du 21 est au-dessus de tout éloge. Dans tous ces derniers mouvements, l'armée alliée n'a éprouvé aucune perte, ni en canons, ni en caissons, ni en bagage d'aucune espece

Le corps du général Bulow, joint par le général Borstell dans les environs de Relitz et de Trebbin, voyant que l'ennemi avait retiré le corps de Victor dans ce quartier pour l'employer aux opérations générales contre l'armée alliée, a repris l'offensive et a poussé ses patrouilles jusqu'à Baruth et sur Wittenberg.

Hier, l'ennemi ne s'est pas avancé plus d'un demi mile du côté de Gorlitz. Ce matin il n'a pas pressé, et tout se retire dans un ordre parfait.

L'armée alliée marche dans la direction de Schweidnitz.

J'ai l'honneur d'être etc.

(Signé) CHARLES STEWART.
Lieutenant-Général.

Berlin, le 25 Mai.

La lettre suivante d'un témoin oculaire de la bataille du 20 et du 21 de ce mois, nous a été communiquée officiellement : —

" Le 20 à midi, l'ennemi attaqua l'armée combinée dans sa position de Bautzen, mais ses efforts, quoiqu'ils fussent dirigés sur des points détachés, et avec une grande supériorité de force, furent sans effet, et l'armée combinée resta dans sa position durant la nuit du 20 au 21. Ce dernier jour, à 4 heures du matin, la bataille commença sur notre aile gauche, avec une grande vivacité. Mais l'attaque faite par l'ennemi de ce côté, ainsi qu'on l'a vu ensuite, n'était qu'une feinte. Le Gén. Miloradowitch, sous qui le Gén. Emanuel com-

mandait les troupes légeres, avait le commandement de l'aile gauche, sous le duc de Wirtemberg. Peu après, la bataille fut renouvellée avec plus d'impétuosité encore vers le centre, où l'artillerie particulierement fit un grand effet, et toutes les attaques de l'ennemi furent repoussées. Le corps du Gén. Lauriston parut alors et tenta de tourner notre aile droite, mais il fut arrêté. Le Gén. Barclay de Tolly était posté à Gettomelde, pour observer l'ennemi pendant que le corps du Gén. Kleist et les brigades Klok et Roeder tomberent sur les derrieres de l'ennemi, et par un feu de mitraille bien dirigé lui causerent une forte perte, et le forcerent de se retirer; mais ces brigades étant détachées, la position du Gén. Blucher sur les hauteurs de Krickwitz fut affaiblie, et l'ennemi saisit ce moment pour attaquer ce corps avec une grande supériorité, avant qu'il pût recevoir aucun soutien. En conséquence le Général Blucher se vit obligé de se replier sur une position à une petite distance en arriere, afin de rejoindre le Gén. d'York, qui formait sa réserve. Cependant, pour obvier à ce désavantage, notre aile droite se porta considérablement en avant et prit quelques canons, et munitions à l'ennemi. Ainsi, le but qu'on se proposait fut accompli, l'ennemi ayant été empêché de presser davantage notre aile droite. La nuit mit fin à cette bataille, qui a duré deux jours, et qui a coûté tant de sang à l'ennemi. L'armée se réforma dans le plus grand ordre et se tint prête à combattre près de Weissenberg, à une petite distance du champ de bataille. Nous n'avons perdu ni artillerie ni prisonniers, excepté quelques-uns qui étaient griévement blessés. D'un autre côté, nous avons pris à l'ennemi et de l'artillerie et des prisonniers, et plusieurs de ses canons ont été démontés. Un bataillon de Wirtembergeois qui devait prendre une batterie d'assaut à Krickwitz, a passé de notre côté, de même qu'une partie des troupes Saxonnes. Nous ne pouvons pas dire quelle a été la perte de notre côté ni celle de l'ennemi; mais il a perdu plus que nous, dans la proportion de trois contre un, parce que le local, la supériorité de notre artillerie et la valeur de nos troupes nous ont donné l'avantage sur lui dans toutes ses attaques. Nos réserves du centre et de l'aile gauche, parmi lesquelles étaient la fleur des troupes Russes et leur artillerie, n'ont pas pris part au combat, et leur force doit être réservée pour des fins plus importantes."

DERNIERS BULLETINS FRANÇAIS DE LA NOUVELLE GRANDE ARMÉE.

Paris, 1*er Juin*.—Sa Majesté l'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées le 25 au soir :

Le prince de la Moskowa ayant sous les ordres les corps des généraux Lauriston et Régnier, força le 24 le passage de la Neiss, et le 25 au matin le passage de la Queiss, et est arrivé à Buntzlau.

Le général Lauriston avait son quartier-général à moitié chemin entre Buntzlau et Haynau.

Le quartier-général de l'Empereur était le 25 au soir à Buntzlau.

Celui du duc de Belluno était à Weyrhau sur la Queiss.

Le général Bertrand entra le 24 à Lauban et le 25 poursuivit l'ennemi. Le duc de Tarente, après avoir passé la Queiss, eut un combat avec l'arriere-garde de l'ennemi. L'ennemi encombré de chariots chargés de malades et de bagages, voulut faire une pause et tenir tête. Le duc de Tarente eut ses trois divisions engagées, le combat fut vif, l'ennemi souffrit beaucoup, le duc de Tarente avait le 25 son quartier-général à Sligkight.

Le duc de Raguse était à Ottendorff.

Le duc de Reggio avait quitté Bautzen, marchant sur Berlin par la route de Luckau.

Nos postes avancés étaient à une marche de Glogau.

Ce fut à Buntzlau que le général russe Kutusoff mourut il y a six semaines. Nos armées n'ont trouvé dans ce pays-ci aucun enthousiasme.

La Landwher et la Landsturm n'existent que dans les journaux, au moins dans ce pays-ci, et les habitants sont bien loin d'adhérer au conseil des Russes de brûler leurs maisons et de dévaster leur pays.

Le général Durosnel est resté en qualité de gouverneur à Dresde. Il commande toutes les troupes des garnisons françaises en Saxe.

Plusieurs corps français marchent sur Berlin, où il paraît que l'on déloge et que l'on s'attend depuis plusieurs jours à voir arriver l'armée française.

Au nom de l'Empereur,

L'Impératrice Reine et Régente à l'evêque de.....

M. l'evêque de..... La victoire de Wurtchen en Lusace, où S. M l'Emp. notre cher et bien-aimé époux, commandant en personne ses armées, a défait les armées russes et prussiennes, commandées par leurs souverains, malgré les retranchements dont elles étaient couvertes ; le bonheur qu'il a eu de rétablir dans sa capitale son allié le roi de Saxe, et de délivrer tout son royaume; les remercîments que l'Allemagne rend au Dieu des armées pour avoir été délivrée par l'aide qu'il a accordée à son auguste protecteur, de l'esprit d'anarchie dont l'ennemi avait enveloppé sa cause, esprit si contraire à celui de notre religion, et aux préceptes de Dieu—me font vous écrire cette lettre afin que vous puissiez aussitôt que vous l'aurez reçue, vous concerter avec ceux à qui il appartient pour assembler notre peuple dans les églises et adresser à Dieu les prieres que vous jugerez les plus convenables dans ces grandes circonstances. Cette lettre n'étant à autre fin, nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

Donné à notre Palais Impérial de St. Cloud, le 30 Mai 1813.

(Signé) MARIE LOUISE.

Extrait d'une Lettre de Vienne du 22 Mai.

Les ministres s'assemblerent hier au Château de Laxembourg pour assister à un conseil d'état présidé par l'Empereur en personne Le lieutenant-général comte Bubna arriva ici avant-hier de retour du quartier-général de l'Empereur Napoléon. Il descendit à l'hôtel du comte de Metternich, ministre des affaires étrangeres ; et le ministre le conduisit aussitôt à Laxembourg pour présenter à l'Empereur d'Autriche les dépêches dont il était chargé de la part de l'Empereur des Français. Il n'a rien transpiré dans le public relativement à ces dépêches.

Extrait d'une autre Lettre de Vienne du 26 Mai.

On parle ici d'un armistice entre les armées belligerantes, on va même jusqu'à en indiquer les conditions qui sont toutes très-avantageuses aux Français, ce qui ne pouvait pas être autrement, à la suite de tant de brillantes victoires.

Extrait d'une Lettre de Leipzic, du 26 Mai.

Il ne suffit pas à l'Empereur des Français de vaincre ; il ne néglige rien de ce qui peut consolider ses victoires. Ainsi par exemple, pendant qu'il avance et poursuit sans relâche les Russes et les Prussiens, il fait fortifier un grand nombre de positions sur les derrieres de son armée. Plusieurs milliers d'ouvriers sont employés à élever des fortifications pour couvrir la ville-neuve de Dresde. Le pont sera défendu par une tête et de nombreuses palissades, il sera impossible d'en approcher. Des ouvrages semblables ont été commencés à Naumbourg sur la Saale. On y construit des remparts. Cette place est destinée à devenir une place d'armes ou un point de défense pour la Saxe.

Les mesures les plus prudentes ont été adoptées pour assurer la subsistance de l'armée française, sans peser sur le royaume de Saxe. Les Russes imprévoyants vivaient aux dépens du pays ; ils l'écrasaient de réquisitions, sans s'embarrasser des moyens que les habitants avaient d'y fournir.

Le comte Dumas, intendant-général de l'armée française, a combiné ses moyens de maniere que les provisions arrivent régulierement de tous côtés, et les transports se font avec facilité, et sans qu'aucun district ait sujet de se plaindre. On tire les provisions des provinces bavaroises, de la Franconie, de Wurtzbourg, des bords du Mein et du Rhin. La route de Saxe par Francfort et Eisenach est couverte de voitures chargées de riz et de biscuit. Le nombre de voitures qui partent tous les jours de Dresde pour l'armée est fixé. On voit aussi passer de nombreux troupeaux de bétail qui viennent des divers pays de la Confédération.

Ainsi l'on voit combien sont ridicules les appréhensions de ceux qui regardaient l'armée française comme perdue, parce qu'elle ne pourrait pas se procurer des provisions suffisantes. C'est un fait positif que le prix des objets de premiere nécessité est tombé considérablement en Saxe depuis la retraite des Russes, quoique l'armée française et ses alliés soit composée d'un plus grand nombre d'hommes sous les armes, divisés en onze corps. On n'y comprend pas l'armée de réserve organisée par le maréchal duc de Castiglione, ni le corps polonais commandé par le prince Poniatowski, qui arrive des environs de Cracovie. Le vaste palais du roi à Dresde, situé dans le grand jardin, bâti par

l'Electeur Georges III, embelli avec tant de magnificence par le bon roi Auguste, vient d'être converti en un hôpital militaire. Le palais, les pavillons, etc. dans le jardin, peuvent contenir au moins trois mille malades.

Après les batailles du 21 et du 22, les Russes brûlerent dans leur marche plusieurs villages, afin d'arrêter les Français, et empêcher qu'ils ne les poursuivissent avec trop d'activité. Telles sont les traces qu'ils laissent de leur passage. Mais heureusement les Français arriverent à temps pour arrêter les progrès du mal, et secourir les malheureux habitants.

A peine l'Empereur était-il entré à Bautzen, qu'il envoya deux sénateurs de la ville à Sa Majesté le roi de Saxe, pour lui en donner avis, et l'informer comme témoins oculaires des succès de cette journée, et que la ville n'avait souffert en aucune maniere.

Nous apprenons que les Français et les alliés découvrent chaque jour des canons, des caissons, et autres effets que les Russes et les Prussiens ne pouvaient pas emmener et qu'ils avaient cherché à cacher aux vainqueurs. Nous avons trouvé dans un chemin creux de traverse trente pieces de canon et un grand nombre de charriots chargés de poudre.

Suivant des avis particuliers, la division bavaroise a pris une part honorable aux journées du 21 et du 22. La cavalerie bavaroise eut, le 22, une affaire assez vive avec les Russes.

Nous attendons à tout moment la nouvelle que Glogau est délivré. C'est un événement d'une haute importance. Les Français gagneront par là le passage de l'Oder, et rien ne pourra les empêcher ensuite de marcher en Pologne, où ils auront bientôt une armée de partisans.

Extrait d'une Lettre de Cracovie.

Le corps d'armée polonais, sous les ordres du prince Poniatowski, qui lors de sa retraite dans notre département, montait à peine à 3000 hommes, consiste maintenant en 11,000 hommes, qui sont dans le meilleur état. L'artillerie qui lui appartient n'est pas nombreuse, mais il y a 5000 hommes de cavalerie bien montés. Suivant les nouvelles qui nous sont parvenues, ce corps d'armée a reçu permission de passer au travers des Etats autrichiens, et de se rendre à leur destination.

Sa Majesté l'Impératrice, Reine et Régente, a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées le 27 au soir :

Le 26, le quartier général du comte Lauriston était à Haynau. Un bataillon du général Maisons fut chargé à l'improviste à cinq heures du soir par trois mille chevaux, et obligé de se replier sur un village. Il perdit deux canons et trois caissons qui étaient sous sa garde. La division prit les armes ; l'ennemi essaya de charger le 153eme régiment, mais il fut repoussé du champ de bataille qu'il laissa couvert de ses morts. Parmi les tués se trouvait le colonel, et environ une douzaine d'officiers des gardes du corps, dont ils portaient les décorations.

Le 27, le quartier-général de l'Empereur était à Leignitz, où étaient la jeune et la vieille garde et les corps des généraux Lauriston et Regnier. Le corps du prince de la Moskwa était à Haynau ; celui du duc de Belluno manœuvrait sur Glogau. Le duc de Tarente était à Goldberg. Le duc de Raguse et le comte Bertrand étaient sur la route de Goldberg à Leignitz. Il paraît que toute l'armée de l'ennemi avait pris la route de Jauer et Schweidnitz.

On a ramassé bon nombre de blessés. Les villages sont remplis des blessés de l'ennemi.

Leignitz est une très-jolie ville. Les autorisés l'avaient quittée par ordre exprès, ce qui a causé beaucoup de mécontentement parmi les habitants et les paysans du cercle. Le comte Daru a été en conséquence chargé de nommer de nouveaux magistrats.

Toutes les personnes appartenant à la cour, et toute la noblesse qui avait évacué Berlin, s'étaient retirées à Breslau ; maintenant ils évacuent Breslau, et la plupart se retirent en Bohême.

Les lettres interceptées ne parlent que de la consternation de l'ennemi, et des pertes énormes qu'il a éprouvées à la bataille de Wurschen.

Sa Majesté l'Impératrice, Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de l'armée, en date du 29 au matin :

Le duc de Belluno marchait sur Glogau. Le général Sébastiani avait rencontré près de Sprottau un convoi en-

nemi, l'avait chargé, et lui avait pris 22 pieces de canon, 60 caissons, et 500 prisonniers.

Le duc de Raguse arriva, le 27 au soir, à Jauer, chassant devant lui l'arriere-garde ennemie dont il avait tourné la position sur ce point. Le duc de Tarente et le comte Bertrand étaient arrivés sur les hauteurs au dessus de cette ville.

Le 28 à la pointe du jour, le prince de la Moskowa avec les corps des généraux Lauriston et Regnier, avait marché sur Neumark; ainsi notre avant-garde est à sept lieues de Breslau.

Le 29, à dix heures du matin, le comte Schouvaloff, aide-de camp de l'empereur de Russie, et le général Kleist, général de division prussien, se sont présentés aux avant-postes. Le duc de Vicence est allé parlementer avec eux. On croit que cette entrevue est relative à la négociation d'un armistice.

Nous avons des nouvelles de nos forteresses, qui sont toutes dans le meilleur état.

Les ouvrages qui défendaient le champ de bataille de Wurschen sont très-considérables; aussi l'ennemi avait-il la plus grande confiance dans ses retranchements; on peut s'en former une idée quand on sait que c'était le travail de 10,000 ouvriers pendant trois mois, car les Russes avaient travaillé depuis le mois de Février, à cette position qu'ils regardaient comme inattaquable.

Il paraît que le général Wittgenstein a abandonné le commandement de l'armée combinée. C'est le général Barclay de Tolly qui la commande.

L'armée est ici dans le plus beau pays possible. La Silésie est un jardin continuel dans lequel l'armée trouve de tout en abondance.

Une lettre datée du 30 Mai, annonce que Hambourg est en notre pouvoir.

Leipzic, 28 Mai. Le corps du maréchal duc de Reggio, (Oudinot) a été détaché de la grande armée pour marcher en droiture sur Berlin, de sorte qu'il est probable que nous apprendrons en même temps, que les armées françaises occupent Berlin et Breslau, les deux villes principales de la monarchie prussienne.

Les Prussiens qui avaient eu un moment d'enthousiasme sont maintenant découragés par les défaites qu'aucuns avantages futurs ne peuvent balancer.

Les troupes polonaises et saxonnes qui retournent des environs de Cracovie, ont déjà passé le cercle de Znaim en Moravie; elles ne tarderont pas à joindre les vainqueurs qui continuent d'avancer, au moyen de quoi elles leur épargneront la moitié du chemin que, sans cela ils auraient eu à faire.

Il se forme plusieurs régiments saxons; il est à présumer que notre *corps d'armée* sera plus nombreux dans cette campagne que dans la précédente.

Copie d'une Lettre du Lieutenant Général Comte Woronzoff, *datée de Konigsborn, devant Magdebourg, le* 25 *Mai* 1813.

Le lieutenant colonel Borisoff, que j'avais détaché avec 500 chevaux sur la rive gauche de l'Elbe, pour inquiéter les derrieres de l'ennemi, ayant passé cette riviere le 23, près d'Acken, envoya en avant un piquet à Bernbourg. Le piquet rencontra en chemin vingt cuirassiers, qui venaient faire préparer des quartiers pour un régiment de 700 hommes de cavalerie, la plupart cuirassiers, commandé par le général Poinsat, en marche de Hanovre pour joindre la grande armée. Quatre des cuirassiers ayant été pris, le colonel Borisoff se détermina, d'après les informations qu'il en reçut, à marcher sur le régiment qu'il rencontra à Doucren. La supériorité de notre cavalerie décida l'affaire en un instant; quoique l'ennemi fût préparé à nous recevoir par les avis que lui avait donnés son quartier-maître. Le général de brigade Poinsat, 1 colonel, 25 officiers, et 300 cavaliers furent faits prisonniers. Le reste fut ou tué ou dispersé. Le lieutenant-colonel Borisoff poursuivit l'ennemi jusqu'à Halle.

Stralsund, le 29 Mai.

Les batailles des 19, 20, 21 et 22, ont coûté un grand nombre d'hommes tant aux Alliés qu'aux Français, mais très-certainement les derniers ont souffert dans la proportion de deux pour un. L'aile gauche russe ne fut jamais engagée, et l'Empereur Alexandre dans une lettre écrite de sa propre main au Prince de la Couronne dit: " Je n'ai pas voulu exposer toutes les troupes afin de pouvoir, quelque chose qui arrivât, faire tête à l'ennemi avec succès.

La retraite s'est faite par Lauban; le 24, le quartier-général était à Goldberg. Les troupes étaient pleines d'ardeur et de confiance.

On dit qu'il y a maintenant des négociations sur le tapis avec le Dannemarc, avec une grande perspective de réussir.

On a reçu de nouveaux ordres de Berlin pour des marchandises. On suppose que si les affaires vont bien avec le Dannemarc, le Prince de la Couronne avec partie de son armée se rendra à Berlin. Les gardes sont à Grieswald.

Elseneur, 31 Mai.

On dit positivement ici que l'Autriche s'est déclarée en faveur des alliés, et que les officiers et les soldats du Holstein ont exprimé qu'ils étaient déterminés à ne pas se battre contre leurs freres les alliés.

Malles d'Héligoland.

Dernier Ordre du Jour rendu par le Colonel Von Hesse, Commandant de la Garde bourgeoise, à Hambourg.

Lorsque, il y a deux mois, la plus belle perspective nous induisit à faire les plus grands efforts, il semblait que le temps était venu de délivrer les habitants de Hambourg d'une tyrannie irrésistible.

Presque sans armes et non préparés, ils ont offert aux cités d'Allemagne le plus noble exemple d'un infatigable zele à remplir les devoir les plus pénibles, du courage le plus déterminé, pour la défense de leurs rivages.

Le sang de nos concitoyens n'a pas été versé sans gloire pour la cause commune de nos compatriotes Allemands, et pour l'indépendance de notre chere ville natale.

Lorsque l'ennemi a continué de s'avancer, et qu'après s'être emparé de Wilhelmsbourg, il pouvait à tout moment prendre la ville d'assaut ; si les troupes de Sa Majesté l'Empereur de Russie n'ont pas cédé à des forces supérieures, nous pouvons l'attribuer à l'active co-opération de nos concitoyens.

Les événements de la guerre appellent maintenant l'armée Russe à des succès plus décisifs.

Une sombre complication de mésintelligences inexplicables force les enfans du Nord, qui étaient destinés à nous prêter assistance, de voir notre sort, si ce n'est avec indifférence, du moins sans rien faire pour le détourner.

Ainsi la ville de Hambourg, environnée d'ennemis, est abandonnée à ses propres efforts.

Appelé par la priere de mes concitoyens et par la détermination du Sénat, je me suis mis à la tête de la garde bourgeoise. J'ai quitté le repos dans lequel je vivais ci devant, parce quedans un moment d'espoir j'ai cru pouvoir être utile à une cité au bonheur de laquelle le mien est si intimement attaché.

Si j'avais suivi mon inclination personnelle, j'aurais mieux aimé mourir avec mes freres que de reprendre ce triste repos.

Mais avec le faible rayon d'espoir qui luit encore dans l'avenir, je n'ose pas exposer témérairement la vie de ces hommes précieux qui sont confiés à mes soins. En conséquence, tout en vous relevant avec la plus vive émotion du service dont vous vous étiez chargés, il ne me reste qu'à vous requérir de réserver pour d'autres temps un profond sentiment de haine pour le despotisme qui menace derechef notre ville désolée, et de vous retirer personnellement dans les lieux les plus convenables pour attendre le moment, peu éloigné, qui détruira les illusions de la tyrannie, afin que les citoyens de Hambourg soient les premiers levés et reviennent avec honneur dans leur patrie délivrée.

(Signé) Von Hesse.

Extrait du *Journal du Département des Bouches de l'Elbe*, du 1er Juin.

" *Hambonrg, le* 30 *Mai.* — Nous avons entendu hier une forte canonade du côté de Zollenspecket; peu après nous avons appris que les Français avoient forcé tous les passages, et poursuivaient l'ennemi dans la direction de Boitzenbourg. Vers le soir, nous avons vu entrer plusieurs bataillons, qui se sont emparés des places publiques et des postes les plus importants.

" *Le* 31 *Mai.* — Aujord'hui, il ne s'est pas écoulé un seul instant sans que nous n'ayions vu de nouvelles troupes Françaises entrer dans nos murs.

" A quatre heures de l'après-midi, S. Ex. le maréchal Prince d'Eckmuhl, gouverneur, et le lieut. général Vandamme ont passé en revue 35 bataillons d'infanterie Française.

" Les habitatns ne reviennent pas de leur surprise. Il serait difficile de dire ce qui les étonne le plus, si c'est la belle tenue de ces troupes ou leur nombre. En effet, il y a

une grande différence entre ce qu'ils ont vu et ce qu'on leur avait raconté sur le nombre et la faiblesse physique des bataillons Français.

" Nous donnerons incessamment des détails sur les mœurs, les habitudes et les actions des aventuriers qui viennent de nous quitter. Les villes qui, comme nous, ont eu le malheur de posséder ces libérateurs des nations, savent ce qu'il leur en a coûté.

" Les Russes n'ont eu que le temps de se sauver, et ils n'ont heureusement pas pu, selon leur coutume, détruire et brûler.

" Nous avons trouvé 150 canons dans l'arsenal de marine, et près de 80 sur les remparts. Tout les établissements sont dans le meilleur état.

" Les ouvrages qui ont été érigés pour faire une place d'armes de Hambourg, sont très considérables. Tous les militaires en sont étonnés, et ils le regardent maintenant comme une place forte. "

" Conformément à la décision de S. Ex. le maréchal Prince d'Eckmuhl, gouverneur général, il est ordonné à tous les habitants de Hambourg de remettre, dans le plus court délai possible, à la direction générale de police, tous les libelles, pamphlets, gazettes étrangeres ou non autorisées, caricatures, portraits, pieces de vers, etc. etc. qui ont été publiés ou introduits depuis le 24 Février de l'année courante. Tout individu qui différera de se conformer à ces ordres ou y contreviendra, en gardant quelques-uns des objets dont la remise est prescrite, sera poursuivi avec rigueur.

(Signé) " Le Directeur Général de Police,

" D'Aubignose. "

" En exécution des ordres de S. Ex. le maréchal Prince d'Eckmuhl — Il est ordonné à tout étranger résidant à Hambourg, de se présenter, dans les 24 heures, à la direction générale de police, pour se faire connaître, et obtenir, s'il y a lieu, la permission d'y séjourner. Il est défendu à tout aubergiste, locataire ou maître de maison de donner asile à aucun étranger qui n'aura pas obtenu la permission de rester à Hambourg.

" Les anciennes ordonnances concernant les voyageurs sont remises en force. Ceux qui contreviendront seront poursuivis et punis rigoureusement.

" Hambourg, le 31 Mai 1813.

(Signé) " D'Aubignose. "

Paris, 6 mai.

La ville de Paris, toujours empressée de donner de nouvelles preuves de dévouement à S. M., a déjà offert un grand nombre d'enrôlements volontaires pour le premier régiment des gardes d'honneur. Parmi les jeunes gens qui se sont fait inscrire à la Préfecture, et qui tous appartiennent à des familles connues par les services qu'elles ont rendus à l'Etat, on cite MM. de Roquefeuil, fils d'un ancien colonel, et neveu de M. l'archevêque de Malines ; de Schauenbourg, neveu du général de ce nom ; de Malartic, neveu de l'ancien gouverneur de Saint-Domingue ; Delonchamps, dont les ancêtres ont suivi avec distinction la carrière militaire ; Berthier, fils de feu le général Léopold Berthier ; Decaux, fils d'un ancien colonel de cavalerie ; de Jonsac, dont le pere était colonel avant la révolution ; Rogniat, parent du général de ce nom : Delaponse fils du trésorier-général de la marine ; Larcher de la Touraille, fils d'un ancien maréchal-de-champ; Arlis, fils du lieutenant-colonel de ce nom : Declacy, dont le pere était lieutenant des maréchaux de France ; Boysset, fils de M. Boysset, médecin en chef à la Grande-Armée ; Duverrier de Montfort ; Delecloy, fils d'un ancien député au conseil des anciens ; Conturier de Royaz, fils unique d'un des plus riches propriétaires du département de l'Izere ; Royer, fils d'un lieutenant-colonel mort au service ; Decoudier, tenant aux plus anciennes familles du département du Cantal, d'Aymery, fils d'anciens militaires ; et Amédée de Boufflers.

— A Bordeaux, 35 jeunes gens se sont déjà fait inscrire pour s'enrôler dans les régiments des gardes d'honneur. On remarque parmi eux MM. Bodin de Saint-Laurent, fils d'un ancien lieutenant-général ; Debris, fils d'un lieutenant-colonel légionnaire adjudant des côtes ; Dussault, fils d'un ancien conseiller au parlement de Bordeaux ; et Briffault de Saint-Cyprien.

Traité de Concert et de Subside entre Sa Majesté Britannique et le Roi de Suede.

Signé à Stockholm, le 31 Mai.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, et Sa Majesté le Roi de Suede, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié et de bonne intelligence qui subsistent si heureusement entr'elles, et pénétrées de la nécessité urgente d'établir entr'elles un concert intime pour le maintien de l'indépendance du Nord, et afin d'accélérer l'époque tant désirée, d'une paix générale, sont convenues de remplir ce double but par le présent traité. A cet effet elles ont choisi pour leurs plénipotentiaires, savoir, Son Altesse Royale le Prince Régent, au nom et de la part de Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, l'Honorable Alexandre Hope, major général des armées de Sa Majesté, et le Sieur Edouard Thornton, écuyer, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Suede; et Sa Majesté le Roi de Suede, le Sieur Laurent comte d'Engeström, un des seigneurs du royaume de Suede, ministre d'état et des affaires étrangeres, chancelier de l'université de Lund, chevalier commandeur des ordres du roi, chevalier de l'ordre royal de Charles XIII, grand-aigle de la légion d'honneur de France; et le Sieur Gustave baron de Wetterstedt, chancelier de la cour, commandeur de l'ordre de l'étoile polaire, un des dix-huit de l'académie suédoise: lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

ART. I.—Sa Majesté le roi de Suede s'engage d'employer un corps de 30,000 hommes, pour le moins, à une opération directe sur le continent contre les ennemis communs des deux hautes parties contractantes. Cette armée agira de concert avec les troupes russes placées sous les ordres de Son Altesse Royale le Prince Royal de Suede, d'aprés les stipulations déjà existantes à cet égard, entre les cours de Stockolm et de Pétersbourg.

II.—Ces mêmes cours ayant communiqué à Sa Majesté Britannique les engagements subsistants entr'elles, en y demandant formellement l'accession de Sa dite Majesté, et Sa Majesté le Roi de Suede ayant, par les stipulations contenues dans l'article précédent, mis en évidence le désir qui l'anime de coutribuer aussi de son côté au succès de la cause commune, Sa Majesté Britannique, voulant en retour donner une preuve immédiate et

non équivoque de sa résolution de joindre ses intérêts à ceux de la Suede et de la Russie, promet et s'engage par la présente, d'accéder aux conventions déjà existantes entre ces deux puissances, en tant que Sa Majesté Britannique non-seulement n'opposera aucun obstacle à ce que le royaume de Norvége soit annexé et réuni à perpétuité, comme partie intégrante au royaume de Suede, mais aussi aidera les vues de Sa Majesté le Roi de Suede à cet égard, soit par ses bons offices, soit en y employant, s'il était nécessaire, sa coopération navale de concert avec les forces suédoises ou Russie. Il est toutefois entendu qu'on n'adoptera point la voie des armes pour opérer la réunion de la Norvége à la Suede, qu'après que Sa Majesté le Roi de Danemare se sera refusé de se joindre à l'alliance du Nord, sous les conditions stipulées dans les engagements subsistants entre les cours de Stockholm et de St. Pétersbourg; et Sa Majesté le Roi de Suede s'engage, que cette réunion se fera avec tous les ménagements et tous les égards possibles pour le bonheur et pour la liberté de la Norvége.

III.—Afin de donner plus d'effet aux engagements contractés par Sa Majesté le Roi de Suede par l'article premier du présent traité, qui ont pour but des opérations directes contre les ennemis communs des deux puissances, et afin de mettre Sa Majesté Suédoise en état de commencer sans perte de temps, et aussitôt que la saison le permettra, les dites opérations, S. M. Britannique s'engage à fournir à S. M. le Roi de Suede (indépendamment des autres secours que les circonstances générales mettront à sa disposition) pour le service de la campagne de l'année présente, ainsi que pour l'équipement, le transport et l'entretien de ses troupes, une somme d'un million de liv. sterl. payable à Londres, mois par mois, à l'agent qui sera autorisé par S. M. Suédoise de le recevoir, de maniere à ne pas excéder la somme de deux cent mille livres sterling dans un mois, jusqu'à ce que le tout soit acquitté.

IV.—Il est convenu entre les deux hautes parties contractantes, qu'une avance, dont le montant et l'époque du payement seront déterminés entr'elles, et qui devra être décomptée sur le million stipulé ci-dessus, sera payé à Sa Majesté le Roi de Suede, pour la mise en campagne, et pour les premiers mouvements des troupes, le restant des secours sus-mentionnés devant écheoir à dater du jour du débarquement de l'armée suédoise, ainsi qu'il est stipulé par les deux hautes parties contractantes par l'article premier du présent traité.

V.—Les deux hautes parties contractantes voulant donner une garantie solide et durable à leurs relations tant politiques que commerciales, Sa Majesté Britannique, animée du désir de donner à son allié des preuves évidentes de son amitié sincere, consent de céder à Sa Majesté le Roi de Suede, et à ses successeurs à la couronne de Suede d'après l'ordre de suc-

cession établi par Sa dite Majesté et les états-généraux de son royaume, en date du 26 Septembre 1810, la possession de la Guadeloupe dans les Indes Occidentales, et de transférer à Sa Majesté Suédoise tous les droits de Sa Majesté Britannique sur cette île, telle que Sa dite Majesté la possede actuellement. Cette île sera remise aux mandataires de Sa Majesté le Roi de Suede, dans le courant du mois d'Août, de la présente année ou trois mois après le débarquement des troupes Suédoises sur le continent; le tout aux conditions convenues entre les deux hautes parties contractantes par l'article séparé joint au présent traité.

VI.—Par une suite réciproque de ce qui a été statué dans l'article précédent, Sa Majesté le Roi de Suede s'engage d'accorder, pendant la durée de 20 ans, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, aux sujets de S. M. Britannique le droit d'entrepôt dans les ports de Gothembourg, de Carlsham et de Stralsund, (lorsque cette derniere place retournera sous la domination suédoise) pour toutes les denrées, productions ou marchandises, soit de la Grande-Bretagne, soit de ses colonies, chargées sur des bâtiments britanniques ou suédois. Les dites denrées ou marchandises, soit qu'elles soient de nature à pouvoir être introduites et données en Suede, soit que leur introduction y soit prohibée, payeront indistinctement, en droit d'entrepôt, un pour cent ad valorem, pour l'entrée, et le même montant pour la sortie. Au reste, on se conformera, pour tout ce qui a rapport à cet objet, d'après les réglements généraux en Suede, en traitant les sujets de Sa Majesté Britannique sur le pied des nations les plus favorisées.

VII.—A dater du jour de la signature du présent traité, Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté le Roi de Suede, se promettront réciproquement de ne point séparer leurs intérêts mutuels, et nommément ceux de la Suede, dont il s'agit dans le présent traité, dans aucune négociation quelconque avec leurs ennemis communs.

VIII.—Les ratifications du présent traité seront échangées à Stockholm dans quatre semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous soussignés, en vertu de nos pleins-pouvoirs, avons signé le présent traité, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Stockholm, le 3 Mars, l'an de grâce 1813.

ALEXANDER HOPE. (L. S.)

Le Comte D'ENGESTRÖM. (L. S.)

EDWARD THORNTON. (L. S.)

G. Baron DE WETTERSTED. (L. S.)

ARTICLE SÉPARÉ.

Par une suite de la cession faite par Sa Majesté Britannique, dans l'Article V. du Traité signé aujourd'hui, de l'Isle de la Guadeloupe, Sa Majesté le Roi de Suede s'engage;

I. De remplir et observer fidélement les stipulations de la capitulation de la dite isle, en date du cinq Février mil huit cent dix; de sorte que tous les priviléges, droits, et bénéfices et prérogatives assurés par cet acte, aux habitants de la colonie, seront conservés et maintenus.

II. De prendre à cet effet, avant la cession susmentionnée, tous les engagements avec Sa Majesté Britannique qui seront jugés nécessaires, et de passer tous les actes y relatifs.

III. D'accorder aux habitants de la Guadeloupe la même protection, et les mêmes avantages dont jouissent les autres sujets de Sa Majesté le roi de Suede, conformément toutefois aux loix et stipulations actuellement existantes en Suede.

IV. De défendre et de prohiber au moment de la cession l'introduction des esclaves de l'Afrique dans la dite isle, et dans les autres possessions de Sa Majesté Suédoise aux Indes Occidentales et de ne point permettre aux sujets Suédois de s'engager dans la traite des Négres, obligations que Sa Majesté Suédoise est d'autant à même de contracter, que ce traffic n'a jamais été autorisé par elle.

V. D'exclure, durant le cours de la présente guerre, des ports et havres de la Guadeloupe, tous les vaisseaux armés, et corsaires appartenants aux puissances en guerre avec la Grande-Bretagne, et de ne point permettre que dans toutes les guerres futures, dans lesquelles la Grande-Bretagne serait engagée, et où la Suede serait neutre, les corsaires d'aucune des puissances belligérantes puissent entrer dans les ports de la dite colonie.

VI. De ne point aliéner cette île sans l'aveu de Sa Majesté Britannique, et

VII. D'accorder toute protection et sûreté aux sujets Britanniques et à leurs proprietés, soit qu'ils préferent de quitter la colonie, soit qu'ils y restent.

Cet article séparé aura la même force et valeur, que s'il était inséré mot à mot dans le traité signé aujourd'hui, et sera ratifié en même temps. En foi de quoi nous sous-signés, en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, avons signé le présent article séparé, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Stockholm, le trois Mars, l'an de Grace, mil huit cent treize.

ALEXANDER HOPE. (L. S.)

Le Baron D'ENGESTRÖM. (L. S.)

EDWARD THORNTON. (L. S.)

G. Baron DE WETTERSTEDT. (L. S.)

Nous donnons aujourd'hui les relations françaises des batailles livrées en Lusace les 20, 21 et 22 Mai. Nous y avons joint une relation allemande provisoire de ces mêmes affaires, et les dépêches officielles du général Stewart, l'ambassadeur britannique auprès de S. M. le roi de Prusse. On y verra avec peine que l'avantage que Buonaparté a remporté dans la journée du 21 à la bataille de Wurtchen, a été dû à une supériorité excessive de nombre, ses forces étant presque doubles de celles des alliés. Les dépêches du ministre anglais ont dissipé l'illusion qu'on se faisait sur la force numérique de ces troupes. Si cette comparaison est fâcheuse sous un point de vue, elle est rachetée d'un autre côté par les preuves de valeur, de fermeté, de discipline et de loyauté qu'elles ont données. Elles se retiraient à la fin de Mai sur Schweidnitz au midi, tandis que Buonaparté marchait en droite ligne sur Breslau : l'avant-garde française était déjà à Newmark, à sept lieues de cette capitale.

La situation respective des deux armées doit avoir amené, au moment où nous écrivons, des événements décisifs pour le sort de l'Allemagne. L'armée alliée, en se retirant sur le midi de la Silésie, semble tendre la main à l'Autriche, et l'inviter à opérer enfin cette jonction salutaire par laquelle seule elle peut encore recouvrer ses honneurs et ses domaines perdus. Huit jours de plus, et nous apprendrons si le cabinet autrichien mérite nos vœux ou notre indignation, car sa cruelle indécision ne peut pas durer plus long-temps. Ce n'est plus avec de hideuses paperasses diplomatiques qu'il doit s'attendre à étouffer la colère qu'il a allumée dans l'âme de Buonaparté, par sa défection et sa neutralité.

Nous craignons beaucoup de nous être trompés aussi sur le nombre de troupes que l'Autriche a rassemblées en Bohême. On crée facilement sur le

papier des armées de 100 et de 150 mille hommes ; on est tout étonné ensuite, lorsqu'on les voit en action, de n'y trouver que la moitié du nombre qu'on avait annoncé. Ce n'est pas le cas de dire alors avec le poëte : *Ah ! croyez-moi, l'erreur a son mérite.*

Nous avons reçu, depuis la publication de notre dernier Numéro, la bien triste nouvelle que les Français étaient rentrés à Hambourg le 30 Mai dans la soirée. Nous nous étions flattés que la présence de quelques bataillons suédois qu'on avait fait venir en poste de la Poméranie, avaient mis cette ville à l'abri d'un coup de main ; mais ces bataillons ayant été rappelés, pour des opérations plus importantes et plus utiles au plan général de la campagne, ainsi que les troupes russes du général Tettenborn, les Mecklenbourgeois et une grande partie de la légion anséatique et germanique ; la malheureuse, la patriotique ville d'Hambourg a été abandonnée à son sort : en conséquence, les brigands de Davoust, les Danois leurs alliés, les douaniers, les gendarmes, les bourreaux, y sont tous entrés pêle-mêle, comme dans une ville prise d'assaut. La moitié des habitants et une grande partie des propriétés, en avaient été retirés. Jusqu'à la date des dernieres nouvelles qu'on en a eues, il n'était point encore question qu'il se fût commis aucun acte de violence contre qui que ce fût, par une raison bien simple, c'est qu'on ne peut pas piller ceux qu'on tue, et qu'on a voulu commencer par une contribution. Davoust en a imposé une de 8 millions de marks, que la ville est hors d'état de payer. On prétend que le gouvernement danois a négocié en faveur des Hambourgeois, et qu'il a été convenu que leurs personnes et leurs propriétés seraient garanties à la condition qu'ils mettraient bas les armes.

La rentrée des Français dans cette ville ne s'est pas opérée sans effusion de sang ; mais les détails de cette affaire sont encore si confus que nous atten-

drons de meilleurs renseignements pour en parler. Les troupes françaises entrées à Hambourg, ne s'élevent pas à plus de 5000 hommes. Le Journal des *Bouches de l'Elbe*, qui a de nouveau remplacé le *Correspondenten*, dit déjà, pour effrayer les voisins, que Davoust y a passé en revue trente-cinq bataillons; il y a autant de vérité dans cette assertion que dans celle que les alliés avaient de 150 à 180 mille hommes aux batailles de Bautzen et de Wurtchen.

L'officier suédois qui avait mené ses troupes à Hambourg contre les ordres qu'il avait, a été traduit devant une cour martiale, et déclaré, dit-on, coupable de désobéissance.

Le Prince Royal de Suede a été reçu à Stralsund avec tous les témoignages possibles d'affection et de loyauté de la part des Poméraniens. Son Altesse Royale était encore dans cette ville, le 24 Mai, attendant la réunion complete des forces alliées qui doivent être sous ses ordres. Il était déjà débarqué 22,000 Suédois; les Russes qui doivent faire partie de cette formidable armée, devaient arriver au premier moment de Riga à Stralsund; quelques régiments de cavalerie anglaise qu'on embarque maintenant, ne tarderont pas à s'y joindre, et lorsque les troupes prussiennes et anséatiques y seront réunies, on peut aisément se figurer l'effet que produira sur les affaires l'apparition soudaine sur l'Elbe d'une force de 80 à 100 mille hommes, dirigée par un capitaine comme le Prince de Suede. Il ne faut pas s'étonner qu'un militaire d'une habileté aussi connue et d'une prudence aussi consommée, ait regardé comme un hors-d'œuvre dangereux la défense d'une ville hors de la ligne de ses opérations, comme l'était Hambourg. On devrait savoir que toutes ses mesures ont été combinées avec sagesse, et qu'il connaît trop bien les fautes qui ont été faites autrefois par les mêmes gouvernements avec lesquels il coopere aujourd'hui,

pour ne pas les éviter. La lutte actuelle n'a pas pour objet de délivrer une ville, ni une province, ni même un royaume en particulier, mais bien de sauver l'ordre social et l'Europe toute entiere. Le sort d'Hambourg dépend de l'issue de la campagne de 1813, et non d'une affaire de postes; et si les satellites du tyran se permettaient des atrocités inutiles, on possede partout d'amples moyens de représailles, que nous espérons enfin voir exécuter.

Nous donnons dans ce Numéro le Traité de Concert et de Subsides entre la Suede et l'Angleterre. On y verra que ce traité a été en partie subordonné à des arrangements antérieurs qui existaient entre la Suede et la Russie. Ceux qui blâment les avantages que la Grande-Bretagne semble y faire à la Suede, auraient accusé bien davantage le ministere britannique, s'il avait brisé par trop de roideur ce chaînon important de la confédération. La cession de la Guadeloupe à la Suede assure la neutralité et conséquemment la fortune de cette isle, si malheureuse avant, et si peu heureuse depuis, sa conquête. Cette colonie conservera la protection du pavillon anglais; la neutralité du pavillon suédois en fera l'entrepôt des Indes Occidentales; ses rades si long-temps désertes, vont s'encombrer de bâtiments de toute espece; ses denrées nagueres sans aucun débouché, vont s'écouler dans toutes les parties du monde; enfin, elle peut être le lien qui unira de nouveau les Etats-Unis à l'Archipel des Antilles. Nous ne pouvons donc que féliciter les Guadeloupiens du nouvel ordre de choses qui se prépare pour eux, et qui offre à leur industrie tout le développement dont elle est susceptible.

La cession de la Guadeloupe par l'Angleterre à la Suede, n'est pas un événement nouveau dans les annales de la vieille politique. La France a donné elle-même à la Grande-Bretagne l'exemple d'une pareille translation. La seule colonie que la Suede

possede aujourd'hui dans les Antilles, l'Isle de St. Barthelemy, lui fut donnée par la France en 1783. C'est par de pareils liens qu'on attache les nations et les gouvernements à sa politique, et qu'on les rend pour toujours les ennemis de ses ennemis. Lorsque la Suede aura recueilli pendant long-temps les avantages d'une possession aussi précieuse pour elle et aussi peu importante pour la Grande-Bretagne, il n'y aura plus à craindre, comme autrefois, qu'elle se jete entre les bras de la France. Cette cession pourrait donc être regardée par l'Angleterre plutôt comme une conquête réelle que comme une prétendue perte, puisque la Grande-Bretagne se met par là à l'abri de toute déclaration hostile de la part de la Suede, qu'elle aliene pour jamais de la France. Certes de pareils avantages, de semblables moyens de prospérité lient bien plus fortement encore une nation que des traités.

Il ne faut pas se dissimuler en outre que la Suede, pour avoir fait la paix avec l'Angleterre, ne s'était point encore mise en état de guerre avec la France, et que ce traité hostile ne permettra pas à Napoléon de garder plus long-temps le silence obstiné qu'il maintenait à l'égard du Prince Royal. Il ne dira plus à présent que la brouillerie de la Suede n'était qu'une querelle de la Suede de famille.

Les membres de l'opposition annoncent pour la semaine prochaine une attaque vigoureuse contre les ministres du Prince Régent, pour avoir signé un traité qu'ils représentent comme onéreux, impolitique et irrégulier. Nous rapporterons les débats avec fidélité. Nous ne doutons pas que le gouvernement ne prouve victorieusement qu'il ne pouvait hésiter à le conclure.

S'il est nouveau dans son espece, on pourra demander si nous ne vivons pas aussi dans des temps absolument nouveaux? Et pourquoi des hommes d'état se feraient-ils une loi de suivre sans déviation

une politique routiniere qui vivait autrefois de restitutions et de compensations, lorsque nous avons affaire à un homme qui ne rend rien, qui n'admet point d'équilibre de pouvoir, dont la volonté est la seule loi, qui crée et fonde à sa guise des royaumes et des empires, qui incorpore ou donne sans pudeur des états neutres, et qui dit hardiment que si les ennemis étaient sur les hauteurs de Montmartre, il ne rendrait pas une seule des usurpations qu'il a annexées à la France en vertu des constitutions de l'Empire ? Et lorsque les vapeurs enfantées par la révolution française ont produit et causent encore journellement des détonations sous lesquelles croule successivement toute l'Europe, faut-il, imitant nos peres, nous borner à sonner piensement les cloches, pour fendre la nue, au lieu d'employer le paratonnerre, parce que c'est une invention moderne d'un républicain ? L'Autriche pensait différemment lorsqu'elle accepta, des mains de Buonaparté, Venise, qui certes avait fait moins de mal à la France que le Dannemarc n'en a fait à l'Angleterre ; la Baviere, lorsqu'elle accepta le Tyrol, etc., etc.

Nous pouvons nous tromper, mais nous croyons que la meilleure réponse à faire à ces criailleries intéressées et hypocrites, serait d'annexer sur-le-champ les îles de la Martinique et de Ste. Lucie à la couronne de la Grande-Bretagne, ou bien de les céder à l'Empereur Alexandre, en vertu d'un acte du Parlement ou d'un traité solennel.

Plût à Dieu que l'Autriche voulût prêter sa coopération à un prix semblable, et qu'elle consentît à faire taire les incrédules sur son honneur, en recevant de nous St. Thomas !

Les ministres anglais en Suede, le général Hope et M. Thornton, et le ministre Suédois chargé du portefeuille des affaires étrangeres auprès du Prince Royal, M. le baron de Wetterstedt, étaient allés à Copenhague, afin de faire au cabinet de

Dannemarc des propositions d'un accommodement hoporable et avantageux à tous les partis ; mais ces ministres sont retournés sans avoir pu dégager le Dannemarc de ses honteux liens avec l'oppresseur des nations. Voilà donc une nouvelle guerre entée sur la grande lutte ; elle retardera sans doute un peu, mais n'empêchera pas, nous l'espérons, la solution du problême que l'épée du Prince de la Couronne doit résoudre de concert avec la Russie, la Prusse, l'Angleterre et une partie de l'Allemagne.

C'était uniquement du bon vouloir de la Suede que dépendait l'an dernier le succès de la résistance de la Russie. Nous pouvons assurer avec confiance que le Gouvernement Suédois ayant mis en liberté le corps Russe qui avait été placé par traité à la disposition du Prince Royal de Suede, pour des objets suédois, ce fut la jonction de ce corps à l'armée du Comte Wittgenstein qui opéra l'hiver dernier la destruction de l'armée Française sur la Bérézyna. Néanmoins, l'on voit que le gouvernement anglais se refusait à prendre part au traité entre la Russie et la Suede, si la Suede ne faisait pas une opération directe sur le Continent. Cette opération ne faisant nullement partie, à ce qu'on assure, du traité entre la Russie et la Suede, elle est donc due uniquement au traité avec l'Angleterre, et certes elle est bien faite pour changer la face des affaires dans le Nord de l'Allemagne.

On aura remarqué, dans les nouveaux bulletins français, l'empressement avec lequel Buonaparté cherche à faire croire à ses sujets et à ses vassaux que les alliés lui demandent à traiter d'un armistice, et qu'il est, de son côté, jaloux de mettre un terme à l'effusion du sang. Des lettres particulieres, reçues tout récemment de la côte de France, expliquent cette négociation de la maniere suivante. Elles portent que l'Empereur d'Autriche avait proposé, pour condition préliminaire du ras-

semblement d'un Congrès à Prague, une cessation d'hostilités, et que les Français se retirassent de leur côté sur la rive gauche du Rhin, tandis que les Russes se replieraient du côté sur la rive droite de la Vistule. L'Empereur Alexandre accepta cette proposition qui lui fut portée par le comte de Stadion, tandis que M. de Bubna portait l'autre à Buonaparté. Celui-ci répondit au ministre autrichien qu'il ne refusait pas de suspendre les hostilités pour un temps limité, et qu'il enverrait un ministre au Congrès en question, mais il refusa péremptoirement de faire un mouvement rétrograde. Immédiatement après les batailles de Bautzen et de Wurschen, Buonaparté dépêcha Lauriston et un autre général aux avant-postes de l'armée alliée. Le premier sollicita du comte de Wittgenstein une entrevue avec l'Empereur Alexandre, ce qui lui fut refusé. Cette conférence étant ainsi rejetée, les émissaires français laisserent leurs dépêches. Elles contenaient des propositions pour une cessation d'armes et un Congrès, mais à condition que l'armée française conserverait ses positions actuelles et les forteresses de la Prusse, jusqu'à ce que les plénipotentiaires respectifs nommés au Congrès en fussent venus à quelques arrangements pour la paix de l'Europe.

D'autres avis portent que cette dépêche contenait les compliments les plus flatteurs pour l'Empereur Alexandre, que Buonaparté y professait la plus vive sollicitude de prévenir toute effusion de sang, et que sans attendre aucune nouvelle proposition de la part de l'Autriche, on pouvait conclure un armistice, à condition que l'armée alliée se retirerait derriere la Wartha, et qu'on permettrait que les garnisons des forteresses bloqués reçussent une certaine quantité de provisions pendant la suspension des hostilités. Si les alliés accédaient à ces con-

ditions, il offrait de retirer l'armée française sur la rive droite de l'Elbe.

L'étiquette voulant que les réponses des souverains alliés fussent portées par des généraux d'un grade égal à ceux qui avaient apporté la proposition, elles furent remises à cet effet au comte de Shouvaloff et au général Kleist. Il y était dit que l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse continuaient de consentir aux conditions proposées originairement par l'Autriche, dont la principale était que les Français se retireraient de l'autre côté du Rhin, mais que comme la premiere proposition d'un armistice avait été faite par l'Empereur d'Autriche, dont la médiation pour une paix générale avait été acceptée par toutes les parties, on ne pouvait entendre à aucune nouvelle proposition, ni entamer aucune négociation à ce sujet, sans en référer à ce souverain.

L'Autriche n'a plus un moment à perdre pour se déclarer. *Jam proximus ardet Ucalegon.* L'armée française est tout le long de la frontiere de Bohême, et plus près encore de Vienne que de Berlin. Les *sages* ministres de François II objecteront peut-être aux alliés que la bataille de Vurtchen a changé l'état des choses, comme le *sage* Haugwitz l'observa aux Russes et aux Autrichiens après la bataille d'Austerlitz. Mais on pourra leur demander: pourquoi la laissaient-ils donner sans y être ?

" Toujours, toujours, ils sont toujours les mêmes."

Nous apprenons, en terminant ce Numéro, que la campagne du Midi a commencé sous d'heureux auspices. Lord Wellington est rentré en Espagne avec une des plus belles armées qu'il soit possible de réunir, consistant en plus de 80 mille hommes de troupes réglées. Des lettres de Lisbonne du 31 Mai, annoncent que, le 26, le généralissime anglais entra de sa personne à Salamanque, à la tête d'un ré-

giment de hussars. Le général Villate s'en était retiré en toute hâte, mais 300 hommes de son arrière-garde furent faits prisonniers. Les Français n'avaient fait aucun mal à la ville.

Voici quelle était la disposition générale des forces alliées sous les ordres de Lord Wellington.

Sir Thomas Graham, commandant la gauche de l'armée, avait sous lui, à Braganza, les 1re, 3e, 5e, 6e et 7e divisions, une cavalerie proportionnée, et un train d'artillerie de siége qui avait été débarqué à la Corogne.

Lord Wellington, au centre, avait avec lui la 4e division et la division légere, et la brigade de hussars consistant dans le 10e, le 15e et le 18e régiment de hussars et les gardes à cheval.

Le général Sir R. Hill, avec la seconde division forte de 7,500 hommes, toute entiere de troupes britanniques, formait la droite, et marchait en avance de Lord Wellington.

L'armée de Galice, forte de 14,000 hommes, était à Braganza, et devait agir avec Sir Thomas Graham.

La gauche devait marcher le long de la rive droite du Douro, sur Valladolid, tandis que le centre et la droite devaient marcher par la rive gauche sur le même point, où toutes les forces ont dû être rassemblées le 8 de ce mois.

Les troupes britanniques sont évaluées à 45,000 hommes d'infanterie, et les portugais à 30,000; la cavalerie des deux nations est de 8000 hommes; de sorte que, sans compter les Espagnols, Lord Wellington a sous ses ordres, à l'ouverture de la campagne, plus de 80 mille hommes effectifs.

La force des Français, qui leur est opposée, consiste en 55,000 hommes d'infanterie et 7000 de cavalerie.

L'*Englishman*, excellent journal, fait, à ce sujet, les réflexions suivantes:

"Il est inutile de rien dire à la louange de ces troupes. Le monde sait qu'aucune autre armée ne les a jamais surpassées en courage, en confiance, en discipline et en esprit militaire. Elles sont conduites par un capitaine du plus haut mérite, des vues les plus étendues, et dans lequel ses officiers et ses soldats ont une confiance sans bornes. Tandis que le sort de la guerre se balance d'une manière douteuse et inquiétante en Allemagne, nous portons avec plaisir les yeux sur un théâtre signalé par tant d'efforts héroïques en faveur de la liberté du monde, et consacré par les triomphes continuels et le sang de nos compatriotes; sur un pays dont le plus bel éloge qu'on puisse en faire est que depuis six ans, au milieu de malheurs et de souffrances sans égales, on n'y a même jamais prononcé le mot infâme d'armistice avec le tyran. C'est de cette terre sacrée que s'est fait entendre le premier cri de résistance nationale et éternelle à l'ennemi commun. C'est de ce sanctuaire divin de la liberté qu'est parti constamment l'appel énergique aux autres nations du continent. On en voit aujourd'hui les effets dans la lutte vigoureuse du Nord. Lord Wellington, auquel les Espagnols, auquel l'Europe et son propre pays ont de si hautes obligations; auquel est dû l'honneur d'être le fondateur et le principal soutien du grand système de résistance que l'on suit aujourd'hui contre l'ennemi commun, vient d'ouvrir cette nouvelle campagne avec plus de moyens et plus de sujets d'espoir que dans aucun de ses mouvements précédents. Son génie donne et dirige l'impulsion générale. L'Ebre sera sans doute le rendez-vous et le but de toutes les masses qui viennent s'ébranler. Sir John Murray, avec l'armée d'Alicante, marche sur Valence. La 3me armée d'Espagne, sous le duc d'el Parque, a reçu la même destination. La réserve, sous O'Donnell, marche sur Madrid, et ainsi une force qui ne consiste pas en moins de 150 mille hommes, poussée par le génie supérieur d'un Wellington, est aujourd'hui en action, mue par une seule volonté, et animée d'un seul et même sentiment. Ces apparences encouragent et autorisent les espérances les mieux fondées. N'avons-nous donc pas le droit d'attendre que les cris de victoire qui vont se faire entendre en Espagne, retentiront jusqu'à l'Oder et à l Elbe, et inspireront aux braves champions de la liberté dans ces pays, le désir de rivaliser d'efforts avec leurs amis les patriotes de la Péninsule?"

L'ouvrage intitulé *Souvenirs et Portraits*, par M. le Duc de Levis, dont nous avons donné un extrait au commencement de ce Numéro, est sous presse, et paraîtra dans une semaine chez *Deconchy*, libraire, 100, *New Bond Street*. Un vol. in 8vo.

Imprimé pour SCHULZE et DEAN, 13, Poland-St. Oxford-St. chez lesquels on peut souscrire

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLXVIII.—*Le 20 Juin*, 1813.

LONDRES

Pendant les Mois de Mars, Avril, Mai et Juin.

La même saison ramene les mêmes plaisirs : les *routs*, les concerts, les bénéfices se succedent, à cette époque, de maniere à jeter dans les plus grands embarras les *fashionables* qui veulent se montrer à toutes ces assemblées. Les déjeûners qui finissent à six heures du matin, les *routs* qui commencent à minuit, les concerts donnés à deux heures de l'après-midi, les bénéfices prolongés jusqu'à l'aube du jour; les bals masqués donnés dans des salles étroites et au milieu des vapeurs du vin et des mets, tout concourt, non à remplir les instants du beau monde, mais à le livrer à une fatigue continuelle, à une succession constante de plaisirs uniformes.

A midi, on parcourt les exhibitions : on ne vient pas juger du progrès des arts, mais jouir de la multiplicité plutôt que de la variété de leurs productions. La premiere de ces exhibitions est celle qui s'ouvre annuellement à *Somerset-House* ; on y trouve les ouvrages des académiciens, et en général tous les tableaux exécutés dans l'année, qui sont jugés dignes d'être soumis aux yeux du public. Le premier tableau qui nous a frappés en entrant dans les salles de l'académie, est une mere exposant sa vie pour sauver son enfant enlevé par un aigle au sommet d'un roc très-escarpé, par M. *Dawe*. Le paysage n'est pas assez profond, ni le rocher dans des proportions suffisantes ; mais la tête de cette mere, heureuse d'avoir délivré son enfant, est pleine d'expression ; la pose des figures est hardie, et on trouve en général plus de coloris dans ce tableau que n'en offre l'école anglaise.

Nous avons remarqué en outre une chasse au lion par M. *Northcote*, et Joseph descendu par ses freres dans une citerne : ces deux tableaux, dans lesquels on ne peut se dispenser de trouver du mérite, ont le défaut de présenter un paysage écossais, des têtes écossaises, des chevaux écossais, et un lion qui ne ressemble nullement à ce redoutable roi du désert ;

Un tableau de M. *West*, représentant Moïse et Aaron en présence de Pharaon et de ses devins, qui n'offre rien de bien remarquable pour les figures, mais dans lequel le peintre a rendu avec beaucoup d'effet les approches des ténebres qui vont couvrir l'Egypte, et la transition de la lumiere à une profonde obscurité ;

Une représentation du déluge, par M. *Turner*, dans laquelle il y a un trop grand nombre de figures toutes dans l'attitude de la fuite, ce qui divise l'intérêt et produit de la monotonie. L'art du peintre se montre dans les expressions diverses de tous ces in-

dividus cherchant à échapper au terrible élément qui les environne et les submerge de toutes parts ; mais les grands peintres n'offrent qu'une scene dans laquelle ils mettent en action deux ou trois individus, en se gardant bien d'étouffer l'intérêt sous le poids des accessoires ; ils fixent l'œil sur un seul point, l'esprit sur une seule pensée, ils saisissent l'âme d'une émotion unique ; tel est le grand effet de l'art, le vrai but du génie.

Un grand tableau de M. *Hilton*, représentant Marie lavant les pieds de Jésus, qui peche par la composition, mais désarme la critique par l'excellente tête de Judas Iscariote, dont on ne sait par quelle raison le peintre a fait le principal personnage de son tableau, et dont les traits, empruntés sans doute de quelqu'un des vieux marchands d'habits de *Rose-Mary-Lane*, offrent l'expression compliquée du juif, du contrebandier, de l'avare, du voleur et du meurtrier.

Le colin-maillard, par M. *Wilkie*, qui, dans cette nouvelle production, a conservé cette touche vive, spirituelle, originale qui le caractérise, avec un dessin moins correct cependant que celui qu'on remarque dans ses autres tableaux, mais ce défaut se trouve compensé par un coloris clair et moins grisaillé.

La vie du braconnier, par M. *Bird*, représentée dans une série de cinq tableaux qui prouvent la fécondité de cet artiste et donnent les plus heureuses espérances de son talent, lorsqu'il sera perfectionné par l'étude et l'exercice.

Parmi les portraits qui ont été exposés par *Sir William Beechey* et qui ne peuvent qu'ajouter à sa célébrité, nous avons remarqué, celui d'une dame de distinction dont la pose est aussi élégante que naturelle et la tête extrêmement gracieuse. Celui de Sir Francis Bourgeois, qui est d'une grande res-

semblance et celui de M. Perceval qui, pour la vivacité et la vérité de l'expression, pour le ton de couleur, nous a paru supérieur à ceux que d'autres peintres ont soumis à l'inspection du public. Sir William a le talent de bien fondre ses couleurs sans nuire à la chaleur de la composition. Les ouvrages de M. *Lawrence* sont dignes de sa réputation. Dans le genre fini et grâcieux, nous avons remarqué celui de Mlle *Thayer* qui ne laisse rien à désirer pour le coloris et l'expression, celui de Milady *Grey*, dont les accessoires indépendamment de la figure où l'on remarque la touche d'un grand maître, suffiraient déjà pour donner un grand mérite à un tableau ; dans un genre plus sérieux et qui exige une maniere ferme et sévere, nous avons distingué le portrait du Marquis de *Wellesley*, qui indique l'homme à conceptions profondes et étendues, et doué d'une pénétration vive.

M. *Owen* s'est placé par les ouvrages qu'il a exposés cette année, parmi les meilleurs peintres de portrait : rien de plus chaud ni de mieux colorié que son portrait du capitaine Sir C. Cole, qui est représenté ayant les deux mains appuyées sur son sabre. Le portrait du Très-Hon. W. W. Pole est dans un autre genre, la touche en est plus ferme, le coloris plus sombre, le peintre approche dans cette composition de la maniere de Vandyck. Une étude d'après nature nous a paru du plus grand mérite.

Nous ne parlerons de l'exhibition des *Water-colours*, ou aquarelles, que pour remarquer que ce genre, qui a été à la mode pendant quelques années, n'est plus en faveur maintenant, et pour rendre justice au talent distingué de M. Huet-Villiers, qui, cette année a exposé dans le sallon de *Spring Gardens* quelques portraits extrêmement gracieux, un dessin colorié de Sapho faisant le pendant de son Hébé, et une Hébé peinte sur marbre, remarquable par un coloris brillant, un dessin correct, et par

un fonds vaporeux, qui présente à l'imagination une idée poétique du séjour des Dieux. M. Huet en conservant dans ce charmant tableau tout le mérite du beau dessin qu'il a publié l'année derniere sur le même sujet, à su encore y déployer une maniere plus ferme, et en soigner les détails sans nuire à la chaleur de l'ensemble.

M. Ströhling avait ouvert au public un magnifique sallon Egyptien, construit dans le style le plus chaste et le plus correct, dans lequel il avait rassemblé ses meilleurs tableaux ; mais cet artiste habile, s'est vu obligé de priver pour quelque temps les amateurs de la vue de ses productions, dans lesquelles il a déployé une grande richesse d'imagination et une touche digne des plus grands maîtres. Nous rendrons compte dans un autre article uniquement consacré aux arts, du monument Egyptien que M. Ströhling a érigé au sein de la capitale et des tableaux qu'il a exposés.

On n'a point encore vu cette année, de chevaux sur les grands théâtres de la capitale ; on en a aussi banni l'eléphant : mais à la place de ces animaux, on a vu apparaître un de ces hommes rares qui considerent l'excès du ridicule comme le meilleur moyen d'arriver à la célébrité, et qui, par amour-propre et par stupidité, imaginent que les applaudissements qu'on prodigue à leur folie sont dus aux talents qu'ils déploient : cet homme est M. Coates. Connu d'abord dans les promenades de la capitale par un curricle d'une forme bizarre, surmonté de deux coqs, il rechercha un autre genre de célébrité, et après quelques essais sur le théâtre de Richmond qui l'avaient placé parmi les êtres éminemment extravagants, il osa venir s'exposer à la risée, aux sarcasmes du public de Londres. Ce n'est pas que la folie de M. Coates n'ait été très-amusante dans son début, parce qu'alors elle était alimentée par un en-

thousiasme qui la développait dans tout son ridicule, mais malheureusement elle est devenue plus calme, et M. Coates, en cherchant à se rapprocher de cette médiocrité mille fois plus insupportable que les égarements d'un cerveau malade, a perdu tout ce qui pouvait faire tolérer l'aveuglement de son amour-propre. Au reste, l'amateur à-la-mode, ainsi qu'on le désigne sur les affiches des théâtres où il daigne paraître, joue ou paraît jouer pour un but d'humanité, et si toutes les veuves pour lesquelles il a développé ses intentions bienfaisantes, existent réellement ; si avec le prétexte de soulager une famille malheureuse, il n'a pas sous des noms empruntés, récompensé le zele des amis qui le prônent dans quelques journaux, nous devons dire qu'il est peu d'hommes qui aient consolé plus de femmes privées de leurs époux. M. Coates joua d'abord dans la tragédie intitulée *The fair Penitent*, le rôle du gai, du galant Lothario, et la premiere fois que nous le vîmes, il poussa la complaisance pour le public jusqu'au point de se tuer deux fois pour lui plaire, et la politesse pour ceux qui avaient crié, *bis*, jusqu'à les saluer au moment où percé de son épée, Lothario s'arrange pour tomber décemment. Mais nous ne lui avons pas vu renouveller, depuis, cet acte de déférence pour ses admirateurs ; il a aussi perdu ces gestes d'abandon, ces élans de sentiment, ces écarts de voix qui répandaient tant de gaîté parmi les spectateurs ; en sorte qu'il n'est plus aujourd'hui qu'un déclamateur sans verve et un comédien sans action.

Les théâtres ont donné cette année peu de pieces qui aient eu du succès. A Drury-Lane, une tragédie, ou plutôt un mélo-drame, intitulé *Remorse*, s'est soutenue plutôt à raison de la poésie que des caracteres pendant douze représentations ; et après une ou deux comédies sifflées, le directeur de ce

théâtre s'est vu dans la nécessité de rajeunir l'ancien opéra de *Lodoiska* qui continue encore à attirer la foule parce qu'il offre les talents réunis de Braham, de Philips et de Mad. Mountain, et que l'incendie qui a lieu dans le dernier acte est effrayant de vérité. Au théâtre de Covent-Garden, le public a accueilli avec indulgence une comédie intitulée *Education*, dans laquelle il y a de tout, excepté de quoi justifier le titre ; mais ce qu'il y a eu d'insignifiant ou d'incomplet dans les pieces données à ce théâtre, se trouve bien compensé par le mélodrame d'*Aladin* ou la Lampe merveilleuse, qui continue d'y attirer la foule ; les décorations, les costumes, les machines, tout concourt à réaliser le conte des Nuits Arabes, c'est une féerie continuelle dans laquelle l'imagination trouve tout ce qui peut l'entraîner dans un monde idéal. C'est Mad. C. Kemble qui joue le rôle d'Aladin ; elle y met tant de naturel, de naïveté, de gaîté même, qu'elle fait bien promptement oublier, tout ce qui, dans l'embonpoint dont elle est douée, s'oppose à ce qu'on voie en elle sur-le-champ un jeune et joli garçon.

Mais quittons ces théâtres paisibles où tout s'est passé sans orages pendant la saison qui va finir, où le public s'est montré si calme et si indulgent, enfin dont les recettes ont sans doute récompensé le zele et rempli l'attente des directeurs et des acteurs, pour parler de l'Opéra, de ses vicissitudes, de ses revers, enfin du miracle perpétuel qui le soutient au milieu de tant de causes qui conspirent pour sa destruction.

L'ouverture de l'Opéra se fit sous des auspices fâcheux ; les sujets n'avaient pas reçu le complément du salaire de l'année précédente, et la plupart refusaient de jouer avant qu'il ne fût acquitté. Enfin Mad. Catalani ne consultant que sa sollicitude pour tant de personnes que la clôture prolon-

gée du théâtre priverait de leurs moyens d'existence, ajourna ses réclamations. Son exemple fut suivi par M. et Mad. Didelot, et l'on parvint à monter un Opéra et un ballet. Mais dès les premieres représentations on vit se manifester parmi les spectateurs des signes de mécontentement qui avaient pour cause l'absence de Mad. Angiolini. Cette artiste fut demandée à grands cris, et bientôt s'engagea à cet égard dans les journaux une guerre de plume entre cette danseuse et le directeur du théâtre, d'où il résulta que le public fut convaincu que Mad. Angiolini qui avait reçu l'arriéré de son salaire, n'avait pas le prétexte de cette réclamation pour refuser de paraître à ce théâtre, et que si l'on était privé de ses talents cela était dû à la demande qu'elle avait faite d'une augmentation de traitement, et à la prétention qu'elle avait manifestée d'avoir des appointements plus considérables que Mad. Didelot et un rang supérieur à elle. Ce n'est pas la premiere fois que l'orgueil a été funeste à la frêle humanité, et Mad. Angiolini trouva bientôt dans l'indifférence du public pour sa querelle avec M. Taylor, la punition de celui qui l'avait aveuglée sur son propre intérêt. Mlle. Lupino, danseuse moins exercée que Mad. Angiolini, mais formée d'après les principes de l'ancienne école, compensa par ses grâces ce que l'autre avait en agilité, et sa pantomime animée donna un nouvelle vogue au ballet de *Zélis*, dans lequel l'année précédente Mad. Angiolini avait joué le même rôle, mais d'une maniere qui n'en avait pas développé toutes les intentions, si bien saisies et si parfaitement rendues cette année par Mlle. Lupino. M. Didelot donna pour premier ballet un sujet mythologique, intitulée *le Pâtre et l'Hamadriade*, dans lequel il offrit des tableaux charmants et des scenes qui prouvaient en même temps la fraîcheur et la fécondité de son imagina-

tion. Le rôle de l'Amour était joué dans ce ballet par une jeune fille de six ans, Miss Peto, qui eût été un phénomene aussi extraordinaire qu'inexplicable, si l'on n'avait su par quels soins et avec quel art M. Didelot développe les dispositions qu'il découvre dans ses éleves. A ce ballet succéda celui de la *Chaumiere Hongroise*, dans lequel cet habile compositeur a trouvé le moyen de lier des danses très-agréables à une action suivie, dont le plan ne lui appartient pas tout entier, mais à laquelle il a fait des additions et des changements qui prouvent qu'il a étudié l'art dans toutes ses branches, et qu'au besoin il a l'imagination dramatique. On pourrait croire qu'absorbé par les soins de la composition de ses ballets, par l'infatigable activité avec laquelle il les monte, M. Didelot ne porte pas plus loin des efforts auxquels on ne conçoit pas comment les moyens d'un seul homme peuvent suffire, mais son zele l'entraîne encore plus loin ; et on le voit encore dans la Chaumiere Hongroise jouer un rôle très-fatigant avec une aisance, une supériorité qui feraient croire qu'il n'a pas d'autre occupation et qu'il s'est tous les jours exercé dans un art qu'il a cependant abandonné depuis dix ans pour des conceptions plus étendues et des productions plus relevées. Mad. Didelot déploye, depuis qu'elle a pris son rang de premiere danseuse, une activité, une vigueur, une légéreté qu'à peine on lui soupçonnait, parce qu'on les trouve rarement réunies dans une artiste qui possede à un si haut degré la correction et le fini du pas, l'élégance et le moëlleux des attitudes. En voyant avec quelle habileté elle remplit les premiers rôles, on s'étonne, et de la modestie qui les lui fit refuser l'année derniere et de la présomption de celle qui les lui a disputés cette année. Le genre opposé des divers ballets que M. Didelot a présentés au public pendant cette saison, a donné à

M. Vestris l'occasion de montrer ses talents sous des points de vue divers qui n'ont fait qu'ajouter à sa réputation. Il ne prodigue plus autant ses moyens, mais il les développe avec plus d'art et par conséquent avec plus d'effet ; cette ardeur dont nous avons quelquefois blâmé l'excès, ne l'entraîne plus comme autrefois dans des écarts ennemis de la grâce et de la perfection, enfin il sait sacrifier au désir d'être ce que ses rôles veulent qu'il soit, la tentation de paraître brillant, d'éblouir les spectateurs par la rapidité et la vigueur de son exécution. Nous l'attendions là pour lui rendre entièrement la justice qui lui est due, et pour faire cesser une censure qui n'a jamais eu pour but que de l'empêcher d'abuser des moyens rares qu'il a reçus de la nature, et de l'inviter à les assujétir toujours aux lois de la modération qui conserve et de l'art qui perfectionne.

M. Vestris a donné, pour son bénéfice, le ballet du *Déserteur*, composé par feu Dauberval, et un divertissement charmant, intitulé : *le Troubadour*, dans lequel il danse un bolléro qui lui donne les moyens de déployer le brillant, la vigueur et l'aplomb qui caractérisent son genre ; il y est parfaitement secondé par Mme Didelot qui avait à nous faire oublier Mad. Angiolini dans une danse où cette artiste distinguée déployait une vivacité, une souplesse, un abandon qui enlevaient tous les applaudissements des amateurs. Le pas mystérieux, dansé par Mesdemoiselles Lupino et Smith, dégaisées sous des voiles noirs, et par M. Noble, est rempli d'intentions ingénieuses, de pas gracieux et d'attitudes originales.

Les divers rôles du Déserteur ont été bien remplis. M. Didelot qui y joue celui de Montauciel, s'en acquitte avec une aisance, une gaîté qui ne tombent jamais dans le trivial, ce qui est un écueil

bien difficile à éviter lorsqu'on représente un soldat ivre. M. Boisgirard remplit le rôle du pere avec beaucoup d'originalité, et malgré que celui-ci soit supposé un invalide privé de l'usage de sa jambe gauche, il trouve le moyen de se mêler aux danses des jeunes villageois d'une maniere très-plaisante. La salle était nombreuse, les applaudissements très-vifs, ce qui a dû offrir à l'artiste une double récompense de ses efforts.

Madame Catalani, comme reine du chant, est entrée la premiere dans le domaine des bénéfices ; elle a donné pour le sien, l'opéra de l'*Eroina di Raab*, musique de M. Ferrari, musicien distingué, connu depuis long-temps par des productions variées dans lesquelles il a déployé un talent exercé. La musique de son nouvel opéra manque de couleur, mais on y remarque des morceaux très-bien faits dans lesquels il a imité avec succès le genre de Paësiello. L'orchestre est travaillé avec beaucoup d'art, et sans les disparates qu'offre le récitatif, l'opéra produirait un plus grand effet. Après avoir été accueilli avec indifférence, cette production a triomphé, comme toutes celles qui ont un mérite réel, de l'inattention ou de la froideur du public, et elle est généralement assez goûtée maintenant. Mme Catalani joue le rôle de l'*Eroina* avec une énergie qui se soutient et même augmente jusqu'à la fin, malgré qu'elle soit toujours en scene. Cette grande cantatrice trouve encore le moyen d'étonner par la diversité et l'étendue de ses moyens, lorsqu'on croit avoir épuisé pour elle tous les transports et tout le vocabulaire de l'admiration. A mesure qu'on la voit, on croit trouver son jeu plus parfait, plus varié, plus animé, sa voix plus fraîche, plus flexible et plus brillante que dans toutes les autres occasions où l'on a joui de son prodigieux talent. Son rang est à jamais fixé par le suffrage des

connaisseurs ; tous conviennent qu'on n'a jamais vu réunis à un si haut degré dans une même cantatrice, un jeu qui se prête à toutes les expressions tragiques et comiques, et une voix dont les intonations soient aussi pures, la portée aussi étendue, les accents aussi touchants, et qui, par la rapidité et l'aisance avec laquelle elle parcourt toutes les modulations, soit aussi éminemment flexible. Le public de l'Opera a montré tout le cas qu'il faisait de ses talents dans une circonstance où il en était privé, où même il était menacé de les perdre.

Nous avons dit que Mme Catalani, ajournant toutes ses réclamations pour l'arriéré de son salaire, avait consenti à chanter, dans la vue de ne pas priver plus long-temps de leurs moyens d'existence les personnes employées à l'opéra, et de donner au directeur la facilité de remplir ses engagements envers les souscripteurs auxquels il avait demandé une augmentation de souscription fondée sur ce que Mme Catalani était engagée pour la saison. Tout à coup on annonce dans les affiches du théâtre que cette grande cantatrice avait jugé à propos de refuser ses services à l'Opéra ; et malgré les moyens qui furent employés pour donner à cette interruption une couleur défavorable, les souscripteurs et le public furent bientôt instruits qu'après plusieurs tentatives inutiles pour obtenir qu'on remplît envers elle les conditions d'après lesquelles elle avait consenti à jouer, Mme Catalani avait profité de la faculté qui lui était expressément réservée par son engagement, de ne point paraître sur le théâtre si les clauses n'en étaient pas remplies.

La représentation qui suivit la connaissance de ces détails commença d'une maniere qui annonçait le plus violent orage. L'opéra s'écoula au milieu des murmures et des sifflets ; mais bientôt les clubs ayant *vomi les plus terribles des enfants que le Nord*

ait porté dans ses flancs, des milliers de voix demanderent Mme Catalani et sommerent le directeur de venir rendre compte des motifs qui privaient les souscripteurs des talents de cette cantatrice. Personne ne paraissant pour répondre, le tumulte ne fit qu'augmenter, et enfin, sur la déclaration d'un des employés du théâtre, que le directeur était dans l'impossibilité de se présenter et qu'on ne pouvait par conséquent donner satisfaction au public, l'orchestre fut escaladé, les coulisses furent envahies, et les ris, les jeux, les grâces et les amours obligés de s'enfuir dans la région du tonnerre de l'Opéra. Alors s'engagea une lutte dont nous supprimons ici les détails, parce que d'un côté nous sommes trop éloignés de la nuit mémorable où se passa cette scene pour qu'ils puissent intéresser, et que de l'autre ils prouveraient que, dans un moment d'effervescence, toutes les foules se ressemblent.

Au milieu de ce désordre, qui alla beaucoup plus loin qu'on n'avait pu le prévoir, Mme Catalani pût juger de l'enthousiasme qu'on avait pour ses talents par tout ce qu'on avait risqué pour en recouvrer la jouissance. Cependant ne voulant pas être, de la maniere même la plus indirecte et la plus éloignée, l'occasion ni le prétexte du moindre tumulte, elle offrit d'ajourner encore ses réclamations, et de reparaître sur le théâtre, se confiant dans la justice de ceux qui avaient droit de prononcer entre elle et le directeur. Cette conduite délicate ramena la paix dans l'asile des arts et dans le temple des plaisirs. Mme Catalani a continué de charmer nos oreilles par les accents les plus délicieux que la voix humaine ait jamais produits ; Mme Didelot a développé encore toutes les ressources de son inépuisable talent ; Miss Lupino toutes les grâces naïves de sa danse et de son jeu ; et Vestris, ces grands moyens qui le placent parmi les premiers danseurs du jour et le rendent digne du nom qu'il porte.

Il s'était engagé, depuis quelque temps, une espece d'altercation entre M. Tramezzani et M. Taylor, sur le refus que le premier faisait de remplir, dans l'opéra *di Nozze di Figaro*, le rôle du comte Almaviva, sous le prétexte qu'il n'était pas engagé pour jouer dans le comique, et que d'ailleurs le rôle étant écrit pour une basse-taille, il ne pouvait convenir à la sienne. On répondait à M. Tramezzani : " Le rôle est à la vérité dans un opéra comique, mais il est du genre sérieux, et vous avez vous-même reconnu que c'était à la nature du rôle plutôt qu'au genre de l'opéra que tenait votre engagement, lorsque vous avez joué *Enrico* dans l'opéra comique ; quant à l'objection qui concerne votre voix, on transposera le rôle pour l'y adapter." M. Tramezzani répliquait : " J'ai bien pu déroger pour un roi, mais, en vérité, je ne le puis pour un comte." Et il continuait toujours à s'envelopper dans sa dignité, malgré les instances des amateurs et les vœux du public, lorsqu'enfin son amitié pour M. Naldi a vaincu ses nobles scrupules.

Les *Nozze di Figaro* furent indiquées pour le bénéfice de cet habile chanteur, avec l'annonce bien flatteuse pour les amateurs, que M. Tramezzani avait complaisamment accepté le rôle du comte Almaviva.

Par une coïncidence très-remarquable, presqu'en même temps qu'on remettait au théâtre de l'Opéra de Londres ce chef-d'œuvre de Mozart, on le jouait à Paris, après une interruption de deux années, occasionnée par la retraite de deux sujets chargés, l'un du rôle du comte, l'autre de celui de Suzanne, et par la difficulté de trouver un *Baritone* qui eût assez de noblesse pour se charger du premier, et une premiere chanteuse qui eût assez de complaisance pour remplir le second. Ce que M. Tramezzani a fait à Londres, après s'être fait long-

temps prier, M. Botto l'a fait à Paris sans hésitation, et ce que Mme Catalani avait déjà fait avec cet empressement qu'elle met dans tout ce qui peut contribuer aux plaisirs du public, Mme Festa l'a effectué à Paris avec la même amabilité, et, si nous en croyons les journaux de France, avec le même succès.

Nous ne pouvons pas ajouter que le public de Londres a accueilli cet opéra avec le même enthousiasme qu'il l'a été par le public parisien. La musique de Mozart demande une étude profonde pour être bien rendue, et ce n'est pas dans un petit nombre de répétitions que l'orchestre peut en saisir toutes les intentions et toutes les nuances, ni dans quelques études décousues que les chanteurs peuvent en comprendre toutes les expressions diverses.

Mme Catalani avait eu déjà le succès le mieux mérité dans le rôle de Suzanne, si bien adapté à la fraîcheur de sa voix et au charme de son jeu, ensorte qu'en reparaissant sous les habits de cette vive et gracieuse soubrette, elle était sûre des applaudissements qu'on lui a prodigués; mais M. Tramezzani faisait un essai qui répugnait à sa volonté et qu'il ne croyait pas dans le genre de ses moyens, en sorte qu'il n'a pas donné à son rôle la couleur qui lui est propre, et qu'il ne l'a pas chanté avec l'effet auquel il nous avait accoutumé dans d'autres rôles. Mme Dickons, qui joue le rôle de comtesse, est dans l'habitude d'y obtenir des applaudissements: sa voix est anglaise, sa méthode anglaise; elle chante devant une audience anglaise, il n'est pas étonnant, d'après cela, qu'elle reçoive du goût national la récompense due à ses efforts. Mme Puccita qui est chargée du rôle de Chérubin, s'en acquitte avec aisance et gentillesse, et celui-là n'est pas du nombre de ceux dans lesquels elle est obligée de faire le sacrifice de son amour-propre. M. Naldi est dans le

rôle de Figaro tout ce que peut être un acteur consommé et un musicien du plus grand talent. Il ne lui manque rien ni en naturel ni en expression, et si sa voix ne commençait pas à décliner, nous trouverions dans son chant tout ce que Mozart a voulu exprimer quand il a composé ce rôle. Le bénéfice de cet artiste distingué nous a paru très-brillant; mais peut-on dans ce genre juger sur les apparences, surtout d'après l'indifférence croissante du public anglais pour les talents étrangers ?

Enfin le 17 de ce mois, M. Tramezzani a donné pour son bénéfice l'opéra de *Sidagero*, après avoir annoncé dans ses affiches que ce serait le dernier qu'il aurait dans ce pays-ci, son intention étant de retourner sur le continent, et que, comme c'était dans cet opéra qu'il avait d'abord mérité les suffrages du public, il croyait ne pouvoir mieux reconnaître combien il était sensible à sa constante faveur, qu'en y reparaissant pour lui faire ses adieux.

Nous pourrions observer ici que ce motif est plus ingénieux que plausible, et que si le public a vu pendant une année un opéra jusqu'à satiété, ce n'est pas une raison pour le lui offrir encore dans une circonstance où l'on doit redoubler de zele et d'efforts pour lui plaire; mais cette question, qui pouvait intéresser avant le bénéfice de M. Tramezzani, est sans intérêt depuis qu'il a eu lieu. La nouveauté unique, l'attraction réelle qu'offrait cet opéra était Mme Catalani qui, par cet esprit de complaisance et d'amabilité qui l'anime pour les autres acteurs, avait consenti à y prendre un rôle qu'elle a rendu avec autant d'habileté que d'énergie. M. Tramezzani a chanté le *God save the King* d'une maniere très-dramatique : ses amis redemandaient ce chant, mais il a fait au public les trois saluts d'usage, et il s'est retiré, laissant ses amis étonnés de l'indiscrétion de leur zele et de l'insuffisance du sien.

FEUILLETON DE GEOFFROY.

THÉATRE DE L'IMPÉRATRICE.

Deuxieme Représentation des Nozze di Figaro.

Il y avait du monde, moins que la premiere fois. On a fait répéter la romance et le duo de la comtesse avec Suzanne : cela est de fondation ; on a fait partager cet honneur du *bis* à un duo du comte et de Suzanne, qui n'en est pas tout-à-fait aussi digne. Il y a encore deux airs de Mad. Barilli qui sont très-agréables ; mais le charme de la cantatrice y fait autant que l'art du compositeur. L'air que chante Figaro au petit page, mérite aussi des éloges. Je ne parle point des *finals* ; on n'y admire que l'exécution ; ces morceaux se ressemblent presque tous ; ce sont tous des monstres, non pas en musique, mais en art dramatique. En musique, ils peuvent passer pour de petites symphonies vocales : sous le rapport de l'art dramatique, tant de gens parlent ensemble et disent des inepties, des sottises, qu'on est trop heureux de ne pas entendre, qu'on peut regarder ces finals comme le comble de l'extravagance et de l'absurdité, et comme la honte de la musique. Ce qui ne peut se dire on le chante ; et la musique sert de couverture à toutes les bêtises dont la parole rougirait.

Le musicien n'a rien conservé de la gaieté, du comique et de l'esprit qui animent la piece de Beaumarchais ; la musique tue l'esprit, tue la parole : à peine entendons-nous quelque chose de ce qui se chante en français à nos deux opéras sérieux et comique ; que pouvons-nous entendre de ce qu'on chante en italien à l'Opera-Bouffe ? A la place du comique de Beaumarchais, les fanatiques de Mozart

ont mis le leur qui est bien aussi plaisant ; leurs exclamations, leurs transports, leurs hyperboles, leurs extases sont une véritable comédie ; tout ce fatras d'épithetes extravagantes, d'expressions outrées et emphatiques, pour louer quelques chansonnettes, est plus bouffon que toutes les bouffonneries de l'opéra bouffe. La comédie de Beaumarchais a eu aussi ses enthousiastes dont le délire tenait à une faction politique : le délire des fanatiques de Mozart ne tient qu'à une faction musicale : c'est une momerie dont on peut rire sans danger.

Le divin Mozart, s'il s'est montré grand musicien en mettant des notes sur les plaisanteries de Figaro, n'a pas du moins fait preuve de sens et de goût. Quel triste triomphe pour la musique d'étouffer tant de bons mots, tant de saillies, une verve si originale, d'exterminer tant d'épigrammes et tant de traits malins, pour leur substituer des sons souvent agréables, plus souvent insignifiants, qui n'ont qu'un rapport très-indirect et très-faible avec ce qui fait le mérite de la farce de Beaumarchais ! Il est probable que Mozart n'entendait pas bien cette farce, qu'il n'en saisissait pas l'esprit, et que la célébrité seule de Figaro lui avait inspiré l'envie de soumettre à son art ce fameux imbroglio : sans quoi il se fût fait un point de conscience de commettre un si grand nombre de meurtres, de massacrer cette foule d'idées plaisantes, tous ces jolis enfants d'une imagination vive et libre, avec du récitatif et des chants, la plupart ennuyeux. La farce de Beaumarchais amuse et fait rire pendant trois heures. L'œuvre musicale de Mozart procure tout au plus trois quarts d'heure d'amusement sur plus de deux heures d'ennui : la musique a besoin de pieces faites pour elle. Beaumarchais a fait un canevas pour des satires, et non pas pour des notes.

Le génie de Mozart me paraît n'avoir influé en rien sur la musique dramatique ; il n'a point lutté

contre les innovations qui tendaient à l'affaiblissement du chant et de l'expression, contre les usurpations de l'harmonie sur le domaine de la mélodie, contre cette multiplication d'instruments dont l'objet était de flatter l'oreille aux dépens de l'esprit et du sentiment : il a suivi la décadence sans faire aucun effort pour l'arrêter ; ses opéras sérieux et comiques ne s'éloignent point de la routine ordinaire. Les anciens compositeurs, qui n'avaient pour les accompagner, que des violons, des altos et des basses, employaient leur génie à composer des airs de caractere et de situation capables d'occuper la scene par eux-mêmes, des duos entierement dramatiques où se peignaient les mœurs, les divers sentiments des personnages, des airs qui parlaient à l'esprit et à l'âme des auditeurs. Les duos sont les seuls morceaux d'ensemble qui soient dans la nature et qui conviennent au théâtre. Pergolese et ses contemporains, les grands maîtres de la même école, étaient de véritables poëtes en musique ; ils n'avaient ni bassons, ni flûtes, ni cors, ni clarinettes, ni hautbois, ni tous ces instruments qui occupent l'auditeur au défaut du génie théâtral, de la mélodie et du chant ; ils n'avaient que la ressource des motifs heureux et variés, des beaux chants, des différents caracteres des airs, des divers effets du mouvement artistement combiné, produisant tantôt des airs lents sur un mouvement gai, tantôt des airs gais sur un mouvement lent ; ils ne parlaient enfin sur la scene que la langue de la musique dramatique. Mozart a profité, comme les autres, du secours des instruments à vent et de la diversion qu'on pouvait opérer par leur moyen. On appelle aujourd'hui des chants froids et nus ceux qui ne sont pas couverts de ce vain étalage d'un orchestre qui ne soutient plus la scene, mais qui attire à lui seul l'attention pour distraire de la faiblesse et de la nullité du chant qu'on entend sur le théâtre : à mesure que l'orchestre est devenu riche, la scene s'est appauvrie.

Je ne vois point que le puissant et divin génie de Mozart, que ce dieu de la musique, descendu sur la terre pour opérer des miracles en faveur de cet art, se soit opposé aux abus qu'on y introduisait de toutes parts ; qu'il ait combattu pour défendre le domaine de la mélodie contre la rébellion ouverte de l'harmonie qui, de compagne et de suivante qu'elle était, se déclarait dame et maîtresse : cette rébellion était trop conforme aux intérêts des compositeurs, à l'ambition des musiciens composant les orchestres, pour n'être pas vivement appuyée. Mozart a été sans doute un homme profond dans l'harmonie, un compositeur très-distingué : il a même joui d'un avantage rarement accordé aux harmonistes ; il a eu de la grâce : plusieurs de ses chants sont frais et suaves. Il a composé beaucoup de petits airs d'un motif heureux : c'est son genre : il y réussit mieux que dans les morceaux qui exigent un grand caractere.

Il y a dans la musique théâtrale trois genres : celui de Gluck, qui joint à toutes les puissances de l'orchestre une déclamation vigoureuse et des traits de chant d'une grande expression, celui de Pergolese et de Grétry, qui consiste dans une grande vérité d'imitation, qui réunit l'esprit et la grâce, et qui releve par tous les agréments du langage musical, le naturel de la parole libre : le troisieme est le style vague, qui n'exprime et n'imite rien ; mais qui met dans le chant des beautés idéales, qui semble s'élever dans certains moments, par une mélodie ravissante, au-dessus de la nature et de la vérité dramatiques, et s'approcher des concerts célestes. Tout ce qu'on peut dire de plus fort à la louange de Mozart, c'est qu'il a quelquefois des airs de ce genre ; mais en général, dans ces compositions, il ne faut chercher ni esprit, ni naturel, ni vérité d'imitation : ses chants sont de pure fantaisie, et ses fantaisies ne sont pas toujours agréables à beau-

coup près. Son Figaro, exalté avec si peu de mesure, est inférieur à la plupart des intermedes composés du temps de Pergolese, et après lui, par les éleves de Durante; il est inférieur à *la Bonne Fille* de Piccini, à *la Colonie* de Sacchini, à *la Frascatana* de Paësiello, à plusieurs ouvrages de Sarti, et à toutes les bonnes comédies lyriques de Grétry.

Pourquoi met-on de la musique sur une piece de théâtre? Est-ce pour l'orner et pour l'embellir? est-ce pour la défigurer et pour la gâter? Les pieces de Grétry ne seraient pas supportables, dépouillées de sa musique; le Figaro de Beaumarchais est dénaturé par le Figaro de Mozart. La comédie française, à l'exception de quelques libertés répréhensibles qu'on a supprimées, est pleine d'esprit, de verve, d'originalités mêlées, à la vérité, à beaucoup de facéties; mais le tout ensemble est animé, théâtral et plaisant: le dialogue étincelle de traits souvent de mauvais goût, mais toujours vifs et piquants; le jeu des acteurs suffirait seul pour rendre la représentation de la piece très-divertissante. Dans l'opéra de Mozart, le dialogue est remplacé par le récitatif le plus insipide: le jeu des acteurs est compté pour rien: restent trois ou quatre bons morceaux de musique. Quel est celui de mes lecteurs, à moins que ce ne soit un mélomane, qui ne trouvera pas infiniment plus de plaisir au Figaro de Beaumarchais joué par les acteurs de la Comédie Française, qu'au Figaro de Mozart chanté par la troupe de l'Opéra-Bouffe?

Les fanatiques de Mozart sont fort embarrassés à expliquer pourquoi ses chefs-d'œuvre de musique dramatique n'ont pas à l'Odéon un succès proportionné aux éloges pompeux qu'ils en font continuellement: ils sont convenus de dire à ceux qui refusent de croire à la divinité de Mozart, qu'il faut absolument voir plusieurs fois ses ouvrages avant d'en bien sentir le prix; la premiere fois, on n'y

comprend rien : ils sont trop sublimes pour que le premier coup-d-œil puisse y atteindre ; ce n'est qu'insensiblement et par degrés qu'on parvient à pénétrer jusqu'aux trésors secrets qu'ils renferment : ce sont des mysteres auxquels on ne peut être initié qu'après plusieurs cérémonies préparatoires : c'est bien là le langage d'un fanatisme aveugle sans doute. Il y a des beautés d'un ordre supérieur, dont le charme ne se développe pas tout entier à la premiere vue ; cependant elles plaisent du moment qu'on les voit : il n'y en a point qui commencent par ennuyer et qui finissent par se faire admirer. Si un opéra de Mozart ne nous dit rien à la premiere représentation, il ne nous dira pas davantage à la dixieme ; et cette promesse dont on nous berce n'est bonne qu'à faire aller du monde aux pieces de Mozart, dans l'espérance chimérique d'y découvrir des beautés qui n'y sont pas.

Quelques spectateurs auraient mieux aimé Crivelli que Porto pour représenter le comte Almaviva? Crivelli est plus noble : mais le rôle du comte est écrit pour une basse-taille : on ne regarde pas à plus ou moins de noblesse dans un opera-bouffe ; Porto a une belle voix, cela suffit. Mad. Barilli a chanté délicieusement tout le rôle de la comtesse, le plus riche de musique. Mad. Festa a joué Suzanne avec enjouement et vivacité. Le petit page est à peu près nul. Figaro est bien joué et bien chanté par Barilli. L'ouvrage est aussi bien exécuté qu'il puisse l'être, par les soins de l'infatigable directeur, M. Paer, qui est parvenu à concilier, tous les esprits ; il a rendu un service signalé à tout le parti de Mozart, qui lui en témoignera sa reconnaissance en temps et lieu.

Anecdotes peu connues.

Extraites des cinq derniers volumes de la Correspondance de *Grimm.*

Montesquieu, en partant pour sa terre, avait prié son ami l'abbé Quesnel de veiller sur l'éducation de son fils qu'il venait de mettre au collége. De retour à Paris, il n'eut rien de plus pressé que d'aller demander à l'abbé des nouvelles de son fils. *Ses mœurs?—Ne laissent rien à désirer.*—Son caractere?—*Doux et liant: tous ses camarades le chérissent.* Jusque-là sa tendresse paternelle semblait jouir de la plus entiere satisfaction. L'abbé crut y ajouter encore en lui apprenant que ses maîtres étaient infiniment contents de son application, qu'il avait beaucoup de goût pour les sciences, et surtout pour l'histoire naturelle où il avait déjà fait des progrès surprenants pour son âge. A ces mots, Montesquieu pâlit, et se laisse tomber dans un fauteuil avec toutes les marques du plus profond désespoir. " Ah! mon ami, vous me tuez: voilà donc toutes " mes espérances perdues! Vous savez quel pro- " jet j'avais formé pour cet enfant, la charge que " je lui destinais; c'en est fait, il ne sera jamais " qu'un homme de lettres, un original comme moi: " nous n'en ferons jamais autre chose."

Dans le temps que Catinat faisait la guerre en Italie, un jeune officier plein de courage et de présomption, vint lui demander avec beaucoup d'empressement l'honneur de servir sous lui. Catinat le reçut sur la foi d'une physionomie heureuse, et lui promit de l'emploi. Peu de jours après, il l'envoie exécuter quelques ordres à la tête d'un petit détachement. Le jeune homme est attaqué, perd la tête, et s'enfuit. Sa mauvaise conduite avait eu trop de témoins pour être ignorée. Catinat le présente lui-même à tous les officiers de sa compagnie, et leur dit: Mes-

sieurs, je vous prie de rendre plus de justice à votre camarade ; j'ai voulu mettre son obéissance à l'épreuve, il n'a rien fait que par mes ordres. Après l'avoir comblé de caresses en public, il le fait venir en particulier, et lui représente à quel point sa confiance se trouverait compromise s'il ne la justifiait incessamment par quelqu'action d'éclat. Le jeune homme promit, tint parole et fut depuis un des plus braves officiers de l'armée.

Ce pauvre abbé Pellegrin, qui, comme chacun sait,

> Le matin catholique et le soir idolâtre,
> Déjeûnait de l'autel et soupait du théâtre.

était fort tourmenté du plan d'un opéra nouveau, et s'était endormi en cherchant inutilement le moyen de terminer son troisieme acte par une fête. Sa servante vint le réveiller le lendemain matin, et lui cria qu'il était temps d'aller dire la messe, vu la fête. *Bah!* dit le poëte encore à moitié endormi, *ce n'est rien que d'avoir trouvé la fête; le difficile est de l'amener.*

On a cité beaucoup de traits de l'égoïsme de Barthe ; en se les rappelant, on est surpris de deux choses : la premiere, qu'il lui soit venu dans l'esprit de mettre à la scene le vice dont il était si fort entiché ; la seconde qu'il n'ait pas mieux réussi à peindre un caractere dont il était lui-même le modele le plus accompli : il faut croire que Barthe ne se connaissait pas. Voici un trait de sa vanité que je ne me souviens d'avoir vu nulle part. Après une lecture de son *Art d'Aimer*, M. de Choisi, l'auteur d'un poëme du *Demi-Jour*, publié il y a peu de temps, lui adressa des vers où il l'appelait *vainqueur de Bernard et d'Ovide*. "Ah ! *vainqueur* lui " dit Barthe, cela est trop fort, beaucoup trop " fort, j'exige que vous changiez cela.—Eh bien ! " puisque vous le voulez absolument, je mettrai " *rival*." On parle d'autre chose, Barthe après

quelques moments de recueillement, se rapproche de M. de Choisi, et lui dit affectueusement: *Vainqueur est plus harmonieux.*

Court de Gébelin était fort entêté de la chimere du mesmérisme, et cela venait peut-être du rapport qu'il trouvait à cette doctrine avec les initiations mystérieuses des anciens. Quoiqu'il en soit, il tomba dans un état de dépérissement et de souffrance qui lui rendit la vie insupportable. On le pressait de se faire transporter chez Mesmer. *Non*, disait-il, *je crains de n'y pas mourir.* A la fin cependant il y consentit, et il expira quelques heures après.

Un M. de Mirabeau, qui n'était pas l'*ami des hommes*, mais qui le valait bien pour l'humeur violente et tyrannique, vint à mourir dans la petite ville de province dont il fut le fléau. Sa mort fut une réjouissance publique. On affubla ses mânes de l'épitaphe suivante:

Ci-gît Mirabeau le brutal,
Qui jurait bien et payait mal.

Cette platitude parut un trait de génie et courut toute la ville. La femme du défunt, qui avait beaucoup de rapport de caractere avec son cher mari, soupçonna un avocat d'être l'auteur de l'insolent distique, et elle le fit venir. *Est-il vrai, Monsieur, que vous ayez osé vous permettre une telle atrocité? —Hélas! oui, Madame, l'épitaphe est de moi; je vous avouerai de plus que pour n'y pas revenir deux fois, j'ai fait la vôtre en même temps:*

Ci-gît Mirabeau le brutal
Qui jurait bien et payait mal;
Ci-gît aussi sa Mirabelle
Qui n'était ni bonne ni belle.

Un missionnaire nommé Guérin partait pour la Barbarie. Quelqu'un lui représenta qu'il allait se faire pendre dans ce pays-là. *C'est trop peu de chose*, répondit-il; *je n'y voudrais pas aller si je croyais en être quitte à si bon marché. J'espere bien que Dieu me fera la grâce d'être empalé ou de*

souffrir quelque chose de pis. A ce sujet, Grimm rapporte ce mot du chevalier de Crussol, qui, regardant une pente fort escarpée qu'il fallait franchir pour monter à la brêche, s'écria : *Oui, le diable voudrait monter là s'il n'y avait des coups de fusil à gagner?* J'observe que ce mot est attribué au baron de Besenval par M. Ségur jeune, éditeur de ses Mémoires. La saillie est bien française et vaut la peine qu'on se la dispute.

On se souvient que, dans les commencements de la révolution, la garde nationale ne brillait pas par la discipline et la subordination. Un capitaine de la section des Halles ayant demandé sa démission, toute sa compagnie fit beaucoup de difficultés pour l'accepter. " Nous avons tant de con-" fiance en vous ! Pourquoi nous quitter ?—Je ne " vous quitte point, Messieurs, je reste fusilier.— " En ce cas, quel est donc le motif de votre démis-" sion ?—Le motif? ma foi, c'est que je suis bien " aise de commander à mon tour."

A l'époque de l'assemblée des notables, on fit ou plutôt on raconta une caricature représentant un gros fermier au milieu de sa basse-cour, entouré de poules, de coqs, de dindons, etc., avec ce petit dialogue au bas : " Le Fermier. Mes bons amis, je " vous ai rassemblés tous pour savoir à quelle sauce " vous voulez que je vous mange. Un Coq. (*dres-" sant sa créte*) Mais, nous ne voulons pas qu'on " nous mange. Le Fermier. Vous vous écartez " de la question."

C'est un misérable genre de plaisanterie que le calembour, et les gens d'esprit y ont renoncé; mais beaucoup de personnes l'aiment encore, et il faut que tout le monde trouve ici son compte. Voici donc un calembour: Philidor, retenu par un long déjeûner, s'était rendu très-tard à la répétition d'un de ses ouvrages. L'orchestre à jeun mourait de faim. Le compositeur, aussi peu sûr du mouvement de ses airs que de celui de ses

jambes, faisait recommencer sans cesse les mêmes morceaux. Au moment où l'on allait exécuter une ariette qui devait être accompagnée fort doucement, il s'avance en chancelant sur le bord du théâtre et crie: *Les sourdines, Messieurs! les sourdines!* (les sourds dînent) *Ils sont doublement heureux*, répondit un des exécutants, jaloux du bonheur des sourds qui dînaient et n'entendaient pas la musique de Philidor.—M. de la Touraille, apparemment pour faire la parodie de plusieurs poëmes des *Saisons*, tant originaux que traduits, qui paraissaient alors, en composa un qui était intitulé: *Les Quatre Saisons de l'année, sous le climat de Paris, poëme en un seul vers.* Le vers était:

De la pluie ou du vent, du vent ou de la pluie.

" Si mon ouvrage, disait l'auteur, ne plaît pas à tout le monde, j'ose me flatter du moins qu'il aura le mérite de n'ennuyer personne." Il présumait trop, comme on va le voir. Récitant un jour son poëme à un de ses amis qui avait le goût très difficile. " Vous ne le trouverez pas trop long, " lui dit-il? Pardonnez-moi, lui répondit son ami, " la seconde moitié m'a ennuyé, elle est de trop, " *De la pluie ou du vent* disait tout." Cela est bien plus fort que de trouver des longueurs dans un distique, comme faisait Martial avant Champfort: *Disticha longa facis.*

—Grimm, qui enrégistrait assez soigneusement les bons mots d'autrui, en disait peu lui même, à ce que m'a assuré une personne qui l'a beaucoup connu. En voici un de lui pourtant qui est très-spirituel et très-fin. Le Shakespeare de Letourneur venait de paraître. Sedaine, qui n'avait pu lire le tragique anglais dans l'original, s'était empressé de le connaître par la traduction. Shakespeare le ravissait, il en parlait à tout venant. " Vos transports, lui dit Grimm, ne me surprennent point; " c'est la joie d'un fils qui retrouve un pere qu'il " n'a jamais vu."

EXTRAIT

DES RÉFLEXIONS SUR LE SUICIDE,

Par Madame la Baronne de Staël.

CONCLUSION.

Socrate, ce saint des sages, refusa de se sauver de sa prison lorsqu'il était condamné à mort. Il crut devoir donner l'exemple de l'obéssiance aux magistrats de sa patrie, quoiqu'ils fussent injustes envers lui. Ce sentiment n'appartient-il pas à la véritable fermeté du caractere? Quelle grandeur aussi dans cet entretien philosophique sur l'immortalité de l'âme, continué avec tant de calme jusqu'à l'instant où le poison lui fut apporté! Depuis deux mille ans les penseurs, les héros, les poëtes, les artistes ont consacré la mort de Socrate par leur culte; mais ces milliers de suicides causés par le dégoût et l'ennui dont les annales de tous les coins du monde sont remplies, quelles traces ont-ils laissées dans le souvenir de la postérité?

Si les anciens s'enorgueillissent de Socrate, les chrétiens, sans compter même les martyrs, peuvent présenter un grand nombre d'exemples de cette force généreuse de l'âme auprès de laquelle l'irritation ou l'abattement qui portent à se tuer ne sont dignes que de pitié. Thomas Morus, chancelier d'Henri VIII, pendant une année entiere enfermé dans la tour de Loudres, refusa tous les jours les offres qu'un roi tout-puissant lui faisait faire pour rentrer à son service, en étouffant le scrupule de conscience qui l'en tenait éloigné. Thomas Morus sut mourir pendant une année et mourir en aimant la vie, ce qui redouble encore la grandeur du sacrifice. Ecrivain célebre il aimait ces occupations intellectuelles qui remplissent toutes les heures d'un intérêt toujours croissant. Une fille chérie, une fille qui pouvait comprendre le génie de son pere, répandait sur l'intérieur de sa maison un charme habituel. Il était dans un donjon, derriere ces grilles qui ne laissent pénétrer qu'une lueur brisée par des barreaux funebres: et non loin de cet horrible séjour une campagne délicieuse, sur les bords verdoyants de la Tamise, lui offrait la réunion de tous les plaisirs que les affections de famille et les études philosophiques peuvent donner. Cependant il fut inébranlable, l'échafaud ne put l'intimider: sa santé cruellement altérée n'affaiblit point sa résolution, il trouva des forces dans

ce foyer de l'âme qui est inépuisable, parce qu'il doit être éternel. Il mourut, parce qu'il le voulait, immolant à sa conscience le bonheur avec la vie; sacrifiant toutes les jouissances à ce sentiment du devoir, la plus grande merveille de la nature morale, celle qui féconde le cœur comme dans l'ordre physique le soleil éclaire le monde.

L'Angleterre, où cet homme si vertueux était né, où tant d'autres citoyens ont sacrifié si simplement leur vie à la vertu: l'Angleterre, dis-je, est pourtant le pays dans lequel il se commet le plus de suicides: et l'on s'étonne avec raison qu'une nation où la religion exerce un si noble empire, offre l'exemple d'un tel égarement. Mais ceux qui se représentent les Anglais comme des hommes d'un caractere froid, se laissent tout-à-fait tromper par la réserve de leurs manieres. Le caractere anglais est en général très-actif et même très-impétueux; leur admirable constitution qui développe au plus haut degré les facultés morales peut seule suffire à leur besoin d'agir et de penser: la monotonie de l'existence ne leur convient point, quoiqu'ils s'y astreignent souvent. Ils diversifient alors par les exercices du corps le genre de vie qui nous paraît uniforme.

Aucune nation n'aime à se hasarder autant que les Anglais, et d'un bout du monde à l'autre, de la chute du Rhin aux cataractes du Nil, si quelque chose de singulier et de dangereux a été tenté, c'est par un Anglais. Des paris extraordinaires, quelquefois même des excès blâmables sont une preuve de la véhémenence de leur caractere. Leur respect pour toutes les lois, c'est à dire pour la loi morale, la loi politique et la loi des convenances réprime au dehors leur ardeur naturelle: mais elle n'en existe pas moins, et quand les circonstances ne leur donnent pas d'aliment, quand l'ennui s'empare de ces imaginations si vives, il y produit des ravages incalculables.

On prétend aussi que le climat d'Angleterre porte singulierement à la mélancolie: je n'en puis juger, car le ciel de la liberté m'a toujours paru le plus pur de tous; mais je ne crois pas que ce soit à cette cause physique qu'on doive surtout attribuer les fréquents exemples de suicide. Le ciel du nord est bien moins agréable que celui d'Angleterre, et cependant on y est moins sujet au dégoût de la vie, parce que l'esprit y a moins besoin de mouvement et de diversité. Une autre cause rend aussi les suicides plus fréquents en Angleterre, c'est l'extrême importance que l'on y attache à l'opinion publique: dès que la réputation d'un homme est altérée, la vie lui devient insupportable. Cette grande terreur du blâme est certainement un

frein très-salutaire pour la plupart des hommes; mais il y a quelque chose de plus sublime encore, c'est d'avoir un asile en soi-même et d'y trouver, comme dans un sanctuaire, la voix de Dieu qui nous invite au repentir de nos fautes, ou nous récompense de nos bonnes intentions méconnues.

Le suicide est très-rare chez les peuples du midi. L'air qu'ils respirent leur fait aimer la vie, l'empire de l'opinion publique est moins absolu dans un pays où l'on a moins besoin de société, les jouissances d'une si belle nature suffisent aux grands comme au peuple, il y a dans le printemps de l'Italie de quoi distribuer du bonheur à tous les êtres.

L'Allemagne offre plusieurs exemples de suicide, mais les causes en sont diverses et souvent bizarres, comme cela doit arriver chez un peuple où regne un enthousiasme métaphysique qui n'a point encore d'objet fixe ni de but utile. Les défauts des Allemands sont bien plus le résultat de leurs circonstances que de leur caractere, et ils s'en corrigeront, sans doute, s'il existe chez eux un ordre politique fait pour donner une carriere à des hommes dignes d'être citoyens.

Un événement récemment arrivé à Berlin peut donner l'idée de la singuliere exaltation dont les Allemands sont susceptibles....

.... Il ne vaudrait pas la peine de s'arrêter sur un acte de démence qui peut être excusé par des circonstances personnelles dont nous ignorons jusqu'à un certain point les détails, si cet événement n'avait pas eu des apologistes en Allemagne. Le goût des écrivains allemands pour l'esprit de système se retrouve dans presque tous les rapports de la vie; ils ne peuvent se résoudre à vouer toutes les forces de leur âme aux simples vérités déjà reconnues; on dirait qu'ils veulent innover en fait de sentiment et de conduite comme dans une œuvre littéraire. Cependant la nature physique n'invente rien de mieux que le soleil, la mer, les forêts et les fleuves; pourquoi les affections du cœur ne seraient-elles pas aussi toujours les mêmes dans leur principe, quoique variées dans leurs effets? N'y a-t-il pas bien plus de vraie chaleur dans ce qui est compris par tous, que dans ces natures humaines inventées, pour ainsi dire, comme une fiction faite à plaisir?

Les Allemands sont doués des qualités les plus excellentes et des lumieres les plus étendues; mais c'est par les livres que la plupart d'entr'eux ont été formés, et il en résulte une habitude d'analyse et de sophisme, une certaine recherche de l'ingénieux qui nuit à la mâle décision de la conduite. L'énergie qui ne sait où s'employer inspire les

résolutions les plus extravagantes ; mais quand on peut consacrer ses forces à l'indépendance de sa patrie, quand on peut renaître comme nation et faire revivre ainsi le cœur de l'Europe paralysé par la servitude, alors il ne doit plus être question de *sentimentlaité* maladive, de suicides littéraires, de commentaires abstraits sur ce qui révolte l'âme, il faut imiter ces peuples forts et sains de l'antiquité dont le caractere constant, direct, inébranlable ne commençait rien sans l'achever ; ils regardaient comme aussi lâche dans un citoyen de reculer devant une résolution patriotique, qu'il le serait pour un soldat de fuir un jour de bataille.

Le don de l'existence est un miracle de chaque instant, la pensée et le sentiment qui la composent, ont quelque chose de si sublime que l'on ne peut sans étonnement contempler son être à l'aide des facultés de cet être. Qu'est-ce donc que prodiguer dans un moment d'impatience et d'ennui le souffle avec lequel nous avons senti l'amour, reconnu le génie et adoré la divinité ?—Shakespeare dit en parlant du suicide : *faisons ce qui est courageux et noble suivant le sublime usage des Romains, et que la mort soit orgueilleuse de nous prendre**. En effet si l'on était incapable de la résignation chrétienne qui soumet à l'épreuve de la vie, au moins devrait-on retourner à l'antique beauté du caractere des anciens, et faire sa divinité de la gloire, lorsqu'on ne se sentirait pas digne d'immoler cette gloire même à de plus hautes vertus.

Nous croyons avoir montré que le suicide dont le but est de se défaire de la vie, ne porte en lui-même aucun caractere de dévouement et ne saurait par conséquent mériter l'enthousiasme.

L'esprit, le courage même ne sont dignes de louange que quand ils servent à ce dévouement qui peut produire plus de merveilles que le génie. On a vu les plus habiles succomber, mais la réunion des volontés religieuses et patriotiques ne saurait faillir. Il n'y a rien de vraiment grand sans le mélange d'une vertu quelconque. Toute autre regle de jugement conduit nécessairement à l'erreur. Les événements de ce monde, quelque importants qu'il nous paraissent, sont quelquefois mus par les plus petits ressorts, et le hasard en réclame sa forte part. Mais il n'y a ni petitesse ni hasard dans un sentiment généreux soit qu'il nous ait fait donner notre vie, ou qu'il n'ait exigé que le sacrifice d'un jour : soit qu'il ait valu la couronne ou qu'il se perde dans l'oubli, soit qu'il ait inspiré des chefs-

* ——— And then, what's brave, what's noble,
Let's do it after the high Roman fashion,
And make Death proud to take us.

d'œuvre ou conseillé d'obscurs bienfaits, n'importe. C'était un sentiment généreux : et c'est à ce seul titre que les hommes doivent admirer les paroles ou les actions d'un homme.

Il y a des exemples de Suicide chez la nation Française, mais ce n'est d'ordinaire, ni à la mélancolie du caractere ni à l'exaltation des idées, qu'on peut les attribuer. Des malheurs positifs ont déterminé quelques Français à cet acte, et ils l'ont commis avec l'intrépidité, mais aussi avec l'insouciance qui souvent les caractérise ; néanmoins cette foule d'émigrés que la révolution a fait naître, a supporté les plus cruelles privations, avec une sorte de sérénité dont aucune autre nation n'eût été capable. Leur esprit est plus enclin à l'action qu'à la réflexion, et cette maniere d'être les distrait des peines de l'existence. Ce qui coûte le plus aux Français, c'est d'être éloignés de leur patrie : en effet quelle patrie ne possédaient-ils pas avant que les factions l'eussent déchirée, avant que le despotisme l'eût avilie ? Quelle patrie ne verrions-nous pas renaître si c'était la nation qui disposât d'elle ?

L'imagination se représente cette belle France qui nous accueillerait sous son ciel d'azur, ces amis qui s'attendriraient en nous renvoyant, ces souvenirs de l'enfance, ces traces de nos parents que nous retrouverions à chaque pas ; et ce retour nous apparaît comme une sorte de résurrection terrestre, comme une autre vie accordée dès ici-bas : mais si la bonté céleste ne nous a pas réservé un tel bonheur, dans quelques lieux que nous soyons, nous prierons pour ce pays qui sera si glorieux, si jamais il apprend à connaître la liberté, c'est-à-dire, la garantie politique de la justice.

Madame la baronne de Staël Holstein étant arrivée à Londres, va publier sans doute elle-même les belles réflexions sur le suicide qui sont sorties de sa plume et qu'elle avait fait imprimer à Stockholm quelque temps avant son départ de Suede ; ainsi le Rédacteur de ce Journal retire l'annonce qu'il avait faite de leur réimpression. Il se contente d'annoncer aujourd'hui qu'on retrouvera à chaque page de ce nouvel ouvrage l'imagination brillante, les pensées profondes et le style enchanteur de l'auteur de Corinne, que les séveres critiques de l'*Edinburg Review* n'ont pas hésité d'appeler récemment *the first female writer of the age.*

LETTRE

A Son Eminence, Monseigneur le Cardinal Maury, *sur son Mandement pour ordonner qu'un* Te Deum *soit chanté solennellement dans la Métropole ainsi que dans toutes les Eglises de la Ville et du Diocese de Paris, conformément aux pieuses Intentions de Sa Majesté l'Impératrice Reine et Régente.*

Eh! quoi, Mathan, d'un prêtre est-ce là le langage.
ATHALIE.

Monseigneur,

Avant de lire les mensonges que vous venez de prononcer dans cette chaire de vérité où jadis vous avez rencontré la gloire en ne cherchant que la fortune *, avant d'observer la conduite que vous avez tenue depuis l'apostasie que vous avez mendiée, avant votre chute enfin, j'étais déjà convaincu qu'il

* L'abbé Maury était répétiteur de collége, et vivait dans la misere, quand ses talents oratoires le firent connaître de l'abbé de Boismont. Ce fut ce vieux académicien, prédicateur du Roi, qui commença sa fortune en lui résignant un gros bénéfice. Destiné à le remplacer à l'académie, on assure que l'abbé Maury, plus occupé, pendant la derniere maladie de son bienfaiteur, de son discours de réception, dans lequel devait entrer l'éloge historique du défunt, que de sa mort, se pressait de lui faire des questions et de recueillir de la bouche du mourant quelques anecdotes de sa vie, lorsque celui-ci pénétrant son projet et son ingratitude, lui dit d'une voix éteinte: " Finis, l'abbé, il y a assez long-temps que tu me prends la mesure."

est un point d'élévation dans la vie d'où l'homme, que la vertu ne soutient pas, est obligé de redescendre ; mais en remarquant cette dégradation qui appartient à l'humanité, jamais l'histoire ne m'avait révélé l'excès d'humiliation auquel un cardinal, un prince de l'église romaine, pouvait arriver. Satan, précipité du ciel, conserve encore quelque dignité au fond de l'abîme ; si, comme vous, il est le plus grand des ingrats ; si, comme vous, à force d'orgueil il étouffe sa propre renommée, il menace du moins, et ne rampe pas.

Non, Monseigneur, il n'appartient qu'à vous seul, de monter et de redescendre en si peu d'années tous les échelons qui composent l'opinion et la société ; pour vous élever aussi haut, pour retomber aussi bas, il fallait cet équilibre de talents et de vices, de génie et de perversité, qui n'existe peut-être que dans votre esprit et dans votre cœur.

Mais, n'espérez pas, Monseigneur, que votre avilissement soit d'un contagieux exemple ; dans cette foule de crimes que toutes les passions des hommes ont mis en jeu, parmi ces ambitieux de toutes les especes, ces fanatiques de tous les partis, nul n'a droit de prétendre à être aussi coupable que vous. La place que vous avez choisie restera unique dans l'histoire, et si l'Europe a jamais l'honneur de reproduire un second poëte comme le Dante, un genre de supplice, inconnu à l'imagination des hommes, sera sans doute dans son enfer, la récompense que le génie décernera à l'ingratitude. Vous avez voulu atteindre aux deux extrémités de cette longue chaîne de gloire et d'infamie qui lie les temps où vous avez combattu pour la religion, aux temps où vous priez pour son persécuteur ; des derniers rangs de la société, élevé aux premieres dignités de l'église ; du poste le plus éminent où l'opinion puisse porter un homme ; de ce point enfin où l'envie ne pouvait même plus vous atteindre,

vous vous êtes précipité chargé de vingt années d'hypocrisie.

Monseigneur, il n'appartient qu'à vous, d'apprécier tout ce qu'il y a d'extraordinaire dans ce double usage de vos talents et de votre caractere; et sans doute votre amour propre pouvait seul trouver dans cette puissance de se créer une réputation et de la détruire, une jouissance qui nous est inconnue.

Mais ce qui doit nous consoler pourtant de ne pas atteindre à de pareilles combinaisons, c'est de voir votre éloquence déchoir en raison de votre égarement, vos talents s'avilir comme votre cœur, et votre esprit s'éteindre dans les ténebres de l'apostasie, encore plus vite que votre génie ne s'était allumé au flambeau de la religion.

Oui, Monseigneur, vous aviez des talents à l'époque où vous saviez en faire un bon usage. A défaut de cette éloquence brûlante que donne seule la persuasion, vous saviez, sur un terrain ferme, élever un élegant édifice. Panégyriste de St. Louis,* l'ambition de vous asseoir un jour au sein de l'académie française, vous avait donné les talents nécessaires pour charmer cette assemblée; ce qu'un orateur purement chrétien aurait pensé du plus grand des rois, du plus religieux des hommes, du plus brave des héros de ces temps presque fabuleux, vous l'avez dit, inspiré par cette soif de briller qui vous a dévoré pendant vingt années. C'est le besoin d'échapper à l'oubli pour arriver à la fortune, qui

---

* L'usage était en France, avant la révolution, de faire prononcer par quelque jeune orateur déjà célebre, le panégyrique de St. Louis, devant l'académie française le 25 d'Août. L'abbé Maury, connu par plusieurs discours oratoires, eut l'honneur d'être choisi, et ce début décida de son talent et de sa fortune.

vous a fait vous jeter, à l'époque de la révolution, dans la carriere qui vous offrait le plus de chances ; et tandis que votre conscience avait l'air d'entraîner votre génie, tout chez vous était soumis aux calculs du plus sordide intérêt. Dépourvu de cette chaleur de sentiment, de cette onction touchante qui naît de la persuasion, ne pouvant y suppléer qu'à force d'art, comment avez-vous pu vous éloigner de ces bases éternelles sur lesquelles nos grands orateurs ont bâti des monuments durables ? Prédicateur sans moralité, prêtre sans foi, ministre des autels sans piété, mais profond littérateur et écrivain éminemment habile, comment a-t-il pu vous échapper que les sentiments religieux sont les sources inépuisables de la véritable éloquence ? Est-ce vous seul, Monseigneur, qui par des combinaisons de mots, avez pu vous élever jusqu'au sublime dans cette tribune d'où je vous ai vu tonner sur une immense assemblée, parce que la religion vous prêtait momentanément ses foudres ? Ces mouvements oratoires, ces élans du génie, à qui les deviez-vous, si ce n'est à l'importance, à la vérité de vos sujets ?

Ah ! Monseigneur, quand vous planiez sur les esprits, quand vous attendrissiez tous les cœurs, votre force ne tenait pas, comme la force apparente de Samson, à un prodige ; mais comme sa force véritable, en votre confiance dans la bonté de votre cause. C'était elle qui vous prêtait le moyen de terrasser le lion, de combattre le Philistin ; ce pouvoir venait de la source de tous les pouvoirs. Celui qui vous avait donné vos talents vous les a repris, sa main s'est retirée de dessus vous, la fausse ambition a coupé le cheveu fatal, vous êtes tombé dans la faiblesse et dans l'aveuglement, et il ne vous reste, comme celui auquel je vous compare, qu'à renverser sur vous les voûtes de ce temple où vous faites régner l'impiété.

Un écrivain célebre, en consacrant un ouvrage

au Génie du Christianisme, me paraît avoir négligé le plus irrésistible de ses arguments en faveur de la religion, et cet argument c'est vous*. Il fallait, Monseigneur, qu'il vous montrât luttant à Paris contre l'infortune, sortant de l'obscurité par l'éloquence de la chaire, vous ouvrant une immense carriere, la parcourant sur les ailes de la foi, et vous élevant dans ses régions, pour en redescendre avec le titre de défenseur de l'église. Il fallait aussi qu'en rendant justice à votre esprit, à votre talent d'écrire, il fît voir à quel point les discours où vous vous êtes surpassé vous-même, doivent leur plus grande force aux vérités religieuses. Vous suivant dans cette route où si rarement la fortune sert d'escorte à l'honneur, il fallait que le chantre du Génie du Christianisme, conduisît son vigoureux champion aux pieds d'un des plus grands papes qui aient honoré la chaire de Saint Pierre,† qu'il montrât l'orateur sacré, l'écrivain fleuri représentant le chef de l'eglise, auprès du chef de l'empire Germanique,‡ et quand il aurait expliqué tous ces pro-

---

* M. de Châteaubriant, en faisant voir dans son Atala, tout ce que la religion peut donner d'éloquence à un prêtre simple, à un missionnaire rempli de foi, a sans doute produit un grand effet; mais s'il avait fait voir jusqu'où les vérités sublimes de l'évangile peuvent élever un orateur sans principes, peut-être aurait-il donné une preuve plus convaincante des ressources que les écrivains ont trouvées et trouveront toujours dans le génie du christianisme.

† L'abbé Maury, en quittant l'assemblée nationale, fut appelé à Rome par Pie VI, qui lui donna le chapeau de cardinal, l'évêché de Montefiascone, et le combla de bienfaits; le grand Pape fut mourir quelques années après dans la captivité à Valence, convaincu mais trop tard, qu'il n'avait fait qu'un ingrat.

‡ Au couronnement de l'Empereur Léopold en 1792, l'abbé Maury eut l'honneur d'être nonce du Pape à Francfort sur le Mein.

diges, il fallait qu'il ajoutât : "Tant d'honneurs et de renommée n'ont été obtenus que pour la défense de cette religion, type sacré de tous les genres de beautés, source où le génie puisa Polyeucte, Athalie, Esther, et où l'apostat qui déshonore l'église, qui l'avait tant honoré, trouva le talent qu'il a perdu ; redescendez des hauteurs où vous l'avez perdu de vue dans le temps de sa gloire, pour le suivre dans ce bourbier où il s'enfonce chaque jour, voyez son éclat s'effacer à mesure que son caractere s'avilit, et convenez, en comparant l'appui du trône, le protecteur des lois, le défenseur de la foi, au courtisan méprisé, à l'archevêque schismatique, au cardinal impie, que le génie du christianisme pouvait seul enfanter de pareils miracles."

Mais, Monseigneur, si vous avez servi la religion, sans jamais avoir été religieux, c'est pourtant la force des grandes et primitives idées que vous aviez à défendre, qui seule vous a soutenu. La justice de votre cause vous poussait majestueusement sur cet océan de lumieres ; malgré vous, elle enflait vos voiles, gouvernait votre pensée, et vous faisait braver les écueils sur lesquels votre faux orgueil est venu depuis se briser.

Que des autorités auxquelles vous ou votre mémoire serez obligés de vous soumettre un jour, condamnent votre conduite scandaleuse ; que l'église à laquelle vous appartenez, vous juge ; qu'elle vous range parmi ses prélats égarés, qui, après avoir attiré sa confiance, ont déchiré son sein, je vous livre à ses censures ; c'est au panégyriste de Saint-Louis, c'est au membre élu deux fois par l'académie française, que je veux essayer de prouver, combien la dépravation dans les sentiments éteint le goût, étouffe le génie, et à quel point les talents s'affaiblissent, à mesure que le caractere se dégrade.

Non, Monseigneur, pour l'honneur de la vérité, l'éloquence n'appartient pas à l'esprit, elle

est l'appanage de l'âme et sa plus noble faculté. L'émotion que vous éprouviez en montant à la tribune de l'assemblée nationale, la certitude d'y être l'espoir d'un parti, l'étonnement de l'autre, le murmure flatteur des échos de l'Europe retentissant à vos oreilles, la religion qui agrandissait vos pensées, tout contribuait à vous exalter. Persuadé de la fécondité du sol que vous aviez à labourer, vous semiez dans ce champ d'honneur, sûr d'y récolter l'estime et les dignités: mais aujourd'hui quelle différence ! attaché au char d'un tyran, courbé sous le joug, agenouillé comme le chameau qui attend son maître, c'est dans l'église de Notre-Dame, qu'il vous faut vous adresser à un peuple, qui déjà plusieurs fois vous y a accablé de ses mépris. La vérité est devant vous, et vous n'osez ni la consulter, ni l'entendre ! le sanctuaire de la religion est ouvert, et vous détournez les yeux; ce n'est pas pour instruire, pour prier au nom de celui qui console, que vous allez parler, c'est pour flatter, pour tromper au nom de celui qui persécute. En vain les peres de l'église vous offrent, selon l'usage consacré, les expressions pieuses qui doivent servir de texte à vos onctions pastorales ; ce sont les paroles du tyran que l'adulation vous ordonne de préférer, et les premiers mots que vous prononcez dans la chaire de la religion et de la vérité, sortent de la bouche de l'impiété et du mensonge.

Confondant tous les genres, parce qu'on n'a plus de régulateur quand on n'a plus de conscience, vous parlez *d'oracle accompli*, dans un lieu où on ne prononça jamais le nom sacré de prophétie que sur les autorités tirées des saintes écritures, et vous osez faire voir *votre auguste monarque soutenu par la protection éprouvée du ciel* présentant ses espérances à la nation *sous une garantie de vingt années de triomphes*, quand vous ne pouvez ignorer que le cours de cette prospérité vient d'être inter-

rompu par des désastres sans exemple. Qui peut vous avoir donné l'audace d'avancer que la réputation de l'idole à laquelle vous sacrifiez dans le temple du vrai Dieu, *efface toutes les réputations de l'histoire* ? Est-ce Alexandre vainqueur de Darius, César, Charlemagne, Frédéric-le-Grand, que vous mettez au dessus de l'homme qui n'a rapporté d'une campagne commencée à la tête d'un demi-million de soldats, que le désespoir de les avoir perdus, et la honte de les avoir abandonnés ? *

Quand vous étiez l'organe de la vérité, quand la pureté de vos intentions vous servait de guide, vous n'auriez pas, Monseigneur, avancé les absurdités qui vous échappent dans ce mandement qui rappelle les homélies de l'Archevêque de Grenade, et votre défaut de goût ainsi que votre esclavage ne se seraient pas trahis à chaque pensée. Vous aviez trop d'adresse alors pour parler légérement des Russes, précisément à une époque qui a mis le comble à leur gloire ; vous n'auriez pas avancé, sans savoir s'il y a le plus léger fondément à cette assertion, que ces braves troupes, *en se mettant à la solde des Anglais, ont cru que votre Empereur ne parviendrait jamais à réorganiser son armée*, parce que vous auriez senti que ce ne pouvait être que l'opinion absolument contraire, qui les aurait déterminés à prendre de grandes précautions pour continuer la guerre. Le bon sens vous aurait dit de ne pas rassembler dans un court espace des

---

* Doulcet de Pontécoulant, préfet de Bruxelles, chargé de haranguer Buonaparté, il y a déjà sept ou huit ans, ne trouva d'autre moyen que de lui immoler la réputation politique et militaire de César, de Charlemagne et de Charles Quint; le cardinal Maury a été plus expéditif, et sans s'arrêter aux détails, il a mis aux pieds de son héros *toutes les réputations de l'histoire.*

expressions qui se détruisent, de ne pas parler de *la température glacée d'un pays qui n'a fait que suspendre le cours de vos victoires*, et de cette *réorganisation* rapide que votre Empereur est *parvenu* à faire en quatre mois. Un pareil mot ne serait point échappé jadis à votre plume, ou du moins un aveu aussi humiliant n'aurait pas été se noyer dans un océan de phrases boursoufflées, et vous n'auriez pas imité, dans un discours oratoire, le style de ces bulletins devenus aujourd'hui votre évangile. *

Vous étiez vrai, Monseigneur, quand vous serviez la cause de la vérité, et si vous aviez lu alors une déclaration aussi noble, aussi franche que celle que le maréchal Prince Kutusoff a faite au nom de son maître en passant la Vistule, vous n'auriez pas dit, *ils se sont flattés de nous chasser de l'Allemagne, de transporter même le théâtre de la guerre sur notre ancien territoire, si nous refusions de subir les lois que leur arrogance viendrait nous intimer sur les bords du Rhin*, parce que votre conscience vous aurait crié qu'ils ont dit précisément tout le contraire. Mais quand on se passionne de sang-froid, on entasse des expressions sans consistance. Que veut dire ce rêve de gloire finit à l'instant *du réveil et du désenchantement* dans les plaines de Lutzen ? prétendez-vous faire croire à vos Parisiens que vous ne savez pas lire un bulletin, même aussi bien qu'eux ? et celui de Lutzen en servant de texte à un discours qui a cessé d'être religieux en passant par votre bouche, vous donne-t-il le plus léger prétexte de parler de *désenchantement et de réveil* ?

---

* Les Français qui ne sont pas tous des abbés Maury, commencent par croire à leurs bulletins et finissent par s'en moquer ; et le reste de l'Europe, malheureusement, commence par s'en moquer et finit par y croire !

Vous étiez plus adroit, Monseigneur, quand vous attaquiez autrefois des questions délicates. Votre mémoire, votre vaste érudition se développaient avec adresse, soit que vous essiez à peindre ce temps chevaleresque, caractere du siecle de St. Louis, ou cette rusticité féodale des cours d'Anne de Bretagne et de Charles VIII*; vous ne confondiez pas les saisons, les degrés de latitude, les climats, pour dire : " *l'âpreté d'une saison précoce avait triomphé de notre armée, toujours victorieuse dans ces lointains et horribles climats*"; vous vous seriez souvenu qu'un froid rigoureux à Moscou *au mois de Novembre*, n'est point le fruit d'une saison précoce; vous vous seriez gardé de rappeler un désastre horrible arrivé à vos armées toujours victorieuses, et d'imprimer sur votre discours le cachet de l'ignorance.

Mais où sont ces *quatre mois de prodiges d'un côté, et d'illusions de l'autre*, dont vous parlez, si ce n'est dans la campagne de 1812, dont vous n'avez pas l'adresse d'écarter l'attention ? Les quatre mois de prodiges pour la France en 1813, ne sont que des mois d'aveuglement qui lui couteront encore bien cher; c'est pendant ces quatre mois où la tyrannie a exigé plus qu'elle ne pouvait espérer†, où la

---

* Un des plus beaux discours du cardinal Maury à l'assemblée nationale, fut celui qu'il improvisa sur la réunion de la Bretagne à la couronne de France, et sur les privileges confirmés à cette province par le contrat de mariage de la duchesse Anne.

† La maniere dont les nouveaux dons patriotiques viennent d'être obtenus, mérite d'être connue. A l'arrivée du déserteur de l'armée du Nord à Paris, tous les préfets des cent cinquante départements reçurent la lettre suivante: " Sa Majesté impériale et royale ayant su que l'intention " des habitants du département de.... était de lui offrir " cinq cents chevaux montés et tant.... de différents usten-

faiblesse a donné plus qu'elle ne pouvait accorder, que les malheureux Français, consultant l'espece de courage qui leur reste, se sont précipités par lâcheté, dans cette carriere où il est de leur destinée d'entrer toujours avec désespoir, et de sortir souvent avec gloire ; (*la treve de l'hiver*) n'a rien réparé, car pendant cette saison, on ne vous a point accordé de treve, à moins que, surpassant l'adulation de tout ce qui rampe aux pieds de votre maître, vous n'admettiez que la campagne de 1812 a fini avec sa désertion de l'armée, ou que vous oubliez que les quatre mois *d'illusion* des Russes ont été employés, après avoir passé sur les corps de vos phalanges toujours victorieuses, à venir des bords du Niémen jusques aux rives de l'Elbe.

Vous parlez de *sacrifices volontaires et d'un noble dévouement*, quand vos journaux sont remplis de moyens pour échapper à la conscription, à la tyrannie ! Ah ! Monseigneur, comparez votre dévouement et vos sacrifices avec ceux de plusieurs gentilhommes de ce pays barbare où l'honneur et le patriotisme ne sont soumis à aucun calcul humain ; vous y verrez d'un côté des Soltikoff, des Demidoff,

---

" nies de campagne, vous aurez à leur en témoigner sa gra-
" titude, et à faire rendre le tout sous un mois au dépôt qui
" vous sera indiqué." Les préfets, abasourdis d'une pareille lettre, n'eurent qu'à écrire la suivante à tous les principaux habitants et gros propriétaires de leurs arrondissements : " Monsieur, Sa Majesté impériale et royale ayant
" été informée de votre désir de lui offrir deux chevaux de
" votre écurie, et d'envoyer votre troisieme fils à l'armée, les
" deux premiers y étant déjà, elle me charge de vous dire,
" qu'elle approuve votre dévouement, et que vous ayez à
" faire parvenir la totalité de vos offres, dans la ville de. . . .
" district de..... avant le..... du courant : sur ce, elle
" prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde."

des Momonoff* levant des régiments entiers à leurs frais, et de l'autre un prince de l'église, un archevêque de Paris, un membre du sacré collége, vous enfin, tirant à regret quatre mauvais chevaux de vos écuries pour les immoler sur l'autel de la patrie.

Non, Monseigneur, *Dieu n'a point souffié, après la bataille de Lutzen, sur cet amas d'ambitieuses chimeres*, et ce ne sont pas des nuages de poussiere, que vous avez eu à combattre à Bautzen, à Weissig, à Wurtzen ; ils ne sont point humiliés ces *conquérants imaginaires*, et ils n'ont point compté légérement sur votre déshonneur en vous chassant de leur patrie ; c'est une conquête bien positive que celle d'anéantir une armée formidable, et d'en poursuivre les débris pendant quatre cents lieues ; les cendres des cadavres de trois cents mille Français servent depuis Moscou jusques à Varsovie à tracer la route de ceux que l'on peut appeler à bon droit *les conquérants imaginaires* ; et la fécondité de ces champs attestera encore pendant vingt récoltes la confiance aveugle des malheureux Français, ainsi que la présomption de leur conducteur.

Rendez grâces au Dieu des armées ; appelez votre peuple dans son temple, prosternez-vous à ses pieds, non pas pour célébrer vos victoires, pour

---

* Le comte de Soltikoff, fils du maréchal de ce nom, mort depuis à la fleur de son âge, a levé un régiment de hussars, dont les chevaux ont été tirés de ses haras ; et M. le chambellan Demidoff un régiment d'infanterie, ainsi que le jeune comte Momonoff ; ce dernier, âgé de vingt-trois ans, obéissant au plus noble mouvement de patriotisme, écrivit à l'Empereur Alexandre pour lui offrir la totalité de sa fortune jusqu'à la fin de la guerre, ne se réservant que dix mille roubles par an sur plus de deux cent mille, et demandant, n'ayant point été jusqu'à ce jour militaire, à servir comme sous-lieutenant dans son propre régiment.

y proclamer vos mensonges, mais pour y demander pardon de vos fautes ; complices de celui qui, sans vous, n'aurait pas la puissance de mal faire, pleurez les crimes qui désolent le monde, pleurez l'Espagne en feu, Moscou en cendres, Sarragosse ensevelie sous ses ruines, l'Allemagne dévastée, l'Italie spoliée, la Hollande désolée, la France, la France bien plus malheureuse encore que coupable, étouffant ses sanglots, cachant ses larmes ou plutôt pleurant en silence les enfants qu'elle a perdus. Si à la place des actions de grâce que vous avez eu ordre de rendre au Tout-Puissant, afin d'en imposer davantage au peuple, vous aviez eu dans cette même chaire, à retracer les malheurs du peuple de Dieu, la captivité de Babylone, Sedécias dans les fers, l'impie triomphant, c'est-alors que retraçant ce que vous avez sous les yeux, ce que vous entendez à toute heure, vous auriez pu remonter à ces hauteurs dont vous êtes tombé pour jamais ; c'est en faisant le tableau des miseres d'un peuple repentant et fidele, que vous auriez repris ces routes faciles, ces sentiers fleuris que vous suiviez autrefois, tandis que dans les déserts arides où il vous faut aujourd'hui errer, il ne vous reste que des faux pas à faire, du moment où la religion ne marche plus devant vous*.

En annonçant *vos triomphes encore plus désirés, aux sages qui savent juger de l'avenir par le présent et lire d'avance dans les grands événements toutes les pages glorieuses qu'ils promettent à l'his-*

---

* Rien ne prouve mieux cet argument en faveur de la religion que le mandement qu'on refute. . . . Du moment où le cardinal Maury reprend, comme par hasard, le langage d'un orateur sacré, il part de sa plume quelques-uns de ces traits que la flatterie a bientôt émoussés.

toire, vous semblez oublier, ministre du Seigneur, que les sages ne voyent dans l'avenir que les décrets de la providence, et que si cette providence paraît s'endormir en continuant de châtier l'Europe, son réveil, pour être différé, n'en sera pas moins terrible. Evitant, pour ne flatter que *le fléau de Dieu*, de parler de Dieu lui-même dans son propre temple, vous oubliez à quoi tiennent les destinées des empires ; au lieu d'appeler à vous l'évangile, au lieu d'invoquer ces peres de l'église vos premiers maîtres, vos premiers modeles et les guides de vos premiers talents, sur quelle phrase misérable êtes-vous obligé de vous traîner ? Quelle abnégation de vous-même, vous a-t-il fallu faire pour immoler l'orateur au courtisan, l'académicien à l'aumônier de la cour, et descendre jusques à répéter les expressions ridicules de la proclamation du 3 Mai par Napoléon à ses soldats, *nous rejetterons ces Tartares dans leurs affreux climats*,* et vous êtes obligé dans un discours où vous semblez courir après votre premiere éloquence, de confondre les Russes, peuples vainqueurs des Tartares il y a trois siecles, avec ces mêmes Tartares chassés de leurs états presqu' avec autant de pertes et d'ignominie que *vos armées toujours victorieuses*.

Si les Russes ont cru, Monseigneur, que vous

* Les Tartares ayant vaincu les Chinois et s'étant principalement établis dans ce vaste empire, il s'en suivra, d'après les chroniques françaises et le dire du grand historien Napoléon, que l'on certifiera un jour, qu'en l'an du Seigneur Mil huit cent douze, une invasion des Chinois se croisa à Moscou avec une invasion des peuples de l'ouest de l'Europe, que les Russes (que cela n'intéresait presque pas) ne se mêlerent pas de cette affaire, et que ce furent les Tartares de l'Asie qui, dignes enfants des Huns leurs ancêtres, chasserent les descendants des Gaulois. Si les peuples de l'antiquité avaient eu des bulletins, voilà pourtant comme l'on serait écrite l'histoire !

ne parviendriez jamais à réorganiser une armée, que devient cette apostrophe brillante, dans laquelle vous vous écriez tout à coup : "*Puissances* " *ennemies de la France, vous avez dénombré nos* " *légions, vous avez calculé toutes les armes qui* " *les composent, mais vous avez oublié d'apprécier* " *le génie extraordinaire de leur Chef :*" cette dernière expression, toute politique qu'elle soit dans votre bouche, ne valait pas la peine de vous contredire vous-même ? Dans votre bon temps vous n'écriviez pas ainsi, la vérité liait toutes les parties de votre discours ; mais alors vous n'aviez qu'un but, vous l'apperceviez dès votre entrée dans la carrière et ce n'était pas dans les ténèbres de la honte, que vous avanciez à tâtons. Encore une fois, Monseigneur, souffrez que je vous rappelle avec quel soin, que si vous aviez eu à défendre une mauvaise cause, vous auriez évité ce qui pouvait y nuire, et combien vous vous seriez gardé de dire, en parlant de votre héros, que *dans ses marches il est toujours à la tête de ses victorieuses phalanges.** Plus adroit, vous n'auriez pas, par cette exagération, ramené la pensée sur cette fuite scandaleuse, où votre Empereur échappant à la surveillance de ses généraux et à la fureur de son armée, loin d'être à la tête de ses phalanges victorieuses, s'enfuyait avec son complice dans un seul traîneau. Plus prudent, surtout plus modeste, vous vous seriez souvenu que les voûtes de ce même temple avaient retenti jadis des éloges des Condé, des Turenne, et vous auriez rougi d'entendre leurs

* Quand on parle en France des horreurs de la révolution, on vous dit, taisez-vous, nous avons oublié tout cela. Il en est de même de l'armée de 1812 ; si vous en demandez des nouvelles, on ne vous répond rien ; on vous montre sur la carte où sont en 1813, les phalanges victorieuses. Tuons toujours, disait Barrere ; il n'y a que les morts qui ne reviennent pas pour se plaindre.

échos répéter des louanges semblables, quand il s'agit d'hommes, qui sont si peu semblables entre eux.

Les Russes ne sont pas encore persuadés, Monseigneur, *sur la foi de leurs précédentes défaites, qu'obliger votre héros de se défendre, c'est l'appeler à la victoire ;* ils ont des preuves du contraire. Sans parler de Borodino, où vous n'avez pas plus couché sur le champ de bataille qu'à Lutzen, il me semble que Kowno, Krasnoy, la Berezina, Polotsk et cent combats que je pourrais vous citer, réclament un peu contre cette assertion mise en avant avec votre confiance ordinaire. L'expression de *précedentes defaites* est aussi maladroite que fausse, tout ce qui a précédé Lutzen est une suite non interrompue de victoires, mais êtes-vous le maître de choisir vos expressions ? Non ! le tyran ordonne, la terreur dicte, et l'esclave écrit.

Quand vous improvisiez, Monseigneur, dans cette tribune aux harangues où vous avez allié tant de fois la force des expressions avec la sévérité du goût, vous ne disiez pas, qu'avec *une promptitude et une sûreté de jugement, on savait improviser une bataille*, vous dédaigniez ces misérables jeux de mots, ce néologisme, fruit de l'arridité des temps où la religion a été chassée des domaines de l'éloquence ; et les nobles pensées qui vous absorbaient, ne vous laissaient pas le loisir de ramasser ces bluettes indignes d'un écrivain tel que vous.

Monseigneur, en votre qualité de membre de l'académie, permettez-moi de vous demander, qu'est-ce qu'une *infériorité de cavalerie qui éclaire tout à coup une pensée d'une illumination soudaine?** Vous

* La phrase n'est pas absolument ainsi, on a rapproché deux membres plus éloignés, mais qu'on la lise dans le texte et l'on verra que le mot infériorité est le nominatif du verbe éclairer, dont pensée est le régime, ce qui fait un double galimathias.

faites une phrase inintelligible, et vous citez Bossuet, vous invoquez, pour ainsi dire, son ombre, et vous ne tremblez pas qu'elle n'apparaisse devant vous. Ah ! si l'aigle de Meaux qui se montra inflexible envers le cygne de Cambrai, se présentait tout-à-coup devant cette chaire où vous louez tout excepté Dieu, que n'aurait-il pas à vous dire ? Prédicateur, il vous reprocherait l'indigne usage que vous faites de la parole sacrée ; sujet fidele, il vous demanderait quel est l'usurpateur dont vous osez défendre les prétendus droits ; prince de l'église, il vous accablerait de ses foudres, et honnête homme de son mépris.

Oui, Monseigneur, *l'histoire recueillera le résultat mémorable d'une combinaison que le génie militaire a suggérée:* mais qu'elle en parlera différemment de nous ! Elle ne croira plus aux modernes fables de l'Egypte, elle renverra les bulletins de l'armée du Caire au rang des hiéroglyphes de Memphis, les batailles des Pyramides seront en ruines comme ces vastes tombeaux. Les faits parleront, et parleront seuls quand toutes les passions rentreront dans le silence ; la France dépeuplée, l'Europe couverte de débris, feront l'éloge de vos héros, comme les ruines de Rome et d'Athenes attestent encore l'ignorance des Vandales et la cruauté des Goths.

Quoi, Monseigneur, *vous êtes transporté d'admiration devant l'homme extraordinaire qui éleve votre empire à un prodigieux degré de puissance et de gloire,* et c'est sans rougir que vous le dites à des Français ! Vous êtes ministre des autels, archevêque de Paris, et vous préférez avoir l'air de croire à la prospérité de vos bulletins plutôt qu'à la misere de vos paroisses. Vos temples retentissent des gémissements et des prieres de ces malheureuses meres qui ne reverront plus leurs fils, de ces vieillards qui ont perdu les soutiens de leur existence ; les portes de votre palais sont encombrées de pauvres qui, sous vos vertueux prédécesseurs, y trouvaient

toujours un asile, et vous parlez de gloire et de puissance! Vous est-il permis d'ignorer cet état de fausse prospérité dans lequel vos journalistes, vos préfets, les rapporteurs de vos conseils, vous-même avez ordre de montrer la France? Si vous n'avez pas parcouru les provinces où l'agriculture est sans bras, le commerce sans ressort, les peres sans enfants, les jeunes filles sans époux, descendez de cette tribune et entrez dans les masures qui vous environnent, pour jouir de la vraie gloire, de la vraie puissance du tyran que vous encensez.* Quand on est dans la chaire de la vérité, ce n'est point aux grands, aux heureux du monde qu'il faut étaler les faveurs de la fortune; c'est aux malheureux, aux infirmes qu'il faut porter la consolation et l'espérance. Paraphrasez moins ces bulletins pompeux, songez davantage aux maux dont ils sont la cause, et ne vous étonnez plus qu'un mortel puisse surmonter tant d'obstacles, *suffire à tant de devoirs, allier tant d'activité à tant de prévoyance, tant de sagesse à tant d'impétuosité, tant d'étendue dans toutes les conceptions à tant de vigilance dans les détails*, quand les *résultats* de *tant* de victoires, d'alliances, de provinces conquises, de royaumes réunis, est la dépopulation, la misere et le désespoir.

Enfin, Monseigneur, après avoir satisfait le besoin de ramper devant l'homme, avant de vous humilier devant Dieu, pour la premiere fois, vous osez invoquer la religion dans son temple; *c'est la religion seule*, dites-vous, *qui, en ralliant tous les intérêts des souverains et des sujets, des riches et des*

* Il y a long-temps qu'on n'ajoute plus aucune foi en France, à ces tableaux de prospérité sans exemple, fabriqués tous les ans dans les bureaux du comte de Montalivet, mais on y croit partout ailleurs, parce que haïr un pays et le connaître sont deux choses qui malheureusement ne se ressemblent pas du tout.

pauvres, assure la véritable pompe des fêtes nationales &c. . . . . sans elles, rien n'est solennel, rien n'est vraiment populaire, rien ne réunit la multitude en une seule famille ; mais à qui adressez-vous un pareil discours ? Est-ce la religion ou la politique qui appelle dans votre métropole cette cour que vous avez sous les yeux ; quels droits a-t-elle à remercier la providence, elle qui, l'ouvrage du hasard, n'a jamais réclamé que lui ? Quand Aaron égaré et coupable encensait comme vous le veau d'or, il n'avait pas l'audace d'invoquer le vrai Dieu, qui, pendant ce temps, révelait sa foi à Moïse ; en transgressant la loi, il se gardait d'en rappeller les tables, il ne réunissait pas l'audace à l'impiété.

C'est la religion seule qui rallie les intérêts des sujets fideles et des souverains légitimes : mais entre un souverain comme le vôtre et des sujets tels que vous, il n'y a qu'un pacte, celui que l'ambition fait avec la fortune, et d'autres liens que ceux qui attachent au succès. Votre empereur est votre maître, mais votre maître n'a jamais été votre souverain ; l'univers est à ses pieds le lendemain d'une victoire ; à peine lui reste-t-il un serviteur le lendemain d'une défaite. C'est entouré de courtisans couronnés qu'il traverse l'Europe quand cinq cents mille soldats marchent derriere lui, et qu'il vole à des conquêtes ; mais c'est un seul homme qui l'accompagne quand il vient d'être vaincu.

Les hommes ne sont jamais en parfaite communauté de sentiments et d'intérêts que dans les temples, dites-vous. . . . Oui, quand ils y sont réunis par la foi, quand ils s'y dépouillent des intérêts de ce monde, pour ne songer qu'à ceux d'un avenir auquel ils croyent; mais dans cette assemblée aux vertus de laquelle vous proportionnez vos talents et votre langage, où sont dites-moi, les fideles auxquels vous vous adressez ? Jettez les yeux sur *ces grands* qui vous vous écoutent, lisez dans les yeux de ces ambitieux qui

vous regardent; non-seulement vous fatiguez chacun d'eux des louanges de celui qu'ils détestent, mais vous l'importunez par le récit mensonger d'une victoire qui ne sert qu'à prolonger ses maux. Que voit-il dans le passé? des crimes dont il a recueilli le fruit; dans le présent que voit-il? d'autres crimes qui le font trembler pour ce qu'il possede; et dans l'avenir, encore des crimes qui le dépouilleront de tout ce qu'il a acquis à travers tant de dangers*.

Quand dans un discours pastoral on ambitionne d'être plutôt littérateur que chrétien, il faut avoir du moins le goût assez pur pour n'admettre qu'une seule théologie, et l'on n'invoque point St. Paul après avoir invoqué Napoléon. Il n'appartient qu'à vous et au chantre du poëme de la guerre des Dieux, votre digne collegue à l'académie française d'aujourd'hui, de mettre ainsi le disciple de tous les vices en présence de l'apôtre de toutes les vertus, et d'adorer Baal dans le temple du Dieu d'Israël.

Mais je laisse, Monseigneur, *la grande âme* de votre grand empereur *jouir des délices de votre amour*, il n'a pas besoin *de vous entendre, d'être témoin de tous les sentiments qu'il vous inspire*, il vous devine; son cœur est fait pour juger le vôtre, et son talent est de vous avoir mis dans une situation où il soit sûr de vous. En vous confiant le premier siége de son empire, la place la plus délicate à occuper, en vous abandonnant, pour ainsi dire, la direction des consciences de la capitale, il a dû mesurer votre mérite révolutionnaire à l'importance du poste

* Il y a long-temps que Paris ne prend plus aucun intérêt au succès de toutes ces guerres; ce qu'on y désire, c'est la paix, ce qu'on y craint, c'est ce qui tend à l'éloigner, fût-ce une défaite ou une victoire, peu importe.

qu'il vous donnait ; pour vous asseoir à la tête du clergé de ses états, il fallait que vous fussiez l'ecclésiastique le plus égaré, le sujet le plus ingrat, le cardinal le plus rebelle, le chrétien le plus loin de toutes les routes de la foi. Vous avez bien des talents, mais vous aviez manqué votre but, s'il avait pu trouver un plus coupable. En trahissant l'église gallicane, le Pape, le sacré collége, le corps des évêques, en déjouant tous les honnêtes gens de l'univers, vous vous étiez précisément mis à la hauteur où il devait vous chercher et vous prendre. Une faute, une ingratitude, un vice de moins et mille prétendants avaient des droits au-dessus de vous ; mais si vous aviez des compétiteurs dans cette carriere nouvelle, comme dans la premiere que vous avez parcourue, il vous appartient de n'avoir jamais eu de rivaux*.

Ah ! Monseigneur, quel touchant spectacle que de vous voir, nouveau Mardochée, instruire cette seconde Esther dont les larmes ne sauveront point un jour son peuple des fureurs d'un autre Assuérus ! qu'on lui fasse dire, que la *conservation de son époux est aussi nécessaire au bonheur de l'empire qu'au bien de l'Europe*, on ne peut pas s'opposer à une pareille naïveté, on n'a que le droit de sourire ; mais quand on lui fait ajouter que ce *grand homme* est pareillement *nécessaire à la religion qu'il releve, qu'il est appelé à raffermir, et dont il est le protecteur le plus sincere*, alors il faut se hâter de la plaindre pour éviter de la blâmer..... Pour vous, Monseigneur, vous pouvez la louer,

---

* En parcourant la liste des prétendants au premier rang de félonie dans tout le cours de la révolution, il aurait été permis d'hésiter. L'ingratitude de l'abbé Maury envers le Pape Pie VI, a emporté la balance ; il n'y avait que le serpent qui mord le sein qui vient de le rechauffer, qui pût lui disputer une pareille couronne.

parler de ses douces vertus, de ses principes religieux, vos louanges n'attireront point sur cette malheureuse princesse, un mépris que je réserve pour vous ; je professe depuis long-temps respect ou pitié pour les victimes de la politique, et les statues mutilées des Dieux reçoivent encore mes hommages. N'eût-elle dans les veines qu'une seule goutte d'un sang précieux, elle suffirait, non pour calmer mon indignation, mais pour arrêter ma plume, et si pour vous atteindre, il faut encore la toucher, je préfere vous livrer à la posterité, à vos contemporains, à vous-même, plutôt que de continuer à vous combattre avec vos propres armes*.

Mais c'est assez reprocher à votre esprit des torts qui n'appartiennent qu'à votre cœur. C'est parce que vous avez dégradé votre existence politique, que vos talents se sont évanouis ; les mêmes conceptions, les mêmes pensées, la même élévation dans les idées renaîtraient, si vous étiez dans cette sphere d'estime et de considération dont vous êtes sorti ; car soutenu par l'opinion, proclamé par la gloire, tout se ressentirait dans votre discours de cette exaltation de l'âme qui nécessairement agrandit les idées ; au lieu de cela, jugé même avant d'avoir parlé, par un peuple, qui s'il obéit par nécessité, ne pardonne pas à ceux qui sont venus partager son esclavage, courbé devant une cour dont vous

---

* Nous ne citerons plus qu'une seule phrase, c'est la derniere. Il fallait bien, comme de raison, qu'un cardinal courtisan terminât son discours par un trait de flatterie envers la régente. *Tant de qualités brillantes sont encore embellies sous le diadême par une piété aussi exemplaire que mesurée, et par l'attrait de ces douces vertus d'autant plus propres à faire aimer ses principes religieux, qu'elles invitent à l'imitation sans forcer l'estime à l'hypocrisie.*

Il est assez remarquable que le mandement du cardinal Maury finisse par le mot *hypocrisie* et lui serve sans qu'il s'en doute de signature.

connaissez les vices, forcé de flatter des grands dont vous partagez la bassesse, condamné enfin à louer un tyran dont la faveur vous flétrit, et n'ayant à choisir qu'entre le mensonge et l'adulation, votre mandement n'est que ce qu'il peut être.

Les matieres électriques sortent de la terre, mais la foudre ne tombe que du ciel. Ce n'est pas dans la chaire de l'église de Notre Dame de Paris, devant des philosophes sans religion, des princes sans noblesse, des courtisans sans mœurs, un peuple sans piété, qu'un orateur sacré peut retrouver la parole divine: il est des bornes que l'imagination ne saurait franchir, et la vertu, plus qu'on ne pense, a un trône inaccessible. Mais si au lieu d'être un prélat coupable, un prêtre réprouvé, un apostat de l'église gallicane, vous vous fussiez trouvé tout-à-coup transporté dans le temple d'un peuple religieux et fidele, au milieu d'une cour digne de servir de cortége à des souverains adorés, vous adressant à la beauté, à la vertu, à la modestie couronnées; c'est alors que, purifié par l'atmosphere qui vous aurait environné et rendu à votre gloire, loin de remercier le Dieu des armées, de fermer momentanément les yeux sur des crimes, vous auriez célébré sa bonté, étalé ses bienfaits, exalté sa toute-puissance, et, comme un autre Moïse, les mains levées vers le Dieu d'Israël, vous auriez dit: "Le Seigneur a sauvé le peuple qui a cru en sa miséricorde; à sa voix la mer s'est soulevée, les vagues sont restées suspendues; mais sa justice les a enfin laissé retomber, et les phalanges de Pharaon sont restées englouties sous les flots"

L. M. D. L. M. F.

Les débats du Parlement relativement au Traité de la Suede avec la Grande Bretagne, ne nous laissent point de place dans ce cahier pour un Résumé Politique. Nous donnons les derniers bulletins français. On y verra avec peine l'armistice conclu entre l'armée alliée et l'armée française. Comme nous ignorons encore les motifs qui ont pu décider les alliés à signer en Silésie un acte semblable avec l'infame Caulaincourt, après que Kutusoff en eût refusé un au roi de Naples devant Moscou, en disant que la guerre ne faisait que de commencer, nous ne ferons aucunes conjectures, nous ne nous permettrons aucunes observations ameres sur cet événement inattendu et affligeant. Nous ignorons aussi la part que le beau-pere peut y avoir eue en menaçant les belligérants de sa grande armée de Bohême.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur le décret qui suit l'armistice et dont aucun papier anglais n'a encore fait mention. C'est le plus dégoûtant, le plus insolent charlatanisme : mais ces mensonges, tout impudents qu'ils sont, font leur effet. La moitié de l'Allemagne croira qu'il marche effectivement douze cent mille hommes contre elle.

On observera avec surprise que dans cet armistice, il n'est pas question le moins du monde de l'armée suédoise. On remarquera aussi qu'il ne porte que la signature d'Alexandre Berthier, et non point celle d'Alexandre premier. Nous regardons comme une chose très-probable qu'il n'a pas été ratifié par les souverains alliés.

DERNIERS BULLETINS FRANÇAIS DE LA NOUVELLE GRANDE ARMÉE.

S. M. l'Impératrice-Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de l'armée, en date du 30 Mai 1813.

Un convoi d'artillerie d'une cinquantaine de voitures, parti d'Augsbourg, s'est éloigné de la route de l'armée, et s'est dirigé d'Augsbourg sur Bayreuth : les partisans ennemis ont attaqué ce convoi entre Zwickau et Chemnitz, ce qui a occasionné la perte de 200 hommes et de 300 chevaux qui ont été pris, de sept à huit pieces de canon, et de plusieurs voitures qui ont été détruites ; les pieces ont été reprises. — S. M. a ordonné de faire une enquête pour savoir qui a pris sur soi de changer la route de l'armée. Que ce soit un général ou un commissaire des guerres, il doit être puni selon la rigueur des lois militaires, la route de l'armée ayant été ordonnée d'Augsbourg par Wurzbourg et Fulde.

Le général Poinsot, venant de Brunswick avec un régiment de marche de cavalerie, fort de 400 hommes, a été attaqué par 7 à 800 hommes de cavalerie ennemie près de Halle ; il a été fait prisonnier avec une centaine d'hommes 200 hommes sont revenus à Leipsick.

Le duc de Padoue est arrivé à Leipzick, où il réunit sa cavalerie pour balayer toute la rive gauche de l'Elbe.

S. M. l'Impératrice-Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées au 31 Mai au soir :

Le duc de Vicence, le comte Schouvaloff et le général Kleist ont eu une conférence de 18 heures au couvent de Wahlstadt, près de Liegnitz. Ils se sont séparés hier 30, à 5 heures après-midi. Le résultat n'est pas encore connu. On est convenu, dit-on, du principe d'un armistice, mais on ne paraît pas d'accord sur les limites qui doivent former la ligne de démarcation. Le 31, à six heures du soir, les conférences ont recommencé du côté de Striegau.

Le quartier-général de l'Empereur était à Neumarkt ; celui du prince de la Moskowa, ayant sous ses ordres le gé-

néral Lauriston ; le général Reynier, était à Liasa. Le duc de Tarente et le comte Bertrand étaient entre Jauer et Striegau Le duc de Raguse était entre Moys et Neumarkt. Le duc de Bellune était à Steinau-sur-l'Oder. Glogau était entierement débloqué. La garnison a eu constamment du succès dans ses sorties. Cette place a encore pour sept mois de vivres.

Le 28, le duc de Reggio ayant pris position à Hoyerswerda, fut attaqué par le corps du général Bulow, fort de 15 à 18 mille hommes. Le combat s'engagea ; l'ennemi fut repoussé sur tous les points et poursuivi l'espace de deux lieues. Le rapport de cette affaire est ci-joint.

Le 12 mai, le lieutenant-général Vandamme s'est emparé de Wilhelmsboug, devant Hambourg.

Le 24, le quartier-général du prince d'Eckmuhl était à Haarbourg. Plusieurs bombes étaient tombées dans Hambourg, et les troupes russes paraissant évacuer cette ville, les négociations s'étaient ouvertes pour la reddition de cette place ; les troupes danoises faisaient cause commune avec les troupes françaises.

Il devait y avoir, le 25, une conférence avec les généraux danois, pour régler le plan d'opérations. M. le comte de Kaas, ministre de l'intérieur du roi de Danemarck, et chargé d'une mission auprès de l'Empereur, était parti pour se rendre au quartier-général.

Rapport à S. A. S. le Prince de Neuchâtel, *Major-Général de l'Armée.*

Monseigneur,

Je suis arrivé à Hoyerswerda vers les six heures du soir, avec ma 13e division. Tous les renseignements des paysans m'assuraient que l'ennemi était en ville, et je marchais avec précaution. Mon avant-garde n'apercevant aucune vedette, entra en ville pendant qu'il tombait une pluie d'orage assez forte. Les premiers pelotons de chevauxlégers, commandés par un de mes officiers, avaient déja parcouru différentes rues sans rencontrer personne, lorsqu'en arrivant sur la place, les escadrons de chevauxlégers bavarois qui suivaient, aperçurent et tomberent sur deux escadrons de cosaques, occupés à faire charger du pain.

Plusieurs de ceux qui étaient à cheval parvinrent à s'échapper ; mais tout le reste fut sabré ou pris. J'ai de cette affaire sept officiers, dont un major, un capitaine, cinq lieutenants ou sous lieutenants, et trois officiers prussiens (il ne s'en est échappé aucun), 61 cosaques et plus de 90 chevaux.

Je suis, etc.

Signé le maréchal duc *de Reggio.*

A Hoyerswerda, le 27 mai 1813.

Rapport à S. A. S. le Prince de Neuchâtel, *Major-Général de l'Armée.*

Monseigneur,

L'ennemi est venu m'attaquer ce matin dans la position de Hoyerswerda, où je me trouve, et où je suis retenu attendant la division du général Gruyere.

L'ennemi arrivait de Senftenberg par les deux rives de la Schwarz-Elster. Sa premiere attaque eut lieu vers huit heures par Bergen et Neuwiese, où sa cavalerie repoussa mes avant-postes ; et à-peu-près dans le même temps, je fus attaqué, par ma gauche, du côté de Narditz, par où l'ennemi déploya 30 pieces de canon.

J'ignorais encore de quel côté serait l'attaque principale, et je fus obligé de partager mon monde entre ces deux points.

La 14e division forma ses carrés dans la plaine de Narditz, sous un feu très-vif d'artillerie, auquel la mienne répondit avec avantage.

L'ennemi s'apercevant de l'inutilité de ses efforts de ce côté, porta ses forces sur la rive droite ; il fit déboucher des colonnes d'infanterie, de cavalerie et du canon.

Alors mon artillerie, très-avantageusement placée, mit ces colonnes en déroute, et faisant battre le pas de charge, le général Pacthod repoussa ce corps prussien bien au-delà de Bergen, en lui faisant beaucoup de mal. Dès ce moment, sa retraite fut précipitée sur tous les points, et je restai maître du terrain, où il laissa beaucoup de morts. Je ne puis trop me louer de la conduite du général Pacthod, ainsi que celle du général Pourailly, qui, avec sa brigade, a emporté deux villages à la baïonnette, et de la maniere la plus franche.

Nous suivons encore l'ennemi, à cinq heures du soir.

Je suis, etc.

(Signé) Le Maréchal Duc de REGGIO.

A Hoyerswerda, le 28 mai 813.

Copie de la Lettre du Général de Division, Comte Vandamme au Maréchal Prince d'Eckmühl.

Haarbourg, le 13 mai, 11 heures du matin.

Avant-hier nous étions imparfaitement établis dans l'île de Wilhelmsbourg. La nuit étant venue, il avait fallu se borner à se garder militairement.

Hier 12, à 8 heures du matin, l'ennemi a commencé par débarquer 1000 à 1200 hommes en face de Hambourg. Une vive fusillade s'est engagée avec la brigade d'infanterie légere, commandée par le général Gengould. J'ai été examiner l'affaire, et j'ai vu que cette colonne ennemie, s'attendant à être appuyée, prétendait nous faire sortir de l'île.

L'ennemi pressant d'abord son attaque, avait gagné quelque avantage, et avançait à force avec l'artillerie qu'il avait débarquée. Je fis à l'instant tourner en masse les 3 bataillons de l'infanterie légere soutenus par tout le reste de la division Dufour. J'ordonnai la charge, et en un quart-d'heure tout fut mis dans la déroute la plus complette. L'ennemi abandonna toute son artillerie, ses caissons, ses munitions et se rembarqua dans le plus grand désordre, laissant des prisonniers et un grand nombre de morts, parmi lesquels se sont trouvés beaucoup de danois. Le général Dufour et le général Gengoult se sont parfaitement conduits dans cette affaire.

Je me suis décidé à faire passer dans l'île la brigade de Reuss, que je destinais à occuper Alwerden, Kattwick et Rossneuhof. A peine avais-je fait débarquer les troupes, que j'appris que l'ennemi tentait un nouveau débarquement sur le point de Recherflieger Lund, d'où il semblait vouloir se diriger sur le point de mon passage. Une fusillade s'est engagée, et l'ennemi voyant qu'il n'avait pu nous surprendre, s'est retiré précipitamment avec une perte de quelques morts, blessés et prisonniers.

J'ai établi le 152e en réserve et en observation au château de Wilhelmsbourg, afin de pouvoir se porter partout.

Prévoyant bien une nouvelle attaque, je fis marcher le 37e qui était sur la digue. La fusillade s'engagea sérieusement. Je n'hésitai pas à ordonner au 37e de se retirer lentement en défendant la digue, et de laisser avancer l'ennemi de maniere à lui couper sa retraite ou le poursuivre vigoureusement.

J'ordonnai de suite à deux bataillons de la droite de la division Dufour de se rendre directement au pont où l'ennemi avait passé tandis que j'ordonnai au prince de Reuss de marcher précipitamment sur l'ennemi avec les deux bataillons qui se trouvaient au château de Wilhemsbourg. La fusillade s'est d'abord engagée et comme on ne peut cheminer que par des digues fort élevées, j'ordonnai aux troupes de cesser le feu, et je fis battre la charge de toutes parts. L'ennemi fut contraint à la retraite et poursuivi pendant une heure la baïonnette dans les reins. Jamais confusion ne fut plus complette. Tout ce qui s'était jeté dans les barques, a été noyé ou tué. Quatre cents trente hommes environ qui nont pas pu s'embarquer, ont mis bas les armes.

Je ne puis assez me louer de la valeur de nos troupes. Je ne me rappelle pas d'avoir jamais trouvé plus d'ardeur dans nos vieilles bandes. Plusieurs officiers de tous grades se sont singulierement distingués. J'aurai l'honneur d'en adresser l'état à V. Ex. pour qu'elle veuille bien le faire parvenir à l'Empereur.

J'ai l'honneur etc.

(Signé) Le Comte VANDAMME.

Moniteur du 10 *Juin.*

S. M. l'Impératrice-Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes sur la situation des armées au 2 Juin.

Le quartier-général de l'Empereur était toujours à Neumarkt; celui du prince de la Moskwa était à Lissa. Le duc de Tarente et le comte Bertrand étaient entre Jauer et Striegau; le duc de Raguse au village d'Eisendorf; le 3e corps au village de Titersdorf; le duc de Bellune entre Glogau et Liegnitz.

Le comte de Bubna était arrivé à Liegnitz, et avait des conférences avec le duc de Bassano.

Le général Lauriston est entré à Breslau le 1er Juin, à six heures du matin. Une division prussienne de 6 à 7000 hommes, qui couvrait cette ville en défendant le passage de la Lohe, a été enfoncée au village de Neukirchen.

Le bourguemestre et quatre députés de la ville de

Breslau ont été présentés à l'Empereur, à Neumarkt, le 1er Juin, à deux heures après midi.

S. M. leur a dit qu'ils pouvaient rassurer les habitants; que quelque chose qu'ils eussent faite pour seconder l'esprit d'anarchie que les Stein et les Scharnhorst voulaient exciter, elle pardonnait à tous.

La ville est parfaitement tranquille, et tous les habitants y sont restés. Breslau offre de très-grandes ressources.

Le duc de Vicence et les plénipotentiaires russe et prussien, le comte Schouvaloff et le général Kleist, avaient échangé leurs pleins-pouvoirs, et avaient neutralisé le village de Peicherwitz. Quarante hommes d'infanterie et vingt hommes de cavalerie, fournis par l'armée française, et le même nombre d'hommes fournis par l'armée alliée, occupaient respectivement les deux entrées du village.

Le 2 au matin, les plénipotentiaires étaient en conférence pour convenir de la ligne qui, pendant l'armistice, doit déterminer la position des deux armées. En attendant, des ordres ont été donnés des deux quartiers-généraux, afin qu'aucunes hostilités n'eussent lieu. Ainsi, depuis le 1er Juin, à deux heures de l'après-midi, il n'a été commis aucune hostilité de part ni d'autre.

Moniteur du 11 Juin.

S. M. l'Impératrice-Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation de l'armée au 8 Juin.

La suspension d'armes subiste toujours. Les plénipotentiaires respectifs continuent leurs négociations pour l'armistice.

Le général Lauriston a saisi sur l'Oder plus de 60 bâtiments chargés de farine, de vin et de munitions de guerre qui avaient été destinés pour l'armée qui assiégeait Glogau; tous ces approvisionnements viennent d'être dirigés sur cette place.

Nos avant-postes sont jusqu'à mi-chemin de Brieg.

Le général Hogendorp a été nommé gouverneur de Berlin. Le plus grand ordre regne dans cette ville. Les habitants paraissent très-mécontents et même indignés des dispositions faites relativement au landsturm; on attribue

ces dispositions au général Scharnhorst, qui passe pour un jacobin-anarchiste. Il a été blessé à la bataille de Lutzen.

Les princesses de Prusse qui s'étaient retirées en toute hâte de Berlin pour se réfugier à Breslau, ont quitté cette derniere ville pour se réfugier plus loin.

Le duc de Bassano s'est rendu à Dresde où il recevra le comte de Kaas, ministre de Danemarck.

Sa Majesté l'Impératrice, Reine et Régente, a reçu les nouvelles suivantes de la situation de l'armée le 4 au soir :

L'armistice a été signé le 4, à deux heures après-midi. Ci joint les articles.

S. M. l'Empereur part le 5, à la pointe du jour, pour se rendre à Liegnitz. On croit que pendant la durée de l'armistice, S. M. se tiendra une partie du temps à Glogau, et la plus grande partie à Dresde, afin d'être plus près de ses états.

Glogau est approvisionné pour un an.

ARMISTICE.

Ce jourd'hui, 4 Juin (23 Mai) les plénipotentiaires nommés par les puissances belligérantes,

Le duc de Vicence, grand écuyer de France, général de division, sénateur, grand-aigle de la légion d'honneur, grand-croix des ordres de Saint-André de Russie, de Saint-Léopold d'Autriche, de Saint-Hubert de Baviere, de la couronne verte de Saxe, de Fidélité, de Saint-Joseph, plénipotentiaire nommé par S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, médiateur de la Confédération suisse, etc. muni des pleins-pouvoirs de S. A. le prince Neuchâtel, vice-connétable, major-général de l'armée.

Le comte de Schouvaloff, lieutenant-général, aide-de-camp-général de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, grand-croix de l'ordre de Wolodimir, de la 2e classe, grand-croix de l'ordre de Sainte-Anne, chevalier de l'ordre de St. Georges, 4e classe, commandeur de l'ordre de Saint Jean de Jérusalem, et grand-croix de l'Aigle-Rouge de Prusse ; et de M. de Kleist, lieutenant-général au service de S. M. le roi de Prusse, grand-croix de l'Aigle-Rouge de Prusse, de

Saint-Wolodimir, de la 2e classe, et de Ste. Anne de Russie, chevalier de l'ordre du Mérite, de la Croix de Fer de Prusse. et de la légion d'honneur, munis de pleins-pouvoirs de S, Exc. M. le général d'infanterie Barclay de Tolly, général en chef des armées combinées.

Après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs à Gebersdorff, le 1er Juin, (20 Mai), et signé une suspension d'armes de trente-six heures, s'étant réunis au village de Pleiwitz, neutralisé à cet effet, entre les avant-postes des armées respectives, pour continuer les négociations d'un armistice propre à suspendre les hostilités entre toutes les troupes belligérantes, n'importe sur quel point elles se trouvent;

Sont convenus des articles suivants :

Art. 1er. Les hostilités cesseront sur tous les points, à la notification du présent armistice.

2. L'armistice durera jusqu'au 8 Juillet (20 Juillet) inclus, plus six jours pour le dénoncé à son expiration.

3. Les hostilités ne pourront en conséquence recommencer que six jours après la dénonciation de l'armistice aux quartiers-généraux respectifs.

4. La ligne de démarcation entre les armées belligérantes est fixée ainsi qu'il suit :

En Silésie,

La ligne de démarcation de l'armée combinée, partant des frontieres de Bohême, passera par Dittersbach, Pfaffendorf, Landshut, suivra de Bober jusqu'à Rudelstadt, passera de là par Bolkenhayn, Striegau, suivra le Striegauerwasser jusqu'à Cauth, et joindra l'Oder en passant par Bettlern, Oltaschin et Athoff.

L'armée combinée pourra occuper les villes de Landshut, Rudelstadt, Bolkenhayn, Striegau et Cauth, ainsi que leurs faubourgs.

La ligne de l'armée française, partant aussi de la frontiere qui touche à la Bohême, passera par Seiffershauf, Alt-Ramnitz, suivra le cours de la petite riviere qui se jette dans le Bober, pas loin de Bertelsdorf; ensuite le Bober jusqu'à la Lahn. De là à Neukirch sur la Katzbach par la ligne la plus directe, d'où elle suivra le cours de cette riviere jusqu'à l'Oder.

Les villes de Parschwitz, Liegnitz, Goldberg et Lahn, quelle que soit la rive sur laquelle elles sont situées, pourront, ainsi que leurs faubourgs, être occupées par les troupes françaises.

5. Les places de Dantzick, Modlin, Zamosc, Stettin et Custrin seront ravitaillées tous les cinq jours, suivant la force de leurs garnisons, par les soins des commandants des troupes de blocus.

Un commissaire nommé par le commandant de chaque place sera près de celui des troupes assiégeantes, pour veiller à ce qu'on fournisse exactement les vivres stipulés.

6. Pendant la durée de l'armistice, chaque place aura au-delà de son enceinte un rayon d'une lieue de France. Ce terrain sera neutre. Magdebourg aura par conséquent sa frontiere à une lieue sur la rive droite de l'Elbe.

7. Un officier français sera envoyé dans chaque place assiégée pour prévenir le commandant de la conclusion de l'armistice et de son ravitaillement. Un officier russe ou prussien pourra l'accompagner pendant la route, soit en allant, soit en revenant.

8. Des commissaires nommés de part et d'autre dans chaque place régleront le prix des vivres qui seront fournis. Ce compte, arrêté à la fin de chaque mois par les commissaires chargés de veiller au maintien de l'armistice, sera soldé au quartier-général par le payeur de l'armée.

9. Des officiers d'état-major seront nommés de part et d'autre pour rectifier de concert la ligne générale de démarcation, sur les points qui ne seraient pas déterminés par un courant d'eau, et sur lesquels il pourrait y avoir quelque difficulté.

Tout le territoire entre la ligne de démarcation des armées françaises sera neutre, et ne pourra être occupé par aucune troupe, même par des landsturm. Cette disposition s'applique par conséquent à la ville de Breslau.

Depuis l'embouchure de la Katzbach, la ligne de démarcation suivra le cours de l'Oder jusqu'à la frontiere de Saxe, longera la frontiere de Saxe et de Prusse, et joindra l'Elbe en partant de l'Oder pas loin de Mülrose, et suivant la frontiere de Prusse, de maniere que toute la Saxe, le pays de Dessau et les petits états environnants des princes de la Confédération du Rhin appartiendront à l'armée française, et que toute la Prusse appartiendra à l'armée combinée.

Les enclaves prussiens dans la Saxe seront considérés comme neutres et ne pourront être occupés par aucunes troupes.

L'Elbe, jusqu'à son embouchure, fixe et termine la

ligne de démarcation entre les armées belligérantes, à l'exception des points indiqués ci-après :

L'armée française gardera les îles et tout ce qu'elle occupera dans la 32e division militaire le 27 Mai (8 Juin à minuit.

Si Hambourg n'est qu'assiégé, cette ville sera traitée comme les autres villes assiégées. Tous les articles du présent armistice qui leur sont relatifs lui sont applicables.

La ligne des avant-postes des armées belligérantes à l'époque du 27 Mai (8 Juin) à minuit, formera pour la 32e division militaire celle de démarcation de l'armistice, sauf les restrictions militaires que les commandants respectifs pourront juger nécessaires. Ces ratifications seront faites de concert par un officier d'état-major de chaque armée, d'après le principe d'une parfaite réciprocité.

10. Tous les mouvements de troupes seront réglés de manière à ce que chaque armée occupe sa nouvelle ligne le 12 Juin (31 Mai). Tous les corps ou partis de l'armée combinée qui peuvent être au-delà de l'Elbe ou en Saxe, rentreront en Prusse.

11. Des officiers de l'armée française et de l'armée combinée seront expédiés conjointement pour faire cesser les hostilités sur tous les points, en faisant connaître l'armistice. Les commandants en chef respectifs les muniront de pouvoirs nécessaires.

12. On nommera de part et d'autre deux commissaires, officiers-généraux, pour veiller à l'exécution des stipulations du présent armistice. Ils se tiendront dans la ligne de neutralité à Neumarkt, pour prononcer sur les différends qui pourraient survenir.

Ces commissaires devront s'y rendre dans les vingt-quatre heures, afin d'expédier les officiers et les ordres qui doivent être envoyés en vertu du présent armistice.

Fait et arrêté le présent acte en douze articles et en double expédition, les jours, mois et an que dessus.

(Signé) CAULAINCOURT, DUC DE VICENCE.
(Signé) Le Comte DE SCHOUVALOFF.
(Signé) DE KLEIST.

Vu et ratifié par ordre de l'Empereur et Roi, le 4 Juin, 1813.

Le Prince Vice-Connétable de France, Major-Général de la grande-armée,
(Signé) ALEXANDRE.

Décrets Impériaux.

En notre camp impérial de Klein-Baschwitz, sur le champ de bataille de Wurtchen, le 22 Mai, 1813, à quatre heures du matin.

Napoléon, etc. Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Un monument sera élevé sur le Mont-Cenis. Sur la face de ce monument qui regardera le côté de Paris, seront inscrits les noms de tous nos cantons des départements en deçà des Alpes. Sur la face qui regardera Milan seront inscrits les noms de tous nos cantons des départements au-delà des Alpes et de notre royaume d'Italie. A l'endroit le plus apparent du monument sera gravée l'inscription suivante :

" L'Empereur Napoléon, sur le champ de bataille " de Wurtchen, a ordonné l'érection de ce monument " comme un témoignage de sa reconnaissance envers " ses peuples de France et d'Italie, et pour transmettre à " la postérité la plus reculée le souvenir de cette époque " célebre où, en trois mois, douze cent mille hommes ont " couru aux armes pour assurer l'intégrité du territoire de " l'Empire et de ses alliés."

AU NOM DE L'EMPEREUR ET ROI.

Nous, l'Impératrice, Reine et Régente, etc. vu le décret de S. M. l'Empereur et Roi, notre très-cher époux et souverain, en date du 22 Mai, du champ de bataille de Wurtchen, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

L'Institut de France, celui du royaume d'Italie, les académies de Rome, d'Amsterdam, de Turin et de Florence, nommeront des commissaires, et prendront tous les moyens qu'ils croiront les plus convenables pour présenter un projet de monument à élever sur le Mont-Cenis, pour réaliser les intentions de l'Empereur.

Ce monument devra, autant qu'il sera possible, sans le détourner de sa destination principale, et sans nuire à sa durée, offrir en même temps un avantage d'utilité publique.

Vingt-cinq millions sont consacrés à son érection ; les devis ne devront pas dépasser cette somme.

L'institut d'Italie et les différentes académies enverront au président de l'institut de France, les projets qu'ils auront adoptés. Ces envois devront avoir lieu d'ici au 1er Novembre, afin que les projets puissent être soumis à S. M. dans le courant de l'hiver, et le monument commencé au printemps prochain.

Donné en notre palais de St.-Cloud, le 10 Juin, 1813.

(Signé) MARIE-LOUISE.

PIECES PRÉSENTÉES

AUX DEUX CHAMBRES DU PARLEMENT, PAR ORDRE DE S. A. R. LE PRINCE RÉGENT, LE 16 JUIN, 1813.

Substance des Engagements entre les Cours de St. Pétersbourg et de Stockholm, signés à St. Pétersbourg le 24 Mars, 1812, dont il est fait mention dans le Traité entre Sa Majesté et le Roi de Suede, signé à Stockholm, le 3 Mars, 1813.

...."Il est dit que l'objet de l'empereur de Russie et du roi de Suede, en formant une alliance, est de mettre réciproquement leurs états et possessions en sûreté contre l'ennemi commun. Le gouvernement Français ayant, par l'occupation de la Poméranie Suédoise, commis un acte d'hostilité contre le gouvernement Suédois, et par les mouvements de ses armées ayant menacé la tranquillité de l'empire de Russie, les parties contractantes s'engagent à faire une diversion contre la France et ses alliés, avec une force combinée de vingt cinq ou trente mille Suédois et de quinze ou vingt mille Russes, sur tel point de la côte d'Allemagne qui sera jugé la plus convenable à cet effet. Comme le Roi de Suede ne peut pas faire cette diversion en faveur de la cause commune, ayant égard à la sûreté de ses Etats, aussi long-temps qu'il pourra regarder le royaume de Norwége comme ennemi, S. M. l'Empereur de Russie s'engage, soit par négociation soit par coopération militaire, à réunir le royaume de Norwége à la Suede. Il s'engage en outre à en garantir la paisible possession à S. M. Suédoise. Les deux parties contractantes s'engagent à considérer l'acquisition de la Norwége par la Suede comme une opération militaire préalable à la diversion sur la côte d'Allemagne; et l'Empereur de

Russie promet de mettre, pour cet objet, à la disposition et sous les ordres du Prince Royal de Suede le nombre de troupes Russes stipulé ci-dessus.—Les deux parties contractantes ne voulant pas, si cela peut être évité, se faire un ennemi du Roi de Dannemarc, proposeront à ce Souverain d'accéder à la présente alliance ; et offriront à S. M. Danoise de lui procurer une pleine indemnité pour la Norwége, par un territoire plus contigu à ses Etats d'Allemagne, pourvu que S. M. Danoise cede à perpétuité au Roi de Suede ses droits sur le royaume de Norwége.—Dans les cas où S. M. Danoise rejetterait cette offre et se déciderait à rester en alliance avec la France, les deux parties contractantes s'engagent à considérer le Dannemarc comme leur ennemi.—Comme il a été expressément stipulé que l'engagement que S. M. Suédoise prend d'agir en Allemagne avec ses troupes en faveur de la cause commune, n'aura son effet qu'après que la Norwége aura été acquise par la Suede, soit par la cession du Roi de Dannemarc, soit par suite d'opérations militaires, S. M. le Roi de Suede s'engage à transporter son armée en Allemagne, conformément à un plan de campagne qui sera convenu, aussitôt que ledit objet aura été rempli.

Sa Majesté Britannique sera invitée à accéder aux stipulations contenues dans ledit traité et à les garantir.

Par une convention subséquente, signée à Abo, le 30 Août 1812, la force auxiliaire Russe doit être portée à trente-cinq mille hommes.

Etat des lettres-de-change tirées sur les Lords Commissaires de la Trésorerie de S. M. et des sommes payées sur des mandats de leurs Seigneuries, pour le service du gouvernement Suédois, en vertu du traité du 3 Mars, 1813.

Le total est de 364,992 liv. st. 5 sh.

Mémorandum des Troupes Suédoises arrivées à Stralsund.

Bureau des Affaires Etrangeres, le 16 Juin, 1813.

Il paraît par les derniers avis reçus des serviteurs de Sa Majesté sur le Continent, qu'il est arrivé successivement à Stralsund des divisions des troupes Suédoises venant des divers lieux de leur embarquement en Suede ; dont la force totale (non compris un corps de Poméraniens) monte, est-il dit, à environ 28,000 hommes.

PARLEMENT IMPÉRIAL BRITANNIQUE.

TRAITÉ ENTRE L'ANGLETERRE ET LA SUEDE.

Séance de la Chambre des Lords, du Lundi 14 Juin.

Le comte *Grey* dit qu'avant que la Chambre procédât à ses autres affaires, il était bien aise de faire quelques questions au noble comte assis vis-à-vis de lui (le comte de Liverpool) relativement au traité avec la Suede, qui avait été mis sous les yeux de la Chambre le Vendredi précédent, parce qu'avant de prendre ce traité en considération, quelques informations préalables étaient absolument nécessaires.

Il était dit dans le second article : " que Sa Majesté " Britannique promettait et s'engageait d'accéder aux con- " ventions déjà existantes entre la Russie et la Suede, en " tant que Sa Majesté Britannique non-seulement n'oppo- " serait aucun obstacle à ce que le royaume de Norwége fût " annexé et réuni à perpétuité comme partie intégrante au " royaume de Suede; mais encore aiderait les vues de Sa " Majesté le Roi de Suede à cet égard, soit par ses bons " offices, soit en y employant, s'il était nécessaire, sa coo- " pération navale de concert avec les forces suédoises ou " russes. Il était toutefois entendu qu'on n'adopterait point " la voie des armes, pour opérer la réunion de la Norwége " à la Suede qu'après que Sa Majesté le roi de Danne- " marc se serait refusé de se joindre à l'alliance du Nord, " sous les conditions stipulées dans les engagements sub- " sistants entre les cours de Stockholm et de Saint-Péters- " bourg."

Ainsi donc, dit Sa Seigneurie, en vertu de cet article, la Grande-Bretagne est tenue de co opérer par la force, s'il est nécessaire, à obliger le Danuemarc à abandonner la Norwége, cette partie si précieuse de ses états, à la Suede, dans le cas où la cour de Copenhague refuserait d'accéder à l'alliance du Nord, sous certaines conditions et à certains termes qui ne sont pas encore connus à Vos Seigneuries. Or, sans vouloir élever à présent aucune discussion à ce sujet,

et sans vouloir exprimer les sentiments que la simple lecture d'un pareil engagement fait naturellement naître en moi, je désire d'être informé quelles sont les conditions de l'alliance entre la Suede et la Russie, auxquelles le Dannemarc refusant d'accéder, doit être dépouillé de la Norwége par force, et ce dernier pays être uni pour toujours au royaume de Suede.

Je désire être informé de ces conditions, parce qu'autrement il est absolument impossible de juger de tout le mérite de la question. En conséquence j'espere que le noble comte consentira à mettre sur la table, avant la discussion, le traité entre la Russie et la Suede. Je ne puis pas prévoir qu'on y oppose la moindre objection.

Il est encore d'autres points sur lesquels la Chambre doit désirer d'avoir des renseignements complets. Ceux qui ont réprouvé avec une juste indignation le principe de partage et de démembrement, sous le prétexte qu'il rendait la défense plus aisée ou la sûreté plus complete; ceux qui ont considéré ce principe de convenance morale et physique, ou plutôt un tel défaut de principes, comme destructeur de tout droit et de toute justice, doivent connaître clairement et distinctement sur quelles bases ils procedent, avant de sanctionner par leur assentiment tout traité quelconque qui paraît reconnaître à un certain point la doctrine politique contre laquelle ils ont si vivement protesté.

Vos Seigneuries doivent conséquemment être informées de ce qui s'est passé en dernier lieu entre la cour de Copenhague et notre gouvernement. Nous nous trouvons malheureusement aujourd'hui en guerre avec le Dannemarc. Je ne m'arrêterai pas à rechercher en ce moment pour quelles raisons nous sommes en guerre; mais si la Grande-Bretagne veut maintenir la réputation de justice et de générosité, que j'espere qu'elle voudra toujours conserver, elle doit montrer qu'elle est disposée à mettre fin à cette querelle si elle peut le faire à des conditions compatibles avec son honneur et sa sûreté. Nous savons tous qu'il est venu un ministre danois en Angleterre; nous savons que le Dannemarc avait suspendu les hostilités jusqu'à ce que la cour de Copenhague pût connaître quelle avait été le résultat de la mission de son envoyé. Nous savons que ce ministre a été promptement congédié, et que les hostilités ont aussitôt recommencé. Non-seulement les hostilités avaient été suspendues, mais même le gouvernement danois, pour

preuve de sa sincérité dans les propositions de reconciliation qu'il nous avait faites, avait fait marcher des troupes danoises sur Hambourg, et nous savons que ces troupes se sont battues pour la défense de cette ville contre l'ennemi commun, ce que la Suede n'a pas encore fait. Mais lorsque la Grande-Bretagne a refusé d'entrer en négociation, les troupes danoises ont été retirées, et cette même puissance, qui avait manifesté par cet acte direct la résolution où elle était de coopérer contre l'ennemi commun, a prêté sur-le-champ son assistance à l'accomplissement des vues de ce même ennemi, et les troupes danoises et françaises ont pris ensemble possession d'Hambourg.

Tous ces faits sont suffisamment connus, et il est impossible que Vos Seigneuries puissent venir dans la Chambre préparées à discuter le dernier traité avec la Suede, si elles ne sont pas informées de la nature des propositions du Dannemarc, et des raisons pour lesquelles elles ont été rejetées. J'espere donc que le noble comte n'aura aucune objection à produire la correspondance qui a eu lieu entre le ministere danois et notre gouvernement. Il est impossible aux ministres anglais d'alléguer la nécessité du secret, pour prétexte de refuser cette information, car il n'y a point de secret dans l'affaire.

Dans quel temps sommes-nous appelés à prendre ce traité en considération? Je parle aujourd'hui, 14 de Juin; et ce traité qui, je puis bien le craindre, est à ajouter à la longue liste d'erreurs et de crimes dont les ministres actuels sont coupables, a été signé le 3 de Mars. Je désire donc savoir pourquoi il se fait que le traité n'a pas été mis plus tôt sur la table? pourquoi il a été retardé jusqu'à une époque de la session où il n'était pas vraisemblable qu'il y aurait dans la chambre un aussi grand nombre de membres présents que l'importance du sujet l'exige?

Il est encore un autre point sur lequel il convient extrêmement qu'il soit donné quelques informations. Nous sommes arrivés à une époque où l'on aurait pu s'attendre que la Suede, considérant les sacrifices faits et à faire par ce pays-ci, en vertu du traité en question, aurait fait quelque progrès vers l'accomplissement des engagements qu'elle a contractés de son côté, et pour lesquelles nous devons lui payer un si haut prix. Je demande donc qu'il nous soit fourni des informations sur les mesures réelles que la Suede a prises, et sur les démarches utiles qu'elle a faites en vertu

de ses engagements ? Je désire savoir quel nombre de troupes la Suede a débarqué sur le continent? Quelles opérations offensives et directes elle a commencées contre l'ennemi commun ? ou s'il y a eu à cet égard quelque délai injustifiable ? Vos Seigneuries ne peuvent se livrer à aucune discussion, sans avoir préalablement les informations nécessaires sur tous ces points. Le premier est le plus important; aussi c'est celui sur lequel je suis le plus particulierement jaloux d'obtenir des renseignements complets. Je désire également savoir quelle somme a été payée jusqu'ici au gouvernement suédois en faveur de ce traité ? Je pense aussi qu'afin de pouvoir considérer la chose sous tous ses points de vue, Vos Seigneuries doivent avoir sous les yeux nos engagements avec la Russie et les autres puissances étrangeres ; car, sans cela, il serait impossible de donner à cette discussion toute l'étendue qu'elle réquiert par sa nature et par son importance. Cette question ne doit pas être considérée sous le point de vue isolé de nos relations avec la Suede. Avant de former une juste conclusion, il faut examiner la chose en grand, en hommes d'état, en embrassant d'un coup-d'œil l'ensemble de nos relations extérieures et les bases générales de notre politique étrangere. C'est pour y parvenir que je demande maintenant au noble comte les informations les plus completes sur les divers points dont j'ai parlé, et particulierement sur le premier que je regarde incontestablement comme le plus important.

Le comte *de Liverpool*. La marche qu'a suivie le noble comte en proposant sa question et en me demandant des informations, pourrait m'autoriser à entrer dans le sujet d'une maniere plus approfondie que ne le requiert une simple réponse ; mais je ne prétends pas anticiper la discussion. Le jour n'est pas éloigné où les serviteurs de Sa Majesté auront l'occasion d'expliquer pleinement les motifs de ce traité avec la Suede, et les vues politiques qui les ont fait agir par rapport au reste de nos relations avec le continent. Mais jusqu'à ce que le moment de ces explications soit arrivé, je prie Vos Seigneuries de suspendre leur jugement, et de ne condamner ni les ministres, ni les puissances étrangeres avec lesquelles ce pays-ci est lié, jusqu'à ce que l'ensemble de la question ne soit sous vos yeux. Je me contenterai pour le présent d'affirmer positivement, au nom des serviteurs de Sa Majesté, qu'ils n'ont point agi en vertu d'un principe politique de la nature de celui auquel

le noble comte a fait allusion; ils n'ont jamais sanctionné un semblable principe; ils ne se sont jamais engagés en guerre sans un juste sujet d'hostilités légitimes, et dans l'ensemble de leur politique étrangere, ainsi que dans tous leurs engagements, ils ont maintenu la plus scrupuleuse bonne foi et agi conformément aux plus chers intérêts de l'Europe et de leur pays.

Quant au premier point sur lequel le noble comte a dirigé l'attention de Vos Seigneuries, savoir, les engagements entre la Russie et la Suede, les ministres ne peuvent avoir, pour ce qui les concerne, aucune objection quelconque à mettre le traité sous les yeux de Vos Seigneuries; mais comme cette piece ne leur a pas été communiquée par autorité, je ne me crois pas autorisé à accéder au désir du noble comte à cet égard; mais en même temps je suis prêt, parfaitement prêt à aller jusqu'où le sentiment de mes devoirs me le permettra, et en conséquence, je n'ai pas d'objection à déposer sur la table la substance de l'article auquel se réfere le traité actuel, ce qui remplira, je crois, l'objet du noble comte aussi complétement que si l'on produisait la totalité.

Quant à la correspondance avec le ministre danois, loin de le nier, je suis parfaitement prêt à convenir qu'il a été fait une proposition de mettre fin à la guerre entre les deux nations: mais je ne crois pas avoir besoin de dire que si la proposition était subversive d'autres engagements de notre part, ou si elle était d'une telle nature que, quoique admissible à certains égards, elle ne pût cependant pas être acceptée, le gouvernement n'était pas autorisé à écouter une pareille proposition. Je dois m'opposer à la production de la correspondance qui a eu lieu à ce sujet, parce qu'elle comprend d'autres matieres dont la révélation pourrait être préjudiciable à d'autres puissances, avec lesquelles, soit en guerre, soit en paix, notre libéralité et notre honneur national exigent que nous maintenions une bonne foi inviolable. Mais les informations qu'on demande sur ce point particulier n'est pas nécessaire pour prendre en considération le traité actuel. La question est si les engagements pris avec la Suede ont été conformes aux principes de la bonne foi, et fondées sur des vues de politique nationale. Sur ces bases je suis complétement prêt à défendre le traité: mais en même temps, je conviens avec le noble comte qu'il doit être considéré dans ses rapports et ses liaisons avec le reste de nos relations extérieures,

avec les circonstances de la guerre dans laquelle nous sommes engagés, et l'état présent et passé du continent de l'Europe.

Quant au troisieme point qui porte sur le temps où le traité a été mis sous les yeux de la chambre, Vos Seigneuries voudront bien considérer que le temps où on pouvait le présenter n'a pas dépendu de l'époque à laquelle il a été signé, mais de celle où il a été ratifié. Or, les ratifications ne sont arrivées ici que le 10 de Mai, et leur arrivée a été suivie de quelques discussions qui ont rendu inexpédient de le déposer sur la table avant le jour où il a été soumis à la chambre.

La question qu'a faite ensuite le noble comte est relative à la conduite de la Suede, et au progrès que cette puissance a faits dans l'exécution de ses engagements avec ce pays-ci. Je ne me soucie pas d'entrer ici dans aucune explication détaillée sur ce point; je réserve ce que j'ai à dire jusqu'à ce que le traité soit complétement discuté d'une maniere réguliere. Je ne puis cependant laisser passer cette occasion sans déclarer qu'autant que le temps l'a permis, la Suede a jusqu'ici complétement rempli ses engagements. Quant à l'argent qui lui a déjà été avancé, je n'ai aucune objection à déposer sur la table un état qui donnera tous les renseignements qu'on peut désirer sur ce point. Quant aux engagements de ce pays-ci avec des puissances étrangeres, tous les traités avec d'autres nations sont déjà sous les yeux du parlement et du public; et quant aux autres discussions qui pourraient avoir eu lieu au sujet de coopération mutuelle, la Chambre doit sentir qu'il serait inconvenant d'ouvrir la bouche dans le moment actuel sur ce point. Je veux bien, ainsi que mes collegues, offrir toutes les informations, que nos devoirs nous permettent de fournir, et il en sera donné qui suffiront pour mettre Vos Seigneuries à même de venir dans cette Chambre préparés à discuter et à prononcer sur le mérite du traité actuel.

Le comte *Grey*.—Je ne suis pas complétement satisfait de l'étendue des informations que le noble Comte vis-à-vis de moi consent à fournir à la Chambre: mais j'espere que si la totalité du Traité d'Alliance entre la Russie et la Suede ne peut pas être produite, on nous présentera au moins les termes de l'article par lequel le Dannemarc devait être invité à se joindre à l'alliance du Nord. Les raisons as-

signées pour refuser de produire la correspondance avec le ministre danois ne me paraissent pas satisfaisantes. La question si le second article de ce traité pouvait être justifié, ou non, dépend matériellement de la conduite du Danemarc, dont il est impossible de juger exactement sans connaître cette correspondance. Le noble Comte a dit qu'il ne pouvait pas sans manquer à son devoir, produire cette correspondance dans les circonstances actuelles. Maintenant je vais proposer au noble Lord, ou de nous donner quelque information à ce sujet, ou de différer la discussion du traité jusqu'à ce que les circonstances qui empêchent que la correspondance soit produite, aient cessé d'exister; car je le répete, il est absolument impossible pour Vos Seigneuries de discuter cette affaire, si elles n'ont pas des informations complettes sur ce point. Quant au progrès fait par la Suede dans l'accomplissement des engagements qu'elle a contractés par ce traité, je ne puis concevoir ce que les ministres pouvaient attendre, mais certainement, dans mon opinion, et, je crois aussi, dans celle du public en général, la Suede n'a pas pris des mesures aussi décisives qu'on aurait dû s'y attendre d'après les termes du traité. Je me serais attendu que la Suede aurait été prête à coopérer, à l'ouverture de la campagne, d'une maniere active, à la tête de 30,000 hommes. Mais, à moins que tout ce que je lis ne soit inexact, l'Empereur des Français a livré deux grandes batailles; on nous dit que ce ne sont pas des victoires, mais il n'en est pas moins vrai que la conséquence de ces batailles a été que ses ennemis se sont retirés à une distance très-considérable. Les troupes suédoises n'ont pris aucune part à ces opérations. Le prince de la Couronne a enfin débarqué avec un peu plus de 18,000 hommes, au lieu de 30,000, et il se fortifie à Straslund, d'où il ne peut avancer, même avec cette force sans courir le risque imminent d'être détruit. Je crois qu'il y a déjà sous les yeux de la Chambre un traité avec la Russie; mais n'y a-t-il pas, je le demande, des engagements additionnels avec cette puissance pour des opérations concertées et des subsides? Il y a une distinction manifeste à faire entre des plans de campagne ou d'autres mesures de coopération active, qui naturellement ne peuvent pas être dévoilées, et des engagements pour des services généraux fondés sur des subsides, et ce ne sont que ces derniers que je désire voir communiqués à la Chambre. Je soutiendrai toujours que c'est une marche très-inconstitutionnelle, quoique trop commune dans ces derniers temps, de contracter des

engagements onéreux au pays, avant que le parlement ne soit informé de leur nature et de leur étendue, et qu'il ne puisse décider si l'honneur et les intérêts du pays y soit compromis ou maintenus. Ici, je le demanderai encore, pourquoi la ratification du traité avec la Suede a-t-elle été si long temps différée? Il a été signé le 3 de Mars, et la ratification qui n'est qu'une affaire de forme, n'est arrivée, à ce qu'il paraît, que le 10 de Mai, quoique les deux pays soient si près l'un de l'autre. Je crois aussi qu'il n'y a pas de raison valable à donner pourquoi sa communication à la Chambre a été différée depuis le 10 Mai jusqu'au 11 Juin. Au total, donc, si le noble Lord persévere à refuser l'information que je demande en ce moment, je prendrai à cet égard, Jeudi prochain, l'opinion de la Chambre, avant que le traité ne soit discuté.

Le marquis de *Douglas* se plaignit aussi qu'il n'y avait devant la Chambre que des renseignements incomplets. "Il y a aujourd'hui, dit S. S., un ministre de Prusse dans ce pays-ci; je demanderai au noble Comte si les ministres ont aussi contracté avec cette puissance des engagements de concert et de subsides?"

Lord *Liverpool* répondit qu'il n'y avait rien de relatif à la Prusse dans le traité en question; et que de même il n'y avait aucun nouveau traité avec ce pays.

Le marquis de *Douglas* supposait que puisqu'il se trouvait un ministre de Prusse en Angleterre, il devait y avoir, si non un traité d'alliance, au moins un traité de paix.

Lord *Liverpool*.—Dans le fait, ce pays-ci n'a jamais été en guerre avec la Prusse, et conséquemment il n'y a jamais eu occasion de faire un traité de paix.

Lord *Grey*.—Y a-t-il un traité de concert et de subsides avec la Russie, ou aucun traité semblable avec la Prusse?

Lord *Liverpool*.—Ni avec l'une ni avec l'autre.

Ici la conversation finit.

Chambre des Communes.

M. *Ponsonby* dit qu'il avait déjà donné avis qu'il jugerait de son devoir de faire une motion pour la production du traité entre la Russie et la Suede dont il était question

dans notre traité avec la Suede. Il avait néanmoins à informer lord Castlereagh qu'il y avait encore d'autres choses qu'il était dans l'intention de demander, à moins que Sa Seigneurie ne jugeât à propos d'accorder les informations qu'il désirait. En premier lieu, il souhaitait d'avoir un état des sommes d'argent payées au roi de Suede ou pour son compte, avec la date de ces divers payements. Secondement, il désirait être informé au juste du jour du débarquement de l'armée suédoise sur le *Continent* (ainsi que cela a été exprimé dans le traité, expression qu'il craindrait de répéter, sachant que la Suede faisait partie du continent); sur ce point, ce qu'il désirait savoir, était le jour auquel le gouvernement considérait que le roi de Suede avait exécuté sa portion du traité, en débarquant le nombre de troupes stipulé. La chose qu'il désirait ensuite, était la production du traité entre Sa Majesté et l'Empereur de Russie, si toutefois il existait une piece semblable. En dernier lieu, il demanderait des copies ou des extraits de la correspondance entre les ministres de Sa Majesté et ceux du roi de Dannemarc.

Lord *Castlereagh* répondit, que quant à la correspondance entre les ministres de Sa Majesté et ceux de la cour de Dannemarc, il n'était pas disposé à accéder à la proposition qu'on faisait de la produire. Quant au traité avec la Russie, il n'y en avait eu aucun de la nature mentionnée par l'honorable membre. Pour ce qui était relatif aux autres points, il n'aurait aucune objection à mettre sous les yeux de la chambre le compte des sommes avancées pour le service de la Suede, ainsi que la date du débarquement de l'armée suédoise. Comme le traité entre la Suede et la Russie n'avait été promulgué ni par l'un ni par l'autre parti, ce serait une chose extrémement délicate que d'en mettre une copie sous les yeux de la Chambre, mais sans donner le traité lui-même, il était prêt à en communiquer la substance à la Chambre, aussi amplement qu'il pouvait être nécessaire pour être discuté dans la Chambre.

M. *Marryat* dit qu'il désirait demander au noble Lord *(Castlereagh)* si dans la cession faite à la Suede de l'Ile de la Guadeloupe, devaient être comprises ces petites îles qu'on en regarde généralement comme les dépendances, savoir: St. Martin, la Désirade, les Saintes et Marie-Galante?

Lord *Castlereagh* répondit qu'on n'avait entendu transporter et céder à la Suede que la Guadeloupe seule.

DÉBATS SUR LE TRAITÉ AVEC LA SUEDE.

CHAMBRE DES LORDS.

Séance du Vendredi 18 *Juin*, 1813.

Le comte *Grey* ouvrit la discussion en disant que la substance du traité entre la Suede et la Russie, qui avait été déposée sur la table, n'était pas le document que la Chambre avait le droit d'attendre. Le traité entre la Suede et la Russie ayant été communiqué au gouvernement britannique, il ne voyait pas de raisons pourquoi les conditions des articles mentionnés dans le traité de l'Angleterre avec la Suede, n'auraient pas dû être mises sous les yeux de la Chambre. Je ne puis pareillement jamais consentir, dit S. S., que les gouvernements étrangers croient que le parlement ne demande pas communication des engagements auxquels accede le gouvernement britannique, étant une chose si bien connue partout que les formes et la pratique de notre constitution exigent que les traités où il est question d'engagements pécuniaires et de subsides, soient ratifiés par la sanction du parlement quoique la substance de la convention ait été mise sur la table, il aurait été bien plus satisfaisant d'en connaître les articles spécifiques, que chacun pourrait interpréter à sa discrétion. Mais les engagements que les ministres ont contractés avec la Suede sont si mauvais et si impolitiques, cette nouvelle communication rend leur conduite si complétement injustifiable, si contraire à la justice et à toute saine politique, qu'il est impossible que rien ajoute de pis à leur négociation que dans son ensemble. On va discuter la question : je suis prêt à faire voir qu'il n'y a jamais eu d'époque où les intérêts et l'honneur du pays aient été compromis d'une maniere aussi scandaleuse et aussi infame que par les hommes qui dirigent aujourd'hui le gouvernement. Je veux bien ne rien dire sur l'origine de la guerre avec le Dannemarc, mais il est clair que ce pays doit, à tout prix, être toujours prêt à recevoir des propositions raisonnables quand il en est fait. Or il a été fait de la part du Dannemarc des propositions de paix. Une nouvelle époque avait commencé dans la guerre entre ce pays-ci et le Dannemarc. Il était du devoir des ministres de faire voir que les propositions rejetées depuis étaient telles qu'on ne pouvait pas

les accepter. Lorsqu'une négociation est rompue, il est d'usage dans ce pays-ci de mettre la chose sous les yeux du parlement, et dans d'autres pays, de publier de quelque autre maniere les raisons qui portent à continuer la guerre. Si l'on veut justifier la spoliation des états danois, notre gouvernement devrait au moins faire voir que le Dannemarc a refusé de rendre à ce pays-ci la justice qu'il a le droit d'exiger, et il aurait dû en conséquence produire les documents que je lui ai demandés. On dira peut-être que les engagements qui ont été contractés avec la Suede, ont été conclus avant que les propositions du Dannemarc n'eussent été faites. Le traité avec la Suede a été signé le 3 de Mars: mais, si je ne suis pas mal informé, le Dannemarc a dès le 10 ou 12 de Février, témoigné par des actes publics qu'il était disposé à des voies de conciliation. Il avait fermé ses ports aux corsaires français; il avait donné des facilités à notre commerce et peu de temps après il arriva de Copenhague un agent officiel, lequel fut suivi presque aussitôt du comte de Bernstorff, ministre accrédité, pour faire à ce pays-ci des propositions de rétablir les relations d'amitié entre les deux pays. Ainsi, avant la signature de notre traité avec la Suede, le Dannemarc avait manifesté par des actes publics la sincérité de ses intentions. Quel que soit le fait, la Chambre a le droit de s'en assurer complétement, avant que de donner sa sanction à aucun traité dont l'objet est d'envahir le territoire d'une puissance qui a montré si récemment une disposition sincere à rétablir la tranquillité, et à faire cause commune contre l'ennemi commun. Je ne prévois pas quelle objection raisonnable on peut faire à ma motion; selon moi il ne peut que résulter du bien d'y acquiescer, et je ne vois pas quel mal cela peut produire. Cette communication ne peut pas faire tort au Dannemarc vis-à-vis la France, puisque, si notre cause est juste, il est notre ennemi. S'il a fait une offre loyale et honnête de coopérer, que devient la justice de la cause de la Grande-Bretagne en continuant de lui faire la guerre? Il a prouvé qu'il était sincere dans ses propositions, en répandant son sang contre la France, et en faisant, occuper Hambourg par ses troupes. Mais il est possible que ce traité entre la Suede et la Grande-Bretagne, traité de vol et de spoliation, offre au Dannemarc des compensations par la cession de territoires en place de ceux qu'on lui prend! Dans ce cas, l'explication qu'on demande peut-elle faire le moindre tort? Quel est l'équivalent qu'on offrait au Dannemarc? Quel autre état de son voisinage lui proposait-on de lui donner? Etait-ce les villes anséatiques? Ainsi dans le temps même où nous les encouragions à assurer leur indépendance, nous aurions fait des propositions pour les en dépouiller! Cette indépendance qu'elles ont si glorieusement cherché à établir, devait donc, dans ce cas, être un sacrifice à l'article secret d'un traité, et elles auraient été dans la misérable dépendance d'un état qui aurait lui-même

été dans une dépendance non moins misérable! Si ce n'était pas les villes anséatiques, quel est donc le pays qui devait servir de compensation? Tous les pays qui sont situés dans le voisinage des états danois doivent aujourd'hui, avec raison, craindre d'avoir été alors les victimes choisies. Il n'y a que la production des pieces demandées qui puisse calmer les appréhensions de la plupart d'entr'eux, quoiqu'aujourd'hui il ne soit plus douteux que ces malheureux pays avaient été dévoués pour former un équivalent. Encore une fois le Dannemarc devait-il recevoir Brême? Une portion du territoire situé entre l'Elbe et le Wéser? devait-on lui transférer une portion des anciennes possessions de notre roi? Devait-il obtenir une portion du duché de Mecklenbourg? Les Ministres sont tenus d'expliquer ce mystere. Un principe aussi horrible que celui qui est contenu dans le traité avec la Suede ne peut être trop séverement examiné. Il est du devoir du gouvernement de démontrer la nature précise et l'étendue des engagements auxquels ils ont soumis l'honneur et la réputation de la nation britannique.

Sa Seigneurie fit alors la motion qu'il fût fait une adresse au Régent pour la production de toutes les communications qui avaient eu lieu entre la Grande Bretagne et le Dannemarc depuis le commencement de l'année, afin de connaître la nature et l'étendue des propositions du Dannemarc et des arrangements qu'on avait eut en vue, si le Dannemarc avait accédé à l'alliance du Nord.

Le *Comte de Liverpool* dit: Qu'en répondant au noble lord il se bornerait strictement à la motion et se contenterait d'exposer les motifs qu'il avait de s'y opposer. Sur la premiere partie du discours qu'on venait d'entendre, laquelle avait rapport au traité avec la Russie, il ne dirait rien, parce que le noble Lord n'avait rien proposé. Il convint que l'on avait donné quelques raisons pour que la correspondance entre les gouvernements d'Angleterre et de Dannemarc fût produite, mais ce serait à la chambre à juger, en balançant toutes les raisons pour et contre, si les inconvénients d'une telle démarche n'en surpassaient pas les avantages. Il avait déjà dit précédemment et il le répétait encore, que les renseignements que l'on demandait n'avaient en réalité aucune connexion avec le sujet qui allait être débattu, par la raison que le traité entre l'Angleterre et la Suéde était conclu avant que le Dannemarc eût fait des ouvertures pacifiques à la Grande Bretagne. La premiere communication provint du ministre de Dannemarc à Stockholm; elle fut reçue le 25 de Février; il y fut répondu le 28 du même mois, et la réponse n'arriva dans la capitale de la Suéde que le 4 de Mars, c'est-à-dire le lendemain du jour où fut signé et conclu le traité qui était maintenant sur la table. On pourrait dire que cette disposition

de la part de la cour de Copenhague aurait pu être prévue, mais cela amenait une autre question, qui était de décider si, toutes les circonstances bien examinées, c'était une mesure prudente et politique. S. S. ajouta qu'elle ne voulait pas pour le moment entrer plus avant dans la discussion, puisqu'elle pourrait le faire plus amplement et plus régulierement lorsque l'ordre de jour aurait été proposé; mais elle pensait que les raisons qu'elle avait exposées, combinées avec les inconvenients qui résulteraient probablement de révélations inutiles, suffiraient pour engager la chambre à négativer la motion.

Lord Grenville dit qu'il pensait que le noble Comte n'avait donné aucune raison satisfaisante pour rejeter la motion, car quand même les renseignements demandés n'auraient aucune liaison avec le sujet qui allait être discuté, pourquoi ne seraient-ils pas produits comme un sujet particulier d'enquête? Il a été entamé depuis long-temps une guerre avec le Dannemarc; en vertu de cette guerre, il a été commis un immense vol naval, et maintenant nous voyons qu'il a été conclu un traité avec une autre puissance, en vertu duquel on se propose de tenter une nouvelle volerie immense, et cela après une proposition de paix. Le pays demande que cette nouvelle injustice, que cette violence effrénée soit lavée s'il est possible. J'en appelle à la mémoire du plus ancien Lord, et je lui demande s'il se rappelle un seul exemple où l'on n'ait pas mis sous les yeux du pays les raisons pour lesquelles des négociations avaient été infructueuses. Quand bien même il n'aurait été fait aucune convention avec la Suéde (et S. S. désirait devant Dieu qu'il n'en eût jamais été conclu) il soutiendrait qu'on devrait accéder à la motion. Le noble Comte avait cité des dates pour prouver que les papiers demandés étaient inutiles, mais selon lui ces dates établissaient d'une maniere concluante que la question dont la chambre était au moment de s'occuper, ne pouvait pas être bien discutée sans ces renseignements. L'autre jour on avait assuré avec confiance que le traité avec la Suéde avait précédé de long-temps les ouvertures du Dunnemarc; mais maintenant il était clair qu'on avait reçu la proposition de ce dernier pays avant qu'il y eût eu aucun arangement formel de conclu régulierement avec la cour de Stockholm. S'il existait un espoir de coopération de la part du Dannemarc, il aurait dû être compris dans le traité, puisque, selon les principes immuables de la justice, il avait acquis des droits à toutes sortes de considérations favorables. Selon lui le débat qui allait avoir lieu ne pouvait pas se suivre convenablement si les documents demandés n'étaient pas mis sous les yeux de la chambre. On alla aux voix, et la motion de Lord Grey fut rejetée par une majorité de 24.

L'ordre du jour ayant appelé la discussion réguliere sur le traité avec la Suéde, le Comte de *Liverpool* prit la parole et dit :

" Il est impossible de former un jugement exact sur un sujet aussi important, sans prendre en considération l'état de l'Europe antérieurement et postérieurement à la formation du traité, ainsi que l'époque à laquelle les Plénipotentiaires y ont apposé leur signature. Bien loin de penser que les conditions en ont été impolitiques ou imprudentes, si l'occasion se présentait de nouveau, je recommanderais encore aujourd'hui de signer un semblable traité, puisque ses conditions sont fondées sur la politique et la justice. Il faut avant tout que la chambre reporte son attention sur l'état-général des choses dans l'hiver et au printemps de l'année derniere. Je le demanderai ici : que pensait-on, qu'éprouvait-on à l'époque où ce terrible orage qui a éclaté depuis en coups de tonnerre, était suspendu sur la Russie ? Les préparatifs que la France fit alors étaient au delà de toute imagination par leur immensité. Jamais elle n'avait rassemblé des forces aussi considérables en tout genre ; ses anciens armements contre la Prusse et l'Autriche, quelque formidables qu'ils fussent, ne semblaient que des jeux d'enfants en comparaison de l'expédition qu'elle se préparait alors à lancer sur le Nord. Il y avait trois ans qu'elle la disposait, et ce n'est point exagérer que de dire que les forces qu'elle avait rassemblées ne montaient pas à moins d'un demi-million d'hommes, suivis de 60 mille hommes de cavalerie d'élite. Il n'a jamais été fait depuis la création du monde, par aucune combinaison de puissances, des préparatifs aussi épouvantables contre un seul pays. Je le demande encore : quel était alors le sentiment général ? était-il une seule personne sur cent mille, qui ne tremblât sur l'issue de la lutte, qui ne frémît sur le sort de la Russie ? Quel est le cœur qui n'était pas plongé dans le désespoir en contemplant les moyens gigantesques de Buonaparté ? et le noble lord vis-à-vis (Lord Grenville) n'avait-il pas avoué lui-même que ses frayeurs ne lui permettaient aucun espoir, et lorsqu'il contempla le despote sanguinaire défait, et ses hordes innombrables dispersées comme la poussiere devant le souffle du Nord, ne reconnut-il pas que l'on avait opéré des miracles ?

Tout le monde sait que tandis que cet orage menaçait de foudre sur la Russie, l'existence de ce pays dépendait de deux choses principales :—La premiere, de la paix avec la Turquie ; la seconde, de la coopération de la Suede. Le premier objet fut rempli, et cela en partie par la médiation de la Grande-Bretagne. Quant au second, il est assez connu que la France, ainsi qu'il était évidemment de son intérêt, avait fait tous

ses efforts pour s'assurer l'amitié et l'aide de la Suede; d'abord, suivant l'usage ordinaire de Buonaparté, par des menaces, l'une desquelles était de la dépouiller de la Poméranie; et puis par des promesses, en lui offrant un agrandissement de territoires, et notamment la restitution de la Finlande. Ces avantages et beaucoup d'autres encore lui furent offerts par l'entremise de l'ambassadeur d'Autriche et d'autres puissances neutres. En un mot la France mit tout en usage pour s'assurer l'accession de la Suede. Ce fut à cette époque que la Suede prit un ton qui ne put être que hautement agréable à tous ceux qui aiment la liberté et l'indépendance.

Quelques personnes se sont plaintes de ce qu'à cette époque la Russie n'eût pas, ainsi qu'elle le devait, rendu la Finlande à la Suede. Mais je sais que parmi les hommes d'état attachés à la cour de St. Pétersbourg, il regne une grande diversité d'opinions sur les acquisitions que la Russie a faites depuis vingt ou trente ans. Plusieurs croyent qu'une partie de ces acquisitions de territoires est dangereuse à son bien-être; mais ils s'accordent tous à penser que la possession de la Finlande est un objet de la plus haute importance pour la Russie, ne fut-ce même que pour la sûreté de St. Pétersbourg et d'une partie de l'empire russe.

Quant à la situation de la Suede, je demanderai maintenant s'il n'était pas raisonnable qu'il fût accordé quelque chose au gouvernement Snédois pour une perte aussi majeure, au moment même où la Suede allait s'embarquer dans une cause qu'on regardait alors comme une cause désespérée? Considérant l'état de son armée, les dispositions du peuple, l'état de son revenu, la Suede, s'embarquant dans cette lutte, n'a-t-elle pas maintenu son honneur, et déployé un esprit national qui arracherait des applaudissements tacites, même à ses plus cruels ennemis? Ce fut à cette époque qu'il fut signé un traité entre la Russie et la Suede (long-temps avant que la Grande-Bretagne ne devînt partie dans cette alliance). Il y fût stipulé que les deux puissances feraient cause commune, sous la condition que la Russie aiderait la Suede à acquérir la Norvége, et après que cet objet aurait été rempli, la Suede devait faire une diversion sur le Continent, et porter la totalité de ses forces contre la France et ses alliés.

La Grande-Bretagne fut invitée à accéder à ce traité.

Ici il se présente naturellement trois objets à considérer, si l'on veut se former une idée juste de la nécessité où l'on était d'accéder au traité en question.

1°. La Russie et la Suede étaient-elles moralement autorisées à contracter cet engagement?

2°. La Grande-Bretagne était-elle moralement autorisée ou non à y accéder, dans les circonstances où elle se trouvait alors?

3°. Ce traité était-il favorable ou contraire aux intérêts de la Grande, considérés politiquement ?

Je maintiens, sur le premier point, que la Suede et la Russie étaient moralement autorisées à contracter ces engagements. Je suis obligé à cet égard de représenter ici un fait que les nobles Lords qui siégent du côté opposé perdent souvent de vue, c'est que dans ce temps-là le Dannemarc était en coopération actuelle avec la France; il faisait partie de la grande confédération contre la Russie, (écoutez, écoutez !) Je n'entends pas dire qu'il existait une ancienne alliance offensive et défensive, mais il avait été contracté entre les Cours de Paris et de Copenhague, en contemplation de cette attaque contre la Russie, un nouvel engagement, en vertu duquel le Dannemarc était tenu de placer un corps de troupes à la disposition du premier, afin de border et couvrir les côtes de la Baltique, et d'être posté dans le Mecklenbourg ou sur toute autre partie de la côte d'Allemagne. N'était-ce pas là une coopération et une alliance aussi completes que si les troupes danoises eussent été réellement en marche avec Buonaparté sur Smolensk ou sur Moskou ? les Danois avaient déjà commencé à remplir le traité en entrant dans le duché d'Oldembourg, pays en alliance avec la Russie, et dont l'incorporation injuste à la France avait été, en grande partie, l'origine de la querelle entre la Russie et la France. Que faire dans des circonstances semblables ? si le Dannemarc, si une nation allegue pour sa justification, sa faiblesse, c'est un prétexte qu'on peut également avancer auprès des deux parties. Le Dannemarc n'a pas le droit de parler de son impuissance à la Grande-Bretagne, tandis qu'il employait ses forces en faveur de nos ennemis. On peut réduire le cas à ceci, c'est que lorsque la Suede se concertait avec la Russie, le Dannemarc se concertait avec la France, qu'il l'aidait, l'assistait, la favorisait et la soutenait dans cette lutte terrible. (écoutez, écoutez !) Il avait jugé de son intérêt de suivre la marche de la France, et il le faisait cordialement et de bonne volonté.

Le noble Lord vis-à-vis de moi (Lord Grenville) a paru exprimer le désir de discuter l'origine de la guerre. Je n'ai aucune objection à entrer avec lui en discussion à ce sujet en temps et lieu ; mais quant à ce dont il s'agit en ce moment, nous avons trouvé la guerre existant à cette époque, conséquemment il était à présumer qu'elle était juste. Et dans le fait, n'était-ce pas une chose notoire que depuis long-temp les matelots danois étoient employés à bord de la flotte française, et que notre commerce était harcelé et molesté de toutes les manieres dans la mer du Nord par les corsaires danois ? Et quand bien même on contesterait qu'il y eût eu un nouveau traité de signé entre le Dannemarc et la France, qui oserait soutenir que dans les circonstances où nous nous trouvions, ce pays-ci n'était

pas autorisé à tenter la conquête de la Norwége de la même maniere que nous avons pris les îles de St. Thomas ou de Sainte-Croix ? Il faut aussi que vos Seigneuries se rappellent l'amitié que la Suede montra pour la Grande-Bretagne, après la convention de Tilsit, amitié qui lui fit perdre la Finlande. Elles se souviennent sans doute aussi de l'expédition sous les ordres de Sir John Moore, qui fut envoyée à Gothembourg afin d'aider la Suede à prendre la Norwége. Nous étions donc parfaitement autorisés à faire cause commune avec la Suede contre le Dannemarc.

Le dernier point à considérer est jusqu'à quel point le traité est politique et expédient. Si nous réfléchissons attentivement aux avantages maritimes que possede la Norwége, aux excellentes munitions navales que ce pays fournit, c'est un objet de la plus haute importance pour ce pays-ci (après cependant la cause de la Péninsule) de prendre soin que ce royaume soit remis dans les mains d'une puissance dont l'intérêt est d'être indépendante de la France, et dont la situation locale la met en état de maintenir cette indépendance ; et il est bien connu que la Suede n'est rien moins que sous le contrôle et l'influence de Buonaparté (écoutez, écoutez, de la part des Lords de l'opposition). Si les nobles Lords doutent de ce que j'avance, je suis prêt à entrer en lice avec eux sur ce point.

Quant à l'état actuel de la guerre, et au pouvoir formidable de la France, il peut exister des doutes jusqu'à quel point ce pouvoir peut être diminué, ou jusqu'à quel point la Grande-Bretagne doit s'efforcer de le réduire. Mais il est un principe incontestable, c'est qu'il convient à ce pays-ci de rendre toutes les nations qui désirent la liberté aussi indépendantes que la nature des choses le rend possible. En conséquence, en examinant la situation géographique du Dannemarc, connaissant que d'après le prix qu'il met au Holstein, il préférerait dépendre de la France plutôt que de l'abandonner, et sachant pareillement que la Norwége doit dépendre de la France aussi long-temps qu'elle sera une dépendance du Dannemarc, il était de l'intérêt de la Grande-Bretagne d'opérer une séparation, au moyen de laquelle la Suede deviendrait plus capable de maintenir son rang parmi les nations de l'Europe. Il est de l'intérêt de toutes les nations d'être indépendantes, mais peu en possedent les moyens. La possession de la Norwége en assure le moyen à la Suede (écoutez, écoutez.)

Je maintiens donc que sous tous les points de vue, ce pays-ci était autorisé à accéder au traité par lequel le Dannemarc devait être privé d'une partie de ses possessions. Quel était, je le demande, le devoir d'un ministre, l'année derniere ? C'était incontestablement d'opérer une diversion en faveur de la Russie sur quelque partie du continent. Je ne discuterai pas ici si l'état de nos armées nous permettait de le faire,

mais c'était un objet majeur pour nous, et sous ce point de vue le traité avec la Suéde ne pouvait être que hautement avantageux à la cause commune.

Il était cependant stipulé entre la Russie et la Suede, que l'on emploierait pour des objets Suédois un gros corps de troupes russes qui était stationné en Finlande. Au mois de Septembre dernier, les affaires de la Russie se trouvaient dans la situation la plus critique. Buonaparté marchait de Smolensk à Moscou, mais le gouvernement suédois bien pénétré de l'importance dont il était pour l'Empereur Alexandre de pouvoir employer les forces qu'il avait en Finlande, renonça à cet article du traité, et il fut permis aux 18,000 hommes qui étaient dans cette province, d'aller joindre l'armée du général Wittgenstein. C'est à cette libéralité que doit, selon moi, être attribuée en grande partie la destruction de l'armée française sur la Berezyna, et dans le fait ce n'est pas exagérer que d'assurer que les succès brillants de la derniere campagne, et la destruction de l'armée française, doivent être attribués principalement au zele et à la coopération énergique de la Suede. Elle a défié toutes les menaces étrangeres, elle a résisté à toutes les vaines promesses qui lui ont été faites, et a fait cause commune avec la Russie pour la destruction et la défaite de l'ennemi commun. Il ne m'est pas moins agréable de rendre ici justice à la Russie, et de dire que la cour de St. Pétersbourg a dûment apprécié cette amitié et cette libéralité.

Ce fut dans ces conjonctures qu'il fut entamé, dans le cours de l'hiver dernier des négociations entre la Grande Bretagne et la Suede. Le seul objet était d'assurer les intérêts généraux des parties contractantes, ainsi que les intérêts de cette noble puissance, la colonne de la liberté de l'Europe, qui a si glorieusement soutenu la grande cause pendant la derniere campagne. Le grand principe sur lequel cette négociation fut basée, fut que la premiere opération serait faite par les troupes suédoises sur le Continent de l'Europe, suivant le plan et le systême que les circonstances dicteraient. Ce fut là la condition qui servit de base à la négociation, et c'est ce qui fait que le traité est non seulement juste, mais même nécessaire, d'après tous les principes de sagesse et de politique.

Lorsque la Suede faisait cause commune avec la Russie, et présentait tous ses moyens de résistance à la France, le Dannemarc, bien loin de donner, au moment du danger, la moindre marque de bonne volonté pour la cause commune, coopérait et contractait de nouveaux engagements avec l'ennemi de l'Europe. Il se fondait pour ainsi dire dans la masse des confédérations de la France. Pendant les dangers et même pendant les triomphes de la Russie, le Dannemarc ne manifesta pas la moindre intention, la moindre inclination à secouer le joug de

la France, et cela pendant que la Suede aidait la Russie de la maniere la plus essentielle en permettant à cette puissance d'envoyer au comte de Wittgenstein les troupes qui lui étaient promises à elle-même. Dans le temps même où Buonaparté marchait en force de Smolensk à Moscou, le gouvernement russe sonda les intentions du Dannemarc. Sa réponse fut qu'il était déterminé à exister ou à succomber avec la France. Etait-il donc moralement injuste, dans des circonstances semblables, d'accéder à un traité auquel nos intérêts naturels nous devaient faire désirer de prendre part ? devions-nous négliger le secours d'un allié important, et cela pourquoi ? par tendresse pour une puissance qui faisait cause commune contre nous, et qui employait avec notre ennemi tous les moyens qu'elle avait de nous faire du mal.

Il n'y aurait eu ni sens ni politique à ménager un ennemi acharné, et à négliger de nous concilier celui qui nous montrait des dispositions favorables, tant pour notre cause que pour la cause générale de l'Europe.

Le Dannemarc ne fit aucune offre formelle à l'Angleterre avant le mois de Février dernier. Je dois reconnaître ici qu'après l'évacuation de Moscou par les Français, le ministre de Danuemarc à la Cour de Pétersbourg montra quelques dispositions à une jonction amicale entre les deux pays. Mais quelle en fut la conséquence ? Lorsque l'on eut connaissance à Stockholm de cette disposition, et que le Gouvernement Suédois chercha à profiter de ces avances, le Gouvernement Danois désavoua formellement ce qu'avait dit son ministre. Peut-être ce ministre avait-il agi sans instructions, ou s'il avait reçu ses ordres au moment du danger de Buonaparté, peut-être reçut-il des instructions contraires lorsqu'on apprit que Buonaparté s'était sauvé et était en sûreté à Paris.

Il est encore vrai que le 25 de Février, lorsque les troupes françaises furent poussées au-delà de l'Elbe, après que leur grande armée eût été détruite presque en totalité, le Dannemarc fit des ouvertures publiques, parce que dans l'état douteux où se trouvait alors l'Europe, il désirait, à tout événement être bien avec toutes les puissances, et finir par se ranger du côté le plus fort. J'en appelle encore ici à la générosité et à la politique de la Chambre ; fallait-il rejeter l'amitié d'une puissance qui avait fait les derniers efforts pour soutenir la cause commune, fallait-il sacrfier alors nos liaisons avec elle pour accéder aux propositions d'un gouvernement ennemi qui venait tout récemment encore de donner une preuve combien ses vues étaient équivoques, et qui, lorsqu'il envoya le Comte de Bernstorff en Angleterre ne pouvait pas se dissimuler que les demandes qu'il était chargé de faire ne pouvaient qu'être rejetées ? En effet, je ne crains pas d'affirmer ici qu'il n'est

personne dans cette Chambre, ni dans toute l'Angleterre, qui ait conseillé au Gouvernement d'accueillir ces propositions.

J'en viens maintenant à la conduite de la Suede depuis le traité. Depuis cette époque, je dois avouer qu'il n'y a jamais eu d'exemple d'un plus grand zele et de plus d'empressement à remplir des engagements politiques que n'en a montré la Suede. Tous les préparatifs furent faits sans perdre un moment pour embarquer les troupes stipulées pour le Continent. Pourquoi n'arriverent-elles pas tout de suite? C'est que ces mêmes troupes dont le premier corps fut embarqué dès le 31 Mars et le second le 8 Avril, ne purent arriver à leur destination que cinq semaines après, ayant été retenues dans l'intervalle par des vents contraires. Ce fut là la seule cause du délai qu'on a objecté à la Suede, car les troupes Suédoises avaient été prêtes à s'embarquer sur-le-champ. Il est vrai que la ville de Hambourg ayant été alarmée subitement, ses habitants avaient cru pouvoir réquérir une partie des troupes suédoises afin de venir à leur secours, mais il ne fut pas jugé militairement prudent d'accéder à leur requête. La Suede ne leur avait jamais donné de fausses espérances; bien loin de là, elle avait été jusqu'à prohiber tout commerce entre ses sujets et Hambourg, parce qu'elle savait bien que le sort de cette ville devait dépendre des opérations sur les rives de l'Elbe. Si ces opérations étaient malheureuses, rien ne pouvait sauver Hambourg. C'est une circonstance extrêmement malheureuse, mais elle ne doit être attribuée ni au défaut de zele, ni de préparatifs de la part de la Suede. Le corps d'armée Suédois est maintenant dans la position d'où il peut agir avec plus d'espoir de succès définitif.

Il est encore dans ce traité un ou deux points sur lesquels je ne sais trop si je dois m'étendre ou non. Il y a déjà longtemps qu'on avait en vue d'ajouter une autre île dans les Indes Occidentales aux possessions coloniales de la Suede. Or, de toutes les îles que nous possédons dans les Antilles, il n'y en a pas dont la cession soit susceptible de moins d'objection que celle de la Guadeloupe. Nous avions tant d'îles à sucres dans nos mains, que jusqu'à ces derniers temps il avait été prohibé d'importer les denrées des colonies conquises pour la consommation intérieure, afin de ne pas être injustes envers les planteurs britanniques. Certes, la cession d'une de ces colonies n'est pas à balancer contre l'avantage que nous retirerons d'avoir ouvert en Suede un entrepôt pour les manufactures et toutes les autres marchandises d'Angleterre, et d'avoir ainsi renversé efficacement tout l'échafaudage du système continental. Quant à l'article concernant le commerce de la traite des noirs, quelques personnes ont jugé nécessaire, toutes ont jugé important, afin d'abolir entierement ce trafic, d'obtenir des puissances étrangeres qu'elles coopérerent à le suppri-

mer. Pour ceux qui sont instruits de ce qui se passe à St. Barthélemy, cette stipulation n'est pas d'une médiocre importance.

Il a été dit que le gouvernement de ce pays-ci n'avait montré aucune volonté de négocier avec le Dannemarc. Le gouvernement n'a jamais témoigné aucune semblable mauvaise volonté. La question ne pose que sur les conditions. Il sera toujours prêt à faire la paix avec le Dannemarc à des conditions justes et équitables, conformément à nos engagements avec les autres puissances.

J'ai commencé par appeler l'attention de la Chambre sur la perspective qu'avait la France à l'ouverture de la dernière campagne. Tout le monde sentait alors que le sort de l'Europe dépendait définitivement de la Russie. Quel est aujourd'hui l'état du continent ? Que Vos Seigneuries comparent l'état de choses actuel avec celui du printemps dernier; que l'on compare l'indépendance de la Russie établie fermement et à jamais, et la nature des combats livrés dans ce pays aux armées françaises, avec les prognostics que l'on se plaisait à répandre au dehors. Ces succès n'ont peut-être pas rempli l'attente des esprits les plus ardents, il s'est passé en dernier lieu des événements qui en obscurcissent l'éclat; mais à tout prendre, le résultat de ces succès est encore très-grand. Nous avons vu, l'an dernier, s'opérer la destruction de la plus puissante armée française qui fût jusque-là entrée en campagne. Quoique la réaction, ainsi qu'on pouvait s'y attendre, ait été formidable de la part de la France, cependant les efforts du dominateur de la France n'ont point été signalés par les triomphes qui marquaient autrefois le commencement de ses opérations. On regardait autrefois comme une chimere l'espoir de réduire le pouvoir de la France : cette idée n'existe plus. Mais devons-nous traiter de la même maniere ceux qui se sont soumis à ce pouvoir et ceux qui lui ont résisté d'une maniere formidable ? Non. Ceux qui ont aidé à la délivrance de l'Europe, doivent être payés aux dépens de ceux qui se soumettent au joug. (Ecoutez, écoutez.) C'est juste, c'est politique dans toute la rigueur du terme. Vos Seigneuries ont été témoins des effets du système qu'on a tenté de mettre à exécution, afin de nous exclure des droits des nations civilisées. Depuis le traité de Tilsit, depuis sept ans, la Grande-Bretagne a été en quelque sorte exclue du code de l'Europe. Elle a lutté contre cette exclusion, et quelque chose qu'on puisse dire et faire, il est consolant de pouvoir penser et proclamer que ce système ne pese plus sur nous, et que par ce traité nous avons détruit le système maritime de la France.

Sa Seigneurie conclut son discours en proposant une adresse à Son Altesse Royale le Prince Régent, pour la remercier d'avoir communiqué à la Chambre le traité de concert et de subside avec la Suede, et assurer S. A. R. que la Chambre l'aiderait à en exécuter les stipulations.

Lord *Holland*, le Marquis de *Buckingham*, le comte *Grey* et le marquis de *Douglas* parlerent contre le traité, qui fut défendu par Lord *Harrowby*, le comte *Bathurst* et Lord *Clancarty*. La motion de Lord *Liverpool* passa à une majorité de 140 voix contre 67.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du Vendredi 17 *Juin.*

M. *Ponsonby* attaqua le traité d'une maniere très-virulente, et termina son discours en proposant une adresse au Prince Régent, par laquelle la Chambre témoignerait à S. A. R. son regret qu'il eût été conclu avec la Suede un traité aussi impolitique et aussi injuste, et priait Son Altesse Royale de se dégager le plutôt possible de stipulations aussi dérogatoires à l'honneur de la couronne, etc. Lord *Castlereagh*, ministre des affaires étrangeres, y répondit par le discours suivant :

Lord Castlereagh.—Je crois avoir lieu de me plaindre du mode adopté par le très-honorable membre dans cette discussion. Je suis étonné d'entendre les objections faites par lui au traité, d'autant que lorsqu'il crut devoir appeler l'atttention de la Chambre sur cet objet, il ne mentionna point, comme il le fait aujourd'hui, qu'il reposait sur des principes atroces. Si je me rappelle bien le langage que le très-honorable membre tint alors, il convint qu'il n'y avait rien d'immoral dans le projet d'ôter la Norvége au Dannemarc pour la transférer à la Suede : que nous étions en guerre avec le Dannemarc non-seulement pour notre propre intérêt, mais encore pour celui des nations avec lesquelles nous avons des traités d'alliance ; et que la seule question à décider était de savoir si en consentant à cette mutation nous suivions les principes d'une saine politique. Je suis prêt à défendre le traité sous le double point de vue de la justice et de l'utilité ; mais je le demande à la Chambre, le très-honorable membre n'a-t-il pas confiné la discussion dans l'utilité seule de la mesure qu'il combat ? La question n'est pas de savoir si la conduite du Dannemarc, depuis le traité avec la Suede, a jeté ce pays dans des difficultés plus ou moins grandes;

mais on doit juger le mérite de cet acte, d'après les circonstances qui existaient lorsqu'il a eu lieu, ou qui l'ont précédé. (Ecoutez!); Cependant, pour réfuter les calomnies auxquelles il donne lieu, il est nécessaire de mentionner quelques circonstances postérieures au traité, mais non pour le justifier, car s'il n'était pas justifiable d'après des motifs qui existaient en Mars dernier, il ne peut trouver d'apologie dans les transactions subséquentes. J'expliquerai pourquoi, lorsque le Parlement était assemblé, les ministres de S. M. ne crurent pas devoir lui donner d'éclaircissements relatifs au traité, pour obtenir le vote de subsides. Le fait est que le traité fut ratifié long-temps auparavant, mais il est arrivé, par une espece de fatalité, qu'il n'a été reçu ici que le 10 Mai dernier. On crut qu'il était très-impolitique de procéder à la discussion de ce traité tandis qu'il existait des négociations avec le Dannemarc. Si le très-honorable membre avait demandé qu'on publiât les discussions avec la Suede, j'aurais compris alors son but, mais j'avoue que ce serait avec répugnance que j'aurais accédé à sa demande. (Ecoutez, écoutez.) Je sais que la constitution et les droits du Parlement autorisent de pareils renseignements, mais l'abus d'un tel droit est extrêmement dangereux; et lorsqu'on l'emploie seulement pour la justification d'un individu, c'est en abuser étrangement. Quant à l'avance d'argent prématurée qu'on dit avoir été faite à la Suede, il faut avouer que si la coopération de ce pouvoir était de la moindre utilité, les ministres n'auraient pu se justifier d'avoir négligé les moyens de se procurer cette coopération quand ils pouvaient en tirer avantage, et d'avoir attendu pour cela la ratification du traité.

La Suede est une puissance militaire considérable, quoique ne possédant pas des ressources pécuniaires proportionnées à ses autres moyens. Il fut convenu par conséquent qu'on lui avancerait 200,000 liv. sterl. pour ce qu'on appelle la mise en campagne. Quelques traites additionnelles furent aussi tirées sur le gouvernement. On ne peut attribuer au gouvernement suédois les délais qu'a éprouvés le passage des troupes qui étaient prêtes long-temps avant qu'on ne l'attendait raisonnablement. Il fallut aux transports qui devaient amener le reste des troupes suédoises, cinq semaines pour aller de Gothenbourg à Calscrone. Je ne suis point obligé de défendre dans tous ses points le traité conclu entre les cours de St.-Pétersbourg et de Stockholm. On peut objecter quelque chose à l'utilité de quelques-unes de ses stipulations, et prouver en même temps que les engagements pris par la Grande-Bretagne sont exempts de blâme. Ce n'est pas que je sois prêt à défendre en général la conduite de ces deux puissances: et je crois que le très-honorable membre ne peut justifier l'attaque qu'il vient de faire contre elles sans s'être donné la peine de prendre les renseignements nécessaires à ce sujet. (Ecoutez,

écoutez.) Le traité entre ces deux cours est daté de Mars 1812, ce ne fut qu'en Juillet suivant qu'il nous fut communiqué ; et le traité entre la Suede et nous est daté de Mars 1813. La Chambre me permettra de lui rappeler les autres événements qui ont précédé le traité entre la Suede et la Russie. Lorsque cet engagement se préparait, l'objet des préparatifs du chef de la France n'était point un secret. Le grief principal qu'il alléguait contre les cours de Pétersbourg et de Stockholm reposait sur la lenteur avec laquelle elles secondaient les plans qu'il avait formés pour notre ruine. Ce n'était toutefois pas là le seul motif de la guerre dont il menaçait la Russie. Il était piqué des défaites qui, dans la Péninsule, avaient terni l'éclat de ses armes, et il cherchait des compensations dans des tentatives plus heureuses contre les puissances du Nord. Au moment même où il exigeait de celles-ci qu'elles redoublassent d'énergie dans l'exécution du système continental, il en relâchait lui-même la sévérité pour son propre avantage.

Au mois de Janvier précédent, il avait envahi la Poméranie Suédoise. Il offrit ensuite à la Suede de l'aider à recouvrer la Finlande si elle voulait envoyer de ce côté quarante mille hommes contre la Russie. On pouvait à peine supposer, que la Russie fût en état de défendre cette province au moment où elle était attaquée par toutes les forces de la France sur la Vistule. Je suis prêt à convenir qu'il n'est rien de plus injuste qu'un projet de conquête qui n'est point justifié par un principe de sécurité militaire ; mais si l'objet de la Suede eût été uniquement une acquisition de territoire, il eût été plus avantageux pour elle d'écouter les propositions de la France, que de former des liaisons avec la Russie.

Il est facile de prouver qu'en cas de démêlés avec la France, la possession de la Norwége est nécessaire à la sûreté militaire de la Suede. La seule politique raisonnable à suivre relativement au Nord de l'Europe est de préserver le nord de la Baltique de l'influence française. Recherchez les effets des engagements entre la Russie et la Suede ? Chacun sait que l'armée Suédoise était anciennement de 80,000 hommes. La Suede n'était plus cet état faible d'autrefois, elle n'était plus dans cette situation précaire où nous l'avions vue sous un autre gouvernement. Depuis que le personnage qu'on sait avoir l'influence principale dans ce pays, y exerce le pouvoir, elle a acquis un caractere bien différent. Croit-on que la Russie aurait distribué ses forces comme elle l'a fait, si la Suede n'avait pas été son alliée et que si cette derniere puissance n'avait pas épousé la même cause, il eût été possible à la Russie d'envoyer sur la Vistule toutes ses forces disponibles, ne laissant en Finlande que 18,000 hommes, qui ensuite se sont portés de là à Riga et ont décidé le sort de la campagne?

Si la Suede avait été hostile la victoire de Wittgenstein sur la Dwina n'aurait pas été remportée et la retraite de Moscou aurait été d'une nature moins destructive qu'elle ne l'a été. Il est donc injuste de n'envisager que l'état actuel des affaires et de rejetter tous les antécédents. Je suis prêt à justifier ce traité d'après le principe de la défense personnelle. Il faut faire entrer dans le calcul le caractere du Dannemarc; ce caractere s'est dévoilé, en 1808 lorsqu'il publia une déclaration de guerre contre la Suede, déclaration que rien ne justifiait et qui n'avait pour cause que la volonté de la France. La Suede n'avait pas d'autre alternative que de regagner la Finlande en se liant à la France, ou de partager le triomphe ou la chûte de la Russie. Elle prit le parti de voir sa sécurité dans une alliance avec un grand pouvoir militaire tel que la Russie, et de n'avoir aucune confiance dans la conduite d'un pouvoir aussi timide que le Dannemarc. Mais quoique je sente que la Russie et la Suede n'ont agi que d'après le principe de la défense individuelle et non d'après des vues révoltantes d'aggrandissement personnel, je prétends que la Russie avait alors un juste prétexte de guerre contre le Dannemarc, parce que ce dernier avait fait tout ce qui pouvait donner lieu à une cause légale de guerre. Le Dannemarc ne fut pas alors requis de grossir avec ses troupes l'armée française, mais de fournir un corps pour occuper les côtes de la Baltique, d'où les Français avaient été retirés pour attaquer la Russie. Oldenbourg que les Danois occuperent était un territoire infiniment lié à l'interêt et aux vues de la Russie. Je n'hésite point toutefois à déclarer que l'engagement entre la Russie et la Suede n'eut d'autre objet que d'unir contre la France les deux grandes puissances du Nord, car la Suede peut, si elle le veut, être un pouvoir indépendant.

A l'égard de l'influence que le Gouvernement Britannique a eue dans cette affaire, je déclare que le traité lui a été communiqué dans le commencement de Juillet 1812, et que si la guerre n'avait pas éclaté contre la Russie, je crois que jamais nous n'en aurions eu connaissance et qu'on n'aurait pas même cherché à le mettre à exécution. On demanda cathégoriquement à ce pays-ci, en le lui communiquant, s'il voulait co-opérer à la défense du Nord de l'Europe. Les Ministres de S. M. répondirent qu'ils ne voyaient rien dans ce traité qui fût sujet à de fortes objections, qu'ils étaient prêts à fournir une coopération proportionnée aux moyens dont ils pouvaient disposer, mais qu'ils ne pouvaient se lier à aucun plan qui n'aurait pas pour base la délivrance générale de l'Europe. Les ministres de S. M. convaincus alors de quelle importance était la coopération de la Suede, déclarerent que si cette puissance voulait choisir l'Allemagne au lieu de la Norwége pour y porter ses forces, non seulement

l'Angleterre prêterait son assistance à la cause mais qu'elle fournirait des subsides pour cet objet. Je dois au Gouvernement Suédois la justice de déclarer qu'il accueillit avec empressement la proposition d'agir directement sur le Continent, mais les obstacles étaient tels alors qu'ils justifiaient la Suede aux yeux des militaires de ne tenter aucun débarquement en Allemagne. Les armements que faisait alors la Suede causaient de telles inquiétudes à l'ennemi qu'ils obligerent à laisser deux corps entre la Vistule et la Baltique. Ainsi un corps de 60,000 hommes fut tenu en échec dans le Nord de l'Allemagne, au lieu d'être employé contre la Russie. La Suede ne rendit pas seulement un service essentiel à la Russie, mais celle-ci dut encore son salut à cette puissance. Mais c'eût été une grande faute de se hazarder avec 30 ou 40,000 hommes sur une côte où l'on n'avait aucune position militaire : la Suede était donc justifiée par toutes les considérations possibles. Nous ne crûmes pas alors être suffisamment autorisés par les circonstances à accéder à toutes les conditions de l'arrangement conclu entre la Russie et la Suede, quoiqu'il n'y eût aucune différence d'opinion relativement au but principal. Lorsque nous refusâmes en premier lieu le subside tel qu'il était demandé nous observâmes qu'on ne pouvait s'attendre qu'avec les moyens limités que nous avions, nous retirassions notre assistance de ceux à qui nous l'avions déjà accordée; mais que lorsque la Suede voudrait prendre une part active à la guerre elle aurait le même droit qu'eux à notre appui. Nous reçûmes en Février dernier un autre message de la Russie. Mais je dois dire pour l'honneur de cette grande puissance, que jamais elle n'a demandé pour elle aucune assistance de ce pays-ci, mais qu'elle a toujours déclaré qu'il lui suffisait que les Espagnols continuassent de recevoir celle que nous leur avions déjà accordée. Mais dans un moment où après avoir recouvré son propre territoire, elle coopérait au grand œuvre de la délivrance de l'Europe, elle se crut autorisée à demander que nous fissions cause commune avec elle.

Le cabinet russe nous observa qu'il était disposé à envoyer les armées russes au delà des frontieres afin d'essuyer d'arracher la Prusse au joug de la France ; mais que malgré l'état d'épuisement des troupes françaises, il n'était peut-être pas possible de forcer la ligne de l'Oder, si elles se retiraient sur leurs forteresses, et qu'alors il serait extrêmement avantageux que la Suede pût employer ses forces sur les derrieres de l'armée française. La question était alors entierement changée. Les troupes suédoises pouvaient alors se porter sur les derrieres de l'armée découragée. Le gouvernement de Sa Majesté déclara alors à la Suede que si elle voulait s'engager dans cette entreprise, ce pays lui accorderait un subside, et la mettrait dans une situation utile à ses propres intérêts, mais plus avantageuse encore à la

Grande-Bretagse dont les intérêts étaient si essentiellement liés à ceux du commerce. En donnant à la Suede une île considérable, nous lui donnons des motifs d'être opposée à tout système anti-commercial. C'est dans ces circonstances que le traité fut conclu. Après quelques discussions, la Suede forma un engagement qu'elle exécute avec loyauté, et jusqu'au moment actuel elle a fidellement rempli les conditions du traité. Le gouvernement de Sa Majesté évita en outre autant que possible de heurter le Dannemarc et essaya d'engager la Suede à modifier les stipulations relativement à la Norvége. On prit en même temps la précaution de ne pas laisser le Dannemarc dans l'ignorance de cet engagement, et de l'avertir que s'il voulait faire cause commune avec la France, la Suede se départirait d'une partie de ses vues sur la Norvége. On demandera jusqu'à quel point cette derniere proposition pouvait être exécutée? Je repondrai que peut-être le gouvernement suédois aurait fait sur ce point des concessions qui eussent blessé peut-être ce qu'exigeaient de lui les intérêts et le vœu de sa nation. Le T. H. membre a repoussé la doctrine des équivalents; mais je demanderai, quelle est la paix dans laquelle on ne stipule pas des équivalents? La Suede disait au Dannemarc: La Norvége est essentielle à ma sûreté aussi long temps que votre territoire sera le récipient des moyens que la France peut employer contre moi. Si cependant la France est rejettée dans ses anciennes limites, et que vous veuillez vous engager dans la cause commune, je consentirai à aliéner la Poméranie suédoise, et je ne demanderai en échange que l'évêché de Drontheim, situé à l'extrémité septentrionale de la Norvége, parce que dans toutes les guerres entre les deux pays les défilés de Drontheim sont de la plus haute importance pour la défense militaire de la Suede. (Ecoutez) La Suede a clairement prouvé par cette proposition qu'elle n'a point eu en vue son aggrandissement personnel lorsqu'elle a conclu le traité, et qu'elle ne voulait pas non plus en retirer un avantage séparé.

Lors même de la premiere campagne, elle proposa de servir la cause commune, et au lieu d'envoyer contre la Norvége 35,000 hommes elle consentit à abandonner la Norvége à elle-même et à employer ses troupes pour l'intérêt-général. (Ecoutez, écoutez.) Je crois avoir assez justifié la Suede de l'accusation imprudente et injuste qui lui a été faite, et avoir montré que non-seulement elle n'était pas dirigée par des vues d'égoïsme, mais qu'elle a fait au Dannemarc des propositions très-raisonnables. Si le Dannemarc avait agi d'après les mêmes principes que ceux qui dirigent le Prince Royal, si le gouvernement de ce royaume avait eu une étincelle de cette énergie militaire qui caractérise si éminemment les Suédois, la Suéde lui aurait fait les meilleures conditions. A l'égard d'Hambourg on n'a jamais bien connu les détails des rapports

que les Suédois ont eu dernierement avec cette ville, qui à la vérité, s'est prononcée avec la plus grande vigueur et dont tous les cœurs vertueux doivent déplorer la misérable position. Mais ce pays ne donna jamais le moindre espoir qu'il fournirait des troupes pour sa défense: on ne lui demandait que des armes, elles furent envoyées. Une armée suédoise était arrivée à Stralsund, mais comme elle n'était forte que de 18,000 hommes, la question était de savoir si l'on pouvait prudemment en détacher une portion quelconque. Dans la situation où la Suede se trouvait relativement au Dannemarc, il était dangereux d'interposer aucun détachement entre les troupes françaises et les troupes danoises. Un général Suédois prit sur lui d'envoyer quelques troupes à Hambourg, mais sa conduite ne fut pas approuvée. Les Français s'étant concertés avec les Danois, ce ne fut qu'avec une grande difficulté, et à la faveur de la nuit, que ce corps parvint à échapper. Ce ne fut donc pas par un défaut d'intérêt pour le sort d'Hambourg que cette ville fut abandonnée. Si l'on accorde que Buonaparté était instruit de la mission du Comte Bernstorff près de notre cour, on peut raisonnablement en conclure qu'il savait aussi que les conditions qu'il avait à nous proposer n'étaient pas d'une nature à conduire à un traité de paix. La premiere proposition qui nous vint du Dannemarc eut lieu en Février, elle avait pour but une paix séparée. Mais quelles en étaient les conditions? La restitution de toutes les conquêtes que nous avions faites sur cette puissance; celle même de sa marine. De telles demandes pouvaient-elles être faites avec le désir sincere d'obtenir la paix? le Dannemarc pouvait-il s'attendre que nous traiterons sans le concours de nos alliés? mais six mois avant que cette proposition ne fut faite à ce pays, M. Thornton, notre ambassadeur à Stockholm, fut chargé de traiter avec le Dannemarc, de concert avec la Suede et la Russie. Cette proposition fut rejettée par le Dannemarc qui s'obstina à ne vouloir traiter avec nous que séparément, ce qui prouvait qu'il n'avait nullement le désir de faire la paix avec nous.

Outre les conditions que j'ai déjà mentionnées, il exigeait qu'en outre de toutes ses autres possessions nous lui garantissions encore la Norvége. Comme Buonaparté connaissait les conditions qui nous étaient proposées, il ne lui était pas difficile de prévoir de quelle maniere elles seraient accueillies par nous. Il n'est donc pas vrai que le traité entre la Russie et la Suède, ni celui entre cette derniere puissance et nous, aient fait pour nous du Dannemarc un ennemi au lieu d'un allié.

Plusieurs personnes veulent voir dans le caractere du Prince de la Couronne de Suede quelques traits faits pour exciter le soupçon, et elles s'autorisent pour cela de la part active qu'autrefois il a prise à la révolution française. Quant à moi je déclare qu'il s'est détaché de la politique française

parce qu'il en désapprouvait les principes, et que la conduite du régulateur de la France a été cause du parti qu'il a si noblement adopté. D'ailleurs nous avons dans la conduite qu'il a déjà tenue dans d'autres circonstances, une garantie de ce qu'il fera dans la suite, et je lui dois la justice de déclarer que comme homme et comme général, je n'ai jamais rien connu de lui qui fût contraire à son honneur et à son caractere. Ce n'est pas un faible hommage à rendre à un homme qui autrefois a occupé un rang si élevé dans l'armée française que de dire que je n'ai jamais entendu avancer qu'il ait opprimé un seul des pays où il a commandé, qu'il a toujours exécuté avec beaucoup de douceur et d'indulgence les ordres qu'il a reçus, qu'il a toujours déployé une grande probité, qu'il ne s'est jamais enrichi de rapines et que le suffrage du pays qui l'a adopté est un témoignage bien favorable pour lui. On n'a donc aucun motif de révoquer en doute sa franchise. Il vint sans doute de France en Suede avec de la partialité pour son pays natal, mais nullement avec l'intention de trahir la Suede. Quel que fût son attachement pour la France, il n'a cessé de dire à Buonaparté ce qu'il pensait jusqu'au moment même où celui-ci avait rassemblé cette formidable armée destinée à anéantir la Russie. (Ecoutez!) Il serait présomptueux de répondre de l'avenir, mais n'est-il pas contraire à la générosité de tirer de fâcheux prognostics des anciennes liaisons du Prince de la Couronne avec la France?

(Sur une insinuation de M. Canning qui parla après Lord Castlereagh, tendant à reprocher aux ministres qu'ils avaient garanti la Norvége à la Suede, Sa Seigneurie a déclaré qu'il n'existe aucune garantie de la part de ce gouvernement relativement à la Norvége, ni même à l'égard de la Guadeloupe, et que la Suede reçoit cette île de la Grande Bretagne avec les mêmes droits et les mêmes chances qui appartiennent à celle-ci.)

M. *Canning* et M. *Whitbread* parlerent contre le traité et la motion de M. *Ponsonby* fut rejetée par une majorité de 224 voix contre 115. Il fut voté une adresse approbative du traité au Prince Régent, ainsi que dans la Chambre des Lords.

Supplément à la Gazette de la Cour du 19 Juin 1813.

Département de la guerre, le 19 Juin.

Le général Lyon employé à une mission particuliere en Allemagne a envoyé copie de la dépêche suivante du général russe Czernicheff, relativement à une brillante affaire qu'il a eue avec l'ennemi auprès d'Halberstadt.

Bernbourg, 31 Mai 1813.

Monsieur, Je m'empresse de congratuler Votre Excellence sur un avantage que viennent de remporter à Halberstadt les détachements que j'ai l'honneur de commander. Quatorze pieces de canon, un immense parc d'artillerie, plus de 800 chevaux de trait, environ 1000 prisonniers, y compris un général de division (Osche); un colonel, nombre d'officiers, et des munitions considérables, sont tombées au pouvoir des vainqueurs.

Ayant reçu de Votre Excellence permission d'agir suivant les circonstances, je passai en conséquence l'Elbe à Ferchland dans la nuit du 28 et je marchai sur Burgstall. J'y appris par plusieurs lettres, que mes partis avaient interceptées, qu'un gros convoi d'artillerie, escorté par environ 2000 hommes, devait passer dans la nuit du 29 à Halberstadt. Mes chevaux ayant été suffisamment reposés et étant dans le meilleur état possible, je résolus de faire les 15 milles Allemands (30 lieues de France) qui nous séparaient d'Halberstadt sans nous arrêter. A mon grand étonnement je réussis à parcourir cette distance en trente heures sans faire halte.

A mon arrivée à Hadmersleben, j'appris qu'un second convoi était à Hessen, sur la route de Brunswick, à trois milles, pour se joindre et se rendre ainsi avec plus de sûreté à la Grande-Armée. Ce dernier convoi était escorté par 4,000 hommes d'infanterie, 500 de cavalerie, et plusieurs pieces d'artillerie. Nonobstant la fatigue de mes gens et de mes chevaux, après une marche aussi pénible, je résolus de continuer ma route et d'attaquer l'ennemi aussitôt mon arrivée à Halberstadt, avant qu'il pût être joint par ses renforts, et pour profiter de la faute qu'il avait faite de placer ses canons et son convoi en dehors de la ville, quoiqu'à peu de distance des murailles. Après avoir fait une reconnaissance à quatre heures du matin, je m'assurai que l'ennemi avait placé ses canons dans un quarré, dont le milieu était rempli de chariots, de munitions et d'autres voitures, et bordé d'infanterie avec 250 hommes de cavalerie sur les flancs. Le tout formait une espece de forteresse presque impénétrable à de la cavalerie. Un de mes premiers soins fut de couper l'ennemi de la ville. Une seule porte que l'ennemi avait négligé de fermer me fournit les moyens de prendre possession de la ville, où le brave colonel Treccff chargea l'arriere-garde des troupes qui sortaient de la ville pour joindre le carré, et la poursuivit presque jusqu'à ses canons. D'un autre côté, le colonel Wlassau, que j'avais envoyé

en avant avec deux régiments, dans l'espoir de surprendre l'ennemi, fit deux charges très-belles sur le quarré; mais l'ennemi ayant eu avis de notre marche et étant sur ses gardes, il ne put faire aucune impression sur lui. L'ennemi ouvrit alors une canonade très-vive de 14 canons, auxquels je ne pouvais en opposer que deux, par le feu desquels cependant cinq des caissons de l'ennemi sauterent. Un des miens éprouva le même sort, ce qui nous tua quatre chevaux.

Dans ce moment, un régiment de Cosaques, que j'avais détaché sur la route par laquelle les renforts de l'ennemi s'avançaient, m'apporta la nouvelle qu'ils étaient à deux milles de nous; cela me détermina à faire avec toutes mes troupes un effort général et décisif sur le quarré. Dans ce dessein j'ordonnai à tous les Cosaques dispersés de saisir le moment auquel l'attaque serait faite par la cavalerie réguliere. Après avoir exhorté mes soldats à faire leur devoir, j'ordonnai à tout mon monde de charger au même instant. Cette attaque brillante contre un quarré formidable, défendu par quatorze pieces de canon, surpassa mon attente et couvrit de gloire les hussars d'Isoum, commandés par le colonel Tieman, et deux régiments de dragons de Riga. Les Cosaques seconderent aussi admirablement ces 400 cavaliers. Dans un instant les batteries furent enlevées, et mes braves gens se trouverent au milieu du quarré. Ici le carnage fut horrible, l'ennemi se défendant avec acharnement, et faisant feu même dessous les voitures. Il en fut tué plus de sept cents, le reste fut pris et je ne crains pas de dire qu'il n'est pas réchapppé un seul homme de tout le corps. A peine le carnage était-il fini que les colonnes de l'ennemi commencerent à se montrer, poussant sur mes Cosaques. Je fus donc obligé de les soutenir, afin de gagner du temps pour faire partir les canons pris et les prisonniers. Faute de temps je n'ai pu emporter que les 14 canons et 12 caissons. Je détruisis ou distribuai aux habitants toutes les munitions qui étaient dans la ville, et à sept heures du soir je me retirai avec mon butin, à Cockstedt. Tel est le compte sommaire de cet exploit. Il a d'autant plus de mérite qu'il fut entrepris après une marche de trente lieues, suivie d'un engagement de plus de sept heures. Il est hors de mon pouvoir d'exprimer à Votre Excellence à quel point mes gens ont bien fait leur devoir dans cette brillante affaire.

Que les Cosaques ayent été en état de soutenir une marche de 30 lieues et un combat de sept heures ensuite, ne m'a pas autant surpris que de voir ma cavalerie réguliere l'exécuter aussi bien qu'eux sans laisser un seul cheval en arriere.

(Signé) CZERNICHEFF.

Imprimé pour SCHULZE et DEAN, 18, Poland-St. Oxford-St.
chez lesquels on peut souscrire

L'Ambigu,

OU

VARIÉTÉS LITTÉRAIRES ET POLITIQUES.

No. CCCLXIX.—*Le* 30 *Juin*, 1813.

Continuation de la Relation de l'Occupation de Moscou par la Grande-Armée.

(Voyez les Numéros 359, 360, et 362.)

Après le petit dialogue que j'avais eu avec le général Sébastiani, je m'acheminai vers ma demeure, informé que tout mon monde devait y être. En y arrivant, je trouvai sur la porte des Français qui se partageaient des dépouilles. *Eh! Messieurs*, leur dis-je, *c'est ma maison; comment avez-vous pu venir piller les pauvres gens qui sont là?—Nous n'y sommes pas entrés*, fut leur réponse. Enfin, je trouve ma société presque toute composée de Russes, d'Arméniens, de femmes. Pas un être qui sût un seul mot de français. Chacun m'accueille comme

son sauveur, comme son unique ressource. On me donne des nouvelles, de mes amis les d'H.... qui s'étaient réfugiés dans la maison Gleboff, et qui m'y attendaient ; mais on me prie de ne pas abandonner ce poste, sans quoi l'on est perdu. On me raconte tout ce qu'on a souffert, et je donne ma parole de rester. MM. d'H..... avaient obtenu qu'un général hollandais viendrait habiter leur demeure, et que de là il nous protégerait. C'est dans cette situation que j'ai vécu huit jours à peu près, barricadé avec tout mon monde dans ces souterrains, et allant à tout instant la nuit et le jour conjurer l'orage des pillards qui venaient nous visiter. Quelques-uns entendaient raison et se laissaient désarmer, mais le plus grand nombre voulaient user de violence, et je n'avais que le temps d'appeler à mon aide la garde du général. *Je me f..... bien que vous soyez Français ; qu'est-ce que vous faites ici ? Il n'y a que des aristocrates qui ne soient pas avec nous ; vous êtes de f..... émigrés.* Voilà les doux propos dont j'étais régalé vingt fois par jour ; et cependant qu'y avait-il à prendre chez nous ? Les derniers vêtements des malheureux échappés aux flammes avec le pur nécessaire ; mon surtout qui, comme la culotte de Sterne, excitait l'envie de tous ceux qui la voyaient, et à la vérité quelque provision de farine pour du pain noir. C'était là, il faut en convenir, ce que nous gardions comme notre dernière espérance, et ce que nous devions défendre sous peine de la vie. Du reste, combien de fois n'a-t-on pas déshabillé et déchaussé mes malheureux compagnons dans l'intervalle où j'allais chercher la garde qui faisait restituer les effets volés ?

Par ce que je viens de vous dire de ma situation, vous pouvez juger de celle de la plupart des habitants de Moscou, qui n'avaient pas la ressource de se faire comprendre. On ne trouvait plus dans les rues que des militaires enfonçant des portes, des

fenêtres, des caves, des magasins, et tous les habitants cachés dans les lieux les plus secrets, se laissant dévaliser par le premier qui venait les attaquer. Ce qui a surtout rendu le pillage affreux, c'est l'ordre méthodique avec lequel il a été accordé successivement à tous les corps de l'armée. Le premier jour, c'était la vieille garde impériale ; le jour suivant, le corps du maréchal Davoust, ainsi de suite. Tous les corps campés autour de la ville, sont venus, chacun à leur tour, nous visiter, et vous pouvez juger combien les derniers étaient difficiles à contenter. Ce régime a duré, sans discontinuer, pendant huit jours, et l'on ne peut bien s'expliquer l'avidité des pillards qu'en considérant leur propre détresse. Des gens sans souliers, sans pantalons, des habits en lambeaux, voilà le sort de tout ce qui ne composait pas la garde impériale. Aussi dans leurs camps, travestis de toutes les manieres, ils n'étaient reconnaissables que par leurs armes. Ce qui est affreux à penser, c'est que les officiers eux-mêmes allaient de maison en maison pour piller comme leurs soldats. D'autres, moins déhontés, se contentaient de piller dans leurs propres logements. Il n'y avait pas jusqu'aux généraux qui, sous le prétexte de réquisition pour leur service, faisaient enlever, partout où ils se trouvaient, quelque chose à leur convenance.

Pendant le cours de ce brigandage, Buonaparté qui était rentré au Kremlin, s'y était renfermé avec plus de précaution. Toutes les portes en étaient fermées, excepté celle qui donnait sur la rue Nickolsky, et il n'y avait que les gens à cocardes qui y fussent admis. Ce fut alors qu'on pensa à créer une police et une municipalité. En même temps Buonaparté, pour signaler sa bienfaisance envers les malheureux étrangers qui étaient sans pain, sans habits, sans asiles, ordonna qu'on les reçût dans des

maisons qui furent désignées à cet effet*, et promit de leur faire distribuer des vivres par l'entremise de trois syndics qui furent nommés par l'administration de chacune de ces maisons. On fit proposer du service dans les bureaux de l'armée à ceux qui avaient besoin de secours. On leur promit à tous un traitement séduisant. Un grand nombre, trompés par cette amorce, se livrerent de bonne foi, et se trouverent ainsi intéressés à servir une cause qu'ils n'avaient embrassée que pour échapper à la faim. Ce fut dans ces circonstances que l'on forma une police et une municipalité. La premiere se composa facilement, parce qu'on ne fut pas difficile sur le choix, et que l'espoir de se garantir du pillage et de s'assurer du pain, décida tous ceux qui n'avaient aucun moyen d'existence. La municipalité fut nommée ensuite avec beaucoup de difficulté, vu les refus perpétuels des préposés. Enfin, les assurances réitérées qu'il n'était question que de veiller au bon ordre de la ville, et la crainte des conséquences d'un plus long refus, déterminerent l'acceptation, principalement des marchands qui y entrerent.

Il est bon de citer ici la démarche d'un très-brave homme, nommé Nackotchin. Traduit chez M. de Lesseps, préfet de la province, avec tout le corps municipal, pour être installé par lui, il prit la parole très-inopinément, et dit, en bon russe, à M. de Lesseps : " Votre Excellence, avant tout, je dois " vous déclarer en galant homme, que jamais je ne " ferai rien qui soit contre ma religion et mon Em- " pereur." M. de Lesseps, un peu étonné de l'apostrophe, le rassura et lui dit : " Que la querelle de " l'Empereur Napoléon et de l'Empereur Alexandre

* L'accadémie de médecine et la maison de Dadianoff.

" ne les regardait pas ; que leur attribution seule " était de veiller au bien-être de la ville." Là-dessus la municipalité entra en fonctions.

Ces autorités naissantes ne pouvaient cependant rien pour le bon ordre, car le pillage continuait toujours et s'exerçait même sur les nouveaux magistrats quand ils se rendaient à leur poste. Il était écrit dans la sagesse de Buonaparté que le pillage ne finirait que quand tous les corps de l'armée y aurait participé : en voici la raison.

Buonaparté, après la prise de Smolensk, avait annonçé à son armée qu'il la menait à Moscou ; que là il lui donnerait des quartiers-d'hiver, qu'il pourvoirait à tous les besoins, et qu'il accorderait la paix à l'Empereur Alexandre. Depuis, en apercevant Moscou, il l'avait montré du doigt en disant : " Voilà le terme de la campagne !" L'incendie de Moscou, en détruisant tout espoir de pacification et de quartiers-d'hiver, le dénuement absolu du petit nombre d'habitants qui s'y trouvaient, en rendant impossible toute ressource d'approvisionnement et d'habillement pour l'armée, mettaient Buonaparté dans la nécessité d'appaiser les murmures de son armée, en livrant au pillage la proie qui lui échappait.

Mais enfin, comme il fallut songer à sa défense, il fallut bien aussi arrêter le pillage, et tâcher de se concilier la majorité des habitants, puisqu'on voulait en retirer des ressources. Le pillage fut donc défendu, mais il n'en continua pas moins. Les défenses se répéterent et furent toutes aussi inutiles. On en vint aux proclamations affichées et aux fusillades ; cela s'entendit, et chacun sortant de sa tanniere, commença à se rassurer.

Quel changement s'était opéré dans Moscou ! On voyait de vastes plaines de ruines, où les rues étaient à peine reconnaissables. Partout on trouvait des cadâvres ; dans les rues, dans les cours, presque

tous des gens à barbe ; des chevaux morts, des vaches, des chiens ; plus loin des pendus ; c'étaient ceux qu'on avait pris mettant le feu aux différents quartiers de la ville, et qu'on avait accrochés après les avoir fusillés ; et l'on passait à côté de tout cela avec une indifférence inconcevable ! On s'abordait sans se connaître, tant le malheur avait métamorphosé tout le monde. Mais ce qui nâvrait véritablement, c'était de rencontrer une foule de gens qui fondaient en larmes et vous disaient qu'ils étaient sans pain, eux et leurs familles. Les choses en étaient au point qu'on se cachait pour manger le plus mauvais dîner, et que la discrétion ne permettait pas de rien accepter.

Alors commença un nouveau genre de pillage. Chacun alarmé sur sa subsistance, pensa à aller déterrer des pommes-de-terre et cueillir des choux : mais les soldats se hâterent de prendre les devants, et malheur à ceux qui voulaient récolter à la même place qu'eux, ou qui venaient des champs sans une escorte. Il s'agissait ici de la vie, et chacun travaillait à l'envi à faire ses provisions. C'était aussi une manœuvre de Buonaparté pour persuader à ses soldats qu'il voulait passer l'hiver à Moscou. Leurs préparatifs persuadaient aussi la presque totalité des habitants qui espéraient qu'il sortirait de toutes ces mesures une proposition et une négociation de paix. Pour la provoquer, Buonaparté, en accordant à la maison des Enfants-Trouvés une protection spéciale, se fit donner le rapport du mois, qu'il adressa lui-même à l'Impératrice-mere avec une lettre honnête. On attendait avec une impatience extrême la réponse à cette lettre ; elle n'arriva pas.

Pendant ce temps, soit pour flatter l'armée, soit pour épouvanter les habitants, et par eux la Russie, on répandait le bruit que Riga avait été pris d'assaut ; que Macdonald était entré à Pétersbourg le même jour qu'on avait pris Moscou, et qu'il l'avait

brûlé ; que la route de Wilna à Smolensk était couverte de nombreux transports qui portaient à l'armée des vêtements pour l'hiver ; que le maréchal Victor amenait des renforts considérables ; qu'au printemps prochain l'armée de Buonaparté serait aussi forte et aussi bien montée qu'à son entrée en Russie ; qu'on pouvait s'en rapporter à la prévoyance du grand homme ; que son génie pensait à tout, avait pourvu à tout, qu'il avait toujours des ressources inattendues ; et qu'enfin si les Russes ne faisaient pas la paix cet hiver, au printemps il ferait un duc de Smolensk, un duc de Pétersbourg, et qu'il n'y aurait plus de Russie qu'en Asie ; qu'en attendant, on allait jeter l'armée russe dans le Volga, etc.

Tous ces sots propos en imposaient aux gens confiants dans la fortune passée de Buonaparté, et ils croyaient réellement qu'il allait réaliser tout cela. Dans cette supposition, il ne restait plus qu'à chercher son salut chez les Français, c'est ce que l'on voulait.

Pendant qu'on amusait le public et l'armée par ces fables, Buonaparté, renfermé dans son Kremlin comme dans une prison d'état, faisait venir des chanteurs italiens pour lui faire de la musique, et il les payait en faux assignats de banque. Il paraît qu'on en avait préparé en Pologne une forte cargaison que l'on a cherché à mettre en circulation de toutes les manieres ; mais appréciés, dès leur premiere apparition, personne n'en a voulu, et il y en a eu très-peu de mis en circulation.

Cependant les propositions de paix n'arrivant pas, l'armée russe faisant des mouvements, les Cosaques et les paysans rendant les fourrages très-difficiles, il fallait bien prendre un parti. On savait qu'il n'y avait rien à gagner à offrir la liberté aux paysans, on tâcha de les allécher par de bons traitements, pour les engager à porter des vivres en

ville ; tentative, sans succès ; au contraire, on fut obligé de sévir contre des paysans pris dans un village où on avait fait feu sur des Français, et l'on vit ces gens recevoir la fusillade comme ils entraient à l'église faire leurs signes de croix, après la sentence entendue, et attendre leur sort sans sourciller. Alors la tactique corse s'avisa d'expédients plus sérieux, et rechercha avec le plus grand soin des renseignements sur la conspiration de Pougatscheff. On avait surtout besoin d'une de ses dernieres proclamations où l'on comptait trouver des lumieres sur les familles ou la famille que l'on pouvait appeler au trône. Les recherches sur ce point furent portées jusqu'à consulter des gens de toute espece. On s'adressa même à un émigré, (l'auteur de cette relation). Ce fut chez un homme de marque que sous d'autres prétextes il fut appelé. Celui-ci, dès le début, avoua tout franchement qu'il était émigré.— "Monsieur, c'est une chose dont on ne se vante ni ne s'accuse." On en vint ensuite au fait, et l'émigré dit comme tous les autres, qu'il ne connaissait pas les proclamations dont on lui parlait.

Cette corde ne réussissant pas, on abandonna la doctrine de Pongatscheff, et pour le coup, on rentra dans les grands principes du sans-culottisme. On proposa à des Tartares d'aller à Kasan, appeler leurs compatriotes à l'indépendance, et leur promettre que dès qu'ils se montreraient, on marcherait pour les soutenir : autre démarche infructueuse.

Il ne restait plus que la voie des négociations. On envoya Lauriston au prince Kutusoff, sous prétexte de proposer un échange de prisonniers. En même temps on en annonça le départ comme une suite de ngociations antérieures, auxquelles Buonaparté répondait par son *ultimatum*, extrêmement modéré, qui était la cession de toutes les anciennes provinces polonaises.

Lauriston revint bientôt comme il était parti. La saison s'avançait, les Cosaques autour de Moscou s'étaient rendus redoutables ; les chevaux crevaient comme des mouches ; les rues, les cours, les étangs, les chemins étaient jonchés de leurs cadavres. Il fallait bien prendre un parti prompt. Lauriston fut député encore une fois à l'armée russe, et revint comme la première fois, sans succès. Alors on commença à parler de départ. A la vérité, il devait rester ici un corps de 1,500 hom. mais ce n'en fut pas moins un coup de foudre pour tous les gens que leur confiance dans la fortune de Buonaparté avait compromis. Eux, et toutes les personnes qui, dans ce temps, n'avaient pris conseil que de la peur, se crurent perdus à l'entrée des Cosaques dans la ville, et ne pensèrent plus qu'à se mettre à la suite de l'armée française de la manière la plus irréfléchie. Cette dernière classe est véritablement à plaindre, n'ayant été coupable que de faux jugement, et elle en a payé bien cher la peine.

Les bruits de départ n'étaient pas encore tellement accrédités qu'on ne pût les déguiser ; aussi chaque jour voyait-on colporter de nouvelles versions .... On avait trouvé des magasins de farine pour six mois .... On avait anéanti une partie des Cosaques qui coupaient la communication avec Mojaïsk .... On avait battu la grande-armée .... Il ne restait plus aux Russes qu'à demander la paix ; Buonaparté la leur accorderait à des conditions moins désastreuses pour pouvoir exécuter plus promptement la suite de son grand plan, savoir : la liberté donnée aux Grecs, la prise de Constantinople, afin d'assurer la possession de l'Egypte, et après l'envahissement de celle-ci, la paix générale. Le génie du grand homme, disait-on, pense à tout, et nul ne doit hasarder les modestes lumières de la

raison contre les vastes combinaisons d'un homme si étonnant. Il faut en convenir, la confiance de son armée dans ses talents et ses ressources était sans bornes. On croyait aveuglément que tout ce qu'il entreprendrait serait infailliblement suivi du succès. Ceux même qui ne l'aimaient pas, et il en était beaucoup dans son armée, qui du moins étaient las de se voir les instruments de son ambition, ceux-là, dis-je, comptaient toujours sur son génie et sa fortune. On murmurait derriere lui, mais le rappel du tambour mettait tout le monde à sa place, et l'on se voyait futur duc, comte, baron ou chevalier, ou appelé à partager les dépouilles de quelques nouvelles conquêtes. Voilà le grand ressort de l'armée de Buonaparté ; la multitude est comprimée par la force, et tous les officiers y sont retenus par l'ambition ou l'espoir du bâton de maréchal. On s'étonne moins de l'influence de ce dernier mobile quand on considere la composition du corps des officiers. Presque tous sont des enfants de la révolution, qui ne parlent que par b.... et par f.... Ils n'ont de marche que celle de leurs chefs. Tout ce qui profite est bon ; ils ne connaissent de droit dans ce monde que celui du plus fort, et ils y sont habitués depuis si long-temps, qu'ils ne sauraient plus agir autrement. Il est des exceptions honorables à faire : on peut les appliquer pour la plupart sur des noms de l'ancien régime ou sur des émigrés rentrés qui, las de leur adversité, ont mieux aimé sacrifier à l'idole que de rester nuls. Ils y ont gagné peu de chose, car ils ne servent que de témoignage que Buonaparté a triomphé de tous les partis, et sont au reste toujours un objet d'envie par l'avancement rapide qu'ils obtiennent, quoiqu'il ne leur soit donné aucune place importante sous le rapport de la confiance. A cette exception près, tous les officiers de l'armée, généraux et subalternes, ont l'extérieur le plus commun, et portent le ca-

ractere de parvenus. Ils raisonnent sur les affaires politiques comme des soldats ignorants qui ne connaissent rien hors leurs exercices. Par exemple, ils avaient toujours à la bouche dans leurs complaintes sur l'incendie de Moscou, et le peu d'apparence d'une pacification : — " C'est votre sénat qui fait tout " cela !—Mais, mon ami, le sénat n'est pas chez " nous un corps administratif. — C'est donc votre " Empereur ! — Eh ! vous ne lui rendez pas " justice, c'est le plus brave homme de son em- " pire.—J'ai eu un jour l'honneur d'être de faction " auprès de S. M. l'Empereur Alexandre à Tilsit," me dit un jour un grenadier ; " c'est un très-bel " homme, qui paraît plein de bonté. Mais quel " dommage d'avoir brûlé une si belle ville ! Nous " aurions eu ici de si bons quartiers d'hiver. Nous " avons tous de l'argent, nous l'aurions dépensé ; " les habitants auraient regagné ainsi ce qu'ils " auraient perdu par les contributions, et nous au- " rions été tous plus heureux."

Parmi les individus plus éclairés avec lesquels on pouvait raisonner, il n'était pas difficile de tomber d'accord que l'ambition de Buonaparté avait fait tout le mal. Alors commençaient les épanchements, l'aveu de la ruine totale de la France, et de l'impossibilité qu'un tel état de choses pût encore durer long-temps. Je trouvais une véritable satisfaction à entendre parler ces gens, plus fatigués que nous de la fortune de Buonaparté, et soupirant après la fin d'une guerre sans terme. Ils allaient jusqu'à déplorer la fatalité qui leur avait livré ici de grandes ressources en poudre, au moment où les leurs étaient épuisées ; ils convenaient qu'ils avaient dans les hôpitaux depuis Wilna, 50 mille hommes ; que leur cavalerie avait perdu 60,000 chevaux, que l'armée n'était pas vêtue, et que s'il fallait faire leur retraite par la route de Smolensk, ils étaient infailliblement perdus.

Sur ces entrefaites commencerent les mesures du départ. On expédiait autant que possible des transports de blessés et les bagages des diverses administrations de l'armée. On marquait le jour présumé du départ de Buonaparté, et pour affriander les gardes, auxquels on n'avait distribué que quelques faux assignats de 100 roubles, on leur abandonna une somme considérable de monnoie en cuivre qui se trouvait dans les caves des tribunaux. Ce cuivre n'était bon qu'à vendre, et il n'y avait que les paysans et les gens du peuple qui pussent l'acheter. Cela donna lieu à des scenes aussi risibles que déplorables. Le peuple, dans toute la force du mot, qui n'avait cessé de piller sur les ruines des maisons incendiées depuis le commencement du pillage des Français, souvent même au risque de sa vie, ce peuple qui du reste toujours enseveli sous des décombres, ne paraissait pas plus que s'il n'eût pas existé, se montrait en foule comme une nuée de corbeaux, dès qu'il y avait une cave ou un magasin, ou un lieu secret découvert à dévaliser. Alors, sabres, bayonnettes, tout était inutile. Un était frappé, vingt autres pillaient, et cela suffisait pour enhardir les marandeurs. Hommes, enfants, vieillards, infirmes, tout était de la partie. Il est inconcevable ce que cette classe de gens a pillé.

Dès que la garde impériale mit en vente les sacs de 25 roubles en cuivre, cette foule d'oiseaux de proie, instruite par je ne sais quel instinct, se précipita dans la rue Nickolsky, où était le principal marché. Là, pour 10 copecks d'argent, ensuite 50 copecks, et enfin un rouble d'argent, on avait des sacs de cuivre tant qu'on en voulait. Le difficile était de les emporter, d'abord à cause du poids, ensuite à cause de la foule, ce qui faisait, par exemple, que des femmes avides portant un sac sur chaque épaule, se le voyaient enlever à dix pas

delà par un champion vigoureux qui leur disputait leur proie. Les cris, les injures, les coups marchaient à la suite. Des soldats, le sabre à la main, devaient mettre le holà, et pendant qu'ils frappaient, qu'ils enlevaient à leur tour la pomme de discorde—" Moussié, Moussié, podarite ïeto, ïeto." (Monsieur, Monsieur, donnez à moi, à moi." " Que demandes-tu B....?" " Podarite, podarite, (donnez); puis arrivaient les coups; mais comme dans la bagarre il y avait quelque chose à gagner, on n'y faisait nulle attention. Imaginez quel spectacle présentait la rue Nickolski, encombrée de ces vendeurs et de ces acheteurs. Je fus obligé de m'échapper le long des murs, de crainte de devenir plus que spectateur; le lendemain, même concours d'acheteurs, mais les Français plus prudents mirent la foule hors de l'enceinte de la ville et en interdirent désormais l'entrée à la populace. Le marché se tint alors hors de la porte *Boekpreceuka*, sous les fenêtres des tribunaux. Quelque soldats placés là tenaient le bureau d'échange; ils recevaient le prix du sac et le sac était lancé par la fenêtre. La foule s'était renforcée de quantité de paysans qui se battaient avec les bourgeois pour approcher de plus près le changeur. Pour arrêter le désordre il ne restait plus que les coups de fusil, qui, à la vérité, étaient mal dirigés à dessein, mais qui pourtant touchaient quelquefois et n'empêchaient pas la foule de se précipiter sur les appuis des fenêtres. Partout où il y avait quelque profit à faire, les coups étaient comptés pour rien. Enfin Buonaparté partit le Dimanche soir, prenant la route de *Kaluga*; et pendant la nuit le reste de la garnison, sauf un corps de 7 à 8,000 hommes, destiné, disait-on, pour garder Moscou, jusqu'au retour de la bataille qu'il allait livrer. Dès le lendemain les postes se replierent jusqu'au boulevard de la ville blanche; et pendant la nuit ils se renfer-

maient dans l'enceinte de la ville. C'est ce qui entraîna le général *Wintzingerode* et M. *Nariskin*, dans la *Twerskoï*, où ils furent faits prisonniers. Le Mardi vers les quatre heures après-midi, les Français incendierent le parc d'artillerie qui se trouvait sur la plaine de la promenade du premier Mai. Quelques bombes qui prirent feu à cette occasion, semerent l'allarme parmi les étrangers qui avaient resolu de suivre l'armée ; on crut que les cosaques arrivaient et chacun se dépêcha de partir sans calculer les moyens de voyage. Le reste de la population, rassuré au contraire, par la perspective du retour des Russes, se montrait avec confiance dans les rues ; tellement que les Français, pour leur propre sûreté, dûrent renforcer leurs postes et faire promener des patrouilles. Cependant les paysans se répandaient en foule dans la ville pour piller le magasin de sel qui n'était plus gardé. Nuit et jour c'était une procession continuelle à pied, avec des charettes, par bandes de dix, vingt hommes, femmes et enfants. Les Français pour plus de sûreté se renfermerent dans l'enceinte de la ville et ne garderent plus que par des sentinelles l'avenue des portes qui y conduisaient de quelques rues principales. Le Jeudi soir, le maréchal Mortier et M. de Lesseps écrivirent à M. Toutoulmin, chef de l'hôpital des enfants trouvés, pour recommander à l'humanité des Russes, les blessés français qu'ils laissaient dans la maison sous sa direction, et promirent sur leur parole d'honneur qu'ils ne feraient aucun mal à la ville en se retirant. Vers les huit heures, l'incendie commença au *Kremlin* ; peu après vers la porte de Kalouga, au commissariat ; et l'on voyait là une misérable vengeance des espérances déçues. Buonaparté avait déjà fait enlever la croix de *Ivan-Veliki*, l'aigle de la porte *Nikolski*, le St. George du sénat. On regarda l'incendie comme une digne suite de

tout ce qui avait précédé. On ne savait pas le motif qui avait fait enlever la croix de *Ivan Veliki*; le voici: un général polonais très-instruit de tout ce qui a rapport à l'histoire de Russie, dit un jour à Buonaparté qu'il existait parmi les Russes un Dictum.—*Qu'aussi long-temps que la croix serait sur le clocher d'Ivan-Veliki, les Français ne viendraient pas à Moscou.*—Que le Dictum soit vrai ou faux, l'enlevement de la croix fut ordonné pour justifier l'arrivée des Français à Moscou.

L'incendie du *Kremlin* faisait toujours plus de ravage, le palais était consumé, le feu se montrait plus loin, on ne savait pas où, mais comme il était renfermé dans le *Kremlin* et qu'il n'y avait pas à craindre qu'il se communiquât plus loin, les craintes de tous les habitants de Moscou se calmerent et chacun cédait plus ou moins à l'invitation du sommeil. J'avais été averti depuis plus de huit jours par un brave chirurgien de l'armée, de ne pas me trouver à Moscou quand les Français en partiraient. *Vous avez été militaire,* me disait-il, *vous sentez que je ne puis pas parler, mais vous avez assez de pénétration pour deviner ce que je veux dire.* J'attendais toujours avec quelque sollicitude l'effet de sa prédiction, rassuré cependant par la lettre qu'avait reçue M. de Toutoulmin. Par prudence je ne voulus pas me mettre au lit, et je m'endormis sur un fauteuil en face de la fenêtre qui donnait sur le *Kremlin.* Vers les 4 heures du matin—*Bom!*—Je suis éveillé par une forte secousse, et dans le même moment tout Moscou fut terrifié par une terrible détonation; les fenêtres enfoncées, les cris des femmes, l'épouvante générale, l'impossibilité de chercher un asile, la crainte d'être écrasé sous la chute de la maison, jettaient la consternation dans tous les esprits. Je rassurai le monde qui était autour de moi, en leur faisant observer que nous n'avions rien à craindre dans une maison de

bois, qui cédait à la commotion, tandis qu'une maison de pierre pouvait crouler. En même temps je disposai les esprits à de nouvelles explosions ; et peu après, à une demie-heure d'intervalle, nouvelle détonation, cependant un peu moins forte que la premiere. A même intervalle, il y eut encore trois autres explosions et tout fut fini. A peine fut-il jour que les plus curieux furent en ville ; ils trouverent les portes du Kremlin barricadées ; la seule qui fût un peu libre était celle qui conduit au pont de pierre par où les Français avaient fait leur retraite. Mais les ruines et les flammes, que l'on voyait encore empêchaient d'y entrer.

Bientôt parurent les premiers Cosaques, suivis d'une multitude de paysans, qui poursuivaient tous les français traîneurs de l'armée. Ils en trouverent beaucoup dans les rues et les maisons, et les massacrerent presque tous sans rémission, ou les jetaient dans les commodités des maisons, de la même maniere que les Français avaient jeté leurs propres blessés de l'hôpital des Enfants Trouvés, dans les puits de la cour, à mesure qu'ils mouraient.—Le Samedi matin, parut enfin un maître de police, Mr. *Hellmann* ; Dieu merci, tout le monde respira et l'ordre commença à se rétablir.

(Pour la fin voyez page 763.)

BULLETINS FRANÇAIS.

Paris, le 14 *Juin.*

S. M. l'Impératrice-Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes sur la situation des armées au 6 Juin :

Le quartier-général de l'Empereur était le 6 à Leignitz.

Le prince de la Moskowa était toujours à Breslau.

Les commissaires nommés par l'Empereur de Russie pour l'exécution de l'armistice, étaient le comte de Schouwaloff, lieutenant-général, aide-de-camp général de l'Empereur, et M. de Koutoussof, général-major, aide-de-camp de l'Empereur. Les commissaires, nommés de la part de France, sont le général de division comte Dumoutier, commandant une division de la garde, et le général de brigade Flahault, aide-de-camp de l'Empereur. Ces commissaires se tiennent à Neumarkt.

Le duc de Trévise porte son quartier-général à Glogau avec la jeune garde. Le vieille garde retourne à Dresde, où l'on croit que S. M. va porter son quartier-général.

Les différents corps d'armée se sont mis en marche pour former des camps dans les différentes positions de Goldberg, de Lœwenberg, de Buntzlau, de Leignitz, de Sporteau, de Sagar, etc.

Le corps polonais du prince Poniatowski, qui traverse la Bohême, est attendu à Zittau le 10 Juin.

Paris, le 14 *Juin.*

S. M. l'Impératrice Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées au 7 Juin :

Le quartier-général de S. M. l'Empereur était à Buntzlau. Tous les corps d'armée étaient en marche pour

se rendre dans les cantonnements. L'Oder a été couvert de bateaux qui descendaient de Breslau à Glogau, chargés d'artillerie, d'outils, de farines et d'objets de toute espece pris à l'ennemi.

La ville de Hambourg a été reprise, le 30, de vive force. Le prince d'Eckmülh se loue spécialement de la conduite du général Vandamme Hambourg avait été perdu, pendant la campagne précédente, par la pusillanimité du général Saint-Cyr : c'est à la vigueur qu'a déployée le général Vandamme, du moment de son arrivée dans la 32e division militaire, qu'on doit la conservation de Brême, et aujourd'hui la prise de Hambourg. On y a fait plusieurs centaines de prisonniers. On a trouvé dans la ville deux ou trois cents pieces de canon, dont 80 sur les remparts. On avait fait des travaux pour mettre la ville en état de défense.

Le Dannemarc marche avec nous : le prince d'Eckmülh avait le projet de se porter sur Lubeck. Ainsi la 32e division militaire et tout le territoire de l'Empire sont entierement délivrés de l'ennemi.

Des ordres ont été donnés pour faire de Hambourg une place forte : elle est environnée d'un rempart bastionné, ayant un large fossé plein d'eau, et pouvant être couvert en partie par des inondations. Les travaux sont dirigés de maniere que la communication avec Harbourg se fasse par les îles en tout temps.

L'Empereur a ordonné la construction d'une autre place sur l'Elbe, à l'embouchure du Havel. Koenigstein, Torgau, Wittenberg, Magdebourg, la place du Havel et Hambourg, compléteront la défense de la ligne de l'Elbe.

Les ducs de Cambridge et de Brunswick, princes de la maison d'Angleterre, sont arrivés à temps à Hambourg pour donner plus de relief au succès des Français. Leur voyage se réduit à ceci : ils sont arrivés et se sont sauvés.

Les derniers bataillons des cinq divisions du prince d'Eckmülh, lesquelles sont composées de 72 bataillons au grand complet, sont partis de Wesel.

Depuis le commencement de la campagne, l'armée française a délivré la Saxe, conquis la moitié de la Silésie, réoccupé la 32e division militaire, confondu les espérances de nos ennemis.

Dimanche, le 13 Juin.

S. M. l'Impératrice-Reine et Régente s'est rendue à l'église métropolitaine pour assister au *Te Deum* chanté en actions de grâces des nouvelles victoires de S. M. l'Empereur sur les armées russes et prussiennes.

Cette cérémonie a été annoncée, comme la précédente, par une salve d'artillerie ; l'église de Notre-Dame et le palais épiscopal ont été de même occupés par la garde impériale, sous le commandement et la police de S. Exc. le grand-maître des cérémonies, remplaçant le grand-maréchal du palais.

La décoration de l'église et la disposition du trône étaient les mêmes. Le corps diplomatique, les familles des ministres et des grands officiers, les dames et officiers des maisons impériales, occupaient dans le chœur leurs tribunes accoutumées. Les banquettes du chœur et de la partie supérieure de la nef étaient remplies, suivant l'usage, par les grands corps de l'état, les autres corps et les cours ; une affluence encore plus considérable, composée de l'élite des habitants de Paris, se pressait dans toutes les autres parties de la métropole.

A une heure, S. M. l'Impératrice-Reine et Régente est partie du Palais des Tuileries dans la voiture du couronnement avec le cortége, dont l'ordre et la marche ont été publiés dans les journaux.

S. M. y est descendue au portail de l'église, où elle a été reçue et haranguée en ces termes par M. le Cardinal Maury, archêveque de Paris, à la tête de son chapitre :

" Madame,

" Les premieres actions de grâces de V. M. I. et R. dans ce sanctuaire, y ont été l'hommage solennel de la reconnaissance publique, pour la brillante victoire qui nous promettait des succès encore plus éclatants et plus décisifs.

" Les espérances de la nation ne pouvaient ni se réaliser avec plus de promptitude, ni élever à un plus haut degré le bonheur de V. M. Son âme douce et sensible se trouve

absorbée ici devant Dieu, dans le sentiment religieux de sa joie et dans l'intimité de ses affections les plus chères.

" Aujourd'hui même, Madame, nous avons célébré dans ce temple, en l'honneur du roi de Rome, si précieux à l'empire, l'anniversaire de son baptême. Votre auguste présence vient doubler en ce moment et rendre plus majestueuse encore cette fête nationale, en consacrant les nouvelles victoires qui ont été déjà couronnées par la suspension des hostilités. Tel a été l'heureux prélude de l'armistice que votre magnanime époux vient de conclure avec nos ennemis, en arrêtant lui-même la rapidité de son char de victoire, pour traiter des conditions de la paix, au milieu de ses triomphes et de ses conquêtes.

" Le ciel a exaucé nos prieres. Jouissez donc, Madame, au comble de nos prospérités, du plein succès de tous nos vœux. Votre bonheur est aussi complet qu'il est pur, et dans ce moment il ne reste plus dans la pieuse sensibilité de votre cœur, aucun point accessible aux inquiétudes et aux craintes inséparables de la guerre. C'est à l'héroïsme et à la modération de l'Empereur que nous devons ce bienfait du ciel. Puisse le génie tutélaire de la France être bientôt rendu aux désirs de ses peuples, comme à la tendresse de l'auguste compagne que Dieu lui a donnée pour embellir le premier trône du monde!

" C'est à vous, Madame, qu'il est réservé d'égaler son bonheur à sa gloire, en fondant votre félicité sur la sienne propre et sur l'amour de tous les Français."

S. M. a été conduite au chœur sous le dais, porté par des chanoines; et l'ordre de son cortége était le même qu'au précédent *Te Deum*.

S. M. l'Impératrice-Reine et Régente, après avoir fait sa priere au bas des marches de l'autel, est allée s'asseoir sur son trône, placé à la gauche du trône de l'Empereur. M. le Cardinal a commencé le *Te Deum*, dont la belle composition n'a pas fait moins d'honneur à M. Lesueur, directeur de la musique de LL. MM., que son exécution brillante aux musiciens de la chapelle impériale.

Après le *Te Deum*, S. M. l'Impératrice a été reconduite sous le dais comme à son arrivée, et est rentrée au Palais des Tuileries, en suivant la marche que les journaux ont fait connaître.

Des salves d'artillerie ont annoncé le départ et le retour de S. M.

Les acclamations publiques qui se font entendre toutes

les fois qu'on voit paraître S. M. l'Impératrice et qui lui expriment les sentiments qu'elle inspire, ont été aujourd'hui, plus vives encore, plus prolongées, plus répétées que jamais.

A son arrivée dans l'église, à son départ, sur tout le chemin qu'elle a parcouru, l'air a retenti des vœux qu'une foule immense adressait au ciel pour son bonheur, que méritent ses vertus, pour le roi de Rome, dont cet heureux jour rappelle le baptême, et pour la conservation de notre auguste Empereur, qui, s'occupant toujours également de la gloire et du bonheur des Français, augmente sans cesse l'une par ses triomphes et cherche à consolider l'autre par une paix honorable, généreusement offerte après la victoire.

(Moniteur.)

Paris, le 17 Juin.

Sa Majesté l'Impératrice-Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation de l'armée au 10 Juin :

L'Empereur était arrivé le 10, à quatre heures du matin, à Dresde. La garde à cheval y était arrivée à midi. La garde à pied y était attendue le lendemain 11.

S. M., arrivée au moment où on s'y attendait le moins, avait ainsi rendu inutiles les préparatifs faits pour sa réception.

A midi, le roi de Saxe est venu voir l'Empereur qu'on a logé dans le Faubourg, dans la belle maison Marcolini, où il y a un grand apartement au rez-de-chaussée, et un beau parc ; le palais du roi où habitait précédemment l'Empereur, n'ayant pas de jardin.

A sept heures du soir, l'Empereur a reçu M. de Kaas, ministre de l'intérieur et de la justice du roi de Dannemarc.

Une brigade danoise de la division auxiliaire mise sous les ordres du prince d'Eckmuhl, avait, le 2 Juin, pris possession de Lubeck.

Le prince de la Moskowa était, le 10, à Breslau ; le duc de Trévise à Glogau ; le duc de Bellune à Crossen ; le duc de Reggio sur les frontieres de la Saxe et de la Prusse, du côté de Berlin. L'armistice avait été publié partout. Les troupes faisaient des préparatifs pour asseoir leurs baraques et camper dans leurs positions respectives,

depuis Glogau et Liegnitz, jusqu'aux frontieres de la Bohême et à Goerlitz.

Paris, le 19 Juin.

S. M. l'Impératrice-Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation de l'armée au 14 Juin au soir:

Tous les troupes sont arrivées dans leurs cantonnements. On éleve des baraques et l'on forme des camps.

L'Empereur a parade tous les jours à 10 heures.

Quelques partisans ennemis sont encore sur les derrieres. Il y en a qui font la guerre pour leur compte à la maniere de Schill, et qui refusent de reconnaître l'armistice. Plusieurs colonnes sont en mouvement pour les détruire.

S. M. l'Impératrice-Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de l'armée sous la date du 13:

Le baron de Kaas, ministre de l'intérieur de Dannemarc, et envoyé avec des lettres du roi, a été présenté à l'Empereur.

Après les affaires de Copenhague, un traité d'alliance fut conclu entre la France et le Dannemarc: par ce traité, l'Empereur garantissait l'intégrité du Dannemarc.

Dans le courant de 1811, la cour de Suede fit connaître à Paris le désir qu'elle avait de réunir la Norvége à la Suede, et demanda l'assistance de la France. L'on répondit que quelque désir qu'eût la France de faire une chose agréable à la Suede, un traité d'alliance ayant été conclu avec le Dannemarc et garantissant l'intégrité de cette puissance, S. M. ne pouvait jamais donner son consentement au démembrement du territoire de son allié.

Dès ce moment, la Suede s'éloigna de la France, et entra en négociation avec ses ennemis.

Depuis, la guerre devint imminente entre la France et la Russie. La cour de Suede proposa de faire cause commune avec la France, mais en renouvellant sa proposition relative à la Norvége. C'est en vain que la Suede fit entrevoir que des ports de Norvége une descente en Ecosse était facile; c'est en vain que l'on fit valoir toutes les ga-

ranties que l'ancienne alliance de la Suede donnerait à la France de la conduite qu'on tiendrait envers l'Angleterre. La réponse du Cabinet des Tuileries fut la même: on avait les mains liées par le traité avec le Dannemarc.

Dès ce moment la Suede ne garda plus de mesures; elle contracta une alliance avec l'Anglererre et la Russie; et la premiere stipulation de ce traité fut l'engagement commun de contraindre le Dannemarc à céder la Norvége à la Suede.

Les batailles de Smolensk et de la Moskowa enchaînerent l'activité de la Suede; elle reçut quelques subsides, fit quelques préparatifs, mais ne commença aucune hostilité. Les événements de l'hiver de 1813 arriverent; les troupes françaises évacuerent Hambourg. La situation du Dannemarc devint périlleuse: en guerre avec l'Angleterre, menacée par la Suede et par la Russie, la France paraissait impuissante pour le soutenir; le roi de Dannemarc, avec cette loyauté qui le caractérise, s'adressa à l'Empereur pour sortir de cette situation. L'Empereur, qui veut que sa politique ne soit jamais à charge à ses alliés, répondit que le Dannemarc était maître de traiter avec l'Angleterre pour sauver l'intégrité de son territoire, et que son estime et son amitié pour le roi ne recevraient aucun refroidissement des nouvelles liaisons que la force des circonstances obligeait le roi de Dannemarc à contracter. Le roi témoigna toute sa reconnaissance de ce procédé.

Quatre équipagés de très-bons matelots avaient été fournis par le Dannemarc et montaient quatre vaisseaux de notre flotte de l'Escaut. Le roi de Dannemarc ayant témoigné sur ces entrefaites, le désir que ces marins lui fussent rendus, l'Empereur les lui renvoya avec la plus scrupuleuse exactitude, en témoignant aux officiers et aux matelots la satisfaction qu'il avait de leurs bons services.

Cependant les événements marchaient.

Les alliés pensaient que le rêve de Burke était réalisé. L'Empire Français, dans leur imagination, était déjà effacé du globe, et il faut que cette idée ait prédominé à un étrange point, puisqu'ils offraient au Dannemarc, en indemnité de la Norvége, nos départements de la 32e division militaire, et même toute la Hollande, afin de récomposer dans le Nord une puissance maritime qui fît système avec la Russie.

Le roi de Dannemarc, loin de se laisser surprendre à

ces appâts trompeurs, leur dit: " Vous voulez me donner des colonies en Europe, et cela au détriment de la France!"

Dans l'impossibilité de faire partager au roi de Dannemarc une idée aussi folle, le prince Dolgorouki fut envoyé à Copenhague pour demander qu'on fît cause commune avec les alliés; et moyennant ce, les alliés garantissaient l'intégrité du Dannemarc et même de la Norvége.

L'urgence des circonstances, les dangers imminents que courait le Dannemarc, l'éloignement des armées françaises, son propre salut, firent fléchir la politique du Dannemarc. Le roi consentit, moyennant la garantie de l'intégrité de ses états, à couvrir Hambourg, et à tenir cette ville à l'abri même des armées françaises, pendant tout le temps de la guerre. Il comprit tout ce que cette stipulation pouvait avoir de désagréable pour l'Empereur; il y fit toutes les modifications de rédaction qu'il était possible d'y faire et même ne la signa qu'en cédant aux instances de tous ceux dont il était entouré, qui lui représentaient la nécessité de sauver ses états; mais il était loin de penser que c'était un piége qu'on venait de lui tendre. On voulait le mettre ainsi en guerre avec France, et après lui avoir fait perdre de cette façon son appui naturel dans cette circonstance on voulait lui manquer de parole, et l'obliger de souscrire à toutes les conditions honteuses qu'on voudrait lui imposer.

M. de Bernstorf se rendit à Londres; il croyait y être reçu avec empressement, et n'avoir plus qu'à renouveler le traité consenti avec le prince Dolgorouki; mais quel fut son étonnement, lorsque le Prince Régent refusa de recevoir la lettre du roi, et que Lord Castlereagh lui fit connaître qu'il ne pouvait y avoir de traité entre le Dannemarc et l'Angleterre, si, au préalable, la Norvége n'était cédée à la Suede. Peu de jours après, le comte de Bernstorf reçut ordre de retourner en Dannemarc.

Au même moment, on tint le même language au comte de Moltke, envoyé de Dannemarc auprès de l'Empereur Alexandre. Le prince Dolgorouki fut désavoué, comme ayant dépassé ses pouvoirs; et pendant ce temps les Danois faisaient leur notification à l'armée française, et quelques hostilités avaient eu lieu!!!

C'est en vain qu'on ouvrirait les annales des nations pour y voir une politique plus immorale. C'est au moment que le Dannemarc se trouve ainsi engagé dans un état de

guerre avec la France, que le traité auquel il croit se conformer est à la fois désavoué à Londres et en Russie, et qu'on profite de l'embarras où cette puissance est placée pour lui présenter comme *ultimatum*, un traité qui l'engageait à reconnaître la cession de la Norvége!

Dans ces circonstances difficiles, le roi montra la plus grande confiance dans l'Empereur; il déclara le traité nul. Il rappela ses troupes de Hambourg. Il ordonna que son armée marcherait avec l'armée française, et enfin il déclara qu'il se considérait toujours comme allié de la France, et qu'il s'en reposait sur la magnanimité de l'Empereur.

Le président de Kaas fut envoyé au quartier-général français avec des lettres du roi.

En même temps le roi fit partir pour la Norvége le prince héréditaire de Dannemarc, jeune prince de la plus grande espérance et particulierement aimé des Norvégiens. Il partit déguisé en matelot, se jeta dans une barque de pêcheur et arriva en Norvége le 22 Mai.

Le 30 Mai, les troupes françaises entrerent à Hambourg, et une division danoise, qui marchait avec nos troupes entra à Lubeck.

Le baron de Kaas se trouvant à Altona, eut à essuyer une autre scene de perfidie égale à la premiere.

Les envoyés des alliés vinrent à son logement et lui firent connaître que l'on renonçait à la cession de la Norvége, et que sous la condition que le Dannemarc fît cause commune avec les alliés, il n'en serait plus question; qu'ils le conjuraient de retarder son départ. La réponse de M. de Kaas fut simple: "J'ai mes ordres, je dois les exécuter." On lui dit que les armées françaises étaient défaites, cela ne l'ébranla pas davantage, et il continua sa route.

Cependant, le 31 Mai, une flotte anglaise parut dans la rade de Copenhague: un des vaisseaux de guerre moulla devant la ville, et M. Thornton se présenta. Il fit connaître que les alliés allaient recommencer les hostilités, si, dans 48 heures, le Dannemarc ne souscrivait à un traité, dont les principales conditions étaient: de céder la Norvége à la Suede, en remettant sur-le-champ en dépôt la province de Drontheim, et de fournir 25000 hommes pour marcher avec les alliés contre la France, et conquérir les indemnités qui devaient être la part de Dannemarc. On déclarait en même temps que les ouvertures faites à M. de Kaas, à son passage à Altona, étaient désavouées et ne pouvaient être considérées que comme des pourparlers militaires.

Le roi rejeta avec indignation cette injurieuse sommation.

Cependant le prince royal arrivé en Norvége, y avait publié la proclamation suivante :

" Norvégiens !

" Votre roi connaît et apprécie votre fidélité inébranlable pour lui et la dynastie des rois de Norvége et de Danmemarc, qui, depuis des siecles, regne sur vos peres et sur vous. Son désir paternel est de resserrer encore davantage le lien indissoluble de l'amitié *fraternelle* et de l'union qui lie les peuples des deux royaumes. Le cœur de Frédéric VI est toujours avec vous ; mais ses soins pour toutes les branches de l'administration de l'état le privent de se voir entouré de son peuple Norvégien. C'est pour cela qu'il m'envoie près de vous, comme gouverneur, pour exécuter ses volontés comme s'il était présent ; ses ordres seront mes lois. Mes efforts seront de gagner votre confiance. Votre estime et votre amitié seront ma récompense. Peut-être que des épreuves plus dures nous menacent. .... Mais ayant confiance dans la Providence, j'irai sans crainte au devant d'elles, et avec votre aide, fideles Norvégiens, je vaincrai tous ces obstacles. Je sais que je puis compter sur votre fidélité pour le roi ; que vous voulez conserver l'ancienne indépendance de la Norvége, et que la devise qui nous réunit est : Pour Dieu, le Roi et la Patrie."

" (Signé) CHRISTIAN-FRÉDÉRIC,
Prince de Dannemarc et de Norvége, gouverneur du royaume de Norvége et général en chef."

La confiance que le roi de Dannemarc a eue dans l'Empereur, se trouve entierement justifiée, et tous les liens entre les deux peuples ont été rétablis et resserrés.

L'armée française est à Hambourg : une division danoise en suit le mouvement, pour la soutenir. Les Anglais ne retirent de leur politique que honte et confusion ; les vœux de tous les gens de bien accompagnent le prince héréditaire de Dannemarc en Norvége. Ce qui rend critique la position de la Norvége, c'est le manque de subsis-

tances; mais la Norvége restera danoise; l'intégrité du Dannemarc est garantie par la France.

Le bombardement de Copenhague, pendant qu'un ministre anglais était encore auprès du roi, l'incendie de cette capitale et de la flotte sans déclaration de guerre, sans aucune hostilité préalable, paraissaient devoir être la scene la plus odieuse de l'histoire moderne; mais la politique tortueuse qui porte les Anglais à demander la cession d'une province, heureuse depuis tant d'années sous le sceptre de la maison de Holstein, et la série d'intrigues dans laquelle ils descendent pour arriver à cet odieux résultat, seront considérées comme plus immorales et plus outrageantes encore que l'incendie de Copenhague. . .On y reconnaîtra la politique dont les maisons de Timur et de Sicile ont été victimes, et qui les a dépouillées de leurs états. Les Anglais se sont accoutumés dans l'Inde à n'être jamais arrêtés par aucune idée de justice. Ils suivent cette politique en Europe.

Il paraît que dans tous les pourparlers que les alliés ont eus avec l'Angleterre, les puissances, les plus ennemies de la France ont été soulevées par l'exagération des prétentions du Gouvernement Anglais. Les bases mêmes de la paix de Lunéville, ils les déclaraient inadmissibles comme trop favorables à la France. Les insensés! ils se trompent de latitude et prennent les Français pour des Indous!

Hambourg, le 6 Juin.

Il s'est répandu dans cette ville et dans Altona un bruit devenu trop public, pour que nous puissions nous dispenser d'en faire part à nos lecteurs.

On assure que le partisan Tettenborn vient de clore sa mission financiere à Hambourg, en vendant à l'Angleterre la légion dite anséatique. On va plus loin, on cite les prix; celui du chevalier monté, armé et équipé est fixé à 42 guinées, et celui du fantassin également équipé à 12 guinées.

Deux faits donneraient assez de vraisemblance à ce bruit. Les déserteurs racontent que, depuis quelques jours, les cosaques redoublent de vigilance, autour de la légion, pour prévenir l'évasion des volontaires dégoûtés d'une guerre, dont le but s'éloigne chaque jour davantage, de

celui qu'on leur avait présenté en perspective, et comme étant d'une facile exécution.

D'un autre côté tout le Hanovre se rappellera que le duc d'Oels fuyant, après la dernière guerre d'Autriche, fut rencontré entre Hanovre et Bremen par les commissaires anglais chargés d'acheter les hommes qui s'étaient dévoués à sa fortune.

Le marché était conclu et des lettres de change reçues en payement par le duc, avant qu'il n'eût gagné Elsfleth. Mais l'affaire ayant transpiré, beaucoup de volontaires prirent leur parti et se dispersèrent.

Au lieu de 2000 hommes vendus, il n'en arriva guères que 800 à Héligoland. Le Cabinet de Saint James, à qui il faut des soldats à tout prix, ne réclama point contre cette espece de faillite, le duc garda son argent, et la troupe fut transportée dans les colonies.

La destination projetée pour les légionnaires a pourtant son avantage réel. En quittant Hambourg ils avaient pour perspective la Sibérie, ou les bords des mers Blanche et Caspienne; il peut paraître préférable d'aller sur les côtes d'Afrique où à Ste. Hélene.

De tous côtés nous recevons des détails hideux sur la conduite privée des aventuriers qui ont momentanément occupé Hambourg et avili ses habitants. On exige que nous les rendions publics; c'est une satisfaction que nous ne pourrons refuser à la majorité des Hambourgeois; faible dédommagement de tant d'or prodigué, de tant d'outrages reçus. (*Journal des Bouches de l'Elbe.*)

Justification de la Cour de Dannemarc.

Copenhague, le 5 Juin.

La Gazette de ce jour contient ce qui suit:

" Un officier anglais de marine, arrivé en rade le 31 Mai vers le soir, sur un cutter portant pavillon parlementaire, a remis une lettre de l'ambassadeur anglais à la cour de Suede, Thornton, et du général anglais Hope, ainsi qu'une autre lettre du chancelier de la cour suédoise, baron Wetterstedt, toutes deux datées du vaisseau de guerre anglais, *la Défiance*, sous les ordres de l'amiral Hope, dans la baie du Roi. On

mande en même temps que le baron de Suchtelen, général au service de Russie, se trouvait à bord du même vaisseau, pour prendre part aux négociations de paix proposées par l'Angleterre par les susdites lettres, et pour lesquelles l'ambassadeur et le général se déclarèrent chargés de pouvoirs, comme le chancelier suédois était autorisé d'entrer en négociations au sujet des circonstances équivoques entre le Danemarc et la Suede. D'après ce qui a été connu précédemment, les fideles sujets du Roi, dans les deux royaumes et les duchés, ne seront pas étonnés que le Prince Royal de Suede au nom de Sa Majesté suédoise, fasse valoir, comme une preuve de modération et de désintéressement, que la Suede ne demande à présent que la cession du diocese de Drontheim, et de ce qui est entre lui et les frontieres russes. Ils trouveront en ceci une nouvelle preuve des honteuses et importunes prétentions qui, dans les derniers temps, ont exposé les habitants des états du Nord à être privés de l'état de paix qui régnait entr'eux, et qui est si convenable à leur mutuelle prospérité. Ils ne trouveront pas moins opposé à leur façon de penser et au sentiment national, que l'on ait en même temps demandé que 25,000 hommes de troupes danoises soient mis aux ordres du Prince Royal de Suede, pour, conjointement avec des troupes suédoises et d'autres puissances, être employées contre les Français dans le nord de l'Allemagne. C'est sur ces mêmes fondements que les plénipotentiaires anglais ont proposé des négociations pour le rétablissement de la paix avec la Grande-Bretagne. On a expressément observé qu'avant que les troupes qui sont dans le Jutland et le Holstein, soient mises à la disposition du Prince Royal de Suede, il n'y avait pas de suspension d'armes en faveur de la navigation à espérer. Les colonies devaient être rendues à la paix, mais non l'île de Héligoland, ni de restitution pour la perte de la flotte.

" Chaque habitant de ces royaumes sera convaincu d'avance que, par ordre supérieur, on a répondu à ces propositions d'une maniere conforme à la dignité du Roi et à l'intérêt évident de l'état. Le parlementaire a quitté d'ici le 2 Juin après-midi, on lui avait prescrit de ne pas attendre plus de 8 heures la réponse.

" Sa Majesté affectée de la détresse qui était une suite d'une longue guerre défensive qui a tari les sources de l'industrie et a mis des obstacles à la communication entre le Danemarc et la Norvége, avait, comme il est connu, fait des propositions de paix au gouvernement anglais, sans que celui

qui a été chargé de les présenter ait été écouté. On ne peut en aucune maniere rien opposer avec fondement aux propositions qui ont été faites dans les mêmes vues, et qui ont été mises à la connaissance du gouvernement anglais par son ambassadeur à Stockholm, parce que dans ces propositions on réclamait tout ce qui avait été pris au Roi par suite des hostilités non attendues, ou une indemnisation et une garantie de la possession des états de Sa Majesté. Lorsque deux gouvernements se rapprochent après une guerre, pour conclure la paix il n'y a rien de plus ordinaire que la demande des restitutions; mais ces demandes ne sont pas comme conditions fixes sans lesquelles les négociations ne peuvent avoir lieu.

" On remarquera par l'autre que les propositions de négociations pour la paix que les agents du gouvernement anglais et le chancelier suédois ont faites, sont tout-à-fait dépendantes de conditions préalables qui n'ont aucun fondement dans les événements de la guerre entre le Dannemarc et l'Angleterre. Les deux gouvernements susdits cherchent à colorer leurs prétentions d'une teinture de légitimité en alléguant leurs engagements réciproques d'après lesquels le royaume de Norvége est destiné à être soumis à la Suede, comme si on pouvait en induire pour le Roi l'obligation de Sa Majesté et une puissance voisine dont le souverain aspire aux moyens de séparer les deux royaumes en s'appropriant la Norvége.

" Le Roi est irrévocablement résolu de maintenir la réunion de ses deux royaumes.

" Concitoyens! nous voulons seconder les efforts infatigables du Roi pour le bonheur et l'indépendance de la patrie! nous irons avec lui au devant de tous les dangers, et Dieu et la bonne cause seront notre dévise!

" Par des obstacles presqu'insurmontables pour le transports des bleds en Norvége, on a le projet d'affaiblir le courage des braves Norvégiens, par le cri de leurs femmes et enfants pour du pain, par le manque du plus urgent nécessaire pour les vieillards. Voici les armes dont on se sert pour tâcher de séduire un peuple simple et l'induire à l'infidélité envers son Roi légitime, qui est occupé sans cesse à soulager ses besoins, et qui n'a rien négligé pour ramener la paix à des conditions raisonnables; mais qui ne prêtera pas les mains au déchirement de la réunion des deux royaumes qui lui sont également chers et qu'il a hérités de ses peres."

Extrait de la Gazette Officielle Danoise.

Sa Majesté Danoise crut convenable d'envoyer le comte Bernstorff en Angleterre avec des propositions de paix ; mais les bonnes intentions du roi furent entierement frustrées, parce qu'il existait d'avance entre les deux cours de Pétersbourg et de Stockholm une convention d'après laquelle toute négociation qui serait proposée ne pourrait avoir lieu à Londres, mais bien dans une ville qui serait sous l'influence directe de la Suede. Quel que fût toutefois le lieu qui aurait pu être indiqué pour traiter, les deux puissances avaient arrêté entr'elles que préalablement à tout arrangement préliminaire, le royaume de Norwége serait transféré à la Suede, ce qui était à peu près dire en termes positifs : " Nous ne voulons point avoir de paix avec vous" ; car ces deux puissances contractantes devaient savoir que le Dannemarc ne se soumettrait jamais à une condition si humiliante et si injuste.

Le Dannemarc n'est en guerre ni avec la Suede ni avec la Russie ; ce n'est donc pas à elles qu'il s'adresse, mais à la puissance avec qui il doit traiter pour le rétablissement de la paix. Londres ou Copenhague sont par conséquent les deux villes où cette négociation peut être suivie. Mais l'Angleterre se conformant à ses vues ambitieuses, sacrifie ce qu'elle doit à son indépendance et à sa dignité, et s'abaisse à employer la médiation d'un pouvoir intermédiaire, plutôt que d'accepter d'une maniere noble et honorable les moyens de réconciliation que lui offre un ancien ami, qu'elle a même forcé, par ses aggressions, à devenir son ennemi.

Le ministre danois, arrivé à Londres, ne se crut pas autorisé à accéder à un préliminaire aussi dégradant ; il demanda en conséquence qu'il lui fût permis d'envoyer un courier à sa cour, afin d'en obtenir des instructions ultérieures. Il reçut pour réponse que l'on ne pouvait même consentir à lui permettre de rester à Londres, où son séjour prolongé même comme simple particulier, exciterait dans l'esprit du gouvernement suédois, des inquiétudes qui pourraient avoir des suites fâcheuses, et il lui fut signifié poliment qu'un paquebot était prêt à le conduire dans son pays.

Afin d'excuser un procédé si extraordinaire et si mystérieux, les ministres anglais ont déclaré en Parlement, que les

prétentions du Dannemarc étaient si extravagantes, si inadmissibles, d'une nature si humiliante, qu'une négociation était impossible. Ils donnerent ensuite l'ordre à leur journaliste officiel d'insérer dans son papier-nouvelle cinq articles qu'ils prétendent être ceux proposés par le Dannemarc pour un traité de paix.

Nous déclarons, dans la gazette officielle danoise, que l'article préliminaire exigé par l'Angleterre est entierement inadmissible, et que ce fut cet *ultimatum* qui nous fit rejeter les ouvertures faites pour la paix. Nous ajoutons que les cinq propositions qu'on attribue au Dannemarc ne peuvent avoir été faites ni verbalement ni dans les formes diplomatiques ordinaires, parce que le préliminaire réquis empêchait toute discussion subséquente.

Si aucune discussion avait pu avoir lieu, il est trois points qui naturellement auraient été demandés à l'Angleterre : 1°. une garantie pour l'intégrité des parties constituantes de la monarchie danoise ; 2°. la restitution de ses colonies ; 3°. une compensation pour sa flotte et pour les pertes qu'elle a essuyées lors de l'attaque de la Zélande. Telles auraient été en premier lieu les demandes du Dannemarc, et il s'en serait plus ou moins départi, quelque fondées qu'elles fussent en principe, selon que les circonstances l'auraient rendu nécessaire. On demande toujours plus dans de telles occasions qu'on ne s'attend à obtenir ; mais quant aux articles 4 et 5 controuvés dans la gazette anglaise, à l'égard des villes anséatiques et des subsides demandés par le Dannemarc pour les occuper, nous pouvons déclarer qu'ils n'ont été imaginés que pour animer le Parlement et le peuple anglais contre le Dannemarc, et pour pallier l'attaque injuste méditée contre l'intégrité de son territoire.

Les remarques qui précedent, suffiront pour démontrer combien la conduite de l'Angleterre a été impolitique et immorale.

Il était naturel de s'attendre que le Dannemarc proposerait de prendre possession temporaire des villes anséatiques pendant la guerre, afin de préserver Hambourg et Lubeck des effets sanguinaires de la collision des armées combattantes, ainsi que pour la sécurité des provinces danoises avoisinantes ; mais quant à ce qu'on dit qu'elles devaient servir de proie à la violence dans le partage proposé, ainsi que l'avance la Gazette Anglaise, nous donnons hardiment le démenti à cette assertion, et nous affirmons au contraire que si l'on nous avait fait l'offre d'occuper ces places, nous ne

l'aurions acceptée que sous la condition expresse qu'elles seraient rendues quand la tranquillité se rétablirait.

Il a été d'usage dans les traités de paix de restituer des pays conquis aux anciens possesseurs, mais il était réservé à la politique tortueuse du temps présent d'offrir le territoire d'une puissance amie, comme une amorce pour obtenir des avantages mercenaires. On a considéré jusqu'ici que les territoires à aliéner, soit qu'ils aient été acquis par conquête, héritage, ou achat, doivent avant d'être aliénés, être devenus la propriété, du parti par lequel ils sont transférés; mais aujourd'hui ces prétendus distributeurs de la justice imitent les chasseurs de la comédie, et vendent la peau de l'ours avant de l'avoir jeté par terre. Mais sachez que l'ours que vous cherchez à vendre est un ennemi noble, libre et dangereux, qui sait se défendre et venger ses torts contre ceux qui le molestent, et qui ne permet pas à aucun renard ni à aucune bête de proie de troubler impunément son repos. Le Dannemarc, pareil à l'emblême qu'il porte dans son écusson, est un animal courageux, pourvu de la hache d'armes, et est prêt à venger l'insulte qui lui est faite. Ne croyez pas qu'il soit aussi aisé de vaincre qu'il l'est d'échanger et de partager.

Le peuple de Norwége a vu l'héritier apparent de notre trône dans un bateau ouvert, défiant la fureur des flots et s'exposant à un ennemi violent, se hâter d'arriver à leur protection et de les conduire à la victoire par le sentier de l'honneur. Un tel prince saura résister à l'usurpation étrangere. La justice de notre cause, le zele et la valeur de nos sujets couronneront ses efforts de succès et nous donnent raison d'espérer que la destruction que nos adversaires ont en vue, retombera sur la tête des agresseurs.

Le ministre anglais a promis au parlement qu'il soumettra à son attention quelque chose de relatif aux demandes du Dannemarc, qui regarde la Grande-Bretagne seule, indépendamment des autres puissances; mais en réponse à une question de M. Ponsonby, sur les dernieres propositions de paix faites par le Dannemarc, il dit qu'il ne pouvait pas faire de réponse pour le présent, parce que cette révélation pourrait faire tort aux alliés. Chaque individu danois doit être aussi jaloux de voir écarter ce voile que tous les Anglais de l'empire britannique, et il est parfaitement convaincu que rien de ce que le Dannemarc a pu proposer n'était contraire au devoir, à l'honneur ou à la morale.

En parlant des sentiments de M. Ponsonby, nous devons exprimer combien nous sommes surpris de l'entendre déclarer que la garantie donnée par la Grande-Bretagne de la cession de la Norvége à la Suede, est juste et conforme à tous les usages de la guerre. Lorsque nous sommes en état d'hostilité, dit-il, avec quelque nation, nous avons le droit de la conquérir et d'approprier son territoire et ses provinces à qui bon nous semble, ou de permettre à nos alliés d'en faire autant. Il admet néanmoins qu'il y a plusieurs cas qui peuvent rendre inconvenant de mettre à exécution ce principe, à cause de l'étendue de ses conséquences. Nous combattons cette proposition, et nous assurons qu'il a passé par dessus une circonstance de ce partage favori, qui est assez importante, qui est, et nous l'affirmons, que la Russie et la Suede ne sont point en alliance avec Grande-Bretagne pour des objets de guerre contre le Dannemarc. Ces deux puissances étaient en paix avec le Dannemarc, et la convention d'Abo eut lieu, dans la crainte que nous n'accédassions à une alliance avec la France, et que nous ne les missions dans une situation dangereuse. Si la Suede avait déjà commencé son attaque sur la Norvége, alors les arguments de M. Ponsonby pourraient avoir quelque fondement. Si l'Angleterre avait conquis la Norvége, elle pourrait, à toute rigueur, lors de la conclusion de la paix, céder ce royaume à la Suede, toutes les parties contractantes concourant d'ailleurs à cette aliénation. Mais le peuple anglais n'aura aucun sujet d'applaudir la garantie d'une telle cession d'un pays innocent et intact, quoique le ministre puisse triompher dans le parlement, par de fausses conjectures et de faux exposés ainsi qu'il y eut lieu en 1807, lors de l'attaque de la Zélande que tout cœur britannique condamne.

Quel droit la Russie a-t-elle de disposer d'aucune portion du Dannemarc, sans avoir non-seulement les moyens de la conquérir, ni même de la molester, et cela dans un temps de profonde paix et de bonne intelligence avec la cour de Copenhague? Dans le temps même où elle caressait notre ambassadeur, elle avait la présomption d'envoyer un ministre extraordinaire pour acheter l'amitié du Dannemarc, ou pour le corrompre, et lui faire prendre part à la guerre contre la France, sous la promesse fallacieuse de l'indemniser avec des villes et des territoires que la Russie elle-même ne possédait pas, et sur lesquels elle n'avait

aucune espece de droit de controle, en vertu d'aucun principe reconnu par le droit des gens.

C'est ainsi que de petits états sont exposés à leur ruine, lorsqu'ils tombent sous la puissance d'états plus grands. On offre les premiers comme un sacrifice aux vues mercenaires des derniers, et c'est ainsi que l'honneur et la vérité, la justice et la morale, sont bannies de la terre par les grands et les puissants !

GAZETTES DE LONDRES

DES 22 ET 26 JUIN, 1813.

Bureau des Affaires Etrangeres, le 22 Juin.

Le vicomte Castlereagh a reçu, du Général Lord vicomte Cathcart, chevalier de l'Ordre du Chardon, et du lieutenant-général Sir Charles Stewart, chevalier de l'Ordre du Bain, des dépêches en date des 25 et 31 Mai, et 1er Juin, dont suivent des copies et extraits :

Quartier-général, Jauer, le 26 Mai, 1813.

Milord,

Je profite d'une occasion qui se présente, pour informer Votre Seigneurie que l'ennemi n'a suivi l'arriere-garde des alliés ni avec vigueur ni avec succès. Les corps des généraux Barclay de Tolly, Blucher, York et Kleist se sont portés sur Leignitz ; ceux du comte Wittgenstein et du général Miloradowitch, dans la direction de Jauer ; mais ce dernier a ses avant-postes sur la riviere de Bober, l'ennemi occupant Lowenburgh.

Il paraît que l'armée alliée se porte dans la direction de Schweidnitz, ayant ainsi une communication avec la Vistule par Czentochau, et étant à portée, par sa position immédiate, de tirer bon parti de tout ce qui surviendra. Il arrive journellement des renforts considérables.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé) C. STEWART,
Lieutenant-Général.

Quartier-général, Schweidnitz,
le 31 Mai, 1813.

Milord,

L'armée alliée a continué sa retraite sur Breslau et Schweidnitz; le quartier-général de l'Empereur a été transporté, le 27, de Jauer à Striegau, et le 28 ici. Le comte Wittgenstein ayant résigné le commandement des armées alliées, qu'il a gardé après la mort du maréchal Kutusoff, jusqu'à ce que des arrangements définitifs aient été faits, Sa Majesté Impériale y a nommé le général Barclai de Tolly. Le comte Wittgenstein commandera dorénavant les Russes, et il y aura une nouvelle dislocation: le général Blucher doit commander tous les Prussiens. Le général Miloradovitch a, pour le présent, étant indisposé, remis son commandement au comte Pahlin.

C'est avec beaucoup de satisfaction que j'informe Votre Seigneurie que le corps sous les ordres du général Blucher a eu une très-brillante affaire, avec sa cavalerie, contre la division du général Maison, qui débouchait de Haynau. Il paraît, d'après les détails que j'ai reçus sur cette action, qu'elle doit être justement célébrée comme une des plus belles attaques de cavalerie contre des carrés solides d'infanterie, qu'on ait vues dans cette guerre. La cavalerie prussienne s'était adroitement cachée derriere un terrain favorable pour l'accomplissement de son objet. L'empressement d'attaquer a été si grand, que le signal a été donné avant que l'ennemi fût assez avancé, et le résultat n'a pas été aussi décisif qu'il l'aurait été sans cela; cependant 12 pieces de canon et 1300 prisonniers sont tombés entre les mains des alliés. Je réfere Votre Seigneurie pour les détails ultérieurs, au rapport officiel que j'ai l'honneur de lui envoyer ci-joint.

Le 27, huit escadrons de cavalerie russe, dont la moitié étaient des Cosaques, ont attaqué, près de Goldberg, 12 escadrons des cuirassiers de Napoléon, et ont fait prisonniers 400 hommes et plusieurs officiers. Un corps de partisans a pris aussi un grand parc de munitions et plusieurs prisonniers. Le corps d'armée du général Blucher s'est retiré, le 28, à Preschau, sur la rive de Striegau, pendant que la grande armée a pris une position près de cette ville-ci. L'ennemi, depuis l'affaire de Haynau, n'a pas suivi de près

le général Blucher, et il n'a rien tenté sur le front de cette partie-ci de l'armée; on conjecture en conséquence qu'il se porte en force sur notre droite, pour se mettre en communication avec Glogau ; son avant-garde est, dit-on, arrivée à Neumarkt.

J'ai omis de dire à V. S. que le bruit court que le maréchal Duroc a été tué dans l'affaire de Reichenbach. L'ennemi continue sa marche sur Breslau. Je regrette d'informer V. S. qu'on craint qu'un renfort de plusieurs centaines d'hommes qui venaient de l'Oder, avec une batterie d'artillerie, pour rejoindre la grande armée, ne soit tombé entre les mains de l'ennemi.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) C. Stewart,
Lieutenant-Général.

Extrait d'une Dépêche du Général Vicomte Cathcart, *adressée à Lord* Castlereagh, *et datée du Quartier-Général, Ober Groditz, près Schweidnitz, le* 1*er Juin,* 1813.

Mes dépêches*, portées par le messager Vick, qui m'a quitté à Goldberg, le 25 du mois dernier, ont instruit Votre Seigneurie des affaires qui avaient eu lieu dans les jours précédents, et de l'état des opérations militaires en général. J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint les diverses relations de ces affaires qui ont été publiées au quartier-général, ainsi que celle d'un nouveau et brillant succès obtenu par les efforts et les talents du général comte Michel Woronzow.

L'Empereur est allé, le 25, à Jauer, le 27 à Striegau, et le 28 à Schweidnitz, et Leurs Majestés ont fixé, hier au soir, leur quartier-général dans le village d'Ober Groditz, entre Schweidnitz et Reichenbach. Buonaparté continue de suivre avec toutes ses forces, mais il a essuyé de très-forts

---

* Le rapport de Lord Cathcart sur la bataille de Bautzen, n'a été reçu que quelques jours après celui de Sir Charles Stewart, qui a été publié dans le supplément à la Gazette du 8 du présent mois.

échecs dans toutes ses entreprises, et n'a point eu de succès. Votre Seigneurie remarquera qu'il y a eu trois jours de halte.

L'armée est maintenant concentrée dans une excellente position, où l'art a secondé la nature. Le corps du général Bulow et d'autres de moindre force sont sur les derrieres de l'ennemi, et lui font chaque jour beaucoup de mal. En conséquence de l'arrivée d'un corps d'armée et de plusieurs bataillons, l'armée russe est plus forte qu'elle ne l'était le 21 du mois dernier.

Traduction du Rapport officiel de l'Affaire entre le Corps du Général Blucher *et l'Avant-Garde de l'Ennemi, près Haynau, le 26 de Mai.*

L'armée prussienne, réunie au corps du général russe, Barclay de Tolly, avaient leur bivouac près de Haynau, le 25 Mai. Le 26, ils marcherent en deux colonnes vers Leignitz. La premiere colonne était composée des corps de Barclai de Tolly et d'York; la seconde, du corps du général Blucher. L'arriere-garde s'arrêta de l'autre côté de Haynau, pour résister à l'ennemi, qui ordinairement se portait en avant depuis onze heures du matin jusqu'à la nuit. Comme l'ennemi s'avançait, le général Blucher fit retirer ses colonnes à travers les plaines de Haynau, à Steudentz et Golsdorff, laissant 21 escadrons de cavalerie avec 22 pieces d'artillerie volante, sous le commandement du général von Ziethen, sur les derrieres de l'ennemi. Le général von Ziethen reconnut la force de l'ennemi, du moulin à vent de Bandinansdorff, auquel il fit mettre le feu, comme signal à la cavalerie prussienne pour attaquer, et à l'arriere-garde pour s'arrêter et faire face à l'ennemi.

A onze heures, l'ennemi débouche de Haynau, et commença une canonade sur l'arriere-garde sous le commandement du colonel Mulin, qui prit une position sur les hauteurs de Haynau. Ce n'était qu'une reconnaissance du maréchal Ney. Vers cinq heures du soir, l'ennemi défila de Haynau, et attaqua notre arriere-garde, qui se retira, conformément aux dispositions préconcertées.

Le général von Ziethen, voyant qu'une division française suivait notre arriere-garde, résolut de frapper un grand coup, et se confiant dans la valeur des troupes, il donna l'ordre de laisser passer l'ennemi et d'attaquer en arriere;

mais notre cavalerie avait déjà quitté son embuscade, et elle s'avançait vers le flanc droit de l'ennemi. Le moulin à vent fut brûlé, et toute l'arriere-garde fit face aux Français qui se formerent en carrés.

Des dispositions avaient été faites pour que l'artillerie à cheval mit l'ennemi en désordre, et qu'en même temps la cavalerie l'attaquât; mais l'impatience de cette derniere ne laissa pas le temps à l'artillerie de produire l'effet désiré. Après une décharge de canon, la cavalerie se précipita sur les carrés qui furent successivement rompus. Son feu cessa, et une batterie de douze canons et 1300 prisonniers tomberent dans nos mains. Lorsque la poussiere qui les cachait fut dissipée, nous aperçûmes le reste de la division du général Maison, qui se retirait sur Haynau.

Le combat ne dura qu'une demi-heure; et aucun homme de notre infanterie n'y eut part, parce qu'elle avait marché vers Leignitz.

La brigade du général von Ziethen resta seule sur les hauteurs derriere Golsdorff.

Le général Woronzow a eu une affaire très-brillante; avec un seul régiment de hulans et quelques Cosaques, il a surpris à Kennerca, sur la rive gauche de l'Elbe, le général de division Poinsot, qui commandait un corps de cavalerie de 700 hommes. Il a fait prisonniers 21 officiers et 300 hommes; le reste a été tué.

(Suivent les relations des affaires des 19, 20, 21 et 23 de Mai, et de celle du 26, dont il est fait mention dans les dépêches de Sir Charles Stewart. La substance de ces relations a été publiée précédemment.)

Bureau des Affaires Etrangeres, le 26 Juin.

Le Vicomte Castlereagh a reçu des dépêches de l'honorable Sir Charles Stewart, lieutenant-général et chevalier du Bain, dont ce qui suit est copié ou extrait.

Reichenbach, le 6 de Juin, 1813.

Milord,

L'ennemi est resté dans sa position dans le voisinage de Schweidnitz, jusqu'aujourd'hui que l'on a fait connaître l'ar-

mistice convenu entre les parties combattantes. Sa Majesté Impériale et le Roi de Prusse ont fixé leurs quartiers-généraux dans des maisons de campagne près de cette ville : le corps d'armée du général Wittgenstein avec celui du général Blucher restent à Schweidnitz et dans les environs. Le général Barclay de Tolly a son quartier-général ici.

Il paraît que l'ennemi avait détaché un corps immédiatement avant l'armistice, contre Boitsch et Bulow ; il y a eu une affaire très-vive avec le premier, qui se replia à quelque distance en arriere, ayant des forces extrêmement supérieures devant lui. Les opérations de ces deux généraux sur les derrieres continuaient de l'inquiéter, et étaient suivies du plus grand succès, ce qui l'a forcé, selon toutes les probabilités, à faire ce détachement.

Divers corps de partisans ont amené un grand nombre de prisonniers ces jours passés.

Votre Seigneurie aura sans doute eu connaissance d'un brillant exploit du général Czernicheff à Halberstadt, avant que cette dépêche ne puisse lui parvenir, aussi je me dispense d'en récapituler les détails.

J'ai l'honneur d'être, etc.

(Signé) CH. STWEART.

Au quartier-général à Reichenbach,
le 6 Juin.

Les alliés ont, dans l'espace de quelques semaines, livré deux terribles batailles rangées à des forces infiniment supérieures. Il ne s'est pas passé un jour sans qu'il n'arrivât des trophées de victoire au quartier-général de l'armée. Il ne s'est pas passé un jour sans qu'il y eût des affaires ou des escarmouches dans lesquelles ils ont constamment eu l'avantage. Engagés à Lutzen dans une bataille désespérée, ils ont combattu et ont triomphé. La seule difficulté de recevoir leurs munitions les obligea de se retirer le lendemain. Ils ont effectué le passage de l'Elbe, opération la plus difficile qui puisse se concevoir, en présence d'un ennemi supérieur, et traversé, en se retirant, une étendue de pays de près de trois cents milles, disputant toutes les positions, l'une après l'autres, et emmenant avec eux entre six et sept cents pieces de canon, sans en perdre un seul et sans sacrifier la plus petite partie de leur bagage.

Berlin le 6 Juin.

Relation Officielle de la Bataille des Alliés contre le Maréchal Oudinot, *à Luckau, le 4 Juin.*

Le vif intérêt que le public prend à juste titre au corps du lieutenant-général de Bulow, destiné à couvrir cette ville, et à ses opérations, nous engage à publier les particularités qui suivent, sur l'heureuse issue de la bataille qui s'est donnée avant-hier devant Luckau.

Le corps ennemi, fort d'environ 30,000 hommes, qui se tenait derriere le Black Elster, sous le commandement du duc de Reggio, s'était porté en avant à Sonnenwalde, et attaqua avant-hier de grand matin les postes avancés du corps du général Bulow, qui se retira avec une grande vivacité de Cottbus sur Luckau, avant de rejoindre les brigades de von Borstell et de von Boyen. Le général de Bulow prit sa position, ayant Luckau en front, sur quelques hauteurs avantageusement situées. L'ennemi commença son attaque contre la ville et sa garnison. Il la soutint par des masses de tirailleurs et attaqua de vive force les murailles et les portes de la ville avec de grosses colonnes d'infanterie. La garnison se défendit avec opiniâtreté ; l'ennemi fut repoussé avec une grande perte ; il mit alors le feu aux faubourgs et à une partie de la ville avec des grenades. Dans les entrefaites, l'infanterie russe et prussienne, commandée par le lieutenant-général von Oppen, se jeta, par ordre du général Bulow, sur le flanc droit de l'ennemi, mit dans le plus grand désordre sa cavalerie qui s'était formée en carrés et de cette maniere la mit en fuite. Un grand nombre d'ennemis furent sabrés, et on leur prit un obusier et deux canons.

Cette brillante charge soutenue d'une attaque fraîche et vive de notre brave infanterie qui était dans les faubourgs, força l'ennemi de se retirer, et mit fin à la bataille qui avait duré depuis dix heures du matin jusqu'à neuf heures du soir, et fait le plus grand honneur à nos troupes qui n'ont eu que trois régiments d'engagés dans le combat.

La perte de l'ennemi peut être estimée à 2,500 hommes. Le champ de bataille dans le faubourg est couvert de cendres.

Les morts et les blessés français qui y ont été laissés offrent le spectacle le plus affreux. Au départ du courier, nous avions déjà 500 prisonniers et les chasseurs des volontaires ainsi que les troupes légeres, en amenaient continuellement de nouveaux.

Les prisonniers disent que l'armée souffre les plus grandes privations, et leur état d'épuisement et de fatigue confirme leur rapport.

Les braves habitants de Berlin ne souffriront certainement pas à présent que nos braves troupes éprouvent aucun besoin, afin qu'elles soient en état de poursuivre l'ennemi avec une nouvelle vigueur.

Dans la soirée le général commandant joignit les majors-généraux von Borstell et von Boyen.

L'ennemi se retire par la route de Sonnenwalde d'où il était venu, et il est vigoureusement poursuivi par les généraux von Borstell, von Oppen et von Harpe.

(Signé) LESTOCQ-SACK

Gouverneur du pays entre l'Elbe et l'Oder.

NOUVELLES ETRANGERES.

[Papiers de France.]

Paris, le 18 *Juin*, 1813.

L'organisation du 3e régiment des gardes d'honneur, commandé par M. le général comte de Ségur, prend chaque jour une nouvelle activité. Les détachements des divers départements qui doivent concourir à sa formation arrivent successivement à Tours. Ils sont accueillis avec empressement par les gardes d'honneur du département d'Indre-et-Loire, déjà exercés depuis plus d'un mois aux manœuvres militaires.

On parle de la rentrée prochaine de Mlle Georges à la comédie française. Elle doit y doubler dans leur emploi Mmes. Raucourt et Duchesnois. Si cette actrice n'a rien perdu de ses avantages, elle sera une acquisition utile pour le théâtre français.

Les quatre classes de l'institut ont dû se réunir, le 22 Juin, en assemblée générale, à l'effet de délibérer sur l'exécution des décrets rendus par S. M. l'Empereur et Roi, et par S. M. l'Impératrice-Régente, pour l'érection d'un monument sur le Mont-Cénis.

Dans le courant de la campagne de 1812, on posa pour la construction du soubassement de l'obélisque qui sera érigé sur le terre-plein du Pont-Neuf, dix assises de granit de Cherbourg; elles forment une élévation de 14 pieds, 3 pouces, sans y comprendre trois assises en pierres dures, qui servent de fondation sous les granits. Leur hauteur est de quatre pieds, trois pouces. Le 11 de ce mois, on a commencé à poser la onzieme assise de granit (14e en y comprenant les assises en pierres.) Cette année, les travaux des monuments ayant commencé plus tôt que ceux de l'année derniere, on présume qu'un nombre au moins égal d'assises pourra être mise en place pendant cette campagne, ce qui élevera le soubassement à 28 pieds, six pouces.

Quinze acteurs de la comédie française sont partis pour Dresde, où ils vont donner des représentations pendant la durée de l'armistice. Dans tous les temps les guerriers français aimerent à se délasser des fatigues des combats par les nobles amusements de l'esprit; et aujourd'hui qu'ils sont encore tout couverts de la poussiere des camps, les chefs-d'œuvre de Corneille, de Moliere et de Racine, vont charmer leurs loisirs. Ainsi la Thalie et la Melpomene françaises, tout-à-coup transportées des rives de la Seine sur les bords de l'Elbe et les immortelles productions de nos arts vont se placer à côté des brillants trophées de notre gloire militaire.

Quelques personnes qui se prétendent instruites, disent que la comédie seule part en ce moment pour Dresde. On cite parmi les personnes appelées, Fleury, Saint-Phal, Vigny, Michelot, Barbier, Mesdames Thénard, Mars, Mezeray, Emilie Contat et Bourgoin.

Suivant ces mêmes personnes, la tragédie ne partirait que plus tard pour la même ville.

M. le comte Jacqueminot, sénateur, ayant la sénatorerie de Douai, commandant de la légion-d'honneur, vient de mourir en son hôtel, rue de Grenelle, Faubourg Saint-Germain.

Prague, 3 Juin.

Le feld-maréchal prince de Schwartzenberg est arrivé ici le 29 au soir avec une suite nombreuse.

On attend ici de Vienne des personnages de la plus haute distinction: tous les préparatifs sont faits pour les recevoir.

Le prince de Wolkonsky est arrivé ici avec des dépêches de l'empereur Alexandre pour la duchesse douairiere d'Oldenbourg, sa sœur, qui se trouve encore dans cette capitale.

M. le baron Bignon, ministre de France à Varsovie, a passé ici, venant de Cracovie, et se rendant à Toeplitz.

Le général Scharnhorst est de retour ici du voyage qu'il avait obtenu la permission de faire à Vienne. Il a bien de la peine à se guérir des blessures qu'il a reçues à la bataille de Lutzen.

Le passage des couriers français, autrichiens, russes, polonais et saxons, par notre ville, est toujours très-fréquent.

On sait que l'armée française fait de grands progrès en Silésie et qu'elle se porte sur différents points de l'Oder.

Tous les Prussiens éclairés déclament hautement et avec force contre le monstrueux système du *Landsturm*. Ce plan de destruction, ordonné par le souverain, n'a encore été exécuté nulle part, et il paraît physiquement et moralement impossible.

Vienne, 3 Juin.

M. le comte François de Woyna, vice-chancelier des chancelleries réunies d'Autriche et de la Gallicie, conseiller intime en activité et chambellan de S. M. I. est mort ici, le 15 du mois dernier, à l'âge de 63 ans, d'un coup d'apoplexie, à la suite d'une maladie de langueur. Ses lumieres, son zele dans l'exercice de ses fonctions et ses qualités morales le font généralement regretter.

Le départ de S. M. pour la Bohême avec le ministre des affaires étrangeres, a eu une influence si favorable sur notre cours, qu'il est monté tout-à-coup de 12 pour cent.

Des Frontières de la Saxe, 10 Juin.

C'est le ministre russe Alopeus qui s'était chargé concurremment avec Stein, de la direction de l'administration dans les deux Lusaces. Ils s'y sont fait détester en traitant la Lusace en pays conquis.

On considere comme un grand soulagement pour nos contrées la libre exportation des grains de la Bohême.

La garnison de Thorn a éprouvé dans sa marche quelque retard dans la Haute-Lusace, vu que les généraux russes ne l'ont pas voulu laisser passer par leurs positions à Bautzen, et elle a été obligée de s'arrêter pendant huit jours à Ottendorff près Buntzlau.

S. M. l'Empereur d'Autriche est arrivé le 4 Juin à Brounau (dans le cercle de Konnisgraetz en Bohême,) sur les frontieres de la Silésie. La suite de S. M. se compose, outre les personnes déjà nommées, des feld-maréchaux prince Joseph Collerado et prince Schwartzenberg.

Berlin, 25 Mai.

S. A. le duc de Brunswick-Oels, le général suédois Lowenhielm, les adjudants anglais Brown et Addington, sont partis d'ici pour le quartier-général de l'armée combinée. M. le baron de Taube, envoyé de Suede, est arrivé ici de Stralsund.

Stutgardt, 20 Mai.

LL. AA. RR. la princesse d'Orange, la princesse électorale de Hesse, la princesse douairiere d'Orange, le prince de Hesse, Mme. la comtesse de Voss, grande maîtresse, et les conseillers d'état Ladenberg et Borsche sont arrivés ici de Berlin.

Nuremberg, 1er Juin.

Les effets et objets précieux du roi de Prusse ont été transportés de Breslau à Glatz. C'est pour cette derniere ville que sont partis plusieurs ministres et autres fonctionnaires supérieurs prussiens. Pendant son dernier séjour à

Breslau, le roi de Prusse y avait réuni les ministres de Hardenberg, de Golz (ministre des affaires étrangeres,) de Kircheisen (ministre de la justice) et plusieurs membres de son conseil intime et chefs de départements. Les princesses de Prusse, qui étaient à Breslau, se sont aussi rendues à Glatz.

Leipsick, 8 *Juin*.

Notre gazette annonce qu'il a dû y avoir avant-hier 6, une entrevue entre LL. MM. l'empereur Napoléon et l'empereur d'Autriche à Gitschin.

Weimar, 31 *Mai*.

Depuis le 10 Avril, jour où les premiers hussards prussiens entrerent ici, nous avons été témoins de scenes différentes. Un corps de cavalerie a bivouaqué pendant huit jours sur la route de Jéna, d'où il a fait des excursions sur Eisenbach, Gotha et Ruhla. Le jour de Pâques, une action très-vive s'engagea dans notre ville. Les Prussiens se retirerent avec une perte de huit hommes tués et de 16 prisonniers. Peu après, la division Souham entra ici et pour peu que l'infanterie française eût pu en venir aux mains avec les Prussiens, ils auraient eu le même sort que dans les journées du 14 et du 15 Octobre, 1806. M. de Chaumont, adjudant de M. le général Souham, qui avait fait ses premieres études à Weimar, dans l'institut de M. le professeur Kunes, s'est intéressé pour cette ville avec la plus grande générosité.

La ville et le duché de Weimar ont logé 160,000 hommes dans les deux mois qui viennent de s'écouler.

Louisbourg, *le* 11 *Juin*.

Le lieutenant Seyfecheld, du 8eme régiment d'infanterie, avait été chargé d'amener un convoi de vivres au corps d'armée wurtembergeois qui est en campagne. Ce convoi a été pris par un détachement prussien; il résulte de l'interrogatoire subi par cet officier, qu'il n'a opposé aucune résistance. Le roi a ordonné qu'il serait cassé, dégradé, et incorporé comme un simple soldat, pour un temps limité, dans un bataillon de dépôt. Les sous-officiers et soldats de ce détachement seront également punis.

Dresde le 17 de Juin.

Le comte de Narbonne est arrivé ici avec quelques personnes de la légation. Le comte de Bubna a de fréquentes conférences avec le duc de Bassano. L'empereur d'Autriche est toujours à Gitschin. Les différents cabinets sont très-activement employés, et il y a un échange constant de couriers.

La garde impériale française est logée à Dresde.

On travaille toujours aux fortifications de la ville neuve. Trente-six bataillons forment un camp de casernes en forme de demi-cercle, autour de cette partie de notre ville.

Les maraudeurs qui restaient sur les rives de l'Elbe, sont vivement poursuivis.

Le 7e corps d'armée est campé entre Goerlitz et Léopoldshagen. La cavalerie est cantonnée en grande partie dans la basse Lusace et dans le cercle de Wittenberg. On a pris les mesures les plus efficaces pour l'approvisionnement de l'armée, le Roi a acheté de grandes quantités de froment et d'avoine en Bohême, et il arrive journellement de la Franconie et des bords du Rhin des transports considérables de riz et de bêtes à cornes.

Une brigade de cavalerie française a marché avec quelque infanterie sur Chemnitz et Zurechau, dont les environs sont infestés par quelques maraudeurs prussiens.

L'Empereur jouit de la meilleure santé, et l'on croit que son séjour dans cette capitale sera de quelque durée.

Les corps russe et prussien de cavalerie légere, qui faisaient des incursions dans le voisinage de Gratz, Jéna, Oelsnitz, Plauen et Hof, se sont retirés après avoir reçu nouvelles de l'armistice.

Dans les rapports que le gouvernement militaire de Silésie a publiés à Breslau, sur les batailles des 20 et 21 Mai, il était dit entr'autres, que dans cette occasion un détachement de troupes saxones avait déserté à l'ennemi; mais cette assertion est entierement dénuée de fondement, et le gouvernement de Silésie doit avoir reçu à cet égard des renseignements exacts.

Dresde le 18 de Juin.

Le 12, l'Empereur passa en revue 15,000 hommes de cavalerie, infanterie et artillerie, qui venaient d'arriver de

France, pour joindre les divers corps dont ils sont destinés à faire partie. On a admiré la beauté et la belle apparence de ces troupes qui, en voyant l'Empereur, ont fait retentir l'air des plus vives acclamations. Sa Majesté fit plusieurs promotions et distribua quelques décorations : après quoi les troupes partirent sur-le-champ pour leur destination. Le lendemain, S. M. passa en revue divers corps de sa garde, les fusiliers de la garde du roi de Westphalie et quelques autres corps.

Le 13, le corps diplomatique se réunit à un grand dîner chez le duc de Bassano.

D'après un ordre de général de division Durosnel, commandant en chef les troupes françaises en Saxe, tous les militaires appartenant aux armées françaises et alliées qui ne sont pas à Dresde par ordre, doivent en sortir.

L'Empereur passe tous les jours en revue quelques corps de troupes. Nous espérons posséder ici sous peu les acteurs du théâtre français qui sont en route, pour jouer quelques pieces dans le palais Marcolini.

Les cadres de la garde italienne partent aujourd'hui pour l'Italie.

Le général autrichien Bubna habite dans le palais du ministre d'Autriche.

Le quartier-général du prince de Schwartzenberg a, dit-on, été transféré à Brandels, dans le cercle de Konigsgraetz.

Les princes Jablonowski et Lubormiski sont arrivés le 10 de Juin, de Breslau à Prague ; le prince Wolkonski et plusieurs couriers russes, le 11, le prince Gallitzin, aide-de-camp de l'Empereur Alexandre, le 12; le prince Poniatowski, le 13, de Brandels. Le prince de Schwartzenberg, avec un de ses aides-de-camp, est parti le 12 de Prague pour Gitschin.

Dresde, le 19 de Juin.

L'Empereur jouit de la meilleure santé. LL. EEx. le grand écuyer, le Duc de Vicence, exerçant les fonctions de grand-maréchal, et le duc de Ragusе sont logés au palais impérial. Le prince de Neufchâtel réside au palais de Bruhl, le comte Bubna et le ministre de Dannemarc, M. de Kaas continuent à Dresde, où M. de Narbonne était attendu ainsi que le sont des Plénipotentiaires de Russie, de Prusse, d'Angleterre et d'Espagne.

Francfort, le 21 Juin.

Le 10e d'infanterie légere, les 39e, 40e, et 103e de ligne, sont arrivés ici. Ces régiments font partie de l'armée d'observation de Mayence, composée de six divisions sous les ordres du maréchal duc de Castiglione.

Le général de division Pernetti, qui doit commander 140 pieces d'artillerie appartenant à cette armée, et le général Dode commandant du génie, sont arrivés ici. Le 1er Juillet, ces divisions venues en grande partie d'Espagne, occuperont leurs positions.

Augsbourg, le 10 de Juin.

Toutes les troupes qui étaient stationnées dans cette ville depuis quelque temps, se sont mises en mouvement. Il y a plusieurs régiments de cavalerie italienne et napolitaine. Le parc de réserve de l'artillerie italienne, qui a été ici depuis trois mois, va partir pour Bareuth. Il y aura 1600 chevaux employés au transport de cette artillerie.

Vienne, le 10 de Juin.

Il regne une grande activité dans le cabinet: neuf couriers sont arrivés de Gitschen dans les journées du 4 et du 5. Le cours de notre change continue de s'améliorer.

Vérone, le 3 Juin.

Il arrive ici des troupes tous les jours. *Elles doivent former partie de l'armée de l'Adige*, qui s'assemble par ordre du viceroi d'Italie, et qui, à en juger par les dispositions qu'on fait, sera considérable.

Francfort, le 17 Juin.

Nous avons ici une garnison considérable. On dit que 20,000 français, passeront le Rhin pendant cette semaine et la suivante.

L'armée de Mayence, commandée par le duc de Castiglione, se réunit dans notre voisinage et dans celui d'Aschaffenbourg. On dit que le quartier-général de cette armée qui sera considérable, sera à Wurtzbourg.

Gênes, le 16 de Juin.

Nous apprenons que les troupes campées à Toulon sont extrêmement nombreuses, et qu'on s'occupe tous les jours à les discipliner.

Nous avons remarqué dans ce port des mouvements qui indiquent qu'un rassemblement de forces aussi considérable a des objets plus importants en vue que la seule défense des côtes.

Nuremberg, le 15 de Juin.

Les troupes polonaises commandées par le prince Poniatowski, ont traversé en dernier lieu une partie du territoire de Bohême, pour se rendre à la frontiere de Lusace, où elles doivent rejoindre les autres corps de la grande armée.

Francfort, le 18 de Juin.

Plusieurs acteurs des théâtres français et d'autres individus attachés au théâtre, ont passé par ici. Ils se rendent à Dresde.

On nous assure qu'on attend à Dresde des personnages de la plus haute distinction.

Prague, le 13 de Juin.

Dans le cas où le congrès aurait lieu, ce que tout porte à croire, nous ne savons pas s'il se tiendra en notre ville; plusieurs personnes croient que ce sera à Dresde.

NOTICE SUR M. SCHLEGEL.

En annonçant la brochure nouvellement publiée sur le Système Continental, nous l'avions attribuée à Mad. la Baronne de Staël. Nous avons appris depuis avec certitude que l'auteur de cet écrit vraiment remarquable, était M. Auguste William Schlegel, homme de lettres hanovrien, et par conséquent sujet du roi d'Angleterre, qui jouit depuis plusieurs années d'une réputation transcendante en Allemagne.—Il a traduit plusieurs tragédies de Shakespeare avec une telle élégance et une telle fidélité que ceux qui connaissent également les deux langues, éprouvent autant de plaisir par la lecture de la traduction que par celle de l'original. Il a combattu dans ses traités sur la littérature l'espece d'idolâtrie servile envers les écrivains français qui empêchait en Allemagne le développement de l'originalité nationale et préparait peut-être la condescendance politique dont nous avons vu de si tristes effets.

M. Schlegel est aussi le traducteur de plusieurs tragédies de Calderon, de quelques poësies du Camoëns et de plusieurs sonnets de Pétrarque. Toutes les langues de l'Europe, l'esclavon excepté, lui sont parfaitement connues, et il passe pour l'un des meilleurs latinistes de ce nord de l'Allemagne où les études les plus profondes s'allient à l'élan de l'imagination. M. Schlegel est considéré comme un très-bon poëte dans sa propre langue, et il a déjà donné des preuves de sa maniere d'écrire en français par une brochure publiée à Paris il y a cinq ans, intitulée : *Comparaison de la Phedre d'Euripide et de celle de Racine.* Dans cet ouvrage il a osé placer l'ouvrage

grec au dessus du chef-d'œuvre français, et les journalistes parisiens ont exprimé à cet égard toute l'indignation qu'il ne leur serait pas permis de montrer sur d'autres sujets.—Une anecdote assez bizarre, c'est que lorsque M. Schlegel fut banni de France parce qu'il demeurait chez Mad. de Staël, et qu'il dirigeait l'éducation de ses deux fils, on lui donna pour prétexte de cet exil l'écrit dans lequel il avait exprimé sa préférence pour la Phedre grecque—Nous ne savions pas que Buonaparté fut tellement orthodoxe en littérature, qu'il portât sur ce point le même despotisme que sur tous les autres. M. A. Schlegel est maintenant nommé secrétaire du Prince-Royal de Suede, et depuis quelque temps son nom a été cité dans le Moniteur plusieurs fois comme un de ces partisans forcenés de l'Angleterre qui doivent être voués à l'animadversion de tous les serviteurs de Napoléon.

MÉMOIRE SUR LA SICILE,

Pour servir de Continuation à l'Ouvrage qui a pour titre; Droit de la Nation Sicilienne à vivre sous un Gouvernement constitutionnel, *par le M. V. S.*

On ne doit pas espérer de jamais rien lire d'intéressant sur les changements politiques qui viennent de s'opérer en Sicile, si l'on ne se dépouille de tout préjugé pour ou contre les partis qui s'y font la guerre, l'un pour la liberté, et l'autre pour *l'apparence* du gouvernement absolu ou despotisme. On dit l'apparence, car pour la réalité, on ne croit plus possible qu'il existe nulle part des hommes qui consentent à vivre sans lois, sans sûreté et sans indépendance du pouvoir arbitraire. Dans l'effervescence des passions, causées par les changements politiques, la vé-

rité des faits souffre toujours des altérations provenant des intérêts opposés. La postérité connaît toujours mieux que les peuples contemporains les détails des révolutions, car souvent il n'est pas permis à l'historien qui écrit les événements de son temps, de déchirer le voile de certains mysteres que la politique ordonne de respecter. La conduite privée de certains individus auxquels on doit ces changements, et qui ont préparé lentement les matériaux des grands événements, étant ignorée du public, on ne connaît que les effets que produit le nouvel ordre de choses, sans pouvoir encore en découvrir les véritables causes. Mais le politique habile du fond de son cabinet souleve avec adresse et prudence la longue chaîne des événements, et ne s'arrête que lorsqu'il en a découvert et atteint le principe ou la source.

Les révolutions des états forment l'époque la plus intéressante de l'histoire des sociétés. Il n'est pas un philosophe ni un homme d'état, il n'est pas un peuple qui ne doive les étudier, soit pour en connaître les défauts et les éviter, soit pour les admirer et les imiter à l'occasion. Les nations, ainsi que les individus, se regardent, s'examinent, s'approchent ou s'éloignent, et la conduite d'un peuple est souvent le modele de celle d'un autre.

Les nations modernes qui sentent le prix et éprouvent les douceurs de la liberté, admirent encore aujourd'hui les belles époques des républiques de la Grece et de la république romaine. Il n'y a que le despotisme qui s'efforce de les faire oublier, car il n'est rien qui fasse plus trembler le cœur des tyrans que l'histoire d'un peuple libre.

La révolution de Sicile, qu'on ne doit pas même appeler une révolution, mais une régénération salutaire, sage, tranquille et grande, par la marche réguliere que le génie de certains citoyens distingués lui a imprimée et fait suivre; cette régénération

qui a donné au peuple plus d'autorité et de représentation ; aux pairs plus de dignité ; au roi plus de sûreté pour son trône, et plus de force comme chef d'une nation libre ; cette nouvelle organisation constitutionnelle qui mérite beaucoup plus d'admiration que tant d'autres révolutions, elle est ignorée dans une grande partie du continent, où la politique du despotisme empêche que les principes de la véritable liberté, fondée sur l'harmonie et la balance des pouvoirs, puissent se répandre.

L'Italie, cette belle contrée qui tant de fois a été la patrie de la liberté, et qui tant de fois a vu se reforger les fers qu'elle avait brisés ; l'Italie qui, au seul nom d'une liberté illusoire promise par des conquérants anarchistes et despotes en même temps, se rangea d'abord sous leurs drapeaux, et qui, trompée et appauvrie, partage maintenant le malheureux sort des peuples esclaves et soumis ; l'Italie ignore aujourd'hui la belle destinée de la Sicile ; et depuis la convocation du parlement jusqu'à l'établissement de la nouvelle constitution, les papiers publics du continent n'ont pas dit un mot de cette île.

Il faut cependant faire connaître aux autres nations, et surtout à l'Italie qui a toujours respiré l'indépendance, les véritables événements qui ont changé le gouvernement absolu en une sage constitution. C'est un devoir de toute nation qui sait protéger les droits de ses citoyens que d'éclairer les autres peuples sur les moyens dont elle s'est servie pour rétablir avec sagesse la balance des pouvoirs, et pour garantir avec jugement ce contrat social, qui bien souvent, et si récemment encore en France, n'a fait que servir de prétexte aux brigandages et à l'anarchie.

Aux premières annonces des projets qu'on manifesta en Sicile de rétablir l'ancienne constitution de ce royaume et d'y ajouter les avantages de celle d'Angleterre, les papiers de Naples crurent pouvoir en imposer aux Siciliens et faire impression sur leurs

esprits en les avertissant que cette révolution ne se ferait qu'aux dépens de la tranquillité du pays et de la loyauté de ses habitants. L'expérience a prouvé le contraire. Je vais en tracer le tableau avec la rapidité et dans les bornes d'une simple esquisse.

Dans mon premier mémoire, je me suis arrêté à l'époque malheureuse où des impositions arbitraires, la vente des biens des universités, l'arrestation des barons, venaient d'avoir lieu. J'examinai alors quel était l'état politique de ce royaume, et quelle devait être la conséquence de l'infraction aux lois fondamentales de la nation, et de la déportation des défenseurs de nos priviléges et immunités. Il faut maintenant suivre la marche des événements, et analiser les causes qui les ont produits.

L'Angleterre, quoique alliée intime de la Sicile, n'avait pris aucune part dans tout ce qui était arrivé; mais elle ne pouvait pas regarder plus long-temps d'un œil indifférent l'état malheureux de cette île, ni ces mesures violentes qui, tout en y décomposant l'ordre social, l'affaiblissaient par des troubles intérieurs dans un moment où elle devait être forte pour repousser un ennemi qui la menaçait à trois milles de distance.

Depuis le mois de Juillet 1810, l'Angleterre ne pouvait pas être contente de la conduite de la cour de Sicile. L'insouciance avec laquelle cette dernière regarda les efforts que firent les Français pour descendre sur les côtes de Messine, avait donné au gouvernement britannique le premier soupçon sur les principes de la politique du ministere de Sicile. La sûreté de cette île intéressait certainement l'Angleterre et les subsides que la Grande-Bretagne payait au roi Ferdinand lui donnaient indubitablement le droit de veiller à la tranquillité et à la force de ce pays.

Un seul coup-d'œil attentif que le ministre britannique jeta sur la situation des affaires de ce

royaume, lui fit connaître les dangers auxquels l'île et ses habitants étaient exposés.

La police était entre les mains des Napolitains qui se trouvaient en correspondance avec les ennemis, ce qui faisait que les espions de la côte opposée pouvaient débarquer impunément sur les rivages de Sicile.—Les troupes n'étaient pas payées.—Quelques régiments étaient commandés par des personnes qui exprimaient à haute voix leur désir pour l'arrivée des ennemis.—On découvrait chaque jour des projets d'insurrection organisés par des personnes mal-intentionnées.—On découvrit surtout le plan d'une conspiration ourdie à Messine, dont la politique ne permet pas encore, ni de faire connaître les détails, ni de révéler les véritables auteurs. Cette découverte vint jeter un nouveau trait de lumiere sur la véritable situation dans laquelle se trouvaient les alliés.

La dette publique qui augmentait à chaque instant; le gouvernement au moment de faire banqueroute; enfin l'acte despotique de l'arrestation de cinq citoyens distingués, sans aucune forme de procès, et sans qu'on leur imputât d'autre crime que celui d'avoir fait de respectueuses remontrances sur l'infraction des lois constitutionnelles du pays.—Voilà ce qui alarma et révolta les Anglais. La position malheureuse d'un état allié sans lois, sans sûreté publique, sans force, sans moyens, d'un gouvernement sans politique, sans principes, arbitraire, traître et corrompu, les fit enfin décider à se charger de la protection d'une nation, dont le triste sort était abandonné à l'impuissance de tous les moyens qui auraient pu le changer.

Le ministre d'Angleterre, après avoir connu par lui-même les maux et les désordres de ce pays, ne se croyant pas suffisamment autorisé pour faire les changements nécessaires, et y apporter les remedes que demandaient les circonstances, fit un voyage à

Londres pour peindre au ministere britannique le véritable état de la Sicile.

L'Angleterre toujours loyale dans ses principes, voulut consulter la marche que les Barons avaient tenue pour tâcher d'empêcher les abus du pouvoir arbitraire; et voyant que ces vrais citoyens n'avaient recherché que l'exécution des anciennes lois de leur pays, fit demander, au retour de son ministre qui fut chargé de pleins pouvoirs, l'abolition du nouveau droit d'un pour cent, le rappel des barons exilés, et que le gouvernement fût mis entre les mains du Prince héréditaire, avec *l'Alter ego*.

La démarche de mettre à la tête des affaires le prince François était indispensable; car l'éloignement du roi éloignait aussi la reine de l'influence qu'elle avait dans le cabinet, et c'était à cette funeste influence qu'étaient dus tous les faux pas que l'on avait faits.

Il n'y avait à la cour de Sicile que le duc d'Orléans qui parlât le langage de la vérité, et qui désapprouvât hautement toutes les démarches injustes que les ennemis de la nation conseillaient au Roi. Ce prince instruit et loyal prévit les conséquences funestes qui résulteraient d'une politique insensée, qui en voulant établir le pouvoir absolu, ne ferait que préparer la chûte de la monarchie. Il eut le noble courage de faire de vives remontrances sur les malheurs que l'ordre de choses qu'on tentait de maintenir causerait infailliblement à la famille royale.

Toutes les personnes que consultait le sage ministre anglais, n'avaient pour objet que le bien de la patrie.

Leur plan était fondé sur les principes de la politique la plus éclairée. Les lois de la nation avaient été leur guide; ces anciennes lois se trouvaient conformes aux premieres institutions de la constitution anglaise; le droit public de la Sicile

était fondé sur les mêmes bases que celui de la Grande-Bretagne. L'exemple enfin de la nation la plus éclairée, la plus riche et la plus libre, les décida à proposer à la nation le plan d'une forme de gouvernement parfaitement analogue à celui de l'Angleterre, le seul qui pouvait s'accorder avec les lois des Arragonais et s'accommoder aux circonstances politiques de ce royaume.

Le prince de Belmonte avait le portefeuille des affaires étrangeres, le prince de Castelnuovo celui des finances, et le prince de Aci celui de la guerre.

Les premiers jours de ce nouveau ministere furent marqués par la convocation d'un parlement extraordinaire que le Roi déclara avoir assemblé pour corriger les abus qui s'étaient introduits dans le gouvernement et pour former de nouvelles lois.

Ici commence l'apologie des ministres, et surtout celle du prince de Belmonte, qui avait obtenu par ses qualités la confiance du ministre d'Angleterre.

Je l'ai dit et je le répete, la postérité connaîtra mieux que nous les détails de cette révolution, car celui qui doit écrire les mémoires d'un grand homme ne doit le faire qu'après la mort de celui-ci, pour ne pas être taxé de flatterie ou au moins de partialité. Mais quant à l'hommage de la reconnaissance qui lui est dû pour tout ce qu'il lui en a coûté, et pour tous les obstacles qu'il a eus à surmonter pour faire obtenir la liberté à sa patrie, il faut qu'il lui soit rendu par les amis du bien public dans le moment même qu'il l'a mérité, et qu'il le mérite. Les envieux et les ennemis de la nation chercheront à ternir sa vertu, la vérité le vengera et le monument de la liberté existant toujours dans la nouvelle constitution, sera le plus beau témoignage des services qu'il a rendus à son pays.

Les représentants du peuple, avant la convocation du parlement, n'existaient pas ; les membres qui furent ensuite choisis étaient sans plan, sans but,

sans boussolle, car tout cet ouvrage n'était dirigé que par les ministres; mais dès qu'on annonça la réforme des abus, tous se sentirent animés de l'enthousiasme de la liberté, et il n'y eut pas un des membres de la chambre des communes qui ne montrât pour les intérêts de la patrie, le zele le plus louable et le plus sage.

Le prince héréditaire commençait à écouter avec plaisir le langage de la constitution qu'on voulait établir. Il aimait à profiter des conseils des nouveaux ministres; il s'accoutumait aux maximes patriotiques et libres du prince de Villarmosa, l'Aristide de la Sicile, et il avait déjà placé une certaine confiance dans le caractere du prince de Belmonte qui, par ses discours énergiques, travaillait toujours à détruire les anciens préjugés.

Enfin, pour la premiere fois depuis bien des siecles, le 20 du mois de Mai, 1812, on entendit prononcer du haut du trône le mot de constitution. Les représentants de la nation furent appelés pour former de nouvelles lois, *la nation fut déclarée souveraine*, et le prince vicaire, dans son auguste langage, invita le parlement à s'occuper d'une nouvelle forme de gouvernement. Spectacle vraiment étonnant de voir proclamer ainsi la liberté dans une île, dans un moment où toutes les nations du continent de l'Europe sont soumises ou au pouvoir absolu, ou à la plus dégradante tyrannie militaire; où l'on ne s'occupe que de doubler les fers de la pluspart des nations, esclaves de princes qui sont eux-mêmes dans les chaînes de l'usurpateur corse; spectacle bien plus étonnant encore de voir cette liberté s'établir sans demander de victimes, ni être souillée par des crimes.

En vain les amis du pouvoir arbitrair affectaient de mépriser le zele des citoyens éclairés et vertueux, en vain on cherchait à maintenir le pouvoir absolu, en vain on s'efforçait de publier que tout devait être

inutile, et que, ou l'on ne réussirait pas à former la nouvelle constitution, ou si on la formait elle serait sans succès, la destinée de la Sicile avait déjà prescrit le terme des abus ; et la nécessité, cette loi irrévocable, avait déjà signé pour la nation sicilienne le décret de la liberté.

Le parlement se réunit pour la première fois le 10 Juillet. Ce jour-là, il jeta les bases de la nouvelle constitution, et il continua ensuite son travail jusqu'au 4 Novembre de la même année, lorsque le prince en ordonna la prorogation.

Nous allons analyser le plan de cette constitution avec impartialité, et examiner quelle est la classe de citoyens qui a le plus gagné et celle qui a le plus perdu.

(*La Suite incessamment.*)

Extrait d'une Lettre de Tsarsko-Selo, du 22 Avril, (2 Mai.)

" La journée du 2 Mai, vient d'être signalée ici par un événement que l'histoire du monde mettra au nombre des époques les plus mémorables.

" Des Espagnols et des Portugais que la fureur d'un ennemi commun et la violence d'une tyrannie sans exemple dans les fastes du globe avaient jetés des bords du Tage sur ceux de la Néva, viennent d'y prêter, ou pour mieux dire, d'y renouveller leur serment de fidélité, les premiers à leur souverain légitime Ferdinand VII, et les seconds au Prince Régent de Portugal.

" Cette cérémonie a eu lieu aujourd'hui 2 Mai, jour à jamais célebre, étant celui même où les Espagnols en l'an 1808 secouerent le joug des Français et rétablirent l'héritier du trône d'Espagne dans ses droits primitifs.

" Le chevalier Bardaxi di Azara, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire d'Espagne à la Cour de St. Pétersbourg, désira que le lieutenant-général Prince Gortschakoff, exerçant les fonctions du ministre de la guerre, fût présent à cette cérémonie, dont nous allons donner ici quelques détails.

" L'abbé Césari célébra dans la matinée le service divin devant les Espagnols et les Portugais, rassemblés sur la place de Ste. Sophie, tous habillés à neuf par ordre de S. M. Impériale. A l'arrivée du Prince Gortchakoff, le chevalier Bardaxi adressa aux Espagnols un discours dont voici quelques passages :

" ' Espagnols, qui prêtez en ce jour serment de fidélité à la constitution, et au souverain légitime de votre pays, j'ai choisi pour rendre ce jour plus solennel le 2 de Mai, jour qui fait époque dans l'histoire de notre nation, et que les Cortes Généraux et Extraordinaires ont ordonné de célébrer solennellement dans toutes les parties du royaume. Echappés d'une maniere miraculeuse au plus honteux esclavage, rendez grâces à la providence divine qui vous réunit aux bords de la Neva, sous la protection auguste d'Alexandre le Grand, Empereur de toutes les Russies, le libérateur de l'Europe, qui vous comble de ses bienfaits. En peu de temps vous serez de nouveau sur les bords de l'Ebre, de nouveau vous combattrez pour la religion, le souverain et la patrie. Espagnols, songez à la gloire que vous avez acquise à la bataille de Baylen, à la défense de Sarragosse, à celle de Girone, de Hostalrich, de Tarragone et à tant d'autres rencontres où la victoire seconda votre courage. Que votre régiment nommé dorénavant celui de l'Empereur Alexandre, conserve à jamais le souvenir des bienfaits innombrables que sa main a daigné répandre sur vous, soutenez la gloire d'un si beau nom, ren-

dez vous formidables à l'ennemi, faites-le trembler : venant de la Russie, cela vous sera facile.'.....

" Il fut chanté un *Te Deum* à la suite de ce discours, et l'on pria pour la conservation des jours de S. M. l'Empereur Alexandre de sa famille et du Roi Ferdinand VII.

" Les prieres finies, le ci-devant envoyé d'Espagne, M. de ..... le colonel Alex. o'Donnell, plusieurs officiers et tous les Espagnols prêterent serment de fidélité à leur Roi, et les Portugais au Prince Régent. Le chevalier Bardaxi ayant donné l'exemple, les cris de vive l'Empereur Alexandre, répétés avec enthousiasme par les Espagnols et les Portugais, remplirent d'attendrissement tous les spectateurs.

" La fête fut terminée par une marche générale des troupes espagnoles et portugaises qui, défilant devant l'endroit où se trouvait le portrait de Ferdinand VII, pousserent des cris de *Vive le Roi.*

" Que cet événement serve à éterniser la gloire de notre auguste maître ! Quels fastes pourront nous présenter de faits pareils ! des Espagnols, des Portugais, des habitants du Sud soumis par les armes victorieuses d'un monarque russe, se trouvent dans un de ses châteaux de plaisance, il les comble de bienfaits, il leur fait jurer de rester fideles à leur souverain, et finit par les rendre à leur patrie ! Ce même jour le chevalier Bardaxi donna à dîner aux ministres étrangers."

Fin de la Relation de l'Occupation de Moscou par la Grande-Armée.

(Voyez les Numéros 359, 360, et 362.)

J'oubliais de vous dire un fort bon trait d'un officier russe resté ici blessé et prisonnier. Le départ des François lui avait rendu la liberté, il logeait dans la maison des Enfants-Trouvés, où étaient les blessés français. Pour les mettre en sûreté il entre le matin dans leur salle, son bras en écharpe, et leur crie, " *Soldats ! vous êtes tous mes prisonniers ; l'armée est partie, je vous somme de vous rendre.*" " *Comment ? Nous ne nous rendrons pas ; aux armes !* Et en effet plusieurs de ces malheureux sortent de leur lit, s'habillent, s'arment et veulent sortir. M. de Krikoff, officier aux chasseurs de la garde, s'oppose à leur départ, leur représente le danger qu'ils courent s'ils se montrent hors de la salle. Impossible de retenir plusieurs d'entr'eux, qui sont massacrés dès qu'ils paraissent dans les cours. Ce triste spectacle rend les autres plus circonspects, ils consentent à se rendre prisonniers. Alors leur ange tutélaire descend dans la cour, va au devant des cosaques et de la foule, et dit à l'officier cosaque : " *Je vous déclare que les blessés qui sont ici sont prisonniers ; personne n'a le droit de les toucher.* On insiste cependant pour les livrer. Longue contestation—Enfin le chef des cosaques veut employer la force. M. Krikoff s'avance vers lui, se fait connaître et exige que lui, officier des cosaques, en fasse autant, pour prendre tout sous sa responsabilité. Cette démarche produit son effet ;

les cosaques et la populace se retirent: les blessés sont sauvés.

L'effet des explosions qui ont eu lieu au *Kremlin* a porté sur *la Clochette* à côté d'Ivan-Veliki, qui a sauté; sur la partie de l'arsenal vis-à-vis de la *Kikolski* où tous les murs sont pulvérisés; sur la tour à l'angle du *Kremlin*, près du pont de pierre, tous les matériaux brisés sont dispersés autour; sur deux petites tours le long de la Moskwa, elles ont sauté; et il y a à la place un trou dans le mur.

. . . . . .

J'oubliais de vous parler de M. Roustan, le fameux mameluck de Buonaparté. C'est un arménien d'origine, de Darabak, petite ville près d'Erivan. Il a souvent visité ses compatriotes, toujours avec une discrétion ministérielle. Il paraît qu'il s'est occupé d'appeller en France une partie de sa famille, sa mere et un frere et qu'il compte sur la connaissance personnelle de l'Empereur de Russie pour leur faciliter le voyage de France.

RÉSUMÉ POLITIQUE.

Nous donnons dans ce Numéro les dernieres relations officielles anglaises, russes et prussiennes, des affaires de Bautzen, Wurtchen et Reichenbach, qui ont précédé l'armistice du 4 Juin. On pourra, en les comparant avec les dépêches à l'Impératrice-Reine-Régente, apprécier l'exagération des unes et la modestie des autres. Nous faisons suivre ces relations des derniers bulletins de l'armée française, qui sont tout simplement aujourd'hui des lettres de Dresde. Les dernieres sont datées du 19 Juin, et tout en confirmant la ratification et l'exécution de l'armistice, sur lesquelles on avait eu quelques doutes, nous observons avec plaisir qu'il n'y est question que bien imparfaitement de la tenue d'un Congrès pour traiter de la paix, soit continentale, soit maritime.

Il ne peut plus maintenant y avoir de doute que toutes les actions qui ont eu lieu au mois de Mai n'aient été à l'avantage des alliés, et qu'ils n'aient combattu avec ardeur, vaillance et succès. La cause de leur retraite est suffisamment expliquée par leur grande infériorité numérique de forces. Heureusement il a dû leur arriver d'immenses renforts dans le cours du mois de Juin. La jonction des corps de Labanoff et de Tolstoy aura porté la grande armée russe à 90 mille hommes effectifs, et les renforts venus de Silésie et de la Prusse propre à l'armée prussienne, lui auront formé un complet de 50 mille hommes. Ces troupes ont donné trop de preuves de bravoure, de loyauté et de discipline dans ces dernieres occasions, pour qu'on n'ait pas toujours la même confiance dans leur dévoûment et dans leur patriotisme.

Les causes de l'armistice continuent d'être ensevelies dans une espece de mystere. On dit que Napoléon l'avait demandé le premier, mais qu'il proposait qu'il fût de six mois, avec six semaines de notification pour la reprise des hostilités, et que les alliés n'ont pas voulu qu'il fût de plus de six semaines avec six jours de dénonciation. La situation où se trouvaient les alliés après la derniere bataille de Wurtchen ne permet gueres de croire qu'ils aient dicté en maîtres les conditions de cet armistice. D'un autre côté, Buonaparté ayant appelé et concentré presque toutes ses forces auprès de lui pour frapper un coup décisif, et ce coup n'ayant eu rien moins que l'effet qu'il attendait, il a dû sentir qu'en continuant de s'avancer davantage dans la Silésie, il s'exposait non-seulement à voir ses derrieres inquiétés, ses communications interceptées avec la France, mais même à se trouver coupé de sa personne, lui et toute son armée, dès que les Suédois et les Autrichiens auraient jugé à propos de déboucher, les uns de la Poméranie, les autres de la Bohême. Il devait donc, quoique supérieur en nombre, désirer aussi lui cet armistice, afin de recevoir ses approvisionnements et de donner du repos à ses troupes extrêmement fatiguées. Il aura cru que pendant cet intervalle son temps serait mieux employé que celui de ses antagonistes, et que si ceux-ci recevaient de gros renforts, l'armée française en recevrait aussi qui ne seraient pas moins considérables.

Chacun des deux partis avait donc un intérêt séparé et urgent à signer cet armistice qui a tant surpris et inquiété les amis de l'indépendance de l'Europe : mais ils en avaient l'un et l'autre un besoin commun par l'attitude menaçante et incertaine de l'Autriche qui tenait la balance, ou pour mieux dire, l'épée suspendue sur la tête des deux parties belligérantes.

Nous ignorons si l'Autriche a eu une part di-

reste à cette suspension d'armes, mais il est incontestable qu'elle a eu beaucoup d'influence sur sa conclusion, par la crainte que chacun avait d'elle.

Que l'on examine la carte du théâtre de la guerre, l'on verra que la retraite de l'armée alliée, depuis le 1er Mai jusqu'au 4 Juin, s'est toujours opérée en longeant la frontiere de Bohême; et que conséquemment, l'Empereur de Russie et l'Empereur de France ont toujours dû avoir, dans cet intervalle, l'un l'espoir, l'autre la crainte de voir 50 mille Autrichiens partir d'Egra ou de Prague, et déboucher sur les derrieres de l'armée française. Un pareil mouvement opéré avant le 15 de Mai, aurait résolu depuis quelque temps, d'une maniere irrévocable, le cruel et long problême du salut de l'Europe.

On se demandera naturellement, comment il a pu se faire qu'avec une perspective semblable sous les yeux, l'Autriche ait hésité un seul moment à se montrer et à venger en peu de jours ses longues injures? La situation dans laquelle la fougueuse présomption de Buonaparté venait de nouveau de le placer, le torrent de l'opinion qui entraînait tout, les peuples de l'Allemagne qui se levaient de toutes parts, la rage qui animait les cœurs d'une extrémité de l'Europe à l'autre, les désastres horribles de l'armée française il y avait trois à quatre mois, tout présageait, tout garantissait le succès le plus prompt, le plus complet, le plus certain; mais il n'y avait pas de temps à perdre: encore quinze jours, et la scene pouvait changer.

Ne nous pressons cependant pas d'accuser l'Autriche. Espérons que si des arrangements antérieurs aux derniers événements avaient pu lui donner quelque ombrage, on aura profité de cet intervalle pour calmer ses inquiétudes et lui garantir la prépondérance à laquelle elle a toujours eu des droits, tant en Allemagne qu'en Italie.

Les leçons de l'expérience la plus cruelle doivent avoir assez fait sentir aux puissances continentales que la guerre contre la France est une guerre sociale et non une lutte pour satisfaire des ambitions personnelles. On évitera sans doute aujourd'hui cette grande erreur qui perdait tout depuis vingt ans. L'exemple, les principes, les sages proclamations de l'Empereur Alexandre doivent rassurer à cet égard.

Il est aisé, mais il est beau pourtant,
D'être honnête homme alors que l'on est grand.

La rivalité de la Prusse et de l'Autriche a toujours été jusqu'ici le meilleur allié qu'ait eu la France ; elle a été la source de ses triomphes, la base de sa puissance : la Prusse lui a donné l'Italie ; l'Autriche lui a donné Hambourg et Dantzig.

Ne jugeons donc, point encore la cour de Vienne ; remercions-la plutôt de ne s'être point déclarée contre les alliés, et espérons qu'instruits par quelques revers momentanés, et sentant la nécessité de la coopération de l'Autriche, on travaille en ce moment à défaire tout ce qui aurait pu lui causer de la défiance et à concilier ses intérêts avec ceux des alliés.

Suivant les dernieres nouvelles d'Allemagne, l'Empereur d'Autriche avait quitté sa capitale et s'était porté à Gitschin, sur la frontiere de Bohême et de Saxe, à distance égale de Dresde et de Schweidnitz ; M. le comte de Stadion, ministre autrichien, à qui la haine de Buonaparté forme un titre de gloire, était au quartier-général des deux souverains alliés ; M. de Bubna était en même temps à celui de Napoléon. Les négociations les plus importantes y étaient en pleine activité ; le comte de Narbonne, ambassadeur français à Vienne, était retourné au-

près de Napoléon. Maret et tous les chefs de division étaient accourus de Paris à Dresde, et pour mieux masquer ses projets, pour donner le change sur son activité, pour endormir ses ennemis présents et futurs dans une fausse sécurité, Buonaparté faisait postillonner sa troupe de cabotins pour venir l'amuser à Dresde, disons mieux, pour amuser ses adversaires. Il veut faire croire qu'il écoute la comédie, quand il prépare une tragédie sanglante. Puisse-t-on être en garde contre sa guerre de cabinet et ses manœuvres diplomatiques, bien plus dangereuses encore que ses opérations militaires !

Quelle gloire immortelle il reste à acquérir à l'empereur Alexandre, s'il parvient à concilier les intérêts et à balancer les prétentions de la Prusse et de l'Autriche, de maniere à ce qu'elles puissent tourner sans inquiétude leurs forces entieres contre l'ennemi commun !

Heureusement que la fougue et l'ambition présomptueuse de Buonaparté seront plus fortes pour réunir ces deux puissances, que les conseils de la raison et les leçons de l'expérience. Cet homme croit encore, malgré ses revers de l'an dernier, être le dictateur de l'Europe. Il annonce à la Grande-Bretagne qu'elle ne doit pas espérer de maintenir ses droits maritimes, son palladium, le garant de son indépendance ; il prétend conserver toutes ses usurpations ; il menace l'Autriche, allié infidele, d'une armée considérable sur l'Adige ; il lui en présente une autre qui s'assemble à Wurtzbourg sous les ordres d'Augereau ; il pille et extermine les habitants des villes anséatiques pendant l'armistice ; il accélere le départ de cette garde d'honneur qu'il a demandée aux départements, et qui lui formera une pospolite redoutable de 30,000 hommes, la fleur de la population de tous les pays qui reconnaissent son pouvoir ; enfin, il remercie par un monument d'un million ster-

ling, les 1200 mille sujets qui, à l'entendre, se sont déjà offerts pour lui assurer la possession de ses conquêtes et de ses usurpations, depuis Dantzick jusqu'à Cadix, et depuis le Tyrol jusqu'à Reggio et Cattaro.

Et c'est en face de l'Autriche qu'il fait de semblables bravades, et il y a des individus assez crédules pour s'imaginer qu'on ne lui opposera que des négociations, qu'on laissera paralyser l'ardeur et la bonne volonté des nations allemandes qui ne respirent que guerre et vengeance! Non: pour l'honneur de la nature humaine, nous ne pouvons, nous ne voulons pas le croire.

Nous voyons de tous côtés des preuves de la situation critique où il se trouvera, le jour qu'on voudra faire un effort commun. Repoussé à Hoyenswerde, lorsqu'il marchait sur Berlin avec des forces considérables, les partisans russes lui interceptaient, à cinquante lieues en arriere, ses régiments de cavalerie, ses convois d'artillerie, ses transports de provisions... Quoi de plus encourageant, quoi de plus brillant que les derniers coups de main du comte Michel de Woronzoff, et du gén. Czernicheff! Et tandis que nous étions encore dans l'admiration de ces exploits, nous apprenons que de nouveaux partisans alliés se sont emparés de la ville de Leipsic, et que, sur 3,000 hommes qui formaient la garnison de cette ville, 1500 ont été sabrés, et le reste faits prisonniers.

Pourquoi faut-il que l'armistice et l'indécision de l'Autriche, soient venus paralyser d'aussi beaux moyens, secondés comme ils étaient au moment de l'être par une des plus belles armées que l'on ait encore vues dans le Nord, celle du Prince de la Couronne de Suede? On peut aisément se faire une idée de la douleur que doit éprouver ce prince en se voyant à son débarquement les mains liées par un acte auquel il n'a pris aucune part, et dans lequel il n'est pas même fait mention de lui ni de son armée, quoi-

qu'elle soit aujourd'hui plus forte que celle de ses alliés ne l'étaient au moment de la cessation des hostilités.

Dès que le Prince de la Couronne de Suede a eu débarqué en Poméranie, tout s'est empressé de se réunir à son drapeau. La jeunesse de Hambourg de Lubeck, du Mecklenbourg, les émigrés de Hanovre, un grand nombre de Prussiens et d'habitants d'autres parties de l'Allemagne, lui completent déjà une armée de 45,000 hommes. Bientôt 4,000 hommes d'une légion germanique formée à Pillau, et que des transports sont allés chercher pour la conduire à Stralsund, quatre régiments d'infanterie anglaise (le 71e, le 73e, le 54e et le 21eme) et des détachements d'artillerie et de cavalerie anglaise qui sont partis de Douvres et de Harwich le 29 de ce mois, porteront cette armée à 55,000 hommes, et elle s'élevera à 90,000, que la Russie et la Prusse auront rempli les engagements qu'elles ont contractés avec la Suede.

Nous interrompons ici notre tableau politique, pour faire connaître les avis, les plus récents du Nord que les dernieres malles de Gothenbourg ont apportés.

Au quartier général à Stralsund, le 5 Juin.

Les troupes suédoises, sous les ordres du major-général Lagesbourg, quitterent Hambourg, le 26 de Mai au matin, sur la nouvelle qu'on y reçut qu'après l'arrivée du Président Danois de Kaas au quartier-général français à Harbourg, il avait été conclu une convention secrete entre le commandant français et le dit Président, pour attaquer et garnisoner Hambourg avec les troupes françaises et danoises réunies.

Le corps suédois restant ainsi exposé à une distance de trente milles allemands de son quartier-général, pouvait être regardé comme perdu; mais grâce à la prudence et à l'adresse de son commandant, il fut mis en sûreté sans perdre un seul homme.

Après qu'un corps français eût traversé l'Elbe à Oschsenwerder, le 30 Mai, des troupes danoises sous le commandement du général français le comte d'Erlon, marcherent sur Hambourg, et y entrerent.

Les corps russe et hanovrien, sous le commandement du lieutenant-général comte de Walmoden, sont encore sur l'Elbe près de Boitzenbourg. La premiere division de l'armée suédoise, commandée par le lieutenant-général baron Sandels, est entre Gadebusch, Schwérin et Wismar.

La seconde division s'assemble à Rostock, sous le commandement du major-général baron Posse. La troisieme division, commandée par le lieutenant-général Skjoldebrand, sera réunie à Tribseer et Grimmen ; et les réserves à Richtenburg et Franzburg. Les Suédois attendent dans cette position l'arrivée des troupes russes et prussiennes. Tous les amis de la cause de la liberté de l'Allemagne, qui voudront joindre l'armée suédoise, seront bien reçus ; et aussitôt que l'armée unie aura été portée au nombre fixé par les traités, elle marchera en avant. Si les habitants de l'Allemagne ressemblent à leurs ancêtres, et désirent de recouvrer cette liberté pour laquelle ils combattent aujourd'hui, c'est maintenant le moment de le prouver.

La ville de Stralsund, va être fortifiée ; les lignes devant les portes seront complétées d'ici en huit jours ; on construit des ponts-levis et des palissades ; cinquante pieces d'artillerie, de 24 et 18, défendront ces lignes, et le nombre en sera portée à cent dans l'espace de 14 jours. Il sera jeté un pont flottant à Danholm sur la côte de la Poméranie.

Une ligne de chaloupes-canonieres et de galeres est déjà établie à l'ancre entre la dite île et la côte.

Les anciennes fortifications de Danholm vont être réparées, et dans deux jours, il y sera érigé deux fortes batteries de 24 et de 12, pour protéger la ligne de chaloupes-canonieres et la porte de Franken.

Afin de s'assurer des véritables sentiments de la cour de Dannemarc, par rapport aux puissances belligérantes, le 30 Mai, le chancelier de cour le baron de Wetterstedt, le général russe von Suchtelen, ainsi que l'ambassadeur et l'envoyé anglais M. de Thornton et le major-général Hope, firent voile pour Copenhague, dans l'intention de faire au gouvernement danois des propositions en vertu desquelles on aurait pu conclure la paix avec la Grande-Bretagne et accéder en même-temps aux demandes de la Suede, fondées

sur des traités, mais considérablement diminuées de son propre consentement, le ministre d'état danois Rosencrantz, donna un refus direct à ces propositions raisonnables, et en conséquence les négociateurs retournerent ici hier soir, sans même avoir eu la permission de descendre à terre à Copenhague.

Ce refus de la part de la Cour de Dannemarc est une nouvelle preuve de la nature de la nouvelle alliance qu'elle a contractée avec la France, laquelle est en outre clairement manifestée par la part qu'elle a prise à mettre garnison à Hambourg.

Il est digne de remarque qu'au même moment que le Président Kaas négociait avec le prince d'Eckmuhl, il fit dire au général Tettenborn et aux généraux suédois, que le roi de Dannemarc était prêt à joindre 25000 hommes de ses troupes à l'armée suédoise, pour aider à faire faire une paix générale, et à diminuer le pouvoir de l'Empereur Napoléon.

Les régiments d'Upland et de Sudermanie, avec l'artillerie envoyée de Stockholm, ainsi que les cuirassiers des régiments des gardes, les hussars de Scanie et de Morner sont tous arrivés à Perth, et ont débarqué partie ici, et partie dans l'île de Rugen.

L'armée n'a que très-peu de malades, et dans le nombre il n'y a aucun officier supérieur.

Son Altesse Royale le Prince de la Couronne continue de jouir de la meilleure santé.

Gothenbourg, le 21 de Juin.

Nous avons des lettres d'Altona en date du 12. Le premier payement, sur les 48 millions de francs demandés à Hambourg, est de neuf millions. Il y a cinq millions de marks banco dans la banque d'Hambourg, et un million en circulation, le tout formant un total de 12 millions de francs qui seront saisis et feront partie de la contribution, et le peuple sera ainsi réduit à la banqueroute et à la mendicité.

On a publié une proclamation à Hambourg, où l'on déclare que un homme sur 10 doit entrer au service de la France.

Il a été en outre publié un ordre portant que tous les absents qui ne retourneront pas dans l'espace de huit jours,

seront sujets à la confiscation de leurs maisons et de leur mobilier, et à la perte de tout le reste de leur mobilier.

Les patriotes von Hesse, commandant de la légion anséatique, Hampt, le riche boucher, et Perthes, le libraire, sont mis hors la loi. Les deux derniers sont cachés. Von Hesse est arrivé à Stralsund, où il a été reçu très-gracieusement par le Prince de la Couronne. Le Mecklenbourg et la Poméranie sont remplis de fugitifs d'Hambourg.

Le Prince de la Couronne a donné une notice publique à Stralsund, que les hostilités étaient commencées entre la Russie et le Dannemarc.

Le 22.—Il vient d'arriver cette nuit un courier d'Helsinbourg, avec la nouvelle que les hostilités avaient commencé entre la Suede et le Dannemarc, et que toute communication entre Elseneur et Helsinborg avait cessé en conséquence.

Héligoland, le 22 de Juin.

Le premier payement sur la contribution de 48 millions de francs, imposée à Hambourg, n'ayant pas été effectué, par le défaut absolu de moyens, le prince d'Eckmulh a exécuté dans toute leur latitude les ordres rigoureux que son maître lui avait donnés; trente-quatre des négociants les plus respectables de cette malheureuse ville ont été arrêtés et envoyés à Paris. L'un d'eux est âgé de plus de 80 ans, et était presque hors d'état de marcher par la goutte. Le malheureux n'aura pas long-temps à souffrir. Voici le nom de quelques-uns de ces ôtages; M. George Woetmann, de Chapeaurouge, Schultz, Bergen, Boosew, Jacob Albert, Wallach, Kruegen, Osy, Hertz, Lubbert, Westphalen, N. W. Hettmann, etc. etc.

Berlin, 4 Juin.

Le major Blucher a fait une tentative aussi hardie qu'heureuse sur les derrieres de l'ennemi. Il a surpris à la tête d'un corps de troupes légeres un parc de 15 canons et de 30 caissons, et après avoir encloué les uns et fait sauter les autres, il s'est retiré. La perte des Français à la bataille d'Hoyenswerde se monte de 7 à 8,000 hommes. On dit que Victor a été blessé à la bataille de Bautzen, et que le général Grouchy est retourné en France.

St. Pétersbourg, le 4 Juin.

Rapport fait à S. M. I., par le Commandant en Chef d'un Corps d'Armée, le Général d'Infanterie Barclay de Tolly.

Hier (20 Mai) dans l'après-midi, nous approchâmes de Kœnigswartha où étaient la division italienne, un petit nombre des troupes françaises et quelques pieces d'artillerie appartenant au corps du général Bertrand. La division italienne était arrivée la veille du camp principal formé à Bautzen. Aussitôt que je vis l'ennemi, je donnai ordre au major-général Roudzawisch d'attaquer ses postes avancés du côté de Tonsdorf. Nos chasseurs exécuterent cette attaque avec une telle rapidité que les avant-postes furent culbutés et obligés de se replier sur la ville. Un bois épais et un terrain marécageux arrêterent notre poursuite; cette attaque nous donna cependant les moyens de reconnaître la place. Ayant découvert une route plus praticable, qui communiquait avec le grand chemin de Bautzen, j'envoyai la 18e et la 9e division du corps, commandé par le général d'infanterie, comte de Langeron, pour attaquer la ville du côté de Bautzen. La premiere de ces divisions, marchant à la tête de la colonne, commandée par le major-général prince Scherbatoff, rencontra l'ennemi dans un bois près de la place. Celui-ci en fut chassé malgré une résistance obstinée et un feu très-vif d'artillerie et de mousqueterie, et obligé de se retirer dans la place où il se défendit vigoureusement dans les rues et dans les maisons; mais il en fut également chassé par les vaillantes troupes de V. M. I. Nous avons pris sept pieces de canon, dont deux étant démontées furent laissées dans la place, et quatre généraux, savoir: le commandant de la division, Pegueri, et les généraux de brigade, Martelli, Balatier et St. André; les deux premiers sont morts depuis de leurs blessures; le troisieme est prisonnier de guerre et le quatrieme a été laissé sur le champ de bataille griévement blessé. Outre cela, quatorze officiers et 740 soldats sont tombés dans nos mains. Je ne puis fournir l'état des prisonniers faits par les Prussiens, ne l'ayant pas encore reçu. Il n'y a eu que la 18e division qui ait pris part à la prise de Kœnigswartha.

Tandis que cette affaire avait lieu sur mon flanc gauche, les troupes prussiennes sous les ordres du lieutenant-général d'York, qui suivaient la route de Gensdorf rencontrerent l'ennemi débouchant d'Hoyerswerda avec toutes ses forces. Le feu commença immédiatement de part et d'autre avec une grande vivacité, et en peu d'instants le combat devint très-sanglant.

En conséquence de cela, après avoir occupé la place, et voyant que l'ennemi recevait continuellement des renforts, je donnai ordre à la 9e division d'infanterie et à quelques bataillons du corps des grenadiers de marcher au secours du lieutenant-général d'York.

Nos troupes ainsi que celles de S. M. le roi de Prusse, exposées ainsi qu'elles le furent pendant ce combat meurtrier de huit heures à un feu très-vif, combattirent avec cette énergie et cette bravoure qui les caractérisent et obligerent l'ennemi à rétrograder. La bataille finit à dix heures du soir. J'ai dans cette occasion un devoir bien agréable à remplir en informant V. M. I. que je dois le succès de cette affaire non-seulement aux troupes alliées qui étaient sous mes ordres, mais encore aux sages dispositions du général d'York et du major-général prince Scherbatoff.

En conséquence des ordres de V. M. I., d'après lesquels je devais précipiter ma marche pour arriver à la position occupée par les armées combinées, près de Bautzen, et étant d'ailleurs informé par mes patrouilles de mouvements de l'ennemi sur le côté de Bautzen et d'Hoyerswerda, je commençai ma retraite la même nuit vers Hattamelde où je suis arrivé aujourd'hui à six heures du matin, couvrant ce mouvement au moyen de l'avant-garde du général Tschaplitz et d'un détachement de la cavalerie du major-général Lanskoi. L'ennemi extrémement harassé ne fit aucune tentative pour m'inquiéter. L'avant-garde est en ce moment à Klaks, et le major-général Lanskoi est à Milkill, ayant ses piquets à peu de distance de Koniswartha et détachant des partis considérables pour faire des reconnaissances sur les routes qui conduisent d'Hoyerswerda à Buntzlau, Spremberg et Musk. Le corps des grenadiers a reçu ordre de se tenir prêt à joindre la Grande-Armée en cas de besoin. Etant pressé par le temps et occupé de nos mouvements continuels, je ne puis donner un compte détaillé de notre perte, tout ce que je puis dire, c'est qu'en considérant la vivacité de l'engagement, elle est insignifiante.

(Gazette de Pétersbourg, du 8 Juin.)

Quoique l'armistice ait stipulé que les hostilités cesseraient sur tous les points, cependant il paraît, suivant des lettres de Gothenbourg qu'on trouve dans les papiers anglais, que le Prince de la Couronne a entendu que cette cessation d'hostilités n'avait lieu qu'entre les troupes françaises et les troupes belligérantes et ne s'appliquait en aucune maniere aux Suédois et aux Danois. En effet, quelques-unes de ces lettres portent que le Prince de la

Couronne a annoncé que les hostilités étaient commencées entre la Russie et le Dannemarc et entre la Suede et le Dannemarc; d'autres lettres annoncent même que les hostilités ont déjà commencés. Ce serait une chose bien à désirer que les troupes suédoises pussent, en frappant promptement un grand coup, en finir avec de l'armée danoise, et la rendre de cette maniere nulle pour Buonaparté. Davoust se croira sans doute obligé de marcher au secours des alliés fideles de son maître, et dans ce cas voilà la guerre rallumée et l'armistice fini.

Les nouveaux bulletins de Buonaparté sont remplis de déclamations et de verbiage pour la justification du Dannemarc. Malheureusement les aveux de cet imprudent ami suffisent pour justifier la guerre actuelle de la Suede. Nous pourrions référer nos lecteurs, pour la réfutation de ces nouveaux factums, aux discours du comte de Liverpool et de lord Castlereagh que nous avons donnés dans notre dernier cahier, mais nous y ajouterons quelques courtes observations.

Depuis le commencement de la révolution française, le gouvernement danois, s'est constamment soumis à toutes les humiliations que les divers gouvernements successifs de France ont jugé à propos de lui faire éprouver.

Lorsque l'Europe entiere était plongée dans la consternation et dans le deuil, par le meurtre de Louis XVI, le Dannemarc consentit à recevoir et l'on admit à la cour pour représentant des régicides, ce même Grouvelle qui avait lu à ce prince son acte de condamnation. Le discours que ce monstre se permit d'adresser au Souverain du Dannemarc était rempli des plus injurieuses menaces ; on eut cependant la bassesse de l'écouter sans rien dire.

Lorsque tous les Souverains de l'Europe, l'un après l'autre, à des époques différentes, ont été en

guerre, plus ou moins long-temps, avec les révolutionnaires français, pour essayer de mettre des bornes à leurs usurpations et à leur pouvoir, le Dannemarc s'est toujours tenu à l'écart, et est devenu par sa politique tortueuse un objet d'inquiétude pour toutes les puissances qui ont cherché à assurer l'indépendance de l'Europe.

L'opposition anglaise elle-même, lorsqu'elle fut parvenue à administrer le gouvernement à la mort de M. Pitt, disait du Dannemarc, par l'organe de lord Howick, aujourd'hui le comte Grey, ministre des affaires étrangeres, *qu'il n'y avait ni sûreté, ni paix dans les mesures du Dannemarc.*

Lorsqu'en 1808, la Suede combattait pour sa propre existence, la Norvége était le point par où elle devait être attaquée et écrasée à l'Ouest, tandis qu'elle était en butte à la plus vive et la plus dangereuse attaque par la Finlande.

Lorsque le prince actuel de Suede fut appelé au trône de ce pays, il dut s'identifier et s'identifia en effet avec les intérêts de la Suede dont les destinées lui étaient confiées ; il aurait trahi ses devoirs et ses serments d'être le protecteur du pays qui l'adoptait, s'il avait oublié cet exemple frappant de la haine du Dannemarc contre la Suede.

Quand Buonaparté médita la conquête de la Russie, derniere barriere de l'indépendance de l'Europe, il tenta de séduire la Suede. Il lui proposa, par une dépêche dont fut chargé le fils d'Augereau, non-seulement la Norvége, mais encore la restitution de la Finlande, et de nouveaux territoires en Allemagne, si elle voulait faire cause commune avec lui contre la Russie. Augereau fut prié d'attendre un moment. Le Prince de la Couronne reçut la dépêche pendant qu'il se trouvait dans une assemblée publique. Il la lut sur-le-champ, et tout en la lisant, il écrivit au crayon à la marge de chacune des propositions : *Refusé, refusé ;* " Si l'Empe-

reur des Français échoue contre la Russie, il n'aura pas le pouvoir de réaliser ses offres ; s'il réussit, il n'y sera pas disposé ;" *refusé*, et il renvoya en France, Augereau, avec cette réponse digne de Léonidas.

Le Prince de la Couronne fut vivement sollicité par l'Empereur Alexandre de faire cause commune avec lui l'an dernier contre l'oppresseur de toutes les nations, qui, la Russie conquise, n'aurait certes pas mieux traité la Suede. Le Prince de la Couronne n'eut pas besoin d'exhortations, il répondit avec la franchise d'un soldat : "Que la Suede soit en sûreté, et ses ressources seront jointes aux vôtres." Il est inutile de dire que la Suede ne pouvait être en sûreté lorsqu'elle pouvait être attaquée par la Norwége. La conduite du Dannemarc en 1808, et antérieurement, ne permettait pas de douter qu'on n'eût songé à cette attaque. Voilà la clef des engagements pris entre les cours de Stockholm et de St. Pétersbourg.

Que serait-il arrivé, si la conduite du Prince Royal de Suede eût été différente de ce qu'elle a été? Nous pensons aujourd'hui, que dans le temps où Buonaparté entrait d'un côté à Moscou, il n'aurait pas éprouvé beaucoup de difficulté à entrer lui-même de l'autre à Pétersbourg. Tout le monde a vu ce que Gustave a pu faire contre une Souveraine telle que Catherine, et cela dans un temps où la Russie n'avait qu'une guerre avec la Turquie pour occuper son attention. On se rappelle encore que l'on entendit à Pétersbourg le bruit du canon Suédois. On ne peut gueres douter que si les ressources navales et militaires de la Suede avaient alors été dirigées par un homme comme le Prince de la Couronne actuel, le résultat n'eût été désastreux pour le trône de Russie.

Lorsque la Russie consentit à ce que la Suede se mît en possession de la Norwége et s'engagea

même à coopérer à cette conquête, elle avait parfaitement le droit de faire cette offre. Elle était attaquée par la France ; elle trouvait son ennemi lié avec le Dannemarc depuis plusieurs années par un traité d'alliance, ainsi que les souverains de la confédération du Rhin qui envoyaient leurs contingents contre elle. Quatre équipages de bons matelots fournis par le Dannemarc montaient quatre vaisseaux de la flotte française de l'Escaut, et pouvaient ou croiser contre les vaisseaux de S. M. Impériale, ou porter sur quelque point des troupes de débarquement ; enfin des troupes danoises occupaient le territoire d'Oldenbourg, pays dont la réunion par les Français était une des principales causes de la guerre qui éclatait; et par cette occupation elles mettaient en liberté autant de troupes françaises qui marchaient contre la Russie, ce qui était équivalent à marcher elles-mêmes. La Cour de Pétersbourg n'était plus dès ce moment en état de paix avec la Cour de Copenhague, et elle rentrait vis-à-vis du Dannemarc dans tous les droits de la guerre.

Cependant la Suede mit de côté ses intérêts particuliers, et désirant ainsi que l'Angleterre et la Russie, attirer le Dannemarc dans la cause commune, elle déclara que la question de la Norwége resterait à décider jusqu'à la paix. L'évêché de Drontheim, rocher stérile et sans valeur, si ce n'est pour l'invasion de la Suede, était tout ce que les Suédois demandaient ; et pour cette cession, toute misérable qu'elle était, excepté pour des objets hostiles, on offrait en échange la Poméranie, pays fertile, riche et étendu. La Suede pouvait-elle donner des preuves plus convaincantes qu'elle n'avait pas son agrandissement pour objet ?

Mais ce qui l'emporte sur tout, c'est de voir le héros de la piece, Buonaparté lui-même, révéler le secret de la comédie qu'il jouait vis-à-vis de l'Angle-

terre sous le nom du Dannemarc, et montrer à découvert les fils qui faisaient mouvoir ses pantins. C'est Napoléon qui déclare lui-même au monde que c'était lui qui dirigeait depuis long-temps la conduite du Dannemarc ; que son allié le Roi de Dannemarc ne prenait aucune mesure, ne faisait aucune démarche sans sa permission et son approbation ; et que dans ces dernieres circonstances, il lui avait permis pour sauver l'intégrité de son territoire que la France paraissait incapable de garantir, de négocier avec l'Angleterre, de l'amuser, de la tromper, de l'insulter même par des négociations illusoires, fallacieuses, mensongeres. En un mot, il avoue que ce fut lui qui signa les lettres de créance du comte de Bernstorff. Telle était la peur des deux dignes alliés, que pour en imposer mieux à l'Europe, la France restituait au Dannemarc ses quatre équipages des vaisseaux de la flotte de l'Escaut, et l'on poussait cette cruelle hypocrisie jusqu'à avoir l'air de défendre Hambourg contre les Français, jusqu'à faire couler le sang des Danois, uniquement pour tromper les alliés, et pour tendre de concert avec les Français un piége aux Suédois qui avaient voulu secourir Hambourg, et qui n'échapperent qu'à force d'adresse au double piége qui leur était tendu avec la plus atroce perfidie.

Ce fut sous ces auspices que M. de Bernstorff se présenta à Londres avec des instructions rédigées par Bassano, portant que si l'Angleterre voulait déchirer ses traités et abjurer ses alliances avec la Suede et avec la Russie victorieuse de Napoléon, en garantissant au Dannemarc ses possessions, alors et dans ce cas seulement, le Dannemarc consentirait par faveur à recevoir ses colonies conquises dans les Indes, les vaisseaux qu'on lui avait soustraits pour la sûreté de l'Angleterre, et des indemnités en argent pour la valeur de ceux de ces vaisseaux qui n'existeraient plus, et pour les autres dommages que la Grande-Bretagne avait pu lui causer dans le cours de la guerre.

On serait fort en peine de trouver dans les annales de la diplomatie des propositions plus arrogantes, plus audacieuses, plus folles de la part d'un petit état envers une grande puissance.

Il ne manquait à l'exposé de Lord Castlereagh dans la Chambre des Communes, que cette circonstance de la suprématie de Buonaparté dans les conseils du Dannemarc, et sa participation à cette derniere négociation qui se faisait à l'ombre de ses ailes; maintenant c'est l'ennemi lui-même, c'est Buonaparté qui a dévoilé l'acquiescence du Dannemarc à ses volontés, sa connivence à ses intrigues.

Nous ne pouvons donc que regretter maintenant cette espece de tentative infructueuse de négocier que viennent de faire devant Copenhague les envoyés de Suede, d'Angleterre et de Russie, partis de Stralsund comme les trois mages pour aller porter au Dannemarc l'or, la myrrhe et l'encens. Nous voulons parler de cette mission des négociateurs qui s'étaient embarqués en dernier lieu sur le vaisseau anglais la *Défiance*, et à qui on ne permit même pas de mettre pié à terre, ce qui fit dire très-plaisamment à un homme d'esprit attaché au Prince Royal : " qu'il y avait dans cette bisarre affaire *Défiance* d'un côté et *Malice* de l'autre.

Tandis qu'on croit que le Prince de Suede va peloter en attendant partie, le géant britannique de la Péninsule s'avance avec la rapidité de la foudre vers la frontiere de France. Chose bisarre, non moins qu'agréable, de voir la campagne d'Espagne commencer le jour même où celle d'Allemagne cessait ! Il ne serait pas moins étonnant de la voir finir par l'expulsion des Français de l'autre côté des Pyrénées, au même moment où l'armistice de Schweidnitz expirera, et que la campagne des alliés recommencera sur l'Oder. Du reste que ne devait-on pas attendre de la promptitude, de l'énergie et des talents de Lord Wellington ! Comme il a su préparer en silence tous ses moyens, et lorsque le moment est venu, avec quelle rapidité et quel ensemble il les a développés !

Les Français surpris n'ont eu que le temps de se sauver à toutes jambes. Leurs trois lignes de défense, le Douro, la Pisuerga et l'Ebre se sont trouvées franchies en quelque sorte, sans qu'ils s'en soient aperçus; et tout cela s'était opéré du 24 Mai au 19 Juin ! En 25 jours une armée de 100,000 h. s'est portée de Frenada à Vittoria, et au moment où on lira cet article, elle sera au pied des Pyrénées ! Salamanque, Burgos, Toro, Zamora, Bénévente, Pancorbo, Miranda, Madrid, tout a été évacué précipitamment, et tout ce qui était fortifié a été fait sauter. On ne connaît point officiellement la perte que les Français auront faite en artillerie, magasins, bagages et prisonniers, mais elle doit avoir été immense.

BULLETIN OFFICIEL.

Bureau de l'Amirauté, le 30 Juin.

Lord Keith a fait passer des lettres du capitaine Sir G. Collyer, datées de St. Ander du 20 et du 21 du courant, annonçant la marche en avant du marquis de Wellington. Sir G. Collyer, avait vu M. le commissaire Ogilvie, que lord Wellington avait envoyé avec des instructions pour des munitions. La rapidité de la marche des alliés avait déterminé l'ennemi à faire sauter, le 13, au matin, les murs intérieurs et tous les ouvrages du château de Burgos. Il avait péri 30 hommes de la garnison dans l'explosion. Sir Thomas Graham avait passé l'Ebre, le 13, sur le pont d'Areno. L'armée le suivit le 16, passant cette riviere à Quintana. Le quartier-général était ce jour-là à Villarcayo et à Medina de Pomar. Le 17, le quartier-général de lord Wellington était à Reynosa, et le 18, à une lieue plus loin, à St. Martin. Un conducteur d'artillerie laissa Sa Seigneurie ce jour-là dans les environs. Il a rapporté à Sir G. Collyer que, le 19, lord Wellington devait établir son quartier-général à quatre lieues de Vittoria.

L'ennemi avait détruit les fortifications de Pancorvo et de Miranda. De 3 à 4,000 hommes, avaient été coupés de la route de Bilbao, et avaient été obligés de se replier sur cette ville, suivis par quelques milliers d'Espagnols, sous le général Giron, avec de la cavalerie britannique.

La division du général français Clausel avait éprouvé une perte de 2,500 hommes dans la poursuite de Mina, qui pourtant avait été suivie avec acharnement, et Mina avait été

très-vivement pressé. On estimait au même nombre d'hommes la perte de Palombini dans l'attaque et la marche de Castro. Mina écrit que le quartier-général de Joseph était transféré à Pampelune, et que l'armée de Suchet était en mouvement, selon toutes les apparences pour passer l'Ebre.

Extrait d'une Lettre d'un Officier.

A bord du Pyramus, le 28 Juin.

Je viens d'arriver avec la bonne nouvelle que Lord Wellington ayant marché avec rapidité et sans être attendu, sur l'armée française, celle-ci s'est retirée sans faire la moindre résistance, brûlant Burgos en chemin, et que le quartier-général de Sa Seigneurie était à Vittoria, lors des dernieres nouvelles qu'on en a reçues. L'ennemi se retirait sur Pampelune, suivi de près par la division du général Graham, qui, j'ose le dire, en rendra bon compte.

Le 26, notre bâtiment fut dépêché avec les nouvelles ci-dessus, qui avaient été apportées de Saint Ander à Lord Keith par le brig de guerre le *Constant*, qui en avait fait voile le 22, et avait joint la flotte environ une demie heure avant notre départ. La perte des alliés est de peu d'importance, et j'apprends qu'il n'y a pas plus de 300 malades dans toute l'armée.

Toro, le 8 Juin.

Le 28 Mai, au matin, les Français évacuerent Madrid; le 3 de ce mois, nos troupes entrerent dans cette capitale. Le même jour, lord Wellington entrait à Toro à onze heures du matin; les Français s'en étaient retirés à sept, et s'étaient portés à une lieue de distance, à Morales. La cavalerie anglaise y a fait 237 cavaliers et 3 officiers prisonniers. Le même jour, dans la matinée, Don Juan en amena 80 de plus, pris à quatre lieues d'ici, de maniere que les prisonniers depuis notre entrée à Salamanque jusqu'à aujourd'hui montent à plus de 1,000 hommes, outre les 400 pris dans une affaire à Torrilobolon, à trois lieues de cette ville. Huit mille hommes ont passé la riviere. On écrit de Valladolid que, le 2, le roi intrus Joseph passa par Burgos avec toutes ses forces et sa suite. On nous assure ici que Boyer, avec toute sa cavalerie, a été pris entre Rio Seco et Placentia.

FIN DU QUARANTE-UNIEME VOLUME.

Imprimé pour SCHULZE et DEAN, 13, Poland-St. Oxford-St. chez lesquels on peut souscrire.

WIDENER LIBRARY
HX IPY8 6

WERNER LIBRARY
HX IPY8 6